

Paris 1980

FÉLIX KREISSLER

la prise de conscience de la nation autrichienne

1938 - 1945 - 1978



**Publications de l'Université
de Rouen**

Revue **Austriaca**

Cahiers Universitaires d'information sur l'Autriche.

5. Vie et création musicales
6. Histoire et historiographie en Autriche
7. L'Avant-garde littéraire
8. Structures et idéologies politiques
9. Recherches sur la littérature autrichienne

Voir en fin d'ouvrage la liste par matières

25. G. DE PESLOUAN

Qui sont les femmes ingénieurs en France ?

26. F. JOUKOVSKY

Paysages de la Renaissance P.U.F.

27. L. CAILLET

La papauté d'Avignon et l'Eglise de France P.U.F.

28. CENTRE D'ART ESTHÉTIQUE
ET LITTÉRATURE

Jules Janin et son temps (1804-1874) :
un moment du romantisme P.U.F.

29. D. GUILBERT

L'enfant face au test de Rorschach P.U.F.

30. J.-J. NATANSON

La mort de Dieu P.U.F.

31.

**Droit privé et Institution régionale (Etudes
historiques offertes à Jean Yver)** P.U.F.

32. P. GOUBERT

**Jane Austen,
étude psychologique de la romancière** P.U.F.

33. M.-C. LECUYER et C. SERRANO

**La guerre d'Afrique et ses répercussions
en Espagne (1859-1860)** P.U.F.

34. R. DUMONT

Le théâtre de Stefan Zweig P.U.F.

35. J.-M. BAILBE

Regards sur l'opéra P.U.F.

36. A. NIDERST

**Madeleine de Scudéry, Paul Pellisson et
leur monde** P.U.F.

37. A. RIGAUDIÈRE

L'assiette de l'impôt à la fin du XIV^e siècle :
livre d'estimes des consuls de St-Flour P.U.F.

38. J. PIERROT

L'imaginaire décadent (1880-1900) P.U.F.

39. M. NEDELJKOVIC

**David Hume, approche phénoménologique de
l'action et théorie linguistique du temps** P.U.F.

40. G. DUFOUR

**J.-A. Llorente : Memoria historica... sobre
la Inquisicion** P.U.F.

41. P. WOODLAND et F. MICHAUT

**L'équilibre et le changement dans les systèmes
politiques : sur deux crises significatives de
la fin du XIX^e siècle** P.U.F.

42. CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHE
D'HISTOIRE DES IDÉES ET DE LA
SENSIBILITÉ

Histoire et littérature P.U.F.

43. P. ALBERTINI

**Le droit de dissolution et les systèmes
constitutionnels français** P.U.F.

44. M. THELLIER, A. MONNIER,
M. DEMARTY, J. DAINTY

**Echanges ioniques transmembranaires chez les
végétaux** C.N.R.S. et Public. Rouen

**LA PRISE DE CONSCIENCE
DE LA NATION AUTRICHIENNE
1938 - 1945 - 1978**

Copyright 1980 Presses Universitaires de France

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

No ISBN 2-13-036627-9

PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE ROUEN

Félix KREISSLER

Docteur ès Lettres

LA PRISE DE CONSCIENCE
DE LA
NATION AUTRICHIENNE
1938 - 1945 - 1978

Tome I

*Ouvrage publié avec le concours
du Ministère des Universités
et du Ministère autrichien des Affaires étrangères*



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, boulevard Saint-Germain, Paris

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

THE UNIVERSITY OF TORONTO

100 St. George Street

LA PRISE DE CONSCIENCE

DE LA

NATION AUTRICHIENNE

1938 - 1945 - 1978



TORONTO

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

AVANT-PROPOS

Le travail que nous présentons ici est profondément engagé : il s'agissait en effet de détruire radicalement la légende des « Autrichiens allemands », voire meilleurs Allemands, et d'établir le devenir et la consolidation de la nation autrichienne, processus qui présuppose l'extirpation définitive de l'idéologie pangermaniste. Vaste programme : pour sa réalisation, aucune aide, aucune contribution n'était de trop et dans les discussions que ne manquera pas de soulever ce livre, on nous reprochera certainement notre éclectisme pro-autrichien dont aucun courant politique et spirituel n'est exclu. Mais cet éclectisme se fonde sur des faits historiques concrets et vérifiés, donc scientifiquement valables.

On trouvera également que la relation de certains épisodes revient à plusieurs reprises, mais c'est toujours pour les considérer sous un angle différent et pour en éclairer un nouvel aspect. Il y a en effet des vérités qu'on ne peut assez répéter.

La thèse que nous défendons s'écarte donc quelque peu des voies universitaires traditionnelles ; mais les controverses qu'elle pourra susciter aideront sans doute, c'est du moins ce que nous espérons, à faire avancer les idées sur la question nationale, en Autriche et ailleurs.

Qu'il me soit permis de remercier M. Pierre BERTAUX, éminent germaniste et civilisationniste qui m'a prodigué conseils et encouragements, ainsi que toutes les autres personnalités dont l'aide m'a été précieuse. Les relectures du manuscrit et des épreuves dont s'est chargée mon épouse, Denise KREISSLER-DORDOR, ont contribué à rendre cet ouvrage plus lisible et à en supprimer un grand nombre de fautes et d'erreurs ; travail exténuant pour lequel je lui dis toute ma gratitude.

INTRODUCTION

POURQUOI ETUDIER LA PRISE DE CONSCIENCE DE LA NATION AUTRICHIENNE ?

Alors que la formation de la nation autrichienne peut être considérée comme le résultat d'une évolution historique et dialectique — dont les conditions politiques, économiques, culturelles, sociologiques et autres ne seront abordées qu'en marge de notre travail — la prise de conscience progressive de cette nation est un processus non moins dialectique, c'est-à-dire qu'il n'a pas le caractère d'une évolution linéaire, mais procède plutôt par à-coups, par sauts qualitatifs. Il y a certes parallélisme entre ces deux événements, mais le second est toujours singulièrement en retard sur le premier, et cela de plusieurs décennies. Toutefois les convergences, tantôt apparentes, tantôt cachées et enveloppées par une sorte de gangue idéologique, deviennent de plus en plus perceptibles.

Les années de 1848 à 1866, de 1867 à 1914, de 1918 à 1938 constituent autant d'étapes de la formation effective de cette nation, alors que la prise de conscience n'est que sous-jacente : pour elle ce ne sont que des étapes de gestation à l'intérieur même de la nation déjà partiellement et plus tard entièrement constituée, alors que la conscience nationale est encore en sommeil, repose encore dans le subconscient, même dans l'inconscient des grandes masses qui s'imaginent — à tort — faire partie de la nation allemande, trompées en cela par les idéologues du pangermanisme, parvenus à imposer leurs vues sur l'identité absolue de « langue » et « nation », en rejetant tout autre critère.

Seuls les esprits les plus éclairés en Autriche, parmi eux un grand nombre d'écrivains, percevront les éléments de formation nationale. Sous la Première République, deux précurseurs qui firent figure de marginaux tentèrent de jeter les bases théoriques aussi bien de la nation elle-même que de sa conscience, mais les circonstances d'alors les condamnèrent à prêcher dans le désert.

Il est intéressant de noter que ces deux précurseurs appartenaient aux extrémités de l'arc-en-ciel des familles spirituelles autrichiennes : le catholique Ernst Karl Winter et le communiste Alfred Klahr surent les premiers illustrer et défendre les prémisses de cette prise de conscience, et présenter aussi les fondements historiques de la nation autrichienne. Ils sont les précurseurs qui subissent le le destin réservé à ce genre de pionniers en avance sur leur temps : à Winter, la clique nationale-allemande qui régnait sur l'Université de Vienne refusa son « Habilitation », c'est-à-dire l'accès à l'enseignement supérieur, et Alfred Klahr dut se réfugier dans la clandestinité puisque le régime austro-fasciste de Dollfuss et de Schuschnigg, reposant sur l'anticommunisme le plus strict, avait interdit le parti communiste autrichien dès 1933. Ses articles parurent donc dans l'organe théorique du KPOe (P.C. autrichien) « Weg und Ziel ¹ », et de ce fait ne furent accessibles qu'à ceux qui se risquaient à lire la presse clandestine.

Quant à la prise de conscience nationale, elle s'opéra en plusieurs étapes. Le choc brutal de l'annexion fera fonction de premier détonateur de réflexion. Mais là encore la prise de conscience sera freinée, d'une part en vertu des communiqués triomphateurs des premiers succès dans la guerre mondiale, diffusés par la propagande de Goebbels, et d'autre part grâce à la loi d'airain de l'Etat SS qui écrase l'Autriche aussi bien que l'Allemagne et les pays occupés de l'Europe entière sous le talon de fer de la terreur.

La Résistance revêtit le double aspect d'une résistance anti-fasciste complétée, si l'on peut dire, par une résistance nationale à laquelle appelèrent notamment les communistes et les conservateurs. Cette Résistance, dont nous ferons ressortir le caractère national avec des documents inédits, fut stimulée, en 1943, par la Déclaration de Moscou des trois grandes puissances alliées qui proclamaient leur volonté de rétablir une Autriche libre et indépendante, considérant que ce pays avait été la première victime de l'agression hitlérienne. Dès lors une nouvelle conscience nationale allait se forger, et cela sur trois plans différents :

En Autriche même, les opposants au nazisme commencèrent à se concerter, aussi bien sur le plan politique — c'est-à-dire à entrevoir

1 *Weg und Ziel* = « Le chemin et le but », dont le sous-titre fut longtemps *Revue mensuelle pour les problèmes de la démocratie et du socialisme scientifique*, transformé depuis 1970 en *Revue mensuelle pour la théorie et la pratique du marxisme-léninisme*.

des perspectives d'indépendance nationale sur la base du caractère autonome de l'Autriche — que du point de vue de la résistance effective à l'occupation hitlérienne, tels que des actes de sabotage dans les usines, jusqu'à la lutte armée dans les contrées montagneuses du pays. Plus la guerre approchait de sa fin, plus les tentatives de regroupement et de concentration de la Résistance intérieure prirent forme.

Dans les camps de concentration, les internés politiques eux aussi intensifièrent leurs discussions pour la reconstruction d'une Autriche libre, démocratique et indépendante ; ces discussions n'exclurent aucune tendance politique, et l'on peut dire que ce fut dans les camps hitlériens que, pour la première fois, la conscience nationale autrichienne se manifesta sous la forme d'union nationale.

A l'étranger également, les Autrichiens se regroupèrent dans de nombreuses organisations qui jetaient les bases futures de l'Autriche. Dans l'émigration, l'unité ne fut jamais complètement atteinte — du fait justement qu'une partie des émigrés, et non la moindre, celle qui représentait le mouvement social-démocrate, s'attachait aux vieux concepts de « révolution pangermanique » à accomplir pour se débarrasser de l'oppression hitlérienne. Les événements allaient se charger de démontrer que c'étaient là des rêves d'un passé irrémédiablement révolu. Mais des groupes socialistes — réfugiés notamment dans les pays scandinaves — passèrent eux-aussi à la prise de conscience des réalités dont l'une était justement l'existence d'une entité nationale autrichienne. En France, le Front national autrichien mena son action résistante sur la base de l'union nationale de tous les Autrichiens et un grand nombre de ses militants payèrent de leur vie ou de la torture et de la déportation leur dévouement à l'Autriche nouvelle qui devait naître après l'écrasement de l'hitlérisme.

Dans les camps de prisonniers de guerre dans les pays alliés, un processus de prise de conscience ne tarda pas à faire son apparition parmi les prisonniers autrichiens et nous aurons à ce sujet des documents originaux à verser au dossier.

Un des sommets de cette prise de conscience fut la Libération en 1945. A ce moment, une véritable vague patriotique souleva la grande majorité du peuple autrichien ; tous les courants spirituels et politiques s'employèrent à qui mieux mieux à propager une idéologie autrichienne, à apporter leur contribution à la prise de conscience nationale. Chacun, selon ses opinions, tint des discours, publia des essais ou des livres sur la question, les programmes des partis politiques reflétèrent leurs idées sur la patrie autrichienne, rien qu'autrichienne, retrouvée. Sans doute parmi les laudateurs du moment de la nation autrichienne

se trouvèrent bon nombre d'opportunistes qui, après la défaite de l'Allemagne hitlérienne, crurent plus avantageux de se démarquer des « frères allemands », mais la plupart des manifestations qui suivirent la « Proclamation d'indépendance » du gouvernement provisoire constitué le 27 avril 1945² doivent être considérées comme sincères.

Après les premiers mois d'euphorie générale, des divisions ne tardèrent pas à surgir ; les anciennes erreurs idéologiques refirent surface et les tenants de la « communauté de langue et de destin allemande » essayèrent de revenir en arrière. Evidemment, il fallait renoncer aux méthodes d'antan : la « grande Allemagne » était jetée aux orties et cela pour toujours. Mais la nostalgie romantique de la « culture germanique » devait tenir lieu de profession de foi politique. Aussi de nombreux hommes politiques, appartenant notamment aux deux grands partis dirigeant l'Autriche, trouvèrent-ils astucieux de proclamer hautement que de toute évidence l'Autriche devait être un pays indépendant, mais que les liens séculaires avec l'Allemagne dans le domaine culturel ne devaient pas se relâcher, au contraire. Ce fut l'époque de la guerre froide et la question nationale allait être l'enjeu de cette âpre lutte politique à l'intérieur et à l'échelle internationale. Car, à cette époque, la nation autrichienne avait aux yeux de certains la tare d'être défendue par les communistes autrichiens, et les personnalités des autres horizons politiques qui maintenaient également leur fidélité à l'Idée nationale et à la nécessité de prôner la prise de conscience nationale faisaient souvent figure d'outsiders de leurs propres partis, telle la courageuse équipe du journal catholique « Die Furche » qui n'abandonnait pas ses positions patriotiques³.

Lorsque le dégel international permit la conclusion du traité d'Etat, en mai 1955, la prise de conscience nationale put alors marquer un nouveau bond en avant. Le traité d'Etat jeta les bases définitives de l'Autriche indépendante, désormais reconnue par toutes les nations,

2 Cette proclamation déclara nulle et non avenue l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne, rétablit l'indépendance de l'Autriche et exprima la volonté des dirigeants d'instaurer la vie démocratique sur la base de la constitution de 1920. Le gouvernement provisoire qui se forma alors fut présidé par Karl Renner (social-démocrate) et constitué par les représentants des trois partis politiques suivants : parti populiste, successeur du parti chrétien-social, parti socialiste (sociaux-démocrates et socialistes révolutionnaires) et parti communiste.

3 Nous relatons par ailleurs le sort qu'on fit à la *Furche* (*Le sillon*). Quant aux protagonistes de la « communauté de langue et de culture » avec l'Allemagne, ils se rassemblèrent plus particulièrement dans le « quatrième parti » fondé en 1949, le V.d.U. (Verband der Unabhängigen = Fédération des Indépendants), et plus tard dans le F.P.Ö. (Freiheitliche Partei Österreichs = parti libéral d'Autriche) aux tendances nettement néonazies.

l'Allemagne (ou plutôt les deux Allemagnes) y comprise, et fut complété par la loi sur la neutralité permanente de l'Autriche⁴. Ces deux instruments contribuèrent beaucoup à faire avancer la prise de conscience nationale ; nous devons donc étudier leurs répercussions. On s'aperçoit, dans beaucoup de domaines, de l'attitude de plus en plus positive des Autrichiens vis-à-vis de leur nationalité propre⁵. Depuis le traité d'Etat, un grand nombre d'institutions ont vu le jour dont la raison d'être est la promotion de la conscience nationale autrichienne⁶. L'activité de ces institutions — de divers horizons et obédiences idéologiques — contribue de son côté à faire avancer les discussions, les prises de position ainsi que la documentation scientifique sur l'histoire et les fondements de la nation autrichienne.

Pourquoi de telles recherches sont-elles nécessaires ? Pourquoi toujours revenir à ces questions, pourquoi souligner à tout propos l'existence de la nation autrichienne ? On verra, à la lecture de ce travail, que le processus de prise de conscience nationale n'est pas « terminé », que l'existence même d'une nation autrichienne est souvent remise en cause, et plus encore que telle ou telle question d'actualité — comme par exemple le droit des minorités ethniques en Carinthie, en Styrie et au Burgenland⁷ — fait apparaître un substrat d'anciennes idéologies incompatibles avec une conscience nationale autrichienne.

4 La loi sur la neutralité permanente de l'Autriche ne fait pas partie du traité d'Etat, comme on le prétend souvent. Alors que le premier fut signé le 15 mai 1955, la loi sur la neutralité ne fut votée que le 26 octobre 1955, c'est-à-dire après le départ de toutes les troupes d'occupation. On voulait ainsi manifester que la neutralité autrichienne est bien un acte pleinement souverain. Cette loi fut votée par les députés populistes, socialistes et communistes contre les voix des députés « indépendants » qui voulurent ainsi protester contre le fait que l'Autriche ne se considérait plus désormais comme le « bastion avancé du monde occidental », mais plutôt comme un « pont » entre les deux régions politiques et géographiques existant en Europe. Elle entra en vigueur le 5 novembre 1955. Nous citerons son texte par ailleurs.

5 Cette attitude ressort des sondages périodiques effectués par les instituts d'opinion publique et auxquels nous consacrerons un chapitre du présent travail.

6 Notons parmi ces institutions la Confédération syndicale autrichienne, le Centre de Documentation de la Résistance autrichienne, l'Institut National autrichien, la Communauté autrichienne et de nombreuses autres.

7 La querelle des « panneaux topographiques bilingues » déclenchée par des éléments nazis et pangermanistes à l'occasion de l'érection de panneaux annonçant les noms de certains villages carinthiens en allemand et en slovène, attire l'attention sur cette question anachroniquement explosive. En effet, il n'y a que très peu de minorités ethniques en Autriche : les plus importantes sont les groupes de Slovènes en Carinthie, au Burgenland et en Styrie, au total 30 000 personnes environ, les Croates au Burgenland également, 30 000 personnes environ, et quelques milliers de Hongrois et de Slovaques.

Mais on peut pousser plus avant la question : cette insistance mise sur la question nationale n'implique-t-elle pas le danger d'un nationalisme passé de mode et surtout dangereux pour la bonne entente entre les différentes nations ?

En effet, l'idée nationale se voit aujourd'hui exposée à deux sortes de contestations ; mais de quelque côté qu'elles viennent, elles accusent les défenseurs de l'idée nationale d'être « réactionnaires », de vouloir faire revenir en arrière la roue de l'histoire. Les uns prétendent : parler de nation à notre époque est dépassé, nous vivons à l'heure de l'Europe, de l'intégration européenne où toutes les nations doivent s'unir, s'intégrer économiquement et politiquement (sans parler de l'intégration militaire souvent souhaitée), donc les querelles nationales sont mal venues. Mais cet argument ne porte pas : tout d'abord, il faut bien le dire, cette intégration européenne ne visant qu'une partie de l'Europe n'est donc pas vraiment européenne, et ensuite nous trouvons justifié, à notre tour, de poser une question aux défenseurs de cette idée européenne : sont-ils d'accord pour faire disparaître, à la faveur de la solution « européenne » qu'ils préconisent, leur propre entité nationale ? Poser la question c'est y répondre : il va de soi que les promoteurs les plus enthousiastes de la « Communauté européenne » ne conçoivent pas un moment de laisser fondre leurs identités nationales respectives dans le creuset de cette Communauté⁸ qui aura en commun tout ce qu'on voudra, sauf les aspirations nationales dans le vrai sens du mot. A vrai dire, la devise de « l'Europe » possède, depuis son origine, une signification profondément politique que tout lecteur averti comprendra facilement et il nous semble superflu d'insister.

L'autre contestation, elle, se place sur un terrain prétendu révolutionnaire ; ses partisans disent : mettre l'accent aujourd'hui, à l'époque de la révolution mondiale, sur l'existence de la nation, et surtout d'une petite nation comme l'Autriche, c'est créer artificiellement un problème dont on pourrait faire l'économie, et qui, de plus, est en contradiction avec l'internationalisme prolétarien. Elaborer, vers la fin du xx^e siècle, toute une théorie sur la nation et sur la conscience nationale, disent-ils, non seulement cela ne sert à rien, mais est à proprement parler « réactionnaire », donc tourné vers le passé. Qu'on se souvienne de ce qu'il est advenu de l'idée nationale bourgeoise du xix^e siècle, génératrice du nationalisme menant aux désastres que nous avons connus et que nous ne voulons plus revoir. Que ces contestataires eux aussi nous pardonnent : illustrer l'idée et la conscience nationales d'un petit

8 Exception faite de certains mouvements régionalistes en France.

peuple n'a rien à voir avec un nationalisme ou un chauvinisme quelconques. Qu'ils se souviennent de Jaurès qui disait qu'un peu d'internationalisme éloigne de la patrie et que beaucoup d'internationalisme y ramène. Lénine, de son côté, a résumé ainsi la même idée : « Le nationalisme bourgeois et l'internationalisme prolétarien sont deux mots d'ordre irréductiblement antagonistes qui correspondent aux deux grands camps des classes du monde capitaliste, et qui expriment deux sortes de politiques (plus encore : deux conceptions du monde) dans la question nationale. »

Il ressort donc de ces dernières remarques qu'il n'est point « réactionnaire » de mettre en lumière les caractéristiques de l'identité nationale d'un petit peuple et d'étudier la prise de conscience progressive d'une nation. S'il fallait le prouver, il suffirait de donner l'exemple du peuple vietnamien qui pendant trente ans a démontré avec éclat ce que peut être le contenu révolutionnaire d'une haute conscience nationale acquise par un petit peuple.

En ce qui concerne l'Autriche, son cas se complique — et se justifie — du fait d'un facteur supplémentaire : l'emprise de l'idéologie pangermaniste que subissait le peuple autrichien — et dont les séquelles se font toujours sentir — et les visées concrètes de l'impérialisme allemand dont l'Autriche fut victime en 1938⁹. L'établissement d'une Autriche indépendante a considérablement réduit ces deux dangers, sans cependant les faire complètement disparaître. La nation autrichienne a retrouvé son identité à travers de multiples vicissitudes, le cheminement de la prise de conscience nationale a rencontré tant d'obstacles que ce processus occupe une place particulière dans l'histoire politique et spirituelle de ces dernières décennies. Cette étude en fera ressortir la complexité ; ce qui nous amène à la question suivante.

Comment peut-on mesurer la conscience nationale d'un peuple ? Et surtout celle du peuple autrichien auquel cette conscience fit si longtemps et si fatalement défaut, alors qu'il en aurait eu un besoin urgent ?

Disons tout de suite qu'une telle conscience ne peut se développer sur commande, qu'elle ne peut non plus naître accidentellement comme une sorte d'accompagnement de péripéties historiques ;

9 La surévaluation de la langue comme seul critère de la nationalité fait partie de l'arsenal idéologique et propagandiste des pangermanistes qui se réclament des traditions herderiennes dans ce domaine et, intentionnellement, ne tiennent pas compte de tous les autres critères d'une nation moderne, aussi importants sinon davantage que la langue.

il faut davantage : une solide infrastructure historique, politique, économique et culturelle. Une telle infrastructure existe-t-elle en Autriche ? Et dans quelle mesure a-t-elle pu contribuer à faire progresser la conscience nationale ? Car, il faut bien le dire, nombreux furent les Autrichiens — pour ne pas parler de l'Etranger — qui, dans le passé, ignoraient leur identité nationale et s'assimilaient tout simplement aux Allemands. Nombreux furent également les idéologues et les idéologies qui — se fondant sur le fait de langue — tendaient à établir l'appartenance des Autrichiens — et de l'Autriche — à la grande Allemagne ; paradoxalement, lorsque cette appartenance fut inscrite dans les faits — avec brutalité — les Autrichiens s'aperçurent qu'il y avait là une maldonne historique, maldonne qu'il fallait corriger pour échapper à l'orbite nazi. A partir de là, la conscience nationale, jusqu'à l'annexion sujet d'études de certains esprits éclairés, prit un essor insoupçonné. Insoupçonné, mais non sans raison d'être. Le devenir de cette conscience nationale, dont le règne nazi fut l'accoucheur involontaire, sera l'objet de ce travail sur la prise de conscience progressive de la nation autrichienne.

On peut, à notre avis, considérer plusieurs paramètres pour suivre cette évolution qui s'exprime dans le syntagme « prise de conscience progressive ». Paramètres qui contiendront toujours une part de subjectivité, mais dont on pourra également objectiver le contenu en se livrant à une analyse dialectique en profondeur.

Ainsi, dit-on, l'âme d'un peuple, mais aussi sa conscience, s'expriment inévitablement et essentiellement dans sa littérature. En effet, la définition la plus frappante de ce qu'est la « littérature autrichienne » est souvent ainsi énoncée : est littérature autrichienne la littérature en langue allemande qui n'aurait pas pu être écrite ailleurs ; ailleurs où l'on parle ou écrit l'allemand, s'entend. Trop simple et trop simpliste ? Sans doute, mais inutile de vouloir approfondir : car justement la littérature autrichienne fut souvent un indicateur incertain dans le domaine de la conscience nationale. Et cela s'explique aisément : alors qu'après 1918, chez un grand nombre d'écrivains autrichiens, Roth, Hofmannsthal, Bahr, Wildgans, etc., une véritable « conscience autrichienne » apparut, alors qu'ils étaient en quête de l'homme autrichien et parvenaient même à en cerner de très près les contours, la conscience nationale de la population autrichienne en général accusait un terrible retard, voire même était inexistante. Nous disons bien « la conscience », car inconsciemment, dans leur manière d'être, dans leur caractère national, dans leur souvenir collectif du passé et jusque dans leurs opinions politiques, ces mêmes Autrichiens, qui se considéraient comme Allemands, mon-

traient bien que cette « conscience » les trompait. Sinon quel sens donner à l'Austromarxisme, à l'Austrocléricalisme, à l'Austrofascisme et à tant d'autres « austriacismes » qui s'imposaient tout naturellement par leur présence, que les gens et le pays qui en étaient le support le voulussent ou non, en fussent conscients ou non ¹⁰.

Tout en se heurtant souvent à l'incompréhension du public, la littérature, le thème de l'Autriche dans la littérature contribuèrent à la prise de conscience dont il est question ; cette littérature nous fournit même un véritable modèle du passage de l'inconscient et du subconscient au conscient, dans la mesure où elle s'imposait à ses lecteurs, à son public, comme « Schrittmacher » ou, si l'on peut dire, comme stimulateur de la conscience en sommeil, troublée par les cauchemars d'une mauvaise éducation sentimentale, idéologique, historique et politique. Si Hitler avait eu un autre professeur d'histoire, serait-il fatalement devenu le chef fanatique nationaliste et pangermaniste qu'il reste dans le souvenir historique ? Rien n'est moins sûr.

Nous venons de parler d'un professeur d'histoire. La recherche historique, l'enseignement de l'Histoire d'un pays constituent évidemment un autre élément de la conscience nationale. Le moins qu'on puisse dire est que, dans ce domaine, les historiens ont terriblement péché en Autriche. Dès 1848, alors que les milieux dirigeants de la monarchie danubienne avaient opté pour la séparation d'avec l'Allemagne ¹¹, les historiens et idéologues n'en continuèrent pas moins à empoisonner les esprits ¹² ; ce fut surtout Georg von Schönerer, le fondateur du parti pangermaniste et « völkisch » qui exerça son influence à l'encontre de l'Etat autrichien et de tout progrès ; Schönerer peut être considéré comme le premier national-socialiste et Hitler lui

10 Ainsi, par exemple, l'Austromarxisme fut-il une des créations originales de penseurs et hommes politiques autrichiens formant une véritable école de pensée, se fondant sur Marx mais en y intégrant de multiples éléments propres. L'Austrofascisme quant à lui ne fut ni tout-à-fait semblable au fascisme italien, ni une simple copie du fascisme allemand. Il emprunta certains éléments à la doctrine catholique sur l'Etat, d'autres qui étaient propres aux traditions historiques autrichiennes, etc...

11 Cette séparation fut annoncée par le prince Schwarzenberg, alors premier ministre de François-Joseph, lorsqu'il proclama la création d'un état autrichien unitaire comprenant tous les peuples de la monarchie danubienne, ce qui rendit impossible le rattachement de l'Autriche à un nouveau Reich allemand.

12 Le rôle néfaste des professeurs d'histoire est décrit dans les ouvrages de Görlich-Romanik, Hoor et d'autres ; voir les titres exacts dans la bibliographie.

a rendu un hommage particulier dans « Mein Kampf ¹³ ». Sous la Première République, l'Autriche fut le théâtre de la fameuse école historique du « Ritter » Heinrich von Srbik ; ce savant — qui fut sans doute un professeur impressionnant et cela au détriment de la conscience nationale de ses étudiants — était l'inventeur de la « gesamt-deutsche Geschichtsauffassung ». Cette « Auffassung » (conception) — notion incompatible avec une approche scientifique de tout problème — fut une sorte de lit de Procuste : tout ce qui n'y trouvait pas sa place fut simplement coupé ou rayé de l'histoire pour justifier le « Gesamtdeutschtum » dont von Srbik se faisait le porte-parole sentimental, mais prétendument scientifique. Avec son ami Nadler, germaniste réputé et romantique, il « éduqua » des générations d'historiens autrichiens dans cette « Auffassung » qui tirait sa force d'un passé transfiguré, et non pas étudié et analysé avec lucidité. Au contraire, pour cette école, l'histoire fut toujours une image d'Epinal pangermaniste où n'avait droit à l'existence que ce qui cadrait avec cette « Auffassung » préexistante ¹⁴. Comme von Srbik était un excellent enseignant et une personnalité fascinante, il eut de nombreux admirateurs dont certains exercent encore aujourd'hui une activité publique, soit comme enseignants, soit comme publicistes ou hommes politiques. Ce qu'on appelle « l'Ecole de Srbik » a donc contribué dans une large mesure à retarder la prise de conscience nationale en Autriche et les retombées de cette école réapparaissent de temps en temps : ainsi dans la querelle des panneaux topographiques bilingues en Carinthie, déjà mentionnée, où les passions et autres « Auffassungen » pangermanistes ont causé un tort considérable à la renommée internationale de l'Autriche, et ont également montré qu'il ne suffit pas d'un vague « consensus » pour bannir à jamais ces conceptions nuisibles. Néanmoins, à l'heure actuelle, il existe en Autriche une nouvelle école d'historiens dont la recherche et l'enseignement se fondent sur des données scientifiques ; à cet égard, on peut voir, dans cette nouvelle école, un des paramètres pouvant servir à mesurer la conscience nationale autrichienne : nous avons en effet questionné plusieurs dizaines d'historiens

13 Schönerer fut parmi les premiers à utiliser une démagogie virulente fondée sur l'antisémitisme racial, l'anticléricalisme sans nuance et la glorification de la « race des seigneurs » allemande.

14 Adam Wandruszka souligne dans son étude sur la « structure politique de l'Autriche » l'influence de cette école sur les dirigeants de l'Etat issus du mouvement social-chrétien, tel Schuschnigg qui, imbu de cette conception « pan-allemande » de l'histoire ne voulait en aucun cas remettre en question une étroite liaison culturelle et spirituelle avec le peuple allemand, même si celui-ci était soumis au national-socialisme hitlérien. Voir dans *Geschichte der Republik Österreich* Hrsgb. Heinrich Benedikt, p. 343-344.

et analysé les ouvrages qu'ils mettent à la disposition du public, surtout de la jeunesse autrichienne. Les résultats de cette recherche peuvent être considérés comme concluants.

Autre facteur très important dans la prise de conscience nationale d'un peuple : la classe politique. C'est-à-dire le personnel dirigeant de l'Etat, les personnalités éminentes des partis, des syndicats ou d'autres institutions, comme l'Eglise. Cette catégorie également avait beaucoup péché sous la première République ; l'héritage de von Schönerer était vivace, nombreux furent les dirigeants autrichiens d'entre les deux guerres qui firent profession de foi envers la « grande nation allemande ». On sait que Seipel, chef incontesté des chrétiens-sociaux, aussi bien que Renner, dirigeant prestigieux de la social-démocratie autrichienne, militèrent dans des organisations dont le but était l'union de l'Autriche avec la mère-patrie allemande ¹⁵.

D'aucuns ajoutèrent à cette profession de foi envers « la communauté de culture, de langue et de destin » celle du « sang », d'autres affichèrent ouvertement leur manque de foi dans l'aptitude à la vie de l'Autriche telle qu'elle était issue du traité de Saint-Germain. La grande crise économique sur laquelle se greffa l'insécurité politique et bientôt l'affrontement violent allant jusqu'à la guerre civile, n'était pas faite pour insuffler la foi en l'Autriche ou la volonté de former une nation.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Nous avons essayé d'obtenir une réponse à cette question, en nous adressant à une cinquantaine de personnalités autrichiennes les plus en vue, de toutes les orientations politiques et philosophiques, les questions étant différentes de celles posées aux historiens ; l'éventail va du cardinal Franz König, archevêque de Vienne, jusqu'au chancelier fédéral Bruno Kreisky, en passant par des syndicalistes, des représentants des partis politiques et des publicistes. L'analyse des réponses, dont certaines figureront *in extenso* en annexe de ce travail, donnera une indication de plus sur l'état de la prise de conscience nationale en Autriche.

D'une façon plus générale, la lecture des journaux et autres publications fournit également des éléments de réponse à notre question. Etant donné le grand nombre de publications et la durée de l'époque que nous considérons, cette étude ne pouvait pas être exhaustive. Nous avons

15 Seipel collabora à une organisation intitulée « Österreichisch-Deutsche Arbeitsgemeinschaft » (Communauté de travail austro-allemande), et Renner œuvra dans le « Österreichisch-Deutscher Volksbund » (Union populaire austro-allemande).

cependant relevé assez d'opinions — couvrant l'échiquier politique autrichien — pour pouvoir affirmer en toute sincérité que le tableau fourni par ces publications constitue un témoignage valable de l'évolution des esprits. Dans certains organes théoriques nous pourrions même trouver des tentatives de définir avec exactitude ce qu'on doit entendre par la notion toujours controversée de « nation », définition tant de fois tentée, mais qui n'a jamais fait l'unanimité de tous ceux qui se sont penchés sur la question.

Parmi les facteurs qui contribuent à la prise de conscience nationale en Autriche figurent actuellement un certain nombre d'institutions qui, statutairement, se sont assignés la tâche de souligner l'originalité des Autrichiens, leur nature propre, l'expérience de l'histoire récente. Les statuts de ces institutions, leurs programmes d'action et leurs publications permettent de voir plus clairement où en est la promotion de l'idée nationale autrichienne. D'emblée, on peut constater qu'alors qu'il n'y avait, sous la première République, aucune institution se réclamant de la nation autrichienne, il en existe de nos jours bon nombre qui exercent une influence permanente et croissante sur l'état d'esprit de toutes les couches de la population. Malgré l'existence persistante de courants pangermanistes, une telle action en profondeur et en largeur ne manque pas d'avoir des répercussions, ce qui nous permet justement de parler de « progression ».

Pour parachever notre étude nous avons eu recours à des sondages en largeur, c'est-à-dire touchant des échantillons représentatifs de la population autrichienne. On peut, naturellement, élever des objections à l'encontre des sondages, et notamment quand il s'agit de sondages électoraux. Les nôtres toutefois n'ont pas été faits pour un pronostic quelconque, mais simplement pour établir une photographie fidèle d'un état d'esprit régnant à un moment. Pour fournir aux lecteurs une image aussi complète que possible, nous avons utilisé des sondages faits par des instituts spécialisés à la demande de milieux intéressés, et nous avons également entrepris des sondages à notre seule initiative pour lesquels nous avons formulé nous-mêmes les questions.

Ainsi, en prenant en considération les facteurs énumérés sur une période assez longue, il nous a été possible de mettre en lumière le fait de la naissance et du développement du sentiment national autrichien, et les effets durables provoqués par cette prise de conscience.

De ce qui précède, on peut conclure que notre étude ne se propose pas d'établir un panorama général de l'histoire de l'Autriche, de 1938 à 1945 et au-delà. Ce que nous voulons appréhender, c'est un aspect

tout à fait particulier, à savoir — conformément à ce que nous annonçons dans le titre de notre travail — le processus de prise de conscience ou d'identification nationale des Autrichiens.

Mais ce processus se place tout naturellement dans le cadre du contexte historique qui lui sert de support ; il s'agit de l'époque qui commence par l'annexion de l'Autriche ou l'Anschluss, et qui finit par la libération de l'Autriche, prolongée par la signature du traité d'Etat autrichien en 1955, suivie de la proclamation de la neutralité permanente de l'Autriche, en vertu d'une loi votée par son parlement, le Conseil national.

Ce travail sera par conséquent divisé en trois grandes parties :

1^{re} PARTIE : *Anschluss et désintégration de l'Autriche (février 1938-septembre 1939)*, où nous étudierons la préparation et la réalisation de l'annexion de l'Autriche et ses conséquences, jusqu'au début de la guerre.

2^e PARTIE : *Un pays sans nom sous la guerre (1939-1945)*, c'est-à-dire la vie quotidienne des Autrichiens sous le règne d'un *commissaire du Reich*, les débuts et le développement de la résistance intérieure et dans l'émigration, de même que le tournant de la Déclaration de Moscou et l'évolution des esprits vers un consensus national.

3^e PARTIE : *Situation et actualité de la nation autrichienne*, qui embrassera les étapes de 1945, celle du traité d'Etat de 1955, la neutralité autrichienne et les réflexions sur la formation de la nation autrichienne, suivies des enquêtes et sondages effectués. Nous étudierons également le fameux « consensus national » dont l'essentiel est souvent évoqué sous le vocable de *Sozialpartnerschaft* (« partenariat social »), facteur « intégrant ». Mais les réflexions sur le devenir de la nation autrichienne (*Nationswerdung*) dépassent de loin ce partenariat social.

Une quatrième partie présentera une documentation sur la situation actuelle de la question nationale — enquêtes, sondages et documents officiels, etc.

Les matériaux dont nous nous sommes servis sont très abondants, cependant une histoire générale de l'Autriche de 1938 à 1945 reste à écrire ; en effet, même les ouvrages sérieux couvrant l'époque de 1918

à 1955 ou au-delà¹⁶ font une place très réduite aux années de l'occupation. On parle de la Première ou de la Deuxième République, en situant la première entre 1918 et 1938¹⁷, et le début de la seconde en 1945 ce qui est exact. Et le temps de 1938 à 1945 ? C'est toujours un hiatus, un *no man's land* qu'on escamote de façon plus ou moins embarrassée. Et pourtant, ce fut justement cette époque-là qui contribua de manière décisive à la formation du sentiment national des Autrichiens. Vivant sous la botte allemande, ils ressentaient tout ce qui les séparait des occupants qui, d'ailleurs, les traitaient souvent comme un peuple colonisé auquel le colonisateur témoigne autant d'arrogance que de méfiance. En fait, tous les postes importants étaient aux mains d'Allemands venus de l' « Altreich », puisque les autorités nazies avaient une piètre opinion aussi bien des capacités que de la loyauté des habitants de l'ancienne « Ostmark », globalement qualifiés de chiffes molles.

Si des ouvrages de synthèse manquent, de nombreux matériaux sur cette époque existent : dossiers de police, rapports du service de sécurité (S.D.), jugements de tribunaux, littérature clandestine et manifestes des divers mouvements de résistance, récits autobiographiques, et dernièrement de nombreuses monographies sur des sujets particuliers et précis, des mémoires et autres souvenirs personnels, ainsi que des documentations dans des domaines bien limités.

Ces matériaux, complétés par une analyse de la presse de l'époque (en Autriche, mais aussi dans les pays d'émigration), des programmes des mouvements politiques et de correspondances privées, des schémas d'organisations clandestines, des rapports de personnalités du régime national-socialiste, de « dissertations » non publiées et d'un grand nombre de témoignages personnels, mais aussi des œuvres littéraires de l'époque et sur l'époque, nous ont servis pour élaborer notre étude.

Etant entendu que les éléments d'une synthèse générale existent désormais, on pourrait être tenté de l'entreprendre ; mais *a priori* ce ne fut pas notre but. Et comme dans le développement de notre travail nous nous limitons strictement au sujet proposé, sans entrer dans les détails

16 Notons sur la Deuxième République le grand ouvrage d'Erika Weinzierl/Kurt Skalník, *Die Zweite Republik*, Graz-Wien-Köln, Styria-Verlag, 1972, 2 volumes : I - 619 p., II - 752 p.

17 Ce qui est faux au sens strict du mot, puisqu'à partir de 1934, l'Autriche cessa d'être République pour devenir « Bundesstaat Österreich » (Etat fédéral d'Autriche), avec une nouvelle constitution autoritaire et corporative, promulguée le 1^{er} mai 1934 et abolie par l'anschluss de 1938.

de l'enchaînement historique, il semble utile, pour l'orientation du lecteur, de conclure ce chapitre introductif par une chronologie des événements importants en Autriche, chronologie que nous faisons commencer au début de l'année 1934 et se terminer en octobre 1975.

CHRONOLOGIE 1934-1975

1934

- 18 janvier Visite officielle du secrétaire d'Etat italien Fulvio Suvich à Vienne, porteur d'un message de Mussolini, pour faire pression sur le gouvernement autrichien, en vue de l'élimination de la social-démocratie de la vie publique.
- 11 février Le commandant Fey, dans un discours devant les Heimwehren, annonce le déclenchement imminent de la guerre civile.
- 12-15 février Guerre civile en Autriche : le Schutzbund républicain résiste trois jours à l'armée et aux forces supplétives ; Dollfuss fait donner le canon contre les maisons d'habitation. Le parti social-démocrate et ses organisations annexes sont interdits.
- 17 mars Signature des « Protocoles de Rome » par l'Autriche, l'Italie et la Hongrie.
- 1^{er} mai Proclamation de l'Etat corporatif et de la nouvelle constitution autoritaire ; le prince Starhemberg remplace Fey comme vice-chancelier du gouvernement.
- 25 juillet Tentative de putsch national-socialiste ; assassinat du chancelier Dollfuss.
- 29 juillet Le Dr Kurt Schuschnigg est nommé chancelier fédéral.
- 15 août Von Papen arrive à Vienne en qualité de nouvel ambassadeur du III^e Reich.
- Novembre Schuschnigg tente en vain d'arriver à un accord avec les « nationaux modérés ».

1935

- 1^{er} avril Service militaire obligatoire en Autriche.
- 11 juillet Papen présente un projet d'accord pour un compromis austro-allemand.

17 octobre Remaniement du gouvernement Schuschnigg ; réduction de l'influence des Heimwehren ; Fey éliminé du gouvernement.

1936

16-21 mars Grand procès politique contre les dirigeants des socialistes révolutionnaires Jonas, Kreisky, Emhart, Sailer, Probst, etc., et les communistes Fűrnerberg et Honner.

14 mai Nouveau remaniement du gouvernement : le prince Starhemberg également évincé du gouvernement.

12 juin Mort de Karl Kraus.

11 juillet Accord de juillet dit « gentlemen's agreement » avec le Reich allemand ; Guido Schmidt et Edmund Glaise-Horstenau entrent au gouvernement.

12 août Avertissement de Mussolini à l'adresse du gouvernement autrichien par l'intermédiaire du colonel Liebitzky, concernant les plans d'agression de Hitler.

3 novembre Nouveau remaniement du gouvernement ; Schuschnigg évince les derniers représentants des Heimwehren.

1937

janvier Constitution du « Comité des Sept » des nationaux-socialistes.

14 février Création des « Services politiques populaires » (Volkspolitische Dienste) au sein du Front patriotique, comme centres de ralliement de l'opposition « nationale », en vertu de l'accord du 11 juillet 1936.

21-23 avril Dernière rencontre Schuschnigg-Mussolini.

26 avril En visite à Rome, Göring, dans un entretien avec Mussolini, aborde la question autrichienne et annonce le renoncement allemand au Tyrol du Sud.

17 juin Nomination de Seyss-Inquart comme conseiller d'Etat.

5 novembre « Procès-verbal » du colonel Hossbach, aide de camp du Führer, sur les projets de guerre de Hitler, concernant notamment la liquidation de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie.

1938

- 12 février Sur l'invitation de Hitler, remise par Papen, Schuschnigg se rend à Berchtesgaden et paraphe un accord qui signifie la capitulation devant les exigences du III^e Reich et de ses acolytes en Autriche.
- 16 février En vertu du diktat de Berchtesgaden, Seyss-Inquart, le « Quisling » autrichien, est nommé ministre de l'Intérieur.
- 26 février Mission accomplie, von Papen fait ses adieux à Schuschnigg.
- 2 mars Schuschnigg refuse, dans une lettre-réponse à Otto von Habsbourg, de lui céder la charge de chancelier fédéral, comme ce dernier le lui avait demandé dans une lettre du 17 février.
- 3 mars Schuschnigg reçoit une délégation ouvrière, expression des syndicats clandestins et des partis ouvriers interdits pour discuter des modalités de participation des travailleurs à la défense de l'Autriche contre le national-socialisme.
- 7 mars Première réunion légale, depuis février 1934, des délégués ouvriers de toute l'Autriche qui donnent mandat à leurs représentants d'accorder au gouvernement, sous certaines conditions, le soutien des travailleurs dans la lutte pour la sauvegarde de l'indépendance de l'Autriche.
- 9 mars Discours de Schuschnigg à Innsbruck : il annonce un référendum pour une « Autriche indépendante, libre, allemande et chrétienne, etc. », prévu pour le 13 mars.
- 11 mars Ultimatums allemands exigeant successivement l'annulation du référendum, la démission de Schuschnigg et la nomination de Seyss-Inquart comme chancelier fédéral ; Schuschnigg cède et démissionne dans la soirée ; vers minuit, Seyss-Inquart est nommé chancelier fédéral par le président Miklas ; Hitler donne néanmoins ordre à ses troupes d'entrer en Autriche.
- 12 mars Seyss-Inquart prête serment sur la constitution autrichienne, mais l'invasion se poursuit avec 200 000 hommes, l'aviation, des unités SS et la gestapo ;

- Himmler arrive à Vienne, Hitler à Linz où il décide l'annexion pure et simple de l'Autriche.
- 12 mars Appel à la résistance du parti communiste autrichien.
- 13 mars Promulgation de la loi sur la « réunion de l'Autriche avec le Reich ».
- 15 mars Discours de Hitler sur le Heldenplatz (place des Héros) à Vienne : il proclame le retour de son pays natal à la mère-patrie ; Seyss-Inquart est nommé Reichsstatthalter (gouverneur du Reich) en Autriche ; le cardinal Innitzer rend visite à Hitler à l'hôtel Imperial de Vienne. Un nouveau référendum, organisé par le gauleiter Bürckel et la gestapo, est fixé pour le 10 avril.
- 27 mars Lettre pastorale des évêques autrichiens demandant aux catholiques de voter Oui au référendum ; la lettre d'accompagnement du cardinal Innitzer est signée « Heil Hitler ».
- 1^{er} avril Début des déportations d'hommes politiques et de juifs autrichiens : un premier transport pour Dachau est fort de 151 hommes, mais les arrestations atteignent rapidement le nombre de 70 000 personnes ; nombreux suicides à Vienne et dans toute l'Autriche. L'émigration des écrivains et autres personnalités du monde culturel s'accélère.
- 3 avril Interview de Karl Renner, ancien chancelier et président du Nationalrat, publiée au « Neues Wiener Tagblatt » : il votera Oui lors du référendum.
- 10 avril Le référendum sur l'Anschluss, fait accompli, donne le résultat prévu et organisé : 99,7 % de Oui.
- 23 avril Le spécialiste du référendum, le gauleiter Josef Bürckel est nommé Reichskommissar pour la réunification politique, économique et culturelle de l'Autriche avec le Reich.
- 20 juin Les tribunaux spéciaux allemands commencent leur activité en Autriche ; premiers prodromes d'une résistance autrichienne ; graves dissensions entre Seyss-Inquart et Bürckel sur « l'esprit autrichien ».
- 4 juillet Mort d'Otto Bauer.
- 10 juillet Mise en vigueur de la loi « Pour le règlement du travail allemand », abolissant toutes les dispositions

- autrichiennes du droit du travail. Les biens syndicaux autrichiens confisqués au profit du « Front du travail allemand ».
- 29 septembre Conférence de Munich.
- 1^{er} octobre Entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie (parties germanophones).
- 8 octobre A la suite d'une manifestation de la jeunesse catholique, assaut des jeunesses hitlériennes contre le palais archiepiscopal de Vienne qui est partiellement mis à sac ; défenestration d'un prêtre.
- 9-10 novembre « Reichskristallnacht » (Nuit de cristal) : Pogrome anti-juif, destruction des synagogues, pillage des magasins juifs. A Vienne, 4 083 magasins pillés et fermés, 7 800 arrestations, 680 suicides, des douzaines d'assassinats, début de « l'aryanisation » accélérée des biens juifs.
- Novembre Création du camp de concentration de Mauthausen.
- 1939
- 1^{er} février Rapports pessimistes des S.A. et de la Gestapo sur la détérioration de l'atmosphère politique en Autriche.
- 15 mars Liquidation totale de la Tchécoslovaquie ; la Slovaquie devient « Etat indépendant », la Bohême et la Moravie sont proclamées « Protectorat du Reich » ; le premier « protecteur » est von Neurath auquel succédera bientôt Heydrich, premier adjoint de Himmler.
- 14 avril Loi sur l'« Ostmark » : ce nom doit disparaître, comme avant lui celui de l'Autriche qui est organisée en sept « Reichsgaue » ; la Basse Autriche devient « Nieder-Donau », la Haute Autriche « Ober-Donau », alors que Salzbourg, la Carinthie, la Styrie, le Tyrol et le Vorarlberg gardent leurs noms.
- 27 mai Mort de Joseph Roth.
- Eté Activité accrue des divers groupements d'émigrés ; tentatives pour créer une représentation autrichienne à l'étranger ; les partis politiques prennent position à l'égard de l'avenir de l'Autriche.
- 22 août Arrestations massives de militants de gauche, déportés ensuite aux camps de Dachau et de Buchenwald.

- 1^{er} septembre Début de la Seconde Guerre mondiale.
- 21 octobre Accord entre Hitler et Mussolini sur la transplantation forcée des Tyroliens du Sud dans les territoires conquis à l'Est ; beaucoup de paysans se soustraient à cette transplantation.
- Décembre Arrestation de 200 ouvriers et employés socialistes et communistes sous l'inculpation de haute trahison.
- 1940*
- Avril Fusion de plusieurs groupes de résistants (Scholz, Lederer, Kastelic) en un « Mouvement grand-autrichien » de tendance monarchiste.
- 7 juillet Installation à Vienne de Baldur von Schirach, en sa double fonction de gauleiter de Vienne et de Reichsstatthalter ; Seyss-Inquart quitte Vienne, d'abord pour la Pologne et ensuite pour la Hollande occupée où il devient Reichskommissar ; son activité dans ce pays entraîne sa condamnation et pendaison à Nuremberg comme criminel de guerre.
- 22 juillet Activité accrue de la Résistance autrichienne, suivie de plusieurs vagues d'arrestations.
- 1941*
- 22 juin Début de l'invasion de l'Union Soviétique ; vague de défaitisme en Autriche, malgré les succès initiaux de la Wehrmacht.
- 1942*
- 23 février Suicide de Stefan Zweig au Brésil.
- 9 septembre La Chambre des Communes ouvre une discussion sur la question autrichienne.
- 4 décembre Echange de vues entre Sumner Welles et le général Sikorski (chef du gouvernement polonais en exil) sur l'Autriche ; celle-ci devait devenir l'élément d'une confédération.
- 16 décembre Staline se prononce pour le rétablissement d'une Autriche indépendante.
- 1943*
- 28 janvier Exécution du traminoth viennois, le résistant communiste Leo Tomaschek.

- 2 février Capitulation de l'armée du général Paulus à Stalingrad.
- 26 février Exécution du militant responsable de l'organisation de résistance des traminois viennois, Franz Mager.
- 22 mai Churchill présente aux Etats-Unis son concept de l'Europe d'après-guerre : l'Autriche y figure à nouveau comme élément d'une confédération.
- 10 juin Débarquement anglo-américain en Sicile.
- 9 août Exécution de l'objecteur de conscience autrichien Franz Jägerstätter, paysan catholique.
- 1^{er} novembre Déclaration de Moscou des trois grandes puissances (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Union Soviétique) sur le rétablissement d'une Autriche indépendante et démocratique.

1944

- 10 mai Exécution des résistants autrichiens Scholz et Lederer.
- 6 juin Débarquement allié en Normandie.
- 20 juillet Attentat contre Hitler ; succès des conjurés à Vienne qui réalisent l'opération « Walkyrie » et détiennent une journée entière le pouvoir à Vienne. Après l'échec de la conjuration à Berlin, nouvelle vague d'arrestations de résistants.
- 2 août Exécution du chef de la « Grossösterreichische Freiheitsbewegung », Jakob Kastelic.
- Eté Combats de partisans dans les montagnes autrichiennes, en Carinthie, Styrie, Tyrol et Haute Autriche.
- 10 septembre Première grave attaque aérienne contre Vienne.
- 3 novembre Exécution de deux sapeurs-pompiers de Vienne, organisateurs de la résistance dans le corps des pompiers, Plakholm et Zak.
- 18 décembre Fondation du « Comité national autrichien provisoire » (Provisorisches Österreichisches Nationalkomitee = P.O.E.N.).
- Décembre Le « Conseil des doyens » des juifs viennois enregistre l'existence de 5 799 juifs dans cette ville, alors qu'ils étaient 169 978 en 1938 65 000 avaient péri dans les chambres à gaz et camps de concentration.

1945

- 4- 5 février Conférence des trois grandes puissances à Yalta ; déclaration sur l'extirpation du national-socialisme et du fascisme dans les pays libérés.
- 5 mars La Résistance autrichienne établit un plan pour la relève du pouvoir nazi en Autriche.
- 12 mars La plus forte attaque aérienne contre Vienne.
- 28 mars Les troupes soviétiques franchissent la frontière autrichienne près de la localité de Güns.
- 30 mars Des délégués de la Résistance autrichienne prennent contact avec des autorités soviétiques à Paris.
- 2 avril Vienne est déclarée zone de défense ; le groupe de résistance militaire du commandant Szokoll dépêche l'adjudant Käs auprès du commandement soviétique.
- 4 avril Accord entre le haut commandement soviétique et l'adjudant Käs concernant l'harmonisation des actions de la Résistance avec l'avance des troupes soviétiques. Prise de contact entre le commandement soviétique et le Dr Karl Renner, près de Gloggnitz en Basse Autriche.
- 6 avril Arrestation du commandant Biedermann à Vienne : échec de l'insurrection militaire prévue à Vienne. Les troupes soviétiques occupent les arrondissements occidentaux de Vienne.
- 8 avril Pendaïson à Floridsdorf du commandant Biedermann, du capitaine Huth et du lieutenant Raschke, auxquels on attache des pancartes : « J'ai pactisé avec les bolcheviks. » Grand incendie au centre de Vienne ; la charpente de la cathédrale Saint-Etienne en flammes. Le poète Josef Weinheber se suicide.
- 9 avril Appel radiodiffusé du gouvernement soviétique à la population autrichienne : réaffirmation de la Déclaration de Moscou sur l'indépendance de l'Autriche, pays libéré.
- 10 avril Les troupes soviétiques atteignent le centre de Vienne ; les SS en retraite font sauter les ponts sur le canal du Danube.
- 11 avril Au palais Auersperg se constitue le premier pouvoir civil autrichien, composé de membres de la Résis-

tance de toutes orientations. Le feu ravage la cathédrale Saint-Etienne. Des SS en retraite fusillent 8 juifs viennois qui avaient réussi à se cacher pendant toute l'ère nazie et sont dénoncés au dernier moment. Vienne est presque entièrement libérée.

- 13 avril A l'hôtel de ville de Vienne, les partis démocratiques reconstitués s'entendent pour ériger une administration communale ; le socialiste Körner est désigné pour la fonction de maire de Vienne.
- 18 avril Avec l'accord des autorités soviétiques, l'administration communale commence son travail.
- 21 avril Le Dr Renner arrive à Vienne et commence les consultations en vue de la formation d'un gouvernement autrichien provisoire.
- 22 avril Floridsdorf, grand arrondissement ouvrier au nord de Vienne, au-delà du Danube, est libéré par l'armée rouge. Offensive anglo-américaine en Italie du Nord ; le gauleiter Hofer veut se retrancher dans la « forteresse des Alpes », prévue comme dernier réduit naturel de défense par l'état-major nazi.
- 25 avril Accord sur la composition du gouvernement provisoire à Vienne auquel participent populistes (anciens chrétiens-sociaux), socialistes et communistes et qui sera présidé par Karl Renner.
- 27 avril Proclamation d'indépendance de la République d'Autriche devant le Parlement de Vienne. Le commandement soviétique reconnaît le gouvernement provisoire.
- 1^{er} mai Le gouvernement provisoire remet en vigueur la constitution de 1929.
- 2 mai Insurrection de la Résistance au Tyrol et au Vorarlberg ; la Résistance prend le pouvoir à Innsbruck.
- 3- 6 mai Avance des troupes américaines qui occupent Innsbruck, Salzburg et Linz. Britanniques et Américains entrent en Carinthie, les troupes françaises franchissent l'Arlberg.
- 8 mai Capitulation de l'Allemagne hitlérienne.
- 1^{er} juillet Premier festival de Salzbourg après la guerre.

- 9 juillet Accord allié sur les 4 zones d'occupation en Autriche, à l'intérieur de ses frontières du 31 décembre 1937. Un conseil quadripartite exercera le contrôle allié en Autriche.
- 17 juillet Début de la Conférence de Potsdam.
- 2 août Publication des décisions de Potsdam : l'Autriche ne paiera pas de réparations, mais les alliés se réservent des droits sur les « biens allemands » en Autriche.
- 26 août Décès de Franz Werfel aux Etats-Unis.
- 1^{er} septembre Vienne est divisée en quatre zones d'occupation, le premier arrondissement (centre) étant « international », sous administration quadripartite.
- 11 septembre Le Conseil allié s'adresse à la population autrichienne. Les partis populiste, socialiste et communiste officiellement admis.
- 25 septembre Conférence des Länder autrichiens à Vienne : élargissement du gouvernement provisoire par cooptation de représentants des Länder occidentaux.
- 20 octobre Reconnaissance du gouvernement provisoire par les quatre puissances occupantes.
- 15 novembre Dans une note aux alliés le gouvernement autrichien demande un référendum au Tyrol du Sud.
- 25 novembre Premières élections législatives depuis 1930 : 85 populistes, 76 socialistes, 4 communistes au Nationalrat.
- 30 novembre Le Schilling redevient la monnaie autrichienne.
- 18 décembre Le premier gouvernement dirigé par le chancelier Figl entre en fonctions.
- 19-20 décembre Première réunion du Nationalrat (Conseil national) ; L. Kunschak est élu président. Karl Renner est élu président fédéral.
- 1946
- Mars Disette en Autriche ; les rations alimentaires quotidiennes sont fixées à 1 200 calories.
- 15 avril Conférence des ministres des Affaires Etrangères à Londres ; l'Autriche demande le rattachement du Tyrol du Sud.

- 30 avril La Conférence des quatre ministres des Affaires étrangères décide le maintien de la frontière au Brenner.
- 15 juin Rejet officiel, par les quatre ministres des Affaires étrangères, de la demande présentée par l'Autriche que lui soit restitué le Tyrol du Sud.
- 28 juin Le conseil allié signe un nouvel accord de contrôle pour l'Autriche.
- 6 juillet Prise en charge par les autorités d'occupation soviétiques des biens allemands situés dans leur zone, conformément aux accords de Potsdam.
- 26 juillet Les lois sur les nationalisations des industries de base et des grandes banques sont adoptées.
- 5 septembre Le ministre autrichien des Affaires étrangères, Gruber, signe avec son homologue italien les accords Gruber-De Gasperi, prévoyant une certaine autonomie pour les parties germanophones du Tyrol du Sud ; l'interprétation divergente de ces accords soulèvera dans l'avenir d'âpres discussions.
- 29 octobre Séance confidentielle du Conseil National consacrée à la situation décourageante de l'Autriche.
- 11 décembre Les ministres des Affaires étrangères des quatre grandes puissances se mettent d'accord pour inscrire la question du traité d'Etat autrichien à l'ordre du jour de leur prochaine réunion.
- Novembre-
Décembre Amélioration de la situation alimentaire : 1 550 calories par jour par habitant.
- 1947
- 14 janvier-
25 février Premières négociations sur le traité d'Etat autrichien entre les adjoints des quatre ministres des Affaires étrangères à Londres.
- Mars Nationalisation des ressources électro-énergétiques.
- 10 mars Négociations sur le traité d'Etat autrichien entre les quatre ministres des Affaires étrangères à Moscou,
- 24 avril ajournées sans résultat tangible.
- Juin Tentative du parti communiste autrichien d'infléchir à gauche la politique gouvernementale. Les conversations entre le chancelier Figl et le député Ernst

- Fischer sont torpillées par le ministre des Affaires étrangères, Gruber, et le « Wiener Kurier », organe des troupes d'occupation américaines en Autriche.
- 12 juillet Début de la conférence sur le plan Marshall, avec participation de l'Autriche.
- 1^{er} août Inauguration d'une politique contractuelle sur les prix et les salaires : premier accord entre gouvernement, patronat et syndicats.
- 12 septembre Premier rapatriement de prisonniers de guerre en provenance de l'Union Soviétique.
- 8 octobre Le représentant français au Conseil allié, Cherrière, présente au nom de la France un plan de rachat des biens allemands.
- Novembre Amélioration de la situation alimentaire : 1 700 calories.
- 18-20 novembre Réforme monétaire liée à une dévaluation du schilling et acceptation du plan Marshall ; le ministre communiste Altmann démissionne ; fin du gouvernement de concentration nationale, début de la « grande coalition » entre populistes et socialistes.
- 25 novembre Conférence des ministres des Affaires étrangères
- 15 décembre des Quatre à Londres : nouvel ajournement de la question autrichienne.
- 1948
- 20 février Négociations des délégués spéciaux pour le traité d'Etat autrichien à Londres.
- 6 mai
- 21 avril Amnistie pour les « petits nazis ».
- 2 juillet Accord sur le plan Marshall entre les Etats-Unis et l'Autriche. Normalisation de la situation alimentaire (2 100 calories).
- 16 septembre Deuxième accord « prix-salaire ».
- 1949
- 11 janvier Suppression du rationnement de la farine et du pain.
- 5 mai Fondation d'un parti néonazi à Salzburg : VdU = Verband der Unabhängigen (Union des Indépendants).
- 28 mai A Oberweis (Haute Autriche), des dirigeants du parti populiste rencontrent d'anciens dirigeants nazis,

en vue de les intégrer dans leur parti ; protestations de l'opinion publique.

Eté Les négociations sur le traité d'Etat continuent et font des progrès ; l'Union Soviétique renonce à soutenir les revendications territoriales de la Yougoslavie (Conférences de Paris, Londres et New York).

9 octobre Elections législatives : 77 populistes, 67 socialistes, 16 VdU (néonazis), 5 communistes.

9 novembre Deuxième cabinet Figl.

22 novembre Le gouvernement soviétique demande à ouvrir des négociations bilatérales avec Vienne sur la question des « biens allemands ».

27 novembre Achèvement des transports réguliers de rapatriement de prisonniers de guerre en provenance de l'Union Soviétique ; jusqu'à ce jour, 488 419 prisonniers de guerre sont rentrés en Autriche.

3 décembre Troisième accord « prix-salaire ».

1950

11 mai Fin du contrôle américain aux lignes de démarcation des zones d'occupation.

21 juin Abrogation de la peine de mort en procédure pénale ordinaire.

31 août Fin du rationnement alimentaire.

1^{er} octobre Quatrième accord « prix-salaire ».

26 septembre-
6 octobre Mécontentement ouvrier et mouvements étendus de grèves lors du 4^e accord « prix-salaire » ; mais les « partenaires sociaux » (gouvernement, patronat et syndicats) maintiennent l'accord.

31 décembre Mort du président fédéral Karl Renner.

1951

27 mai Le maire de Vienne, Theodor Körner, socialiste comme Renner, est élu président fédéral, au deuxième tour.

1^{er} juin Le recensement démographique indique 6 881 100 habitants en Autriche.

23 juin Franz Jonas est élu maire de Vienne.

16 juillet Cinquième accord « prix-salaire » ; ce sera le dernier de ce genre.

1952

13 mars Proposition d'un « traité d'Etat abrégé » de la part des puissances occidentales.

18 juillet Amnistie pour les « nazis chargés ».

14 août L'Union Soviétique rejette le projet de « traité d'Etat abrégé ».

22-28 octobre Démission du cabinet Figl II et formation du cabinet Figl III.

22 décembre Dans une résolution de son assemblée générale, l'O.N.U. fait appel aux grandes puissances pour qu'elles se mettent d'accord sur le traité d'Etat autrichien.

1953

9 février L'Union Soviétique insiste sur le retrait du projet de « traité abrégé », préalable à toute autre discussion sur le traité d'Etat.

22 février Elections législatives : 74 populistes, 73 socialistes, 14 VdU, 4 communistes.

14 mars Mort de Leopold Kunschak, dirigeant du mouvement ouvrier chrétien sous la première République, cofondateur du parti populiste en 1945, président du Nationalrat.

18 mars Démission du chancelier Figl, Julius Raab est chargé de former le gouvernement.

2 avril Entrée en fonctions du premier cabinet Raab. Renouvellement du pacte de coalition qui élargit la pratique du « Proporz » (distribution des postes importants dans l'Etat et l'économie nationalisée proportionnellement à l'importance des partis politiques).

8 juin Cessation du contrôle soviétique aux lignes de démarcation.

1^{er} juillet Fin du plan Marshall : l'Autriche avait obtenu à ce titre 960 millions de dollars.

30 juillet L'Union Soviétique renonce à se faire payer les frais d'occupation. (Les Etats-Unis y avaient renoncé dès

- juin 1947, les dates correspondantes pour la Grande-Bretagne et pour la France seront respectivement le 18 août 1953 et le 19 septembre 1953.)
- 17 août Les puissances occidentales retirent leur projet de traité abrégé pour permettre la reprise des négociations sur le traité d'Etat.
- 18 octobre Les troupes françaises évacuent le Tyrol et le Vorarlberg.
- 14 novembre Démission du ministre des Affaires étrangères, Gruber, principal défenseur d'une ligne dure vis-à-vis des positions soviétiques.
- 26 novembre Leopold Figl est nommé ministre des Affaires étrangères.
- 1954
- 25 janvier Début de la Conférence de Berlin des ministres des Affaires étrangères ; le traité d'Etat autrichien est à l'ordre du jour.
- 16 février Figl propose à la Conférence de Berlin la neutralité militaire de l'Autriche.
- 18 février Nouvel ajournement des négociations sur le traité d'Etat.
- 25 mars 3 000 personnalités du monde culturel protestent à Vienne contre le budget trop mesquin accordé aux affaires culturelles.
- 30 juin Libération à 75 % du commerce extérieur, dans le cadre de l'O.E.C.E.
- 1955
- 8 février Molotov fait savoir que l'Union Soviétique, sous réserve de certaines garanties à fournir, est disposée à signer le traité d'Etat autrichien.
- 14 mars Déclaration en trois points du gouvernement autrichien sur sa volonté de garantir l'indépendance et la liberté de l'Autriche, la mise à l'écart d'un nouvel Anschluss et son futur non-alignement.
- 15 avril Signature, à Moscou, des accords austro-soviétiques sur les « biens allemands ».
- 15 mai Signature à Vienne, au palais du Belvédère, du traité d'Etat autrichien par Molotov, MacMillan, Dulles, Pinay et Figl.

- 27 juillet Le traité d'Etat entre en vigueur.
- 15 octobre Réouverture du Burgtheater, reconstruit, avec « König Ottokars Glück und Ende » (Le Bonheur et la fin du roi Ottokar) de Grillparzer.
- 26 octobre Le dernier soldat d'occupation quitte l'Autriche. Le Parlement autrichien vote à l'unanimité moins les 6 voix des députés néonazis, la neutralité permanente de l'Autriche.
- 9 novembre Réouverture du Grand Opéra d'Etat, reconstruit, avec « Fidelio » de Beethoven.
- 14 décembre Admission de l'Autriche à l'O.N.U.
- 1956
- 21 février Décision du gouvernement autrichien d'adhérer au Conseil de l'Europe.
- 15 mai Elections au Conseil national : 82 OeVP, 74 SPOe, 6 FPÖe, 3 KPÖe.
- 19 juin Le gouvernement Raab II est confirmé dans ses fonctions.
- 9 octobre La première conférence générale de l'Agence Internationale de l'énergie atomique (I.A.E.O.) décide de fixer à Vienne son siège permanent.
- 1957
- 4 janvier Décès du président fédéral Körner.
- 12 mars Constitution de la Commission paritaire pour les problèmes des salaires et des prix (premier rudiment de la *Sozialpartnerschaft*).
- 5 mai Adolf Schärf élu président fédéral.
- 8 mai Bruno Pittermann devient vice-chancelier et président du SPOe.
- 15 décembre L'Autriche signe la Convention européenne pour la protection des droits de l'homme du 4 novembre 1950 et des libertés fondamentales du 20 mars 1952.
- 21 décembre Reconnnaissance de la validité du Concordat entre le Saint-Siège et l'Autriche du 5 juin 1933. Offre de négociations au Vatican.
- 1958
- 20 février Nouveaux principes directeurs du KPÖe.

- 14 mai Adoption du nouveau programme du SPOe par le congrès du parti.
- 15 juin Signature de l'accord entre la R.F.A. et l'Autriche en vue du règlement des rapports juridiques concernant les biens.
- 24 juillet Réduction de 50 % des livraisons autrichiennes de pétrole à l'U.R.S.S.
- 28 novembre Programme de principe du OeVP.
- 1959
- 10 mai Elections au Conseil National : 79 OeVP, 78 SPOe, 8 FPOe.
- 16 juillet Confirmation du gouvernement de coalition Raab III entre SPOe et OeVP.
- 21 septembre Appel de l'Autriche à l'O.N.U. en faveur du Tyrol du Sud.
- 20 novembre Fondation de l'Association Européenne de Libre-Echange (A.E.L.E.).
- 26 novembre Le Conseil National donne son accord pour l'adhésion de l'Autriche à l'A.E.L.E.
- 1960
- 4 janvier Signature de l'accord sur l'A.E.L.E. par tous les partenaires, Autriche comprise.
- 3 février Démission de Raab en tant que président du parti populiste ; Gorbach lui succède.
- 23 juin Accords avec le Saint-Siège : le Burgenland devient diocèse et diverses questions de propriété sont réglées.
- 31 octobre Résolution de l'O.N.U. pour la reprise des négociations entre l'Italie et l'Autriche sur le Tyrol du Sud.
- 3 novembre Confirmation du gouvernement de coalition Raab IV.
- 27 novembre Conclusion des négociations austro-yougoslaves sur divers biens.
- 1961
- 11 avril Démission du chancelier Raab ; formation du gouvernement de coalition Gorbach I.
- 5 juillet Déclaration de loyauté de Otto Habsbourg envers la République.

- 21 juillet Le Conseil des Ministres rejette comme insuffisante la déclaration de Habsbourg.
- 27 juillet Fin des livraisons à l'U.R.S.S. résultant du traité d'Etat.
- 28 novembre Résolution de l'O.N.U. demandant à l'Autriche et à l'Italie de résoudre la question du Tyrol du Sud.
- 29 novembre Signature d'un accord de compensation financière avec la R.F.A.

1962

- 19 janvier Accord Raab-Olah en vue de l'extension des fonctions de la Commission paritaire (Consolidation de la Sozialpartnerschaft).
- 9 juillet Accord avec le Saint-Siège sur des questions scolaires.
- 18 juillet Amendement constitutionnel sur l'enseignement.
- 28 juillet Présentation des réserves de neutralité dans le cas d'une association de l'Autriche avec la C.E.E.
- 18 novembre Elections au Conseil National : 81 OeVP, 76 SPOe, 8 FPOe.

1963

- 3 avril Déclaration du gouvernement de coalition OeVP-SPOe Gorbach II.
- 28 avril Réélection d'Adolf Schärf à la présidence de la République.
- 5 juin Crise de la coalition provoquée par le jugement du Tribunal Administratif en faveur de Otto Habsbourg.
- 20 septembre Manifeste du OeVP, dit de Klagenfurt ; Josef Klaus est élu président contre Heinrich Drimmel.
- 21 décembre Expiration des obligations de livraisons de pétrole à l'U.R.S.S. en vertu du traité d'Etat.

1964

- 8 janvier Décès de Julius Raab.
- 20 février Signature du Protocole austro-soviétique sur la réalisation anticipée des obligations matérielles.
- 24 février Démission du gouvernement Gorbach II.
- 2 avril Confirmation du gouvernement de coalition Klaus I.

- 14 juin Profession de foi de Salzbourg du FPOe.
7 juillet Signature de l'accord avec le Saint-Siège sur l'institution d'un diocèse à Innsbruck.
15 octobre Plébiscite populaite pour une réforme de la radio-télévision : 833 389 signatures.
2 novembre Signature de l'accord austro-hongrois sur les biens.
3 novembre Exclusion de Franz Olah du SPOe.

1965

- 28 février Décès du président Adolf Schärf.
19 mars Ouverture des négociations avec la C.E.E.
31 mars Première victime politique sous la Seconde République, lors des manifestations pour et contre Borodajkewycz.
9 mai Décès de Leopold Figl.
23 mai Election de Franz Jonas, maire de Vienne, comme président fédéral.
23 octobre Démission du gouvernement en raison du retard apporté au vote du budget pour 1966.
25 octobre Décision du Conseil National : le 26 octobre devient fête nationale.

1966

- 19 janvier « Programme pour l'Autriche » du SPOe.
6 mars Elections au Conseil National : 85 OeVP (majorité absolue), 74 SPOe, 6 FPOe.
18 avril Décision du SPOe de ne pas renouveler la coalition en raison des résultats des élections, et d'entrer en opposition.
19 avril Confirmation du gouvernement « monocolore » Klaus II ; fin de la grande coalition.
1^{er} juillet Fondation du parti N.D.P. (Nationaldemokratische Partei), néonazi.
8 juillet Adoption de la loi sur la réforme de la radio-télévision.

1967

- 1^{er} février Election de Bruno Kreisky comme président du SPOe.

- 4 mars Résultat positif des négociations austro-italiennes : ensemble de mesures sur le Tyrol du Sud conclu.
- 20 mars Veto de l'U.R.S.S. contre une association de l'Autriche avec la C.E.E.
- 13 avril Accord entre l'Autriche et l'O.N.U. sur la fixation à Vienne du siège de l'organisation pour le développement industriel (U.N.I.D.O.).
- 30 juin L'Italie déclare au Conseil de la C.E.E. qu'elle s'opposera aux désirs d'arrangement de l'Autriche avec la C.E.E. tant qu'il ne sera pas prouvé que la vague de terreur au Tyrol du Sud n'est pas dirigée à partir de l'Autriche.
- 4 octobre Devant l'Assemblée générale de l'O.N.U., l'Autriche se distancie des actes de terrorisme au Tyrol du Sud.

1968

- 19 janvier Remaniement du gouvernement Klaus II ; Hermann Withalm devient vice-chancelier.
- 7 mars Abrogation définitive de la peine de mort dans tout mode de procédure ainsi que devant la juridiction d'exception.
- 19 septembre Réunion en session spéciale du Conseil National qui condamne l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.
- 7 octobre Signature de l'accord avec le Saint-Siège concernant l'institution d'un diocèse à Feldkirch (Vorarlberg).
- 13 novembre Réduction de l'âge électoral actif à 19 ans et de l'âge électoral passif à 25 ans.

1969

- 29 septembre Accord de la Chambre fédérale de l'Industrie et du Commerce avec l'OeGB sur l'aménagement progressif de la semaine de quarante heures.
- 13 octobre Ernst Fischer est exclu du KPOe pour avoir critiqué l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie.
- 22 novembre Accord de la Diète sud-tyrolienne à l'arrangement global sur le Tyrol du Sud.
- 2 décembre Pré-signature de l'accord austro-italien.
- 15 décembre Déclaration du chancelier Klaus sur le Tyrol du Sud avec résolution d'accord.

1970

- 1^{er} mars Elections au Conseil National : 81 SPOe, 79 OeVP, 5 FPOe.
- 21 avril Formation d'un gouvernement minoritaire socialiste sous la direction de Bruno Kreisky.
- 28 avril Le *Bundesrat* (Conseil fédéral - seconde Chambre) se constitue avec une majorité socialiste (29:25).
- 22 mai Congrès extraordinaire du parti populiste ; Withalm devient président du OeVP.
- 5 août Accord commercial à long terme entre l'Autriche et l'U.R.S.S., sans contingentement, avec échanges monétaires librement convertibles.
- 4 octobre Nouvelles élections partielles à Vienne (invalidées) ; même résultat global 81 SPOe, 78 OeVP, 6 FPOe.

1971

- 5 janvier Premier entretien exploratoire de la Commission de la C.E.E. avec l'Autriche.
- 25 avril Réélection du président fédéral Jonas.
- 9 mai Revalorisation de 5,05 % du schilling face au dollar.
- 10 octobre Nouvelles élections au Conseil National : 93 SPOe, 80 OeVP, 10 FPOe. (Le nombre des députés avait été porté de 165 à 183 ; le SPOe obtient la majorité absolue.)
- 5 novembre Confirmation du gouvernement socialiste Kreisky II.

1972

- 6 juillet Application de la loi sur les panneaux topographiques bilingues en Carinthie.
- 22 juillet Signature des Accords avec la C.E.E.
- 10 octobre Troubles en Carinthie causés par les « nationaux-allemands » pour supprimer les panneaux topographiques bilingues.
- 21 décembre Reconnaissance diplomatique de la R.D.A.

1973

- 15 février Fusion de l'industrie nationalisée de l'acier VOEST-ALPINE.
- 19 mars Revalorisation du schilling de 2,3 %.

- 3 juillet Nouvelle revalorisation de 4,8 %.
- 28 septembre Attaque de guerilleros palestiniens contre le camp de transit de Schönau.
- 5 octobre Fermeture du camp de transit pour des émigrants juifs venant d'U.R.S.S.
- 13 novembre Un service d'accueil de la Croix-Rouge remplace le camp fermé.

1974

- 23 janvier Vote définitif de la loi sur l'interruption de la grossesse dans la limite des trois mois de gravidité.
- 24 avril Décès du président Jonas.
- 17 mai Nouvelle revalorisation du schilling (3 %).
- 23 juin Rudolf Kirchschläger est élu président fédéral.
- 10 juillet 7^e amendement de la loi sur la radio-télévision.
- 19 décembre Signature de l'accord sur les biens avec la Tchécoslovaquie.

1975

- 1^{er} janvier Mise en vigueur du nouveau code pénal.
- 11 avril Vote de la loi d'organisation des universités.
- 19 juillet Mort accidentelle du président du parti populiste, M. Schleinzer.
- 31 juillet Congrès extraordinaire du OeVP. MM. Taus et Busek sont élus respectivement président et secrétaire général du parti.
- 5 octobre Elections générales au Conseil National ; 93 SPOe, 80 OeVP, 10 FPOe.

PREMIÈRE PARTIE

ANSCHLUSS ET DÉSINTÉGRATION
DE L'AUTRICHE

Février 1938 - Septembre 1939

CHAPITRE PREMIER

BERCHTESGADEN, LA « PAIX ALLEMANDE » - PREMIERE CAPITULATION (12 février - 3 mars 1938)

PRODROMES INQUIETANTS

Peut-on reprocher au chancelier fédéral de l'époque, le Dr Kurt Schuschnigg, d'avoir accepté l'invitation que lui remit le rusé von Papen, de se rendre à Berchtesgaden, au « Berghof », le 12 février 1938 ?

Poser la question, c'est soulever une série de problèmes qui exigent analyse. Schuschnigg, selon ses dires, est allé chez Hitler pour sauver *in extremis* ce qui restait encore, en cette année 1938, de l'indépendance autrichienne. Il est donc permis de se demander, de quelle manière l'Autriche en était arrivée à se trouver dans cette situation dramatique. A cet égard, les classes dirigeantes du pays portaient une lourde responsabilité dont Schuschnigg avait sa part, assumant la charge de chancelier fédéral de juillet 1934 à mars 1938, pendant les quatre dernières années de l'Autriche issue de Saint-Germain ; pendant cette période, Schuschnigg dirigea de façon autoritaire la politique intérieure et extérieure du pays. Certes, Dollfuss lui avait laissé un lourd héritage¹. Déjà, le 25 juillet 1934, l'Etat corporatif autrichien n'avait été sauvé de justesse que grâce à l'intervention de Mussolini qui avait dépêché des troupes sur le Brenner pour prévenir une invasion allemande. Mais depuis cette date, la situation intérieure et extérieure de l'Autriche s'était constamment aggravée.

1 On sait que le chancelier Dollfuss avait été assassiné le 25 juillet 1934 par un commando SS. Son assassinat devait être le signal d'un soulèvement général des nationaux-socialistes autrichiens. Mais le putsch échoua, bien que des combats sanglants eussent lieu pendant plusieurs jours, en Styrie et en Carinthie. Quelques mois auparavant, le 12 février, Dollfuss de son côté avait abattu la social-démocratie autrichienne et avait aboli la République pour instaurer un état corporatif dont les bases idéologiques furent à la fois l'encyclique papale *Quadragesimo anno* et la doctrine fasciste de Mussolini : ce fut le régime austro-fasciste qui mena dès son installation une lutte « sur deux fronts », contre les « rouges » (marxistes), et contre les « bruns » (nazis). A défaut d'une solide base de masse, l'entreprise était vouée à l'échec.

A l'intérieur, les deux oppositions, la gauche réduite à la clandestinité après les événements de février 34, et la droite — les nazis — également, quoique dans une moindre mesure, exposée aux poursuites policières, menaient la vie dure au gouvernement. Car la situation économique ne s'améliorait qu'imperceptiblement ; un chômage permanent de plusieurs centaines de milliers de travailleurs, une faiblesse continuelle de capitaux² laissaient peu d'espoir aux masses populaires de parvenir à un mieux-être auquel elles aspiraient pourtant depuis de longues années. Mais alors que le mouvement ouvrier luttait simplement pour obtenir de meilleures conditions de vie, et aussi pour le retour à une vie démocratique, sans remettre en question l'Etat autrichien et son indépendance, les nazis, eux, visaient à la destruction totale de cet Etat, à la dissolution de l'Autriche dans le Grossdeutschland national-socialiste d'Adolf Hitler. Ils avaient recours à des attentats sauvages causant de nombreuses victimes et, grâce à l'appui matériel et propagandiste en provenance du III^e Reich, ils se montraient de plus en plus insolents. En effet, l'Allemagne hitlérienne faisait tout pour saper l'Etat autrichien, et elle disposait pour cela de moyens impressionnants³.

La situation extérieure de l'Autriche s'était également dégradée de manière inquiétante. Dollfuss s'était entièrement aligné sur l'Italie fasciste, espérant de la part de Mussolini une protection efficace contre les visées hitlériennes. Mais du coup, il s'était aliéné l'amitié des puissances occidentales et celles des Etats de la Petite Entente (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie) qui voyaient d'un mauvais œil les liens solides établis entre l'Italie fasciste, la Hongrie de Horthy et l'Autriche de Dollfuss⁴.

Cependant, la protection de Mussolini devint illusoire à partir du moment où, en 1936, l'axe Berlin-Rome en fit le partenaire incondi-

2 L'Autriche dépendait financièrement en grande partie des puissances occidentales. En 1932, Dollfuss avait bien réussi à obtenir un emprunt, dit de Lausanne, de 300 millions de schillings, grâce aux bons offices de la SDN, mais pour faire démarrer vraiment son économie, l'Autriche avait besoin d'injections beaucoup plus substantielles, alors qu'elle n'en recevait qu'au compte-gouttes.

3 Ces moyens relevaient aussi bien du domaine économique que politique ; en instaurant en 1933 une taxe de mille marks pour chaque visa en direction de l'Autriche, Hitler avait porté un coup au tourisme autrichien, privant le pays d'importantes ressources financières ; en constituant une « légion autrichienne », composée d'émigrés nazis ou de déserteurs, et dont les garnisons étaient à proximité de la frontière, Hitler exerça une pression politique et militaire permanente sur le voisin autrichien.

4 Par les « Protocoles de Rome », signés le 12 mars 1934 par Mussolini, Gömbös et Dollfuss, l'Autriche se trouva intégrée dans le système des alliances italien.

nel et plus faible de Hitler. Dès ce moment, Mussolini, tout en répétant ses protestations d'amitié, prêcha la « modération » à Schuschnigg, voire l'alignement sur l'Allemagne hitlérienne.

En froid avec les puissances occidentales, dont la politique « d'apaisement » s'accommoda d'ailleurs fort bien des visées hitlériennes sur l'Autriche, et avec la Petite Entente, abandonnée par son protecteur « naturel » Mussolini, l'Autriche se trouva, à partir de 1936, et d'ailleurs encore en 1937, dans un isolement diplomatique de plus en plus déplorable.

LES DEUX FAUTES FONDAMENTALES DE SCHUSCHNIGG

Devant la situation où il se trouva en 1936, le chancelier commit deux graves erreurs dont l'explication réside aussi bien dans sa personnalité que dans les forces politiques et sociales qu'il représentait ⁶.

La première faute de Schuschnigg fut de croire qu'il était possible de s'arranger avec le national-socialisme, avec Hitler. Cette faute avait son origine dans ce qu'on doit bien appeler la schizophrénie nationale de la majorité des Autrichiens de cette époque : ils voulaient être à la fois Autrichiens et Allemands ⁶.

5 Schuschnigg dut d'abord manœuvrer pendant deux ans pour éliminer les rivaux à l'intérieur même du camp gouvernemental : les dirigeants des milices austro-fascistes, les Heimwehren. Il évinça d'abord le commandant Fey, et vers la mi-mai 1936 le prince Starhemberg, jusque-là vice-chancelier du gouvernement. Quelques mois plus tard, le 9 octobre 1936, toutes les milices para-militaires, dont les Heimwehren, furent dissoutes et leurs adhérents invités à entrer dans la « Milice du Front » officielle, invitation que dans leur majorité ils ne suivirent pas. Dès lors, Schuschnigg gouverna avec l'appui presque exclusif des anciens chrétiens-sociaux et sa base populaire se rétrécit encore.

6 Ainsi par exemple Dollfuss qui, dans ses discours, revint toujours sur l'idée que les Autrichiens étaient des Allemands, voire de meilleurs Allemands que les Allemands eux-mêmes, et qu'ils avaient une mission spécifique à remplir, celle de représenter « l'ethnie allemande » dans le Sud-est européen et de défendre les « valeurs culturelles allemandes ». Dollfuss défendait son idée de l'indépendance de l'Autriche et de « l'homme autrichien » avec l'argument en porte à faux que les Autrichiens avaient essentiellement une mission allemande. Citons à titre documentaire quelques extraits d'un article peu connu de Dollfuss, publié en 1933 dans la *Frankfurter Zeitung* d'où ressort clairement cette schizophrénie nationale qui fournissait aux nationaux-socialistes les verges avec lesquelles ils allaient battre l'Autriche après avoir abattu Dollfuss :

« Das einzige Ziel des österreichischen Aussenministers kann nur sein, Österreich seine Unabhängigkeit nach allen Seiten zu sichern und dazu beizutragen, dass für die weitere Gestaltung des Schicksals unserer Heimat *kein anderer als wir selbst* die Entscheidung zu treffen hat. - Wir sind uns unserer Schicksalsverbundenheit mit dem gesamten deutschen Volk

Eduqués dans la tradition grande-allemande, sinon pangermaniste qui s'était répandue en Autriche depuis 1848⁷ et qui fut perpétuée sous la première République, les dirigeants des principales forces politiques de l'Autriche aimaient à faire cette profession de foi d'appartenance à « l'ethnie allemande », et singulièrement aussi les dirigeants socialistes dont beaucoup étaient d'origine juive⁸.

Schuschnigg avait été élevé dans le célèbre collège des Jésuites à Feldkirch, Vorarlberg, tenu par des jésuites allemands, dans les idées d'un pangermanisme romantique, puisant sa force dans la tradition du Saint-Empire germanique et, malgré son patriotisme autrichien teinté de légitisme, il n'a jamais pu s'en libérer. La personnalité de Schuschnigg a été analysée et discutée dans tant d'ouvrages⁹ qu'il nous semble indiqué de lui donner la parole à lui-même en citant quelques passages de ses nombreuses professions de foi qui reflètent, comme celles de son prédécesseur Dollfuss, toute l'ambivalence de sa doctrine politique, du moins telle qu'il la professait à cette époque.

Dans son essai autobiographique *Dreimal Österreich*, Schuschnigg expose ainsi les illusions auxquelles il s'adonnait alors en matière de politique étrangère (on remarquera la similitude des idées avec celles

voll und ganz bewusst. Aber wir sind auch überzeugt, dass die deutsche Frage damit nicht gelöst ist, wenn das Deutsche Reich um ein paar tausend Quadratkilometer vergrößert wird. Österreich hat immer seine besondere Mission gehabt. Es war der *Kulturträger für die Völker im Osten...* Auf diese Weise haben wir als *der zweite deutsche Staat* unsere besondere nationale Mission, die wir in voller Freiheit und Unabhängigkeit erfüllen wollen... »

Citation extraite de : *Frankfurter Zeitung*, Frankfurt a. Main ; LXXVII/330-31, 5.5.1933.

7 Nous avons essayé d'expliquer ce phénomène dans la Revue *Ethno-Psychologie*, IV, décembre 1973. Voir F. K., *La difficile naissance d'un sentiment national : l'Autriche*, p. 347-377.

8 Dans leurs programmes successifs, les sociaux-démocrates gardaient toujours un paragraphe réclamant l'anschluss avec l'Allemagne, comme exigence du droit des peuples à l'auto-détermination. Après l'avènement de Hitler, un congrès extraordinaire, tenu en octobre 1933, décida de rayer ce paragraphe ; mais ce fut pour des considérations démocratiques et antifascistes plutôt que pour des raisons patriotiques. Toutefois, au fur et à mesure que la menace hitlérienne contre l'existence d'une Autriche indépendante se précisait, lutte antifasciste et lutte patriotique fusionnèrent.

9 Citons à titre indicatif : *Geschichte der Republik Österreich*, recueil édité par Heinrich BENEDIKT, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1954 ; Ernst HOOR, *Österreich 1918-1938* (Staat ohne Nation, Republik ohne Republikaner), Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1966 ; sur Schuschnigg voir p. 116-135 ;

Eduard LUDWIG, *Österreichs Sendung im Donaauraum* (Die letzten Dezennien österreichischer Innen- und Aussenpolitik), Wien, Österreichische Staatsdruckerei, 1954 ; sur Schuschnigg voir p. 169.

de Dollfuss) : « ... Cette voie pacifique vers la nouvelle construction d'une pensée orientée vers l'Europe centrale est impensable sans notre Autriche libre et indépendante ; inspirée de cette conviction, une politique autrichienne *ne doit en aucun cas abandonner la voie allemande* (souligné par nous) qu'elle suit et qu'elle a toujours suivie, même dans les conditions les plus difficiles. Elle ne pourra pas y renoncer, comme elle ne renoncera pas à discuter amicalement avec ses voisins du commun passé autrichien, même au prix de rencontrer de la méfiance ou des interprétations erronées, de même que par ailleurs elle n'omettra jamais de souligner sa mission allemande et ses liens avec l'ethnie allemande. Dans sa constitution (de 1934), l'Autriche se reconnaît être un Etat allemand ¹⁰. »

Bref, Schuschnigg pensait à la fois pan-allemand et autrichien, mais à l'époque, placé devant un choix, son éducation pan-allemande avait toujours le dessus sur son patriotisme autrichien, car, comme il le dit lui-même, « au risque d'être mal compris par les pusillanimes dans notre propre pays, j'avais toujours à nouveau et avec intention mis l'accent sur les tâches de l'idéologie pan-allemande, de l'esprit pan-allemand et des liens culturels pan-allemands ¹¹ ».

Il importe de bien saisir toute la signification de ces opinions profondément ancrées dans l'esprit du chancelier d'alors, pour comprendre la première erreur de Schuschnigg dont le voyage de Berchtesgaden, le 12 février 1938, ne fut au fond que l'aboutissement. Cette erreur, ce fut sa tentative d'arrangement avec Hitler, connue sous le nom mystificateur de « gentlemen's agreement » du 11 juillet 1936. Pour bien appréhender ce qui se passa le 12 février 1938, ainsi que la suite des événements, il faut ce bref retour en arrière. Von Papen, qui avait été nommé ambassadeur du III^e Reich à Vienne après l'assassinat de Dollfuss, afin d'« arranger » les choses entre l'Autriche et l'Allemagne, avait justement marqué un premier point en décidant Schuschnigg à conclure ce fameux accord qui devait ouvrir la « voie allemande ».

L'opinion autrichienne et internationale ne cacha pas sa surprise ni son inquiétude devant le communiqué commun austro-allemand publié à l'issue de ce 11 juillet 1936. Un préambule affirma bien la volonté de paix et d'entente des deux partenaires ; le communiqué lui-même dit notamment :

10 Voir Kurt SCHUSCHNIGG, *Dreimal Österreich*, Wien, Thomas-Verlag Jakob Hegner, 1937, p. 271.

11 *Op. cit.*, p. 198.

1. Que selon le discours du Führer et Chancelier du Reich (discours très ambigu, n. d. a.) du 21 mai 1935, le gouvernement du Reich allemand reconnaissait l'entière souveraineté de l'Etat fédéral d'Autriche ;
2. que les deux gouvernements considéraient la situation intérieure de l'autre pays comme affaire intérieure de ce pays, et qu'ils s'abstiendraient d'y exercer quelque prise d'influence que ce soit ;
3. que le gouvernement autrichien maintiendrait à l'avenir sa politique générale, et en particulier celle vis-à-vis du Reich allemand, sur une ligne qui correspondrait au fait que l'Autriche se reconnaissait comme un Etat allemand.

En conclusion furent annoncées des mesures individuelles tendant à réaliser la détente voulue par les deux partenaires, sans que fût indiquée clairement leur teneur.

En vérité, le communiqué n'était qu'une partie infime des stipulations fixées, le sommet d'un iceberg ; l'essentiel de l'accord du 11 juillet était le soi-disant « gentlemen's agreement » secret qui résumait en dix points de grande portée les mesures envisagées. En politique extérieure, l'Autriche s'engageait à tenir compte des « aspirations pacifiques » de la politique étrangère du Reich, à l'intérieur, outre une amnistie, le gouvernement autrichien prendrait des mesures pour rendre possible aux représentants de « l'opposition nationale » de participer à la responsabilité politique¹².

L'accord soulignait également l'étroite « communauté culturelle » existant entre les deux parties et les obligations qui en découlaient pour l'Autriche. En contrepartie, le Reich abandonnait — pour le moment — les mesures économiques frappant le tourisme et l'industrie autrichiens.

Le jour-même, Schuschnigg remania son cabinet et nomma ministres deux « hommes de confiance » des milieux dits nationaux¹³.

Mais le chancelier ne se faisait guère d'illusions sur la valeur de cet arrangement. Il l'a écrit lui-même dans son dernier ouvrage qu'il

12 « Opposition nationale », ce fut le nom pudique donné en l'occurrence au parti nazi, en principe illégal, qui obtint la possibilité de s'insérer dans la politique officielle. Le texte complet de ce gentlemen's agreement ne fut rendu public qu'après la guerre.

13 Ce furent Edmund Glaise-Horstenau et Guido Schmidt, ce dernier comme ministre des Affaires étrangères. L'adjectif « national » est équivalent de pangermaniste, donc antinational au sens autrichien ; mais cette antiphrase s'est encore longtemps maintenue.

a intitulé *Im Kampf gegen Hitler* : « Il était clair qu'il fallait s'attendre à des difficultés dans la réalisation du *modus vivendi* à créer ; de même qu'il était clair que Hitler ne s'en tiendrait à l'accord que tant qu'il servirait ses intérêts de politique extérieure ¹⁴. »

Un peu plus loin, Schuschnigg confirme : « Il ne faisait aucun doute que Hitler ne se laisserait pas détourner par l'accord de poursuivre avec insistance son objectif : l'annexion de l'Autriche ¹⁵. »

En effet, l'accord du 11 juillet, tout en rendant plus difficile la lutte défensive contre les nationaux-socialistes, donna à ces derniers la possibilité d'agir désormais sur deux plans : légalement, grâce à l'insertion des « Services politiques populaires » (Volkspolitische Referate) dans le Front patriotique gouvernemental. Ces services furent bientôt officiellement dirigés par un « Comité des Sept », hommes de confiance « nationaux » qui d'ailleurs, pour la plupart, étaient nazis, et par le Dr Seyss-Inquart, national-socialiste catholique, qui fut nommé quelques mois après Conseiller d'Etat par Schuschnigg. Illégalement, les diverses formations du parti nazi continuaient à se renforcer et à faire leur propagande anti-autrichienne, avec des moyens toujours plus importants mis à leur disposition par le Reich, en rupture ouverte avec l'accord conclu.

Un historien national-socialiste fait état d'un épisode significatif en rapport avec l'accord du 11 juillet. Dès le 10 juillet, on avait exercé à Obersalzberg (Berchtesgaden, où se trouvait le Berghof de Hitler) une pression énergique sur l'envoyé autrichien mandaté par Schuschnigg, le futur ministre Glaise-Horstenau, afin qu'il signe une déclaration sur la politique intérieure de l'Autriche ; il signa et, comme additif, cette déclaration — en contradiction flagrante avec le communiqué publié — fit ensuite partie du procès-verbal secret de l'accord. L'historien en question, Reinhold Lorenz, qualifia alors cette déclaration de *répétition générale* de ce qui allait se passer le 12 février 1938 à Berchtesgaden ¹⁶.

LA DEUXIEME FAUTE

Schuschnigg lui-même, dans sa réflexion rétrospective, constate qu'il « était inévitable que par l'accord (du 11 juillet 1936)... la lutte défensive autrichienne contre le national-socialisme devienne plus diffi-

14 Kurt SCHUSCHNIGG, *Im Kampf gegen Hitler* (Die Überwindung der Anschluss-idee), Wien, Molden-Verlag, 1969, 472 p., p. 186.

15 *Op. cit.*, p. 187.

16 Reinhold LORENZ, *Der Staat wider Willen*, Berlin, 1941, p. 122.

cile ; la trêve, même si l'autre partie s'en tenait là, signifiait à coup sûr une entrave à notre propre mouvement¹⁷ ». Le mouvement dont parle Schuschnigg était celui de l'Etat corporatif, c'est-à-dire les anciens chrétiens-sociaux, les divers modérés et — avec réticence, puisque Schuschnigg était en train de les éliminer — les Heimwehren. Mais à côté il y avait encore un autre camp antinazi qui était écarté des affaires officielles ; c'était le camp ouvrier, essentiellement les anciens sociaux-démocrates qui n'avaient pas disparu avec l'interdiction dont ils étaient frappés. Et tout en souffrant dans le domaine de la question nationale des mêmes inconséquences et ambiguïtés idéologiques que le camp gouvernemental lui-même, les ouvriers restaient résolument antinazis ; d'ailleurs : à mesure que la menace hitlérienne se précisait, la volonté des ouvriers et employés de défendre l'indépendance de l'Autriche, en combinant cette défense avec la reconquête de leurs droits démocratiques, s'affirmait de plus en plus.

Tout en ignorant les clauses secrètes de l'accord de juillet, les mouvements ouvriers clandestins ressentirent pleinement le choc ; pour eux, cet accord indiquait clairement un danger pour l'Autriche.

Les organisations clandestines, c'est-à-dire les socialistes révolutionnaires (successeurs de la social-démocratie), le parti communiste, les syndicats libres clandestins, se mirent d'accord pour lancer un avertissement solennel. Dans le document qu'ils adoptèrent, on pouvait lire : « L'accord entre l'Autriche et l'Allemagne signifie à l'intérieur comme à l'extérieur le début d'une nouvelle étape dans l'évolution en cours. A l'extérieur, cet accord, conclu à l'injonction de Mussolini, signifie l'établissement d'un bloc fasciste Rome-Vienne-Berlin-Budapest-Varsovie, et par là l'entrée de l'Autriche dans le front des puissances fascistes qui sans cesse menacent la paix en Europe et se dressent contre les Etats démocratiques à l'Ouest, contre la Petite Entente, et contre l'Union Soviétique, donc contre toutes les puissances qui ont intérêt à maintenir la paix... » « A l'intérieur, ce pacte donne une nouvelle chance aux nazis et signifie une nouvelle aggravation des antagonismes politiques... Notre but est et restera : un peuple libre dans une Autriche véritablement libre et indépendante¹⁸... »

L'attitude des organisations ouvrières clandestines eut une grande répercussion publique. Malgré les dangers dénoncés par les publications de la gauche, l'analyse qu'elles firent de la situation accrût plutôt la

¹⁷ SCHUSCHNIGG, *op. cit.*, p. 186.

¹⁸ Voir OTTO LEICHTER, *Österreichs Freie Gewerkschaften im Untergrund*, Wien, Europa-Verlag, 1963, p. 98-99.

confiance des travailleurs dans leurs propres forces. Cependant, le gouvernement Schuschnigg continua à réprimer la gauche.

Dans cette situation, les syndicats libres décidèrent, en commun avec les deux partis de gauche, d'adresser un mémorandum à Schuschnigg où ils énumérèrent les conditions pour la défense de l'indépendance de l'Autriche :

- Elections libres dans les organisations professionnelles légales des travailleurs, notamment dans la « Confédération syndicale unie », le syndicat officiel sous contrôle gouvernemental ;
- Autorisation d'une presse syndicale libre ;
- Administration autonome et démocratique des organisations ouvrières légales ;
- Une politique sociale moins rétrograde du gouvernement.

Dans ce mémorandum, les organisations clandestines de la gauche déclarèrent : « La lutte pour la sauvegarde d'une Autriche libre, souveraine et indépendante est entrée dans un stade décisif. Les dangers qui menacent l'Autriche se sont gravement accrus... Mais l'indépendance de l'Autriche ne peut pas être assurée à la longue par des garanties extérieures, et surtout pas par une orientation en politique extérieure qui, en fin de compte, abandonne l'Autriche aux intérêts des grandes puissances fascistes. Plus que jamais apparaît la nécessité de créer dans le pays même les conditions qui permettent au peuple autrichien, dans sa majorité, de s'unir dans la même volonté de défendre, contre quiconque et par tous les moyens, l'indépendance et la liberté de sa patrie ¹⁹. »

Le mémorandum, malgré les conditions de la clandestinité et de la répression, recueillit en quelques semaines les signatures de plus de 100 000 ouvriers et employés et de leurs délégués. Ignorant ce pressant appel, Schuschnigg refusa de recevoir une délégation ou même de répondre à cet avertissement lucide venant des organisations ouvrières. Il leur refusa ce qu'il venait d'accorder aux nationaux-socialistes qui travaillaient pourtant à la perte de l'Autriche, à savoir la possibilité de s'or-

19 *Op. cit.* p. 107 ; voir également Josef HINDELS, *Österreichs Gewerkschaften im Widerstand, 1934-1945*, Europaverlag, Wien, 1976, 435 p. La commission scientifique de recherche de l'histoire de l'Autriche de 1927 à 1938 a consacré une de ses sessions à l'accord du 11 juillet 1936, session dont les Actes ont été publiés sous le titre *Das Juliabkommen von 1936 - Vorgeschichte, Hintergründe, Folgen*, Verlag für Geschichte und Politik, Wien, 1977, 480 p.

ganiser et de s'exprimer. Ce fut là pour l'essentiel la deuxième faute de Schuschnigg qui allait compromettre gravement l'existence même de l'Autriche.

On peut voir dans cette initiative des organisations ouvrières une première prise de conscience du danger qui menaçait le pays et devant lequel elles étaient prêtes à faire beaucoup de concessions au régime — à la seule condition de pouvoir à nouveau gérer elles-mêmes leurs organisations légales.

Dans ses Mémoires, Schuschnigg ne mentionne guère ces tentatives des travailleurs de participer à la défense de l'Autriche. Cependant, lors du procès intenté après la guerre à Guido Schmidt, son ministre des Affaires étrangères, on en vint à discuter de cette question lorsque fut évoqué l'épisode de la dissolution des Heimwehren. Le Premier procureur, Mayer-Maly, l'un des juristes les plus éminents de la Deuxième République, résuma en ces mots la tactique erronée du chancelier : « Voilà qu'on dissout ces milices paramilitaires (en octobre 1936, n. d. a.) ; une mesure en soi compréhensible et juste, si elle avait eu pour but et pour effet de décider en contre-partie la classe ouvrière, les masses populaires démocratiques, à collaborer (avec le gouvernement), en leur restituant les droits démocratiques. Mais il n'en fut rien ! Ainsi, on a désarmé ses propres milices qui malgré tout étaient utiles contre une agression allemande, mais on n'a pas, d'autre part, utilisé le potentiel de la classe ouvrière, des ouvriers socialistes ; on renonça à les inciter à la coopération. Sans aucun motif, sans raison, on a encore rétréci sa propre plate-forme, sa propre base ²⁰. »

Finalement, l'accord de juillet 1936 a empêché la propagande et la défense du point de vue autrichien ; les discours officiels qui n'agréèrent pas aux nationaux-socialistes furent dénoncés par ces derniers comme une violation de l'accord. Les nazis, par contre, sans parvenir à élargir sensiblement le nombre de leurs partisans en Autriche, devinrent plus bruyants. Dans leurs journaux, à peine clandestins, ils lancèrent des accusations de plus en plus virulentes contre le gouvernement, accusations dont se firent complaisamment l'écho les journaux à grand tirage du III^e Reich, orchestrés par le Dr Goebbels.

Dès 1937, on peut parler d'une quasi-légalisation des nationaux-socialistes qui disposaient, dans le cadre du « Front patriotique », de départements à eux dont nous avons déjà fait mention : les « services

20 Procès-verbal du procès Schmidt, Plaidoirie du procureur général Mayer-Maly, p. 618.

politiques populaires » qui, en collaboration à peine camouflée avec le parti nazi illégal dont le bureau fonctionnait au vu et au su de toutes les polices au centre de Vienne (Teinfaltstrasse) sous la direction de ses deux chefs, le Dr Tavs et le capitaine Leopold, continuaient à saper le pays. Dès lors ils exigèrent « la réalisation complète » des clauses secrètes de l'accord qui étaient devenues un secret de polichinelle.

INCIDENTS ET AVERTISSEMENTS

Schuschnigg laissait faire ; il avait, comme il le dit lui-même, confiance en Seyss-Inquart dont il avait fait un conseiller d'Etat et qui le harcelait de lettres lénifiantes sur les possibilités d'un mouvement national-socialiste à caractère autrichien²¹ et sur les principes de sa foi catholique.

Cependant les incidents se multipliaient en Autriche même, tandis que de l'extérieur parvenaient des avertissements d'amis plus ou moins bien intentionnés.

Le 22 février 1937, lors de la visite à Vienne du ministre des Affaires étrangères du Reich, von Neurath, de violentes manifestations nazies eurent lieu ; la contre-manifestation de patriotes autrichiens au moment du départ de von Neurath ne fit qu'aggraver la tension déjà vive. Fin octobre 1937, Göring déclara à l'ambassadeur autrichien à Berlin, Tauschitz, que personne ne pourrait arrêter les Allemands s'ils entraient en Autriche, sinon les montagnes de fleurs que l'on jetterait devant eux, à quoi l'ambassadeur répondit que la réception serait en effet chaude, mais avec des pruneaux (mit blauen Bohnen). Le 6 novembre, Göring récidiva lors d'une réception en l'honneur du ministre autrichien des Affaires étrangères, Guido Schmidt : il montra à son invité une carte sur laquelle l'Autriche figurait déjà à l'intérieur des frontières du Reich²².

Singulièrement ce fut Mussolini qui, par l'intermédiaire de l'attaché militaire autrichien à Rome, le colonel Liebitzky, fit parvenir

21 Seyss-Inquart, comme d'autres nationaux-socialistes autrichiens, gardait l'illusion que l'Autriche, après l'anschluss, pourrait conserver un statut spécial à l'intérieur du Reich grand-allemand. Plusieurs lettres adressées à Schuschnigg, ainsi que sa correspondance avec le gauleiter Bürckel après l'annexion, en font foi. Nous donnerons dans un chapitre suivant des extraits de cette correspondance.

22 Nous ne faisons ici état que des incidents les plus importants ; en Autriche même il ne se passait pas de jour sans provocation de la part des nazis ; souvent aussi, des Allemands séjournant en Autriche profitèrent des stipulations de l'accord du 11 juillet 1936 pour exhiber à profusion des drapeaux et des insignes à croix gammée.

plusieurs avertissements à Schuschnigg. Dès le 12 août 1936, donc immédiatement après le « gentlemen's agreement », Mussolini déclara à Liebitzky : « La grande crise européenne éclatera au plus tard au printemps 1938. Dans les conflits qui seront alors déclenchés, l'Allemagne liquidera sans plus attendre la Tchécoslovaquie et réglera la question à l'Est. C'est pourquoi l'Autriche doit pouvoir mobiliser 250 000 hommes au printemps 1938. Son armée doit être prête. Si vous en êtes capables — ce sont 20 divisions — l'Autriche pourra alors se tenir en dehors du conflit naissant et "faire de la politique", mais si vous n'êtes pas prêts, alors — (et le Duce accompagna ses paroles d'un mouvement caractéristique de la main). Vous avez encore un délai de vingt mois ²³ ! »

Bien qu'il eût déjà les mains entièrement liées par l'axe Berlin-Rome, Mussolini donna encore un deuxième avertissement à l'attaché militaire, à l'occasion d'une entrevue le 23 janvier 1937. Au colonel qui exprimait l'espoir que l'Italie continuerait, malgré l'Axe, à monter la garde sur le Brenner et tiendrait toujours à l'indépendance de l'Autriche, et qui proposait au Duce de confirmer publiquement cette attitude, Mussolini répondit : « Vous pouvez toujours en être sûr. Cependant, si je prononçais un tel discours, l'Autriche indépendante aurait alors vécu. *L'Autriche elle-même doit vouloir son indépendance !* ²⁴ »

Mussolini ne se faisait donc guère d'illusions sur ses propres possibilités, mais en même temps il avait — à cette époque — encore assez de lucidité pour prévoir le sort qui menaçait l'Autriche si elle ne se défendait pas elle-même.

C'est en effet le choix qui s'offrait au chancelier autrichien : appeler les Autrichiens à la résistance nationale ou capituler. De plus en plus fréquemment des fuites diplomatiques laissaient percevoir que les puissances qui avaient garanti l'indépendance de l'Autriche n'avaient plus du tout l'intention de se porter à son secours le cas échéant. L'ambassadeur britannique à Berlin, Henderson, avait notamment déclaré à plusieurs reprises que les Autrichiens, à son avis des Allemands, feraient mieux de se rattacher au Reich ; en France, l'intention de se battre pour une Autriche au régime autoritaire était pratiquement inexistante. Quant à l'Italie, on a vu ce qu'il en était. Au début de 1938, l'Italie et la Hongrie se livrèrent même à un véritable chantage. Du

23 Dans *Römische Historische Mitteilungen*, Rom-Wien, Verlag der Akademie der Wissenschaften, 1973, 15. Heft : Ludwig JEDLIČKA, *Ein österreichischer Militärattaché in Rom 1933-1938*, p. 175-204, p. 197.

24 *Op. cit.*, p. 201.

9 au 12 janvier 1938 se réunit à Budapest la conférence tripartite des signataires du pacte de Rome ; la conférence n'avait pas siégé depuis novembre 1936, car depuis la conclusion de l'Axe ce pacte à trois était pratiquement devenu caduc. Cette réunion, la dernière, fut mise à profit pour exercer une forte pression sur l'Autriche, comme il ressort du communiqué final ainsi conçu : « Les représentants de l'Autriche et de la Hongrie ont exprimé leur sympathie pour la collaboration étroite des deux grandes puissances amies, l'Italie et l'Allemagne, collaboration qui a ses fondements dans l'Axe Rome-Berlin et qui représente une nouvelle et importante garantie de la paix et de la reconstruction. Les représentants de l'Autriche ont exposé leur politique qu'ils fondent sur l'harmonie des principes des protocoles de Rome et de l'accord austro-allemand du 11 juillet 1936. Les représentants de l'Italie et de la Hongrie ont exprimé leur pleine satisfaction à l'égard de cette politique. » L'Autriche devait reconnaître le régime de Franco, s'engager à combattre plus énergiquement la « propagande communiste » — de toute façon interdite — et approuver le retrait de l'Italie de la S.D.N.²⁵. Budapest fut ainsi le prélude extérieur à Berchtesgaden.

Le 21 janvier, le consul général autrichien à Munich, Jordan, adressa un rapport alarmant au gouvernement, disant qu'il avait appris de source britannique qu'une action armée du parti nazi autrichien était prévue pour le printemps, avec le soutien de l'Allemagne. Un haut fonctionnaire du parti, de l'entourage immédiat de Hitler, aurait déclaré qu'au printemps un coup serait entrepris contre l'Autriche, et que si le chancelier ne voulait pas entendre raison, il subirait le même sort que Dollfuss²⁶.

Le 26 janvier, la police trouva dans le bureau du « Comité des Sept » un plan intitulé « Programme d'action 1938 ». Ce plan, dit « de Tavs », précisait qu'au cours de cette année des troubles éclateraient en Autriche et que le Reich interviendrait ; ensuite, un gouvernement de transition fixerait un référendum sur le rattachement au Reich.

C'est à ce moment que von Papen, rappelé le 4 février de son poste à Vienne, en rapport avec le remaniement au sommet de l'armée allemande (Hitler prit lui-même le commandement suprême de la Wehrmacht), proposa au chancelier d'aller à Berchtesgaden, chez Hitler, pour s'expliquer une fois pour toutes sur les « malentendus » issus de l'accord du 11 juillet 1936. Le traquenard du 12 février 1938 est donc l'aboutissement direct du « gentlemen's agreement » ouvrant la voie aux activistes, légaux et illégaux, du parti nazi en Autriche.

²⁵ Source : *Reichspost* (journal catholique de Vienne), janvier 1938.

²⁶ Procès-verbal du procès Schmidt, p. 507.

Le refus de Schuschnigg de donner également la parole aux organisations ouvrières n'avait pas peu contribué à créer cette situation. Les décors étaient plantés : le rideau pouvait se lever sur le dernier acte du drame autrichien.

UN GUET-APENS ET SES CONSÉQUENCES

Nous ne nous arrêterons pas à la description des événements proprement dits. Ils sont d'ailleurs connus et il suffit de consulter un des ouvrages d'histoire générale de cette époque pour en avoir un aperçu complet ²⁷. Se cramponnant à la fiction que l'accord du 11 juillet était toujours valable, Schuschnigg pensait aller à Berchtesgaden, au « Berghof » de Hitler, simplement pour dissiper les divergences nées de l'application ou de la non-application de l'accord et pour régler entre « gentlemen » tous les différends, alors que du côté allemand on considérait depuis longtemps cet accord comme largement dépassé par les faits.

Hitler agit en conséquence, mettant en scène tout son art de comédien diplomatique et de démagogue politique, et aussi de maître-chanteur ²⁸.

Les résultats sont connus : en un premier temps, il réussit à arracher à Schuschnigg, contre le plat de lentilles déjà plusieurs fois réchauffé d'une reconnaissance toute verbale de l'indépendance de l'Autriche, des concessions dont l'acceptation définitive ne signifiait rien moins que l'abandon de toute souveraineté autrichienne. Schuschnigg en était tellement conscient qu'il se réfugia, comme dernière planche de salut, derrière la nécessité d'obtenir d'abord l'accord du président fédéral Miklas. Hitler lui accorda trois jours pour obtenir cette signature ²⁹.

²⁷ Voir notre bibliographie.

²⁸ Dans son jeu, Hitler utilisa quatre atouts :

- a) Von Papen, l'industriel diplomate qui amena Schuschnigg à Berchtesgaden en espérant sauver sa mise personnelle, mais qui, une fois sa mission accomplie, disparut de la scène.
- b) Seyss-Inquart qui tout en jouant la carte de la « légalité » et de « l'indépendance » avait depuis longtemps fait acte d'allégeance à Hitler qui savait qu'il pouvait compter sur ce féal.
- c) Les formations « illégales » du parti nazi en Autriche qui misaient ouvertement sur la violence et sur l'insurrection.
- d) Le chantage avec la force armée : présence de trois généraux au Berghof pour accueillir Schuschnigg.

²⁹ Les stipulations essentielles du diktat du 12 février 1938 comportaient, selon le procès-verbal portant les signatures de Hitler, Schuschnigg, Ribbentrop et Schmidt, les points suivants :

- 1. Consultations mutuelles en politique extérieure. L'Autriche soutiendra

L'opinion publique dut se contenter d'un vague communiqué, comme lors de l'accord du 11 juillet 1936. Mais dans la rétrospective, Schuschnigg lui-même apprécie ainsi le communiqué : « Il est vrai que la conséquence en était une insécurité accrue, alors qu'en Autriche une atmosphère de panique s'épaississait de plus en plus au cours des jours qui suivirent ³⁰. »

Sans doute, pour atténuer cette panique, le gouvernement élaborait le 14 février, en accord avec von Papen qui pour sa part avait reçu l'approbation de Hitler, un autre communiqué où l'on se référait expressément à l'effort entrepris pour éliminer « les difficultés surgies dans l'application de l'accord du 11 juillet 1936 » et à l'entente constatée de s'en tenir fermement à cet accord. Les mesures décidées devaient permettre « la réalisation sans heurts de l'accord entre les deux Etats allemands, pour garantir ainsi des rapports étroits et amicaux, correspondant à l'intérêt de l'ethnie allemande (des deutschen Volkstums) ³¹. ».

Le 15 février, la réalisation du diktat commença et les yeux s'ouvrirent en Autriche et dans le monde sur l'étendue du désastre qui frappait l'Autriche. Il est significatif que dans ce communiqué se

moralement, diplomatiquement et journalistiquement les actions du Reich allemand - dans la mesure des possibilités existantes.

2. Le conseiller d'Etat Seyss-Inquart sera nommé ministre de l'Intérieur.
3. Le chancelier fédéral déclare que les nationaux-socialistes autrichiens, en égalité avec tous les autres groupes, auront la possibilité d'une action légale dans le cadre du « Front patriotique » et de la constitution.
4. Amnistie générale pour tous les nazis.
5. Toutes les discriminations - mesures disciplinaires et autres désavantages résultant d'une activité nationale-socialiste - seront abrogées, les concernés obtiendront réparations des dommages subis.
6. Toutes les discriminations économiques à l'encontre des nationaux-socialistes seront éliminées.
7. La « paix dans le domaine de la presse » sera garantie par la nomination du Dr. Wolf à un poste responsable du Service fédéral de la presse.
8. Les relations militaires entre la Wehrmacht allemande et l'armée autrichienne seront assurées par les mesures suivantes :
a) remplacement du général Jansa par le général Böhme (correctement Beyer) ; b) Echange systématique d'officiers (jusqu'au nombre de cent) ; c) consultations régulières d'états-majors ; d) encouragement systématique de relations de camaraderie et d'échanges de connaissances militaires.
9. Toutes les discriminations à l'encontre des nationaux-socialistes notamment en ce qui concerne leur entrée et leur service dans l'armée, seront abrogées et annulées.
10. Intensification des échanges économiques. A cet effet, le Dr. Fischböck (nazi enragé, n.d.a.) sera nommé à un poste décisif.

30 Kurt SCHUSCHNIGG, *Im Kampf gegen Hitler*, p. 242.

31 *Ibid.*

retrouvent les termes qui, de toute évidence, rendirent encore plus fragile la position de l'Autriche vis-à-vis du III^e Reich ; à savoir l'expression « les deux états allemands », et surtout celle de « Volkstum » dont Hitler se servit, à peine quelques mois plus tard, pour étayer ses revendications qui allaient bien au-delà de l'annexion de l'Autriche.

A cet égard, quelques considérations s'imposent pour permettre de bien cerner la situation telle qu'elle existait alors en Autriche dans le domaine de la question nationale, puisqu'il s'agit de saisir sur le vif, c'est-à-dire au moment même où les événements surgissent, l'état d'esprit des Autrichiens.

Si, d'une part, on put alors constater une certaine effervescence des menées pangermanistes — encouragée fortement de l'extérieur — il se produisit en contre-coup un éveil patriotique qu'il est important de noter. C'est pourquoi nous avons, au début de notre étude, qualifié la prise de conscience nationale de processus dialectique, conditionné par action et interaction et réaction.

Cette dialectique s'était déjà manifestée au moment du 11 juillet 1936 et l'ayant décrite dans les pages précédentes, nous ne faisons ici que la rappeler : la conclusion de l'accord prévoyant l'entrée de l'Autriche dans la « voie allemande » et la possibilité d'une activité légale pour les nationaux-socialistes avaient provoqué une forte réaction de la part des organisations ouvrières clandestines ; on se souvient qu'elles avaient fait signer un mémorandum dans lequel elles exigeaient surtout deux choses : le rétablissement d'une vie démocratique en Autriche et la défense énergique de l'indépendance du pays face à la menace grandissante venant de l'expansionnisme hitlérien. Nous avons reconnu là un premier élément de prise de conscience nationale d'autant plus important que jusque-là la majorité des travailleurs, influencée par la social-démocratie, avait eu une attitude plutôt a-nationale, c'est-à-dire que selon les doctrines des dirigeants socialistes, on pouvait très bien être Autrichien et Allemand à la fois³². Ces travailleurs commencèrent alors à percevoir nettement la différence, voire l'abîme qui les séparait dans la pratique de ceux qu'on nommait alors souvent les « frères allemands » ; mais cette expression en elle-même contenait déjà un élément ambivalent. On pourrait objecter que la réaction de la classe ouvrière autrichienne fut essentiellement

32 Ce furent surtout les opinions grandes-allemandes (quoique différentes en quelques questions de détail) d'Otto Bauer et de Karl Renner qui exprimèrent la doctrine austro-marxiste en matière de question nationale. Sa teneur sera discutée dans un chapitre ultérieur.

politique ; elle s'élevait contre le nazisme, mais non contre les Allemands. Effectivement, ce fut la façon de voir de beaucoup de dirigeants ouvriers, notamment de Otto Bauer, réfugié d'abord à Prague puis à Paris ; cette façon de voir était purement théorique et dans ce cas cela voulait dire sans rapport avec la réalité. Les travailleurs qui vécurent concrètement la situation autrichienne avaient non seulement une « réaction de classe », mais aussi une réaction nationale ; cela d'autant plus que les Allemands qu'ils rencontrèrent en Autriche (après l'accord de juillet 36) s'identifiaient presque tous avec le national-socialisme. On comprend ainsi les accents profondément patriotiques de l'appel pour la sauvegarde de l'indépendance de l'Autriche lancé par les syndicats libres clandestins qui reconnurent très bien le rapport entre indépendance nationale et rétablissement d'un mode de vie démocratique. Il est incontestable que vouloir sauvegarder l'indépendance de son pays procède — consciemment ou inconsciemment — d'un motif patriotique et donc national. C'est reconnaître que le réflexe antifasciste rejoignit, à partir de 1936, le réflexe patriotique.

Ici se pose tout naturellement la question de savoir quelle place occupe, et doit occuper, la classe ouvrière dans la vie de la nation. Si les organisations clandestines des travailleurs partirent, en 1936, d'un point de vue tout à fait pratique, il y eut néanmoins dès ce moment des réflexions historiques sur ce thème, comme d'une manière générale au sujet de la naissance, de l'illustration et de la défense de la nation autrichienne. En effet, le réflexe devint réflexion, notamment chez deux historiens et hommes politiques.

Alors que la doctrine officielle sur « l'homme autrichien », meilleur Allemand que les Allemands, défendue par Dollfuss puis par Schuschnigg, perpétuait cette schizophrénie nationale dont nous avons déjà parlé et dont nous aurons encore à parler, deux groupes d'hommes s'élevèrent contre cette falsification de la conscience et de l'histoire.

« D'un côté la " Communauté autrichienne ", groupée autour du catholique Ernst Karl Winter qui propageait depuis 1933 l'idée de la nation autrichienne. D'après Winter, il était absolument nécessaire de consolider cette idée en rassemblant les arguments historiques, politiques, économiques et culturels qui dans leur réalité étaient irréfutables³³. » S'élevant contre ceux qui mettaient l'accent sur la « communauté ethnique et culturelle » avec l'Allemagne (dont Dollfuss et

33 Voir « La difficile naissance d'un sentiment national : l'Autriche » dans *Ethno-Psychologie*, n° 4/1973, p. 366.

Schuschnigg faisaient malheureusement partie), Winter écrivit : « On ne peut comprendre l'Autriche que sous l'angle de la perspective européenne. Les influences culturelles européennes sur l'Autriche sont au moins aussi importantes que les influences allemandes. Qu'on pense aux sphères romanes, Espagne, Italie, France, Bourgogne et aux états byzantins slaves de l'Est. Des remarques sur l'étiquette espagnole et des sottises anti-slaves ne peuvent pas résoudre ces problèmes ³⁴. »

« A l'autre bout du spectre politique, ce fut le publiciste communiste Alfred Klahr qui, dans plusieurs articles parus dans la revue clandestine *Weg und Ziel*, posa les fondements scientifiques de la nation autrichienne et qui, dans le n° d'avril 1937 de cette revue, démontra que sur la lutte antifasciste se greffait désormais la lutte nationale : " Sur la base d'une souveraineté étatique qui dure depuis des décennies, les Autrichiens sont passés par une évolution nationale propre, différente de celle de la nation allemande. Leur lutte pour l'indépendance étatique signifie qu'ils luttent pour la sauvegarde de leur développement national propre ; c'est une lutte pour l'indépendance nationale de l'Autriche " ³⁵. »

Malheureusement, le patriotisme officiel dont nous avons donné quelques échantillons ³⁶ et les protestations répétées de Schuschnigg de sa fidélité au « Volkstum » allemand entretenaient l'ambiguïté autour de la question nationale. Alors que les tenants du pan-germanisme national-socialiste, inspirés par une seule volonté, celle de Hitler, allaient en février 1938 droit au but qui était de réaliser l'anschluss coûte que coûte, les défenseurs de l'indépendance nationale de l'Autriche, tout en représentant sans conteste la majorité dans le pays, souffraient d'une double division : politique, à savoir d'une part le camp gouvernemental et d'autre part l'opposition de gauche réduite à la clandestinité, et idéologique, à savoir le patriotisme confus entaché de romantisme pan-allemand, et les deux courants patriotiques mentionnés plus haut dont les idées restaient marginales à cette époque.

Cet état des choses rendit la question de la défense de l'Autriche très complexe et donna leur chance aux assaillants du dedans et du dehors.

LE SIGNAL : SEYSS-INQUART MINISTRE

Dans la nuit du 15 au 16 février, Schuschnigg, fidèle à sa signature de Berchtesgaden avalisée par le président Miklas, nomma le

³⁴ Ernst Karl WINTER, dans *Wiener politische Blätter*, 20.8.1933, p. 101-122.

³⁵ *Ethno-Psychologie*, op. cit., p. 367.

³⁶ Voir note 6 du présent chapitre.

Dr Arthur Seyss-Inquart ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique. Les nationaux-socialistes comprirent que pour eux l'heure tant attendue sonnait. Le 11 juillet 1936, ils avaient cru que Hitler les avait trahi et depuis ils étaient soumis par le Führer au système de la douche écossaise : un jour on leur demandait d'agir par la terreur, et le lendemain on leur interdisait toute activité subversive³⁷. Les nationaux-socialistes reconnurent dans la nomination de Seyss-Inquart la justesse de la tactique « infallible » du Führer : à savoir, mettre l'Autriche dans une situation qui l'obligerait à composer, à prendre définitivement la « voie allemande » contre laquelle, malgré toutes les affirmations, elle regimbait encore. Et cela grâce à la tactique « évolutionnaire » préconisée par un homme qu'eux, les « illégaux », les « vieux combattants » (die « alten Kämpfer ») n'avaient pas jusqu'ici entièrement reconnu comme l'un des leurs. Qui était donc ce Seyss-Inquart subitement projeté sur le devant de la scène politique ?

Nous ne ferons pas ici une description de sa vie ; ce qui nous intéresse, dans le cadre de notre travail, c'est la personnalité politique de cet homme qui, reconnu coupable de crimes contre l'humanité et contre la paix par le tribunal international, fut pendu à Nuremberg³⁸.

37 A deux reprises notamment Hitler avait pris ses distances vis-à-vis du mouvement illégal nazi en Autriche : le 25 juillet 1934, après l'assassinat de Dollfuss - alors que les plans du soulèvement avaient bien été dressés à Munich, à la « Centrale » du parti nazi allemand. Hitler avait destitué « l'inspecteur du Reich » Habicht et rappelé son ambassadeur compromis dans l'affaire, puis nommé à sa place von Papen avec la mission dont nous avons fait état. La deuxième fois après l'accord du 11 juillet 1936, lorsque deux dirigeants des nazis autrichiens se plaignirent que les « modérés » (Seyss-Inquart, Glaise-Horstenau) voulaient empêcher que continuât l'activité terroriste. Hitler leur répliqua vertement que Seyss avait raison et que le parti (nazi) en Autriche devait observer la discipline - car lui, Hitler, aurait besoin de deux ans pour « faire de la politique ». Une troisième fois, Hitler désavoua les « extrémistes » parmi ses partisans en Autriche, pour peu de temps il est vrai ; lors du procès-verbal du 12 février 1938, il fut convenu que les deux plus dangereux meneurs des nazis autrichiens, le « Hauptmann » (capitaine) Leopold et l'avocat Tavs (celui dont le « plan d'action » découvert par la police autrichienne avait incité Schuschnigg à entreprendre le voyage de Berchtesgaden) seraient appelés à des fonctions en Allemagne.

38 Deux ouvrages très instructifs existent sur Seyss-Inquart, le premier étant une source précieuse sur l'action politique de Seyss, alors que le second est davantage une étude biographique :

1. Wolfgang ROSAR, *Deutsche Gemeinschaft - Seyss-Inquart und der Anschluss*, Wien, Europa-Verlag, 1971, 441 p.

2. H. J. NEUMANN, *Arthur Seyss-Inquart*, Graz-Wien-Köln, Styria-Verlag, 1970, 396 p.

On trouve en outre des informations intéressantes sur Seyss-Inquart chez EICHSTAEDT, *Von Dollfuss zu Hitler*, et chez SCHUSCHNIGG, *op. cit.*

Il devait être très adroit et tenace pour apparaître comme l'homme de confiance de Hitler en Autriche après toutes ces « années de lutte » (« Kampfjahre », disaient les nazis) pendant lesquelles on ne comptait plus les intrigues de clans, les luttes de cliques, les conjurations personnelles et les querelles de compétence qui opposaient sans cesse les uns contre les autres les différents groupes dirigeants du parti nazi autrichien. D'ailleurs, en étudiant la chronique de ces vaines luttes intestines, on arrive à la conclusion que les nazis autrichiens n'auraient jamais pu accéder au pouvoir sans l'aide substantielle et armée des autorités du Reich. Et l'instrument par excellence de l'intervention permanente des instances nazies allemandes dans les affaires autrichiennes fut, à partir de 1936, l'avocat Arthur Seyss-Inquart.

Son biographe, Neumann, a sans doute bien pénétré cette personnalité, comme il dit, ambivalente ; mais dès le début, l'orientation politique de Seyss-Inquart fut sans équivoque. Etudiant à Vienne vers 1910 (à cette époque Hitler était également à Vienne mais vagabond sans feu ni lieu), il fut attiré par les idées répandues par Georg von Schönerer : pangermanisme extrême, antisémitisme, racisme. L'anticléricalisme excepté — il était très pieux — Seyss-Inquart assimila toutes les idées du mouvement pan-germaniste ; à cette époque, l'amalgame de ces idées avec les convictions religieuses amena un grand nombre d'intellectuels à former ce qu'on a appelé depuis le camp « catholique-national » ou « national-accentué » (betont-national). Seyss-Inquart fut l'un d'eux. La caractéristique de ce camp fut l'ambivalence, ou plutôt l'ambiguïté ; ses partisans voulaient réconcilier l'inconciliable, à savoir leur profession de foi envers le « Volkstum » allemand et leur existence d'Autrichiens.

Très tôt, Seyss adhéra à la « Communauté allemande » (Deutsche Gemeinschaft), sorte de société secrète à tendance fortement antisémite et antimarxiste. C'est là qu'il rencontra Dollfuss qui se souvint de lui lorsqu'il devint chancelier et en fit le chef de file des « catholiques nationaux ». Mais dès cette époque — exactement depuis 1931 — Seyss-Inquart, sans être formellement inscrit au parti nazi, était déjà un « sympathisant payant » du N.S.D.A.P. autrichien ³⁹.

39 Nombreux étaient les universitaires parmi les « catholiques nationaux » ou « nationaux accentués » : l'historien Srbik, le germaniste Nadler, le philosophe Eibl, le professeur de préhistoire Menghin, etc. Dollfuss et Schuschnigg en firent également partie. Mais alors que la majorité d'entre eux bifurquèrent bientôt vers le national-socialisme, Dollfuss et Schuschnigg, sans parvenir à réprimer leurs sentiments pan-allemands, évoluèrent vers un patriotisme autrichien qui, en raison de leur attachement persistant au Volkstum allemand, n'était pas exempt de confusion et leur rendit difficile une lutte conséquente contre le national-socialisme.

Cette adhésion idéologique et matérielle ne fut pas publique, et Seyss-Inquart put ainsi continuer à jouer son rôle de « national modéré ». Le 14 juillet 1937, von Papen avait pour ainsi dire accrédité Seyss-Inquart auprès de Hitler ; selon son rapport rétrospectif rédigé en 1946, von Papen avait tenté de « procurer un bon départ à Seyss-Inquart ⁴⁰ ». A partir de cette date, Seyss possédait la double confiance de Schuschnigg — à titre de catholique — et de Hitler — à titre de national-socialiste. A tel point que dans « l'accord » de Berchtesgaden, l'une des rares concessions qu'obtint Schuschnigg fut le point III, ajouté après les dix engagements extorqués au chancelier, et qui disait que les deux parties étaient d'accord pour que le seul médiateur entre le gouvernement autrichien d'une part et celui du Reich et les nationaux-socialistes d'autre part fût Seyss-Inquart. En conséquence de quoi, celui-ci devint pratiquement l'arbitre entre le gouvernement et les nationaux-socialistes ⁴¹.

La confiance que le Führer allemand mit en Seyss-Inquart était amplement justifiée — il avait reçu des gages. Mais la confiance de Schuschnigg ? Nous l'avons déjà mentionné : Seyss-Inquart, malgré ses engagements politiques, continuait à être catholique pratiquant, feignant d'ignorer l'incompatibilité foncière entre foi catholique et foi nationale-socialiste. D'autre part, Seyss était passé maître des propos ambigus, donnant à entendre que même sous régime national-socialiste, l'Autriche devait garder son indépendance ou du moins une grande autonomie. A preuve, les propos contenus dans sa lettre du 21 juin 1937 adressée à Schuschnigg, où il exposait ses vues sur les fonctions (de conseiller d'Etat et de responsable des « Services politiques popu-

40 Schuschnigg, *op. cit.*, p. 277.

41 Ce point III disait : « Die Reichsregierung erkennt an, dass der künftige Innenminister Seyss-Inquart die *alleinzuständige* Persönlichkeit für die Durchführung der Ziffer II, 3 dieses Protokolls ist. Die Reichsregierung wird Massnahmen treffen, die eine Einmischung reichsdeutscher Parteistellen in innerösterreichische Verhältnisse ausschliessen. Bei Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung der Ziffer II, 3 des vorstehenden Abkommens sollen die Verhandlungen ausschliesslich über den Minister Seyss-Inquart geführt werden. »

Comme précédemment nous n'avons donné qu'un résumé de ce paragraphe II, 3 qu'il est important de connaître, nous le citons ici in extenso : « 3. Der Bundeskanzler erklärt, dass der österreichische Nationalsozialist grundsätzlich die Möglichkeit legaler Betätigung im Rahmen der Vaterländischen Front und aller übrigen österreichischen Einrichtungen haben soll. Die Betätigung soll auf dem Boden der Verfassung in Gleichstellung mit allen andern Gruppen erfolgen. Dem Staatsrat Dr. Seyss-Inquart steht das Recht und die Verpflichtung zu, dafür zu sorgen und die Massnahmen zu treffen, dass die Tätigkeit der Nationalsozialisten sich im obigen Sinne auswirken kann ».

(Protokoll über die Besprechung vom 12. Februar 1938, Pol. I. 107 g Rs).

lares ») qu'il allait assumer : « Les fondements de cette action politique — écrit-il — sont clairement définis dans le traité d'Etat du 11 juillet 1936 :

1. La reconnaissance de l'indépendance de l'Autriche et la promesse de non-ingérence, du fait que le national-socialisme autrichien est déclaré être une affaire autrichienne.
 2. La profession de foi de l'Autriche en tant qu'Etat allemand.
- A mon avis, ce n'est pas un hasard, ou simplement une clause de style, si l'indépendance vient en tête, mais c'est, dans les conditions actuelles, la condition *sine qua non* pour une action dans un sens pan-allemand ⁴². »

On voit que Seyss avait appris de son maître Hitler l'art de reprendre dans une deuxième phrase ce qu'il avait concédé dans la première.

Le 5 mars 1938, dans un discours qu'il prononça devant les nationaux-socialistes de Haute Autriche, Seyss-Inquart déclara sans ambages : « Nous sommes allemands et autrichiens ⁴³. » La schizophrénie nationale se manifestait même chez le porte-parole officiel des nazis autrichiens et cela 8 jours avant l'anschluss dont il était le maître d'œuvre. Dans la ville de Linz, Seyss allait enfin se découvrir totalement et publiquement lorsque le 12 mars il salua Hitler par ces mots hautement significatifs : « Mein Führer ! » Officiellement, l'Allemand avait ce jour-là pris définitivement le dessus. Mais un substrat autrichien persistait dans le subconscient de Seyss-Inquart, substrat qui devait lui causer certains ennuis avec Bürckel, le « Reichskommissar » pour la réunification de l'Autriche avec l'Allemagne.

En quelques semaines, du 12 février au 10 mars 1938, Seyss-Inquart devint le symbole de cette « Volksdeutsche Gemeinschaft » dont il avait rêvé. Maître du double jeu qu'il pratiquait en toute sincérité en trois directions — envers le chancelier autrichien, envers les nationaux-socialistes et envers soi-même — Seyss réussit à capter la confiance des deux antagonistes du moment, Hitler et Schuschnigg. Jouant le « modérateur », voire le temporisateur, Seyss laissa se dérouler un processus au déclenchement duquel il avait savamment contribué, se contentant au moment crucial de constater qu'il n'avait été « qu'une standardiste historique » (« ein historisches Telephonfräulein ») ⁴⁴.

42 Lettre citée dans Schuschnigg, *op. cit.* p. 211.

43 Voir Rosar, *op. cit.*, p. 243.

44 Le 11 mars 1938 de nombreux coups de téléphone furent échangés entre Berlin et Vienne. Dans les conversations entre Göring et Seyss-Inquart, ce dernier joua un rôle très passif, se contentant de recevoir bon gré mal gré les ordres de Göring. Voir Procès-verbal du Tribunal international de Nuremberg.

Curieusement, trente ans plus tard, Schuschnigg lui garde toujours, dans ses souvenirs, une certaine estime qui perce dans la citation qu'il donne de l'appréciation de von Papen sur Seyss-Inquart, de ce même von Papen qui, dans l'affaire de l'anschluss, fut le complice le plus efficace de celui qu'on nomma plus tard le « Quisling » autrichien :

« En ce qui concerne Seyss-Inquart, Papen le tenait en haute estime, estime qui comme il le constate justement fut alors entièrement partagée par le chancelier fédéral (Schuschnigg). Le Dr Seyss-Inquart fut, continue Papen, comme il doit l'admettre aujourd'hui (en 1946), " la déception la plus profonde " de sa vie. Malgré cela, Papen est peut-être allé trop loin dans la sévérité de son jugement... » Et l'ancien chancelier d'attribuer à Seyss-Inquart, encore rétrospectivement, des intentions humanitaires démenties depuis par l'histoire ⁴⁵.

Nous nous interdisons de porter un jugement sur Papen lui-même qui pourtant fournirait un riche sujet d'appréciation. Quant à la constatation de Schuschnigg sur l'attitude présumée de Seyss-Inquart, il est permis de dire que plus tard, en Hollande, lorsqu'il eut tous les pouvoirs en tant que Reichskommissar, il n'a rien fait pour empêcher les atrocités ; au contraire, il les a couvertes de son autorité, et souvent même ordonnées. C'est d'ailleurs ce comportement qui lui a valu sa condamnation à mort. Mais à la lumière de cette citation, on voit combien sont forts, au-delà des confrontations voire des affrontements, les liens qui unissent des hommes comme Schuschnigg, Papen, Seyss-Inquart, tous les trois sortis du même berceau : le catholicisme politique.

LA « PAIX ALLEMANDE » EN QUESTION

La nomination de Seyss-Inquart comme ministre de l'Intérieur avait eu un effet mobilisateur sur les nazis illégaux en Autriche qui, un peu partout, multiplièrent leurs manifestations de joie ; mais elle fut également un signal dans un autre sens. Malgré les déclarations rassurantes, des Autrichiens de plus en plus nombreux prirent conscience de ce que

45 Pour éviter toute interprétation erronée de l'opinion de Schuschnigg, nous reprenons la citation complète en allemand : « Von Seyss-Inquart hatte Papen eine hohe Meinung, die, wie er richtig feststellt, vom Bundeskanzler damals voll geteilt worden sei. Dr. Seyss-Inquart sei die tiefste Enttäuschung seines Lebens geworden, wie er (Papen) heute leider zugeben müsse. Trotzdem ging Papen vielleicht damit in der Härte seines Urteils zu weit. Hätte sich Seyss-Inquart, wie aus allen vorhandenen Quellen zu schliessen ist, in Österreich durchgesetzt, dann wäre es wenigstens nicht zu dem Barbarismus gekommen, der mit dem Anschluss verbunden war ». Voir SCHUSCHNIGG, *op. cit.*, p. 348. Papen est cité selon son « Memorandum » de 1946, publié dans le procès-verbal du procès Schmidt, p. 377.

signifiait la désignation de Seyss-Inquart comme « garant de la paix allemande » ; autrement dit, le diktat de Berchtesgaden, sitôt connu dans ses grandes lignes, alarma au plus haut degré les Autrichiens antinazis et par là hostiles à l'anschluss dans la situation de 1938.

Le mouvement patriotique qui se dessina alors, parvint à faire sauter les lignes de clivage entre les différentes forces politiques. Tous les ouvrages historiques sont d'accord à ce sujet ; nous n'en citerons que quelques-uns, étant en possession de témoignages personnels de ceux qui ont vécu cette période et que nous donnerons dans les chapitres suivants.

La très grande majorité des témoins est d'accord pour qualifier cette période de quatre semaines de véritable sursaut national, de renouveau de la conscience nationale autrichienne.

A la lumière des événements, la « paix allemande » de Berchtesgaden apparut comme une capitulation et comme une menace ; ne souffrant pas comme Schuschnigg d'un « complexe germanique », les masses populaires se préoccupèrent surtout du régime qui les menaçait, le national-socialisme ; elles cherchèrent instinctivement leur union, pour résister au processus « évolutionnaire », visiblement amorcé, de l'annexion.

Schuschnigg lui-même se trouvait pendant toute cette période dans un dilemme tragique ; par conséquent, il agissait comme ce fameux personnage d'une des plus célèbres satires de Nestroy, « Der Zerrissene » (L'homme qui ne sait ce qu'il veut, littéralement : L'homme déchiré) :

- A Berchtesgaden il avait capitulé, mais s'était réservé l'échappatoire qu'il lui fallait la signature du président Miklas pour que l'accord soit valable.
- Le 15 février il avait nommé ministres Seyss-Inquart et d'autres « nationaux accentués », mais en même temps il avait introduit dans son cabinet des secrétaires d'Etat issus du mouvement ouvrier, hostiles au national-socialisme : Hans Rott du mouvement ouvrier chrétien, et Adolf Watzek ancien social-démocrate. Par cette ouverture à gauche, le chancelier avait voulu contrecarrer — très tardivement — l'infiltration croissante des nationaux-socialistes dans les rouages de l'Etat.

Dans son ouvrage *Im Kampf gegen Hitler*, Schuschnigg se défend d'avoir trop attendu pour rechercher l'entente avec les travailleurs dont on savait que « dans leur masse ils restaient fidèles à la patrie menacée », pour paraphraser un mot célèbre de Mauriac, et prétend

que chacune de ses tentatives se heurta à l'opposition des « révolutionnaires » à l'intérieur du mouvement ouvrier clandestin. Ainsi, le chancelier de l'époque considère que le syndicat uni gouvernemental (Einheitsgewerkschaft) pouvait très bien constituer une base d'accueil pour les anciens militants ouvriers : « Au printemps 1937, une ouverture plus ample à gauche sembla s'amorcer au sein de la Confédération syndicale. Le Dr Renner s'était prononcé pour que cesse le boycottage du syndicat par les anciens militants des syndicats libres et il avait plaidé la cause de la collaboration légale dans les syndicats officiels. C'est là qu'il voyait — et non dans la clandestinité — la seule chance de succès pour les ouvriers socialistes ⁴⁶. » L'idée fut, selon Schuschnigg, adoptée par Staud (le président du syndicat gouvernemental) et soutenue par les instances officielles à l'intérieur et à l'extérieur du syndicat. « Johann Böhm devait reprendre la présidence de la fédération syndicale du bâtiment ⁴⁷. » Mais cette tentative échoua, écrit encore Schuschnigg, à cause du veto du comité centrale des socialistes révolutionnaires.

L'ancien chancelier se souvient que dans la situation dramatique qui suivit Berchtesgaden, il essaya de pratiquer l'ouverture, tout en n'étant pas prêt à admettre le rétablissement du parti socialiste, car, dit-il, « le rétablissement de la démocratie parlementaire » aurait créé une situation sans issue ; le III^e Reich s'en serait servi pour exiger le rétablissement légal du N.S.D.A.P.

Quoi qu'il en soit, « l'opinion largement répandue que le gouvernement n'aurait recherché le contact avec la " classe ouvrière " qu'à l'heure du danger suprême, représente dans sa forme et dans son contenu une simplification délibérée qui ne montre que l'avvers de la médaille. Très souvent on s'abstient de voir le revers, à savoir : des négociations permanentes étaient en cours, et cela du côté gouvernemental par les instances compétentes, notamment le président de la Confédération syndicale (Staud), le secrétaire d'Etat pour les questions du droit du travail et de la protection du travail, et par la voie de la direction de la S.A.G. ⁴⁸ au sein du Front patriotique. Au su de ces instances,

⁴⁶ Schuschnigg semble ignorer qu'à l'intérieur du mouvement ouvrier clandestin une vive discussion était en cours, à ce sujet, depuis 1934. Les communistes plaidaient en faveur de « l'entrisme » dans les organisations officielles pour y combiner le travail légal et clandestin, tandis que les « socialistes révolutionnaires » - successeurs de la social-démocratie - s'opposèrent longtemps à cette tactique, pour finalement s'y rallier.

⁴⁷ SCHUSCHNIGG, *op. cit.*, p. 172.

⁴⁸ SAG = Soziale Arbeitsgemeinschaft (Communauté de travail sociale), département du Front patriotique destiné aux travailleurs en vue d'une activité légale.

l'auteur (Schuschnigg) avait occasionnellement des contacts avec Alois Köhler, un délégué ouvrier métallurgiste communiste de Floridsdorf ⁴⁹. »

Oui, mais ces négociations traînaient en longueur : Schuschnigg ne pouvait surmonter ses hésitations à double caractère : d'une part une réticence toujours vive à se mettre d'accord avec les milieux populaires, et d'autre part à prendre résolument le chemin de la résistance. La partie de sa conscience qui restait attachée au romantisme pangermanique l'en empêchait.

Il ne pouvait cependant interdire que d'autres que lui en prennent l'initiative, surtout après la nomination de Seyss-Inquart comme ministre de l'Intérieur.

Un politologue autrichien, témoin de l'époque, résume en ces mots le phénomène qu'on pouvait alors observer : « Pour la première fois depuis 1918, commença à se former dans les jours qui suivirent Berchtesgaden... un mouvement de masse patriotique, porté par le souci commun du sort de l'Autriche, prêt à la défense absolue de la patrie contre la menace venant de l'attaque nationale-socialiste en deçà et au-delà de la frontière. Passant outre à leurs antagonismes passés, d'anciens membres des Heimwehren et du Schutzbund, des socialistes révolutionnaires et des adhérents aux associations catholiques, des groupes de jeunesse patriotiques et des opposants clandestins de gauche se retrouvèrent sous les plis du drapeau rouge-blanc-rouge, et se montrèrent prêts à accepter la direction de Schuschnigg dans la lutte décisive qui se dessinait. Mais le chancelier hésitait toujours ⁵⁰. »

En effet, les organisations des travailleurs socialistes, communistes et chrétiens étaient d'accord pour organiser la défense de l'indépendance. Ce fut une prise de conscience presque instantanée, provoquée par les dangers visibles, tout à fait réels. Le maire catholique de Vienne nommé en 1934, Schmitz, joua un rôle actif dans les préparatifs à la résistance ; c'est lui qui établit des contacts sous tous azimuts pour rassembler les forces qui avaient la volonté et qui étaient capables de résister aux nationaux-socialistes ; en premier lieu les travailleurs des grandes entreprises industrielles de Vienne et de sa banlieue qui devaient être armés et organisés en milices ouvrières ⁵¹.

49 SCHUSCHNIGG, *op. cit.*, p. 173.

50 Ernst Hoor, *Österreich 1918-1938*, p. 127.

51 A cet effet, Schmitz, le général Zehner, secrétaire d'Etat à la défense, et d'autres officiers rencontrèrent l'ancien chef d'état-major du Schutzbund républicain écrasé militairement par Dollfuss en février 1934, le commandant Eifler (assassiné plus tard à Buchenwald), en vue de mobiliser les ouvriers aux côtés des forces de l'ordre et de l'armée.

Schuschnigg cependant ne s'engagea pas plus avant ; il tenait avant tout à sauver la « paix allemande » de Berchtesgaden et il se résigna même à accepter la première violation de cet accord par Hitler qui nomma — en rupture avec ses propres engagements — un nouveau chef pour les nazis autrichiens, le commandant Hubert Klausner, et deux adjoints, Rainer et Globocnik, tous les trois nazis illégaux et farouches.

Il fallut le discours de Hitler devant le Reichstag, le 20 février, pour tirer Schuschnigg de sa léthargie. A Berchtesgaden, Hitler avait promis de parler « amicalement » à condition que la capitulation fût consommée. Mais dans son discours fleuve Hitler ne consacra que quelques brefs passages à l'Autriche ; il ne se référa pas, comme Schuschnigg l'avait espéré, à l'accord du 11 juillet 1936 qui comportait l'engagement de respecter l'indépendance de l'Autriche et parla de « Befriedung », donc de pacification au lieu de paix ; pacification qu'il espérait voir se réaliser dans l'étroite coopération décidée. Mais les auditeurs du discours — et pour la première fois un discours de Hitler fut retransmis par tous les postes de la radio autrichienne — furent plus impressionnés par un passage où Hitler ne se priva pas de lancer une sérieuse menace en déclarant : « A la longue, il est impossible pour une puissance mondiale qui se respecte de savoir à ses frontières des compatriotes (« Volksgenossen ») auxquels on inflige les plus grandes souffrances à cause de leur sympathie ou de leur solidarité avec le peuple tout entier, avec son destin et sa conception du monde (Weltauffassung) ⁵²... »

En Autriche, les nazis organisèrent des écoutes collectives et après la fin du discours, manifestèrent bruyamment.

Un témoin direct des événements, le ministre et secrétaire général du Front patriotique, l'écrivain Guido Zernatto, dans un livre écrit à chaud immédiatement après sa fuite en 1938, a décrit les effets divers que suscita ce passage : « Ces dix millions d'Allemands en dehors des frontières du Reich, cela signifiait un vaste programme du Führer en direction de l'Europe centrale. Cette tournure montrait bien que l'Autriche ne devait être qu'un début, un premier chaînon... dans la réalisation du nouveau programme de politique extérieure qui devait mener à une transformation de l'Europe sous le mot d'ordre de " Libération des compatriotes allemands "... »

52 Voir MIKOLETZKY, *Zeitgeschichte*, p. 364-365.

« ... L'annonce de ce programme a rendu les nationaux-socialistes de l'Autriche sûrs de la victoire, car ils savaient que seule l'intervention par la force du Reich allemand pouvait changer la situation autrichienne en leur faveur, étant donné leur nombre beaucoup trop restreint pour arriver au pouvoir en Autriche par une voie autonome... »

« ... Il est compréhensible aussi que ce discours ait eu un effet déprimant sur nos partisans... Ils comprirent que l'Autriche n'était pas à même de se maintenir face à un acte de violence allemand. Comment, la situation, pouvait-elle se développer ? Le gouvernement autrichien se taisait ⁵³. »

En vérité, Schuschnigg n'était pas resté tout à fait inactif. Mais au lieu de mettre ses espoirs dans la mobilisation de tout un peuple, il entreprit des démarches diplomatiques ⁵⁴. Il s'adressa à toutes les capitales occidentales, sans aucun succès ; selon toute apparence, les puissances occidentales, l'Italie comprise, avaient déjà inscrit l'Autriche aux comptes des profits et pertes — du côté des pertes évidemment.

La mobilisation populaire par contre s'amplifia. Il y eut, certes, d'âpres discussions sur certaines formules auxquelles ne voulurent pas souscrire des militants socialistes ; notamment les notions de « ständisch » (corporatif) et « christlich » (chrétien) revenant sans cesse dans les documents officiels, heurtèrent leurs consciences. Ce qui n'empêcha pas les ouvriers de débrayer dans les usines après le discours de Hitler, et d'envoyer des délégations au siège du syndicat officiel pour demander des mesures en vue de sauvegarder l'indépendance de l'Autriche. Un comité d'action de délégués des entreprises les plus importantes se constitua et demanda à être reçu par le gouvernement. Ce comité comprenait des représentants syndicaux (légaux et clandestins) et des délégués des deux partis ouvriers interdits, socialistes et communistes. L'attitude des différentes composantes des forces antinazies est attestée par les documents de l'époque ; on y constate un pas en avant dans la prise de conscience nationale, malgré certaines restrictions du côté des socialistes causées par l'amertume de la défaite de février 1934.

53 Guido ZERNATTO, *Die Wahrheit über Österreich*, p. 236-237.

54 Il eut également une correspondance avec le prétendant au trône, Otto de Habsbourg ; celui-ci, en date du 17 février, lui demanda de ne plus faire aucune concession, ni au Reich, ni aux « nationaux accentués » et, s'il ne pouvait plus résister aux pressions, de lui transmettre à lui, Otto de Habsbourg, la charge de chancelier. Schuschnigg ne répondit que 15 jours plus tard, le 2 mars, en affirmant que la restauration signifierait à coup sûr la fin de l'Autriche.

*POSITIONS DES CHRETIENS, DES SOCIALISTES,
DES COMMUNISTES*

Dans une monographie consacrée au président de la Confédération syndicale unie (gouvernementale), Johann Staud, issu lui-même du mouvement ouvrier chrétien, l'attitude de ce militant est ainsi décrite : « Après la visite du chancelier à Berchtesgaden (Obersalzberg, Berghof) et alors que circulaient toujours plus de bruits confus et inquiétants qui avivaient l'agitation dans la classe ouvrière, Staud fit son possible pour conforter les ouvriers, irrités dans leur fidélité à l'Autriche... Au moment du remaniement gouvernemental du 15 février, les dirigeants ouvriers chrétiens manifestèrent leur désaccord absolu avec l'accentuation et l'augmentation du nombre des éléments " nationaux " au gouvernement. Staud et Rott soulignèrent qu'ils n'approuveraient que les actions du gouvernement qui renforceraient la liberté et l'indépendance de l'Autriche, et pas celles qui les mettraient en danger. Le journal « Österreichische Arbeiterzeitung », organe des ouvriers chrétiens, exprima à cette occasion l'opinion de la majorité des ouvriers autrichiens : " La classe ouvrière suit avec une très vive attention l'évolution des rapports entre les deux états allemands sur la base de l'accord du 11 juillet, dont elle défendra mieux que quiconque en Autriche les points essentiels : reconnaissance de la souveraineté de l'Autriche par l'Allemagne et non-ingérence de l'Allemagne dans la politique intérieure autrichienne, y compris les affaires du national-socialisme. " (OeAZ. Jahrgang, N° 49, p. 9.)

« ... Sous le coup du remaniement gouvernemental, Staud convoqua le 17 février une assemblée des présidents de toutes les fédérations syndicales (légales) et des délégués principaux des grandes entreprises viennoises. Dans une motion, l'assemblée manifesta sa volonté et sa résolution de défendre la liberté, l'indépendance et la dignité de l'Autriche. Et lorsque le 21 février, le comité d'action des syndicalistes libres présenta une motion plus énergique contenant notamment des revendications de démocratisation (dont il sera question par la suite), Staud qui était présent qualifia cette motion de base appropriée pour une action commune entre syndicalistes libres et Confédération syndicale... Cependant, Staud se prononça contre les grèves qui, comme il dit, pourraient fournir le prétexte d'une action armée contre l'Autriche, pour mater des " tentatives d'insurrection bolchevique " et pour " rétablir l'ordre " ⁵⁵. »

55 Christl KLUWICK-MUCKENHUBER, *Johann Staud - Ein Leben für die Arbeiterschaft*, p. 141-142.

Malgré le patriotisme indéniable qu'expriment ces prises de position du dirigeant ouvrier chrétien, il en ressort les mêmes faiblesses que celles observées chez Schuschnigg : l'Autriche est considérée comme état allemand, et les grèves sont récusées par peur de l'accusation d'être de connivence avec les « bolcheviques »⁵⁶.

L'historien du mouvement ouvrier chrétien en Autriche de 1933 à 1938, Anton Pelinka, analyse plus avant l'attitude de ce mouvement : « Au Nouvel An (1938), il y eut des négociations directes entre le mouvement ouvrier chrétien et l'opposition de gauche illégale, et notamment avec les syndicalistes libres... En même temps, certains représentants du mouvement ouvrier chrétien tentèrent des actions individuelles spectaculaires, comme par exemple le voyage de Waschnigg et de Viktor Matejka à Londres et Paris, fin janvier-février 1938. Ce voyage fut entrepris avec l'accord de Staud et aurait dû intensifier les contacts avec les puissances occidentales. Le but en était d'amener les puissances occidentales à un engagement ostensible en faveur de l'Autriche. Pendant ces dernières semaines (de l'Autriche), les représentants du mouvement ouvrier chrétien furent, à l'intérieur du camp gouvernemental, aux côtés de ceux qui préconisaient une ligne dure contre Hitler. Contre une attaque violente, l'Autriche devait, si nécessaire, se défendre en recourant elle aussi à la force. La paix — mais pas à tout prix, pas au prix de la reddition sans combat de l'Autriche à Hitler. Telle fut la politique du mouvement ouvrier chrétien en 1938... Que toutes ces actions pour sauver l'indépendance autrichienne aient été malgré tout marquées au coin de l'hésitation, que toutes ces actions aient été toujours freinées avant d'avoir des conséquences décisives, ce fut là une continuation conséquente de la politique du mouvement ouvrier chrétien dans ces années de l'état corporatif.

« Le mouvement ouvrier chrétien reculait surtout devant les conséquences de la démocratie. Son but était la démocratisation par étapes, son idée de ce que serait finalement le résultat de ce processus, ce que signifierait en général et concrètement la démocratie, restant toujours un peu confuse⁵⁷. »

Nous reconnaissons là un thème qui caractérise également la personnalité complexe du chancelier Schuschnigg : la peur — réelle —

56 D'ailleurs, il n'y eut pas de grèves pendant ces quatre semaines mouvementées, ce qui n'empêcha pas les journaux et autorités du Reich, inspirés par Goebbels, de parler haut et fort de « troubles communistes » pour justifier à l'avance leur coup de force.

57 Anton PELINKA, *Stand oder Klasse?* (Le mouvement ouvrier chrétien en Autriche de 1933-1938), p. 175-176.

d'être taxé de connivence avec les bolcheviques et d'offrir ainsi un prétexte d'attaque aux autorités du III^e Reich, servit en même temps d'argument pour ne pas aller plus en avant dans la voie de la démocratisation.

Justement, cette démocratisation, les socialistes, réduits à la clandestinité, la réclamaient énergiquement pour participer pleinement à la défense de l'indépendance autrichienne. Dans un article daté du 22 février 1938, l'organe des socialistes autrichiens, *Der sozialistische Kampf* (La lutte socialiste), paraissant à ce moment encore à Prague sous la direction d'Otto Bauer, pose la question : « L'Autriche, peut-elle encore être sauvée ? » La réponse de l'auteur (Heinrich Weber, pseudonyme de Bauer) est sévère pour le régime austro-fasciste. Evoquant la nomination de Seyss-Inquart, l'auteur constate : « Le partage du pouvoir entre le clérico-fascisme et le fascisme nazi ne peut se terminer — à moins qu'une troisième force puissante n'intervienne — qu'avec la victoire des nazis, qu'avec la mise au pas de l'Autriche. » L'analyse était perspicace. Rappelant l'anéantissement de la social-démocratie par Dollfuss en 1934, la plus grande force autrichienne irréductiblement hostile au fascisme nazi, l'auteur ne mâche pas ses mots : « De ce fait, Dollfuss a érigé un régime qui — sans base de masse suffisante dans son propre pays — ne pouvait s'appuyer que sur le soutien d'une puissance étrangère (l'Italie) et qui était donc perdu dès le moment où il ne bénéficiait plus de ce soutien. La voie de Dollfuss ne pouvait aboutir qu'à la capitulation à Berchtesgaden. »

Bien que l'auteur se félicite de ce que la compréhension politique des groupes dirigeants de l'Autriche ait fait des progrès, il n'en dénonce pas moins leur hypocrisie et leur duplicité : « Plus d'un parmi ceux qui, il y a quatre ans, ne contenaient pas leur joie devant la défaite de la classe ouvrière, comprennent aujourd'hui qu'on ne peut protéger l'Autriche contre les nazis qu'en s'alliant avec cette classe ouvrière. C'est pourquoi, en même temps que les nazis, on a amnistié également les " rouges ". »

Critiquant comme insuffisante la nomination au gouvernement du syndicaliste Watzek qui ne pourrait jamais contrebalancer le pouvoir du ministre de l'Intérieur, et l'hypocrisie du président Staud qui fait voter par des présidents syndicaux nommés des motions pour la « liberté, l'indépendance et la dignité de l'Autriche » (voir plus haut), et qui de ce fait n'ont pas grande valeur, l'auteur de l'article proclame : « Il est impossible de sauver l'Autriche sans l'entrée en ligne de toute la force de la classe ouvrière ; mais si cette force doit être utilisée pour la

sauvegarde de l'indépendance de l'Autriche, il faut autre chose que des nominations qui n'obtiennent même pas un effet optique et des motions que personne ne prend au sérieux du fait que ceux qui les rédigent n'ont pas compétence pour parler au nom de la classe ouvrière. Le fascisme nationaliste allemand est l'ennemi numéro Un du prolétariat international. Préserver l'Autriche de la mise au pas est l'intérêt vital suprême de la classe ouvrière autrichienne. Mais si la force de cette classe doit être mise en action pour le sauvetage du pays face aux nazis, il faut d'abord créer les conditions psychiques agissant sur les masses. »

On reconnaît dans cet article, la volonté de contribuer à la défense de l'indépendance de l'Autriche, mais d'autre part toutes les réserves, toutes les préventions des socialistes autrichiens de l'époque à l'encontre de l'Etat de Schuschnigg qui, pourtant, était l'Etat autrichien qu'il fallait défendre face au péril plus grave du nazisme. A l'avance, on faisait bien comprendre que si l'Autriche n'était pas sauvée, la responsabilité en incomberait de toute façon à ceux qui n'avaient pas concédé assez de démocratie au peuple et surtout à la classe ouvrière. C'est là une thèse qui ne manque certainement pas de justesse.

Mais l'auteur montre également une méconnaissance surprenante des véritables rapports de force en Autriche lorsqu'il demande que des actions de grève soient entreprises pour imposer un front uni contre les nazis, « chasser les capitulards du pouvoir » (donc le gouvernement) et « réprimer avec une main de fer » les ennemis de l'indépendance du pays. « C'est à cette condition que réussira la tentative héroïque de secouer le monde entier, menacé par le fascisme allemand, et de le forcer à venir en aide au peuple autrichien en danger. »

Ces dernières lignes laissent percer une tendance à faire de la défense de l'indépendance de l'Autriche une sorte de baroud d'honneur au service du monde entier — une sorte de répétition, à une échelle plus grande, des luttes de février 1934 qui obsèdent visiblement et naturellement l'auteur — mais aussi une vue erronée quant à la situation internationale, vue qui manque de réalisme. Là encore on reconnaît le ton apodictique et peu réaliste qui a souvent caractérisé les auteurs austro-marxistes, même — et surtout — les plus doués. La conclusion de l'article, juste en soi, souffre également de ce ton péremptoire qui sonne toujours désagréablement aux oreilles de ceux qui sont la cible de la polémique : « Ce n'est qu'ainsi que peut être atteint le double objectif de la lutte : l'indépendance du peuple autrichien à l'extérieur et la liberté du peuple travailleur à l'intérieur. Ces deux objectifs se confondent cependant en un seul ;

en effet, toute l'histoire du 12 février 1934 au 12 février 1938 le prouve : seul un peuple libre peut protéger son indépendance ! ⁵⁸ »

Excellentes paroles, mais pour atteindre ce but, il fallait à l'époque une autre approche de la réalité, une autre tactique : moins sectaire et plus souple.

Il faut bien le dire : cette tactique plus souple, on en trouve l'ébauche dans les publications clandestines de l'époque éditées par les communistes. C'est ainsi qu'au moment même où le « Sozialistische Kampf » publiait ses remontrances, moralement justifiées mais pratiquement irréalisables, le numéro de mars 1938 du mensuel communiste *Die Rote Fahne* (Le drapeau rouge) paraissait avec la manchette « Unité, Liberté, Indépendance ! » et le titre « Pour l'entente démocratique du peuple contre les agents de Hitler et contre la mise au pas par le III^e Reich ! », suivi d'une déclaration du comité central du P.C. sur la situation, où l'on trouvait ces passages : « Du fait de l'insolente ingérence de Hitler en Autriche, le combat pour la liberté et l'indépendance du peuple autrichien est entré dans une phase grave et décisive. La capitulation de Schuschnigg devant les exigences et menaces de Hitler, l'abandon du ministère de l'Intérieur à Seyss-Inquart et la légalisation des nazis ont déclenché un puissant mouvement de résistance dans le peuple autrichien. Par-delà toutes les barrières autoritaires, les masses populaires ont exprimé leur protestation et leur volonté résolue de défendre à tout prix la liberté et l'indépendance de l'Autriche face aux tentatives de mise au pas et d'ingérence du III^e Reich... »

« ... La classe ouvrière, par ses manifestations, ses protestations et par le vote au sein de la Confédération syndicale, s'est placée au premier rang de la lutte contre le fascisme hitlérien qui attaque, et pour la défense de l'indépendance du pays. De ce fait, elle fait figure de facteur hautement puissant dans l'élaboration de la destinée de l'Autriche et de son peuple... » « ... Le sort de l'Autriche dépend aujourd'hui en premier lieu de l'activité des larges masses du peuple et de l'union de toutes les forces qui sont prêtes et décidées à s'opposer à toutes les attaques et provocations des ennemis de l'indépendance. C'est pourquoi le parti croit nécessaire que les travailleurs coopèrent avec toutes les organisations, avec toutes les forces et tous les groupes du Front patriotique qui sont prêts à mener un combat sérieux contre la nazification et contre tout recul devant les nazis et le troisième Reich... »

58 Toutes les citations sont tirées de l'article de Heinrich WEBER (Otto Bauer), *Kann Österreich noch gerettet werden?*, dans *Der Sozialistische Kampf*, V. Jahrgang, Nummer 3, März, 1938, p. 81-86.

« ...Devant cette grave situation, le parti communiste considère comme absolument nécessaire que la classe ouvrière, avec tous les partisans de l'indépendance de l'Autriche, *soutienne tout gouvernement* qui mène le combat contre les accords Berchtesgaden, imposés par Hitler à l'Autriche, et qui éloigne les nazis, les agents hitlériens de tous les postes gouvernementaux. Disant cela, les communistes partent de la conviction que la défense de l'indépendance de l'Autriche sera assurée au mieux et de la façon la plus conséquente par un gouvernement populaire démocratique qui serait l'expression du rassemblement démocratique de toutes les forces du peuple. Le parti communiste approuve l'idée d'un front commun de tous les Autrichiens qui veulent défendre l'indépendance du pays⁵⁹. »

A la lecture de ces citations, et en comparant ce texte à celui qui le précède, plusieurs réflexions s'imposent. A la différence des socialistes, les communistes reconnaissent, dans la situation donnée, une grande valeur à la motion pour l'indépendance des syndicats officiels ; ils considèrent donc que cette Confédération, aussi imparfaits que soient sa structure et ses dirigeants, peut être un instrument important dans la défense contre le national-socialisme. Cela correspond d'ailleurs à l'attitude générale du P.C. à cette époque, qui entraînait dans les organisations légales pour les renforcer dans une attitude antinazie.

Mais les communistes vont encore plus loin : ils demandent aux travailleurs de coopérer avec « toutes les forces et tous les groupes », sans exclusive, du Front patriotique, cette formation politique gouvernementale qui possède le monopole de la légalité dans l'Autriche de 1934 à 1938, de coopérer avec tous ceux qui veulent mener « un combat sérieux » contre le III^e Reich. Troisième idée quelque peu surprenante avancée dans ce texte : les communistes sont prêts à soutenir *tout gouvernement* qui mènerait la lutte contre le nazisme ; ils ne posent donc pas, comme préalable de leur coopération, l'exigence du départ de Schuschnigg, comme semble le faire l'auteur de l'article paru dans le « Sozialistische Kampf ». Finalement, les communistes font profession de foi en faveur d'un « front de tous les Autrichiens », d'un front national.

On s'aperçoit aisément que certaines de ces thèses rejoignent celles du mouvement ouvrier chrétien qui, lui, fait partie du camp gouvernemental. Cette idée d'un front de tous les Autrichiens fut éga-

59 Toutes les citations sont tirées de *Die Rote Fahne*, organe central du parti communiste autrichien, 20. Jahrgang, n° 3, début mars 1938, p. 1 et 2.

lement exprimée par Guido Zernatto ; le secrétaire général du Front patriotique l'avait soufflée à Schuschnigg qui l'employa par la suite dans son discours du 24 février. Immédiatement, les propagandistes nazis firent de l'expression « Front des Volkes » (front du peuple) l'épouvantail de « Volksfront » (front populaire), ce qui, dans la terminologie nationale-socialiste, était assimilable au bolchevisme.

En résumé, les articles cités ci-dessus présentent assez correctement l'attitude des trois composantes du mouvement ouvrier autrichien à cette époque, face à la menace pesant sur l'indépendance de leur pays. On peut ainsi mesurer la progression certaine d'un esprit national autrichien, inusité, sinon inconnu, avant que ne surgisse la menace immédiate d'une annexion par le III^e Reich. Ils donnent une première idée du degré atteint au moment de l'Anschluss par le processus que nous appelons prise de conscience nationale.

« ROUGE-BLANC-ROUGE, A LA VIE ET A LA MORT ! »

Nous avons évoqué l'effet du discours de Hitler devant le Reichstag, le 20 février. Les nazis autrichiens étaient conscients d'avoir le vent en poupe, les partisans de l'indépendance autrichienne par contre étaient en plein désarroi que renforça encore le mutisme du chancelier Schuschnigg. Celui-ci cependant rassembla toute son énergie pour donner la réplique à Hitler et prépara un discours qu'il prononça le 24 février devant le « Conseil d'Etat », organisme nommé tenant lieu de Parlement.

Pendant les 12 jours qui séparèrent la capitulation de Berchtesgaden de ce discours, l'on vit s'accroître les courants antagonistes : d'une part les nazis, d'autre part les patriotes autrichiens de toutes tendances. Mais alors que les nazis disposaient désormais de la protection du ministre de l'Intérieur et étaient assurés de l'impunité en cas d'actes illégaux et violents, une grande partie des forces patriotiques — toute la gauche — était toujours dans la clandestinité.

Après cette période de laisser-aller politique, Schuschnigg se décida à fixer les limites de ses concessions ; son discours exprima la volonté de l'Autriche de sauvegarder son indépendance. Bien qu'il fût retransmis par la radio, cent mille Viennois se rassemblèrent devant le Parlement pour l'entendre directement grâce aux haut-parleurs placés sur le Ring (le boulevard intérieur). Les témoins sont d'accord pour dire que le discours du chancelier fut d'une haute tenue. Les passages les plus impressionnants eurent trait à l'attitude du gouvernement vis-à-vis de « l'accord » de Berchtesgaden : « Le gouvernement estime qu'il est de son premier et évident devoir de maintenir de toutes ses forces et

intégralement la liberté et l'indépendance de la patrie autrichienne. Nous savions exactement où nous pouvions aller et nous sommes allés jusqu'à cette limite derrière laquelle se trouve clairement et sans équivoque un " Jusqu'ici et pas plus loin ! "... Ce qui est déterminant, c'est la ferme volonté du peuple autrichien et la conviction irrévocable de sa direction responsable que l'Autriche doit rester l'Autriche... »

Schuschnigg exprima sa confiance en la volonté patriotique de la majorité écrasante des Autrichiens, sans distinction de classes et d'opinions, et conclut : « Mais cette confiance a comme postulat que Dieu n'aide que ceux qui sont décidés à engager toutes leurs forces et à rassembler leur volonté tout entière. C'est parce que nous sommes décidés, que la victoire est hors de doute. Rouge-Blanc-Rouge, à la vie et à la mort ! (Rot-Weiss-Rot bis in den Tod !) ⁶⁰. »

Fortes paroles qui ne manquèrent pas leur effet : les 100 000 manifestants répondirent comme un écho par le cri « Österreich ! Österreich ! » et à l'étranger on recommença à donner quelques chances à la volonté de résistance de Schuschnigg et du peuple autrichien. Guido Zernatto, témoin et acteur de l'époque, résuma ainsi les répercussions du discours : « L'appel de Schuschnigg eut un effet formidable. Avant le discours le moral avait été au plus bas. L'opinion publique, auparavant troublée, peureuse, devint subitement confiante, forte et assurée. Ce phénomène ne se limita pas à Vienne. On put observer le même renversement dans les Länder fédéraux. De partout, des télégrammes et des comptes rendus enthousiastes nous parvinrent, montrant que l'ambiance avait complètement changé et que la population patriote était prête à défendre son nouvel Etat qu'elle avait conquis au prix de sacrifices indicibles ⁶¹. »

Pour Schuschnigg, le moment était venu de prendre officiellement contact avec les organisations ouvrières s'il voulait traduire dans les actes ses velléités de résistance.

⁶⁰ Mais à côté de ces points forts, le discours de Schuschnigg en comportait d'autres, le chancelier ne pouvant s'empêcher de retomber dans son romantisme pan-allemand ; c'est ainsi qu'il parla de « la vraie paix allemande » qu'aurait signifié le diktat de Berchtesgaden et qu'il faudrait encore approfondir, et qu'il affirma la volonté de l'Autriche de collaborer au destin allemand, etc. D'autre part, Schuschnigg fut à cette occasion le premier et le dernier dirigeant de la première République à affirmer hautement, chiffres (sur la production et les échanges) à l'appui, l'aptitude absolue de l'Autriche à une vie indépendante. Le texte de ce discours se trouve dans *Keesings Archiv der Gegenwart*, 1938, p. 3440 et *infra*.

⁶¹ Le style de Zernatto est quelque peu emphatique ; il ne faut pas oublier qu'il fut à la fois écrivain, poète et propagandiste. Voir Zernatto, *op. cit.*, p. 260.

Un autre des acteurs et témoins de ces semaines mouvementées fut le délégué d'entreprise Theodor Heinisch qui a fixé ses souvenirs dans une petite monographie intitulée « Les travailleurs d'Autriche pour l'indépendance 1934-1945 ⁶² ». Sa description de l'ambiance qui régnait alors, qu'il a bien voulu nous confirmer de vive voix, est exemplaire ; elle résume la volonté des Autrichiens de tous horizons — nazis exceptés bien entendu — de se rassembler pour barrer la route au coup de force hitlérien qui très visiblement s'annonçait : « Ce jour-là (le 24 février), il y avait beaucoup de monde sur le Ring. Je m'y trouvais également en compagnie de quelques amis. Une foule de travailleurs, politiquement orientés à gauche, était venue spontanément, de même on vit se manifester activement des gens des milieux catholiques de gauche. On se salua, on engagea la conversation et on s'aperçut que par-delà tout ce qui nous séparait, il y avait une communauté de vues concernant le principe fondamental : défense de l'Autriche comme Etat indépendant. Cette identité de vues s'affirma de plus en plus au cours des jours suivants. Moi-même, j'eus alors une longue discussion avec l'ancien maire-adjoint de Vienne d'après 1934, Ernst Karl Winter, un homme du mouvement ouvrier chrétien qui, personnellement, préconisa avec toute sa passion une coopération sincère avec les ouvriers ⁶³. ... Partout, les travailleurs montrèrent la même volonté de défendre l'Autriche, si besoin les armes à la main ; mais on vit également l'attitude hésitante du régime pour accorder aux travailleurs les droits qu'ils réclamaient ⁶⁴. »

Hésitants, le régime et surtout le chancelier Schuschnigg l'étaient. Après son discours du 24 février, dont nous avons montré les effets encourageants sur les patriotes autrichiens, le chancelier se cantonna de nouveau dans un immobilisme exaspérant, vu les circonstances précaires où se trouvait le pays. Car ce même 24 février, alors que dans toutes les villes et tous les villages d'Autriche les forces patriotiques

62 Theodor HEINISCH, *Österreichs Arbeiter für die Unabhängigkeit 1934-1945*, Wien, Europa-Verlag, 1968, collection *Monographien zur Zeitgeschichte*, et entretien personnel avec l'auteur, le 11 novembre 1973.

63 Nous trouvons des pages intéressantes dans PELINKA, *Stand oder Klasse ?* sur le rôle important d'Ernst Karl Winter, en ce qui concerne notamment le contact avec l'opposition de gauche. « Winter, note Pelinka, fut un homme de contact crédible en direction du gouvernement. Il ne s'était pas identifié totalement avec la dictature et n'avait pas hésité à rompre avec le gouvernement lorsque celui-ci s'était montré intraitable face à la gauche... N'ayant jamais interrompu ses contacts avec les organisations clandestines, Winter fut en état, en ces jours de février et de mars 1938, d'établir plusieurs liaisons entre gouvernement et opposition de gauche... » *op. cit.*, p. 179.

64 Heinisch, *op. cit.*, p. 18.

manifestaient leur volonté, les nazis engagèrent une première épreuve de force à Graz : ils annoncèrent une manifestation monstre pour empêcher la transmission publique du discours du chancelier et pavoi-sèrent avec des drapeaux à croix gammée les maisons et les bâtiments publics, tel l'hôtel de ville. En l'occurrence, Schuschnigg se montra énergique et envoya l'armée pour faire respecter l'interdiction de manifester que le gouvernement — Seyss-Inquart compris — avait édictée. Dans cette ville, le même Seyss-Inquart responsable de l'ordre public passa en revue, six jours plus tard, 5 000 SA qui défilèrent en uniforme et saluèrent à l'hitlérienne, salut que leur rendit le ministre — toujours autrichien — de l'Intérieur⁶⁵. Théoriquement l'uniforme et le salut hitlérien étaient interdits en Autriche ; ces faits montrent que le gouvernement était pratiquement paralysé.

Cependant, le comité d'action des organisations clandestines de la gauche exigea avec insistance d'être enfin reçu par le chancelier pour élaborer avec lui un plan de résistance. Le 3 mars, Schuschnigg se décida à recevoir la délégation des ouvriers viennois dirigée par le militant socialiste Friedrich Hillegeist qui ne se priva pas de dire au chancelier quelques vérités tant sur le régime que sur le retard qu'il avait apporté avant de discuter avec les représentants ouvriers.

Theodor Heinisch faisait lui aussi partie de cette délégation, voici un passage de son témoignage : « Je me souviens exactement de l'atmosphère et du déroulement de l'entrevue. A l'entrée de la chancellerie, lorsque les soldats de la garde nous rendirent les honneurs, je remarquai à l'adresse de Hillegeist : " Il est bien possible que d'ici une semaine ces mêmes soldats nous arrêtent. " »

« ... Hillegeist rappela à Schuschnigg que nous n'étions pas venus en amis mais que nous étions prêts à appeler à la lutte pour l'indépendance de notre pays les ouvriers et employés autrichiens. A la condition toutefois que les droits démocratiques les plus importants soient rétablis, tels qu'ils avaient été fixés dans le memorandum de 1937⁶⁶... »

Le chancelier semble avoir été impressionné par la délégation ouvrière, car il note dans ses souvenirs et réflexions : « La réunion dura

65 Le 6 mars, Seyss-Inquart alla plus loin encore : dans un discours prononcé à Linz, il affirma carrément - en contradiction avec ses déclarations antérieures - que les Autrichiens étaient allemands et rien qu'allemands, et pour la première fois, il apostropha Hitler comme Führer du peuple allemand tout entier, aussi au-delà des frontières du Reich.

66 Heinisch, *op. cit.*, p. 19.

quatre heures. Le programme, présenté en quatre points, contenait les revendications suivantes :

1. Egalité des droits politiques avec les nationaux-socialistes ;
2. Elections libres à la Confédération syndicale ;
3. Autorisation d'éditer un quotidien ;
4. Garanties concernant une législation sociale améliorée.

« De ce fait, la glace était rompue, dans la mesure où il n'était pas question de la réadmission du parti socialiste et de renversement du régime. Un comité de négociation fut créé...⁶⁷ »

67 Schuschnigg, *op. cit.*, p. 175.

CHAPITRE II

UN MOUVEMENT PATRIOTIQUE ET LA DEUXIEME CAPITULATION

(4 mars - 11 mars 1938)

La glace était rompue, mais les négociations traînaient en longueur et Schuschnigg éprouve le besoin de se justifier : « La faute n'en incombe pas à la partie gouvernementale si, en raison de difficultés de compétence, les entretiens décisifs ne commencèrent pas avant le 8 mars. On ne pouvait douter d'une issue positive, mais le temps manquait ; et même si l'accord avait pu être conclu à temps, cela n'aurait rien changé quant aux événements de la fin ¹. »

Tentative rétrospective de soulager sa conscience ? Ou toujours et encore manque de compréhension pour le fait qu'une entente conclue à temps aurait peut-être changé le cours des événements, ce dont on ne veut pas convenir. De toute façon ce fut, parmi beaucoup d'autres, une chance de plus de perdue.

Mais le premier pas était fait : le 7 mars se tint l'assemblée historique des délégués d'entreprises viennoises, première rencontre légale du mouvement ouvrier depuis 1934 — qui devait être aussi la dernière pour les sept années à venir.

« Pour un soir, ce fut la résurrection du mouvement ouvrier autrichien crucifié en 1934, ce fut un grand flamboiement avant la nuit du III^e Reich », écrit Otto Leichter qui résume ainsi la teneur de l'assemblée : « Hillegeist présenta le rapport et la conclusion des travaux. Il exposa devant l'assemblée les trois possibilités : soutien inconditionnel du régime, neutralité, ou soutien de la lutte anti-hitlérienne après promesse de satisfaire les revendications démocratiques... les ouvriers devaient obtenir la même liberté d'action que les nazis... la majorité des orateurs se prononça pour cette dernière ligne de conduite... Seuls

1 Schuschnigg, *op. cit.*, p. 175.

les communistes se prononcèrent pour le soutien inconditionnel à Schuschnigg, pensant qu'il ne fallait pas perdre de temps². »

L'entretien avec la délégation ouvrière galvanisa sans doute aussi l'énergie de Schuschnigg. Il écrit en effet : « La décision éventuelle d'organiser un référendum fut prise sérieusement en considération dans les derniers jours de février ; en raison de l'évolution générale en Autriche et de la situation internationale, elle fut prise définitivement et irrévocablement le 4 mars³ ». Donc, un jour après l'entrevue avec les délégués ouvriers.

Il est certain que la perspective du soutien des travailleurs incita Schuschnigg au coup de théâtre d'Innsbruck où, le 9 mars, il annonça publiquement le référendum. Cette décision fut-elle une erreur, comme l'a dit Mussolini (décidé à laisser tomber son « protégé ») et, après lui, un certain nombre d'historiens ? Schuschnigg s'en défend et admet seulement une erreur d'évaluation quant à la réaction de Hitler.

Mais à notre sens, le fond de la question n'est pas là. Fallait-il laisser glisser l'Autriche vers l'anschluss à froid, la fameuse « évolution » voulue par Hitler et dont Seyss-Inquart devait être l'exécuteur ? Ou fallait-il résister d'une manière ou d'une autre ? Schuschnigg explique que l'Autriche devait manifester — à la face du monde — sa volonté de vivre, qu'en organisant le référendum il ne faisait rien d'autre que s'en tenir strictement aux accords de Berchtesgaden. Il affirme que la formule même du référendum fut inspirée par la volonté de respecter cet « accord » et de sauvegarder « la paix allemande », qu'il ne voulait pas provoquer Hitler ; comme si Hitler avait eu besoin d'une provocation pour se lancer tête baissée à la conquête de ce qu'il considérait comme le « Lebensraum » allemand.

Parler de « paix allemande », après les expériences du 25 juillet 1934 et du 11 juillet 1936, suppose une bonne dose de naïveté politique. Mais surtout, trente ans après (son ouvrage date de 1968), il suffisait à Schuschnigg de lire l'histoire pour chercher une explication autre que celle de ne pas vouloir provoquer Hitler. Aujourd'hui tout le monde sait qu'après la « paix allemande », il y eut celle de Munich, puis celles de Danzig, de Pologne, de Norvège, de Hollande « und so weiter ».

Non, l'erreur n'était pas de laisser enfin les Autrichiens s'exprimer en faveur de leur indépendance, mais d'organiser beaucoup trop tard ce référendum ; plus grave encore fut l'erreur de l'annuler après l'avoir fixé.

2 Otto LEICHTER, *Österreichs freie Gewerkschaften im Untergrund*, p. 127-128.

3 Schuschnigg, *op. cit.*, p. 295.

FORCES POLITIQUES ET SOCIALES EN PRESENCE

Bien qu'il ne l'affirme pas, on peut supposer que le chancelier, avant de fixer le référendum, se posa des questions sur ses chances de succès. Pour notre part, deux questions nous semblent particulièrement pertinentes :

1. Quelles étaient les forces en présence en Autriche ?
2. L'Autriche était-elle prête à résister aux menaces d'invasion et, le cas échéant, à l'invasion elle-même ?

Une fois ces deux questions rapidement discutées, une troisième se posera.

A cette époque, on parlait des trois camps traditionnels existant en Autriche, division qui était encore valable en 1938, à cette réserve près que depuis 1934 un seul des trois camps avait droit à l'expression légale et monopolisait également le pouvoir politique. Cet état de choses n'avait jamais été accepté par les deux autres camps, qui recoururent au travail politique clandestin, et il fut particulièrement, et brutalement, remis en question par les événements de février-mars 1938.

Quels étaient ces trois camps ? Il ne s'agit pas de se livrer ici à une analyse approfondie de leur histoire, de leur évolution, de leur attitude et du rôle joué par eux dans le passé, pour comprendre la situation et le rapport de forces existant en 1938 ; un aperçu succinct suffira ⁴.

La tripartition — ou si l'on veut la trinité, vu leurs origines communes — des structures politiques en Autriche date du XIX^e siècle et ces camps politiques existent encore aujourd'hui, bien qu'ils soient en voie de dissolution par osmose, ce qui fait que les frontières entre eux s'estompent. Il s'agit du camp socialiste, du camp chrétien-social-conservateur, et du camp dit « national ».

Le camp socialiste, jusqu'en 1934, fut presque exclusivement représenté par le parti social-démocrate. Il fut dirigé par Otto Bauer et d'autres personnalités de cette variante du marxisme qui est entrée dans

4 Adam WANDRUSZKA a fourni une analyse en profondeur, dans son étude intitulée *Österreichs politische Struktur - Die Entwicklung der Parteien und politischen Bewegungen*, parue dans le recueil de Heinrich BENEDIKT, *Geschichte der Republik Österreich*, Wien, 1954, 630 p. - L'étude de Wandruszka se trouve sur les pages 289-485, elle est donc substantielle. Cependant, à notre avis, Wandruszka ne tient pas assez compte des facteurs sociologiques et reste trop confiné dans des considérations théoriques et idéologiques.

l'histoire sous le nom d'école austro-marxiste. Il y eut bien à sa gauche le parti communiste qui voulait rester fidèle au marxisme tout court, baptisé marxisme-léninisme, mais il resta marginal jusqu'en 1934, année où il acquit cependant une influence certaine, malgré les conditions de la clandestinité auxquelles était alors soumis le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Le parti social-démocrate, uni par Victor Adler à Hainfeld (1889), avait rassemblé, grâce à son action politique et sociale, la très grande majorité des ouvriers et employés autrichiens, ainsi qu'un nombre appréciable d'intellectuels, d'artisans et de commerçants, de même qu'une frange non négligeable de la petite paysannerie. En consultant les statistiques électorales de la Première République, on constate que le camp socialiste oscillait toujours, quant à son influence électorale, autour de 40 % des voix. Aux dernières élections générales, en 1930, il recueillit près de 42 % des voix.

Le camp chrétien et conservateur représenta pendant plus d'un demi-siècle le catholicisme politique en Autriche. Son parti, le parti chrétien-social, pouvait se vanter d'une histoire aussi glorieuse que celle du parti social-démocrate. Son fondateur, Karl Lueger, était parvenu à réunir tous les courants catholiques de l'époque. A l'origine, grâce à des idées de réforme sociale, un parti des « petites gens » qui se mua, après sa fusion avec les conservateurs, en parti des possédants, tout en continuant à entraîner dans son sillage certaines couches populaires. Sous la Première République, la plupart des chanceliers étaient issus des rangs de ce parti qui, tout en gouvernant la république, affichait une nostalgie de la monarchie qui marqua ses principaux dirigeants. Son idéologie était également imprégnée d'un fort antisémitisme social et confessionnel qui prépara un terrain fertile à la propagande nationale-socialiste.

Les gros bataillons du parti chrétien-social étaient constitués par la paysannerie catholique, les industriels, la grande et la petite bourgeoisie, mais aussi par une partie des salariés, notamment de certaines catégories très défavorisées comme les gens de maison. Toutes ces forces sociales, parfois contradictoires, furent maintenues ensemble grâce à l'autorité incontestée dont jouissait dans ses rangs l'Eglise catholique. Même en 1932, lorsque les tendances autoritaires s'affirmaient de plus en plus dans le parti grâce à l'influence du prélat Seipel, personnalité éminente du parti et plusieurs fois chancelier fédéral, Richard Schmitz, commentant le programme du parti de 1926, écrivit : « Les idées fondamentales de ce programme n'ont pas besoin d'être modifiées mais seulement un peu plus élaborées, en se basant sur le terrain de

l'encyclique *Quadragesimo anno*. » C'est donc ce camp qui représentait en 1938 les forces pro-gouvernementales.

Toujours suivant les statistiques, la force électorale du parti chrétien-social oscillait autour de 35 % ; en 1930, il obtint encore 36 % des voix, mais les élections partielles de 1932 firent apparaître de sérieuses pertes et on ne pouvait plus lui attribuer depuis lors que 30 % environ du corps électoral. Ces pertes incitèrent d'ailleurs Dollfuss à prendre la voie autoritaire ce qui lui valut de sérieuses attaques des deux autres groupements politiques.

Le troisième camp fut celui qu'on désigne généralement sous le nom de camp national, dénomination qui est un véritable contresens. En effet, celui qu'on considère comme son fondateur, le fameux Ritter Georg von Schönerer, représenta à son époque le pangermanisme le plus virulent avec toutes ses composantes : chauvinisme germanique, racisme, antisémitisme, anticléricalisme. Sa patrie n'était pas l'Autriche dont il réclamait la destruction, mais l'Allemagne de Bismarck dont il se proclamait le plus fidèle partisan en combattant pour le rattachement des parties germanophones de la monarchie austro-hongroise au II^e Reich. A la suite de Schönerer, les mouvements pan-allemands, grands-allemands, etc., se multiplièrent en Autriche qui tous monopolisaient le terme de « camp national » alors qu'en vérité ils poursuivaient des visées antinationales du point de vue autrichien.

Que cette fausse terminologie ait pu se maintenir jusqu'à nos jours prouve que Schönerer avait réussi à faire essaimer ses idées pangermanistes jusqu'à l'intérieur des autres camps politiques, souvent sous des dehors « libéraux » se référant à 1848. Nous avons par ailleurs caractérisé la transformation des nobles idées sur la liberté et l'unité allemande de 1848 : « De plus en plus, les cris nostalgiques et romantiques des " quarante-huitards " déçus, sur l'unité avec les frères allemands, sur la liberté, la démocratie, perdirent leur contenu, devinrent une enveloppe vide de sens et furent finalement confisqués par les tenants, en Autriche, d'un chauvinisme néo-allemand, c'est-à-dire prussien, qui ne rêvaient plus que de l'anschluss des parties germanophones de l'Autriche avec l'Allemagne de Bismarck, donc de la destruction de l'Autriche multi-nationale ⁵. »

Sous la Première République, plusieurs groupements se réclamèrent de l'idéologie pan-allemande, les plus importants étant les grands-allemands (*Grossdeutsche*) et l'union agraire (*Landbund*). Pen-

5 Voir *Ethno-Psychologie*, 4/1973, p. 356.

dant toutes ces années, et alors qu'ils participèrent souvent au gouvernement, l'influence électorale de ces groupements auxquels se joignirent dès 1926 les nazis autrichiens plafonnait autour de 20 % au maximum. Mais il y eut des glissements à l'intérieur du camp : avec la montée du national-socialisme en Allemagne, les partisans de ces groupements se trouvèrent bientôt réunis sous la houlette des nationaux-socialistes. Même si l'on suppose qu'à partir de 1933 les nazis réussirent à grignoter les chrétiens-sociaux, et dans une très petite mesure les sociaux-démocrates, l'influence du camp nazi en 1938 n'atteignait toujours pas les 30 %. Leurs troupes étaient composées surtout de fonctionnaires, d'universitaires, d'étudiants, d'intellectuels des professions libérales, de petits commerçants aigris par la concurrence juive et, dans une mesure moindre, de paysans.

On ne risque donc pas de se tromper beaucoup en affirmant que le rapport de force antinazis/nazis fut dans le cas le moins favorable pour le camp autrichien de 70 à 30.

RESISTER OU NE PAS RESISTER ?

Ce constat devrait nous fournir la réponse à la deuxième question : l'Autriche était-elle prête à résister aux menaces d'invasion et le cas échéant à l'invasion elle-même ?

En vérité, la réponse est plus complexe ; car la disposition à la résistance, une fois supposé qu'on eût maté la subversion intérieure des nazis, était conditionnée par plusieurs facteurs tant intérieurs qu'extérieurs. D'abord la puissance militaire du Reich dont Hitler avait annoncé à Berchtesgaden qu'il n'hésiterait pas à faire usage.

Mais le point faible des forces antinazies ne résidait pas dans le rapport de force militaire : ce fut pour une grande partie leur complexe national, le fait de se croire à la fois Allemands et Autrichiens et donc d'avoir face au Reich allemand des liens de féaux à suzerain. C'est l'absence d'une vue claire sur le caractère national autrichien qui amena Dollfuss et Schuschnigg à protester sans cesse de leur « fidélité allemande ». Pangermanisme qui se rencontra avec l'antisémitisme hérité de Lueger, de sorte que les lignes de démarcation idéologiques entre nazis et « catholiques nationaux » furent souvent assez floues. De catholiques nationaux, bon nombre devinrent rapidement « nationaux accentués », tels von Srbik, Glaise-Horstenau et Seyss-Inquart lui-même, et trouvèrent rapidement le chemin du nazisme intégral.

Dans le camp socialiste, où l'antisémitisme avait beaucoup moins de prise sinon aucune, les dirigeants austro-marxistes pensaient sincè-

rement que les travailleurs autrichiens devaient faire la révolution avec leurs frères de classe allemands. S'il est vrai cependant que les choses avaient changé à partir de 1933, on ne s'était guère préoccupé, dans les rangs socialistes, de la question nationale ; cette lacune devait avoir des conséquences jusqu'au-delà de l' « anschluss ».

On peut dire néanmoins que les dirigeants et partisans des deux camps avaient des raisons sérieuses de résister à la poussée nationale-socialiste. Les socialistes d'abord, parce que profondément démocrates, considéraient le régime du III^e Reich comme ce qu'il était : une dictature cruelle aux principes inhumains. Pour eux, le racisme des nationaux-socialistes, le führerprinzip autoritaire, la théorie des surhommes germaniques, tout cela était contraire aux idées qu'ils se faisaient de la société juste et fraternelle à laquelle ils aspiraient — ils étaient donc contre l'anschluss pour des raisons politiques et idéologiques et aussi pour des raisons de simple humanité ; comme démocrates et antinazis leur détermination de résister à l'hitlérisme ne pouvait faire de doute, malgré toutes les réserves qu'ils avaient contre le régime autoritaire du chancelier Schuschnigg.

De son côté, le camp gouvernemental — chrétien et conservateur — avait également des raisons profondes de vouloir repousser l'anschluss. En premier lieu les convictions religieuses de la plupart de ses partisans : en tant que catholiques, ils ne pouvaient accepter les principes païens des théoriciens et praticiens du national-socialisme. Eux non plus, même si certains étaient contaminés par la gangrène de l'antisémitisme, ne pouvaient accepter les théories raciales du nazisme. C'était là une question d'éthique chrétienne. D'ailleurs, l'assemblée des évêques autrichiens n'avait-elle pas adopté en décembre 1933 une lettre pastorale dans laquelle « elle se distançait courageusement du national-socialisme et applaudissait aux plans de réforme du chancelier (Dollfuss) » ? — « Bien que la conférence des évêques eût interdit depuis peu, en décembre, toute activité politique au clergé, la lettre pastorale représentait en soi une profession de foi fortement politique, d'importance historique, de l'épiscopat tout entier ⁶. »

Mais à leurs raisons d'éthique et de politique les chrétiens conservateurs en ajoutaient une autre, au moins aussi importante : tout en étant vulnérables à la phraséologie teutonique, ils étaient sincèrement convaincus que l'Autriche avait une « mission » particulière à remplir, qu'au-delà des poncifs pangermanistes l'Autriche avait une histoire et

6 Voir H. L. MIKOLETZKY, *Österreichische Zeitgeschichte*, p. 266.

une culture autonomes, qu'elle recelait des valeurs qui risquaient de sombrer dans le cas d'un anschluss avec l'Allemagne hitlérienne. Si donc le camp gouvernemental, malgré ses errements antidémocratiques, repoussait les visées nazies, il avait, comme les socialistes, de bonnes raisons pour cela.

Au cours des années de la Première République les dirigeants des deux camps pro-autrichiens n'avaient pu se défaire de leurs faiblesses idéologiques en matière nationale et ce, en grande partie à cause de la situation intérieure qu'ils avaient eux-mêmes créée. Les âpres luttes politiques qu'ils se livrèrent, leur opposition mutuelle de plus en plus dure qui avait finalement mené l'Autriche à la guerre civile de 1934⁷, avaient provoqué une sclérose idéologique, figeant les uns et les autres dans des positions héritées du passé qui les empêchaient de voir la nouvelle réalité autrichienne et de l'analyser. Sinon, ils auraient vu que malgré les erreurs de leur politique, malgré la faiblesse économique du pays, malgré les nostalgies du passé, l'Autriche était devenue l'Autriche nouvelle — autre chose que l'Allemagne ou une province allemande. Tournés vers leur idéologie passée, figés dans leurs oppositions, chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates avaient négligé d'élaborer une théorie tenant compte du développement de la nation autrichienne.

Et pourtant, ils auraient pu trouver des idées en la matière, tout près d'eux ; en effet, chacun des deux camps avait, à sa gauche, des penseurs et des théoriciens qui s'étaient préoccupés de la question. Nous les avons déjà mentionnés : depuis 1927, E.K. Winter et ses amis de l'Action autrichienne essayaient de jeter les fondements de la nation autrichienne. En 1933 déjà, Winter écrivait dans ses « Wiener Politische Blätter » : « Jamais d'anschluss avec l'Allemagne, ni avec celle d'aujourd'hui, ni avec celle de demain, même pas avec une Allemagne constitutionnelle ! » et, en 1936, il proclamait sa volonté d'arriver à une « théorie autrichienne de l'Autriche⁸ ».

Malheureusement, cet activiste à l'aile gauche des conservateurs n'obtint jamais une audience dépassant les milieux marginaux de ce camp. Il rendit néanmoins de grands services pendant les quatre se-

7 On ne peut cacher que ce fut surtout l'intransigeance du camp gouvernemental, le fanatisme « antimarxiste » de certains dirigeants, comme Seipel, et des chefs des Heimwehren (Fey, Starhemberg), et l'idéologie de plus en plus antidémocratique et autoritaire des milieux dirigeants qui furent à l'origine des luttes sanglantes de février 1934 qui menèrent à la destruction de la social-démocratie et de la démocratie tout court.

8 Voir Pelinka, *op. cit.*, p. 209-210.

maines qui précédèrent l'anschluss, en servant d'intermédiaire entre les milieux gouvernementaux et les militants clandestins de la gauche.

Cependant les inhibitions psychologiques et idéologiques de Schuschnigg étaient encore trop fortes : de là ses hésitations, ce trop long attentisme avant d'en arriver, le 3 mars, à la réception des délégués ouvriers. Et il continua à tergiverser avec la nécessité historique jusqu'au discours d'Innsbruck.

Un phénomène semblable se produisit à la gauche du parti social-démocrate. Les communistes, face à la menace hitlérienne de plus en plus accentuée, avaient amorcé, dans leurs rangs d'abord, puis au-delà, une discussion théorique sur les fondements historiques, culturels et sociaux de la nation autrichienne⁹ ; à partir de 1936 il leur apparut que l'Autriche était au moins une nation en voie de formation dont il fallait justement défendre le devenir et l'existence contre l'assaut national-socialiste.

Aux raisons sociales (de classe) et antifascistes des socialistes, s'ajoutèrent donc, pour les communistes, des considérations historiques, scientifiques et patriotiques qui les incitèrent à se joindre au front autrichien dont ils préconisaient d'ailleurs la constitution. Ce fut ce point commun avec les patriotes conservateurs rassemblés autour d'E. K. Winter qui leur permit également de jeter un pont en direction de Schuschnigg ; on a vu que lors de l'assemblée des délégués ouvriers à Floridsdorf, les communistes, pour ne pas perdre de temps, s'étaient déclarés favorables à un soutien inconditionnel au gouvernement, faisant ainsi preuve d'abnégation et de flair politique qui, dans la circonstance, manquaient à d'autres. Tout en restant minoritaires au sein de cette assemblée, les communistes, par leur attitude, trouvèrent un grand écho dans la population qui, elle aussi, fit montre de plus d'instinct politique que les dirigeants officiels de la nation.

En effet, la base des deux camps — gouvernemental et socialiste —, en prise directe avec les réalités politiques et sociales, ressentait beaucoup plus fortement le danger que représentait le national-socialisme. Elle ne s'embarrassa pas de grandes réflexions théoriques, car elle comprit que tous les discours sur l'ethnie allemande, l'intérêt

9 Voir nos pages précédentes sur le travail de pionnier d'Alfred Klahr. Entre 1938 et 1945, d'autres auteurs communistes (E. Fischer, F. Fűrberg, F. Marek, E. Zucker-Schilling) ont écrit des articles sur les thèmes de la formation de la nation autrichienne et sur le rôle de la classe ouvrière dans la nation moderne.

allemand, la fidélité allemande et la mission allemande de l'Autriche, que tous ses propos répétés à satiété par Dollfuss et Schuschnigg ne pouvaient qu'affaiblir la volonté de résistance.

La base vivait quotidiennement la réalité autrichienne, et il lui sembla que cette réalité — malgré toutes les carences du régime en place — méritait d'être défendue contre la mainmise étrangère. Ainsi, la masse des travailleurs socialistes, placée en mars 1938 devant le choix de défendre l'Autriche telle qu'elle était — autritaire, rétrograde du point de vue social, avec un chômage toujours important — ou de se laisser englober par le III^e Reich dont on commençait à connaître la manière de traiter les citoyens, surtout s'ils n'étaient pas d'accord, n'hésita pas. Elle ignore — même lorsqu'elle en fut informée par la presse socialiste clandestine — les exposés théoriques d'Otto Bauer, aussi brillants qu'ils fussent, sur la révolution pan-allemande qui viendrait un jour¹⁰. En gens pratiques, les travailleurs préféraient l'Autriche, même capitaliste, à une future Allemagne socialiste qu'ils voyaient reculer dans les ténèbres d'une prochaine guerre destructrice. Bien enracinée en eux était la vieille sagesse populaire : un tiens vaut mieux que deux tu l'auras — *besser ein Spatz in der Hand als eine Taube auf dem Dach*.

Mais à côté de cette volonté de la base, du dévouement des militants, de l'enthousiasme populaire qui se manifestèrent en Autriche pendant ces quatre semaines fatidiques, le gouvernement disposait également de moyens matériels non négligeables qu'il pouvait jeter dans la balance : les forces armées et les troupes supplétives (*Frontmiliz*).

Il y eut, pendant les journées dramatiques au début mars, des discussions sérieuses à ce sujet. Ces forces, surtout l'armée, resteraient-elles fidèles à l'Autriche ou étaient-elles gangrenées par le national-socialisme comme le corps de police dont on se méfiait à juste titre, notamment depuis qu'il se trouvait sous les ordres de Seyss-Inquart.

Selon tous les témoignages le gouvernement savait qu'il pouvait compter sur l'armée et sur la gendarmerie : « D'après les constatations de l'ancien chef d'état-major Jansa et du colonel Liebitzky, cinq pour cent seulement de tous les officiers étaient illégalement organisés (au parti nazi), mais on était d'avis que le cas échéant même ces officiers

10 Jamais ce grand théoricien de l'austro-marxisme ne s'est trompé plus gravement qu'en prédisant la perspective d'une révolution pan-allemande après la défaite du national-socialisme qu'il crut voir au bout d'une guerre éventuelle.

obéiraient au serment prêté. La même remarque valait pour la gendarmerie, alors que la police de Vienne et de Graz était considérée comme peu sûre. Le directeur de la sûreté de Haute-Autriche, Revertera, estimait cependant que les formations de sa circonscription étaient plus loyales. Quant à l'organisation para-militaire, la " Milice du Front ", son responsable le Feldmarschalleutnant Hülgerth donna une appréciation ambiguë ; il déclara en effet que la milice était prête à mourir pour l'Autriche, mais pas à lutter contre l'Allemagne¹¹. »

L'opinion était cependant unanime, parmi les dirigeants de l'époque, pour estimer que le Front patriotique et les organisations de l'opposition de gauche auraient de toute façon participé à la résistance active.

Ainsi, l'armée fédérale, les organisations para-militaires et les milices socialistes levées dans les entreprises auraient facilement repoussé toute attaque subversive des formations nationales-socialistes irrégulières ; quant à la résistance contre la Wehrmacht allemande, elle aurait également pu être organisée — malgré la supériorité technique, toute relative, de l'armée allemande — et si elle n'avait duré que deux à trois jours, faute de munitions suffisantes, ce laps de temps aurait suffi pour alerter le monde.

Nous pouvons maintenant poser également la troisième question : Pourquoi, malgré une situation de défense favorable, malgré la volonté de résistance de tous les groupements politiques, malgré l'essor du mouvement patriotique attesté par tous les observateurs, malgré certains préparatifs militaires non négligeables qui firent courir des risques à l'armée allemande, risques que Hitler, en cas de résistance, aurait peut-être évités, pourquoi, malgré tout cela, l'Autriche n'a-t-elle finalement pas résisté avant l'anschluss ?

Nous nous efforcerons dans les pages qui vont suivre d'expliquer cette inhibition qui, sans doute, se situe sur un plan psychologique autant que politique et idéologique.

LE DISCOURS D'INNSBRUCK ET LE REFERENDUM

Le 4 mars donc, Schuschnigg avait pris la décision « irrévocable » d'appeler les Autrichiens à se prononcer pour l'indépendance du pays, par voie de référendum. Néanmoins il attendit encore cinq

11 Résumé de la situation militaire, telle qu'elle ressort des témoignages des personnalités citées, au procès Schmidt, en 1946. Procès-Verbal, p. 221, 223, 234, 297, etc.

jours avant de rendre publique cette décision. Le 9 mars enfin, il tint à Innsbruck un discours dont les passages essentiels méritent d'être cités et brièvement analysés.

Le chancelier affirma tout d'abord sa fidélité aux accords du 11 juillet 1936 et du 12 février 1938, il annonça ensuite le référendum pour le dimanche 13 mars et continua : « Maintenant, il faut que je sache si le peuple d'Autriche veut cette patrie libre et allemande, indépendante et sociale, chrétienne et unie... Je tiens donc à démontrer devant Dieu et le monde et le peuple allemand tout entier que nous sommes prêts, fidèles à notre devoir et conscients de l'heure historique, à nous porter garants de notre indépendance, de l'indépendance allemande de l'Autriche... » et il ajouta : « Vous devez comprendre la paix allemande intrinsèquement et sincèrement », pour finir par un appel lancé aux militants du « Front » rassemblés : « Dimanche, dites Oui à l'Autriche ! »

L'annonce du référendum fit l'effet d'une bombe. L'agitation s'aviva encore, il y eut des affrontements entre nazis et patriotes autrichiens de tous bords. Mais les esprits s'échauffèrent surtout à propos de la formule qui devait figurer sur le bulletin de vote : « Es-tu pour une Autriche libre et allemande, indépendante et sociale, pour une Autriche chrétienne et unie, pour la paix et le travail, pour l'égalité en droits de tous ceux qui se reconnaissent en faveur du peuple et de la patrie¹² ? » Déjà, dans son discours, Schuschnigg avait donné de nouveaux gages aux pangermanistes en affirmant à plusieurs reprises le caractère allemand de l'Autriche, continuant ainsi la « voie allemande » initiée le 11 juillet 1936. La formulation de la question posée aux Autrichiens accentua la confusion. En effet, le grand nombre d'épithètes devait permettre à chacun de trouver une raison de répondre par Oui — en réalité, il permit aussi de trouver un prétexte pour voter Non. Car enfin, voter pour une Autriche « allemande » était difficile pour un patriote autrichien tel que E. K. Winter qui vit précisément dans l'affirmation du prétendu caractère allemand de l'Autriche la plus grande menace pour l'indépendance ; voter pour une Autriche indépendante était tout aussi difficile pour un fervent de l'anschluss,

12 La façon dont fut organisé le référendum donna évidemment lieu à beaucoup de critiques : délai trop court entre l'annonce et le vote, absence de listes électorales, droit de vote accordé seulement aux personnes âgées de 24 ans, manque de garantie véritable du secret du vote ; dans une lettre à Schuschnigg, Seyss-Inquart arguait surtout du fait que cette sorte de référendum n'était pas prévue dans la constitution de 1934, à laquelle cependant Schuschnigg fit sans cesse référence.

d'autant que depuis février celui-ci semblait de plus en plus à portée de la main ; voter pour une Autriche chrétienne, était beaucoup demander aux socialistes ou communistes ; nombre d'entre eux avaient d'ailleurs été jetés dans les prisons de cet état chrétien qui sollicitait maintenant leurs suffrages.

On pouvait évidemment faire abstraction de la formule pour ne voir que l'essentiel : se prononcer pour ou contre la survie de l'Autriche. Les patriotes l'entendaient bien ainsi.

Dans ce sens, Guido Zernatto mit en route une machine de propagande qui surprit tout le monde. Toutes les organisations, les corporations, les représentants des Länder furent invités à prendre la parole à la radio. Les églises catholique et protestante prirent position en faveur du Oui.

« L'attitude du cardinal Innitzer et des milieux catholiques fut tout naturellement positive. Le cardinal n'avait-il pas, dès après le discours du chancelier au Parlement, fait tout spontanément une déclaration où il s'exprimait avec le plus grand enthousiasme sur les propos du chancelier, parlant d'un " cauchemar " dont ce discours l'avait délivré ¹³. »

Dans la nuit du 10 au 11 mars, le comité central des socialistes révolutionnaires décida, après une discussion approfondie, de lancer un appel aux travailleurs en faveur du Oui : « Travailleurs, camarades ! Le référendum fixé par Schuschnigg demande une décision de votre part : ou voter Oui, ou aider le fascisme hitlérien à prendre le pouvoir. Une victoire du fascisme hitlérien signifierait non seulement répression sanglante et exploitation sans limites des travailleurs autrichiens, mais aussi un danger pour le monde entier... Les travailleurs autrichiens ne peuvent donc pas répondre Non à la question de Schuschnigg... Dimanche prochain nous voterons contre le fascisme hitlérien ; ce jour-là, toute la classe ouvrière votera Oui ¹⁴. »

De son côté, le parti communiste fit massivement distribuer un tract où l'on lisait : « Nous vous tendons la main, à vous travailleurs, sans distinction de parti, à vous paysans, à vous catholiques, à vous hommes et femmes de culture, de la technique, de la science... Votre Oui sera

13 Voir Zernatto, *op. cit.*, p. 278. Face à l'enthousiasme manifesté par le cardinal en faveur de l'indépendance autrichienne, sa proclamation faite à peine quatre semaines plus tard en faveur de l'anschluss n'en fut que plus critiquable.

14 Connaissant la rancune accumulée depuis février 1934, les auteurs de l'appel expliquent qu'il ne s'agit pas, « dimanche prochain de voter contre Schuschnigg », mais contre Hitler danger beaucoup plus grave. Voir F. DANIMANN, *War Österreichs Untergang unvermeidlich ?*, Wien, 1963, p. 50.

pour une Autriche libre indépendante et sociale qui doit devenir un bastion de la paix, du progrès et de la liberté, face aux fauteurs de guerre fascistes... »

Dans toute l'Autriche, mais surtout à Vienne, les manifestations patriotiques redoublèrent.

Devant cette situation, les nationaux-socialistes autrichiens étaient désarmés. Ils ne savaient quelle attitude adopter face au référendum en soi, et encore moins face à la formule soumise au vote. Pendant 24 heures ils restèrent ainsi, sans directives venant du Reich. Dans une correspondance avec Schuschnigg, Seyss-Inquart, dans un premier temps, demanda certaines garanties pour faire participer les nationaux-socialistes au référendum. Schuschnigg était prêt à donner les assurances exigées ¹⁵.

Zernatto, qui a suivi de près ces événements et y participa activement, fait le récit suivant : « Seyss était d'avis que l'opposition nationale manifesterait probablement son attitude dans l'abstention. Dans la première conversation après la fixation officielle de la date, le ministre de l'Intérieur confirma ce qu'il m'avait déjà dit la veille : il croyait que le gouvernement sortirait de la lutte électorale avec une majorité confortable. Il me demanda mon avis quant aux chances électorales. Je répétais ce que j'avais constaté après des enquêtes appropriées à travers tout le territoire fédéral, enquêtes que nous entreprîmes périodiquement : sans aucune influence extérieure, 68 à 75 électeurs sur 100 voteraient, selon moi, pour le chancelier. Seyss m'expliqua que cette évaluation concordait avec sa propre opinion ¹⁶. »

D'autres historiens confirment que dans la soirée du 10 mars un certain accord concernant le référendum avait été obtenu entre Schuschnigg et Seyss-Inquart. Ce dernier se déclarait même prêt à prendre la parole à la radio, le 11 mars (comme d'autres porte-parole, par exemple celui des socialistes, Karl Hans Sailer) pour appeler les nationaux-socialistes à voter Oui.

Entendu comme témoin au procès contre Guido Schmidt, Seyss-Inquart dit à propos du référendum : « Nous nous étions largement mis d'accord, et j'espérais pouvoir éliminer les difficultés existantes. Mais le parti (nazi) n'avait plus intérêt à cela ¹⁷. »

15 Dans une lettre datée du 10 mars, Schuschnigg tenta d'ailleurs de justifier le référendum et sa formule en se référant à l'accord de Berchtesgaden, et à plusieurs reprises à la politique allemande qu'il avait l'intention de mener, de même il parla des intérêts allemands qui seraient de toute façon sauvegardés.

16 Zernatto, *op. cit.*, p. 277.

17 Déposition de Seyss-Inquart au procès Schmidt, procès-verbal p. 338.

ACTION OTTO — ET DEUXIEME CAPITULATION

En effet, après un moment de stupeur, Hitler était passé à l'action. Il « savait que le référendum une fois réalisé signifierait pour lui une défaite, et il le disait ouvertement à Glaise-Horstenau ; il prit donc ses contre-mesures ¹⁸ », c'est-à-dire le déclenchement de « l'action Otto », le plan d'invasion militaire de l'Autriche.

Le déroulement de cette « action » a été maintes fois décrit aussi nous ne nous arrêterons pas au récit des multiples manœuvres qui se jouèrent soit à Vienne, soit à Berlin, des chantages et des menaces, des conversations téléphoniques donnant à Seyss-Inquart l'occasion de lâcher sa petite phrase sur son rôle de standardiste historique ; pendant tout ce temps les préparatifs militaires se poursuivaient et la Wehrmacht allait se mettre en marche dans la nuit du 11 au 12 mars, quelle que fût la situation, « so oder so », selon la fameuse formule de Hitler.

Plusieurs ultimatums furent transmis par téléphone. Au début de l'après-midi Schuschnigg céda une première fois : il annula le référendum. Alors Göring alla plus loin : il exigea la démission de Schuschnigg ; à 19 h 50 Schuschnigg céda une seconde fois et démissionna. Dans un troisième ultimatum, Göring exigea la nomination de Seyss-Inquart comme chancelier fédéral. Déjà l'Autriche occidentale était envahie sur un large front par les formations militaires allemandes et des unités SS et SA. Parallèlement, les nazis autrichiens commencèrent à sortir dans les rues et dans certaines capitales des Länder, à Graz et à Linz notamment, ils s'emparèrent des bâtiments officiels en l'absence de toute réaction de la police — sous les ordres de Seyss-Inquart. Invasion étrangère et cinquième colonne combinèrent leur action.

Ce n'est que vers minuit que le président Miklas céda à son tour et nomma chancelier le Dr Seyss-Inquart. Il est à noter que celui-ci prêta serment sur la constitution autrichienne, le samedi 12 mars à 10 heures. Voilà brièvement résumé le déroulement des événements du 11 au 12 mars.

Le discours d'adieu que Schuschnigg prononça à la radio dans la soirée du 11 mars est intéressant. Ce devait être le dernier discours autrichien devant un micro viennois pour les sept ans à venir. Ce document, pathétique, malgré les critiques auxquelles il donne prise, mérite d'être cité en entier :

18 Walter GOLDINGER, *Der geschichtliche Ablauf der Ereignisse in Österreich 1918-1945*, dans BENEDIKT, *Geschichte der Republik Österreich*, p. 17-288, p. 267.

« Autrichiens et Autrichiennes ! La journée d'aujourd'hui nous a placés devant une situation difficile et décisive. Je suis chargé d'informer le peuple autrichien des événements de ce jour : le gouvernement du Reich allemand a remis à M. le président fédéral un ultimatum à court terme selon lequel il aurait à nommer chancelier fédéral un candidat qui lui est proposé, et à désigner un gouvernement selon les propositions du Reich allemand, faute de quoi l'entrée de troupes allemandes a été envisagée pour cette heure.

« Je constate, face au monde, que les nouvelles répandues en Autriche selon lesquelles il y aurait eu des troubles ouvriers, que des torrents de sang auraient coulés, que le gouvernement ne serait pas maître de la situation et n'aurait pu maintenir l'ordre avec ses propres forces, sont inventées de toutes pièces.

« Le président fédéral m'a chargé de faire savoir au peuple autrichien que nous cédonc à la force. N'étant à aucun prix, même en ces heures graves, disposés à verser du sang allemand, nous avons donné l'ordre à notre armée, dans le cas où l'entrée des troupes (allemandes) aurait lieu, de se retirer sans résistance et d'attendre les décisions des prochaines heures. M. le président fédéral a confié au général d'infanterie Schilhawsky, inspecteur général des troupes, la direction de l'armée. C'est par lui que l'armée recevra les directives ultérieures.

« Je fais donc, à cette heure, mes adieux au peuple autrichien, avec un mot allemand et mon souhait le plus cher : Que Dieu protège l'Autriche ¹⁹ ! »

Ainsi donc, « même en ces heures graves », Schuschnigg ne peut se libérer de sa conscience « dédoublée », d'une part autrichienne et d'autre part allemande. Son discours commence bien par une mise en accusation du brutal ultimatum, mais il justifie la capitulation par une sorte de tribut au « Deutschtum », à l'ethnie pan-allemande. Car, comment expliquer autrement qu'après avoir dénoncé sans appel les mensonges de la propagande allemande, nazie, « je constate... que les nouvelles répandues... sont inventées de toutes pièces », Schuschnigg, au lieu d'appeler à la résistance, recourt à la formule classique « nous cédonc à la force » ? Cette formule, utilisée si souvent par ceux qui, désarmés devant les réalités qu'ils ont par leur politique contribué à créer, ne voient plus d'autre moyen que de se retirer en remettant à la protection de Dieu ceux qu'ils avaient la charge de protéger. Et pour-

19 Allocution radiodiffusée du chancelier Schuschnigg, voir *Weltgeschichte*, Band 5, p. 446-447.

quoi ? Pour la trop simple raison qu'il « n'est pas disposé à verser du sang allemand », en conséquence de quoi ordre est donné à l'armée autrichienne de se retirer sans résistance.

Cette phrase inverse pratiquement les rôles : alors que les Allemands sont tout à fait disposés — et font des préparatifs concrets pour cela — à verser du sang autrichien, Schuschnigg, par sa formulation, prend sur lui qu'en cas de résistance on l'accuse d'avoir été disposé à verser « du sang allemand ». Le droit des peuples à la résistance est ici implicitement remis en question : ce n'est pas l'agresseur qui verse le sang de sa victime, c'est la victime qui ose se défendre qui serait « disposée » à verser le sang de l'agresseur.

La conclusion du discours d'adieu n'est pas moins révélatrice : alors que les Allemands sont en train d'envahir son pays, le chancelier ne peut s'empêcher de laisser s'exprimer, une fois encore, son âme allemande, ; il fait ses adieux en se servant, comme il dit, « d'un mot allemand » : Que Dieu protège l'Autriche ²⁰ !

« Tout en appréciant pleinement la terrible responsabilité dont aurait dû se charger le chancelier en prenant la décision de résister, on ne pourra s'empêcher de constater qu'en cette heure fatidique la “ conscience allemande ” de Schuschnigg l'emporta sur sa conscience autrichienne. Ni Marie-Thérèse, ni Andreas Hofer, ni François-Joseph I^{er}, dont le chancelier avait fait l'éloge dans ses discours précédents comme des représentants authentiques de la spécificité autrichienne, n'avaient hésité à verser du “ sang allemand ” lorsque des troupes allemandes envahirent l'Autriche en 1740, 1741, 1744, 1756, 1809 et 1866. Au contraire, ils ont résolument défendu la patrie contre les agresseurs, dans des conditions qui ne furent pas moins défavorables... » constate l'historien et politologue Hoor ²¹.

Schuschnigg ne fut pas le seul, évidemment, à souffrir à cette époque de ce dramatique dédoublement de la conscience nationale qui rendait très difficile sinon impossible une décision dans le sens de la résistance. A preuve l'épisode qui survint juste après le discours de Schuschnigg. Pendant qu'il parlait, plusieurs personnalités s'étaient rassemblées autour de lui ; parmi elles Hans von Hammerstein-Equord qui avait non seulement été ministre sous Schuschnigg, mais était également

20 A côté du romantisme pan-allemand du chancelier qui se montre ici pour la dernière fois, on peut sous-entendre dans ce vœu : que Dieu protège l'Autriche que je n'ai pas su protéger.

21 Hoor, *op. cit.*, p. 136.

président de l'Union culturelle autrichienne. Il avait prononcé, le 21 octobre 1935, une remarquable conférence « Österreichs kulturelles Antlitz » où il avait tenu ces propos devenus très actuels en 1938 : « Qu'on ravisse l'Autriche aux Autrichiens et tous sentiront immédiatement ce qu'ils ont perdu. » Or, après les adieux de Schuschnigg, cet « Autrichien convaincu et inconditionnel ²² » ne trouva rien d'autre à dire que : « J'ai honte d'être Allemand » et « personne ne l'a contredit ²³ ».

Chose significative : aucun des dignitaires présents n'a l'idée, en ce moment crucial, de répliquer à ce patriote atteint comme eux de schizophrénie nationale : « Mais nous ne sommes pas Allemands, nous sommes Autrichiens ! » Pas un seul ne dit que la seule honte pour un Autrichien en ce moment-là, était de ne pas appeler à la résistance.

Le discours d'adieu de Schuschnigg eut des effets immédiats : un profond découragement saisit les milieux patriotiques tandis que les nationaux-socialistes comprirent que les troupes étrangères leur apportaient la victoire. Partout ils entrèrent en action pour, conjointement avec l'avance de la Wehrmacht et de la gestapo, s'emparer du pouvoir. Himmler lui-même atterrit à l'aéroport de Vienne, accompagné d'un commando de spécialistes et tous se mirent au travail ; la terreur commença dès les premières heures du 12 mars.

Dans la nuit du 11 au 12 mars, comme une sorte de baroud d'honneur, mais aussi comme l'annonce d'un combat de dimension nationale englobant finalement tous les Autrichiens patriotes, le comité central du P.C. diffusa un appel où il constatait avec pertinence que si Hitler était en train d'envahir l'Autriche, c'était parce qu'il avait peur des résultats du référendum prévu pour le 13 mars qui aurait donné une très grande majorité en faveur de l'indépendance de l'Autriche. Relevons aussi ces passages : « Berchtesgaden avait centuplé la résistance du peuple. Toutes les forces patriotiques commençaient à s'unir pour la défense de l'Autriche, contre la barbarie du fascisme. C'est contre ce front uni du peuple autrichien que Hitler a mis en œuvre ses canons, ses blindés et ses avions. Peuple d'Autriche ! Défends-toi ! Résiste aux envahisseurs étrangers et à leurs agents ! Unissez-vous, catholiques et socialistes, ouvriers et paysans ! Plus que jamais, unissez-vous, formez le front patriotique de tous les Autrichiens. Toutes les différences philosophiques, politiques s'effacent devant la tâche sacrée qui est aujourd'hui celle du peuple autrichien : s'unir pour chasser la soldatesque hitlérienne

²² Schuschnigg, *op. cit.*, p. 315.

²³ *Op. cit.*, p. 25.

d'Autriche ! » Après s'être adressé à chaque couche de la population, l'appel conclut : « Peuple d'Autriche, résiste ! Réalise dans l'action le mot d'ordre : Rouge-Blanc-Rouge, à la vie et à la mort !... Si le 11 mars les canons hitlériens ont triomphé, le 11 mars a commencé la lutte suprême libératrice du peuple autrichien qui finira par l'anéantissement de la dictature des baïonnettes hitlériennes ²⁴... »

Ainsi, les communistes n'hésitèrent pas à reprendre dans leur appel les mots d'ordre lancés par Schuschnigg lui-même, mais qu'il n'était pas parvenu à maintenir jusqu'au bout. Malgré la justesse historique de cet appel, dont les prémisses se sont réalisées sept ans plus tard, ce fut Hitler qui, provisoirement, l'emporta : le 12 mars, il reçut un « accueil triomphal » à Linz ²⁵ et le 13 mars, le gouvernement transitoire de Seyss-Inquart, également investi des pouvoirs du président fédéral, « légalisa » l'anschluss par une loi rédigée par les fonctionnaires ministériels de Berlin et adoptée par quelques personnages qui, pendant 48 heures, avaient feint de représenter encore l'Autriche même nationale-socialiste.

LE PROCESSUS EN MARCHÉ

Si l'on veut résumer ces quatre semaines entre le 12 février et le 11 mars 1938, on doit tout d'abord constater qu'elles commencent et se terminent par une capitulation du chancelier Schuschnigg. La première, celle de Berchtesgaden, s'explique dans l'esprit de Schuschnigg par le souci de « sauver ce qui pouvait encore être sauvé » de l'indépendance autrichienne, même en allant jusqu'à une limite au-delà de laquelle on ne pouvait plus reculer d'un pas ; la seconde capitulation, celle du 11 mars au soir, représente justement ce pas, cette reculade ultime qui consacra la perte de l'Autriche, sa disparition de la carte d'Europe.

Schuschnigg essaie de justifier son attitude dans un ouvrage auquel il a donné comme sous-titre « Die Überwindung der Anschlussidee » — c'est-à-dire « au-delà de l'idée de l'anschluss » ou encore « la victoire sur l'idée de l'anschluss » ; il aurait pu écrire également « Comment j'ai vaincu l'idée de l'anschluss dans mon esprit ».

²⁴ On trouvera en annexe d'autres documents de cette époque.

²⁵ La « problématique » de ces accueils triomphaux faits à Hitler à Linz et à Vienne, en ces jours de mars 1938, n'a pas encore été analysée, avec assez de profondeur ; nous essaierons par la suite d'en éclaircir certains aspects.

La décision d'abandonner, nous dit-il, ne fut point une « décision solitaire », mais prise en commun avec d'autres responsables ; elle se fondait, selon le chancelier, sur le fait qu'une résistance symbolique n'aurait pas empêché Hitler d'occuper et d'annexer l'Autriche. Et tout en admettant qu'une résistance militaire était possible, même encore le 11 mars, puisque l'armée et la gendarmerie étaient toujours des instruments sûrs aux mains du gouvernement ²⁶, Schuschnigg affirme que la capitulation était inévitable du fait qu'on ne pouvait escompter une aide internationale avant 48 heures, délai au-delà duquel l'armée autrichienne n'aurait pu tenir ²⁷.

Notons au passage qu'il n'est pas question de résistance populaire à laquelle pourtant le chancelier avait fait appel dans son discours d'Innsbruck, et dans laquelle il avait alors mis publiquement ses espoirs.

L'ancien chancelier se félicite ensuite de ce qu'aucun coup de feu n'ait été tiré, mais affirme par contre que la formule « nous cédonc à la force » a sauvé les chances de l'Autriche pour le rétablissement de sa souveraineté. Schuschnigg se décerne ici un brevet de perspicacité historique que d'autres lui contestent formellement ²⁸.

Parmi les nombreux auteurs qui pensent que la résistance, même symbolique, aurait mieux servi la résurrection et les intérêts de l'Autriche, nous n'en citerons qu'un qui s'exprime ainsi : « Avec un appel à la résistance armée à laquelle étaient prêtes, le 11 mars, l'armée fédérale et une grande partie de la population, Schuschnigg aurait servi la cause de son pays, même lorsque celui-ci avait cessé d'exister — même si cette résistance n'avait été qu'une défense symbolique telle celle du Danemark en 1940 ²⁹. »

26 La justification de l'ancien chancelier s'étend sur les pages 319 à 328 de son ouvrage ; on y trouve beaucoup d'informations intéressantes dont l'exposé et la discussion dépasseraient le cadre de ce travail ; notons l'information donnée par Schuschnigg concernant les officiers de l'armée autrichienne qui rejoint l'estimation que nous avons donnée : sur 2 555 officiers d'active, 5 % seulement étaient inscrits au parti nazi.

27 La politique extérieure n'entrant pas dans les considérations de notre travail, nous ne discutons pas les détails de cette argumentation.

28 De même quand il affirme que ce fut par « tactique » qu'il a toujours souligné - face à Hitler - le caractère « allemand » de l'Autriche. Car l'auteur lui-même ajoute qu'avec le temps la perspective a changé : « L'équation autrichien = allemand, dit-il, n'est pas moins inexacte que l'autre extrême qui ne voit que l'antagonisme et fait semblant de croire que les deux nations n'ont jamais eu le moindre point commun ». p. 325.

29 Gordon BROOK-SHEPHERD, *Der Anschluss*, Wien-Graz-Köln, Styria, 1963, p. 225-226.

D'ailleurs, vue avec le recul du temps, l'affirmation selon laquelle grâce à la capitulation du 11 mars au soir on a pu éviter que le « sang allemand » coule, apparaît clairement comme un leurre. N'est-on pas arrivé, de capitulation en capitulation, à ce que des flots de sang coulent — du « sang allemand » — et surtout le sang de tous les peuples d'Europe. Depuis, l'histoire a effectivement démontré la valeur d'une résistance à l'envahisseur, fût-elle symbolique.

Dans un autre ordre d'idées cependant, il nous semble qu'on a tort de reprocher à l'ancien chancelier d'avoir voulu organiser le référendum. Ainsi, Mikoletzky se fait l'écho de l'opinion de Guido Schmidt qui a qualifié l'appel au référendum de grave faute sans laquelle l'Autriche aurait sans doute pu tenir jusqu'à l'automne. Il suit là, évidemment, l'idée qu'avait déjà exprimée Mussolini. « Peut-être », ajoute Mikoletzky, « tout se serait-il alors passé autrement ³⁰ ».

C'est méconnaître la tactique et la stratégie politiques de Hitler qui, nous l'avons dit, n'avait pas besoin d'un « détonateur » pour perpétrer ses agressions successives. C'est aussi ignorer délibérément que Hitler avait fixé l'annexion de l'Autriche dès novembre 1937, comme il ressort du fameux procès-verbal dressé par le colonel Hossbach, aide de camp de Hitler, à l'occasion d'une conférence avec les principaux généraux de la Wehrmacht. A cette occasion, Hitler annonça tout crûment qu'au printemps 1938 au plus tard, le sort de l'Autriche serait réglé et que la Tchécoslovaquie suivrait peu après.

Il ne fait pas de doute — et nous espérons l'avoir démontré dans les pages précédentes — que les événements qui se déroulèrent du 12 février au 11 mars 1938 constituent un nouveau palier dans la prise de conscience nationale du peuple autrichien, même si les hésitations et la capitulation finale de Schuschnigg ne lui permirent pas d'atteindre le niveau requis pour résister efficacement à la pression propagandiste et militaire des forces hitlériennes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Autriche.

Alors que le comportement de Schuschnigg et du gouvernement peut être comparé à une courbe sinusoïdale présentant des bas et des hauts, le mouvement patriotique des forces politiques et surtout des forces populaires ne cessa de se renforcer pendant ces semaines.

Chez Schuschnigg, le 12 février, capitulation de Berchtesgaden, est le premier point bas de la courbe, suivi bientôt d'un ressaisissement.

30 Mikoletzky, *op. cit.*, p. 374.

En effet, une fois rentré, il évoque la résistance possible avec le président Miklas qui hésite quant à lui à exécuter le diktat. Lorsque le gouvernement se décide à obtempérer, le chancelier accompagne la réalisation du diktat de mesures complémentaires en sens opposé ; ainsi, les nationaux-socialistes sont amnistiés, selon « l'accord », et en même temps on libère les prisonniers politiques de gauche. Schuschnigg modifie son ministère en y faisant entrer Seyss-Inquart et d'autres « nationaux », en même temps il introduit dans le gouvernement des ministres en provenance du mouvement ouvrier, sans doute pour faire contre-poids.

Puis vient une période de passivité, la situation se dégrade et de nouveau suit un point culminant de la courbe : le discours du 24 février devant le Parlement qui indique la volonté de résister et encourage le mouvement populaire à la défense de l'indépendance. Ce discours est suivi d'une période de léthargie et d'abdication ; Schuschnigg regarde passivement les nationaux-socialistes s'infiltrer dans les positions-clés de la vie publique. Début mars, après de longues hésitations, le chancelier reçoit les délégués ouvriers — la courbe remonte ; il leur promet un accord en vue de la défense du pays contre le national-socialisme. Mais des tergiversations font traîner en longueur les négociations et le délai est mis à profit par les nazis pour renforcer leurs positions. Vient ensuite le 9 mars et l'annonce du référendum suivi de deux jours d'activité fébrile — pour aboutir à la chute de la seconde capitulation du 11 mars et à l'effondrement total de Schuschnigg et de l'Autriche.

Ce mouvement oscillatoire s'accompagne d'un autre mouvement qui va en s'amplifiant : le 12 février et les révélations qui le suivent ont réveillé les masses populaires ; subitement elles deviennent conscientes du danger qui menace l'Autriche. Un élan patriotique saisit toutes les couches de la population. C'est ici qu'on peut percevoir — comme lors de l'accord du 11 juillet 1936 — le caractère dialectique du processus de prise de conscience : à une pression accrue, au danger subitement visible, répond la réaction patriotique des masses.

Dès le 12 février, toutes les forces politiques — légales et clandestines — tentent de se concerter, des liens de plus en plus solides s'établissent : on envoie ensemble une délégation chez Schuschnigg pour lui présenter à la fois les revendications populaires et la volonté de coopérer à la défense de l'Autriche. Des manifestations unitaires sont organisées, avec un seul mot d'ordre : Autriche ! Le front autrichien est en train de se constituer et de se préparer à la lutte.

Lorsque le référendum est annoncé, la décision est claire : il faut se prononcer pour le Oui, pour sauver l'Autriche, pour préserver son indépendance, sa vie culturelle authentiquement autrichienne. Ce mouvement va en *crescendo*, même après l'ultimatum hitlérien auquel cède Schuschnigg. Il culmine dans les appels à la résistance au moment même de l'invasion des troupes allemandes et, dans leur cortège, de la gestapo, des SS et SA.

Ainsi, une prise de conscience, encore incertaine chez les dirigeants au gouvernement, mais énergique et continue à la base, émerge. Malgré l'intervention brutale de forces extérieures qui pour un moment historique vont fausser toutes les données, le jour du crucifiement de l'Autriche est aussi le point de départ d'une prise de conscience nationale renforcée qui se manifestera bientôt dans une résistance à la fois antinazie et patriotique.

LE PASSÉ SAISI SUR LE VIF

Pour étayer notre démonstration, nous nous sommes adressés à divers témoins de cette époque qui aujourd'hui jouent un certain rôle dans la vie publique autrichienne : hommes politiques, universitaires, syndicalistes, résistants. Nous avons reçu une quarantaine de réponses aussi diversifiées que les personnalités elles-mêmes³¹. Nous avons établi un catalogue de cinq questions, mais toutes les personnes interrogées n'ont pas répondu à toutes les questions. Vingt-quatre réponses ont été faites à celle traitant des quatre semaines de février-mars 1938, et qui était ainsi libellée : « Avez-vous vu, entre février (Berchtesgaden) et mars (entrée des troupes allemandes) 1938, une possibilité de rassembler tous ceux qui pensèrent en Autrichiens pour une défense commune de l'Autriche ? Chez vous et dans votre entourage s'est-il alors développé une compréhension pour ce qui représente l'indépendance de l'Autriche et l'existence d'une nation autrichienne ? »

On s'apercevait, à la lecture des réponses, que malgré leur grande diversité elles présentent des points communs qui permettent de tirer une conclusion quant à l'état d'esprit général régnant à l'époque. Les réponses provenant de personnes de notoriété diverse et étant plus ou moins substantielles, nous avons cru bon de les citer par ordre alphabétique, quitte à tenter d'en faire ensuite la synthèse :

31 Nous avons fait une autre enquête portant sur l'école historique en Autriche et qui s'adressait aux historiens d'aujourd'hui, avec des questions différentes.

01. ALTENBURGER Erwin ³², vice-président de la Confédération syndicale autrichienne (OeGB), président du « Groupe des syndicalistes chrétiens » au sein de l'OeGB se réfère à la situation d'après 1936 : Les syndicalistes chrétiens, dans les diverses positions qu'ils détenaient, exigeaient tout d'abord le renforcement militaire des frontières et une ligne politique extérieure qui devait protéger l'Autriche contre une agression militaire venant d'Allemagne.

Dans le domaine de la politique intérieure, nous avons fondé le « Freiheitsbund » (Union pour la liberté), organisation militante du mouvement ouvrier chrétien dont la devise était : « A la patrie en danger, fidèle jusqu'à la mort ! (Vaterland in Not - treu bis in den Tod)... Dans le secteur syndical, nous avons établi des contacts avec le mouvement ouvrier social-démocrate clandestin et personnellement avec des militants des syndicats libres, contacts qui par la suite menèrent à la fondation de la « Communauté de travail sociale » (S.A.G. = Soziale Arbeitsgemeinschaft) comme plate-forme officielle au sein du Front patriotique en vue d'unir les forces divisées du mouvement ouvrier.

Le sentiment de la nécessité d'une défense commune contre le nationalsocialisme grandit, de même que la reconnaissance de la spécificité de l'Autriche et, avec elle, la conscience qu'il fallait maintenir l'Autriche en tant que nation. La volonté croissante des couches les plus larges de la population autrichienne de défendre la patrie et la certitude qu'un référendum libre se solderait par une défaite cuisante pour le nationalsocialisme ont certainement incité le N.S.D.A.P. du Reich à annexer l'Autriche par la force ³³.

02. BIELKA Erich, ancien ministre autrichien des Affaires étrangères, ancien ambassadeur d'Autriche à Paris, à l'époque fonctionnaire au consulat général autrichien à Munich :

Entre février et mars 1938, je ne croyais plus possible d'arriver à un changement positif dans la politique intérieure ; en poste à Munich, je ne pouvais observer avec précision les événements en Autriche. Mais le temps imparti me semblait trop court pour un tel changement. Par contre, j'étais d'avis, et je le suis toujours, qu'au moins une brève résistance militaire de l'Autriche aurait dû être opposée à l'invasion allemande. Il est probable que cela n'aurait rien changé au résultat, et même aurait exigé des victimes. Mais l'image historique de l'Autriche a gravement souffert du fait que 48 heures après le serment

³² Qui a pris sa retraite depuis.

³³ Lettre de M. Altenburger à l'auteur du 3 novembre 1972.

« Rouge-Blanc-Rouge, à la vie et à la mort » on assista à une capitulation sans résistance aucune, sous la devise « Que Dieu protège l'Autriche ».

Jusqu'à nouvel ordre, aussi bien dans les chancelleries que dans le monde en général, des gens douteront de la volonté des Autrichiens de défendre, le cas échéant, sérieusement leur indépendance et s'il le faut, les armes à la main ³⁴.

03. BLAU Paul, ancien militant socialiste révolutionnaire, après la guerre rédacteur socialiste (rédacteur en chef de l'*Arbeiterzeitung*, organe central du P. S., et d'autres publications), puis attaché de presse près l'ambassade d'Autriche à Paris, ensuite fonctionnaire dirigeant de la Chambre syndicale des ouvriers et employés à Vienne :

Depuis l'avènement de Hitler en Allemagne, en 1933, un important changement s'était amorcé en Autriche : la social-démocratie avait rejeté définitivement l'idée de l'*anschluss*. Cette idée avait toujours été liée à l'existence d'une Allemagne démocratique. Avec le fascisme hitlérien, on refusa tout contact. De ce refus est née la nécessité de se familiariser avec l'idée d'une Autriche pour toujours indépendante. Cette tendance fut encouragée par le fait que l'économie de l'Autriche s'était malgré tout adaptée au territoire désormais réduit, et surtout par la réussite de Vienne la Rouge dont les édifices témoignaient des réalisations, selon un mot du maire de Vienne, Karl Seitz, chassé du Rathaus par les austro-fascistes. Pourquoi ce qui avait été possible à Vienne, ne l'aurait-il pas été dans toute l'Autriche ? Toutes ces réflexions aboutirent à l'offre d'alliance des militants clandestins du parti et des syndicats adressée à Schuschnigg devant la menace de l'invasion de l'armée hitlérienne en 1938 : démocratie et armes pour les travailleurs, alors ils défendraient l'Autriche ! Entre-temps — de 1933 à 1938 — des informations avaient filtré sur les horreurs nazies en Allemagne, aussi avait-on la certitude d'un Oui pour l'Autriche, au référendum prévu par Schuschnigg pour le 13 mars. Mais Schuschnigg ne pouvait surmonter sa méfiance à l'égard de la social-démocratie, en raison de son éducation conservatrice ; la porte entr'ouverte à la réconciliation avec la classe ouvrière, grâce aux bons offices d'intermédiaires intelligents, fut brutalement refermée par la venue de Hitler ³⁵.

04. BLECHA Karl, député socialiste, secrétaire national du SPOe : à l'époque de l'occupation, j'avais à peine l'âge scolaire, aussi mes souvenirs sont-ils estompés. Mais je trouve dans ma mémoire certains points de repère : mon père, employé communal, fut arrêté après l'entrée des

34 Communication de M. Bielka en date de février 1974.

35 Lettre de M. Paul Blau, du 12 décembre 1972.

nazis en Autriche. Cela représenta dans ma vie une grande césure, de même que la disparition subite des drapeaux rouge-blanc-rouge, suivie de l'apparition aussi subite des drapeaux à croix gammée ³⁶.

05. Bock Fritz, ancien ministre et vice-chancelier populiste sous la II^e République, directeur de banque, à l'époque fonctionnaire du Front patriotique :

Schuschnigg, pour sa part, était animé de la meilleure volonté, mais il n'était pas apte... il n'était pas prêt à s'entendre avec les travailleurs, alors que jusqu'en 1937 le côté social-démocrate était disposé à coopérer à la défense de l'indépendance de l'Autriche. Cette volonté apparut encore plus clairement face à la menace directe du nationalsocialisme ; à cette période, les sociaux-démocrates étaient pour le Oui au référendum prévu — les communistes également. Même si l'on suppose qu'il y avait alors en Autriche 500 000 nazis ³⁷, ils ne représentaient que moins de 10 % de la population, et il ne faut pas oublier que parmi les activistes nazis beaucoup étaient très jeunes et n'auraient pas eu le droit de voter lors du référendum. Si le référendum avait eu lieu, il se serait soldé par une victoire sans équivoque pour l'indépendance. Le mouvement pour la sauvegarde de l'Autriche, pendant les semaines précédant le 13 mars, peut être apprécié comme la première éclosion de la conscience nationale autrichienne. D'autre part, la peur qu'avaient certaines couches de la population de la venue de Hitler a de même fortement stimulé ce mouvement, il y eut donc aussi une sorte de formation de conscience négative.

Un facteur qui favorisa les nazis ce fut le peu de confiance qui régnait alors dans l'aptitude à la vie de l'Autriche. La crise économique permanente, la faim endémique de larges couches de la population ont joué en faveur du nazisme et de l'anschluss dont on espérait une amélioration de la situation économique. L'amélioration effective de la base matérielle, notre monnaie solide — le schilling fut alors appelé « dollar alpin » — qui témoignaient en faveur de l'aptitude à la vie de l'Autriche, ne purent s'imposer dans le délai trop court que l'histoire nous avait accordé ³⁸.

06. DRIMMEL Heinrich, ancien militant chrétien-social, puis des Heimwehren, sous la II^e République ministre de l'Education nationale et ensuite maire-adjoint populiste de Vienne :

36 Entretien avec M. Karl Blecha, le 27 mars 1972.

37 Nous verrons encore, dossiers officiels à l'appui, qu'il n'en était pas question, à cette époque.

38 Procès-verbal d'un entretien avec M. Fritz Bock, le 8 septembre 1971.

Pendant les quelques semaines qui s'écoulèrent entre Berchtesgaden et les événements de mars 1938, on constata effectivement ce phénomène que nos adversaires politiques appelèrent « le repentir sur le lit de mort ». Je rappelle brièvement les efforts que fit alors le maire de Vienne, Richard Schmitz³⁹ qui, après l'anschluss, fut déporté au camp de concentration en tant que « complice des austro-marxistes et valet des juifs ». Je me souviens que dans les premiers jours de mars 1938 un porte-parole des socialistes révolutionnaires vint au département estudiantin de la direction de Vienne du Front patriotique pour discuter d'une action commune devant le danger que représentait l'hitlérisme agressif. Mais pour improviser une telle chose, il n'était pas seulement trop tard — les tranchées creusées après 1933-34 étaient trop larges pour être franchies d'un bond. Après la fondation de la SAG (Soziale Arbeitsgemeinschaft), j'ai pris la parole dans divers débats, notamment à la maison du peuple de Favoriten⁴⁰. De cette époque datent des contacts qui ne furent pas sans valeur après 1945. Cependant, le fossé qui existait dans la génération précédente entre nous (les conservateurs) et la gauche politique n'avait pas été creusé seulement par nous. Il est bien connu que sous la I^{re} République, le mot « dictature » a été utilisé avec un grand naturel aussi bien par la Droite que par la Gauche politique⁴¹.

07. FEIN Erich, ancien militant communiste, ancien déporté à Dachau et à Buchenwald pendant sept ans, actuellement secrétaire de la Fédération autrichienne des déportés et résistants (KZ-Verband) :

Entre le 12 février 1938, signature de l'accord de Berchtesgaden, et l'entrée en Autriche des troupes hitlériennes dans la nuit du 11 au 12 mars, il existait des possibilités et la volonté de rassembler tous les hommes pensant « autrichien », pour se défendre contre l'occupation imminente. Bien que Schuschnigg, sur injonction de Hitler, ait mis à l'écart le Feldmarschalleutnant Jansa, chef d'état-major de l'armée qui avait préparé les plans de défense militaire de l'Autriche, la volonté de défendre l'indépendance se renforça dans de larges couches de la population. Je cite comme preuve historique la rencontre du 3 mars entre Schuschnigg et la délégation ouvrière qui permit la percée vers la légalité du mouvement ouvrier... Devant l'attitude résolue des délégués et de la conférence

39 Schmitz, nous l'avons déjà mentionné, fut l'une des fortes personnalités de la première République et de l'état autoritaire et corporatif ; en 1938, il tenta d'infléchir Schuschnigg dans le sens d'une réconciliation avec les travailleurs et pour une résistance à tout prix contre le national-socialisme.

40 Important arrondissement ouvrier de Vienne, comparable à Floridsdorf.

41 Lettre de M. Drimmel, datée du 30 septembre 1971.

de Floridsdorf, Schuschnigg appela au référendum et exhorta la population à voter Oui. On sait dans quelles circonstances le chancelier décommanda le vote. C'est dans les discussions sur la question nationale en Autriche, au cours des journées de février-mars 1938, et aussi et surtout dans les conversations des Autrichiens de tous bords qui firent partie du premier transport pour Dachau, le 1^{er} avril 1938 — et j'en étais — qu'est née la nation autrichienne⁴².

08. GLEISSNER Heinrich, ancien « Landeshauptmann » (gouverneur) de Haute-Autriche, ancien député chrétien-social et populiste ; interné à Dachau sous le III^e Reich :

Entre février et mars 1938, le délai fut trop bref, le découragement trop grand, pour parvenir à une défense militaire. La tentative d'obtenir grâce à un référendum une manifestation positive de la volonté des Autrichiens de maintenir l'indépendance de leur pays a échoué⁴³.

09. GREDLER Willfried, ambassadeur d'Autriche à Pékin, dirigeant et ancien député FPÖ (parti libéral à certaines tendances néonazies) : Ni en 1938, ni avant je n'étais favorable à l'anschluss, mais par contre je préconisais une coordination avec l'Allemagne. Etant donné que j'avais juste atteint ma majorité au moment de l'anschluss, je n'étais pas en mesure de discerner de quelle manière négative allait se développer l'Allemagne nationale-socialiste. Par ailleurs, à une époque où je continuais à considérer l'anschluss comme une fausse solution, d'éminents sociaux-démocrates, émigrés à Paris, se prononcèrent en faveur de l'anschluss, étant bien entendu qu'ils étaient contre le régime au pouvoir en Allemagne⁴⁴.

10. HAEUSER Franz, ancien vice-chancelier fédéral, militant syndicaliste, ancien déporté :

Oui. Si les efforts qu'on fit au début de mars 1938 avaient été entrepris plus tôt, on aurait pu sauvegarder l'indépendance de l'Autriche. Il est vrai qu'à ce moment il était déjà trop tard⁴⁵.

11. JOCHMANN Rosa, ancienne déportée à Ravensbrück, ancien député socialiste, dirigeante de l'association des combattants socialistes pour la liberté (Bund sozialistischer Freiheitskämpfer) :

Après Berchtesgaden, nous étions parfaitement conscients que Hitler allait envahir l'Autriche ; nous n'avions plus aucun doute là-dessus.

42 Document de M. Erich Fein, remis à l'auteur en novembre 1973.

43 Lettre de M. Gleissner en date du 14 novembre 1972.

44 Lettre de M. Gredler en date du 15 novembre 1972.

45 Lettre de M. Häuser en date du 16 juin 1972.

L'offre de Schuschnigg de repousser ensemble les nazis, faite au dernier moment, vint beaucoup trop tard et sa réalisation aurait causé un grand nombre de victimes — et nous n'aurions pas pu repousser les troupes de Hitler. Même dans cette situation, nous, c'est-à-dire les gens qui m'entouraient, nous n'étions ni pour l'anschluss, ni pour une nation autrichienne ⁴⁶.

12. KREISKY Bruno, chancelier fédéral, à l'époque militant socialiste : Avec d'autres amis politiques, je tentai d'œuvrer à la constitution d'un mouvement de défense englobant tous les Autrichiens, bien qu'au moment même de cette tentative je fusse déjà sceptique quant aux possibilités réelles d'empêcher l'entrée des troupes hitlériennes ⁴⁷.

13. MISSONG Alfred, ambassadeur, fils d'Alfred Missong, écrivain et diplomate décédé qui fut avec E. K. Winter l'un des fondateurs de l'Action autrichienne ; M. Missong répond au nom de son père :

Après Berchtesgaden, il était évident pour mon père que seule une mobilisation de toutes les forces antinazies en Autriche pouvait repousser le malheur venant d'Allemagne. Au lieu de procéder immédiatement à cette mobilisation militaire et politique, Schuschnigg, après son retour du « Berghof » (Berchtesgaden) se fit jouer de la musique de Bach pour se réconforter. Mon père, qui était toujours en étroite collaboration avec E. K. Winter, trouva dans ce comportement la confirmation de son opinion, à savoir que Schuschnigg n'était pas en état d'opposer une sérieuse résistance à Hitler. Cette incapacité psychologique de Schuschnigg avait sa racine dans sa conscience allemande qui précisément n'était pas une conscience autrichienne sans faille et qui l'empêcha également, au moment décisif, de sacrifier du « sang allemand ». Dans cette situation, mon père et le baron Zessner-Spitzenberg ont essayé de faire venir en Autriche Otto de Habsbourg. Au cours d'une conversation téléphonique, ils le conjurèrent d'abandonner toute hésitation et de placer Schuschnigg devant le fait accompli ; mais Otto de Habsbourg ne put se décider à une action énergique ⁴⁸.

14. PEPPER Hugo, lecteur en chef aux éditions Europa-Verlag, à l'époque lycéen et, bien que de gauche, militant dans l'organisation officielle de la jeunesse « Österreichisches Jungvolk » :

Nous voyions ainsi notre tâche : aider à la percée d'un point de vue

46 Lettre de Mme Jochmann, sans date, fin 1973.

47 Lettre du chancelier Kreisky en date du 17 avril 1972.

48 Lettre de M. Alfred Missong en date du 12 janvier 1973.

autrichien qui nous semblait plus apte à contrecarrer la pression nazie que la terminologie officielle parlant du « second état allemand » et de l'Autriche « chrétienne-allemande ». En cela nous étions suivis de façon remarquable par des jeunes gens issus de familles monarchistes (tels les fils du professeur d'Université Zessner-Spitzenberg qui, plus tard, a péri au camp de concentration). Lorsque le 12 février 1938, Schuschnigg capitula devant Hitler à Berchtesgaden, le « Jungvolk » et tout spécialement les lycéens firent montre d'une attitude antinazie militante ; quand à l'occasion du discours de justification de Schuschnigg (le 24 février) il y eut des combats de rue contre les nazis et la police qui les couvrait, le « Jungvolk » y participa activement aux côtés des patriotes. Il mérite d'être souligné que même dans cette situation, aucun contact ne s'établit avec les jeunes ouvriers organisés dans la « Communauté de travail sociale » (SAG) qui nous semblaient suspects. Il y eut par contre des contacts avec de jeunes juifs à orientation de gauche. Cette activité pro-autrichienne dura jusqu'au jour de l'entrée des troupes allemandes ⁴⁹.

15. **POUKAR Raimund**, conseiller aulique en retraite, conservateur-monarchiste :

La possibilité existait d'une défense commune, mais Schuschnigg était trop renfermé ; quant à l'indépendance, certainement 80 % de la population étaient pour elle. En ce qui concerne l'existence de la nation autrichienne, il y eut surtout un net renforcement du sentiment d'être différent des Allemands ⁵⁰.

16. **PROBST Otto**, dirigeant socialiste, 2^e vice-président du Conseil national autrichien (Parlement) :

Entre 1934 et 1938, je fus emprisonné à deux reprises, chaque fois pour un an ; en 1936, je fus co-accusé dans le grand procès intenté aux dirigeants socialistes (avec Jonas, Kreisky, Emhart, Sailer, etc.). A Noël 1937, je suis sorti de Wöllersdorf ⁵¹. En janvier 1938, j'adoptai tout d'abord une attitude attentiste pour voir venir les événements. Entre février et mars, beaucoup de gens virent la possibilité de se défendre grâce à la formation d'un front autrichien ; moi, j'appartenais plutôt aux sceptiques. Je pensais qu'une défense ne serait possible que si l'on arrivait à renverser Schuschnigg. Car Schuschnigg n'était pas apte à

49 Dossier de Hugo Pepper, remis à l'auteur en septembre 1972.

50 Conversation avec M. Poukar en septembre 1972.

51 Le camp d'internement de l'état autoritaire autrichien où furent détenus les adversaires du régime, de droite (nazis) et de gauche (socialistes et communistes) sur simple ordonnance de police.

organiser la défense, ce qui s'est montré par la suite. Schuschnigg n'a pas non plus informé l'opinion publique des « négociations » de Berchtesgaden. Malgré cela, je fus d'accord avec la décision (des socialistes) de voter Oui au référendum prévu, parce qu'il s'agissait de l'indépendance de l'Autriche. A cette occasion, il s'est avéré que les socialistes étaient pour l'indépendance autrichienne, et en effet il y eut par la suite une évolution nouvelle ⁵².

17. REICHHOLD Ludwig, ancien rédacteur en chef des « Österreichische Monatshefte », organe théorique du parti populiste, militant catholique :

En ma qualité de rédacteur en chef du journal « Österreichische Arbeiterzeitung » (anciennement Christlichsoziale Arbeiterzeitung), j'ai toujours préconisé à cette époque que l'indépendance de l'Autriche ne pouvait être défendue que sur une base démocratique, c'est-à-dire en incluant les forces de gauche notamment dans la lutte contre la subversion nationale-socialiste à l'intérieur. Entre février et mars 1938, j'ai vu la possibilité de rassembler dans un front commun de défense tous ceux qui pensaient en Autrichiens ; car le système existant n'aurait pas pu se maintenir sans une entente avec la gauche démocratique, à la suite de quoi les forces démocratiques du côté chrétien-social auraient repris le dessus dans leur propre parti. Si le référendum du 13 mars avait eu lieu, l'Autriche aurait pu reprendre la voie démocratique — bien qu'avec certaines modifications. J'ai exposé ce point de vue dans une série d'articles parus dans l'Österreichische Arbeiterzeitung (ÖAZ) et qui se termina en février 1938. Quant à la seconde partie de la question, qui concerne la nation autrichienne, la compréhension pour la valeur de l'indépendance de l'Autriche et ses valeurs spirituelles et culturelles n'avait nul besoin d'être développée chez moi, elle existait depuis longtemps ⁵³.

18. SCHARF Erwin, secrétaire du comité central du parti communiste, à l'époque militant socialiste révolutionnaire : Entre 1934 et 1938, la résistance contre l'anschluss restait pour moi du domaine de la lutte antifasciste et de la lutte de classe. Je ne doutais pas, en ces années-là, de la nationalité allemande des Autrichiens, et restais sceptique quant à un rassemblement des forces dites d'esprit autrichien. Les efforts du parti communiste autrichien en vue d'arriver à un front populaire me semblaient alors des illusions opportunistes ⁵⁴.

⁵² Conversation de M. Probst avec l'auteur, le 28 mars 1972.

⁵³ Lettre de M. Reichhold d'octobre 1973.

⁵⁴ Lettre de M. Scharf du 7 novembre 1973.

19. SIMON Joseph T., avocat, directeur d'une compagnie d'assurance : en 1934, c'en était fini de la démocratie en Autriche. Je ne pouvais voir — et je ne le peux toujours pas — qu'il y avait rapport entre la démocratie et l'indépendance de l'Autriche : l'austrofascisme était indépendant (de Mussolini ? Question de l'auteur), mais pas démocratique. Je me serais allié avec le diable contre l'anschluss, malheureusement un tel allié fit défaut. En février-mars 1938, il était trop tard. A cette époque, et surtout pendant ces semaines, j'ai défendu avec énergie l'indépendance de l'Autriche, j'ai même porté alors l'insigne du Front patriotique, mais surtout comme mesure de défense et de combat contre le fascisme le plus dangereux, le fascisme total qui avait une idéologie virulente, et non parce que je croyais à l'existence de « l'homme autrichien »⁵⁵.

20. SIMON Walter B., frère du précédent, professeur associé de sociologie à l'université de Vienne :

Entre le 12 février 1934 et le 12 février 1938, les socialistes autrichiens opprimés étaient dans une situation décourageante. Mais peu avant l'invasion allemande, beaucoup d'entre nous espéraient qu'en Autriche une coopération entre les paysans « noirs » et les ouvriers « rouges » permettrait de repousser l'hitlérisme⁵⁶.

21. SINOWATZ Fred, ministre de l'Education nationale :

Je note qu'en 1938 je n'avais que 10 ans. Mais je peux me souvenir que dans ma famille on rejetait l'anschluss avec l'Allemagne à cause de l'attitude antinazie de mes parents. Je sais aussi que mon oncle, qui était militant socialiste clandestin, habitait dans la maison de mes parents (à Neufeld an der Leitha, petit village près de la frontière hongroise au Burgerland, la province la plus orientale de l'Autriche ; n.d.a.), et qu'il participa, peu avant l'invasion allemande, à une réunion du conseil municipal où l'on délibéra d'une action commune de la municipalité d'alors (mise en place par le gouvernement autoritaire) avec les sociaux-démocrates clandestins⁵⁷.

22. SLAVIK Félix, ancien maire de Vienne, député socialiste, ancien résistant et interné politique :

On ne doit pas oublier que l'influence et le nombre des nationaux-socialistes en Autriche ont toujours été surestimés à l'étranger ; il faut également faire une distinction entre les nazis eux-mêmes. Il y eut des

55 Lettre de M. Joseph T. Simon du 14 décembre 1972.

56 Lettre de M. Walter B. Simon du 12 février 1973.

57 Lettre de M. Fred Sinowatz, datée fin septembre 1973.

nationaux-socialistes idéologiquement convaincus, et ceux qui se laissent guider par des considérations économiques lorsqu'ils souhaitent l'anschluss avec l'Allemagne. Par ailleurs, beaucoup de nationaux-socialistes convaincus n'aspiraient pas tant à l'anschluss qu'à un régime national-socialiste en Autriche. Entre 1934 et 1938, la volonté de résistance s'est considérablement renforcée dans les couches non-nazies de la population : dans sa majorité le peuple ne voulait pas d'un rapprochement trop étroit avec l'Allemagne ⁵⁸.

23. STROER Alfred, secrétaire confédéral de l'OeGB (Confédération syndicale), militant socialiste :

Il est évident qu'à l'époque nous percevions déjà les liens qui existaient entre l'écrasement du mouvement ouvrier et de la démocratie par l'austro-fascisme d'une part, et l'affaiblissement de la position de l'Autriche face à l'Allemagne hitlérienne. Dès 1936, et même avant, nous savions que l'indépendance de l'Autriche était en danger et sérieusement menacée par l'Allemagne. En accord avec mes amis politiques dans les syndicats clandestins et avec les socialistes révolutionnaires, nous avons saisi toutes les occasions, soit dans l'entreprise, soit à l'intérieur du « Syndicat uni » de mener une lutte sur les deux fronts : à la fois contre l'austro-fascisme et contre le nazisme.

Dès 1934, la conviction s'est imposée à nous que le mouvement ouvrier clandestin aurait d'autant plus de succès dans la lutte contre le fascisme vert-blanc (les couleurs des Heimwehren, n.d.a.) et contre le fascisme brun (nazis), que les différents groupes clandestins se serreraient les coudes dans la lutte commune. Cette unité fut finalement obtenue ; sur le plan politique par l'unité d'action entre socialistes révolutionnaires et parti communiste, et syndicalement par la réunification organique des syndicats libres clandestins. A ce moment — entre 1934 et 1936 — l'adversaire principal était le Front patriotique au pouvoir et par conséquent aussi le gouvernement Schuschnigg. Les nazis n'ayant pas d'influence appréciable dans la classe ouvrière, les démêlés avec eux passaient un peu au second plan. Cet état de choses commença à changer à partir de 1936 et tout particulièrement de février 1938, lorsque Schuschnigg se rendit à Berchtesgaden. La direction de notre organisation clandestine tira immédiatement la sonnette d'alarme.

Dès lors nous fûmes conscients que l'existence même de l'Autriche était en jeu. Tout en n'ayant pas d'idée concrète sur le moyen qu'allait employer Hitler pour résoudre le problème que lui posait l'Autriche —

⁵⁸ Interview de M. Slavik accordée à l'auteur le 10 septembre 1971.

qui devait être le premier pays envahi par la Wehrmacht — nous ne doutions pas un instant que les nazis mettraient tout en œuvre pour bousculer notre pays.

Pendant ces journées, l'opinion générale de mes collègues de travail à l'entreprise était qu'il fallait entreprendre quelque chose pour l'indépendance de l'Autriche. Ainsi, je me souviens que dans mon entreprise la totalité des salariés signa la déclaration en faveur de l'Autriche indépendante.

Beaucoup de collègues participèrent aux manifestations qui eurent lieu au centre de la ville. Mais même dans cette situation, le « moment national » n'était pas au premier plan de nos préoccupations ; ce que nous voulions c'était repousser le nazisme et défendre l'indépendance de l'Autriche⁵⁹.

24. WITHALM Hermann, sous la II^e République dirigeant du parti populiste, vice-chancelier fédéral, député, à l'époque militant du Front patriotique :

En 1936, j'ouvris une étude de notaire à Poysdorf⁶⁰, et je devins chef d'arrondissement rural du Front patriotique ; en tant que tel, j'étais allergique au national-socialisme et entrepris un travail politique en conséquence. Me reconnaître Autrichien était pour moi une évidence depuis ma plus petite enfance : des personnalités éminentes du parti chrétien-social, des députés du Reichsrat et à la Diète basse-autrichienne, même Lueger en personne, fréquentaient la maison paternelle — mon père ayant été un spécialiste des questions de la politique communale. Très tôt j'eus conscience, dans les années trente, du danger qui menaçait l'Autriche ; pour bannir ce danger, il aurait fallu que sociaux-démocrates et chrétiens-sociaux se retrouvassent ensemble⁶¹.

POINTS COMMUNS ET POINTS DIVERGENTS

Notons tout d'abord que ces réponses sont extraites de documents — interviews, lettres ou manuscrits — plus complets, puisque chacune des personnalités interrogées a répondu soit à toutes, soit à une partie des questions posées, choisissant celles qui lui semblaient peu ou prou dignes d'un développement plus ou moins long. A côté des réflexions et souvenirs assez détaillés on trouve donc des remarques simples et

59 Manuscrit de M. Alfred Stroer remis à l'auteur en septembre 1973.

60 Petite ville au nord de Basse-Autriche dans une contrée viticole.

61 Entretien avec M. Withalm, le 27 mars 1972.

brèves⁶². Nous faisons également remarquer que la distribution politique, telle qu'elle apparaît dans les réponses, n'est pas de notre fait : nous nous sommes adressés, sans faire de choix politique, à environ 80 personnalités de tous bords ; une quarantaine d'entre elles a répondu dont 24 à la question se référant à l'époque de février-mars 1938. Nous ne pouvions pas non plus « orienter » les réponses, cela ressort de la grande variété que le lecteur aura constaté lui-même. Néanmoins, comme elles concernent toutes la même époque et le même problème crucial, il sera possible, non pas de tirer des conclusions, mais de grouper certains points essentiels.

Revenons à l'éventail politique : parmi nos correspondants, 13 font partie du camp socialiste, 8 du camp conservateur (aujourd'hui représenté par le parti populiste : Österreichische Volkspartei), 2 du parti communiste (dont un était socialiste à l'époque considérée ce dont il faut tenir compte dans l'appréciation de sa réponse) et un du parti dit libéral, FPÖ.

A cette répartition politique correspond — selon les origines — la ventilation sociologique suivante : professions libérales (avocats, professeurs, industriels, rédacteurs) 7, employés 7, ouvriers 5, diplomates 3, fonctionnaires 2.

Nous avons distingué cinq critères selon lesquels peuvent être classées les réponses : a) pour ou contre l'anschluss b) volonté d'union dans un front autrichien et possibilités entrevues d'organiser la défense, c) perspectives du référendum prévu, d) responsabilité de l'issue des événements de mars 1938 et e) approche de la question sur la nation autrichienne.

La première constatation à retenir est celle-ci : tous les correspondants, sans exception aucune, furent en 1938 contre l'anschluss ; leurs motivations étaient certes différentes, mais le fait est là et c'est un point commun de la plus haute importance, d'autant plus qu'on compte parmi eux un représentant du FPÖ (N° 09), donc d'un parti qui, aujourd'hui encore, nie l'existence d'une nation autrichienne et ne se reconnaît que dans la « communauté de langue et de culture allemande »⁶³.

62 Nous donnerons les réponses se référant aux autres époques dans les chapitres correspondants.

63 On pourra objecter que les anciens - ou actuels - partisans de l'anschluss n'ont pas eu la parole, mais c'est inexact. Nous nous sommes en effet adressés aussi bien à des personnalités dont nous savions qu'elles étaient à l'époque - et peut-être encore aujourd'hui - pour l'anschluss ; elles n'ont pas répondu.

Y eut-il la volonté et la possibilité de défendre l'indépendance de l'Autriche ? Ici, les réponses sont un peu plus nuancées ; en ce qui concerne la volonté, on constate toujours une quasi-unanimité : vingt « répondants » expriment cette volonté, deux n'ont pas d'opinion à ce sujet et chez les deux autres la réponse permet de supposer que manquait la volonté de défense. Mais la motivation de cette volonté diffère largement ; elle pouvait être d'ordre patriotique, idéologique, politique ou social. On pourrait croire que la différenciation suit strictement l'orientation politique des interrogés et que le clivage passe d'une part entre les conservateurs et les communistes qui avaient à la fois des motivations patriotiques et politiques, et d'autre part les socialistes qui furent contre l'anschluss pour des raisons sociales, idéologiques et aussi politiques ; mais une analyse un peu poussée fait ressortir que sur les vingt réponses qui indiquent une volonté de défense, 16 se reconnaissent rétrospectivement une volonté qu'on doit bien qualifier de patriotique, et parmi elles figurent aussi cinq socialistes (03, 10, 12, 14, 16).

Quant à la possibilité de rassemblement des Autrichiens, on constate des nuances assez sensibles ; pour la majorité, l'union de tous les Autrichiens — nazis exceptés — semble avoir été possible ; cette opinion se trouve de façon plus ou moins claire dans 18 réponses, trois seulement disent nettement que la foi dans un tel rassemblement manqua, tandis que trois n'expriment pas d'opinion à ce sujet.

Beaucoup plus sceptiques par contre sont les réponses concernant les possibilités réelles de défense : la majorité crut le délai imparti trop court, soit pour surmonter les difficultés politiques, soit pour des préparatifs militaires, et cela indifféremment de leur appartenance politique. Quinze réponses vont dans le sens du scepticisme, huit ne se prononcent pas et seul l'unique communiste de l'époque (07) crut non seulement à la possibilité d'union autrichienne, mais aussi à celle de résister effectivement.

Sans que la question ait été posée, nombreux furent nos correspondants qui se sont demandé qui fut responsable de cet état de préparation insuffisante de la défense ; cette fois encore on constate, sans que jouent les clivages politiques, que la plupart de ceux qui se sont interrogés estiment que ce fut le chancelier Schuschnigg. Ainsi, sur les 12 réponses où la question de la responsabilité est traitée, elle est attribuée huit fois (dont sept fois explicitement) à Schuschnigg, et quatre fois aux divisions politiques que socialistes et conservateurs ne parvenaient pas à surmonter ; on suppose donc, dans ces quatre cas, une responsabilité partagée.

Nombreux également sont ceux qui se sont prononcés sur les perspectives du référendum prévu par Schuschnigg, alors que là encore la question n'avait pas été posée. Comme pour le problème de la responsabilité, 12 réponses se préoccupent des perspectives, soit du référendum, soit en fonction des manifestations de la volonté populaire. Leurs auteurs expriment tous l'avis que la majorité des Autrichiens se serait prononcée pour l'indépendance.

Quant à la deuxième partie de notre question, celle qui concerne la compréhension pour l'existence de la nation autrichienne, 15 de nos 24 correspondants y ont répondu, plus ou moins clairement il faut le dire. Mais chez douze d'entre eux, la réponse peut être considérée comme positive : pendant ces quatre semaines, le sentiment d'être Autrichien s'accrut. Et des trois réponses « négatives » (11, 19, 23), deux au moins démontrent que leurs auteurs n'avaient pas assez réfléchi à la question ; ils furent pourtant, comme ils disent, des partisans résolus de l'indépendance (19, 23). L'un d'eux qui a « énergiquement défendu l'indépendance » ne vit pas, et ne voit toujours pas, le rapport entre démocratie et indépendance de l'Autriche, il ne crut pas — et ne croit toujours pas — à « l'homme autrichien ». On pourrait lui rétorquer — selon ce que l'on sait sur les difficiles négociations entre le gouvernement Schuschnigg et la délégation ouvrière — que si les organisations ouvrières avaient joui des droits démocratiques qu'elles furent obligées d'arracher, le front de défense autrichien se serait constitué plus rapidement et il n'aurait pas eu besoin de chercher comme allié le diable qui, d'ailleurs comme il dit, lui fit défaut. Quant au second (23), il conclut sa réponse par un propos contradictoire : « Le " moment national " n'était pas au premier plan de nos préoccupations ; ce que nous voulions, c'était repousser le nazisme et défendre l'indépendance de l'Autriche. » N'était-ce pas là une préoccupation hautement nationale ?

Quoi qu'il en soit, si nous voulons brièvement faire la synthèse des 24 réponses reçues à notre question, nous tirerons cinq conclusions :

1. En 1938, les Autrichiens étaient en grande majorité contre l'anschluss.

2. Ils avaient la volonté sincère de s'unir contre la menace hitlérienne, mais les difficultés qu'ils rencontrèrent à la suite du fossé politique creusé depuis février 1934 entre les principales couches de la population, les rendaient sceptiques, dans leur majorité, quant aux chances d'une défense effective, surtout dans un délai si bref de quatre semaines.

3. A cette époque, les Autrichiens (mais aussi Hitler) étaient convaincus que le référendum, s'il avait eu lieu, aurait donné une majorité allant de 60 à 80 % en faveur de l'indépendance.

4. Ils attribuaient au chancelier Schuschnigg une grande responsabilité dans l'évolution de la situation, mais étaient prêts néanmoins à le soutenir s'il résistait ; ils lui imputaient également une responsabilité grave dans l'annulation du référendum menant tout droit à la capitulation définitive.

5. Une certaine confusion existait dans la question nationale ; confusion qui s'explique par l'absence de « préoccupations face au moment national » ; néanmoins, un sentiment — encore sous-jacent — de la spécificité autrichienne apparut et grandit à mesure que le danger d'agression étrangère se précisa. Et les menaces hitlériennes furent ressenties comme des menaces venant d'une puissance étrangère.

Nous sommes donc fondés de dire que ce sondage rétrospectif confirme ce que nous avons exposé dans les pages précédentes, documents, mémoires, témoignages et publications à l'appui : les événements des quatre semaines du 12 février au 11 mars 1938 ont fait faire aux Autrichiens un grand pas en avant — le premier — dans leur prise de conscience nationale.

CHAPITRE III

FAIT ACCOMPLI, TROISIEME CAPITULATION, MISE AU PAS ET PREMIERS DESENCHANTEMENTS (12 mars - fin mai 1938)

L'entrée des troupes allemandes en Autriche — dans le cortège desquelles s'installa tout l'appareil administratif nazi : SS, SA, Gestapo, organisations du parti — créa un fait accompli : dès le 13 mars, Seyss-Inquart proclama à Linz la loi sur le rattachement à l'Allemagne¹, tout en désignant le pays comme *Land Österreich* du Reich. Cette occupation suscita un double phénomène : d'une part, les nationaux-socialistes furent emportés par une vague d'enthousiasme indescriptible et avec eux un grand nombre d'indécis et de romantiques du pangermanisme ; en outre, ceux qui espéraient voir la misère économique qui, depuis trop longtemps, plongeait le pays dans une crise matérielle et psychologique, disparaître enfin grâce à l'incorporation dans une entité économique plus grande. D'autres se rangèrent tout simplement du côté des vainqueurs.

De l'autre côté, dans les rangs des patriotes autrichiens, de tous ceux qui pendant quatre semaines avaient manifesté leur attachement à la patrie autrichienne, par antifascisme, par patriotisme ou par conviction religieuse, encouragés en cela par leurs évêques, ainsi que dans les milieux juifs qui se voyaient d'un seul coup livrés sans défense à leurs pires ennemis, survint un profond découragement qui dépassa parfois les limites du désespoir² et aboutit à une résignation amorphe

1 Cette « loi constitutionnelle fédérale » est en soi contradictoire, en effet son article I^{er} déclare : « L'Autriche est un Land du Reich allemand », et préjuge par conséquent de l'article II qui dit : « Dimanche 10 avril aura lieu un référendum libre et secret qui décidera de la réunification. » D'une réunification d'ores et déjà réalisée par la force armée !

2 Une vague de suicides témoigne de ce désespoir ; au cours de la première semaine de l'occupation, plus de 600 personnes mirent fin à leurs jours, 14 000 furent arrêtées, et 8 000 fonctionnaires révoqués pour des raisons politiques. Mais ces chiffres ne représentent que le début d'une vague qui alla en s'amplifiant, comme nous le montrerons dans les pages qui suivent.

devant la situation créée par le coup de force hitlérien, un sentiment général d'être désormais pris dans une souricière.

Ce choc qui galvanisa les nazis et ce traumatisme qui mortifia ceux qui ne l'étaient pas expliquent, pour une grande part, « l'accueil enthousiaste » fait à Hitler, d'abord à Linz puis à Vienne. Mais d'autres facteurs existèrent dont il sera question par la suite.

Le revirement de l'opinion publique, comme la prise en main de l'appareil de l'Etat, étaient organisés de longue date par un noyautage systématique. Bien que certains auteurs croient pouvoir affirmer que les nazis n'étaient pas bien préparés à l'annexion³, il nous semble que le flot d'ordonnances émises, parfois contradictoires, ne provenait pas d'un manque de préparation mais plutôt d'un trop-plein d'appétit, d'ambitions, de conceptions théoriques aussi, dont leurs auteurs voulaient imposer la réalisation ; en fin de compte, ce furent toujours Hitler lui-même ou son Reichskommissar-gauleiter de la première heure, Bürckel, qui imposèrent leurs vues et leurs volontés.

MISE AU PAS ET DEMAGOGIE

Le ton des journaux viennois du 12 mars témoigne du degré du noyautage nazi effectué pendant les années précédentes : les ultimatums répétés de Berlin, la pression ininterrompue sur le chancelier Schuschnigg, les actions de plus en plus terroristes des nazis autrichiens furent ainsi résumés par un journal à réputation jusque-là libérale et pro-autrichienne : *Bouleversement en Autriche*. « Dans la journée d'hier, des événements fatidiques se sont déroulés en Autriche. Tôt dans l'après-midi le bruit s'était répandu que le référendum fixé pour le 13 de ce mois serait ajourné à la suite d'une intervention du Reich allemand. A sept heures du soir, le chancelier fédéral, Dr von Schuschnigg, parla à la radio et fit savoir qu'il s'était décidé, après délibération avec le président fédéral, à ajourner le référendum. En même temps, le Dr von Schuschnigg fit ses adieux à la population. Lorsque ces événements furent connus, il s'en suivit à Vienne et dans les capitales des Länder des manifestations nationales-socialistes. Dans différentes villes, les formations de SA et de SS furent intégrées aux forces de l'ordre pour assurer avec elles le maintien de l'ordre public. Tard dans la soirée, la

3 Ces tendances sont exposées par Gerhard Botz dans sa remarquable étude *Die Eingliederung Österreichs in das Deutsche Reich*, Wien, 1972, qui donne de multiples et précieuses informations sur le processus de l'incorporation de l'Autriche dans la machine étatique et économique du III^e Reich ; mais ce processus n'était pas exempt de mesures contradictoires, résultat des rivalités et des différentes conceptions des chefs nazis chacun voulant se tailler la part du lion de pouvoir dans le pays conquis.

radio annonça que le président fédéral avait confié au ministre fédéral Dr Seyss-Inquart la direction des affaires gouvernementales. A une heure et demie du matin, du haut du balcon de la chancellerie fédérale sur la Ballhausplatz, et après une allocution de l'ingénieur Reinthaller⁴, le conseiller d'Etat Dr Jury⁵ proclama la formation du nouveau gouvernement. A deux heures, la radio diffusa le communiqué suivant : A l'occasion de cette journée historique, le peuple allemand est invité à hisser les drapeaux à croix gammée et aux couleurs rouge-blanc-rouge. Le chancelier fédéral décrète qu'aujourd'hui toutes les écoles vaqueront. Dès une heure moins le quart, la radio avait annoncé que l'adjoint au maire, le commandant Lahr, était chargé des fonctions de maire de Vienne⁶. »

Ainsi fut annoncé en des termes lénifiants la disparition de l'Autriche qui se déroula selon un scénario réglé à l'avance : les nouveaux maîtres avaient été mis en place par le régime dont ils avaient préparé la chute et auquel ils succédaient ou, à vrai dire, croyaient succéder.

Les véritables maîtres n'étant pas assurés que leurs fondés de pouvoir pourraient garder cette maîtrise, Hitler lui-même fit proclamer par son porte-parole Goebbels, le 12 mars à 12 heures : « ... Depuis ce matin, les soldats de la Wehrmacht allemande passent toutes les frontières de l'Autriche allemande. Les formations blindées, les divisions d'infanterie et les unités SS sur terre, et la Luftwaffe (forces aériennes) allemande dans le ciel bleu, appelées par le nouveau gouvernement national-socialiste de Vienne, seront les garants de ce que le peuple autrichien aura, dans les plus brefs délais, et grâce à un véritable référendum, la possibilité de disposer de son avenir et, par là, de son destin... Ces unités militaires sont soutenues par la volonté et l'esprit de décision de toute la nation allemande⁷... »

Cela s'était passé le 12 mars. Après avoir préjugé, dès le 13 mars, du sort de l'Autriche dont le peuple devait disposer, grâce à un « véritable référendum », et avoir créé cette ambiance auparavant chauffée par les appels, proclamations, manifestations et pressions, quel sens pouvait avoir un référendum fixé à un mois plus tard ? Si le 12 mars la popu-

4 Reinthaller était un dirigeant soi-disant « modéré » du parti nazi illégal qui, depuis toujours, avait également des accointances avec le régime austro-fasciste, avec Dollfuss notamment ; ce qui ne l'empêcha pas d'animer l'action clandestine des nazis de 1933 à 1938 ; il fut ministre de l'éphémère cabinet de Seyss-Inquart.

5 Dr. Hugo Jury, également gauleiter du parti nazi illégal en Autriche, puis ministre de Seyss-Inquart, finalement, pour un temps, gauleiter de Basse Autriche, rebaptisée Niederdonau.

6 *Neues Wiener Tagblatt*, 12 mars 1938.

7 D'après *Neues Wiener Tagblatt* du 13 mars 1938.

lation était encore invitée à hisser, à côté des drapeaux à croix gammée, le drapeau autrichien rouge-blanc-rouge, si Goebbels avait insisté lourdement sur l'appel que le gouvernement autrichien avait prétendument lancé ⁸, le 15 mars, la lecture des événements était déjà toute différente. On leva le premier coin du voile qui, pendant un moment encore, devait cacher la triste réalité. La presse pouvait titrer : *Des fonctionnaires allemands à Vienne* : « Dès le passage de la frontière par les troupes allemandes, suite à la demande de l'ancien gouvernement fédéral autrichien, le Reichsführer SS et chef de la police allemande, *Heinrich Himmler*, est arrivé personnellement à Vienne le samedi (12 mars) à 5 heures du matin. Il était accompagné du chef de la police de sûreté, SS-Gruppenführer *Heydrich* et du SS-Gruppenführer *Wolff*. Le Reichsführer SS et ses collaborateurs, ainsi que le SS-Gruppenführer *Keppler*, déjà à Vienne en mission spéciale pour le Führer, sont donc les premiers représentants du pouvoir national-socialiste du Reich sur le sol autrichien. Immédiatement, et selon le désir du gouvernement fédéral autrichien, ils ont pris toutes les mesures pour maintenir l'ordre — en accord avec les autorités policières autrichiennes. Avec les unités de la Wehrmacht et les troupes d'intervention SS, des forces de police allemande, dans une action unique quant à la manière et à son étendue, ont passé la frontière. Dans un délai de 24 heures, le chef de la police d'intervention, le SS-Obergruppenführer *Daluege* avait mis en état d'alerte 16 000 hommes de la police d'intervention provenant de tous les *Gaue* du Reich, et qui, formés en cinq colonnes de marche, avancèrent sans relâche de jour et de nuit à partir de leurs casernements dans le Reich jusqu'aux lieux qui leur avaient été assignés. Les forces de police en uniforme et les forces de la police de sécurité ont occupé immédiatement les postes de police et de gendarmerie. L'épuration de la police autrichienne a été immédiatement entreprise, en vertu de la loi du Reich sur la régénération de la fonction publique. Tous les fonctionnaires et officiers peu sûrs, dans la mesure où ils n'étaient pas déjà en état d'arrestation, ont été relevés de leurs services et mis en disponibilité ⁹. »

L'accord et la collaboration avec les fonctionnaires autrichiens s'exprimèrent donc ainsi : occupation de tous les postes de service, épuration, révocations et arrestations massives de tous les fonctionnaires suspects de vouloir rester fidèles à l'Autriche, c'est-à-dire au serment qu'ils avaient prêté.

8 Au procès de Nuremberg, Seyss-Inquart a formellement nié avoir envoyé le télégramme incriminé, ce qui fut indirectement confirmé par Goering qui déclara qu'envoyé ou pas, le télégramme n'avait en vérité aucune importance puisque l'invasion était de toute façon décidée.

9 Edition de midi du *Neues Wiener Tagblatt*, 15 mars 1938.

LE DÉMANTELEMENT DE L'ADMINISTRATION AUTRICHIENNE

Le quarteron de dirigeants nazis, arrivé par avion dans la matinée du 12 mars, ne suffisait évidemment pas à la tâche que lui avait assignée Hitler : démanteler tout l'appareil administratif autrichien en le remplaçant par une administration nazie entièrement dévouée au III^e Reich allemand et en installant à tous les postes-clé des fonctionnaires « sûrs ». Suivant un rythme accéléré, tous les domaines de la vie furent ainsi remodelés : la presse et la radio — instruments de choix de l'art de gouverner du III^e Reich —, la vie culturelle, l'économie, les administrations civiles et judiciaires, la vie des associations privées, rien n'échappa à l'attention du plénipotentiaire du Reich, Bürckel, et du Reichsführer SS, Himmler, et de leurs séides.

La première démission — et c'était un symbole — fut celle du directeur du Burgtheater, *Hermann Röbbling*, pourtant Allemand et qui dirigeait la scène prestigieuse depuis 1931. Il fut remplacé par l'écrivain *Mirko Jelusich*, auteur de romans historiques et membre du parti nazi illégal. Le 14 mars, fut nommé le nouveau maire de Vienne (l'ancien ayant été arrêté), *Hermann Neubacher*, qui eut pour premier adjoint le gauleiter (provisoire) de Vienne, *Franz Richter*¹⁰. L'un et l'autre n'allaient pas tarder à être remplacés par des Allemands.

Même la « Société viennoise des sauveteurs volontaires » (*Wiener Rettungsgesellschaft*), autrement dit les services de secours d'urgence et ambulanciers, reçut, dès le 13 mars, un nouveau directeur ; le même jour tous les médecins (juifs) en service furent remplacés par des médecins aryens. Le 15 mars, l'institut d'éducation populaire *Urania* se vit également pourvu d'un nouveau directeur, un nazi éprouvé, tandis que l'ancien directeur était arrêté. La direction de la Bibliothèque nationale fut confiée à un fonctionnaire de la bibliothèque nationale prussienne de Berlin¹¹.

Plus importante que ces nominations individuelles — très nombreuses cependant et qui allaient rapidement s'étendre aux Länder

10 Neubacher avait été le chef du mouvement pour l'anschluss, fondateur de l'Union populaire germano-autrichienne et directeur du siège pour l'Europe centrale du trust I.G.-Farben.

11 Il serait fastidieux de poursuivre cette énumération. Bürckel lui-même, le Commissaire du Reich pour l'incorporation de l'*Ostmark* - ce fut le nom, tout à fait provisoire, donné à l'Autriche - venait du Palatinat et avait emmené avec lui tout son état-major allemand. Cette politique, de faire occuper des fonctions importantes par des Allemands venus du Reich allait contribuer à créer un réflexe « antiprussien », puisque pour les Autrichiens tout Allemand, fût-il Bavaïrois, n'était plus désormais qu'un « Prussien ». Nous allons revenir à cette question.

— fut la mise au pas des institutions elles-mêmes. Dès le 14 mars, l'armée autrichienne fut incorporée dans l'armée allemande : tout d'abord les généraux furent contraints à la prestation de serment sur le nom du Führer, puis la troupe, et dans toutes les garnisons eurent lieu les saluts au drapeau nazi et les cérémonies du serment. Le lundi 14 mars à 20 heures, toute l'armée autrichienne avait prêté serment, put annoncer fièrement le *Völkischer Beobachter*, organe du parti national-socialiste ¹². Le même jour, la radiodiffusion autrichienne fut rattachée au département 7 de la direction régionale — Autriche — du N.S.D.A.P., et cette réduction à un simple organe provincial d'exécution fut assortie du commentaire suivant : « La radiodiffusion austro-allemande reconnaît la grandeur de l'heure qui nous a réunis, nous les Allemands de l'Ostmark, aux frères du Reich. Désormais elle collaborera avec les émetteurs du Reich allemands dans un esprit de fidèle camaraderie ¹³. »

Le 14 mars également, les jeunesses hitlériennes prirent possession des auberges des scouts, des jeunesses autrichiennes et des amis de la nature ¹⁴.

Dès cette date, les jugements ne furent plus rendus « au nom de l'Etat fédéral d'Autriche », mais « au nom du peuple allemand », première mesure « d'harmonisation » de la jurisprudence avec celle du « peuple allemand ». Du même coup, tous les juges et procureurs juifs ou demi-juifs furent relevés de leurs postes, et l'accès au barreau ou au notariat fut interdit aux juifs et aux demi-juifs ¹⁵.

A Salzbourg, la nouvelle administration fut particulièrement efficace : tous les conseils municipaux du Land furent dissous, les maires relevés de leurs postes, et les sous-préfets (Bezirkshauptleute) invités à nommer leurs remplaçants, en accord avec les directions provinciales du N.S.D.A.P. Là encore, il est impossible de donner tous les détails : des milliers de personnes furent, dans ces jours, relevées de leurs postes — administrateurs, officiers de police et de l'armée, juges, médecins, maires, fonctionnaires de toute sorte, soit parce qu'ils étaient partisans de l'ancien régime autrichien, soit parce qu'ils étaient simplement juifs, ou suspects d'opinions politiques autres que nationales-socialistes ¹⁶.

¹² *Völkischer Beobachter*, 15 mars 1938.

¹³ *Neues Wiener Abendblatt*, 14 mars 1938.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Kleine Volkszeitung*, 15 mars 1938.

¹⁶ Ce démantèlement de l'appareil d'Etat autrichien ressort clairement d'une statistique publiée immédiatement après la libération de 1945 - et donc nécessairement incomplète - par les nouvelles instances autrichiennes. Selon cette statistique, il y eut plus de 16 000 révocations de fonctionnaires dont

Les 16 000 policiers amenés sur ordre de Himmler commencèrent également à procéder aux arrestations. Dans les rues, des actes terroristes frappèrent — sans véritable discernement — de nombreux passants, et les sévices les plus indéfendables furent attribués, par les autorités nazies, à des « éléments criminels » ou à des communistes déguisés en SA et SS. En quelques jours, l'infrastructure de l'ancien état autrichien se trouva disloquée et on ne peut pas dire que cette action fulgurante ait manqué de préméditation.

Cependant, comme nous l'avons constaté, les nationaux-socialistes avaient auparavant noyauté les institutions autrichiennes, notamment la police, la justice et l'université. Ce qui explique la rapidité avec laquelle tous les policiers autrichiens furent pourvus, dès le 12 mars, de brassards à croix gammée, et tous les bâtiments publics purent hisser partout les drapeaux nazis.

L'ancien secrétaire d'Etat autrichien à la Sécurité notamment, le Dr *Skubl*, se proclama féal du Führer, et avec lui de nombreux juges, procureurs, avocats — Seyss-Inquart lui-même était avocat de profession —, et des autorités universitaires. Ainsi, tandis que le recteur de l'université de Graz, le professeur *Josef Dobretsberger*, démissionnait de sa fonction en signe de protestation, démission acceptée avec empressement par le « sénat académique » composé pour la plupart de nationaux-socialistes fanatiques, le recteur de l'université de Vienne et le sénat académique de cette université adressaient une lettre d'allégeance au « chancelier fédéral » Seyss-Inquart : « L'université de Vienne, poste avancé de la culture allemande, vous adresse ses félicitations à l'occasion de votre accession au gouvernement, et vous assure, ainsi que les membres du haut gouvernement, de l'entier dévouement et de la plus grande fidélité de l'université de Vienne ¹⁷. »

Le clergé catholique, dans la personne de son plus haut représentant, se hâta de faire acte d'allégeance à Hitler et c'est ainsi que dès le 16 mars, on pouvait lire la notice suivante dans les journaux de

environ 6 000 qui avaient occupé des postes dirigeants. Les chiffres de révocations suivants furent indiqués à titre d'exemples :

Chancellerie fédérale	238
Services de sécurité	3 600
Justice	1 035
Education nationale	2 281
Finances	651
P. T. T.	1 467

sans compter les révocations dans les administrations provinciales et locales. Voir : *Rot-Weiss-Rot-Buch*, Wien, 1946, p. 77.

¹⁷ *Neues Wiener Tagblatt*, 13 mars 1938.

Vienne passés, eux aussi, avec une remarquable souplesse dans le camp des vainqueurs du jour : « ... Le cardinal-archevêque de Vienne, le Dr Innitzer, s'est rendu mardi à l'hôtel Imperial où réside le Führer, pour exprimer à celui-ci sa joie quant à la réunion de l'Autriche allemande au Reich, et manifester la volonté des catholiques autrichiens de collaborer activement à l'œuvre de reconstruction allemande¹⁸. »

On peut voir dans la combinaison des deux facteurs décrits une des raisons de l'enthousiasme bruyamment manifesté par un grand nombre d'Autrichiens dans les premiers jours de l'occupation : à savoir la disparition brutale de toute la classe politique autrichienne connue du peuple, que ce fussent les tenants du régime austro-fasciste, des catholiques d'opposition, des sociaux-démocrates ou des communistes, et d'autre part la hâte avec laquelle certaines autorités, telles l'université et la hiérarchie catholique, saluèrent cette « réunification » qui, bientôt, allait s'avérer être une annexion pure et simple. Si l'on ajoute à ces deux facteurs l'absence totale de réaction internationale¹⁹ au coup de force perpétré contre l'Autriche, les Autrichiens étaient en droit de croire qu'il s'agissait là d'un fait accompli approuvé par la communauté internationale, donc d'une situation qui allait durer, et l'opportunisme aidant, qui est un trait très répandu du caractère national autrichien un grand nombre d'Autrichiens se crurent politiquement et moralement fondés de faire la paix avec le nouveau régime et de le manifester. D'ailleurs, ces premières courbettes des autorités morales citées plus haut n'en laissaient-elles pas prévoir d'autres aux conséquences autrement importantes ?

Les nouveaux maîtres ne négligèrent aucun effort pour gagner effectivement l'adhésion de la population : à grand renfort de discours démagogiques, les dirigeants nationaux-socialistes, Hitler et Goebbels en tête, promettaient « aux frères de l'Ostmark allemande » la fin de toutes leurs misères et notamment du chômage ; tout le monde allait être mieux logé, obtiendrait une situation adéquate à ses mérites, la « Volksgemeinschaft » deviendrait enfin une réalité. Il suffisait de se débarrasser des juifs et des bolcheviques, causes de tous les malheurs. Qu'importait que le nombre des logements des juifs chassés suffît à peine aux appétits les plus urgents, tout comme les postes et affaires arianisés ; pour le moment, il s'agissait d'aller vers le « véritable référendum » annoncé par Goebbels et préparé par Bürckel qui avait fait ses preuves, en 1935, lors du référendum dans la Sarre.

18 *Neues Wiener Tagblatt*, 16 mars 1938.

19 A l'exception du Mexique, et par la suite de l'U.R.S.S., du Chili, de la Chine et du gouvernement en exil de la République espagnole.

DISCOURS, SOUPE POPULAIRE ET TERREUR

Dans le style grandiloquent qu'il affectionnait, Hitler ouvrit la série des discours démagogiques lors du premier rassemblement de masse nazi sur la Heldenplatz de Vienne, le 15 mars 1938, en attribuant à l'Autriche, en train de disparaître par sa volonté, une mission spéciale : « J'assigne désormais à ce pays une nouvelle mission. Elle correspond à la loi qui, jadis, a fait venir les colons allemands de tous les *Gaue* de l'ancien Reich. La plus ancienne marche de l'Est du peuple allemand doit, à partir de maintenant, devenir le plus jeune bastion du peuple allemand et par là du Reich allemand (puissants cris Sieg-Heil). Pendant des siècles, dans les époques agitées du passé, tous les assauts de l'Est se sont brisés devant les frontières de l'ancienne Marche. Et maintenant, pour des siècles, pour un avenir sans fin, elle doit redevenir le garant d'airain de la sécurité et de la liberté du Reich allemand (bruyants cris d'assentiment)²⁰... » Ce discours pouvait donner des frissons prémonitoires sur le sort que le Führer préparait à ce pays dans un avenir non pas lointain, mais tout proche. Mais l'heure était à la démagogie et aux promesses.

L'action la plus primitive fut celle du « train de secours bavarois » (*Bayrischer Hilfszug*) envoyé en Autriche pour dispenser le fameux « Eintopfgericht » (plat unique, sorte de ratatouille à l'allemande) à la population économiquement faible. On pouvait lire : « Sur ordre du haut commandement de la 8^e armée, un plat unique — Eintopfgericht — sera distribué à l'issue de la parade des troupes devant le Führer et chef suprême de la Wehrmacht, et cela dans les environs immédiats de la place de parade (Heldenplatz). La distribution des 25 000 portions sera gratuite. Le plat unique est avant tout destiné à la population la plus défavorisée. La confection du plat est l'affaire du *Hilfszug Bayern*, qui fournit également les récipients nécessaires²¹... »

Au même moment — la frontière étant abolie — des centaines de ménagères munichoises débarquaient sur les marchés de Salzbourg pour acheter en quantités et à bon marché — le cours de change ayant été modifié au désavantage du schilling — des marchandises de qualité qui depuis longtemps avaient disparu des boutiques allemandes.

Plus subtiles que la distribution d'une soupe populaire occasionnelle furent certaines tentatives politiques des nationaux-socialistes en vue de gagner la faveur des travailleurs, et notamment des délégués

20 D'après *Neues Wiener Abendblatt*, 15 mars 1938.

21 *Kleine Volkszeitung*, 15 mars 1938.

d'entreprises dont on savait qu'ils étaient toujours, en grande majorité, socialistes et, pour certains, communistes. Dans un rapport sur la démagogie nazie face aux ouvriers on peut lire que pendant les premières semaines de la domination nationale-socialiste, les fonctionnaires nazis soignèrent tout particulièrement les délégués connus comme socialistes ou communistes qui, souvent, touchèrent des indemnisations ou des primes pour les dommages qu'ils avaient subis sous le régime précédent. En particulier, la municipalité de Vienne réembaucha des tramonts qui avaient été révoqués pour leur participation aux combats de février 1934, des chômeurs furent réinscrits dans les caisses d'allocations dont ils étaient radiés depuis longtemps, les allocations furent augmentées, abrogé l'impôt très impopulaire sur les bicyclettes ; dans les grandes entreprises, des dispositifs pour améliorer la sécurité, revendiqués depuis longtemps par les ouvriers, furent installés, de même que des douches avec distribution de serviettes de toilette, comme mesures d'hygiène. On rappela même d'émigration des membres du Schutzbund républicain pour leur rendre solennellement leur emploi. Des délégués socialistes et communistes furent invités à participer aux premiers voyages de l'organisation de loisirs « Kraft durch Freude », et il leur fut difficile de s'y soustraire. Il est vrai que ces voyages dans le « Altreich » (le Reich d'avant l'anschluss) eurent souvent un résultat contraire à celui escompté par les instigateurs. Malgré l'art du camouflage extrêmement développé chez les nazis, certains pressentirent ce que cachait le rideau de propagande qu'on déroulait devant eux ²².

Il serait erroné de nier toute efficacité à cette démagogie ; pendant trop longtemps les travailleurs avaient souffert du régime austro-fasciste, du chômage, de salaires trop bas pour que certaines couches ne soient pas sensibles à cette propagande souvent accompagnée de réalisations. Mais, dans l'ensemble, la classe travailleuse ne se laissa pas impressionner ; trop d'indices éveillaient sa vigilance et sa méfiance et notamment la manière dont le gauleiter Bürckel préparait le référendum fixé au 10 avril.

Rien ne fut négligé, ni la terreur brutale, ni la propagande, ni les pressions plus occultes.

La terreur d'abord : Le « Reichskommissar » Bürckel corseta et quadrilla le pays, le dotant d'une armature d'organisations nazies de toute sorte, de la gestapo au *Blockwalter* (responsable d'un pâté de

22 D'après *Der sozialistische Kampf* (La lutte socialiste) édité à Paris par Otto Bauer, n° 1, 2 juin 1938, p. 22-23.

maisons) qui permettait de recenser les faits et gestes de chaque « Volks-genosse » ; il laissa se dérouler dans les rues des scènes de terreur, faisant nettoyer les trottoirs par des juifs ou d'autres « suspects », organisant des « Spiessrutenlaufen » (fustigations) de personnes qualifiées d'ennemis de l'Etat, les SA obligeant ces personnes à parcourir les rues en portant des pancartes déshonorantes, mais surtout en procédant, par SS et Gestapo interposés, à des arrestations massives dont le nombre atteignit bientôt 70 000 au 1^{er} avril, c'est-à-dire quinze jours à peine après l'annexion : fonctionnaires du front patriotique de Schuschnigg, sociaux-démocrates, anciens membres des milices patriotiques (Heimwehren), communistes, et surtout des juifs dont les biens étaient convoités et confisqués par de « vieux combattants » du nazisme qui faisaient ainsi récompenser leurs services antérieurs. Souvent, ces actions prirent un caractère si scandaleux que les nouvelles autorités elles-mêmes les attribuèrent à des « éléments criminels » ; par la suite, elles tentèrent d'édicter certaines règles pour les spoliations connues sous le nom « d'aryanisations ».

Le 1^{er} avril, le premier « transport » de détenus « éminents » fut envoyé à Dachau. De nombreuses personnalités connues en faisaient partie, comme le maire de Vienne, *Schmitz*, le dirigeant paysan *Josef Reither*, ancien chef du gouvernement du Land Basse-Autriche, le social-démocrate *Robert Danneberg*, le futur chancelier *Leopold Figl* et le futur sénateur de la ville de Vienne pour les Affaires culturelles, *Viktor Matejka*. Ceux des citoyens suspects qui ne furent pas arrêtés ni exclus collectivement du droit de vote, comme les juifs, furent avisés, par une lettre de la mairie, qu'en vertu de la loi du 15 mars et de l'opposition manifestée par d'autres citoyens, ils ne seraient pas autorisés à voter ²³.

23 La municipalité de Lienz (Osttirol) écrivait, le 1^{er} avril 1938 à Alois Höller : « Par la présente vous êtes informé qu'en vertu de la loi du 15 mars 1938, ordonnance du gouvernement fédéral concernant l'organisation du référendum du 10 avril 1938, § 2, lit. c. vous n'avez pas le droit de vote. Heil Hitler ! Le Maire.

Un autre « Bescheid » (arrêté) de la municipalité de Freistadt, en Haute-Autriche, adressé à Monsieur Ludwig Hermentin en date du 30 mars 1938 dit ce qui suit : « Objection a été faite contre votre inscription sur la liste électorale pour le référendum du 10 avril 1938, en arguant que vous n'avez pas le droit de vote conséquemment à votre attitude hostile démontrée à l'égard du nationalsocialisme. »

Ces documents se trouvent au Centre de documentation de la résistance autrichienne dont nous désignerons les documents par le sigle DÖW. Il va de soi qu'en éliminant à l'avance tous ceux dont on pouvait attendre un vote négatif, le résultat du référendum ne pouvait apporter de surprises désagréables aux nationaux-socialistes.

Le terrain fut ainsi déblayé et tout le pays soumis à une vague de propagande qui faisait à l'avance apparaître tout vote négatif comme un acte de folie, dénué de sens et dangereux pour celui qui l'émettrait. Dans leurs discours, les dirigeants du III^e Reich ne laissaient pas douter que l'annexion étant d'ores et déjà entrée dans les faits, elle ne serait en aucun cas annulée.

Hitler avait donné le ton, le 25 mars dans un grand discours à Königsberg où il exposa tout d'abord les raisons de l'entrée des troupes allemandes en Autriche. Parlant du référendum fixé au 13 mars par Schuschnigg, Hitler déclara : « Il était clair que si cette duperie avait réussi, le monde entier aurait froidement constaté : maintenant, ce régime est légalisé. » Ainsi, Hitler faisait consciemment l'amalgame entre un vote en faveur du régime et celui, réellement à l'ordre du jour, pour le maintien de l'indépendance de l'Autriche. C'est pour défendre l'indépendance que toutes les formations politiques — y compris l'opposition ouvrière de gauche — avaient appelé à voter pour le Oui. Le vote, sans aucun doute largement positif, aurait par contre rendu impossible d'attenter à l'existence de l'Autriche en avançant un semblant de légalité ; c'est justement pour cette raison que Hitler avait ordonné l'invasion. Dans son discours de Königsberg (aujourd'hui Kaliningrad), il indiqua clairement les raisons pour lesquelles il avait procédé immédiatement au rattachement de l'Autriche, sans attendre le référendum fixé par lui-même au 10 avril :

« Quel émerveillement de voir en ces jours... comment notre mouvement a *occupé* (c'est nous qui soulignons), en quelques heures, un état tout entier, comment tous les visages, jusque-là soucieux, des nationaux-socialistes rayonnent maintenant du bonheur d'avoir pris en main le pouvoir public... C'est sous le coup de cette impression immense que je me suis décidé à ne pas attendre jusqu'au 10 avril, mais à réaliser immédiatement cette union... Et j'ai osé parce que je pressentais ; ma foi ne sera pas démentie le 10 avril prochain... J'ai donc donné l'ordre d'avancer... surtout parce que je voulais montrer au monde qui nous entoure que sur ce problème *on ne discute plus !* Car nous, nationaux-socialistes, nous le jurons aujourd'hui, comme dans le passé : *ce que nous avons pris une fois, nous ne le lâcherons plus jamais !* »

Cette citation, que nous tirons de l'organe, clandestin à l'époque, du parti communiste autrichien *Weg und Ziel*, fut accompagnée du commentaire suivant : « Ces éclaircissements de M. le chancelier du Reich sont en effet absolument convaincants : ses intentions à l'égard de l'Autriche ne lui permettaient pas d'attendre le vote du 13 mars, d'attendre non plus jusqu'au 10 avril, mais au contraire l'incitaient

à réaliser immédiatement le rattachement par la force de l'Autriche au Reich allemand, car, comme il le dit, « ce qu'on possède une fois, on ne le lâche plus ²⁴ ».

LA TROISIÈME CAPITULATION : LES RALLIEMENTS

La démagogie des organisations nationales-socialistes avait pu susciter le ralliement d'un nombre relativement faible de travailleurs — surtout parmi des jeunes et des chômeurs comme nous l'avons dit —, mais la masse des ouvriers ne fut pas impressionnée outre mesure par les promesses et réalisations des nazis, faites dans l'enthousiasme de la première heure et dont les effets à long terme étaient incertains. De même chez les paysans, le fond catholique était solide et ne laissait guère prévoir de revirements en masse auxquels tendaient plutôt les couches moyennes des villes, les fonctionnaires et les intellectuels depuis longtemps influencés par les théories pangermanistes.

Dans cette situation déjà marquée par la démagogie et la répression exercées par le nouveau régime, bien qu'encore assez fluctuante du point de vue politique, deux événements allaient impressionner fortement les milieux hésitants dont il fallait gagner les voix pour le Oui au référendum du 10 avril : les catholiques et les travailleurs.

Le 29 mars, l'opinion publique eut connaissance de trois documents rédigés par les plus hauts dignitaires de l'Eglise catholique en Autriche, documents qui devaient exercer une grande influence sur le comportement des catholiques au moment du vote.

Le 18 mars, les évêques autrichiens avaient rédigé la *Déclaration solennelle* suivante :

De par notre conviction la plus profonde et de par notre volonté librement exprimée, nous soussignés, évêques de la province ecclésiastique d'Autriche, déclarons face aux grands événements historiques dans l'Autriche allemande : Nous reconnaissons avec joie que le mouvement national-socialiste, dans le domaine de la reconstruction « völkisch » (de la race allemande) et économique, de même que dans celui de la politique sociale, a réalisé et réalise des performances excellentes pour le Reich et pour le peuple allemand, et notamment pour les couches les plus pauvres de la population. Nous sommes également convaincus que grâce à l'action du mouvement national-socialiste le

²⁴ Extrait de l'article *Österreich und seine Zukunft*, de F. Schilling, dans *Weg und Ziel*, organe théorique du parti communiste autrichien, n° 3/4, mars-avril 1938, Prague.

danger du bolchevisme destructif et athée a été repoussé. Les évêques accompagnent cette action pour l'avenir de leurs meilleures bénédictions et exhortent également les fidèles dans ce sens. Au jour du référendum, il va de soi que nous, évêques, considérons comme un devoir national de faire en tant qu'Allemands, profession de foi en faveur du Reich allemand, et nous attendons également de tous les chrétiens croyants qu'ils sachent ce qu'ils doivent à leur peuple. Vienne, le 18 mars 1938. Suivent sept signatures.

Huit jours à peine avaient donc suffi pour que les évêques, qui auparavant avaient toujours fait profession de foi autrichienne, reconnaissent les mérites du national-socialisme, notamment dans le domaine « *völkisch* » donc racial, qu'ils lui expriment leur reconnaissance d'être un rempart contre le « bolchevisme » et qu'ils se reconnaissent allemands et non plus autrichiens. En matière de souplesse de caractère, ils pouvaient donner des leçons à leurs collègues allemands qui, eux, se trouvaient depuis 5 ans sous la férule nazie sans avoir fait un tel acte de soumission dépourvu de toute dignité et qui plongeait le peuple chrétien dans un désarroi sans nom.

Dans leur lettre d'accompagnement, le cardinal-archevêque de Vienne, Innitzer, et le prince-archevêque de Salzbourg, Waitz, firent un pas de plus. En effet, dans la « préface à la déclaration solennelle des évêques autrichiens au sujet du référendum », on lit : Après des délibérations approfondies, nous, évêques d'Autriche, devant les heures historiques que vit le peuple d'Autriche et conscients qu'à notre époque le désir millénaire de notre peuple d'être réuni dans un grand Reich des Allemands trouve son accomplissement, nous nous sommes décidés à lancer à nos ouailles l'appel ci-dessous. Nous pouvons le faire d'autant plus facilement et sans crainte, que le délégué du Führer pour le référendum en Autriche, le gauleiter Bürckel, nous a fait connaître la ligne sincère de sa politique qui doit être placée sous la devise : Rendez à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César. Vienne, le 21 mars 1938 ²⁵.

Si les promesses d'un Bürckel avaient enlevé toute crainte aux évêques, pourquoi un simple catholique ne suivrait-il pas la voie que lui recommandaient ses évêques ?

25 *Vorwort zur feierlichen Erklärung der österreichischen Bischöfe in Sachen Volkabstimmung.* Après cette prise de position, il est moins étonnant que les pasteurs protestants d'Autriche aient voté également à l'unanimité une formule de serment, impliquant fidélité et obéissance au Führer du Reich allemand, Adolf Hitler. Le protestantisme était d'ailleurs loin d'avoir, en Autriche, une influence comparable à celle de l'église catholique.

Innitzer, lui, alla encore plus loin : à ces deux documents, il joignit un mot personnel au gauleiter Bürckel, ainsi libellé : Très estimé Herr Gauleiter, je vous adresse la déclaration ci-jointe des évêques. Vous pourrez en déduire que nous, les évêques, avons rempli notre devoir national, volontairement et sans contrainte. Je sais qu'à la suite de cette déclaration il s'ensuivra une bonne collaboration. Avec l'expression de mon excellente considération. A quoi le cardinal ajouta de sa main ces mots : *et Heil Hitler !* signé Th. Cardinal Innitzer ²⁶.

Sans contrainte donc, les évêques avaient glorifié le national-socialisme, sans contrainte, leur cardinal avait ajouté le salut hitlérien.

On peut imaginer quel coup fut ainsi porté aux consciences chrétiennes. Etant donné la situation créée en Autriche, personne n'eut plus l'occasion de dire quoi que ce soit à propos de cette prise de position, et encore moins de la commenter d'un point de vue critique et catholique. Le Vatican, quant à lui, publia un communiqué disant que la déclaration était le seul fait des évêques autrichiens, qu'il n'en avait pas eu connaissance auparavant et n'avait pas eu à l'approuver.

Dans un article inséré dans *Weg und Ziel*, un journaliste catholique autrichien qualifia de coup de poignard dans le dos le revirement des évêques et exprima sa perplexité devant cette défaillance à une heure décisive du catholicisme en Autriche. En même temps, il prédit une renaissance du patriotisme autrichien en ces mots : « Dès aujourd'hui, on peut dire que la substance catholique de l'Autriche, qui agit dans les différents camps politiques, existe toujours et résistera. Ce qui a failli, ce n'est pas la masse catholique, mais l'appareil bureaucratique du catholicisme qui depuis des années a fait montre de faiblesse ²⁷. »

Cependant, la hiérarchie catholique ne fut pas la seule autorité morale à succomber à la séduction de la force. Le *Neues Wiener Tagblatt*, ce journal libéral qui, sans difficulté apparente, avait pris le tournant vers le national-socialisme triomphant, publia le 3 avril, quelques jours avant le référendum, une interview de l'ancien chancelier fédéral, puis président du Conseil national, *Karl Renner*, l'un des dirigeants les plus connus de la social-démocratie. Dans cette interview, Renner, qui depuis 1934 n'avait pas pris part au combat clandestin de ses camarades, se prêta à la manœuvre de propagande de Bürckel.

26 Ces trois documents furent publiés en *fac-similé* dans *Neues Wiener Abendblatt* (édition du soir du *Neues Wiener Tagblatt*), le 29 mars 1938. Voir l'annexe de ce travail.

27 *Weg und Ziel*, n° 5, mai 1938, p. 159-161.

Il déclara, non pas au nom de ses camarades, car comme il le reconnaissait, personne ne l'avait mandaté, mais néanmoins en tant que social-démocrate et ancien chef de la délégation aux négociations de paix à Saint-Germain, qu'il voterait Oui le 10 avril ; il voyait dans « l'anschluss » la réparation du tort commis envers l'Autriche par les puissances alliées qui l'avaient empêché d'exercer son droit à l'auto-détermination, en vertu de l'article 88 du traité interdisant la réunion avec l'Allemagne.

Bürckel avait donc réussi à atteler à son char de propagande deux autorités, l'une du camp catholique et l'autre du camp social-démocrate. Combien d'Autrichiens qui n'étaient pas nazis, mais n'étaient pas hostiles, en principe, à l'anschluss, se laissèrent prendre à ce double piège ? On ne le saura jamais, car la façon dont fut mis en scène le vote, ce dimanche 10 avril, dépassa tout ce que l'on avait pu imaginer en matière de pressions, de terreur pure et simple, de démagogie effrénée. On ne peut donc déterminer la part de chacun dans le résultat finalement proclamé (car même là, des falsifications peuvent être prouvées), mais l'article paru dans la revue socialiste *Der sozialistische Kampf*, donne une analyse du point de vue des socialistes de cette époque :

« Il est vain de se laisser aller à des considérations sur la façon dont le résultat connu a été obtenu ; on ne peut polémiquer contre la terreur et les préparatifs d'organisation des nazis que si l'on veut croire qu'ils auraient fait connaître à l'opinion publique un résultat autre que celui qu'ils souhaitaient. Mais que le résultat qu'ils ont publié ne puisse pratiquement pas correspondre à la réalité, tout homme qui réfléchit le sait. Néanmoins nous sommes d'avis, et nous sommes en possession d'indices suffisants, que le pourcentage des « Non » était extraordinairement faible. Les raisons en sont évidentes. De nombreux militants sûrs (Vertrauensmänner) nous ont fait savoir : Quel sens y a-t-il à voter Non ? Devons-nous prendre au sérieux la comédie de ce référendum ? Devons-nous, tout en sachant que notre Non ne sera pas rendu public, nous exposer au danger lié à un tel vote ? Des militants sérieux, de toutes les parties de l'Autriche, sont arrivés à cette même conviction : il est impossible de porter le combat sur ce terrain, d'entrer en lutte avec les nazis. Aussi, dans beaucoup d'endroits, les camarades ont-ils dit, avec une unité de vue à peine controversée, qu'il serait préférable que tout le monde vote Oui. Un comportement contraire aurait été très difficile, et aurait signifié un grand danger pour celui qui l'aurait adopté. Quelques constatations suffisent, pour le prouver : en province, le vote se déroula souvent dans une mise en scène d'enthousiasme collectif, feint ou pas, où la masse des électeurs jeta publiquement les bulletins dans l'urne ; quiconque

n'aurait pas fait de même se serait immédiatement exposé aux plus grands désagréments. Dans de telles circonstances, il était psychologiquement exclu pour un individu de se faire remarquer, comme le sait chacun qui connaît le fascisme. Second obstacle : dans les bureaux de vote, le bulletin devait, sans exception, être rempli sur la table placée devant la commission électorale. Il va de soi que personne n'osait, dans ce cas, mettre une croix dans la case du NON, et personne ne pouvait non plus se hasarder à entrer dans l'isoloir. Aussi pourquoi l'aurait-il fait ? Uniquement pour cacher son intention de voter Non — mais, justement, ce risque il ne pouvait pas le courir. Pour le cas, cependant, où l'on aurait utilisé effectivement l'isoloir, des précautions suffisantes furent prises : 1. Numération des bulletins de vote et notation du numéro d'ordre du votant ; 2. Empilement des enveloppes contenant les bulletins dans l'ordre correspondant à celui dans lequel les électeurs s'étaient présentés. Empilement effectué aussi bien sur les tables que dans les urnes. S'y ajoutaient les moyens d'intimidation déjà appliqués auparavant contre d'éventuels votants du Non. Qui, dans de telles circonstances, voulait prendre le risque de voter Non ? Enfin, chaque travailleur savait que même après avoir évité tous ces obstacles, le dernier serait infranchissable : la commission électorale nationale-socialiste proclamerait, en tout état de cause, le résultat qui lui plairait ou qui lui serait prescrit d'en haut²⁸. »

Bien que dans cet article beaucoup de choses résonnent comme une plaidoirie en faveur de la situation des électeurs, l'histoire nous a fait comprendre la manière dont un régime autoritaire s'entend à diriger les résultats qui sortent des urnes.

Il ne faut donc pas s'étonner que le 11 avril 1938, sous le titre « Jamais le peuple ne fut plus grand », les journaux aient pu écrire : « Le résultat définitif du référendum dans toute la Grande-Allemagne (Hitler se fit confirmer la conquête également par les " citoyens " de l'Altreich), y compris les soldats cantonnés en Autriche, donne les chiffres suivants : Listes électorales 47 596 696, votes par correspondance 1 950 254, total des inscrits 49 546 950, votants 49 326 691 (99,555 %), Oui 48 799 269 (99,0827 %), Non 452 180 (0,9173 %). En Autriche, le résultat définitif du référendum est le suivant : Inscrits (listes électorales et votes par correspondance) 4 300 000, votants 4 287 500 dont Oui 4 270 500 (99,75 %), Non 11 260, Nuls 5 650²⁹. »

28 Voir dans *Der sozialistische Kampf* (La lutte socialiste), n° 1, 2 juin 1938, p. 23-24. Article signé G. R., sans doute Gustav Richter, pseudonyme de Josef Buttinger, président du comité central clandestin des socialistes révolutionnaires en Autriche au cours de la dernière période du régime de Schuschnigg.

29 D'après *Neue Freie Presse*, 11 avril 1938.

LE DÉSENCHANTEMENT

La vague d'enthousiasme devait bientôt refluer, la grisaille de la vie quotidienne reprendre ses droits. Seulement, cette grisaille avait désormais des teintes brunâtres, la couleur préférée des nationaux-socialistes. Les Autrichiens furent submergés sous une vague d'ordonnances réglementant la vie de tous les jours.

Cette normalisation était non seulement imprégnée de l'esprit nazi, mais aussi d'un esprit typiquement allemand que les Autrichiens dans leur désarroi qualifiaient de « prussien »³⁰.

Dès le 17 mars, la mise au pas des écoles fut illustrée par des réglementations strictes concernant l'attitude à adopter par maîtres et élèves. Le salut hitlérien ne pouvait être exécuté que suivant des prescriptions précises, rédigées ainsi : « Le salut hitlérien à l'école : Maîtres et élèves, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'école, se rendent mutuellement le salut hitlérien en levant le bras droit et en prononçant simultanément les mots "Heil Hitler". Au début de chaque cours, le maître se place devant la classe, debout, et salue le premier en levant le bras droit et en prononçant les mots "Heil

30 Autour de ce vocable et de son emploi quotidien par les Autrichiens frustrés, une discussion s'engagea dans divers organes des émigrés ; les socialistes considéraient que le réflexe « antiprussien » était « réactionnaire » en arguant que les travailleurs prussiens, qui existaient sans aucun doute, étaient eux aussi opprimés par le national-socialisme, au même titre que les autres citoyens du Reich grand-allemand. Cette argumentation, cependant, ne tenait pas compte de deux faits : premièrement, la vague « anti-prussienne » en Autriche - et nous étudierons plus largement ce phénomène dans le chapitre suivant - fut l'expression du réel mécontentement populaire, face à la présence envahissante des fonctionnaires, militaires et civils allemands qui s'installèrent en Autriche comme en pays conquis (ce qui correspond d'ailleurs à la vérité historique, l'expression « frontières conquises » fut utilisée par Hitler lui-même, dans un de ses discours). De la sorte, cette vague d'antipathie envers les « Prussiens » exprimait, confusément il est vrai, une première prise de conscience des Autrichiens, celle d'être différents, ne fût-ce que par la manière de parler, mais aussi celle de vivre, des envahisseurs venus du nord. D'ailleurs, l'esprit viennois ne se faisait pas faute de lancer de nombreux bons mots aux frais des Allemands auxquels cet esprit - comme le parler viennois - était inaccessible. Deuxièmement, les socialistes qui connaissaient leur Marx et leur Engels auraient dû se souvenir que ces deux fondateurs du socialisme scientifique avaient découvert et décrit une attitude propre au prussianisme qu'ils avaient analysé dans leur ouvrage intitulé de façon évocatrice. *Über das reaktionäre Preussentum*. Le terme de « prussien » n'était donc pas simplement une affaire géographique - dans ce cas elle était certainement impropre puisque parmi les envahisseurs se trouvaient bon nombre de bavares, d'hessois et autres - mais une réaction à des attitudes et des mesures bien définies.

Hitler » ; la classe répond de la même manière. A la fin de la leçon, quand la classe s'est levée, le maître salue également en levant le bras droit et en prononçant les mots « Heil Hitler ! » ; les élèves répondent de la même manière ³¹... » Les instructions pour l'apprentissage et la répétition des chansons du N.S.D.A.P., sous la direction des maîtres, sont rédigées dans le même esprit « prussien » auquel les Autrichiens n'étaient pas du tout habitués, même s'ils étaient adeptes du national-socialisme. Il nous semble intéressant, parce que tellement typique, de citer largement ces instructions où l'on compte sur le corps enseignant pour qu'il utilise toute son expérience à faire apprendre les chansons du N.S.D.A.P. A ce propos il est indiqué : « Toutes les écoles du Burgenland reçoivent le *Deutschlandlied* ainsi que le *Horst-Wessel-Lied* dans sa partition pour chœur et piano. Les instituteurs reçoivent l'ordre de faire apprendre ces chansons aux élèves avec la plus grande précision. La population doit, si possible, participer à cet enseignement, peut-être sous forme de cours de chant du soir dans les écoles. Les chansons doivent être chantées à la manière allemande, de façon stricte, décidée et précise, en cadence. Le *Deutschlandlied* doit être chanté beaucoup plus vite que l'ancien hymne fédéral ³² — comme une marche — le *Horst-Wessel-Lied* à la même cadence que le *Deutschlandlied*. Souvent, les instituteurs sont également directeurs du chœur dans les chorales existantes. Ils reçoivent donc l'ordre d'y faire répéter au plus vite les hymnes et les chansons de combat.

Les chansons qui doivent être apprises jusqu'à la fin de l'année scolaire sont les suivantes : 1. *Deutschlandlied*. 2. *Horst-Wessel-Lied*. 3. La chanson du drapeau de la jeunesse (En avant, en avant). 4. Debout, levez nos étendards ! 5. Allemagne, parole sacrée. 6. Un jeune peuple se lève. 7. La marche de la colonne retentit. 8. Les os vermoulus tremblent. 9. Dresse l'oreille camarade, le tambour t'appelle. 10. Maintenant nous devons marcher ³³... »

On peut se demander pourquoi, au Burgenland justement, les instructions furent si explicites et sévères. La réponse est simple : elles furent les mêmes partout mais, aux yeux des nouveaux maîtres, le Burgenland avait tout particulièrement besoin d'être rééduqué et de

31 Bulletin officiel pour le Burgenland, 17 mars 1938.

32 Sous le régime austro-fasciste, l'hymne autrichien fut de nouveau chanté sur la musique de Haydn, comme sous la monarchie ; cette musique sert également de support au *Deutschlandlied*, mais sur un rythme et avec une intonation qui font bien ressortir la différence.

33 Bulletin officiel pour le Burgenland, 24 mars 1938.

faire preuve de zèle allemand : non seulement, c'était une province frontalière, mais elle était également peuplée de minorités croates et hongroises qu'il fallait germaniser au plus vite et avec la dernière énergie ³⁴...

Les autres Länder bénéficièrent de la même sollicitude et dans tous les domaines ; ils durent aussi commencer à épurer les écoles de tous les maîtres « suspects », et pour que nul ne les ignore, le *Völkischer Beobachter* publia ces « directives claires et précises » à observer désormais pour l'embauche des maîtres :

1. Fermeté de caractère. 2. Fidélité idéologique nationale-socialiste. 3. Aptitude et capacité professionnelle. 4. Ancienneté. 5. Situation sociale et familiale. 6. Services rendus dans des conditions difficiles (service dans un pays frontalier ou dans une école primaire à une classe). 7. Service de guerre et invalidité. 8. Service effectué dans l'*Altreich* ³⁵. Ce dernier point ouvrait la porte aux instituteurs venant du Reich, et permettait ainsi l'éviction d'instituteurs autrichiens.

Il va de soi que les livres scolaires furent soumis à une sévère sélection, selon les critères « völkisch » et que les bibliothèques des écoles furent « radicalement » épurées de tous écrits et tableaux « incompatibles avec l'esprit du national-socialisme ». En outre, tous les enseignants durent subir un lavage de cerveau systématique, baptisé « cours d'éducation nationale-socialiste » au centre desquels se trouvaient régulièrement les discours du Führer qui devaient être écoutés collectivement.

Si l'école fut le terrain privilégié de l'éducation et de l'ordre allemands, la population en général n'y échappa point : des prescriptions précises réglèrent le salut hitlérien applicable aux tribunaux, en public, mais aussi dans la correspondance officielle où la formule « Heil Hitler » devait remplacer les formules de politesse jusqu'ici en usage, et surtout à la fin des lettres de circonstances, comme congratulations, lettres de promotion, etc.

Des usages nouveaux furent promulgués en ce qui concerna le pavoisement. Nous ne citerons qu'un seul exemple, suffisamment élo-

34 Le zèle dont fit preuve le gauleiter de ce petit pays, Portschy, dont le nom laisse deviner une ascendance croate, très ancien membre du parti nazi, ne servit d'ailleurs à rien : dès le 15 octobre 1938 un simple décret annonça : « L'ancien Land autrichien Burgenland est dissous, le gouvernement de ce Land cesse d'exister. »

35 Communiqué du *Gauamt* pour l'éducation, publié dans le *Völkischer Beobachter* du 3 janvier 1939.

quent. A l'occasion de la visite de Hitler au Tyrol, quelques jours avant le « référendum », la *Deutsche Volkszeitung* lança l'appel suivant sous le titre : *Sortez drapeaux et oriflammes !* « Par la présente, la population du Tyrol est invitée à manifester sa joie à l'occasion de la première visite d'Adolf Hitler, le Führer de tous les Allemands, en pavoisant ses maisons. Donc : Hissez drapeaux et oriflammes ! A partir du mardi 5 avril, pas une maison sans drapeau ! En même temps, l'attention est attirée sur le fait que dans les étalages et vitrines qui exposent des portraits du Führer et des symboles du III^e Reich, il est interdit de présenter des marchandises quelconques ou d'autres publicités³⁶. »

Outre ces réglementations concernant la vie quotidienne, on pourrait en relever de nombreuses autres, comme la dénomination des rues et des places — tout village devant avoir son Adolf-Hitler-Platz — l'exposition de photos, plaquettes et de bustes du Führer, les cours publics d'éducation raciale, etc., dans la vie matérielle, c'est-à-dire le travail, l'économie, le commerce, les voyages ; tout fut organisé selon les normes du national-socialisme.

FIN DE LA GEMÜTLICHKEIT, FIN DE L'AUTRICHE

Immédiatement après l'annexion, les nouveaux maîtres mirent tout en œuvre pour s'approprier les ressources naturelles de l'Autriche, les usines, les valeurs mobilières et immobilières ; mais il leur fallut un certain temps pour organiser le pillage systématique. Au début, régna une anarchie évidente souvent provoquée par l'avidité de nombreux « vieux combattants », et aussi par les nouveaux venus du Reich. Dès le 15 avril, la *Wiener Zeitung* publia la loi pour la « protection de l'économie autrichienne », premier pas pour intégrer l'économie autrichienne dans le service du réarmement et l'économie de guerre allemande.

36 Ainsi donc, la « joie spontanée » fut bien organisée. Mais un an plus tard, il ne fallait plus d'appel ad hoc, car dès août 1939 les réglementations de pavoisement suivantes furent édictées : « ... II. Les journées régulières de pavoisement : Sans directive particulière, les journées suivantes doivent être pavoisées : 1. Journée de la fondation du Reich (18 janvier) ; 2. Journée de la révolution nationale (30 janvier) ; 3. Journée à la mémoire des héros (16 mars, comme anniversaire du rétablissement du service militaire obligatoire, si toutefois cette journée tombe un dimanche, autrement le dimanche qui précède) ; 4. Anniversaire du Führer et chancelier du Reich (20 avril) ; 5. Fête nationale du peuple allemand (1^{er} mai) ; 6. Journée de grâce de la moisson (1^{er} dimanche après St Michel) ; 7. Journée commémorative pour les victimes du mouvement (9 novembre). En plus des dates où le peuple devait manifester sa joie, tous les détails étaient réglés : dimensions des drapeaux, durée du pavoisement, etc.

Hermann Göring qui dirigeait le plan quadriennal pour le réarmement fut l'un des plus rapides. Tout d'abord, il s'adjoignit — c'est-à-dire au trust *Reichswerke Hermann Göring*, la plus grande entreprise sidérurgique d'Autriche — l'*Alpine Montan* de Styrie (Eisenerz et Donawitz), puis mit en chantier, à Linz, la construction d'un nouveau complexe sidérurgique, profitant de chacune de ces occasions pour tenir des discours significatifs.

Dans un premier discours, prononcé à Vienne, après le référendum, Göring avait déclaré : « Vous devez faire mentir le monde qui a créé l'expression de la *Gemütlichkeit* (nonchalance, laisser-aller) autrichienne... L'Autrichien ne doit pas seulement travailler 8 heures par jour, il doit boulonner comme jamais auparavant !... Je ferai le nécessaire pour que le travailleur de cette ville soit engagé jusqu'à l'ultime effort et que les Autrichiens fassent eux-mêmes de l'ordre en Autriche... »

Le 13 mai, lors de la pose de la première pierre du complexe sidérurgique de Linz, baptisé *Hermann-Göring-Werke*, le maréchal fut encore plus clair : « ...J'ai tenu à ce que chacun qui participe à l'œuvre de reconstruction de l'Ostmark y mette la main, et à une cadence plus rapide que celle à laquelle on était habitué jusqu'ici. Dans le travail, la *Gemütlichkeit*, c'est de la paresse... C'est pourquoi j'ai déjà déclaré à Vienne : Ne croyez pas que nous sommes venus de l'Altreich pour faire le lit dans lequel vous pourrez vous reposer³⁷... » D'ailleurs, dès le 23 avril avait été annoncée l'introduction du service obligatoire du travail à partir du 1^{er} octobre, la campagne de recrutement de travailleurs pour le Reich avait commencé et, dès la mi-septembre, fut décrétée une nouvelle réglementation pour le paiement des heures supplémentaires, sous la devise : « Le bien commun exige davantage de travail. » La durée hebdomadaire du travail qui était déjà de 50 heures dans le service public fut augmentée et on peut lire dans l'ordonnance s'y rapportant : « Jusqu'ici, le tarif pour les heures supplémentaires était appliqué de la 51^e à la 60^e heure hebdomadaire, lorsqu'un tel travail supplémentaire était jugé nécessaire dans un laps de 3 semaines. Cette disposition est maintenant abolie. Le ministre ayant déclaré que cette modification a été apportée parce qu'actuellement les pouvoirs publics, pour des raisons urgentes en rapport avec le bien commun, doivent exiger un travail quotidien de plus de 10 heures, pendant plus de trois semaines consécutives³⁸... »

37 *Wiener Zeitung*, 14 mai 1938.

38 *Neue Freie Presse*, 28 septembre 1938.

Bürckel, le commissaire du Reich pour la réunion de l'Autriche, ne chômait pas : son but était de faire complètement disparaître l'Autriche en tant qu'unité, pour faire perdre aux Autrichiens jusqu'au souvenir de leur identité. Sur le papier, il réussit parfaitement sa mission grâce à une série de mesures administratives qui avaient fait des Autrichiens tout d'abord des *Ostmärker* (habitants de l'Ostmark, marche de l'Est), ensuite devaient en faire des habitants des *Donau- und Alpengaue*.

En deux mois à peine — du 13 mars au 1^{er} juin 1938 — cette étape de l'effacement de l'entité Autriche allait être franchie : L'invasion du 12 mars, le régime de Schuschnigg et l'indépendance du pays avaient disparu, laissant subsister un « gouvernement fédéral » dont le chancelier Seyss-Inquart était l'un des agents les plus habiles de Hitler.

Le 13 mars, Seyss-Inquart promulgua lui-même la loi sur le rattachement de l'Autriche au Reich, maintenant toutefois l'illusion que celle-ci continuerait à être un Land du Reich grand-allemand.

Le 15 mars, la loi sur l'organisation du référendum du 10 avril enlevait le dernier espoir que l'annexion pourrait ne pas être définitive et que la population aurait son mot à dire sur le sort du pays. Le même jour, Seyss-Inquart fut nommé Reichstatthalter.

Le 10 avril, ce ne fut plus l'Autriche mais l'*Ostmark* allemande qui fut admise à participer en masse au simulacre du référendum.

Mais Hitler ne supportait même plus cette désignation de *Ostmark* qui rappelait toujours une sorte d'unité semblable à l'ancienne Autriche. Il fallait donc en finir avec cette entité ; sans attendre la réforme administrative adéquate, Hitler nomma le 24 mai, comme c'était son style, sept nouveaux gauleiter, mais nazis éprouvés, nomination qui fit comprendre aux Autrichiens que l'ancienne organisation en neuf Länder avait vécu. Ainsi pouvait-on lire le lendemain : « Le Führer — selon la Correspondance du parti national-socialiste —, a pris la disposition suivante : “ Avec effet immédiat, je nomme gauleiter : dans le *Gau* Tyrol le *Parteigenosse* (camarade de parti) ³⁹ Hofer, dans le *Gau* Salzburg le *Parteigenosse* Rainer, dans le *Gau* Ober-Donau le *Parteigenosse* Eigruber, dans le *Gau* Nieder-Donau le *Parteigenosse* Dr Jury, dans le *Gau* Vienne le *Parteigenosse* Globotschnigg, dans le *Gau*

39 Comme le drapeau rouge qu'il avait « emprunté » au mouvement ouvrier, le national-socialisme emprunta également le mot « Genosse » (camarade), mais toujours en le combinant à d'autres déterminants : Volksgenosse, Parteigenosse, Zeitgenosse (péjoratif)...

Kärnten (Carinthie) le *Parteigenosse* Klausner et dans le *Gau* Steiermark (Styrie) le *Parteigenosse* Uiberreither. » Munich, le 23 mai 1938, signé A. Hitler ⁴⁰. »

Après ces nominations, Bürckel se hâta d'emboîter le pas au « Führer » en promulguant le 1^{er} juin la « nouvelle organisation politique et étatique de l'Ostmark » qui énumérait effectivement 7 *Gaue*, au lieu des neuf existant jusqu'alors, consacrant ainsi dans les faits la disparition de l'Autriche. Disparition annoncée par l'organe officiel du parti, le *Völkischer Beobachter*, au début août, avec une ironie qui sembla lourde et cruelle aux Autrichiens : « La nouvelle organisation des *Gaue* du parti dans le Land Autriche a éliminé les noms de Basse Autriche (Niederösterreich) et Haute Autriche (Oberösterreich). La législation et l'administration étatiques suivront cet exemple. D'ici peu de temps, le Land Autriche aura cessé d'exister. Ainsi disparaît du domaine étatique et politique une notion d'une durée millénaire. L'histoire l'a voulu ainsi. Le Prussien en mettant en œuvre son Etat, l'Autrichien en renonçant au sien ont aidé à créer le Reich grand-allemand ⁴¹... »

Ainsi, toute trace du nom que Hitler détestait tant, celui d'Autriche, semblait avoir été rayée définitivement de la carte. Mais si le morceau était bien avalé, il s'agissait encore de le digérer. Avec la perspective du Reich millénaire, la tâche paraissait sinon facile, du moins réalisable.

PREMIÈRES RÉFLEXIONS SUR LA NATION AUTRICHIENNE

L'invasion militaire, les arrestations brutales de la plupart des dirigeants autrichiens, les mesures de désintégration de l'Autriche rapidement mises en œuvre avaient gravement traumatisé ceux qui ne s'étaient pas laissés emporter par la vague d'enthousiasme créée à grand renfort de démagogie, de propagande et de terreur. Au début de l'occupation, jusqu'au référendum du 10 avril et au-delà, pendant plusieurs semaines, sinon mois, les Autrichiens politiquement conscients vécurent dans un état de prostration dont ils allaient cependant émerger peu à peu.

Quelle devait être leur attitude ? Les liaisons politiques et personnelles étaient interrompues, des dizaines de milliers de militants sous les verrous, d'autres sévèrement surveillés. Devaient-ils se résigner à subir la domination nationale-socialiste en attendant des jours

40 *Deutsche Volkszeitung*, 25 mai 1938.

41 *Völkischer Beobachter*, 3 août 1938.

meilleurs ? Pour beaucoup de ceux qui avaient échappé aux coups de filet de la Gestapo et aux dénonciations haineuses de voisins malveillants, la résignation, le laisser-aller permanent était tout simplement impensable. Que faire, alors ? A qui se fier ? Avec qui s'organiser et avec qui s'allier ? Questions humaines autant que politiques. Ceux qui étaient restés dans le pays, dans les circonstances que nous avons évoquées, n'allaient pas tarder à devoir affronter des questions cruciales qu'avaient eu à trancher, quelques semaines auparavant, Schuschnigg lui-même et son régime : résister ou ne pas résister et si résistance il devait y avoir, comment l'organiser et au nom de quels principes, au nom de quels idéaux, au nom de quels buts et objectifs ?

La réponse à ces questions, toutes liées entre elles, devait s'élaborer en fonction des options politiques, philosophiques et morales de chacun. Fatalement, ces options se partageaient entre les trois principales orientations qui avaient, au dernier moment avant l'annexion — mais trop tard —, essayé de sauver l'indépendance de l'Autriche en se décidant à répondre par Oui à la question posée par Schuschnigg dans le référendum qu'il avait prévu.

Il s'agissait des forces politiquement actives — en laissant de côté les nazis — des partisans du régime : conservateurs englobant chrétiens-sociaux, austro-fascistes, légitimistes, catholiques d'opposition tels que Winter et d'autres, ensuite les communistes qui s'étaient prononcés pour le soutien au gouvernement et pour un front uni autrichien sans autre condition, et les socialistes qui s'étaient ralliés au Oui après certaines hésitations et en posant des conditions, notamment celle de la légalisation préalable des organisations ouvrières, mais qui avaient néanmoins appelé à défendre l'indépendance de l'Autriche face au danger de l'annexion nazie.

Comment connaître les positions de ces trois courants ? Dans le pays même, leurs représentants étaient soit emprisonnés, soit condamnés au silence. Il fallait donc s'orienter vers ceux des dirigeants des mouvements politiques et philosophiques qui avaient réussi à s'enfuir, ceux qui, disséminés dans les quelques pays qui avaient accepté d'accueillir des « émigrés », se cherchaient et cherchaient leur voie.

De ce point de vue, les émigrés qui se trouvaient à Prague, mais surtout ceux de Paris allaient jouer un rôle certain ; parfois aussi ceux qui avaient pu gagner l'Amérique. Après les premières semaines de complet désarroi, des voix se firent entendre, chacune pour son camp.

Les tenants de l'ancien régime n'éprouvaient aucun doute : l'Autriche avait été annexée par la force, il fallait annuler cet acte injuste et

violent et rétablir l'indépendance du pays. Peu après l'anschluss, deux livres parurent dont les auteurs défendaient cette thèse. Dans une plaidoirie passionnée, l'ancien ministre et secrétaire général du front patriotique, l'écrivain *Guido Zernatto*, entreprit de justifier l'action du gouvernement auquel il avait appartenu et plaida pour le rétablissement de l'Autriche indépendante⁴². Dans le second livre, le journaliste *Robert Ingrim* défendit à peu près les mêmes thèses, aussi les discuterons-nous ensemble⁴³.

Ce qui frappe dans ces deux livres, c'est que leurs auteurs n'essaient nullement de tirer les conséquences de ce qui est arrivé. Pour eux, le régime défunt avait fait son devoir : il avait, en luttant « sur les deux fronts », à savoir contre les « rouges » et contre les « bruns », défendu de son mieux l'indépendance de l'Autriche, la « mission » de l'Autriche, mission que le passé lui avait confiée. Pour Zernatto, aussi bien que pour Ingrim, l'Autriche avait une « mission européenne », résidant dans le passé habsbourgeois et monarchique du pays qui pendant toute une époque historique avait été le cœur du centre de l'Europe, lui avait apporté la gloire et la culture, avait produit l'« homme autrichien », ce médiateur entre les peuples, ce porteur congénital de génie et de compromis. En attribuant à l'Autrichien une mission européenne, une mission allemande, en se référant à la doctrine de Dollfuss et de Seipel, à savoir que l'Autrichien n'était rien d'autre que le meilleur Allemand, face au « Prussien », face au national-socialiste cruel et barbare, Zernatto restait attaché à tout ce qui avait fait la faiblesse du régime austro-fasciste. En n'acceptant de reconnaître l'Autriche que dans son passé, en considérant comme un hiatus malencontreux la République de 1918, en maintenant contre la social-démocratie tous les griefs qui avaient servi à justifier la guerre civile de 1934 et à rejeter dans la clandestinité le mouvement ouvrier, Zernatto fit preuve — malgré son patriotisme — d'une cécité historique aussi remarquable qu'inexcusable. Tout le passéisme de ses idées, l'ambiguïté de la notion d'*Autrichien*, propagée par le défunt front patriotique, ressortent des lignes ci-dessous qui résument l'opinion de Zernatto — qui devait d'ailleurs évoluer au cours de son émigration — sur cet Autrichien auquel il reconnaît de toute façon une très vieille racine allemande : « La monarchie austro-hongroise a élargi le rayonnement de la culture allemande vers le Sud-Est, mais a attiré dans ce travail culturel des hommes de différentes nationalités, créant ainsi — qu'on le veuille ou

42 *Die Wahrheit über Österreich, op. cit.*

43 Robert INGRIM, *Der Griff nach Österreich*, (Mainmise sur l'Autriche), Europa-Verlag, Zürich, 1938.

non — “ l'homme autrichien ”... L'Autrichien a assimilé ce qui lui plaisait. A Vienne s'est développé non seulement un mélange de peuples et de races d'un genre singulier, mais aussi un mélange culturel, une image propre du monde, un sentiment de vie d'un genre particulier.

Qu'on cherche dans l'être autrichien les traits magyars, tchèques, croates, italiens, on les trouvera tous. On a souvent dit que l'Autriche a été un pont menant de l'Ouest à l'Est, un pont très fréquenté, très vivant. Que ce pont ait été fait de *bois allemand* doit être porté à l'actif de l'apport allemand pour le monde⁴⁴. »

En défendant sans nuance les conceptions de l'Etat corporatif, malgré un appel sincère en faveur de l'indépendance de l'Autriche, Zernatto n'essayait pas de découvrir et d'analyser les causes véritables de l'échec auquel avait mené la politique de ses amis, Dollfuss et Schuschnigg. Tout en justifiant pareillement la politique suivie par Seipel, Dollfuss et Schuschnigg, Ingram, dans son livre, ajouta un autre élément : la responsabilité des puissances occidentales dans l'écrasement de l'Autriche, qui avaient mésestimé le rôle important que pouvait jouer une Autriche indépendante pour la défense du continent contre l'impérialisme hitlérien. Et certes, il n'avait pas tort. Cependant, en traitant la social-démocratie de parti de « gauchistes » et de « trublions » auquel il fallait opposer « l'ordre », au prix même de l'abandon de la démocratie, Ingram avançait la thèse que l'indépendance de l'Autriche avait été mieux défendue « sans la gauche » qu'avec elle. Thèse démentie par l'histoire.

Cette confusion dans les idées, cette ambiguïté dans l'appréciation des événements qui s'étaient succédés jusqu'à l'annexion, permirent à une composante du camp conservateur d'apparaître comme le porte-parole plus lucide de ce camp, parce que jetant un coup d'œil critique sur la politique suivie par Schuschnigg. Nous parlons des légitimistes.

Dès le 16 mars, Otto de Habsbourg, le prétendant au trône, avait fait, dans le journal parisien *Le Jour*, une déclaration où il protestait en termes énergiques contre l'annexion et, arguant de sa qualité

44 *Op. cit.*, p. 43-44. Ces vues romantiques, où l'on trouve aussi des idées tout à fait pertinentes, notamment en ce qui concerne le caractère composite de tout ce qui est autrichien, contiennent cependant toujours l'erreur de la prédominance allemande et de la « mission allemande » de l'Autriche. Ces vues - nous l'avons montré dans les pages précédentes - avaient déjà singulièrement affaibli la position de Schuschnigg face à Hitler. Vouloir encore les maintenir après l'annexion ne pouvait que nuire à la lutte pour la libération.

de descendant d'une dynastie qui avait donné « à l'Autriche pendant 650 ans grandeur et bien-être », il concluait : « La situation créée par un déni de droit flagrant ne trouvera jamais mon accord ni celui du peuple autrichien. Au nom du peuple autrichien opprimé, je fais appel à la conscience de tous les peuples pour lesquels la liberté, la paix et la justice ne sont pas des mots vides de sens. Je leur demande de soutenir le peuple autrichien dans sa volonté inébranlable de reconquête de l'indépendance et de liberté ⁴⁵. »

Et dans un tract, édité à Paris, mais daté de Vienne, les légitimistes condamnent les événements de février 1934 en ces mots : « Il ne doit plus y avoir de querelle entre nous. Seules la liberté à l'intérieur et l'égalité en droit de tous les Autrichiens peuvent garantir la liberté extérieure. Plus jamais des Autrichiens ne tireront sur des Autrichiens, plus jamais le peuple travailleur de l'Autriche ne sera exclu de la reconstruction et de la défense de la patrie ⁴⁶. »

C'était donc une position très critique à l'égard des dirigeants de l'état corporatif qui, eux, n'avaient pas hésité à tirer sur les travailleurs. Mais en prônant le rétablissement d'une « monarchie populaire sociale », les légitimistes ouvraient non seulement une polémique sur l'avenir, mais créaient de sérieuses divergences avec toutes les autres composantes du camp conservateur (certains chrétiens-sociaux notamment qui étaient républicains), mais aussi et surtout avec les composantes communiste et socialiste de la future résistance à l'intérieur et à l'extérieur de l'Autriche. Divergences qui devaient par la suite empêcher la constitution d'un gouvernement autrichien en exil. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Quant aux communistes, leur position était claire : dès avant l'annexion ils l'avaient exprimée dans leur journal *Die Rote Fahne* ⁴⁷. Ils avaient été pour un front autrichien uni englobant toutes les forces qui s'opposaient au national-socialisme et avaient appelé à la résistance dans la nuit même de l'invasion.

Dans un article publié à Bâle, le dirigeant J. Koplenig poussa plus avant l'analyse de son parti : « Le peuple autrichien, écrivit-il, a été brutalement violenté. Le III^e Reich n'a pas gagné le peuple autrichien, mais lui a imposé sa domination étrangère par la force de ses

⁴⁵ *Le Jour*, Paris, 16 mars 1938.

⁴⁶ Tract légitimiste, portant la mention ÖSTERREICH-AEIOW (Austria erit in orbe ultima), se trouvant au DÖW sous le n° 4406.

⁴⁷ Voir premier et deuxième chapitres.

baïonnettes, canons et bombardiers. Si le référendum avait eu lieu, Hitler aurait subi une défaite. Jamais le peuple autrichien ne se serait volontairement soumis à la croix gammée, à la domination du III^e Reich. C'est parce que Hitler en était conscient, parce qu'il a vu, après les événements de Berchtesgaden, le mouvement populaire pour la défense de la liberté et de l'indépendance croître rapidement qu'il a lancé la Reichswehr, qu'il a eu recours à la violence brutale. Une fois de plus, les événements d'Autriche montrent clairement au monde entier que le fascisme, c'est la guerre... Le peuple autrichien a perdu son indépendance parce qu'une clique réactionnaire a réussi, en février 1934, à détruire la liberté du peuple... L'indépendance de l'Autriche a été perdue, parce que sa bourgeoisie réactionnaire s'est alliée au fascisme, dans l'illusion criminelle qu'on pourrait défendre l'indépendance contre Hitler en s'alliant à Mussolini...

Pour le peuple autrichien, la lutte pour son indépendance n'est pas finie. Il ne reconnaîtra jamais la domination étrangère qui lui a été imposée. Aussi difficile que sera son sort dans un avenir proche, autant la lutte pour la liberté et l'indépendance de l'Autriche s'enflammera de nouveau... L'Autriche sera de nouveau libre et indépendante ⁴⁸. »

Analyse donc de l'invasion hitlérienne comme celle d'un conquérant étranger soumettant par la force un autre peuple, et en même temps appel à la lutte pour se débarrasser de cette domination étrangère.

D'ailleurs, nous l'avons dit, les communistes avaient développé, au cours des années 1937-1938, leur théorie de la nation autrichienne avec sa propre culture, sa propre histoire et surtout la fière tradition de lutte de sa classe ouvrière.

Alfred Klahr, dans une série d'articles, avait expliqué ces théories. Mais dans les articles où il élaborait d'une façon intelligente la thèse, la théorie, l'histoire et l'illustration de la nation autrichienne, Klahr s'était surtout appuyé, en dernier ressort, sur la définition que Staline avait donnée en 1913 de la nation et selon laquelle la nation est « une communauté stable, historiquement constituée de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture ⁴⁹ ».

Et Staline avait pris soin de préciser : « Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés, pris isolément, ne suffit à définir

48 J. KOPLÉNIG dans *Rundschau*, Basel, 24 mars 1938.

49 J. STALINE, *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*, Editions sociales internationales, Paris, 1938, p. 18.

la nation. Bien plus, l'absence même d'un seul de ces indices suffit pour que la nation cesse d'être nation⁵⁰. »

Il faut dire que c'était justement cette référence absolue et inconditionnelle à la définition stalinienne qui constitua le point faible des travaux théoriques d'Alfred Klahr.

A cette époque cependant, cette définition fut prise pour base de nombreux articles d'auteurs communistes, notamment d'Ernst Fischer, ce qui donna lieu à mainte polémique avec des théoriciens socialistes dont aussi bien le contenu que le ton auraient gagné à être moins virulents et plus scientifiques.

Car, justement, les premières réflexions du courant socialiste sur la situation créée par l'anschluss et la voie à suivre par le mouvement ouvrier divergeaient profondément de celles des communistes d'une part, mais d'autre part de celles du mouvement conservateur.

Si le point commun entre conservateurs et communistes était l'exigence du rétablissement de l'indépendance de l'Autriche, les socialistes s'y opposaient pour plusieurs raisons tenant davantage à des points de vue de principe et de théorie qu'à des réflexions sur la situation concrète où se trouvaient l'Autriche et la classe ouvrière autrichienne.

Ces divergences remontaient à l'époque où Otto Bauer avait écrit son ouvrage sur la question des nationalités, ouvrage auquel Staline avait répondu par sa brochure. La discussion de ces divergences théoriques étant réservée à un chapitre ultérieur, nous ne nous y attarderons pas. Ce qui nous intéresse en l'occurrence, ce sont les réflexions découlant de la situation telle qu'elle se présentait dans ces premières semaines de l'occupation.

Dans la nuit du 10 au 11 mars, les socialistes révolutionnaires se réunirent encore une fois à Vienne pour se prononcer sur le référendum fixé au 13. La conférence fut unanime pour constater qu'il ne fallait pas profiter du référendum pour « régler son compte au régime autoritaire », mais qu'il s'agissait de « manifester la haine brûlante contre le fascisme hitlérien ». Cependant, les socialistes avancèrent tout de suite leurs réserves : « Il est vrai, disait la résolution votée, que le référendum ne sera pas décisif pour le sort de l'Autriche... L'indépendance durable de l'Autriche ne peut pas être assurée par un vote, mais uniquement par la lutte victorieuse contre le national-socialisme. »

50 *Ibid.*

Et la résolution se terminait par ces mots : « A bas le fascisme hitlérien ! Liberté ⁵¹ ! »

A Vienne même, les socialistes se prononcèrent donc pour l'indépendance de l'Autriche, mais comme dans la nuit du 10 au 11 l'invasion apparut comme imminente, la conférence décida également que pendant les trois premiers mois de la domination nationale-socialiste, tous les militants des socialistes révolutionnaires devraient observer une interruption absolue d'activité de propagande, de même qu'une pause dans l'activité interne de l'organisation.

Une fois l'annexion entrée dans les faits, Otto Bauer, encore dans son exil tchécoslovaque et sous le pseudonyme de Heinrich Weber, publia dans l'organe socialiste *Der Kampf* un article qui, sous le titre *Fin de l'Autriche*, exprima les idées fondamentales du leader socialiste le plus prestigieux d'alors. Il donna notamment libre cours à son vieux rêve de réunion de l'Autriche avec l'Allemagne — démocratique ou socialiste il est vrai — consacrant à tout jamais, comme il le croyait, la disparition de l'Autriche : « En 1918 et 1919, écrivait-il, aucun Autrichien allemand n'a cru à la pérennité de l'Autriche qui restait après la dislocation de la monarchie des Habsbourg. Les uns espéraient que les peuples qui étaient réunis depuis le xvi^e siècle sous la houlette des Habsbourg se retrouveraient dans une " Fédération danubienne ". Les autres étaient d'avis que, désormais, les nations de la monarchie habsbourgeoise ayant retrouvé leur unité et leur liberté dans les nouveaux états nationaux, le peuple allemand lui aussi devait réaliser son unité et sa liberté nationales, et cela par l'anschluss de l'Autriche avec le Reich allemand... ⁵² »

Et il concluait son article sur la fin de l'Autriche par ses phrases étonnantes : « Mais l'Autriche a vécu. Les cléricaux et les monarchistes autrichiens peuvent former à l'étranger des comités qui divaguent sur la restauration d'un Etat autrichien, ils peuvent s'imaginer pouvoir organiser un irrédentisme autrichien ! C'est là un jeu puéril. Le socialisme autrichien, qui est brisé aujourd'hui mais renaîtra demain, ne peut avoir une attitude *réactionnaire* en présence du fait accompli de l'annexion de l'Autriche par le III^e Reich, mais seulement une attitude *révolutionnaire*. Nous ne pouvons pas faire revenir en arrière la roue

51 Extrait de Walter Wisshaupt, *Wir kommen wieder* - Une histoire des socialistes révolutionnaires d'Autriche de 1934 à 1938, Vienne, 1967, p. 222 et *infra*.

52 Heinrich Weber (Otto Bauer), *Österreichs Ende*, dans *Der Kampf*, 5^e année, numéro 4, avril 1938, p. 121-127.

de l'histoire universelle. Seule, une défaite de l'Allemagne dans une guerre pourrait séparer à nouveau l'Autriche du Reich ; mais cette défaite de l'Allemagne déchaînerait la révolution allemande et le socialisme autrichien ne se séparerait pas de la révolution allemande. L'avenir de la classe ouvrière autrichienne n'est donc pas le séparatisme autrichien. La classe ouvrière de l'Autriche allemande ne pourra devenir libre que si toute la classe ouvrière allemande est libérée. L'avenir de la classe ouvrière de l'Autriche allemande est l'avenir de la révolution allemande⁵³. » Une analyse de ce texte permet de relever la somme d'erreurs auxquelles s'adonnait alors Otto Bauer ; mais ce ne peut être notre propos ici ; notons seulement que par là, Otto Bauer — qui devait mourir quelques mois plus tard — donnait aux socialistes autrichiens la ligne à suivre : non pas lutte pour l'indépendance de l'Autriche, lutte qui serait « réactionnaire », mais orientation sur une révolution « pan-allemande » qui se produirait sûrement dans le cas d'une guerre perdue par l'Allemagne hitlérienne. L'histoire a jugé depuis ; cependant, il fallut plusieurs années aux socialistes autrichiens pour abandonner cette thèse de la révolution pan-allemande et pour revenir à des options plus réalistes. Otto Bauer, pour sa part, serait peut-être venu plus tôt à une reconsidération des facteurs en présence, mais par une sorte de fidélité, ses camarades crurent devoir garder cette ligne comme un héritage intangible du grand disparu⁵⁴.

En tout état de cause, nous pouvons constater que les premières réflexions des différentes forces politiques autrichiennes (que nous avons résumées dans les pages précédentes) immédiatement après l'annexion, étaient loin de converger de façon positive et concrète. Au contraire, un seul point était commun : toutes étaient contre le national-socialisme, mais quant à l'avenir, elles avaient des perspectives tout à fait différentes : les légitimistes voulaient l'indépendance de l'Autriche,

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ Il faut cependant noter que dans le même numéro du *Kampf*, dans un second article intitulé *Das Schicksal des österreichischen Sozialismus* (Le destin du socialisme autrichien), *op. cit.* p. 130-142, Otto Bauer émet une opinion quelque peu en contradiction avec les constatations péremptoires citées, en déclarant que « le socialisme clandestin continuera malgré tout à survivre en Autriche. Ses conditions de lutte y seront - sinon tout de suite du moins après peu de temps - plus favorables que dans l'ancien territoire du Reich, car la mise au pas poussera, en Autriche, à une résistance plus forte que dans les autres parties de l'Allemagne (depuis 1871), et la dictature des nazis venus du Reich qui, en Autriche, ont aussitôt occupé tous les postes de commande importants, sera bientôt ressentie par le peuple autrichien, comme une domination étrangère (c'est nous qui soulignons) ». Appréciation, si l'on peut dire, beaucoup plus réaliste des faits.

mais sous forme d'une monarchie populaire sociale, les communistes résolument pour l'indépendance, récusaient la monarchie et voulaient une République autrichienne, les socialistes par contre misaient sur une révolution pan-allemande et rejetaient, comme réactionnaire, toute velléité de retour à l'indépendance.

Dans ces circonstances, l'avenir de l'Autriche s'annonçait sombre. Il fallut les dures expériences de la pratique nationale-socialiste en Autriche, de la guerre, pour ouvrir la voie à ce qu'on a depuis appelé un consensus national autrichien. Comment à travers de difficiles luttes, des discussions, de nouvelles réflexions et des événements, ce consensus fut atteint sera le sujet des chapitres qui vont suivre.

CHAPITRE IV

DU REFLEXE « ANTIPRUSSIEN »

AUX PREMIERES RESISTANCES

(juin 1938 - septembre 1939)

DIGRESSION SUR LE PRUSSIANISME

Une fois passée l'ivresse quelque peu artificielle des journées de mars et du « référendum » du 10 avril, l'occupation allemande devint une affaire du quotidien. Alors, le déploiement présomptueux et dominateur des militaires allemands de toutes catégories (SS, SA, officiers de la Wehrmacht, Service du travail, etc.) et des fonctionnaires venus du Reich ou, comme on disait alors, de l'Altreich¹ fut de plus en plus ressenti par la population autochtone comme une invasion étrangère. Chaque jour, des faits nouveaux confirmaient ce sentiment qui saisit même de nombreux nationaux-socialistes autrichiens. Ce « réflexe antiprussien » fut le résultat d'une série de mesures et d'événements dont certains furent d'une telle importance que nous serons amenés à les passer en revue pour bien faire comprendre le rôle que joua cette vie quotidienne imposée et inhabituelle pour les Autrichiens, dans le processus déclenché depuis les jours de l'annexion. De plus en plus les Autrichiens se rendaient compte que leur vie avait été bouleversée de fond en comble.

Pour analyser plus à fond la vague antiprussienne qui, en vérité, fut la concrétion d'un sentiment d'aversion contre les nouveaux maîtres nationaux-socialistes, il nous semble indiqué de revenir à la discussion qui s'était engagée — en marge de celle sur la nation autrichienne — autour de ce réflexe.

1 Le vocable *Altreich*, souvent employé, désigne le Reich d'avant l'annexion de l'Autriche grâce à laquelle il était devenu *Grossdeutsches Reich* (Le Reich grand-allemand). Cette expression - Altreich - est quasiment intraduisible en français ; ni « vieux Reich », ni « ancien Reich » ne rendent le sens véritable qu'approcherait le plus l'expression « le Reich d'avant ». Nous garderons donc *Altreich*.

Les socialistes l'avaient qualifié de « réactionnaire » dans leur revue *Der sozialistische Kampf*, en arguant que « le peuple prussien » était lui aussi victime de la domination nazie, donc qu'une lutte ou même une animosité antiprussienne leur semblait inapte à se transformer en résistance antinazie qu'ils souhaitaient autant que les autres forces politiques autrichiennes.

Ce faisant, les socialistes de l'époque commirent deux erreurs : l'une théorique, l'autre relevant de la pratique. Ils oubliaient en effet que le « prussianisme » n'a jamais été représentatif du peuple de Prusse, mais au contraire une idéologie profondément antipopulaire, l'idéologie des castes régnant sur la Prusse et sur les habitants de ce pays depuis des siècles : idéologie héritée des chevaliers teutoniques qui avaient par le feu et par le sang conquis la Prusse, puis des hobereaux installés sur le dos des paysans et finalement des industriels et des banquiers, les nouveaux maîtres du XIX^e siècle. Conquête par la force, colonisation et domination furent de tous temps les piliers matériels de cette idéologie, alors que l'esprit de supériorité, le militarisme, le mépris hautain envers les autres en étaient l'expression qui rendait si antipathique le « vrai Prussien ». En mettant en avant ces « qualités », Bismarck avait forgé l'Allemagne prussienne, le second Reich. L'idéologie nazie, celle du III^e Reich n'était que l'exacerbation à l'extrême de ce prussianisme dont le premier héraut, Bismarck lui-même, aurait désavoué les excès, comme il l'avait fait de la politique de Guillaume II. C'est contre cette idéologie — symbolisée par les nouveaux maîtres et non pas par le peuple de Prusse — que se dressait le « réflexe antiprussien ² ».

Les socialistes révolutionnaires autrichiens, qui se référaient à Marx pour refuser d'entamer la lutte pour que l'Autriche retrouve son indépendance ³, oubliaient cependant ce que Marx et Engels avaient écrit sur le caractère réactionnaire et conquérant du prussianisme. Quelques citations mettront en évidence que les fondateurs du socialisme scientifique n'en voulaient nullement aux « Prussiens » tout court, mais bien à ceux qui symbolisaient l'idéologie que nous venons de décrire très brièvement.

2 En vérité cette vague antiprussienne tenait lieu d'exutoire au désenchantement qui, rapidement, s'était installé dans les âmes. On ne pouvait, ouvertement, faire opposition au national-socialisme, SS, gestapo et SD veillaient, et on savait que des arrestations nombreuses avaient lieu en permanence.

3 Nous avons déjà vu que dans ses articles parus dans la *Lutte socialiste* (*Der sozialistische Kampf*), Otto Bauer avait donné comme perspective la révolution pan-allemande. Les documents des socialistes révolutionnaires autrichiens se cramponnaient à cette perspective tout à fait illusoire qu'ils n'abandonnèrent officiellement qu'à la toute dernière phase de la guerre.

Il existe un manuscrit de Marx, intitulé « La Prusse », auquel il donna le sous-titre évocateur *Die Kanailen*⁴, et où il brosse une sorte de tableau historique de la naissance et du devenir de l'Etat prussien. Nous en donnerons ci-après quelques extraits caractéristiques qui tous démontrent que Marx n'en voulait pas aux classes populaires, aux serfs des hobereaux prussiens, mais à ces derniers seulement — et à leurs rois —, affirmant que leur royauté était le fruit d'un amalgame de basse complaisance, d'imposture, de subornement de traîtres et de la félonie la plus vile. Cette royauté profondément hostile au peuple allemand est devenue, selon Marx déjà, symbole de réaction et de militarisme. Dans une lettre à Engels, où il traite de l'histoire prussienne, Marx va jusqu'à écrire : « L'histoire mondiale n'a rien produit de plus pouilleux⁵... »

A l'origine de la puissance militaire prussienne on trouve le dressage impitoyable des soldats, le *Drill*, auquel furent soumises les recrues, pour l'essentiel composées de fils de paysans illettrés ou de vagabonds ramassés par les sergents-recruteurs. L'appareil militaire, une fois forgé, fut mis au service d'une politique de rapine implacable inaugurée très tôt par Friedrich Wilhelm I^{er} (Frédéric Guillaume I^{er}) envers et contre tout, et surtout, comme dit Marx, contre l'intérêt de l'Allemagne : « Ceci commence avec le premier Friedrich Wilhelm. Tantôt il s'allie avec la Pologne contre la Suède, tantôt avec la Suède contre la Pologne, faisant toujours partie de la suite comme un petit chacal pour recevoir une part de la proie⁶. » Frédéric II, dit le Grand, continua, notamment en ravissant la Silésie à l'Autriche et en participant aux partages de la Pologne, naguère son suzerain, fait qui est ainsi caractérisé par Marx : « L'existence de l'Etat de Prusse provient de la décadence de la Pologne et de la trahison des Hohenzollern envers la Pologne, jusqu'à ce jour le Hohenzoller nourrit à l'égard de celle-ci la rancune inextinguible du rénégat⁷ », qui ajoute dans son manuscrit sur la Prusse : « L'infamie particulière de la Prusse envers la Pologne vient de ce qu'elle est le laquais devenu maître et que ce n'est que par l'infamie qu'elle peut se débarrasser du souvenir de son ancien état de laquais. » Marx aussi bien qu'Engels rappellent, dans divers écrits, le rôle de la Prusse dans la lutte contre la révolution française qui fut tout autre que glorieux, bien dans la tradition de

4 Manuscrit inédit jusqu'ici, se trouvant dans les archives de l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou.

5 Lettre de K. Marx à F. Engels, du 2 décembre 1856, dans Marx/Engels Briefwechsel, Vol. II, Moskau-Leningrad, 1935, p. 198.

6 Voir K. MARX, *La Prusse* (Les canailles).

7 K. MARX, *Polen, Preussen und Russland*.

trahitise des rois de Prusse. Après la révolution de 1848, ce furent le roi de Prusse et ses féaux qui s'érigèrent en sauveurs du régime féodal qu'ils rétablirent en Prusse après avoir dû se résigner à certaines concessions sous la poussée du mouvement révolutionnaire. Déjà avait commencé la lutte pour l'hégémonie en Allemagne qui devait opposer la Prusse et l'Autriche et se terminer par la fondation de l'Allemagne prussienne. Marx et Engels avaient d'ailleurs prévu — et craint — ce dénouement. Le 13 mars 1849, Marx écrivait dans la *Neue Rheinische Zeitung* : « A tout prix, nous devons devenir des Prussiens, des Prussiens selon le cœur de Sa très gracieuse Majesté, avec droit territorial, arrogance de la noblesse, tyrannie des fonctionnaires, domination du sabre, bastonnades ⁸. »

Et en 1863, lorsque se dessinait déjà la future confrontation entre la Prusse et l'Autriche, Engels écrivit à Marx : « Comme toujours, les Prussiens se comportent de façon infâme. *Monsieur Bismarck* sait qu'une fois la Pologne et la Russie en révolution, ce sera son tour ⁹. »

De son côté, Marx écrivait « que l'Etat de Prusse (une " créature " très différente de l'Allemagne) ne peut exister *sans* la Russie de maintenant et *avec* une Pologne indépendante. Toute l'histoire prussienne conduit à cette conclusion que ces Messieurs les Hohenzollern (y compris Frédéric II) ont tiré depuis longtemps ¹⁰ ».

Après la fondation du Reich par Bismarck, Marx jugea sévèrement l'impuissance de la bourgeoisie allemande à se libérer de la tutelle des hobereaux prussiens tandis qu'elle s'aplatissait devant les tenants de ce qu'il appelait la « Grande Prusse », autrement dit la nouvelle Allemagne, dont il écrivait : « Qu'elle trouve son unité tout d'abord dans la *caserne prussienne*, est une punition qu'elle a amplement méritée ¹¹. »

⁸ *Neue Rheinische Zeitung*, n° 244 du 13 mars 1849.

⁹ MARX-ENGELS, Correspondance (Briefwechsel), Vol. III, Moscou, 1937, p. 154.

¹⁰ *Ibid.*, p. 158-159.

¹¹ *Karl Marx*, Lettres à A. Bebel, W. Liebknecht et d'autres, 1^{re} partie, Moscou-Léninegrad, 1932, p. 492. Auparavant, Engels avait déjà stigmatisé les méthodes prussiennes employées pour réaliser l'unité allemande : « Pour mettre la Prusse à la tête de l'Allemagne, écrivait-il, il ne fallait pas seulement chasser l'Autriche de la Confédération germanique, mais aussi soumettre les petits états. Une guerre fraîche et joyeuse d'Allemands contre Allemands a toujours été dans la politique prussienne le principal moyen de l'expansion territoriale; aucun brave Prussien ne recule devant une telle éventualité. De même qu'il n'y avait aucun scrupule à l'égard du second moyen essentiel : l'alliance avec l'étranger contre des Allemands » (Voir F. Engels, *Der Deutsch-Französische Krieg 1870/71*. Wien, Berlin, 1931, p. 41).

Quant aux caractéristiques de l'Etat prussien ainsi créé : despotisme de la bureaucratie étatique, accouplé à la soumission servile des sujets, idéologie philistine, domination de l'aristocratie prussienne réactionnaire, théories racistes de la race des seigneurs liées à l'antisémitisme religieux et racial, état d'esprit militariste et de conquête, Marx et Engels y voyaient l'expression du prussianisme tout court. Mais ils prévoyaient également que ce prussianisme allait mener à la catastrophe toute l'Allemagne pour laquelle ils n'envisageaient qu'une issue : que le prussianisme spécifique cesse de peser sur l'Allemagne.

En ce qui concerne le caractère « moderne », c'est-à-dire impérialiste, que prit cette idéologie avec l'avènement de Guillaume II — qui chassa Bismarck, trop prudent et modéré à son goût — Marx-Engels prévoyaient déjà que toute la politique de cet état prusso-allemand allait inévitablement entraîner le peuple allemand dans une nouvelle guerre, une guerre mondiale. Dès 1887, Engels écrivait : « Pour l'Allemagne prussienne, il n'y a plus d'autre guerre possible qu'une guerre mondiale, une guerre d'une dimension et d'une violence insoupçonnables jusqu'ici. De huit à dix millions de soldats s'égorgeront mutuellement et dévasteront l'Europe comme une nuée de sauterelles. Les ravages de la Guerre de Trente ans comprimés en trois à quatre années et étendus à tout le continent ; famine, épidémies, dépravation générale, provoquée par la misère aiguë des armées et des masses populaires ; confusion sans issue de nos mécanismes artificiels dans le commerce, l'industrie et le crédit, finissant dans une banqueroute générale ¹²... »

Cette prémonition d'Engels, sombre autant que géniale, s'est réalisée dans la Première Guerre mondiale et répétée à une échelle non plus européenne mais mondiale avec la deuxième, provoquée et menée par le national-socialisme, cette expression suprême du prussianisme dont la première victime, en tant qu'Etat, fut justement l'Autriche.

Mais, pourra-t-on objecter, en qualifiant de la sorte le prussianisme, Marx et Engels étaient obnubilés par une vue partisane des choses, les nombreux non-ou-anti-marxistes de notre époque ne sont nullement tenus à faire leurs ces opinions. D'ailleurs, n'y a-t-il pas de nos jours assez de laudateurs des « vertus prussiennes » : ordre, discipline, abnégation, obéissance, etc. Nous leur en donnons acte, et c'est pourquoi nous assignons ici un autre témoin de l'opposition insurmontable entre Prussien et Autrichien — opposition non pas individuelle, mais collective et qui se faisait justement jour à cette époque de l'occu-

12 F. ENGELS, dans *Der Deutsch-Französische Krieg*, op. cit., p. 370.

pation allemande et nazie de l'Autriche. Nous parlons de l'écrivain d'essence absolument conservatrice que fut Hugo von Hofmannsthal dont le fameux tableau comparatif Prussien-Autrichien (datant pourtant de 1917, époque de la « fraternité d'armes austro-prussienne ») doit trouver sa place, selon nous, dans cette digression sur le prussianisme ; c'est pourquoi nous en donnons la traduction ci-après :

Prussiens et Autrichiens — un schéma de Hugo von Hofmannsthal

Globalement :

La Prusse :

Créée, construction artificielle, pays naturellement pauvre.

Tout dans l'homme et tout vient des hommes, par conséquent : sens de l'Etat comme ciment.

Davantage de vertu, davantage d'efficacité.

L'Autriche :

Devenue, tissu historique, pays riche, naturellement riche.

Tout vient de l'extérieur : nature et Dieu ; amour du pays comme ciment.

Davantage de piété, davantage d'humanité.

Structure sociale :

La Prusse :

Un tissu social poreux, divorce de culture entre les classes ; mais machinerie précise.

Petite noblesse très séparée, mais en soi unie.

Monde homogène de fonctionnaires : support d'une mentalité.

L'Autriche :

Tissu social dense, les classes solidaires dans la culture ; mécanisme dans l'ensemble imprécis.

Grande noblesse riche en types, politiquement désunie.

Monde polygène de fonctionnaires ; de mentalité et de sentimentalité commandées.

Opinions et usages « dominants ».

Le peuple : masse à se laisser discipliner à outrance (armée ; social-démocratie scientifique).

Suprême autorité de la couronne.

Le peuple : une masse indépendante, individualisme sans bornes.

Suprême confiance envers la couronne.

L'individu

Le Prussien :

Esprit moderne (vers 1800 cosmopolitique, vers 1848 libéral, maintenant bismarckien, presque sans mémoire pour les phases passées).

L'Autrichien :

Esprit traditionnel, presque stable à travers des siècles.

Absence de sens historique.	Possède instinct historique.
Capacité d'abstraction.	Peu de talent pour l'abstraction.
Incomparable dans l'exécution ordonnée.	Plus rapide dans la manière de comprendre.
Agit selon le règlement.	Agit selon la bienséance.
Force de la dialectique.	Refus de la dialectique.
Plus d'adresse dans l'expression.	Plus d'équilibre.
Davantage de conséquence.	Davantage de capacité de se retrouver dans l'existence.
Amour-propre.	Ironise sur lui-même.
Apparemment viril.	Apparemment mineur.
Transforme tout en fonction.	Ramène tout au social.
S'affirme et se justifie lui-même.	Aime mieux rester dans le vague.
Pharisien, arrogant, pédant.	Embarrassé, vaniteux, spirituel.
Pousse aux crises.	Evite les crises.
Lutte pour son droit	Nonchalance.
Incapable de se mettre à la place d'un autre.	Se met à la place de l'autre au point de manquer de caractère.
Caractère volontaire.	Cabotinage.
Chaque individu porteur d'une partie de l'autorité.	Chaque individu porteur de toute une humanité.
Arrivisme.	Avide de jouissance.
Prépondérance des affaires.	Prépondérance du privé.
Exagération dure.	Ironie jusqu'à l'auto-dissolution.

On peut, évidemment, ne pas être d'accord avec ce tableau, comme on peut ne pas être d'accord avec Marx et Engels. Mais qu'on parte de présupposés rationalistes ou purement spirituels, l'incompatibilité d'humeur entre ce qu'il y a de typique chez les deux concepts de l'homme, de l'Etat et de la société saute aux yeux.

A ce propos, et pour terminer cette digression qui jette une lumière crue sur l'erreur théorique alors commise par les socialistes révolutionnaires qui ne voulaient pas voir l'antagonisme profond qui opposait les Autrichiens — tous les Autrichiens — aux Prussiens, nous citerons encore une opinion émise à l'époque par le penseur Ernst Bloch, disparu récemment. « ... L'Autriche est traitée comme un pays occupé, elle est soumise à la prussification comme l'Alsace-Lorraine à l'époque impériale ; son nom même doit disparaître. Il est vrai que les nazis ont de bonnes raisons pour mener une telle politique : l'Autriche des travail-

leurs de Vienne, de la formation militante clandestine, des cinq années d'observation de l'Allemagne nazie, est un terrain difficile. Même la mise à l'écart des nazis autrichiens doit avoir ses raisons : si les Habicht et Frauenfeld¹³ ne parviennent pas à détenir des postes, ce n'est guère la faute de leur " nonchalance " (Schlappheit). Bismarck a dit une fois que la feuille la plus conservatrice est encore plus feuille que conservatrice. *Mutatis mutandis*, il semble bien que même l'Autrichien nazi est un corps étranger dans le III^e Reich ; malgré Hitler. Il n'a pas en lui autant de " tripes " dans le ventre, autant de nostalgie de la mort, autant de dynamique vers le néant... »

« Il ne fait pas de doute qu'une situation absolument nouvelle est née. Situation nouvelle également pour tous les anciens amis de l'anschluss ; pour la simple raison déjà qu'il y a *occupation et non pas anschluss*. Tout le monde s'accorde pour dire que *l'Autriche est plus nationale que jamais ; la haine du Prussien unit*. Et non seulement la haine du Prussien, mais se réveillent des souvenirs du temps d'Andreas Hofer qui, en 1809, a défendu son pays contre les Bavares. On ne peut parler de nostalgie de l'ancienne monarchie pourrie ni de romantisme suranné lorsqu'un pays, avec une culture spécifique, millénaire, ne veut pas se laisser transformer en cour de caserne prussienne... C'est la nouvelle situation depuis l'occupation de l'Autriche : elle a créé l'Autriche comme une *entité nationale* et nous voulons comprendre ce nationalisme, même s'il n'est qu'un phénomène passager, comme instrument anti-hitlérien¹⁴. » Marx-Engels, Hofmannsthal, Bloch, cette trinité, ce triangle spirituel, circonscrit bien, du point de vue historique et idéologique, la vague anti-prussienne dont fut saisie la population autrichienne ; le prussianisme est ainsi éclairé de divers côtés, non pas comme un phénomène national mais, au contraire, comme un phénomène anti-national et répressif, ressenti comme tel partout où il se manifeste, y compris en Prusse¹⁵.

13 Bloch commet ici une légère erreur ; car si Frauenfeld - envoyé à Hambourg - était bien un dirigeant nazi autrichien de l'époque « héroïque », Habicht lui, était allemand et avait été le commissaire de Hitler pour le parti nazi autrichien.

14 Extraits d'un article de Ernst Bloch intitulé *Die österreichische Frage* paru dans la *Weltbühne* n° 27 de 1938 ; extraits reproduits dans *Weg und Ziel* n° 9, sept. 1938, p. 361.

D'ailleurs, et l'histoire l'a prouvé depuis, E. Bloch se trompait en pensant que le sentiment national autrichien, né d'une révolte anti-hitlérienne, serait un phénomène passager. Hitler est passé, mais le sentiment national autrichien est resté : tout notre travail tend à le prouver.

15 Franz MEHRING, dans son livre *Die Lessing-Legende*, a consacré plusieurs chapitres à la caractérisation de l'Etat prussien et du despotisme « éclairé » de Frédéric II. Il y décrit notamment les origines du caractère militariste

LES PRATIQUES NATIONALES-SOCIALISTES

Il n'est que de regarder certains aspects des pratiques quotidiennes appliquées par les occupants nazis en Autriche ; ce sont ces méthodes qui suscitèrent la vive réaction de la population et firent dire aux rédacteurs des « rapports sur la situation » de la Gestapo, que les Autrichiens ont été pratiquement, en permanence, imperméables à la propagande du nazisme.

Sur le plan des changements personnels, les mesures, spontanées au début, furent bientôt systématisées : une vaste redistribution de postes et d'influences donna alors aux autochtones le sentiment d'être des « colonisés », des êtres de seconde zone, d'où la naissance du ressentiment anti-prussien. C'est au sommet que ces mutations furent les plus visibles : chaque gauleiter d'origine autrichienne fut assisté, on pourrait aussi dire « cornaqué », par un adjoint venu du Reich. Déjà pour la préparation du « référendum » du 10 avril, Bürckel avait placé partout des « hommes sûrs » auprès des nazis autrichiens dont il faut conclure qu'ils ne l'étaient guère à ses yeux. Dans le reportage du chef du bureau de presse de Bürckel, Helmut Sündermann¹⁶, *Die Grenzen fallen*, on pouvait lire : « Chaque direction de circonscription (Kreiswahlleitung) fut dotée par Bürckel d'un

de l'Etat prussien qu'il résume dans cette phrase : « Der preussische Staat war nur als preussisches Heer möglich ; so bedangen es seine ökonomischen Grundlagen. Das Heer war der Staat. » (Voir Franz MEHRING, *Die Lessing-Legende zur Geschichte und Kritik des preussischen Despotismus und der klassischen Literatur*, Stuttgart, 1920, Verlag Dietz Nachf. p. 105). Mehring fait précéder ce résumé d'une description des méthodes employées par les rois prussiens pour la constitution de leur armée dont les recruteurs répandaient la terreur dans tous les petits états allemands où ils purent pratiquer sans vergogne ce que l'on appelle aujourd'hui le kidnapping (Menschenraub). Cette plaie était si grave que le gouvernement hanovrien se vit dans l'obligation de promulguer, le 14 décembre 1731, une ordonnance à l'encontre des recruteurs prussiens déclarant que de tels « recruteurs sans feu ni lieu et sans dignité, doivent être arrêtés immédiatement, et s'ils se trouvent en nombre, chassés en sonnant le tocsin et, le cas échéant, par la milice si elle se trouve à proximité. Ils doivent être traités comme des brigands de grands chemins et des ravisseurs d'hommes (Menschenräuber), comme des perturbateurs de la paix publique et de la liberté du pays, et punis de mort lorsqu'ils sont reconnus coupables. Dans le cas où ils se défendent, ils doivent être assommés ou fusillés ». Sur le rapt d'hommes pratiqué à l'intérieur même de l'Etat prussien, on peut citer ce cri de « l'auditeur général » Katsch : qu'on « évite au moins de faire couler trop de sang, lors du recrutement » (*ibid.* p. 95). On dirait une anticipation des sévices des hordes nazies avant et après la remise du pouvoir à Hitler.

16 Ce fonctionnaire nazi n'a d'ailleurs pas disparu de la scène. Ces dernières années, il était un auteur très recherché de diverses publications néonazies dans lesquelles il étalait complaisamment ses souvenirs.

Kreisleiter allemand : en Styrie, ce fut le P.G.¹⁷ Nietmann, à Vienne les deux P. G. Dürrfeld et Kleemann, au Burgenland le P. G. Knissl de Hambourg, en Basse Autriche le SS-Oberführer Schmelchen, à Salzbourg le P. G. Dietrich de Cobourg, au Tyrol le Sarrois Schubert, au Vorarlberg le P. G. Röhrich et en Haute Autriche le maire de Sarrebruck, Schwitzgibel. »

Et si, malgré quelques modifications, la plupart des gauleiter — sept en tout — étaient d'origine autrichienne, Vienne, le *Gau* le plus important, fut finalement doté dès août 1940 d'un gauleiter et Reichsstatthalter super-allemand, un favori de Hitler, à savoir le fameux Baldur von Schirach qui gouverna jusqu'à l'issue finale avec un bonheur très variable ; de même à la fin novembre 1941 (27-11-1941) Salzbourg fut doté d'un gauleiter allemand, le Reichsstudentenführer (chef des étudiants pour tout le Reich) Gustav Adolf Scheel¹⁸. Pour les adjoints de ces gauleiters, le chef du service du personnel chargé de faire des propositions fut l'*Allemand du Reich* (Reichsdeutscher) Christian Opdenhoff ; il s'en occupa très activement comme il ressort des lettres qu'il adressa périodiquement aux instances supérieures. Son souci essentiel était de mettre des « gens sûrs » aux postes-clé et, pour lui, les gens sûrs étaient nécessairement des Allemands du Reich. Ainsi, dans une note de service du 2 avril 1938 adressée à Bürckel, Opdenhoff, entre autres considérations sur le personnel dirigeant, précise : « Pour Vienne, un gauleiter " reichsdeutsch " me semble absolument nécessaire. Aucun des camarades de parti (autrichiens) anciennement en place ici n'offre la garantie de pouvoir s'imposer. » Et il recommande le gauleiter de Danzig, donc un Prussien, parce qu'il est précédé « du renom de bien s'y connaître dans les problèmes de l'Est. En tant qu'élève du Pg. Streicher (!), il pourra également résoudre ici la question juive¹⁹ ». Après quelques semaines de maturation, ce même

17 PG = Parteigenosse (camarade du parti).

18 Nous avons déjà donné les noms des 7 gauleiters désignés par Hitler par décret du 23 mai 1938. Tous étaient des nazis dont la fidélité au führer était à toute épreuve ; deux, néanmoins, ne restèrent pas longtemps à leur poste. Dès le 30 janvier 1939, le gauleiter de Vienne, Odilo Globocnik, fut limogé et remplacé par Bürckel qui cumulait ainsi les fonctions de Reichskommissar, de gauleiter et bientôt de Reichsstatthalter - jusqu'en août 1940 où il fut remplacé par von Schirach ; le 12 février 1939, Hubert Klausner, le gauleiter de Carinthie décédait mystérieusement ; les circonstances de sa mort restèrent obscures, on parla de suicide, Klausner - idéaliste national-socialiste - n'ayant pas supporté la manière dont avait été réalisé l'anschluss qu'il avait pourtant souhaité pendant si longtemps.

19 *Aktennotiz* d'Opdenhoff à l'intention de Bürckel, du 2 avril 1938, avec pièces jointes. « Geheime Reichssache » (Secret d'Etat). Sig. Schumacher/304 BA. Si les propositions d'Opdenhoff ne furent pas toutes acceptées, nous

Opdenhoff écrit entre autres dans une nouvelle note de service du 29 avril 1938 : « Primitivement, il a été prévu que les gauleiters seront de provenance autrichienne, et que leurs adjoints viendront du Reich. » En conséquence de quoi il soumet les propositions suivantes : pour le Tyrol un chef de cabinet du *Gau* en provenance du Reich (sans nom), comme gauleiter adjoint pour la Haute Autriche le Pg. Trautmann de Dessau, pour la Basse Autriche le Pg. Grossherr (de Prusse orientale), pour la Carinthie le Pg. Neuburg (de Kassel) et pour la Styrie le Pg. Körber de Mecklenbourg (encore un Prussien). Prenant en considération certaines objections possibles, Opdenhoff envisage à un moment de nommer pour la Carinthie un gauleiter adjoint d'origine autrichienne, proposition qu'il accompagne du commentaire suivant : « Il est vrai qu'il y aurait alors deux Autrichiens ensemble, mais je crois malgré tout qu'ils pourraient accomplir correctement leur tâche ²⁰. » Ainsi, même les nazis autrichiens les plus anciens et les plus fanatiques ne furent considérés que comme des chefs de moindre qualité auxquels il fallait toujours adjoindre un surveillant allemand pour garantir le plein succès de la mise au pas.

Dans son excellente étude sur l'incorporation de l'Autriche dans le Reich allemand ²¹ Gerhard Botz analyse tous les méandres de la dissolution de l'Autriche de 1938 à 1940. Il souligne, à ce propos, certaines tendances conservatrices toujours vivaces dans les milieux nazis des classes supérieures, caractérisées également par de fortes émotions antiprussiennes qui, chez des non-nazis, furent parfois légèrement teintées de sentiments plus ou moins antifascistes.

Car, malgré certaines volte-faces et hésitations, l'objectif de la plupart des autorités du Reich fut de soumettre l'ancienne Autriche comme une quelconque province allemande — sur la base des « *Gaue* ». Alors, comme l'écrit G. Botz, le territoire de l'ancienne Autriche aurait été totalement « prussianisé », c'est-à-dire réduit à l'échelon de l'administration provinciale prussienne ²². Paradoxalement, si ce plan des

avons vu qu'après l'intermède Globocnik, ce furent effectivement des *Allemands du Reich* (Bürckel et von Schirach) qui assumèrent la charge de gauleiter de Vienne jusqu'à l'effondrement du III^e Reich, aucun nazi autrichien n'ayant été jugé digne et capable de prendre en charge cette grande ville, terrain particulièrement difficile pour les nazis.

20 Lettre de Christian Opdenhoff (chef du service du personnel près le Commissaire du Reich pour la réunion) du 29 avril 1938 à Helmut Friedrichs, lui-même chef de département principal dans l'état-major de Rudolf Hess, le Stellvertreter du Führer. Slg. Schumacher/304 B.A.

21 Gerhard Botz, *Die Eingliederung Österreichs in das Deutsche Reich*, op. cit., p. 119-120.

22 Op. cit., p. 120.

autorités étatiques nazies n'a pas complètement réussi, il faut l'attribuer au principe de mouvement du national-socialisme manié magistralement par Hitler qui avait besoin de ce chaos dans les compétences pour maîtriser sa machine du pouvoir personnel.

Rien ne dit d'ailleurs que la prussianisation totale de l'Autriche n'ait pas été visée à plus long terme, mais la querelle qui opposa Bürckel et Seyss-Inquart, et dont il sera question ultérieurement, laissait prévoir des résistances opiniâtres venant justement du caractère antinomique du Prussien et de l'Autrichien.

Ces tensions au « sommet », ou plutôt aux sommets, se manifestèrent également à la base ; pour une fois, le sommet de l'iceberg n'était pas visible, mais ses parties cachées faisaient des vagues. Personnellement, Bürckel se faisait remarquer d'une manière désagréable, et cela quotidiennement. Le même Opdenhoff, qui en 1938 lui avait donné des conseils (et par là à Himmler, Göring et Hitler) sur la nomination des gauleiters, écrivit le 3 juin 1939 à Friederichs, chef de département à la Reichskanzlei (état-major de Hess), ce que les Viennois pensaient du Reichskommissar Bürckel qui, alors, n'avait plus la moindre popularité²³ ; « Je peux comprendre que les Viennois affirment que Bürckel et ses " Palatins " (Pfälzer) ne les connaissent pas et ne peuvent se mettre à leur portée. Le matin, Bürckel prend son petit déjeuner avec ses " Pfälzer ", à midi il est encore assis au milieu d'eux, dans la soirée il va au Stadtkrug avec ses " Pfälzer ", et dans la nuit on l'y trouve encore avec les mêmes. Inutile de dire quoi que ce soit sur l'insignifiance humaine de la plupart de ses " Pfälzer " ²⁴... »

Si l'inséparable « bande à Bürckel » rappelait publiquement et quotidiennement aux Viennois la domination étrangère, les effets de son activité « d'harmonisation avec l'Altreich » se faisaient sentir dans tous les domaines publics et privés. Dès le 2 avril 1938, donc encore avant le référendum, les plaques minéralogiques des voitures durent être changées, au lieu du « A » en usage jusque-là, toutes les autos durent arborer le « D » de Deutschland. Quelques mois plus tard, le président de la police de Vienne, donc le préfet, édicta l'ordonnance suivante : « Dans le passé, l'esprit cosmopolite et mercantile des juifs a tellement influencé le commerce et l'artisanat autochtones... que pres-

23 En effet, les Viennois avaient fabriqué le calembour suivant sur Bürckel : au lieu de Gauleiter Bürckel, ils l'avaient baptisé *Bierleiter Gauckel*, faisant allusion aux quantités de bière qu'il ingurgitait. Gauckel suscitait l'idée de Gaukler (Bateleur, charlatan, etc.).

24 Institut für Zeitgeschichte München Fa-91/3 Fasz. 12, Bl. 670.

que partout nous rencontrons aujourd'hui dans la dénomination des activités industrielles, de ses installations et de ses produits une imitation étrangère. En conséquence, tous les propriétaires de magasin sont appelés d'une manière catégorique, à suivre les nécessités des temps nouveaux et à remplacer les dénominations étrangères par des termes allemands qui ne manquent vraiment pas. De toutes les inscriptions doit ressortir le caractère tout à fait allemand de la capitale de notre patrie ostmärkisch... Et le commentaire énumère les expressions étrangères à éliminer : Ajour, Auto-Service, Bandagen, Bijouterie, Bons, Borduren, Buffet, Café, Canditen, Champion, Coiffeur, Coupé, Dekoration, Delikatessen, Dental-Depot, Dessert, Destillerie, Dinet, Draperie, Elegance, En gros, En detail, English-School, Etage, Etikette, Expositur, Galanterie, Garderobe, Hydrotherapie, Imprägnierung, Jalousien, Kosmetik, Litographie, Maniküre, Ondolieren, Pediküre, Perron, Plafond, Plissée, Realitäten, Souterrain, Stores, Tailleur, Tailor, Tapisserie, Therapie, Viktualien ²⁵. »

On remarquera que la grande majorité de ces expressions était d'origine française, c'est-à-dire que leur usage remontait à l'époque où le français, langue courante de la Cour et de la noblesse, se répandait également parmi les classes populaires, donc n'avait rien à voir avec une quelconque influence juive. D'autre part, cette ordonnance ne pouvait évidemment empêcher ces expressions — et maintes autres d'origine étrangère — de continuer à figurer dans les conversations des Viennois, mais à la faveur de l'interdit, elles prirent une tonalité de fronde, voire de résistance à l'esprit nazi.

La mise au pas fut surtout ressentie dans deux secteurs publics : celui des fonctionnaires, et celui des associations. Pendant la première année de l'annexion, le nombre de fonctionnaires révoqués fut particulièrement élevé, et malgré le transfert des dossiers à Berlin on put constater, à la fin de la guerre, que plus de 17 000 fonctionnaires autrichiens avaient été chassés de leur poste, parmi lesquels 6 000 hauts fonctionnaires qui furent pour la plupart remplacés par des Allemands venus du Reich. A l'office du travail de Vienne, par exemple, on trouvait en 1944 près de 400 fonctionnaires, mais les postes dirigeants, plus de 30, étaient occupés par des Allemands. Le salaire moyen mensuel des Allemands était de 463 marks, celui des fonctionnaires autrichiens de 398 ²⁶.

25 *Völkischer Beobachter*, 1^{er} septembre 1938.

26 *Rot-Weiss-Rot-Buch*, Wien, 1946, p. 77 (désormais désigné par le sigle R. W. R.).

Le mépris et la méfiance des nouveaux maîtres envers les fonctionnaires et travailleurs autrichiens furent parfaitement exprimés par l'organe des SS *Das schwarze Korps*, dans son numéro de mars 1938, qui, parlant de l'ambiance antiprussienne régnant alors en Autriche, écrivait : « Il est certain que le vent antiprussien qui souffle aussi bien à partir de charmants jardins de presbytère qu'à partir de logements bourgeois sentant le moisi et de tavernes avinées fera bientôt place à une brise rafraîchissante... Derrière chaque Autrichien actif et inactif se trouvera bientôt un Prussien qui ne ménagera pas sa critique acerbe, chaque fois que quelque chose n'ira pas ²⁷. »

C'est dans la même ligne qu'eut lieu la liquidation d'un domaine traditionnel particulièrement cher aux Autrichiens : celui des associations. Un an à peine après l'annexion, le *Völkischer Beobachter* publia le bulletin de victoire suivant : « Il n'y avait, dans l'ancienne Autriche, pas moins de 115 000 associations et organisations de toute sorte, sans compter les sociétés par actions et les mutuelles d'épargne... Pour une population de 6,5 millions d'habitants, cela veut dire qu'il y avait une association pour 50 « Ostmärker ». Toutes ces associations ont été examinées, épurées et placées sous contrôle. La plupart d'entre elles ont été dissoutes, soit à cause de leur attitude politique ou confessionnelle, soit parce qu'elles étaient totalement superflues, si bien qu'après l'épuration il n'en restera probablement que 5 000 dont la majorité sera rattachée aux grandes fédérations du Reich... Toutes les associations ont dû se faire enregistrer et en même temps déclarer leur fortune ; pour arriver rapidement au but poursuivi et obliger ces associations à se déclarer, tous leurs avoirs, déposés dans les banques et les caisses d'épargne, ont été bloqués. Sans l'accord du commissaire-séquestre, aucune association ne peut disposer de son avoir... Ce commissaire-séquestre a créé, dans l'Ostmark, une situation qui peut servir d'exemple à tout le Reich... Ainsi, dans l'Ostmark il n'existe aucune association qui ne soit pas totalement sous la coupe du représentant du N.S.D.A.P. ²⁸... »

Mettre au travail les Autrichiens « paresseux » était depuis l'annexion l'obsession des nationaux-socialistes. Comme il était somme toute peu économique de faire surveiller chaque Autrichien par un Prussien, le pouvoir organisa — avec la précision prussienne — l'envoi forcé de plusieurs couches de la population là où il avait besoin de main-d'œuvre et sur place il encadra de façon draconienne les travailleurs.

²⁷ Cité d'après R. W. R., p. 78.

²⁸ *Völkischer Beobachter*, 26 février 1939.

Pour les surveiller étroitement, le *Front allemand du travail* (Deutsche Arbeitsfront) qui remplaçait les syndicats devenus « superflus », organisa systématiquement tous les salariés d'une entreprise sous la direction du chef d'entreprise promu « Betriebsführer », au nom de la doctrine du chef (Führerdoktrin) et de la communauté du peuple (Volksgemeinschaft) qui ignoraient la différenciation entre patrons et salariés, surmontant ainsi d'un coup la lutte des classes, sinon les classes elles-mêmes. L'ambition de chaque Betriebsführer était de pouvoir mettre à la porte de son usine un écriteau disant que « cette entreprise est à 100 % dans le D.A.F. ²⁹ ». De cette façon, et suite à une ordonnance de Bürckel du 27 mai 1938 enjoignant d'organiser le D.A.F. dans les 7 Gaue de l'ancienne Autriche, les effectifs dudit D.A.F. grossirent rapidement jusqu'à atteindre en mai 1939, pour Vienne seulement, le chiffre de 636 432 adhérents. Ces adhésions n'étaient nullement volontaires et il fallut bien « prendre en charge » cette masse de « producteurs ». Ce fut la tâche des « Amtswalter » (préposés officiels) qui — 44 000 à Vienne — étaient chargés d'encadrer les simples membres lors des nombreux « appels », réunions, manifestations, etc., auxquels prirent part, rien que dans l'année 1938, plus de 1 800 000 « Volksgenossen », bien obligés d'y participer. Mais les « Amtswalter » ne suffisant pas à la tâche de surveillance et de mouchardage des travailleurs, les nazis créèrent dans les usines d'une certaine importance des « Werkscharen » (milices d'usine), responsables du « climat politique » à l'entreprise, qui veillaient assidûment au strict maintien des cadences exigées et faisaient le nécessaire pour que tout le monde participe aux « réunions de l'entreprise », les travailleurs étant désormais désignés non plus sous le nom de « Belegschaft » (effectifs) mais de « Gefolgschaft », c'est-à-dire ceux qui devaient suivre et obéir.

Au cours d'une réunion de travail des responsables du D.A.F., le chef adjoint du département Werkschar und Schulung (Milice d'usine et éducation politique), le Pg. Schneider, expliqua ainsi les tâches des milices d'usine : « Dans l'organisation des Werkscharen, il a fallu dépasser un certain stade initial. Face aux conceptions erronées sur le travail, qui avaient cours dans le passé, il faut souligner fermement le principe de la complémentarité du travail et de l'état militaire (Arbeit und Soldatentum) ; c'est pourquoi l'entraînement militaire des Werkscharen a été la condition préalable pour qu'ils soient aptes à prendre en charge les tâches que le chef d'organisation du Reich (le Dr Ley) vient de leur poser. A l'avenir, cette tenue militaire sera également exigée de tout membre

29 DAF = sigle pour Deutsche Arbeitsfront (Front allemand du travail).

des milices d'usine³⁰. » Cette militarisation du travail trouva son expression dans différentes mesures du nouveau régime, mesures qui furent loin de susciter des sympathies pro-prussiennes. En peu de temps, les Autrichiens devenus Ostmärker purent bénéficier, si l'on peut dire, des dispositions en vigueur depuis 1933 dans l'Altreich. Ainsi, le service obligatoire du travail fut introduit en Autriche à partir du 1^{er} octobre 1938, date d'appel de la première classe d'âge. Mesure qui eut pour conséquence l'envoi de nombreux jeunes Autrichiens dans des contrées éloignées du Reich, sorte de déportation du travail aux conséquences humaines et politiques qui seront encore étudiées par la suite³¹. Fin 1938, un autre pas fut franchi : le livret de travail (Arbeitsbuch) fut introduit dans l'Ostmark, mesure contraignante abandonnée depuis plus de cent ans en Autriche. Les offices du travail furent chargés d'appliquer cette mesure, rendue publique à la veille de Noël 1938, avec ce commentaire : « Comme il y a dans l'Ostmark 2,1 millions de personnes astreintes au livret de travail, quelques mois passeront avant que chacune d'elles reçoive son livret. Ensuite, chaque travailleur ne pourra être embauché que sur présentation de son livret de travail³². »

La première conséquence de cette mesure fut que le travailleur ne pouvait plus exercer que la profession inscrite dans son livret de travail, à moins d'obtenir une autorisation spéciale, ou sur ordre exprès de l'office du travail en vue d'un engagement obligatoire. Deuxièmement, en vertu de cette dernière prescription, le travailleur était désormais à la disposition de l'office du travail qui pouvait l'envoyer là où le « délégué pour le plan quadriennal » (Göring) le jugeait utile. La liberté de travail fut ainsi purement et simplement abolie, dans ce sens aussi que les entreprises (privées et publiques) pouvaient être contraintes de céder la main-d'œuvre requise par les autorités³³.

La jeunesse féminine, elle aussi, fut astreinte à cette prestation de service d'une durée d'un an, afin de pallier le manque de main-d'œuvre.

30 Voir *Völkischer Beobachter*, 9 août 1939.

31 Le *Völkischer Beobachter* du 3 novembre 1938 donne à ces convois l'aspect d'images d'Épinal : « Pour la première fois, de jeunes Salzbourgeois sont partis, comme il est de leur devoir, pour le service obligatoire du travail. Jusqu'ici, comme on le sait, l'Ostmark n'avait contribué que par l'envoi de volontaires. Cette fois, il s'agit du premier transport d'appelés qui, au nombre de 180, partent maintenant pour l'Allemagne du nord. Ils sont originaires de la ville et du Land de Salzbourg et feront leur service avec des camarades venus d'autres Gaue...

32 *Das Kleine Blatt*, 24 décembre 1938.

33 Décret du délégué pour le plan quadriennal, à la date du 13 février 1939, sous le titre *Service obligatoire*.

Chaque jeune fille allemande au dessous de 25 ans, qui envisageait d'occuper par la suite un poste dans l'industrie ou dans l'administration publique³⁴, devait fournir la preuve d'une activité d'une durée minimum d'un an dans l'agriculture ou dans une famille.

Dans un commentaire publié dans la *Deutsche Volkszeitung*, on explique comment les jeunes filles pouvaient s'acquitter de leur service : « Soit par une activité d'un an dans une famille. Mais il ne faut pas penser au poste facile et recherché de jeune " fille au pair " (Haustochter) qu'on s'imagine le plumeau à la main et participant à la vie de la famille, mais au contraire à un vrai emploi dans le ménage (donc comme bonne à tout faire), si possible dans une famille nombreuse pour décharger la maîtresse de maison et la mère. Soit comme *aide agricole* dans un ménage paysan, car de cette manière la jeunesse de la ville peut non seulement aider la paysanne dans son activité multiple, mais elle apprend ainsi à apprécier la simplicité de la vie à la campagne et la valeur de la terre. Ou encore dans le *service agricole des jeunes filles hitlériennes* qui, en gros, exige le même travail que celui déjà décrit, mais où les jeunes sont hébergés dans les camps de la H.J. (Hitler-Jugend) dans une communauté villageoise où ils se retrouvent chaque jour, après le travail, pour passer la soirée ensemble et repartir de bonne heure, le matin, à leur travail. Egalement dans le *Service du travail* qui est la première éducation de la jeunesse féminine, mais ne dure que six mois, après quoi la jeune fille doit encore servir six mois à la campagne ou dans une famille, pour remplir ses obligations de service. Enfin, la jeune fille peut entrer au *service féminin auxiliaire pour les soins sociaux ou médicaux* — administré par l'organisation des femmes nationales-socialistes — d'une durée de deux ans, mais qui offre la perspective de maints avantages en ce qui concerne le travail futur ou le prêt au mariage³⁵... » Ainsi donc, le comportement présumptueux des occupants, la mainmise sur les postes-clés dans l'administration et la vie publique, les mesures contraignantes dans la vie professionnelle dont les conditions furent détériorées de façon drastique, un service du travail obligatoire impliquant souvent la déportation dans des contrées éloignées, l'introduction du livret de travail rappelant le

34 Cette formulation officielle fait ressortir que les jeunes filles des classes aisées n'étaient pas astreintes au service obligatoire soit qu'elles n'aient ni l'intention ni l'obligation de solliciter ultérieurement un emploi, quel qu'il soit, soit qu'elles aient envisagé d'entrer dans une profession libérale, soit encore qu'elles prennent la succession dans une entreprise familiale.

35 *Deutsche Volkszeitung*, 4 février 1939.

moyen-âge³⁶ firent comprendre aux Autrichiens que le nouveau régime, faisant fi de leurs traditions et franchises acquises, s'attribuait lui-même la mission de dominer un peuple devant être « éduqué » et « civilisé », et par là était ressenti comme une domination étrangère à caractère colonialiste³⁷.

LE REVERS DE LA MÉDAILLE

Toutes ces mesures que nous avons exposées jusqu'ici, sur la base de documents ou de publications officielles, eurent des effets percutants

36 Intentionnellement, les journaux nazis firent grand état des mesures prises à l'encontre de ceux qui avaient des velléités de se soustraire à leurs « devoirs ». Sous le titre *le refus de travailler est puni*, le *Völkischer Beobachter* du 22 juillet 1939 écrit : « Le Volksgenosse Friedrich E., de Roglitz, était employé à des travaux d'intérêt national, en dehors de son arrondissement d'origine, et avait abandonné son travail sans raisons particulières et sans en informer l'office du travail compétent. Il n'a pas obtempéré à la sommation de réintégrer son emploi, en conséquence de quoi il a été réquisitionné, en vue de reprendre son ancien emploi, en vertu de l'ordonnance du 13 février 1939 qui déclare que chaque habitant du territoire du Reich peut être convoqué par l'office du travail pour s'acquitter de travaux urgents et importants dans l'intérêt national. Mais E. n'a pas cru devoir répondre à cette sommation qui équivalait à un ordre de se présenter. De sorte que le tribunal de grande instance de Wiener Neustadt l'a condamné à quatre mois de prison, condamnation ayant acquis entre temps force de chose jugée. Ce jugement mérite la plus grande attention. Il exprime d'une manière catégorique que personne ne peut se soustraire à ses devoirs envers la communauté du peuple. Les tâches gigantesques du plan quadriennal exigent la discipline la plus rigoureuse, justement en ce qui concerne le travail. Tout changement injustifié du lieu de travail entraîne une perte pour l'économie nationale et doit donc être empêché... (*Völkischer Beobachter*, 22 juillet 1939).

37 Ce caractère oppressif ressort également du *deuxième décret d'application* concernant la loi sur la jeunesse hitlérienne (ordonnance sur le service de jeunesse) promulgué par le « Reichsstatthalter en Autriche », le 25 mars 1939), selon lequel cette loi s'applique désormais sur le territoire de l'ancienne Autriche, astreignant tous les jeunes de 10 à 18 ans à faire leur service dans les jeunesses hitlériennes, à savoir de 10 à 14 ans dans le « *Deutsches Jungvolk* » (DJ) et de 14 à 18 ans dans la *Hitler Jugend* (HJ) alors que les jeunes filles devaient accomplir leur service de 10 à 14 ans dans le *Jungmädelsbund* (JM) et de 14 à 18 ans dans le *Bund Deutscher Mädel* (BDM). Tous les jeunes gens furent pratiquement soustraits à l'autorité parentale à laquelle se substituait l'Etat et, « sera puni de prison ou d'une amende, quiconque empêchera ou tentera d'empêcher, dans une intention malveillante, un jeune d'accomplir son service dans les jeunesses hitlériennes ». Mais les jeunes également sont menacés : « L'autorité de police locale peut les contraindre à remplir les obligations auxquelles ils sont astreints en vertu de cette ordonnance... » (*Wiener Zeitung*, 18 avril 1939).

et véritablement éducatifs sur ceux qui en furent l'objet ou plutôt les victimes ³⁸.

Dans tous les rapports confidentiels des autorités, et notamment dans ceux de la Gestapo, comme dans les journaux clandestins des oppositions, diffusés avec mille risques en Autriche même ou à l'étranger pour informer l'opinion mondiale, ainsi que dans des lettres privées retrouvées et publiées après la guerre, transparaît avec force l'évolution des esprits.

Les communistes, dans la clandestinité depuis 1933, avaient maintenu un réseau d'hommes de confiance qui étaient en état de fournir des informations directes sur la situation en Autriche. Leur journal *Die Rote Fahne* (Le Drapeau Rouge), qui peu avant l'annexion avait appelé à l'union nationale et à la résistance, donna dès le mois d'avril 1938 des informations sur l'évolution en Autriche et continua à être diffusé pendant toute l'occupation nazie en Autriche. Tout en traitant surtout de l'indépendance à reconquérir ³⁹, le Drapeau Rouge donna aussi des informations concrètes : tel un reportage sur les marchés autrichiens notamment le marché central de Vienne, qui, dès avril-mai, furent le théâtre de nombreuses manifestations de ménagères indignées par les augmentations illicites des prix et la pénurie de marchandises. Le *Völkischer Beobachter* fut obligé d'en faire état, mais s'éleva surtout contre l'exclamation unanime des femmes rassemblées : « Les Prussiens nous bouffent tout ! » et demanda une intervention plus énergique de la police contre les « éternels dénigreurs et grincheux ». Quant aux femmes de Vienne, elles avaient déjà adopté le nouveau Notre-Père qui, selon *Rote Fahne*, se récitait ainsi :

Lieber Führer, der du bist unser Gast,
Gib uns das tägliche Brot, wie du es versprochen hast,

38 Ainsi, parmi beaucoup d'autres, le « *Sport- und Geselligkeitsverein Olympia 33* » (Association sportive et amicale Olympia 33) fut particulièrement visée par la gestapo. Lors d'une soirée amicale dans le local du club, les paniers à salade de la gestapo n'embarquèrent pas moins de 48 personnes présentes ; les biens du club furent confisqués et le club lui-même dissous sous prétexte « d'activité antifasciste ». (Extrait d'une brochure éditée à l'occasion du 25^e anniversaire du club ÖMV-Olympia).

39 Les articles fondamentaux sur ce sujet furent cependant publiés dans l'organe théorique du P. C., *Weg und Ziel*, lui aussi paraissant à Paris, mais diffusé en Autriche même. Un 3^e organe du P. C. s'adressait à la jeunesse autrichienne, il s'intitulait *Jung-Österreich*. Le transport et la diffusion de ces feuilles clandestines étaient très dangereux et de nombreux militants payèrent de leur vie leur dévouement à la cause de la résistance antihitlérienne.

Nicht nur Kraut, Rüben, Fisch und Hering,
sondern auch was du isst und Göring⁴⁰.

Si les femmes viennoises manifestaient sur les marchés, leurs maris, les travailleurs, s'organisaient dans les entreprises : au cours des quatre premiers mois de l'annexion, le mécontentement s'exprima ouvertement dans les grandes usines, comptant environ 40 000 ouvriers. Parodiant le fameux slogan entonné par les nazis aux premiers jours de l'annexion, « Wir danken unserm Führer » (Nous remercions notre Führer), les ouvriers, lors des « appels d'entreprise », répétaient en chœur : « Wir danken dem Führer, wir leben gleich wir früher⁴¹. »

Ceux qui furent envoyés dans l'*Altreich* firent également l'expérience d'une situation insoutenable : Le *Drapeau Rouge* fait état, dans ce numéro d'avril-mai 1938 déjà cité, de scènes violentes qui se déroulaient quotidiennement aux portes des offices du travail : les chômeurs qui se présentaient étaient embauchés sans délai pour être envoyés en Allemagne : des couturières, des musiciens, des fonctionnaires furent affectés aux travaux agricoles et percurent, pour ce travail inhabituel et pénible, un salaire à peine plus élevé que l'allocation de chômage, de sorte qu'il leur était impossible d'expédier quelque argent à leurs familles restées en Autriche. Les jeunes qu'on déplaçait n'avaient pas le droit d'emporter leurs bicyclettes, de peur qu'ils ne les utilisent pour rentrer chez eux. Les lettres désespérées qu'ils envoyaient à leurs parents pour que ceux-ci les fassent rentrer restaient sans effet, les autorités répondant sans vergogne que « le travail agricole est chose saine pour des jeunes ». Aussi, parmi les dizaines de milliers d'Autrichiens déportés en Allemagne pour y faire fonction de valets de ferme, un vent de désespoir se répandit rapidement : ils se plaignaient amèrement aussi bien de la misérable nourriture que de l'hébergement non moins misérable. Mais ils étaient tenus par contrat de rester pendant une année.

L'organe des socialistes autrichiens, *Der sozialistische Kampf*, tout en se refusant toujours à reconnaître la vague antiprussienne qui avait

40 *Rote Fahne*, 20. Jgg. n° 5, avril-mai 1938, p. 3.

Traduction cursive de ce *Notre Père* :

Cher Führer, toi qui est notre hôte,
Donne-nous notre pain de ce jour, comme tu l'as promis.
Non seulement choux, raves, poisson et hareng,
Mais aussi ce que tu manges, toi et Göring.

41 *Ibid.*, Traduction : « Nous remercions le Führer, nous vivons comme auparavant ».

saisi la population autrichienne face aux pratiques nazies⁴², devait, dans ses correspondances en provenance d'Autriche, faire état du mécontentement général qui à cette époque, s'exprimait encore et seulement par d'incessantes critiques publiques ou privées, telle cette lettre d'un jeune astreint au service agricole : « ... je vous écris tout, au risque de le payer chèrement et je le dis à tous mes amis : Sur les 40 marks promis, nous n'en recevons que 24. A cinq heures du matin, c'est le réveil, nous devons faire des exercices militaires pendant une heure et ensuite travailler pendant 12 heures d'affilée avec seulement une courte pause à midi. Dans la soirée, nous sommes obligés d'écouter des conférences et nous sommes complètement épuisés... Soyez gentils et envoyez-moi bientôt des vêtements et des souliers, avec ce travail tout s'abîme et je ne peux rien m'acheter avec le peu d'argent que je touche⁴³... »

42 Dans une glose sur l'« *Autriche disparue* », l'auteur fait des constatations très pertinentes pour arriver finalement à des conclusions aberrantes qui, depuis, ont été réfutées par l'Histoire elle-même. A titre de documentation, nous citons ici un extrait de cette glose : Unter den Anordnungen... ist keine kennzeichnender als die Neueinteilung der « Ostmark » in Gaue, bei der jede Erinnerung an ein selbständiges Österreich ausgetilgt wird - bis zur Anschaffung des Namens Nieder- und Oberösterreich. Dabei hat die deutsche Gründlichkeit in der österreichischen Geographie einen solchen « Pallawatsch » angerichtet, dass die zuerst dekretierte Neuorganisation innerhalb weniger Tage re-reorganisiert werden musste. Und dass sich ein Volksgenosse aus St. Pölten künftighin als « Niederdonauer » bezeichnen wird, dürfte selbst der zum Wiener Gauleiter eingesetzte Kärntner mit dem urgermanischen Namen Globocnik nicht glauben. Dieses Verschwinden des Namens Österreich, die Tatsache, dass binnen kurzem Österreich als einziges deutsches Land, anders als Bayern oder Hessen, keine eigene Landesregierung haben wird, mag die grosse Masse zunächst kaum bemerken ; sie ist in gewissem Sinne ebenso beachtenswert wie das bevorstehende Verschwinden der « Kaisersemmel » zugunsten des deutschen Ersatz-Einheitsbrötchens. Aber mit der Trauer um österreichische Tradition und Guglhupf ist es nicht getan. Raunzen um die verlorene Eigenart des « österreichischen Menschen » ist keine politische Kraft, die der Macht, die 75 Millionen beherrscht, entgegengestellt werden könnte. Der Versuch ist ja vor der Geschichte gemacht worden - er ist misslungen. Österreich ist zugrundegegangen, weil Dollfuss und Schuschnigg versucht haben, der deutschen Gewalt nicht mit der Idee der deutschen Freiheit, sondern mit Steirerjoppe und Walzerschallplatten entgegenzutreten. Als Staat der deutschen Freiheit hätte sich Österreich behaupten können, als Stätte blosser Bodenständigkeit und vaterländischer Operetten war es verloren. Darum kann die Parole gegen die deutsche Machtmaschine nicht lauten : Zurück zum Österreichertum ! sondern nur : Vorwärts zur deutschen Freiheit !

(Extrait de : *Der sozialistische Kampf*, n° 2, 16 juin 1938, p. 33). Ici nous nous permettons une remarque : Face aux faits que la même revue citait en abondance, une analyse scientifique et détaillée de ce texte, qui démontrerait facilement les erreurs auxquelles s'adonnait son auteur, nous semble pour le moment superflue, d'autant plus que nous aurons l'occasion d'en parler par la suite.

43 *Der sozialistische Kampf*, n° 2, 16 juin 1938, p. 47.

Dans un autre rapport sur la situation en Autriche, *Der sozialistische Kampf* cite deux lettres écrites par une même personne à deux mois d'intervalle. La première, d'avril 1938, exprime encore les nombreuses illusions de l'auteur, un typographe, syndicaliste de longue date et sympathisant socialiste : « Politiquement, nous nous élevions contre l'anschluss parce qu'induits en erreur par une longue propagande gouvernementale et par la presse, nous nous attendions à un asservissement total des travailleurs. Mais l'essor économique est indéniable. Des centaines de millions de marks sont disponibles, nos grands industriels reçoivent des commandes énormes, de nouvelles usines sont inaugurées, on construit des cités d'habitation, une centrale hydraulique sur le Danube. De tous les discours perce l'intention d'oublier le passé, d'accueillir tous ceux qui sont de bonne volonté ⁴⁴. Les employés municipaux révoqués en 1934 ont été réintégrés, y compris la Brigade Weissel ⁴⁵ et cela, non pas par un acte de grâce, mais par un acte d'honneur, selon les paroles du maire Neubacher — (nommé après l'anschluss, n.d.a.). Tout cela, et le fait que le travailleur soit reconnu comme fondement de l'Etat, crée évidemment la confiance ; aussi ne faut-il pas s'étonner que d'anciens sociaux-démocrates et communistes se mettent au service de la cause nouvelle... »

Deux mois plus tard, à la mi-juin, ce même homme écrit une lettre beaucoup plus sobre, voire désillusionnée : « Tu veux savoir comment nous allons financièrement ? Maintenant il faut être content que cela n'aille pas plus mal. Alors que jusqu'au 23 avril mon salaire hebdomadaire était de 63,98 marks, je touche actuellement 41,94 marks, c'est le salaire minimum, plus 1 mark selon la grille tarifaire encore en vigueur pour les typographes... à partir de la semaine prochaine la cotisation au D.A.F. sera automatiquement déduite de ce salaire. Selon mon budget, les dépenses hebdomadaires indispensables et régulières pour la nourriture (20 marks), le loyer, le gaz, l'électricité, la radio, etc. se montent à 39,12 marks, de sorte qu'il me reste pour

44 L'auteur de la lettre semble totalement oublier les nombreuses arrestations déjà survenues, la persécution des juifs mise en route dès le mois de mai, bref il se laisse obnubiler par des illusions du premier moment, savamment entretenues par la propagande nazie.

45 Georg Weissel (1899-1934) militant social-démocrate, à la fois commandant des pompiers et du Schutzbund (milice républicaine) arma le 12 février une brigade de pompiers (membres du Schutzbund) pour résister à l'assaut des Heimwehren associés aux forces de l'ordre dans la guerre civile déclenchée ce jour-là. Face à des forces très supérieures, il se rendit, fut arrêté et condamné à mort par une Cour martiale. Le recours en grâce fut rejeté et Weissel pendu le 14 février 1934. Les membres de sa brigade furent révoqués par la municipalité mise en place par Dollfuss.

les vêtements, souliers, linge, besoins culturels, excursions, etc. 2,82 marks en tout...

Le journal *Kleine Volkszeitung* affirme, dans un article, que les Viennois s'étonnent de voir aux étalages des magasins les étiquettes annoncer maintenant les prix en *autant de marks* qu'auparavant en schillings ⁴⁶... »

Dans un reportage sur la situation de l'Autriche au début de mars 1939, le *Drapeau rouge* fait état d'une profonde exacerbation antiprussienne parmi la population autrichienne : « Le climat antiprussien trouve sa plus forte expression parmi les jeunes soldats incorporés, parmi ceux du service du travail, donc parmi ces jeunes et malheureux Autrichiens qui sont exposés directement au commandement et au " drill " des officiers et adjudants prussiens. Les soldats appellent les casernes les " enfers prussiens ", l'entraînement est inhumain, le ravitaillement insuffisant et mauvais. La moindre faute est sanctionnée par des exercices disciplinaires, à chaque occasion les soldats sont invectivés et offensés dans leur dignité et dans leur patriotisme autrichien et traités de « cochons d'Ostmärker », « imbéciles autrichiens »... Dans une caserne de Linz, un adjudant allemand a été tabassé par des soldats autrichiens : dans un village du Tyrol un soldat de quarante ans, désespéré par les chicanes d'un officier prussien beaucoup plus jeune que lui, le transperça d'un coup de baïonnette... La population prend souvent parti pour les soldats, là où elle est témoin des chicanes, notamment à proximité des champs d'exercice à Vienne. Ainsi, sur le terrain bien connu de la " Schmelz " (15^e arrondissement de Vienne), des femmes rassemblées à la lisière du terrain, et qui assistaient avec indignation au traitement qu'un sous-officier allemand infligeait aux jeunes appelés, passèrent à tabac ce sous-officier au cours d'une explication orageuse ⁴⁷... »

Dès les premiers mois de l'annexion, les pratiques nationales-socialistes donnèrent une leçon de choses quotidienne à la population, leçon qui transforma profondément les sentiments manifestés durant les premières semaines ; si à cette époque on ne peut pas encore parler de « résistance », les observateurs — comme la gestapo, mais aussi des journalistes étrangers en poste à Vienne — percevaient bien les signes avant-coureurs d'un mouvement plus important ; mouvement qui allait prendre corps

46 Rapport sur la situation en Autriche dans *Der sozialistische Kampf*, n° 3, juillet 1938, p. 68-69-70. Alors que le cours de change avait été fixé arbitrairement à 1,50 öS pour 1 RM.

47 *Die Rote Fahne*, Jahrgg. 21, n° 4, juillet 1939.

au cours des années 1938 et 1939 et sur lequel nous reviendrons à la fin de ce chapitre. Mais auparavant, il nous semble utile pour la compréhension du processus en cours — c'est-à-dire de la prise de conscience nationale des Autrichiens — de faire état d'un certain nombre d'autres facteurs qui y contribuèrent. Notons toutefois que dès cette époque Vienne fut désignée, aussi bien dans les milieux hostiles au national-socialisme que dans les milieux officiels du III^e Reich, comme la « Capitale de l'opposition »⁴⁸.

LE PILLAGE ÉCONOMIQUE

Jusqu'ici, nous n'avons évoqué que quelques cas particuliers et sporadiques de ce pillage, visibles à l'œil nu du fait de la publicité donnée aux divers changements de propriétaires de magasins ou à la spoliation de biens juifs. En vérité, le pillage économique alla beaucoup plus loin et fut mené avec la méthode et l'exactitude prussiennes que la population autrichienne avait tellement en horreur. Mais à l'époque les autorités se gardèrent bien de publier des chiffres et des faits. Le bilan ne put être établi que beaucoup plus tard et nous le devons à différents

48 A cet égard, il est intéressant de noter qu'en ce qui concerne les socialistes révolutionnaires autrichiens, l'hiatus entre leurs thèses théoriques - sur le caractère allemand des Autrichiens - et leurs propres observations de la réalité autrichienne continua de plus belle, davantage même, il continua de s'approfondir comme il ressort du passage suivant, extrait d'un article de Gustav Richter (pseudonyme de J. Buttinger, dirigeant des S.R. à l'époque) publié dans le numéro 5 de *Sozialistischer Kampf* (La lutte socialiste) édité à Paris et daté du 30 juillet 1938, justement sous le titre : *Die Hauptstadt der Opposition* : « Maintenant, quatre mois ont passé. Les premiers résultats de la domination nazie en Autriche sont à présent connus. De nouveau, nous recevons quotidiennement et de divers côtés des rapports clairs et impressionnants. Cela nous permet de donner une appréciation de la situation et de la position de la population à l'égard du national-socialisme. Le ton des rapports, depuis deux mois, est absolument sans équivoque : le pays est conquis, la vie politique est radicalement mise au pas, mais le peuple n'est pas gagné. Le coup de force a réussi, mais en ce qui concerne les projets de conquête politique du peuple autrichien, le succès leur a été refusé à la longue. Les positions du pouvoir sont occupées fermement, mais les limites de ce pouvoir sont clairement tracées : il suffit pour neutraliser le peuple, mais s'avère incapable de gagner le peuple. Radio et cinéma, sciences et Arts, toute l'organisation de la vie sociale, l'économie, la vie privée sont soumis au vainqueur. Mais partout il s'est heurté à une barrière qu'il ne lui a pas été possible d'abattre. Cette barrière c'est l'homme, c'est le refus du national-socialisme par la majorité du peuple autrichien. Au centre politique de ce peuple, à Vienne, toute la vie sociale se déroule sous le signe de ce refus. Dans tout le Reich, une phrase est colportée qui résume dans une formule concise cet état de fait incontestable : « Berlin est la capitale du Reich, Munich la capitale du mouvement (national-socialiste, n.d.a), Vienne est la capitale de l'opposition ». Voir *Der sozialistische Kampf*, op. cit., p. 102.

historiens autrichiens auxquels nous empruntons les indications qui suivent, ainsi qu'aux publications des mouvements politiques en exil.

Si les préparatifs politiques de l'invasion de l'Autriche avaient été surtout conduits avec les slogans éculés de la « Libération de l'Ostmark » ou du « Droit à l'auto-détermination de tous les Allemands » ou encore de la « Réunion des Autrichiens avec leurs frères du Reich », ces phrases cachaient en vérité des intérêts très concrets dont Hitler et les siens étaient parfaitement conscients. On apprend par la suite, au procès des criminels de guerre à Nuremberg, qu'en novembre 1937 déjà Hitler avait exposé devant une réunion de ses collaborateurs politiques et militaires les plus proches ses véritables motifs, consignés dans le fameux procès-verbal du colonel Hossbach, son aide de camp⁴⁹. Selon ce procès-verbal, Hitler déclara alors ouvertement que, d'une part, la « solution de la question allemande » ne serait trouvée que par la force et la violence, et que, d'autre part, il lui faudrait « mater » la Tchécoslovaquie et l'Autriche pour améliorer la situation politique et militaire de l'Allemagne. Il souligna, devant ses généraux et autres collaborateurs, les avantages matériels qu'apporterait l'incorporation de ces deux pays : gains substantiels en vivres et avantages stratégiques et militaires qu'on pourrait tirer du potentiel humain et industriel ainsi conquis. Après la guerre, les services américains trouvèrent parmi les dossiers récupérés en Allemagne l'étude d'un rapporteur anonyme sur « l'importance de l'économie autrichienne pour le Reich⁵⁰ », rapport rédigé fin mars 1938 où l'on parle des grands acquis du Reich, concernant notamment certaines matières premières, des réserves d'énergie, de vivres et de main-d'œuvre. Le rapport mentionne entre autres la richesse de l'Autriche en bois, minerai de fer, magnésite et force hydro-électrique et surtout en main-d'œuvre qualifiée qui soulagerait de manière importante le marché du travail allemand. Du point de vue stratégique, l'Autriche serait la porte ouverte vers le Sud-Est européen qui représente pour sa part, du point de vue de l'approvisionnement en vivres et en matières premières, l'hinterland naturel de la Grande Allemagne. « Plus les liens économiques sont étroits, plus doivent le devenir les liens politiques, que ce soit volontairement ou involontairement »,

49 Voir à ce sujet les Actes des procès de Nuremberg ou encore les Actes du procès en haute trahison contre l'ancien ministre autrichien des affaires étrangères, Guido Schmidt, Wien, österreichische Staatsdruckerei, 1947.

50 Dans *Stadler* (voir bibliographie), p. 24, Réf. T 77 R 556 1732-407-434 (National Archives in Washington, DC) T = numéro de la pellicule, le reste numéro de l'image.

conclut le rapporteur. Dès le 3 mai 1938, un général de la Wehrmacht, Thomas, parlant des avantages de l'anschluss, exprima clairement ce qu'il fallait entendre par là dans un rapport qualifié de « *Geheime Kommandosache* » (Affaire secrète du commandement) : « Doit être enregistré comme accroissement très précieux de notre force économico-militaire, *a*) subsidiairement, l'ouverture de l'espace du Sud-Est pour le ravitaillement allemand en cas de guerre, *b*) du point de vue efficacité, possibilités largement améliorées d'étranglement économique de la Tchécoslovaquie, si nécessaire ⁵¹. »

Mais les grands industriels et banquiers du Reich n'allaient évidemment pas se contenter du rattachement politique de l'Autriche, il leur fallait la domination absolue sur tout l'appareil économique et financier. Si, pendant les vingt années de son existence douloureuse et secouée, la Première République autrichienne a été l'objet préféré de la pénétration largement réussie du capital allemand, cette pénétration allait se transformer en mainmise systématique et totale au cours des années de l'annexion.

Le pillage économique de l'Autriche auquel procédèrent les maîtres de l'heure revêtit plusieurs aspects, allant des appropriations de biens individuels par des profiteurs de la conjoncture venus du Reich, jusqu'aux aryanisations des biens juifs, en passant par les transferts des avoirs de l'Etat autrichien défunt aux caisses de l'Etat hitlérien et par la « germanisation » des plus grandes entreprises industrielles et bancaires de l'ancienne Autriche. Nous négligerons les actions individuelles qui se déroulèrent sans publicité et n'eurent donc pas d'impact sur l'opinion publique. Quant aux autres aspects de la mise en coupe réglée du pays conquis, on peut les considérer sous deux angles : *a*) comment furent-ils ressentis à l'époque par le peuple autrichien, et *b*) du point de vue du bilan global qui ne pût évidemment être établi qu'une fois la guerre finie. Ce dernier aspect est intéressant car le résultat du pillage allemand allait avoir des répercussions sur l'après-guerre : il suscita d'âpres discussions autour du problème des « biens allemands » qui pesa pendant 10 ans sur les négociations devant aboutir à la signature du traité d'Etat autrichien.

51 T 77 R 657 1857 815 (voir Stadler, p. 16).

Déjà le 23 juillet 1936 (quelques jours après le fameux gentlemen's agreement), l'organe économique du NSDAP *Deutsche Volkswirtschaft* écrivait : « La mission de l'Autriche consiste en ce qu'elle doit être le pont, voire le tremplin de l'Allemagne vers le Sud-est. » Voir *Weg und Ziel*, n° 5, mai 1938, p. 163.

UNE DOT APPRÉCIABLE

Pour les dirigeants du Reich, il allait de soi qu'avec l'annexion toute la propriété de l'Etat autrichien passait au Reich grand-allemand : propriété foncière, bâtiments, trésors d'art. Mais si la terre et les bâtiments, par leur nature, ne pouvaient être emportés, il en fut autrement avec les œuvres d'art dont beaucoup prirent le chemin de Berlin, pour réjouir les yeux des amateurs d'art qu'étaient Hitler, Göring, Goebbels, etc. Beaucoup furent « déménagées » sans autre forme de procès. Cependant, la couronne de l'Empire romain germanique, les insignes impériaux et les bijoux eurent droit à un « acte solennel » lorsqu'ils furent transférés de Vienne à Nuremberg le 6 septembre 1938 ⁵².

Les avoirs en or et en devises de la banque nationale d'Autriche, au moment de l'annexion, étaient l'une des proies les plus convoitées et prirent le chemin de la Reichsbank de Berlin. En effet, dans les coffres de la Nationalbank se trouvaient, en mars 1938, plus de 90 000 kg d'or fin et d'or frappé, c'est-à-dire 540 millions de schillings auxquels s'ajoutait un avoir en devises d'environ 160 millions ; officiellement donc, 700 millions de schillings furent ainsi encaissés par la Reichsbank ⁵³. Mais ce ne fut pas tout, comme il ressort d'un article du journal nazi *Tagespost* de Graz où l'on pouvait lire : « ... Enfin, depuis l'ouverture d'une caisse principale de la Reichsbank à Vienne, des sommes extraordinairement élevées en or et en devises ont été déposées près des instituts financiers. Il s'agit là aussi bien d'or thésaurisé dans le pays même que de dépôts et de valeurs jusqu'ici gardés à l'étranger par leurs propriétaires. Ce reflux s'explique par le désir de prévenir le dépôt obligatoire prévu... Grande fut la surprise des succursales bancaires, etc. devant le volume inattendu des entrées. Selon des estimations privées... on peut supposer un dépôt global de 1,6 milliard de Reichmark. De toute façon, il est certain que les réserves en or et en devises de l'Ostmark, malgré la petitesse de son territoire économique, sont exceptionnellement élevées. Elle (la Marche de l'Est = l'Autriche) n'est pas venue au Reich les mains vides ⁵⁴. »

⁵² *Neue Freie Presse*, 6 septembre 1938.

⁵³ Même calculé au cours de change défavorable de 1,5 : 1, l'apport forcé autrichien fut de 460 millions de marks environ. En effet, la couverture-or du schilling au moment de l'Anschluss s'élevait à 43,9 %, alors que le mark ne disposait plus que d'une couverture de 1,4 % (76 millions de RM). La petite Autriche - « inapte à la vie » selon les propagandistes nazis - était donc beaucoup plus riche que le III^e Reich et possédait plus de 6 fois autant d'or et de devises.

⁵⁴ *Tagespost*, Graz, 20 juillet 1938.

Quant aux transferts de propriété de grandes entreprises et banques, la presse de l'émigration autrichienne pouvait en faire état dès les premières semaines de l'annexion. Dans un article intitulé « l'Anschluss au capital allemand », l'organe des socialistes autrichiens *Der sozialistische Kampf* écrivait entre autres, en août 1938 : « ... Suite à la destruction de la souveraineté autrichienne et à la mainmise du III^e Reich sur tous les biens de l'Etat, le gouvernement du Reich a maintenant le pouvoir de disposer de la plus grande banque autrichienne *Creditanstalt-Bankverein*, une des plus puissantes de la région danubienne, et en même temps une position-clé de l'économie autrichienne qui... contrôlait déjà une partie essentielle de l'industrie autrichienne... Une autre banque, la *Merkurbank*, succursale de la *Dresdner Bank*,... fut après l'anschluss le noyau d'une banque entièrement soumise à l'influence allemande, instrument de la domination de l'économie autrichienne par le grand capital de l'Allemagne hitlérienne. En obligeant les actionnaires français et tchèques (*Zivnostenska Banka*) de la *Länderbank* à renoncer — à vil prix — à leurs intérêts, les conquérants allemands, par fusion avec la *Merkurbank*, ont fondé la deuxième grande banque en Autriche, sous le nom de *Länderbank*, qui, avec le *Creditanstalt-Bankverein*, possède le monopole absolu des affaires bancaires en Autriche...

... En élargissant le domaine de la domination du capital bancaire allemand à l'Autriche, la direction économique du III^e Reich a réussi également à acquérir une influence décisive dans les autres branches de l'économie autrichienne ⁵⁵. »

Informations qui furent complétées dans les publications communistes. Dans un article datant de mai 1938, l'organe théorique *Weg und Ziel* donna l'appréciation suivante sur les conséquences économiques de l'annexion : « Les instigateurs de l'annexion ont été les grands cartels capitalistes allemands, la *Dresdner Bank*, les *IG-Farben*, le *Stahlverein* (syndicat de l'acier), etc. qui avaient en Autriche même leurs alliés dans les personnes des magnats financiers autrichiens tels que *Böhler*, *Schöller* et consorts. Après l'annexion, l'Autriche vit donc un formidable processus de centralisation — parfois avec emploi de la force — aux mains des plus grands groupes financiers allemands... L'*Alpine* fut soumise aux *Hermann-Göring-Werke*, la fabrique de cartouches de *Hirtenberg* rattachée à la fondation *Gustlow* de *Suhl*, les centrales électriques passeront sous peu sous contrôle allemand, etc., etc. De sorte qu'au cours des premières six semaines de l'annexion,

55 *Der sozialistische Kampf*, n° 6, 13 août 1938, p. 131-134.

les positions décisives de l'économie autrichienne sont devenues propriété allemande⁵⁶. » Nous verrons plus loin jusqu'où fut poussé ce processus dit de « germanisation », mais dès 1942, en pleine guerre, un journal viennois pouvait informer ses lecteurs que la « majorité de la *Creditanstalt* passait aux mains de la *Deutsche Bank* » en expliquant : « ... Dans le but d'assurer à la *Creditanstalt*, également dans les autres pays du Sud-Est, la position qui lui est due et l'influence directe qui lui est nécessaire, la *Deutsche Bank* s'est déclarée prête à fournir une contribution correspondante à cette solution, contre la promesse de la Viag (*Vereinigte Industrieunternehmungen*, Berlin) de lui céder le paquet d'actions nécessaire à lui assurer 51 % des actions. La Viag continuera à posséder 26 % du capital⁵⁷... » Un autre volet de transfert de propriété fut le vol des biens juifs, connu sous le vocable d'*aryanisation*. Ce fut là un des aspects de la persécution antisémite mise en application en Autriche, avec une rapidité et un radicalisme dépassant de loin ce qui s'était passé après 1933 dans le Reich. Là encore, l'étendue globale du pillage ne pût être établie qu'après la guerre, ne serait-ce que parce qu'aux premiers jours de l'annexion, des « éléments incontrôlés » — la pègre nazie et non-nazie — avaient profité de la situation mouvementée pour s'appropriier, par la force et sans autre forme de procès, de nombreux appartements et magasins juifs si bien que Bürckel lui-même dut mettre un frein aux appétits déchaînés en créant un nouvel organisme, la *Vermögensverkehrsstelle* — appellation qu'on pourrait traduire par « office de transfert des biens », une instance bureaucratique où s'infiltrèrent tous ceux qui pensaient prendre part à la curée. En janvier 1939, le *Völkischer Beobachter* lui-même donna un premier rapport sur ce rapt officialisé sous le titre : 26 263 entreprises enregistrées en vue de leur aryanisation. « En vertu de la loi du 18 mai 1938 (« Journal officiel » pour l'Autriche) a été établi à Vienne l'office de transfert des biens. Cette loi a défini les tâches de cette autorité : enregistrement de la fortune juive, autorisation de la vente d'entreprises industrielles et agricoles appartenant à des juifs et autorisation d'achat ou de fondation d'entreprises par des Allemands de l'Altreich ou des étrangers... L'enregistrement des biens juifs devait être terminé le 30 juin 1938 et... 47 768 juifs ont déclaré une fortune de plus de 5 000 Reichsmark... Au total, les juifs ont déclaré une fortune de 2 041 828 000 R.M.⁵⁸... Il a fallu examiner 26 263 entreprises en vue

56 Voir *Weg und Ziel*, n° 5, mai 1938, p. 161-168.

57 *Neues Wiener Tagblatt*, 5 mai 1942.

58 En vérité, il s'agissait de valeurs beaucoup plus importantes. A l'époque on estima les biens juifs à plus de dix milliards de RM, mais pour permettre une appropriation à vil prix, il fallait déprimer la valeur des objets

de leur aryianisation ; à l'exception des exploitations agricoles, 90 % d'entre elles étaient concentrées à Vienne, puisque la fortune juive s'était agglomérée dans cette ville... Il a fallu surtout régler la question du prix d'achat à payer par les aryens. L'aryianisation ne devrait pas entraîner un enrichissement illicite ⁵⁹... » Evidemment, ceux qui « aryianisaient » ne s'embarrassaient guère de scrupules moraux, cependant devant le nombre de scandales qui percèrent, malgré toutes les précautions, le mur du silence, les autorités nazies durent signaler quelques abus pour mieux camoufler les autres.

Le quatrième aspect du pillage économique de l'Autriche par les nazis fut l'exploitation outrancière des ressources naturelles du pays et notamment des richesses du sous-sol et des forêts autrichiennes.

UN BILAN ÉLOQUENT

Immédiatement après l'effondrement du III^e Reich, les nouvelles autorités autrichiennes s'employèrent à établir le bilan des opérations de pillage auxquelles s'étaient livrés les occupants pendant les sept années de leur domination.

Les transferts d'or, de devises et d'autres métaux précieux étaient connus dès 1938 et nous les avons mentionnés. Mais la « germanisation » avait pris une importance insoupçonnée dont il nous semble intéressant de donner un aperçu. Nous empruntons ces indications à la documentation éditée en 1946 par le gouvernement autrichien et connue sous le titre *Rot-Weiss-Rot-Buch* ⁶⁰.

Il en ressort que parmi les plus grandes entreprises d'Autriche, le transfert des titres de propriété s'était effectué comme suit : L'*Alpine Montangesellschaft* (sidérurgie) qui, dès avant l'anschluss, était déjà à 56 pour cent propriété allemande et était encore en 1938 à 18 % autrichienne, se voyait le 1^{er} avril 1945 appartenir à 96 % aux *Reichswerke Hermann Göring*. L'usine d'automobiles *Steyr-Daimler-Puch*, 100 % autrichienne en 1938, se retrouva 100 % allemande à la fin de

mobiliers et immobiliers. De nombreux « experts » et « administrateurs séquestres » géraient ces biens selon leur bon vouloir et sans règles définies et souvent se portaient eux-mêmes acquéreurs par l'intermédiaire d'hommes-liges complaisants ou de parents. Ils avaient donc intérêt à faire estimer très bas les biens qu'ils convoitaient.

59 Extraits d'un article du *Völkischer Beobachter* du 4 janvier 1939.

60 *Rot-Weiss-Rot-Buch - Gerechtigkeit für Österreich - Darstellungen, Dokumente und Nachweise zur Vorgeschichte und Geschichte der Okkupation Österreichs. Erster Teil (nach amtlichen Quellen, Wien, 1946, Druck und Verlag des österreichischen Staatsdruckerei), notre sigle R-W-R.*

la guerre. Le même sort fut réservé à la fabrique de wagons et de locomotives *Simmeringer Maschinen- und Waggonbau*, à la *Grazer Maschinen- und Waggonbau*, toutes deux intégrées dans le trust de Göring. Autre exemple typique : La *Berndorfer Metallwarenfabrik* se trouvait en 1938 à 86 % propriété autrichienne et, la même année encore, devint propriété de *Krupp-Essen* à 94 %. Les entreprises les plus importantes de l'industrie électrique subirent le même sort⁶¹. En ce qui concerne l'industrie chimique, le trust IG-Farben s'assura une influence prépondérante dès 1939 en s'appropriant notamment les actions du groupe *Donau-Chemie*, jusqu'en 1938 à 75 % autrichienne avec 1,5 % seulement en possession de l'IG-Farben. L'industrie minière ne fut pas traitée autrement : ce qui avait été propriété de l'Etat autrichien passa « automatiquement » à l'Etat allemand, le reste fut « germanisé » par les procédés déjà décrits ; exemple, la *Mühldorfer Graphit Bergbau-AG*, à 85 % autrichienne, à 7 % tchèque et à 8 % française en 1938, fut en 1939 totalement en possession du duc Ernst August von Braunschweig und Lüneburg qui s'adjoignit également les plus grandes entreprises de travaux publics, la *Porr-AG* et l'*Allgemeine Strassenbau-AG*. Un chapitre particulier fut celui de la *Creditanstalt* carrément obligée de céder ses participations les plus importantes aux trusts allemands⁶². Nous avons déjà évoqué, par ailleurs, les transferts

61 Notamment l'entreprise *Elin-AG*, en 1938 en majorité propriété autrichienne, la minorité des actions en mains belges, et dès 1940 entièrement « germanisée » au profit de la *Deutsche Continental Gas-Gesellschaft Dessau*.

62 Voici, par souci d'intégralité, la liste des participations que *Creditanstalt-Bankverein* a dû céder aux concerns allemands, après le 13 mars 1938 :

- Berndorfer Metallwarenfabrik Arthur Krupp A.G.
- Continentale Motorschiffahrts-Aktiengesellschaft.
- Donau-Chemie A.G. (Pulverfabrik Skodawerke Wetzler A.G.).
- « Elin » A. G. für elektrische Industrie.
- Erste Donau-Dampfschiffahrts-Gesellschaft.
- Kärntnerische Eisen- und Stahlwerks-A. G.
- Kaufhaus der Wiener (A. Gerngross A.G.)
- Kraftwerke Oberdonau A. G. (Österreichische Kraftwerke A. G.).
- Schiffswerft Linz A. G.
- Simmering-Graz-Pauker A. G. für Maschinen-Kessel- und Waggonbau (Maschinen- und Waggon-Fabriks-A. G. in Simmering).
- Stahl- und Temperguss A. G. (Feinstahlwerke Traisen A. G. vormals Fischer).
- Steirische Gusstahlwerke A. G.
- Steirische Wasserkraft- und Elektrizitäts-Aktiengesellschaft.
- Steyr-Daimler-Puch A. G.
- Teudloff-Vamag Vereinigte Armaturen- und Maschinenfabriks-A. G. (Wiener Armaturen- und Maschinenbau-Anstalt vormals Teudloff und Diettrich A. G.).
- Tiroler Wasserkraftwerke A. G.
- Tobis-Sascha Filmindustrie A. G.

dans le secteur bancaire et les aryanisations⁶³, mais la pénétration de l'économie autrichienne par les capitaux allemands s'exprima d'une façon tout à fait impressionnante dans le secteur des assurances⁶⁴, dont on connaît l'importance pour la vie économique d'un pays.

-
- Tobis-Sascha Filmverleih-GmbH.
 - Universale Hoch- und Tiefbau A. G.
 - Vereinigte Wiener Metallwerke A. G.
 - Vereinigte Wiener Metallwerke A. G.
 - Wiener Lokomotivfabrik A. G.
- (Voir R-W-R, *op. cit.*, p. 122).

- 63 La manière « légale » dont le III^e Reich s'empara de la fortune de la branche autrichienne de la Maison Rothschild est particulièrement édifiante. Au moment de l'annexion, le chef de la banque Rothschild en Autriche, le baron Louis Rothschild se trouvait à Vienne où il fut arrêté par la Gestapo, alors que ses deux frères Alphonse (citoyen autrichien lui-aussi) et Eugène (de citoyenneté française) se trouvaient à l'étranger. Tout se passa comme une prise d'otage de l'époque actuelle, sauf que la rançon demandée ne fut pas une somme quelconque aussi énorme qu'elle puisse être, mais la totalité de la fortune de la branche autrichienne des Rothschild. Les deux citoyens autrichiens Louis et Alphonse Rothschild devaient céder toute leur fortune mobilière et immobilière aux autorités nazies, tandis que le citoyen étranger Eugène ne devait abandonner qu'une partie de ses valeurs et avoirs bancaires, sous prétexte d'impôts d'évasion, de contributions diverses, etc... La valeur totale qui fut l'enjeu de cette transaction s'éleva à 63 millions de schillings, en valeur or de 1937. Ce ne fut qu'après la signature de cette convention, le 8 mai 1939, que Louis Rothschild fut libéré et autorisé à se rendre en Suisse. Les nazis sont ainsi les premiers à avoir effectué une prise d'otage de cette envergure.
- 64 Voici le tableau des transferts de propriété dans les grands groupes d'assurances :

<i>Nom de la société</i>	1938	1945
Österreichische Versicherung	100 % autrichien	Deutsche Arbeitsfront
Österr. Volksfürsorge	majorité autrichien.	96 % Volksfürsorge Hamburg
Der Anker	87 % suisse	42 % Viktoria-Berlin 5 % Bayrische Rück- versicherung
Bundesländerversicherung	16 % allemand	23,5 % allemand
Allgemeine Elementar- versicherung	majorité anglaise	78 % Colonia-Köln
Donau-Concordia, AG.	60,6 % allemand	84,6 % allemand
Erste Allgemeine Unfall- und Schadenversicherungs-AG	italienne	20 % allemand
Heimat	60 % hongroise et italienne	100 % allemand
Internationale Unfall- und Schadenversicherungs-AG	italienne	10 % allemand
Wiener Allianz	63,7 % non-allemand	96,8 % allemand
Wiener Rückversicherungs- gesellschaft	majorité suédoise	78 % allemand

Voir Görlich-Romanik, *op. cit.*, p. 555.

Une statistique globale concernant 23 des plus grandes entreprises autrichiennes fait apparaître que celles-ci possédaient, en 1938, un capital social de 230 millions de schillings, dont 75,6 % étaient propriété autrichienne et 0,15 % propriété allemande. En 1943, ces relations s'étaient renversées de la manière suivante : le capital social, entre-temps porté à 310 millions de Reichmarks, restait encore autrichien à 3,2 %, tandis que 75,7 % appartenaient aux financiers allemands.

Outre les valeurs indiquées ci-dessus, le III^e Reich s'appropriera une très grande partie des biens de l'Eglise catholique, en sécularisant et confisquant environ 200 couvents, fondations religieuses et maisons ecclésiastiques et en supprimant plus de 1 000 écoles, jardins d'enfants et séminaires catholiques. L'Eglise protestante se trouva également lésée par la confiscation d'un grand nombre de bâtiments. Nous évoquerons par la suite la persécution des prêtres catholiques et autres, et la part non négligeable qu'ils prirent à la résistance en Autriche. De toute façon, le rapt des propriétés des Eglises rapporta au III^e Reich plusieurs milliards de RM.

En ce qui concerne l'exploitation abusive et outrancière des ressources naturelles de l'Autriche, nous nous bornerons aux trois exemples les plus significatifs : le minerai de fer, le bois et le pétrole.

Le gisement de minerai de fer le plus important d'Autriche, exploité à ciel ouvert, celui de l'Erzberg en Styrie, fournissait en 1936 environ 1 million de tonnes et en 1937 — la dernière année avant l'annexion — 1,9 million. Dès 1938, 2,7 millions de tonnes étaient extraits et l'exploitation forcenée, exigée par l'économie de guerre allemande, augmenta encore en 1939 (près de 3 millions de tonnes) et en 1940 qui vit le seuil des 3 millions de tonnes dépassé ; l'extraction se maintenant aux environs de ce niveau jusqu'en 1944, appauvrissant d'autant les réserves existantes.

Pour la sylviculture, les sept années de domination nationale-socialiste furent désastreuses ; alors que l'accroissement annuel en bois de coupe était de 7 millions de mètres cube, pendant les 7 années d'annexion, l'abattage annuel fut de 15 millions de mètres cube. Etant donné l'importance économique du bois pour l'Autriche — en 1937 les exportations de bois (pour 274 millions de S) couvraient les importations de produits de base (pour 277 millions de S), les dommages ainsi causés furent considérables. Quant à l'exploitation des gisements pétrolifères, elle connut, pendant la domination allemande de l'Autriche, un accroissement notable qui, lui aussi, atteignit un tonnage exagéré : en moyenne 1,2 million de tonnes par an, d'où une réduction, dans ce

domaine également, des réserves énergétiques naturelles de l'Autriche qui se vit contrainte d'importer une part considérable de ses besoins en pétrole.

Dans un Mémoire remis à la Conférence de Londres des Ministres des Affaires Etrangères des quatre grandes puissances, qui se tint en avril 1946, le gouvernement autrichien chiffrait les dommages globaux subis par l'Autriche à la suite de l'annexion par le III^e Reich : transferts de titres, de valeurs, d'or, et d'objets d'art, « germanisation » et aryani-sation d'entreprises, destructions de guerre imputables à charge de l'Allemagne, pertes subies par l'économie autrichienne à la suite de l'exploitation outrancière des ressources naturelles — sans compter les pertes en vies humaines — à 64 milliards de Reichsmarks de l'époque. Même si l'étendue des dégâts ainsi causés ne fut pas toujours visible ni présente à l'esprit des Autrichiens au moment même où ils les subirent, il est certain que le pillage économique que nous avons très brièvement décrit a largement contribué à faire prendre conscience à la population que son sort dépendait de centres de décision étrangers, c'est-à-dire des potentats nazis de Berlin.

Mais dès la première année de l'occupation allemande, d'autres événements, très apparents ceux-là, n'allaient pas tarder à ouvrir les yeux à beaucoup.

LE SAC DU PALAIS ARCHI-ÉPISCOPAL DE VIENNE EN OCTOBRE 1938

Le choc qu'avait ressenti la population catholique de l'Autriche lorsque ses évêques lui avaient demandé, dans une lettre pastorale, de voter Oui au « référendum » du 10 avril devait être de courte durée. Dès les premiers mois de l'annexion, l'hypnose « allemande » ainsi provoquée allait se dissiper, en raison surtout du caractère totalitaire de l'Etat national-socialiste qui ne pouvait tolérer d'autre idéologie à côté de la sienne et prétendait monopoliser l'éducation de la jeunesse. Dans cette entreprise, il se heurta aux nombreuses organisations de jeunesse catholiques, aux cercles paroissiaux et, enfin, à la vie de la paroisse elle-même ⁶⁵.

⁶⁵ Immédiatement après l'annexion, plusieurs milliers de militants catholiques furent arrêtés et déportés dans les camps de Dachau et Buchenwald. Parmi les 110 000 associations autrichiennes dissoutes par les autorités nazies, la grande majorité avait été des associations catholiques : les scouts, les gymnastes « chrétiens-allemands », les associations des compagnons (Kolping), les jeunesses ouvrières chrétiennes, etc, etc... et leurs biens confisqués au profit des jeunesses hitlériennes. La déclaration des évêques

Les catholiques autrichiens avaient rapidement perdu toute illusion sur le caractère « compréhensif » de l'Etat hitlérien. Et lorsque le 7 octobre 1938 un service religieux fut célébré en l'honneur de l'anniversaire d'une bataille historique et de la fête du Rosaire, il se transforma rapidement en une puissante manifestation patriotique contre les occupants nazis. En effet, pour la première fois, le cardinal Innitzer évoqua publiquement l'action anti-catholique des autorités nazies en s'adressant aux 8 000 jeunes catholiques rassemblés à l'intérieur et devant la cathédrale Saint-Etienne : « ... Ces derniers mois, vous avez perdu beaucoup de choses : vos organisations, les communautés de jeunesse que vous aviez construites avec tant d'idéalisme, vos drapeaux que vous n'avez plus le droit de déployer... Mais gardez votre foi, plus fermement et plus résolument que jamais ! Faisons ensemble profession de foi envers Jésus-Christ, notre Führer et maître, notre roi, et envers son Eglise... »

Les jeunes fidèles avaient bien compris ces paroles ; après le service, ils accompagnèrent le cardinal qui traversa la place Saint-Etienne pour se rendre au palais archi-épiscopal et clamèrent par milliers : « Nous remercions notre évêque, nous remercions notre évêque ! » paraphrase du cri nazi tant de fois entendu au moment de l'annexion « Nous remercions notre Führer ». Lorsque le cardinal eut disparu dans ses appartements, les jeunes crièrent encore : « Nous voulons voir notre évêque ! », jusqu'à ce qu'il se montre finalement, et encore « Notre Führer est le Christ ! ». Ces cris, persiflant les slogans nazis, furent bientôt couverts par ceux de : « Österreich ! Österreich ! », tandis que des groupes des jeunesses hitlériennes, qui voulaient intervenir, étaient rudement malmenés par les milliers de jeunes catholiques en effervescence.

Ce 7 octobre 1938 fut donc un jour mémorable : pour la première fois, une manifestation publique et vigoureuse contre le régime avait lieu dans un territoire annexé et contrôlé par la Gestapo.

Ainsi, se réunissaient dans un mouvement de révolte publique les sentiments religieux et politiques dont étaient animés les catholiques autrichiens qui proclamaient leur attachement à l'Autriche. A eux s'étaient joints, ce jour-là, les résistants de la première heure, sans distinction d'orientation politique. L'affluence nombreuse dans les églises de Vienne

autrichiens en faveur du Oui - et surtout le *Heil Hitler* du cardinal Innitzer - avait été ressentie par les catholiques autrichiens comme un coup de poignard dans le dos. L'organe du Vatican *Osservatore romano* avait, dès le 4 avril 1938, désavoué cette déclaration et décliné toute responsabilité dans l'affaire. Innitzer lui-même avait vite compris que toutes les promesses de Bürckel, faites pour lui arracher cette déclaration, n'étaient que de grossiers mensonges.

montra que les auditoires étaient mus par des motifs autant, sinon davantage, politiques que religieux et la manifestation même fut la synthèse d'une triple profession de foi : à l'égard de l'Eglise, à l'égard de l'Autriche et contre le national-socialisme.

Les dirigeants nazis l'avaient bien compris qui, le lendemain, mobilisèrent leurs troupes — Jeunesses hitlériennes, SA, SS et autres — pour attaquer le palais archi-épiscopal, le mettre à sac, brûlant des tableaux et défenestrant un chanoine — à défaut du cardinal qu'ils n'avaient pu trouver⁶⁶.

Les autorités nazies, pour leur part, réagirent de deux façons : par la répression et par une action politique. Dès après la manifestation, nombre de dirigeants des mouvements de jeunesse catholiques furent arrêtés et déportés dans les camps de concentration de Dachau et de Mauthausen. En effet, les autorités nazies subodoraient à juste titre que certains, dans l'ombre, avaient préparé cette manifestation qu'on avait cru tout à fait impossible dans une ville soumise aux lois de la Gestapo. Bien qu'il fût trop tôt pour parler d'un mouvement de résistance organisé, l'idée de résister commença à germer dans beaucoup d'esprits, d'obédience catholique ou autre⁶⁷. Politiquement, la réponse des nazis s'exprima dans plusieurs discours des dignitaires du régime qui crièrent haro sur le « clergé politisant » et menacèrent catholiques et Eglise des pires représailles. Nous ne citerons que celui du gauleiter Bürckel qui, le jeudi suivant 13 octobre, prenant la parole en état d'ébriété devant 200 000 personnes qu'il avait fait rassembler sur la *Heldenplatz*, s'écria : « Un groupe de curés politiciens que le national-socialisme a privé de leur influence politique néfaste retombent dans leurs anciennes convoitises de puissance et tentent de dresser la population contre l'Etat. Leur entreprise a échoué ; de toute la population, seules quelques centaines de bonnes femmes et d'enfants égarés obéissent à cette exhortation cléricale. On prêche, on " manifeste " dans la rue, on tente de jouer la religion

66 25 ans plus tard, cet ecclésiastique, le chanoine Johannes Krawarik, fit le récit de cette aventure dans la feuille paroissiale *Alt-Ottakring*, n° 3, automne 1963. Ce récit, de même que de nombreux documents concernant la persécution des catholiques dès la première année de l'annexion nazie, se trouve dans la documentation *Widerstand und Verfolgung in Wien 1934-1945*, éditée par un collectif sous la direction de Wolfgang Neugebauer, Öster. Bundesverlag, Wien, 1975, 3 volumes. Le chapitre *Persécution et résistance de l'église catholique*, se trouve dans le 3^e volume p. 5-76. Cette documentation comprenant tous les groupes de résistance et étant très complète, nous en tirerons de nombreuses citations, en nous référant chaque fois à cet ouvrage sous le sigle DWuV.

67 Nous traiterons des débuts de la résistance organisée en Autriche à la fin de ce chapitre ; débuts que l'on peut situer en été 1938.

contre l'Etat et on clame des vivats pour le cardinal Innitzer... On a crié " Le Christ est notre Führer " parce qu'on veut porter la lutte sur un autre plan et qu'on veut publiquement poser la question : " Hitler ou le Christ ! " Mais le Christ a dit : " Mon royaume n'est pas de ce monde ! " Ces messieurs se sont-ils préoccupés de cette phrase ?... Le vrai sens du cri " Le Christ est notre Führer " est immédiatement explicité par l'autre cri, " Innitzer commande, nous te suivrons ⁶⁸ "... Je sais qui furent les principaux participants à la manifestation de vendredi (7 octobre) : les juifs et aussi de nombreux tchèques ⁶⁹... »

Bürkel, comme un chat, était donc retombé sur ses pattes : la manifestation catholique avait été organisée par les juifs et les tchèques — la population « allemande » de Vienne était ainsi lavée de tout reproche, pour le besoin de la propagande nazie qui voulait, à tout prix, maintenir la fiction de la « Volksgemeinschaft » menacée uniquement par l'ennemi héréditaire : le juif et le slave.

L'épilogue provisoire fut prononcé par le gauleiter Jury lors d'une réunion à Krems où il insista sur l'attitude de l'Etat national-socialiste, face à l'Eglise : « Le gauleiter a parlé ensuite des menées du clergé catholique et a constaté que le sacrement du mariage est profondément ancré dans le peuple allemand et, par là, dans l'Etat national-socialiste. Nous ne permettrons à personne d'agir de quelque manière que ce soit à notre rencontre. Nous ne remettrons pas non plus l'école dans des mains qui n'éduqueraient pas notre jeunesse dans l'esprit national-socialiste... Quiconque n'est pas avec nous est contre nous, et celui-là nous l'anéantissons ⁷⁰ !... »

La persécution contre l'Eglise alla en se renforçant pendant toutes les années de la domination nationale-socialiste ; d'autant plus conséquente devint la résistance des milieux catholiques.

LA NUIT DE CRISTAL

Après l'annexion, les nationaux-socialistes s'étaient efforcés de se concilier la population autrichienne, nous avons vu de quelle manière et avec un succès tout relatif. Cependant, dès le début, un groupe important de la population autrichienne fut exclu — et pour cause — des tentatives de séduction nationales-socialistes : à savoir les juifs autrichiens. On connaît la position hitlérienne à l'égard des juifs qui

68 Persiflage du slogan nazi *Führer befehl, wir folgen*.

69 *Neue Freie Presse*, 14 octobre 1938.

70 *Völkischer Beobachter*, 31 octobre 1938.

n'avaient aucune illusion sur leur sort puisque, depuis 1933, les juifs allemands avaient été progressivement privés de toute base d'existence normale. Les juifs autrichiens étaient donc conscients de ce qui les attendait, d'autant plus clairement qu'ils occupaient dans le pays une position particulière, héritée de l'ancienne monarchie où ils avaient joué un rôle important dans la vie sociale, commerciale et culturelle, malgré un antisémitisme largement répandu ; antisémitisme ancestral, mais réanimé, si on peut dire, par le parti chrétien-social de Lueger et le parti pan-allemand de Schönerer.

L'antisémitisme ambiant n'avait cependant pas empêché les juifs de jouer le rôle de facteur d'intégration autrichienne à l'intérieur de la monarchie multi-nationale. Ils continuèrent à exercer cette fonction sous la Première République. Mais, du fait de la conscience nationale faussée de beaucoup d'Autrichiens qui se considéraient comme des Allemands, le caractère typiquement « autrichien » des juifs ne fut pas non plus reconnu⁷¹. Ce n'est que lorsqu'il n'y eut plus de juifs en Autriche, au lendemain de la chute du III^e Reich, que cette idée s'imposa avec force à ceux qui œuvraient alors à la prise de conscience de la nation autrichienne. En attendant, le martyre des juifs autrichiens commença dès le 13 mars 1938, et cela d'une manière beaucoup plus brutale que pour leurs coreligionnaires dans le Reich.

Depuis les premières années du siècle, Vienne avait été la cible de la haine antisémite de Hitler et immédiatement après l'arrivée de ses troupes, les excès antisémites furent plus violents et plus cruels que tout ce qu'on avait vu, à cet égard, dans le Reich.

Dans son discours du 26 mars 1938, à Vienne, Göring donna le signal et montra la voie à suivre pour « déjudaïser » Vienne et l'Autriche : « Vienne doit redevenir une ville allemande » dit-il, « parce qu'elle a, dans l'Ostmark de l'Allemagne, d'importantes tâches allemandes. Tâches qui se situent autant dans le domaine de la culture que dans celui de l'économie. Ni dans l'un, ni dans l'autre nous ne pouvons à la longue nous servir du juif ». Et un mois plus tard, le *Völkischer Beobachter* conclut : « Jusqu'en 1942, l'élément juif doit avoir disparu de Vienne. Il ne devra plus y avoir aucun magasin, aucune entreprise sous direction juive, aucun juif ne devra avoir la possibilité de gagner quoique ce soit... »

71 Lorsque nous étudierons les éléments constitutifs de la nation autrichienne, nous reviendrons plus longuement sur cette question, qui a donné naissance à une vaste littérature.

De ce fait, les mesures antisémites furent prises avec une précipitation particulière : en quelques mois, le processus qui avait duré cinq ans dans le Reich (1933-1938) fut introduit en Autriche avec une brutalité que n'avaient pas eu à endurer les juifs allemands. Il est vrai qu'en Autriche la proportion numérique des juifs était plus grande, l'antisémitisme davantage chargé de jalousie, d'envie et de rapacité. Souvent, la campagne antisémite prit un caractère franchement barbare. Nous avons déjà évoqué " l'aryanisation " et n'y reviendrons pas. De même que nous renvoyons à la littérature existante pour les différents stades de la persécution antijuive ⁷².

Nous nous arrêterons cependant, brièvement, sur un épisode particulièrement cruel et typique, le pogrome du 9 novembre 1938 (un mois donc après le sac du palais archi-épiscopal), connu sous le nom de *Reichskristallnacht* (Nuit de cristal).

Le prétexte du pogrome fut l'assassinat à Paris du conseiller d'ambassade allemand Vom Rath, par un jeune juif polonais. L'hypothèse qu'il s'agissait d'un agent provocateur n'a jamais été démentie. Cet assassinat fut si promptement mis à profit par les nazis que l'hypothèse de la provocation est hautement crédible car, dans les semaines précédentes, les juifs avaient déjà été victimes de brutalités et d'avanies sans nom, surtout dans les petites villes d'où ils étaient chassés par la force. La « nuit de cristal » fut organisée avec minutie par Goebbels, Himmler et Göring. Les SA et SS durent revêtir une tenue « civile » pour perpétrer leurs violences qui devaient apparaître, aux yeux de l'opinion publique allemande et mondiale, comme l'explosion de la colère populaire. Si de telles « actions » eurent lieu dans le Reich tout entier — au total 26 000 juifs arrêtés dont 20 000 environ envoyés dans les camps de concentration de Dachau et de Buchenwald, des centaines de tués, des milliers de magasins, d'appartements détruits, des centaines de lieux du culte incendiés — les sévices de Vienne furent les plus violents : 7 800 juifs arrêtés, torturés, « suicidés » (680 en deux jours) dont 4 600 furent déportés à Dachau après avoir subi des sévices inhumains, 77 synagogues et autres lieux du culte détruits, incendiés à l'aide de grenades à main lancées par les SS, 4 083 magasins juifs pillés et dévastés, 1 950 appartements juifs complètement « vidés ». Ces destructions insensées suscitérent ce cri du cœur de Göring, lors d'une

72 On trouvera une liste des nombreux ouvrages traitant de la persécution et de l'anéantissement des juifs autrichiens dans l'excellent livre de Madame Erika WEINZIERL, *Zu wenig Gerechte - Österreichischer und Judenverfolgung 1938-1945*, Verlag Styria, Graz-Wien-Köln, 208 p.

réunion du 12 novembre : « J'aurais préféré que vous assommiez encore 200 juifs au lieu de détruire tant de richesses ! » Mais le pogrome fut mis à profit par Göring pour pousser plus loin encore la dépossession des juifs et, finalement, les juifs du Reich entier durent payer une contribution d'un milliard de marks pour les dégâts qu'ils avaient subis ⁷³.

Si nous nous arrêtons sur ce point culminant de la persécution des juifs en Autriche, c'est essentiellement pour deux raisons : premièrement, parce qu'à partir de là, les juifs furent soumis à un traitement toujours plus inhumain et diffamant qui mena à la « solution finale » dans les chambres à gaz d'Auschwitz ⁷⁴, et deuxièmement parce que les excès mêmes du traitement qui leur était infligé suscita, pour un moment, comme un éclair de prise de conscience, du moins chez certains qui y assistèrent. Ainsi, un SS-Hauptscharführer, un certain Seeliger, nota dans un rapport rédigé à l'intention du service central du *Gau* de Vienne pour l'économie à propos « Des événements du 10 novembre 1938 » : « En ce qui concerne l'effet moral de l'action, les présents n'ont qu'une seule et même opinion : Refus et grosse émotion du fait qu'au cours de cette action il y eut des scènes scandaleuses qui portent un préjudice grave à la renommée du parti et du Reich... Les présents expriment unanimement la conviction que des pogromes et des actes de vandalisme ne sont pas le moyen pour résoudre la question juive et les déprédations, rapines et pillages ont suscité l'horreur dans la population et dans de larges milieux du parti ⁷⁵. » Un autre SS, le Hauptsturmführer Trittnér, dans un rapport sur les « Expériences faites pendant l'action contre les juifs du 9 au 11 novembre 1938 » écrit dans le même sens : « Ces confiscations et les dévastations insensées ont provoqué tout naturellement le refus le plus total parmi la population. Le traitement infligé aux

73 Pour une description exacte des événements du 9 novembre 1938 et des jours suivants, voir Herbert ROSENKRANZ, *Reichskristallnacht, 9. November 1938 in Österreich*, Europa-Verlag (Monographien zur Zeitgeschichte), Wien, 1968, 68 p.

74 Voir à ce sujet WEINZIERL, *op. cit.* et Jonny MOSER, *Die Judenverfolgung in Österreich 1938-1945*, Europa-Verlag - Monographien zur Zeitgeschichte), Wien, 1966, 65 p. Alors que la communauté israélite comptait en 1938 environ 200 000 personnes, 65 000 seulement ont survécu à l'holocauste nazi, dont moins de 6 000 à Vienne et 60 000 en émigration dans 89 pays d'Europe et d'outre-mer. Car si 128 000 juifs autrichiens avaient pu fuir l'enfer nazi, la moitié d'entre eux furent rattrapés par la Wehrmacht en 1940-41 et subirent le sort auquel tout d'abord ils avaient échappé. Soulignons toutefois qu'il n'y a pas de statistiques exactes et vérifiées à cet égard.

75 Weinzierl, *op. cit.*, p. 66-67.

juifs fut, en grande partie, très dur et dégénéra souvent en corrections brutales. Ces détails, ébruités, pèsent sur le moral public ⁷⁶... »

Peut-être qu'à ce moment-là bon nombre d'Autrichiens comprennent-ils, pour la première fois, que l'assassinat et le martyre de leurs concitoyens juifs allaient priver l'Autriche de l'une de ses composantes originales.

LA DÉSILLUSION DES NAZIS AUTRICHIENS

Pendant cinq ans, de 1933 à 1938, les nazis autrichiens avaient mené une lutte sans merci contre le « système » autoritaire : ils avaient créé des organisations clandestines, imprimé des journaux, jeté des bombes, fomenté un putsch en 1934 ; beaucoup avaient payé de leur liberté cette activité, certains même de la mort — ceux qui avaient assassiné Dollfuss notamment. Avec l'annexion, ils espéraient la reconnaissance du Führer et la récompense de leurs sacrifices, soit par des postes responsables dans le parti et dans l'Etat, soit par l'attribution de biens matériels — surtout de biens juifs — qui, pensaient-ils, leur étaient dus.

Nous avons déjà montré à quel point ces espoirs furent vains : dans la lutte pour les meilleurs postes, les Allemands gagnèrent toujours ; quant aux « chefs historiques » du mouvement nazi en Autriche, ceux qui avaient mené la lutte illégale contre le gouvernement autrichien, Hellmut Andics décrit ainsi leur sort : « Les vieux combattants, dans la mesure où ils occupèrent des positions dirigeantes, disparurent peu à peu. Le capitaine Leopold fut appelé à l'état-major du Führer, plus tard il tomba sur le front de l'Est. Tavs dut se contenter d'un poste de Kreisleiter (chef de circonscription). L'ancien chef du parti nazi d'Autriche, Hubert Klausner, mourut le 12 février 1939 — suicide dû à sa déception, comme on le murmura. En l'honneur des hommes du 25 juillet 1934 qui avaient voulu transformer l'Autriche en un Etat national-socialiste, une plaque fut apposée sur le bâtiment de la chancellerie, mais aucun ne fut récompensé. Fridolin Glass, appelé à l'état-major du Reichsführer SS (Himmler) dut se défendre contre le reproche d'avoir raté le putsch. Le Dr Otto Wächter fut, peu après la déclaration de guerre, envoyé en Pologne, de même que le gauleiter Globocnik, remplacé après quelques semaines (le 30 janvier 1939) par Bürckel. L'organisation du pays en *Gaue* des Alpes et du Danube (Alpen- und Donaugau) rendit superflu un Reichstatthalter et le

⁷⁶ *Ibid.*, p. 67.

Dr Arthur Seyss-Inquart fut lui aussi envoyé en Pologne et par la suite aux Pays-Bas, comme commissaire du Reich ⁷⁷. »

Dès avant la relève de Globocnik par Bürckel, les anciens combattants nazis avaient à plusieurs reprises, manifesté leur mécontentement et notamment contre ce qu'ils appelaient la *Bürckelherrschaft*, c'est-à-dire le népotisme pratiqué par Bürckel dans les nominations aux postes de commande. Ressenti comme le mépris de leurs services rendus à la cause du national-socialisme, ce népotisme apparut en outre aux nationaux-socialistes autrichiens comme le résultat d'une occupation étrangère. Ils rejoignaient ainsi le sentiment général régnant dont nous avons parlé en évoquant la vague antiprussienne qui souleva la population peu après les premiers enivres de l'anschluss souhaité naguère par beaucoup.

Les vieux soudards qu'étaient les anciens « illégaux » ne se privaient pas d'exprimer publiquement leurs griefs à l'encontre de ces pratiques, et la presse nazie dut réagir. A Graz, tout d'abord, « ville de l'insurrection populaire ⁷⁸ » où l'organe nazi de cette ville, la *Grazer Tagespost*, lança un avertissement dans un éditorial qui appelait les « vieux combattants » à respecter « l'Etat, la loi, la justice et l'ordre », même « si cela est dur », ajoutant : « La tentation de se réfugier dans l'illégalité, lorsqu'on est mécontent de certaines choses, est très forte. Les méthodes auxquelles on est habitué depuis des années ont une singulière force d'inertie... Nous devons pourtant reconnaître cet Etat totalement, chacun aussi en ce qui le concerne personnellement. Il faut en finir avec toute illégalité ⁷⁹ ! »

Appel qui ne fut pas entendu, car les « vieux combattants » se sentaient de plus en plus mis à l'écart, réduits à des responsabilités subalternes. Une opposition clandestine organisée publia des tracts ronéotypés appelant les dirigeants nazis d'origine autrichienne (y compris Seyss-Inquart) à démissionner de leurs postes pour protester contre les pouvoirs exorbitants conférés à Bürckel et les siens par Hitler. Mais

77 Voir Helmut ANDICS, *50 Jahre unseres Lebens - Österreichs Schicksal nach 1918*, Molden-Verlag, Wien, 1968, 740 p., p. 376. Le *Gau* le plus important, Vienne, nous ne le soulignerons jamais assez, eut donc l'Allemand *Bürckel* et après lui l'Allemand *v. Schirach* comme gauleiters ; nous avons déjà rappelé que le *Gau* Salzbourg fut doté lui aussi, en novembre 1941, d'un gauleiter allemand, *Gustav Adolf Scheel*.

78 En raison des manifestations massives des organisations nazies dans les jours qui précédèrent l'invasion des forces armées allemandes, le « *führer* » avait conféré à Graz le titre de *Stadt der Volkserhebung* (Ville du soulèvement populaire).

79 *Grazer Tagespost*, 12 juin 1938.

ces dirigeants ne démissionnèrent pas, au contraire ; Bürckel réagit durement : après avoir adressé dans la presse « une parole franche » aux anciens nazis illégaux, il fit arrêter plus de 2 000 d'entre eux. La réponse fut un nouveau libellé clandestin adressé à Bürckel en ces termes : « Par tous les moyens, vous voulez nous neutraliser. C'est-à-dire que vous voulez utiliser les organes de la Gestapo, mis à votre disposition, pour accomplir vos tâches, pour vous attaquer aux vieux combattants ! Pourquoi ? Parce que nous avons assez de dignité pour ressentir profondément l'indignité de nous sentir en province conquise où, en tant que commissaire d'occupation, vous exercez un pouvoir illimité. Nous ne nous laissons pas tromper et voyons clairement où mène cette voie : ce n'est pas l'anschluss de l'Autriche, mais la soumission de l'Autriche à la domination prussienne. Nous ne nous laisserons pas dévier de notre lutte : combat contre le commissaire du Reich ! combat contre la soumission de l'Autriche à un joug prussien ! Nous voulons administrer nous-mêmes notre pays ⁸⁰. »

Bürckel avait répondu à l'avance à ces critiques en qualifiant, d'emblée, ceux de la vieille garde du parti qui étaient mécontents de paresseux consommés et d'accapareurs de postes ; dans une proclamation du 25 mai 1938, il avait déclaré : « Quant à ceux-là, je suis résolu dans l'avenir à les tenir loin du parti, et à les mettre hors d'état de nuire par tous les moyens adéquats. » S'il avait donné des apaisements aux « combattants des tranchées » nazis en leur promettant d'être aussi juste que possible dans la répartition des postes, il dut toutefois admettre : « Je ne réussirai pas cependant à régler tout de façon satisfaisante, comme je le voudrais. Je le dis tout franchement ! » « Parole franche », prononcée au moment de la nomination par Hitler des gauleiters qui étaient chacun « assisté » d'un adjoint venu du Reich. Quelques mois plus tard, la grogne de l'opposition des nazis autrichiens

80 Tract clandestin des combattants de la vieille garde, appelé *Mitteilungsblatt* N° 4, reproduit dans *Rote Fahne*, 21. Jahrgang, N° 5, avril-mai 1938, p. 4, sous le titre *Opposition nazie contre la Bürckelherrschaft*, avec le commentaire suivant : « On peut donc constater une évolution certaine et sérieuse de cette opposition nazie vers une nette prise de conscience. Jusqu'ici, ils (les nazis autrichiens) voulaient, appuyés sur la puissance de Hitler, instituer en Autriche un régime nazi, rejeté par le peuple autrichien. Ils se sont dressés contre le peuple. Si maintenant ils reconnaissent qu'ils n'ont fait qu'aider à soumettre le peuple autrichien à une dictature brutale et étrangère, alors il faut qu'ils admettent que la *Bürckelherrschaft*, c'est l'hitlérisme même, Bürckel c'est Hitler, son Gessler, son bailli. Leur mot d'ordre *A bas la Bürckelherrschaft et la soumission de l'Autriche au joug brun, prussien* - mais c'est la volonté du peuple autrichien tout entier !... »

se renforça encore lorsque Bürckel prit ses fonctions de gauleiter de Vienne ⁸¹.

Ces tiraillements s'exerçaient plus ou moins publiquement, mais en coulisses se déroulait une lutte plus implacable encore qui revêtait deux aspects : l'un personnel, puisqu'il s'agissait de savoir à qui revenait le pouvoir véritable en Autriche, l'autre idéologique et dont les protagonistes furent Seyss-Inquart et Bürckel. On peut voir en Seyss-Inquart le véritable maître d'œuvre de l'anschluss ; dès 1936, il avait été conseiller d'Etat dans le régime de Schuschnigg et avait patiemment noué des fils dans toutes les directions, tout en gardant extérieurement son orientation de « catholique à accentuation nationale ». Dans cette fonction, il avait acquis la confiance absolue de Hitler et de Himmler, et avait conduit les événements du 12 février au 13 mars, jusqu'à l'anschluss proclamé par lui-même à Linz. En récompense, Hitler l'avait nommé spontanément, lors de la manifestation du 15 mars sur la Heldenplatz, *Reichsstatthalter* (gouverneur du Reich), aux fonctions à vrai dire assez imprécises, Bürckel, par contre, avait d'abord été nommé commissaire du Reich pour le référendum du 10 avril et, le 23 avril, commissaire du Reich pour la réunion de l'Autriche au Reich ; il s'assura, dès le début, des pouvoirs exorbitants et eut notamment la haute main sur les différents appareils du parti. Ce qui lui donnait, dans sa rivalité avec Seyss-Inquart, un avantage que celui-ci ne pouvait compenser, d'autant plus que la vieille garde des nazis illégaux en Autriche ne le considérait pas comme un des siens, mais plutôt comme un attentiste, suspect de trop de catholicisme et de trop peu de national-socialisme.

Au fond, la querelle Seyss contre Bürckel reflète au plus haut niveau l'antagonisme dont nous avons parlé entre Autrichiens et « Prussiens ». Deux auteurs ont étudié cette querelle : Gerhard Botz ⁸² et

81 A ce sujet, il est intéressant de citer un rapport secret intitulé *Geheimbericht über den Parteiaufbau in Österreich* auquel Stadler se réfère d'après les Archives RL BDC (Berlin Document Center) Chemise 302. Ce rapport, daté du 3 août 1938 dit ceci : « Mit den sogenannten illegalen Kämpfern hat man durchwegs Schwierigkeiten, da dieselben einerseits entweder ganz hochbesoldete Posten beanspruchen, die sie auf Grund ihrer Kenntnisse jedoch nie bekleiden können, während andere trotz ihrer Schulbildung (Doktorgrade) am liebsten Wachdienste, Ordonnanzdienste oder Postverteilungsdienst machen wollen. Setzt man nun illegale Kämpfer auf bestimmte Posten, so beginnen sie zu fordern. Die Leistung steht jedoch in keinem Verhältnis zu ihren Forderungen. Einmal auf einen bestimmten Posten gesetzt, entwickelt sich bei vielen der Grössenwahn... »

82 Gerhard Botz, *Die Eingliederung Österreichs in das Deutsche Reich*, op. cit.

Wolfgang Rosar⁸³ nous aident à comprendre pourquoi Seyss-Inquart a eu finalement et assez rapidement le dessous : non seulement à cause de la personnalité brutale de Bürckel, mais aussi et surtout parce que la « mentalité autrichienne », même si elle s'exprimait à travers un national-socialiste convaincu, comme Seyss-Inquart, devait nécessairement succomber face à l'Etat totalitaire, centralisateur national-socialiste d'essence prussienne⁸⁴.

Le déclin de Seyss-Inquart commença dès avril 1938 ; le 1^{er} mai 1939 avec la nouvelle loi sur l'Ostmark, la fonction de Seyss-Inquart devint caduque et son rôle en Autriche se termina définitivement le 12 octobre 1939 lorsqu'il fut nommé adjoint au gouverneur Frank en Pologne occupée.

Mais pendant ces 18 mois, Seyss-Inquart et Bürckel s'étaient livré un dur combat pour le pouvoir, combat que Seyss mena avec des arguments « psychologiques », tandis que Bürckel s'appuyait sur la « mission » que le führer lui avait confiée : la disparition de l'Autriche.

Dans le cadre de ce travail, il est impossible d'exposer en détail les épisodes de cette lutte. Quelques citations extraites de la correspondance entre les deux hommes illustrent le déroulement de la passe d'arme entre le nazi autrichien et le nazi « prussien ».

Le 29 juin 1939, Seyss-Inquart écrit à Bürckel : « Recevez mes remerciements pour votre lettre du 22 juin concernant l'affaire Mühlmann⁸⁵... Je crois qu'il est temps de tirer un véritable bilan pour savoir comment continuer. Depuis quelque temps, je sens à Vienne une inquiétude croissante, et une baisse du moral... Nous devons partir du fait

83 Wolfgang ROSAR, *Deutsche Gemeinschaft - Seyss-Inquart und der Anschluss*, Europa-Verlag, Wien, 1971, 441 p. Les citations de la correspondance Seyss-Inquart - Bürckel sont extraites de ce livre.

84 D'ailleurs, outre sa mission publique de préparer le référendum, Bürckel avait reçu l'ordre interne, mais non moins officiel, de réorganiser le NSDAP autrichien et d'en finir avec tous les restes de « l'austro-nazisme ».

85 Mühlmann était un national-socialiste autrichien qui avait participé activement à la préparation de l'anschluss et qui développa par la suite des ambitions dans le domaine culturel ; il voulait devenir directeur de l'*Institut culturel de Vienne* que Seyss-Inquart avait l'intention de fonder, mais auquel s'opposa farouchement Bürckel, subodorant quelque séparatisme autrichien. Mühlmann avait, entre autres, protégé un Cabaret, le *Wiener Werkel*, qui ironisait souvent sur les Prussiens à Vienne, ce qui provoqua la colère de Bürckel. Le 23 juin 1939, Bürckel avait tout simplement congédié Mühlmann, non sans lui faire savoir que l'autorisation donnée au *Wiener Werkel* de monter des scènes à tendance antiprussienne était à l'origine de ce brusque congé ; il lui reprocha en outre d'avoir voulu saper son autorité auprès des Viennois.

que le processus de l'incorporation de l'Ostmark dans le Reich, surtout après les semaines intenses de l'anschluss, n'est pas facile psychologiquement et que nombreuses sont les difficultés qui doivent peser sur le moral. Non seulement, je crois que ces difficultés ne sont pas aujourd'hui maîtrisées du point de vue psychologique, mais qu'elles se sont accrues du fait d'un comportement inadéquat. Au fond, je pensais qu'en tant que Rhénan vous auriez pu saisir et guider correctement l'âme autrichienne. Malheureusement, je vois que ce n'est pas le cas... » Et Seyss-Inquart d'énumérer une série d'actions de Bürckel qui, selon lui, ont eu un effet nuisible, et notamment l'occupation de tous les postes responsables par des fonctionnaires venus du Reich, etc...

La réponse de Bürckel est datée du 8 août, et le gauleiter tance énergiquement Seyss-Inquart pour ses tendances « autrichiennes », tout en réfutant les arguments avancés sur une baisse du moral à Vienne. Nous citons les passages suivants relatifs à l'Autriche : « De quoi s'agit-il donc ? La question est la suivante : conserver ou liquider. Vous, Herr Doktor, vous préconisez la conservation, moi, la liquidation... » Et après une série de reproches personnels adressés à Seyss-Inquart, notamment celui d'un catholicisme politique incompatible avec le national-socialisme, Bürckel continue : « Dès le début, j'ai préconisé qu'il ne fallait pas traîner avec la liquidation de la vieille Autriche. Vous étiez d'avis qu'il fallait se laisser le temps... pour conserver, il fallait maintenir un gouvernement du Land Autriche... mais à peine ces plans étaient-ils enterrés que fut présenté le projet d'un *Österreich-Ministerium* (Ministère du Reich pour l'Autriche)... Lorsque ce plan échoua, vous avez suggéré une sorte de ministère des Affaires culturelles pour l'Ostmark... Je me dressai également contre ce plan... », et il termine catégoriquement : « Nos chemins se sont séparés. »

Avec la victoire complète de Bürckel sur Seyss-Inquart la preuve était faite que toute idée d'un « national-socialisme autrichien » ou « austro-nazisme » n'était que chimère. Beaucoup de nationaux-socialistes autrichiens devaient, par la suite, en tirer des conséquences politiques qui les menèrent finalement à une nouvelle idée de l'Autriche.

LA PEUR DE LA GUERRE ET LES PREMIÈRES RÉSISTANCES

Depuis le 13 mars 1938, de grands changements s'étaient produits dans la vie quotidienne, politique et sociale et la population de l'Autriche avait rapidement perdu ses illusions quant aux bienfaits promis par le régime national-socialiste. Bientôt, des événements extérieurs allaient à plusieurs reprises alerter profondément cette population :

la crise de Munich, l'invasion totale de la Tchécoslovaquie, les divers partages de territoires, réalisés à l'instigation de Hitler, firent naître une véritable peur de la guerre.

La mise en fonctionnement de nombreuses usines d'armement sur le territoire de l'Autriche annexée donna l'alerte à la population, mais surtout la réorganisation de l'appareil militaire ; des officiers autrichiens furent mutés dans le Reich et remplacés par des Allemands qui appliquèrent les méthodes prussiennes, d'où une augmentation subite du nombre des suicides dans les casernes ; les femmes furent recensées en vue de leur utilisation dans l'industrie de guerre, tous les propriétaires de voitures et de motocyclettes durent se présenter à la Kommandantur de leur domicile, reçurent un matricule et l'ordre de se présenter à la moindre alerte avec l'essence nécessaire pour un trajet de 100 km. Les commissions de réforme travaillaient à toute vitesse et des hommes de 55 ans — même invalides à 50 % — furent déclarés aptes au service. Bientôt, on commença à ériger des constructions militaires autour de Vienne, sorte de fortifications, et les travailleurs employés à cette tâche durent prêter serment de ne rien révéler. Des batteries anti-aériennes furent mises en place tout autour de Vienne.

Ces préparatifs suscitérent une peur générale de la guerre, répandue même dans les milieux nazis : les mères craignaient pour la vie de leurs fils enrôlés.

Si cette ambiance s'instaura dès le mois de juin — et un reportage sur l'Autriche paru dans le *Sozialistischer Kampf* en fait foi⁸⁶ — la crise de Munich, en septembre 1938, éclaira brutalement les masses sur le caractère du régime et sur les dangers de sa politique d'expansion et de conquête.

Les journaux officiels firent également écho aux préparatifs de guerre : des exercices de camouflage eurent lieu, et les journaux se plaignirent de l'indiscipline de la population, tout en administrant force

86 Nous ne citons qu'un passage caractéristique, tiré du *Sozialistischer Kampf*, N° 2, 16 juin 1938, p. 17 :

« Eine überraschende, weil in diesem Ausmass nicht vorhersehbare Reaktion ist bei den Arbeitermassen und beim Kleinbürgertum gegen die Rüstungsprotzerei und die allgemeine Militarisierung zu verzeichnen. Es gibt keine Diskussion im Betrieb und auf der Strasse, in der nicht eine sehr intensive Kriegsfurcht der Massen zum Ausdruck kommt. Die Nazi sehen sich genötigt, dieser Stimmung Rechnung zu tragen. Sie wiederholen immer wieder, dass Hitler keinen Krieg wolle. Das Auffahren der Tanks, Geschütze und Flugzeuge löste niemals Begeisterung, sondern stets eine gedrückte Stimmung aus... »

conseils sur la meilleure manière de camoufler son appartement. Une propagande intense recommanda la création d'abris anti-aériens, tout en précisant que « chaque Volksgenosse (concitoyen) devait contribuer lui-même par sa force de travail, du matériel de construction, d'équipement et de l'argent, à la construction d'abri pour lui et les siens ⁸⁷... ». Chaque *Volksgenosse* devait également acheter son masque à gaz populaire (*Volksgasmaske*) ; dans ce but, le gauleiter Globocnik lança un appel à la population de Vienne : « Hommes allemands et femmes allemandes du *Gau* Gross-Wien ! Les prochains jours, commencera à Vienne la vente du masque à gaz populaire, vente réalisée par la N.S.V. (Nationalsozialistische Volkswohlfahrt) et le Reichsluftschutzbund (Association de défense civile du Reich). Le masque à gaz populaire allemand est l'appareil le plus important pour la protection de ta vie et celle de ta famille. Il est par conséquent du devoir national-socialiste de chaque Volksgenosse d'acheter le masque à gaz populaire ⁸⁸. »

Mais la vente elle-même ne fut pas populaire, la population voyant dans cette action un nouveau pas vers la guerre et n'ayant aucune confiance dans l'efficacité de l'engin mis à sa disposition moyennant argent comptant. Si bien que le *Völkischer Beobachter* en fut réduit, pour battre le rappel, à tirer profit du plus petit succès de vente comme en témoigne l'entrefilet suivant : « *Des paysans achètent le masque à gaz populaire* : On nous rapporte, du village de Süssenbrunn (district IX), que chez les paysans également la demande est grande en masques à gaz populaires. La population manifeste un grand intérêt pour ce moyen de protection et se presse dans le service d'adaptation... On reconnaît là la grande compréhension des larges masses pour cette action du national-socialisme... Des achats importants pour le ménage ont été remis à plus tard (bien obligé) et l'argent ainsi épargné a été consacré à l'achat du masque à gaz populaire ⁸⁹. »

Toute cette propagande ne put empêcher que la population fût saisie d'une grande peur au moment de la crise de Munich : cependant les fameux accords sont encore un succès pour Hitler, l'armée entre dans le pays des Sudètes et la population civile respire, tout en exprimant sa méfiance envers la politique hitlérienne, comme ces quelques travailleurs, arrêtés dès le début octobre à Vienne, qui prophétisent une fin désastreuse du régime hitlérien ⁹⁰. Dès le 15 mars 1939, violant les

87 *Wiener Neueste Nachrichten*, 19 septembre 1939.

88 Publié dans le *Völkischer Beobachter* du 26 août 1938.

89 *Völkischer Beobachter*, 19 septembre 1939.

90 Voir Stadler, *op. cit.*, p. 57-58 (*Österreich 1938-1945 im Spiegel der NS-Akten*).

accords de Munich, Hitler occupe le territoire restant de la Tchécoslovaquie, instaure le « Reichprotektorat Böhmen und Mähren » (les protecteurs furent d'abord v. Neurath puis Heydrich), alors que la Slovaquie devient « indépendante » sous la « protection » du Reich et sous la direction de Tiso. Quelques jours après, c'est le tour du territoire de Memel (23 mars 1939), la machine de guerre hitlérienne commençait à s'emballer. Le 8 avril, l'Italie mussolinienne envahit l'Albanie, rattachée à « l'Empire » sous forme d'union personnelle le 13 avril, et déjà les journaux nazis proclamaient : « Danzig est allemand et retournera — coûte que coûte — et très rapidement dans le Reich grand-allemand ⁹¹. »

Événements qui ne disaient rien de bon aux Autrichiens qui étaient aux avant-postes et ne trouvaient pas de consolation dans le fait que le « Führer » ait incorporé des parties de la Moravie du Sud et de la Bohême à l'ancienne Ostmark — le 8 janvier 1939 ⁹². Pratiquement, personne ne se sentait plus concerné par les rododromes quotidiennes de la propagande de Goebbels ; au contraire, en suivant d'un œil méfiant, craintif et critique le remodelage de l'Europe centrale entrepris par Hitler, qui se prenait à cet égard pour un second Metternich, les Autrichiens, dans leur majorité, comprirent peu à peu qu'ils n'avaient rien en commun avec cet Etat hybride dont ils commençaient à craindre les excès qui ne pouvaient mener qu'à la guerre et à la destruction ⁹³.

Prise de conscience qui n'échappa pas aux maîtres de l'heure et notamment à la Gestapo, et fut à l'origine des premières manifestations d'une résistance qui, au fil des ans, devait prendre de plus en plus d'ampleur.

La Résistance autrichienne, qui a joué un rôle de premier plan dans le processus de prise de conscience nationale des Autrichiens, fera l'objet des chapitres principaux de notre étude. Néanmoins, il nous

91 *Völkischer Beobachter*, 12 août 1939.

92 La *Deutsche Volkszeitung* du 9 janvier 1939 informe, en ces termes, de l'événement « historique » :

Remise solennelle de la Moravie du Sud et de la Bohême du Sud aux Gaue de l'Ostmark : dimanche 8 janvier a eu lieu à Znaim, la remise solennelle des territoires sudètes allemands de la Moravie du Sud et de la Bohême du Sud aux Gaue *Bayerische Ostmark* et *Nieder- et Oberdonau*...

93 Les Autrichiens étaient particulièrement indignés de l'accord négocié en juillet 1939 entre Hitler et Mussolini, prévoyant le transfert des Tyroliens du Sud dans les territoires à conquérir à l'Est, avec mise en application aussitôt que possible. Ainsi, la « défense des droits nationaux allemands » était cyniquement abandonnée par Hitler lorsqu'il s'agissait de satisfaire son allié fasciste italien et de s'assurer de sa fidélité.

semble indiqué, en conclusion de cet aperçu sur les 18 premiers mois de l'annexion du pays par le III^e Reich, de montrer par quelques exemples l'évolution générale des esprits qu'on peut considérer comme la seconde étape de la prise de conscience, après celle caractérisée par les semaines précédant l'anschluss.

La Gestapo, dans ses rapports sur la situation, releva les premières manifestations de la résistance, de même que les journaux des exilés et certaines déclarations officielles sur les procès et jugements à l'encontre des premiers résistants.

Les travailleurs quant à eux, s'exprimèrent dans les entreprises et très souvent d'une manière vigoureuse, allant jusqu'à la grève, sur des questions concernant les conditions de travail et les salaires. Les rapports de la Gestapo signalent des grèves dans des entreprises métallurgiques (*Floridsdorfer Lokomotivfabrik*), chez les traminots, dans l'usine d'instruments d'optique Görz où les travailleurs, selon le rapport de la Gestapo, « étaient jusqu'en 1934 presque entièrement marxistes », etc. Dans une lettre, datée du 1^{er} février 1939, un officier SA qui signe F. H., écrit à un fonctionnaire nazi de la ville d'Offenbach sur le Main :

« ... La population ouvrière est très inquiète. Au cours des quatre dernières semaines, nous avons assisté à une série de courtes grèves car les travailleurs gagnent moins, en outre, Vienne est aujourd'hui, et de loin, la ville la plus chère du Reich. Le Ministère des Finances du Reich a appliqué l'harmonisation fiscale dès le 1^{er} janvier 1939, sans tenir compte du commissaire fiduciaire du travail (*Treuhänder der Arbeit*) qui, pour sa part, s'est énergiquement prononcé contre toute augmentation de salaire. A cela s'ajoute le travail de sape de l'action catholique et je ne crois pas me tromper en affirmant que s'il y avait aujourd'hui un référendum, le résultat serait tout autre que l'an passé.

... Dans votre lettre du 27 du mois dernier, vous mentionnez la fabrique de pain *Ankerbrot*. Vous avez là un exemple frappant de la situation. L'*Ankerbrotfabrik* était propriété juive à 100 %. Par la suite, quelques jeunes gens de Berlin s'y installèrent comme directeurs, ils n'avaient jamais travaillé, mais se sont attribués de forts salaires, évidemment ils ne savaient rien faire. Pour que le scandale n'éclate pas trop tôt, ils durent se mettre en rapport avec les tenants juifs de l'ancien système. Les travailleurs, environ 1 600 personnes — car *Ankerbrot* couvre 60 % des besoins en pain de Vienne — étaient, à l'origine, des extrémistes communistes ; lors de l'*Umbruch* (vocabulaire nazi pour l'annexion), une partie d'entre eux est devenue nationale-socialiste ou a

feint de l'être, mais maintenant, avec cette lamentable affaire de direction, les gens montrent de plus en plus ouvertement leur véritable état d'esprit ⁹⁴... »

Dans un « rapport sur la situation » de la Gestapo, du 3 juillet 1939, on peut lire : «... Il faut constater une détérioration importante de la situation. L'activité des milieux hostiles s'est accrue, notamment celle des groupes marxistes qui se manifestent de nouveau avec une insolence inimaginable. Le travail des adversaires marxistes s'exprime par un nombre toujours croissant de diffusions de tracts et d'inscriptions de graffiti lançant des mots d'ordre. Ce travail illégal est soutenu à partir de l'étranger, d'où sont envoyés dans l'Ostmark des journaux et des tracts à contenu démoralisant et qui incitent au sabotage. Il est regrettable de devoir constater que police et sûreté ne sont pas à même de remplir convenablement leurs tâches et que ce genre d'adversaires n'est que modérément combattu.

Dans la propagande de bouche à oreille (*Flüsterpropaganda*) on souligne à nouveau, et avec plus de force, l'opposition entre les Allemands de l'Altreich, les " Prussiens ", et les gens de l'Ostmark, et l'on crée ainsi les conditions d'un mécontentement permanent qui doit aussi être imputé au manque de tact dont font preuve, dans leur comportement, certains Allemands de l'Altreich... »

Signé : SS-Untersturmführer,
signature illisible ⁹⁵.

Les travailleurs rassemblés dans leurs usines avaient le moyen d'exprimer leurs sentiments et même leurs revendications et s'en tiraient sou-

94 Voir R-W-R, p. 87-88.

95 Gestapo-Lagebericht II 12 du 3 juillet 1939. Voir R-W-R, p. 83. Nous arrêtons là ces rapports - fort nombreux - qui donnent une idée de l'ambiance régnante en Autriche et notamment à Vienne, au milieu de l'année 1939, non sans citer encore un passage caractéristique, extrait d'un autre *Lagebericht* : « ... Ferner wurde ein Flugblatt versandt, in welchem eine 'Gruppe Tiroler Patrioten' die Bevölkerung über die 'Deutsche Fremdherrschaft' in Österreich aufklärt : 'Die deutschen Eroberer sind die Feinde der österreichischen Bauern und der österreichischen Katholiken, ebenso wie der Sozialisten, sie sind der Todfeind unserer österreichischen Heimat.'

In diesem Zusammenhang muss darauf verwiesen werden, dass es einer geschickten Mundpropaganda gelungen ist, eine ungünstige Stimmung gegen Altreichsdeutsche zu erzeugen. So häufen sich in letzter Zeit die Fälle, dass z.B. beim 'Heurigen' Reichsdeutsche unter irgendeinem Vorwand angestänkert werden. Wenn sich nun der Betreffende irgendwie dagegen zur Wehr setzt, wenden sich die übrigen Gäste in einmütiger Geschlossenheit gegen ihn. Selbst in weiten Kreisen der ostmärkischen Beamtschaft, sowie teilweise in Parteikreisen, ist diese Einstellung gegen die 'Preussen' vorhanden. » (Voir R-W-R, p. 85-86).

vent avec un « blâme » mais obtenaient satisfaction pour certaines d'entre-elles car le régime ne pouvait se permettre de graves perturbations dans la production, surtout dans la production d'armement. Ailleurs que dans les usines, la Gestapo traquait impitoyablement toute velléité et encore plus, tout acte de résistance ; actions qui existaient et eurent tendance à se multiplier dès le début de 1939. Actes isolés en apparence, mais en vérité prolégomènes d'une résistance qui allait s'organiser et se structurer de plus en plus. C'est à l'intérieur de la Wehrmacht nazie qu'apparurent les premiers signes d'une résistance organisée ; c'est là également qu'il y eut les premières victimes, qui, consciemment, avaient lutté pour la renaissance d'une Autriche indépendante et démocratique.

Le premier Autrichien exécuté à la hache fut le soldat Otto Vogl, 20 ans, originaire de Vienne ; il appartenait à une organisation clandestine de soldats qui disposait de points d'appui dans plusieurs casernes. La Gestapo, ayant eu vent d'actions de protestations contre des officiers allemands, organisa une rafle et trouva des tracts. Vogl, après une héroïque tentative de fuite, fut arrêté, traduit le 13 mars 1939 devant une cour martiale siégeant à huis clos, condamné à mort et exécuté le 16 mars 1939 ; il fut la première victime, bientôt suivi par huit de ses camarades et par cinq autres soldats autrichiens en janvier 1940⁹⁶.

La résistance autrichienne avait pris le départ et n'allait plus cesser jusqu'à la libération en 1945. Nous verrons qu'une des caractéristiques marquantes de cette résistance fut sa diversité perçue dès le début par les participants eux-mêmes, mais aussi par les observateurs extérieurs dont nous citerons quelques témoignages. Dans une « Lettre du pays », datée des premiers jours de janvier 1939, publiée dans l'organe des conservateurs-monarchistes autrichiens à Paris « *Österreichische Post* »⁹⁷, on relève les passages suivants : « Nos nazis autochtones sont guéris de leurs illusions et reviennent aujourd'hui à une profession de foi autrichienne... Ces jours-derniers, un vieux professeur d'université qui depuis toujours joua un rôle important dans le mouvement pan-allemand, m'a avoué : “ Certes, nous étions adversaires du régime noir (chrétien-social). Ce que nous voulions c'était une ‘ Autriche nationale ’. Jamais

96 Nous donnons en annexe la liste de ces premiers patriotes exécutés.

97 *Die österreichische Post*, N° 4, 1^{er} février 1939. Ce périodique, dont nous aurons à reparler, présenta dans les mois après l'annexion, et jusqu'à l'occupation de la France par les Allemands, un large éventail d'opinions libérales, conservatrices et monarchistes qui préconisaient le rétablissement de l'indépendance de l'Autriche. Voir en annexe la photocopie de cette page.

nous n'aurions été d'accord pour échanger notre indépendance contre cette tutelle prussienne... » »

Nouvelles d'Autriche, autre organe de l'émigration autrichienne à Paris, pouvait citer le témoignage d'un journaliste britannique, correspondant à Vienne, qui écrivait dans l'*Evening Standard* du 21 février 1939 : « “ Nous nous sommes débarrassés des Turcs, nous nous débarrasserons bien des Allemands ”, ce mot d'ordre apparaît maintenant, peint en rouge, sur les murs des maisons viennoises. C'est un signe de la vague de profond mécontentement qui saisit l'ancienne capitale autrichienne, aujourd'hui ravalée au rang de ville provinciale allemande⁹⁸. »

Et ces mêmes *Nouvelles d'Autriche*, dans leur numéro de juin 1939, publiaient un article extrait de l'organe théorique du parti social-démocrate suisse *Rote Revue* intitulé *Quinze mois d'Autriche nationale-socialiste* : « Pour caractériser brièvement la situation politique en Autriche, on pourrait dire ceci : L'Autrichien, qui depuis l'écroulement de 1918 n'aimait plus réellement son pays, qui ne lui offrait que des possibilités de vie réduites, commence de nouveau à s'y attacher passionnément. Il s'aperçoit maintenant que le peu qui lui restait était préférable à ce que le rattachement à l'Allemagne lui a apporté. L'Autrichien est redevenu patriote et même beaucoup de nationaux-socialistes ne sont plus d'accord avec la disparition totale de l'Autriche de la carte, bien que le régime nazi ne dure que depuis quinze mois. Aucun régime, en Autriche, n'a perdu les sympathies du peuple aussi rapidement que le régime nazi... Les Autrichiens ne ressentent rien de la grande fraternité sous le signe de laquelle on a opéré l'anschluss. Les fonctionnaires et émissaires politiques que Berlin envoie par milliers en Autriche se conduisent non pas comme des frères, mais plutôt comme des missionnaires chargés d'initier un peuple colonial à la civilisation. Ils agissent comme si les Autrichiens étaient des êtres inférieurs qu'il faut élever. Leur conduite est ressentie comme insolente et blessante⁹⁹. »

Voilà qui résume parfaitement ce que nous avons exposé tout au long de ce survol des 18 mois qui séparèrent l'annexion de l'Autriche du début de la Seconde Guerre mondiale : les pratiques prussiennes des nationaux-socialistes, le pillage économique de l'Autriche, la persécution des catholiques et des juifs, la désillusion des nazis autrichiens, le réarmement forcené et la peur de la guerre, le refus populaire du régime et les premiers signes de la résistance sont autant de facteurs qui peuvent être considérés comme les éléments d'une nouvelle conscience nationale en train de se frayer sa voie.

98 *Nouvelles d'Autriche*, février-mars 1939, p. 42-44.

99 *Nouvelles d'Autriche*, juin-juillet 1939, p. 257.

CHAPITRE V

L'ÉMIGRATION AUTRICHIENNE PERTE ET TRANSFERT DE SUBSTANCE (1934-1939)

L'objectif du présent chapitre est nécessairement limité, aussi bien dans le temps que dans l'analyse du phénomène lui-même. Nous n'étudierons tout d'abord que le côté négatif de l'émigration : la perte de la patrie pour un grand nombre d'Autrichiens et, pour l'Autriche, la perte d'une substance culturelle de grande valeur, d'une substance qui avait été jusque-là une composante majeure de ce qui faisait l'Autriche. Nous établirons ensuite qu'au moment où l'Autriche avait tout perdu, existence étatique, possibilité de s'exprimer dans sa diversité, autonomie spirituelle et jusqu'à son nom, cette émigration se chargea d'être la voix du pays, de continuer l'Autriche en dehors de ses frontières, de lutter contre l'ennemi commun du monde civilisé et de préparer par là la résurrection de la patrie. Comme ce rôle s'affirma surtout au cours de la guerre antihitlérienne, nous serons amenés à consacrer d'autres pages à l'émigration autrichienne, à son action culturelle et surtout politique, en faveur de l'indépendance de la patrie à laquelle elle témoigna tout au long de l'exil une fidélité à toute épreuve.

L'existence et les activités de cette émigration, si diversifiée qu'on serait en droit de parler des émigrations, furent un apport essentiel à la prise de conscience nationale de la nation autrichienne, et sans établir de conclusions prématurées à ce stade de notre travail sur cet apport, notre étude, de prime abord descriptive, permettra un certain nombre de constatations qui viendront étayer notre thèse.

Disons d'emblée que jusqu'à ce jour, il n'existe pas de travail global sur l'émigration autrichienne — ni d'ailleurs sur celle, beaucoup plus importante numériquement, qui avait fui l'Allemagne proprement dite, travail qui embrasserait tous les aspects inhérents à ce phénomène : scientifique, littéraire, humains, sociaux, politique, historique. Un travail de ce genre reste à faire, car il va de soi que nous ne pourrions pas, et de loin, épuiser le sujet dans quelques chapitres d'une étude qui se

propose uniquement de montrer le caractère intégrant des diverses composantes, dont l'émigration, pour élucider le problème plus vaste de la prise de conscience nationale. Il existe cependant un certain nombre de monographies d'importance diverse qui nous seront très utiles¹. D'autre part, nous disposons de plusieurs sources non-imprimées qui nous aideront à illustrer les différents aspects de l'existence et de l'action de l'émigration autrichienne².

Trente années ont dû s'écouler avant que l'exil autrichien, respectivement ceux qui en furent les principaux représentants, tente d'établir une première synthèse de son rôle et de ses activités d'antan en faveur, tout d'abord, de sa propre subsistance et ensuite du rétablissement de l'Autriche indépendante. Il fallut un grand effort moral et physique pour surmonter le traumatisme de cet exil imposé, effort concrétisé dans le Symposium international pour la recherche de l'exil autrichien qui se tint à Vienne en juin 1975 et auquel nous avons participé personnellement³. Au symposium lui-même fut plusieurs fois posée la question

1 Tout en réservant à notre bibliographie l'énumération de la totalité de ces ouvrages, nous indiquons ici quelques publications importantes :

- Helene MAIMANN, *Politik im Wartesaal, Österreichische Exilpolitik in Grossbritannien 1938-1945*, Böhlau, Wien, 1975, 355 p.
- Franz GOLDNER, *Die österreichische Emigration 1938-1945*, Verlag Herold, Wien-München, 1972, 348 p.
- Mimi GROSSBERG, *Österreichs literarische Emigration in den Vereinigten Staaten 1938*, Europa-Verlag (Reihe Monographien zur Zeitgeschichte), Wien, 1970, 65 p.
- Christine KLUSACEK, *Österreichs Wissenschaftler und Künstler unter dem NS-Regime*, Europa-Verlag (Monographien zur Zeitgeschichte), Wien 1966, 56 p.
- Hilde MAREINER, « *Zeitspiegel* » - eine österreichische Stimme gegen Hitler, Europa-Verlag (Monographien zur Zeitgeschichte), Wien, 1967, 43 p.
- Friedrich SCHEU, *Die Emigrationspresse der Sozialisten 1938-1945*, Europa-Verlag (Monographien zur Zeitgeschichte), Wien, 1968, 43 p.

2 Il s'agit de thèses de doctorat (Dissertationen) et de travaux de séminaires dont nous indiquons ici à titre d'exemple :

- Karl VOGELMANN, *Die Propaganda der österreichischen Emigranten in der Sowjetunion für einen selbständigen österreichischen Nationalstaat (1938-1945)*, Dissertation zur Erlangung des Doktorgrades an der Philosophischen Fakultät der Universität Wien, 1973, inédit, 327 pages dactylographiées.
- Ernst SCHWAGER, *Die österreichische Emigration in Frankreich in der Zeit vom Anschluss Österreichs an das Deutsche Reich im März 1938 bis zum Einmarsch deutscher Truppen in Frankreich im Mai 1940*, Hausarbeit (Travail de séminaire) bei Prof. A. Wandruszka.
- Christa NOGRADNIK, *Versuche zur Aufstellung österreichischer Formationen in den Alliierten Armeen*, Hausarbeit bei Prof. A. Lhotsky.

3 *Internationales Symposium zur Erforschung des österreichischen Exils von 1934-1945*, vom 3.-6. Juni 1975, in Wien - zur 30. Wiederkehr der Befreiung Österreichs.

capitale : ce traumatisme peut-il véritablement être surmonté par ceux qui l'ont subi ? On trouvera les réponses dans les différents récits que nous utiliserons pour illustrer ce chapitre.

Plusieurs « tranches » sont à distinguer dans l'émigration autrichienne ; car, si l'ancienne Autriche-Hongrie avait déjà été un pays d'émigration, si après la disparition de la monarchie, la nouvelle Autriche avait semblé trop petite à beaucoup de ses enfants pour qu'ils puissent y respirer et trouver la réalisation personnelle qu'ils recherchent alors dans les grands espaces d'outre-mer, le caractère de l'émigration changea une première fois en 1934, après la destruction de la démocratie en Autriche, et une seconde fois, d'une manière plus radicale encore, en 1938 après l'annexion du pays par le III^e Reich.

A partir de 1934, l'émigration prend de plus en plus un caractère politique, c'est-à-dire que les motivations individuelles passent au second plan ; pour beaucoup il s'agit simplement de préserver leur liberté et leur vie, et cela pour toutes les catégories confondues : émigrés politiques, « raciaux » (donc d'origine juive), scientifiques et culturels, parmi les deux dernières catégories, il y avait évidemment aussi un pourcentage important de juifs, mais aussi des non-juifs pour lesquels l'air devenait irrespirable dans l'univers nazi exigeant désormais de chacun qu'il pratiquât qui la « science allemande » qui la « littérature Blut und Boden » (liée au sang et au terroir), qui la sculpture nordique ou la peinture aryenne, selon les normes établies par les diverses « Reichskammern » dont furent exclus tous ceux voulant garder à leur création un cachet personnel et authentique⁴.

AVANT ET APRÈS 1934

Si nous esquissons brièvement un tableau de l'émigration autrichienne d'avant 1934 — celle qui ne partit pas pour un exil forcé, mais pour des raisons personnelles — c'est pour une raison bien simple : ces Autrichiens, qui pour certains étaient fixés à l'étranger depuis de longues années déjà, constituaient une sorte de réserve silencieuse ; aussi longtemps que l'Autriche existât, ils la considérèrent simplement comme leur pays d'origine, sans entretenir à son égard de sentiments affectifs particuliers, absorbés qu'ils étaient à s'installer dans leur pays d'accueil et à s'y implanter. Ce furent souvent les vagues de nouveaux arrivants, chassés de leur pays, et — à partir de 1938 — privés de

4 Pour la littérature, ce fut la *Reichsschrifttumskammer*, pour le cinéma la *Reichsfilmkammer*, la culture en général la *Reichskulturkammer*, etc. Pour pouvoir travailler, il fallait être membre d'une de ces chambres.

leur patrie qui leur firent prendre conscience de leur passé autrichien et par là même de tout ce qui les rattachait encore à ce pays alors disparu.

Certains d'entre eux se retrouveront dans les divers organismes humanitaires ou politiques créés après 1938 et dont nous étudierons plus loin le rôle et l'activité.

Mais après 1938, un autre phénomène se manifesta : certains émigrés des pays de l'ancienne monarchie se découvrirent des attaches avec l'Autriche disparue pour la seconde fois dans l'espace de vingt années : en 1918 la monarchie et en 1938 l'Autriche tout court. Certes, il ne faut pas exagérer ces tendances, mais il est vrai que les ressortissants des divers états successeurs de l'ancienne monarchie qui se retrouvèrent en exil pendant la Seconde Guerre mondiale, ont éprouvé les uns pour les autres des sentiments particuliers d'amitié, voire de parenté qu'on doit attribuer à leur origine commune : leur provenance des pays de l'ancienne Autriche-Hongrie.

Dans une étude sur l'émigration autrichienne au ^exx^e siècle⁵, Reinhold Knoll, se fondant sur les statistiques existantes, fait ressortir que pendant la première décennie du ^exx^e siècle le nombre des émigrants austro-hongrois a crû régulièrement jusqu'à l'effondrement de la monarchie, et il indique que pour les seuls Etats-Unis, les Austro-Hongrois, avec un chiffre total de 2 191 734 personnes (27,9 % du total), venaient en tête de l'immigration, suivis des Italiens (2 092 763 et 26,6 %), des Russes (1 670 770 et 21,3 %), etc., pour les années 1902 à 1911. Se référant à E. W. Spaulding, Knoll donne la ventilation suivante sur l'origine ethnique des émigrants austro-hongrois aux Etats-Unis : les différents contingents se répartissent comme suit : polonais 405 574 (18,5 %), serbo-croate 351 473 (16 %), slovaque 321 584 (14,6 %), magyar 321 086 (14,6 %), germanophone 267 696 (12,3 %), ruthène 153 252 (7 %), juif 152 590 (7 %), tchèque 97 938 (4,3 %), roumain 80 766 (3,7 %), italien 17 707 (0,8 %) et divers autres 22 669 (1,2 %) ⁶.

Mais les ressortissants austro-hongrois émigraient aussi à cette époque vers le Canada, l'Argentine, le Brésil, etc. Cependant les Etats-Unis étaient pour la plus grande partie de ces émigrants le pays de leurs rêves, aussi utiliserons-nous l'étude de Spaulding⁷ pour donner une première

5 Communication de Reinhard Knoll au colloque *Deux fois l'Autriche - après 1918 et après 1945* (Rouen, 8-12 novembre 1977) : *Die Emigration aus Österreich im 20. Jahrhundert*.

6 R. Knoll, *ibid.*

7 E. Wilder SPAULDING, *The quiet invaders, The story of the austrian impact upon America*, Österreichischer Bundesverlag, Wien, 1968, 324 p.

idée de l'importance et des multiples aspects de cette émigration au moment de l'annexion. Sans entrer dans des détails, nous nous bornons ici à énumérer les subdivisions utilisées par Spaulding lui-même en réservant pour plus tard certaines précisions concernant les activités des Autrichiens aux Etats-Unis et dans les autres pays d'immigration, de ceux donc que Spaulding désigne sous le vocable « The quiet invaders » — les envahisseurs paisibles. Il distingue plusieurs groupes et tout d'abord les juifs dont il dit : « Puisque ces juifs représentaient un important contingent de la vie culturelle et intellectuelle autrichienne, leur arrivée aux Etats-Unis fut un événement d'importance qui fit date. Aucune autre immigration, dans l'histoire américaine, ne nous a apporté une aussi grande proportion de talents que cette immigration allemande et autrichienne de 1938 ⁸. »

Il va de soi qu'on retrouvera des juifs dans chacun des groupes dans lesquels Spaulding subdivise ensuite les émigrés, à savoir : les musiciens, au sujet desquels il remarque : « Hitler gave America two greatest figures in the development of musical modernisme, Stravinsky and Schönberg. Both found refuge in the United States. Of the two Arnold Schönberg (1874-1951 à Los Angeles) was Viennese ⁹ » ; les journalistes, dont le rôle sera évoqué lorsque nous parlerons des journaux des exilés, les hommes d'affaires, groupe où se retrouvaient catholiques et juifs, selon Spaulding qui continue avec les hommes de science, pour citer ensuite les architectes, les artistes, les inventeurs et techniciens, les juristes, les hommes politiques et les historiens, les hommes de lettres, les médecins, les psychologues et les adeptes de la psychanalyse, les gens du théâtre et du cinéma, etc.

L'étude de Spaulding embrasse toute l'immigration en provenance de l'Autriche depuis le xix^e siècle, mais consacre une place particulière à la vague de 1938 qu'il appelle « the thirty-eighters ». Mais alors que Spaulding voit surtout l'apport des Autrichiens à la culture américaine, nous étudierons, pour notre part, le phénomène du point de vue de la perte de substance subie par l'Autriche et du point de vue des activités des exilés de 1938 en faveur de la prise de conscience nationale.

Il nous semble cependant intéressant de noter que l'émigration continua sous la République, même avant les premiers départs forcés

⁸ *Op. cit.*, p. 95.

⁹ *Ibid.*, p. 129.

pour des raisons politiques. Selon les sources officielles, plus de 66 000 personnes quittèrent l'Autriche entre 1918 et 1930¹⁰.

Venons-en à la première vague d'émigrés politiques, celle qui suivit les combats de février 1934. Il s'agissait avant tout de combattants du Schutzbund, mais également de militants des partis social-démocrate et communiste ; les pays où ils cherchèrent refuge furent tout naturellement les voisins de l'Autriche, en premier lieu la Tchécoslovaquie, mais aussi la Yougoslavie, la Hongrie, la Suisse, la France et même l'Italie fasciste.

Du point de vue politique, l'émigration de 1934 eut de l'importance surtout dans trois pays : en Tchécoslovaquie, en Union Soviétique et en France. Pour des raisons évidentes, les émigrés se tournèrent tout d'abord vers la Tchécoslovaquie, pays qui observait encore certaines règles de la démocratie et du droit d'asile. Les dirigeants des partis rejetés dans l'illégalité — les socialistes et les communistes — eurent donc la possibilité de créer dans ce pays certaines structures politiques destinées à épauler les militants travaillant dans la clandestinité. Sans vouloir se substituer à la direction des socialistes révolutionnaires en Autriche même, les dirigeants sociaux-démocrates réfugiés d'abord à Prague et à Brno fondèrent le « Bureau à l'étranger des sociaux-démocrates autrichiens (Alös)¹¹ » sous la direction d'Otto Bauer, bureau qui avait son siège à Brno et dont la contribution la plus importante fut l'édition de l'*Arbeiterzeitung* et de *Kampf*, organe théorique de la social-démocratie, l'un et l'autre transportés régulièrement en Autriche pour y être diffusés à la barbe de la police. Ces deux périodiques eurent une grande importance pour l'orientation politique des militants clandestins, de même que pour les réflexions théoriques vis-à-vis de l'anschluss que nous avons déjà évoqués et sur lesquelles nous reviendrons nécessairement au cours de ce chapitre. Dès l'annexion de la Tchécoslovaquie, les socialistes partirent pour la France après avoir dissous l'*Alös* et fondèrent à Paris la « Représentation à l'étranger des socia-

10 Voir Knoll, *op. cit.*, p. 9. Selon les sources officielles, la quote-part des différents Länder autrichiens à cette immigration s'établit comme suit :

Burgenland	22 877
Wien	14 862
Steiermark	9 241
Niederösterreich	8 613
Oberösterreich	4 235
Salzburg	823
Tirol	1 252
Vorarlberg	1 406
Kärnten	3 083

11 Auslandsbüro österreichischer Sozialdemokraten (Alös).

listes autrichiens ¹² » dans laquelle les socialistes révolutionnaires venus directement d'Autriche jouèrent un rôle plus important ; néanmoins, ce fut de nouveau Otto Bauer qui assura jusqu'à sa mort, le 4 juillet 1938, la direction du nouvel organe théorique, *Der sozialistische Kampf* (La lutte socialiste), édité désormais à Paris.

Quant au parti communiste, sa direction se trouvait également à Prague, de 1933 à 1938, sous la direction de Johann Koplenig. Le chemin de Prague à Vienne fut souvent parcouru dans un sens comme dans l'autre par les émissaires clandestins qui transportaient les deux périodiques édités par les communistes à Prague et qui furent reproduits par les militants dans le pays même : *Die Rote Fahne* et *Weg und Ziel* dont nous avons extrait déjà de nombreux passages et auxquels nous aurons de nouveau recours pour établir les positions respectives dans la discussion autour de la question nationale. En novembre 1938, après Munich, les dirigeants communistes vinrent s'établir à Paris, lorsqu'il fut clair que Hitler allait bientôt s'approprier ce qui restait encore de la Tchécoslovaquie.

Pour la même raison, les nombreux combattants de février 1934 ne purent rester longtemps en Tchécoslovaquie.

Comprenant la situation précaire de la Tchécoslovaquie, ils se tournèrent dès 1934 vers l'Union soviétique qui leur offrait l'asile politique : plus de mille anciens « *Schutzbündler* », souvent accompagnés de leurs familles, s'y installèrent. Beaucoup s'intégrèrent dans la société soviétique, mais quelques semaines après leur arrivée, certains décidèrent de quitter l'Union soviétique. Ceux qui restèrent connurent un sort plein de vicissitudes : les uns, qui avaient adopté la citoyenneté soviétique, se fondirent bientôt dans la population ; d'autres, en nombre relativement important, disparurent comme victimes des « grandes purges staliniennes » des années 1936-1938, mais nombreux furent ceux qui participèrent à la guerre civile espagnole pour défendre la République, considérant ce combat comme une partie de la lutte pour l'indépendance de l'Autriche. Après la victoire de Franco, ces combattants se replièrent en France où ils furent internés dans les camps de Gurs et de Saint-Cyprien ; de là, ils partirent pour participer à la résistance française. D'autres, dans l'espoir d'une amnistie toute hypothétique, rentrèrent en Allemagne où ils furent immédiatement arrêtés et subirent le sort de déportés à Dachau et Buchenwald. Enfin, un petit groupe de militants rentra en Autriche, en pleine guerre (1940, 1941 et 1942),

12 *Auslandsvertretung der österreichischen Sozialisten* (Avös).

pour y organiser la lutte clandestine contre la domination nazie. La plupart d'entre eux — sinon tous, ce qui n'est pas établi jusqu'à ce jour — furent arrêtés par la Gestapo et exécutés¹³.

Mentionnons encore qu'après le gentlemen's agreement du 11 juillet 1936 entre Schuschnigg et Hitler, un certain nombre d'Autrichiens, d'origine juive ou non, prévoyant l'invasion hitlérienne à la suite de la proclamation de l'Autriche comme deuxième Etat allemand, profitèrent des deux années de délai accordé par l'histoire, pour émigrer en France et en Angleterre ; en quoi ils furent plus clairvoyants que beaucoup d'hommes politiques autrichiens ou occidentaux.

LA GRANDE SAIGNÉE DE 1938

Les phénomènes que nous venons rapidement de décrire ne furent pour ainsi dire que les prodromes de ce qui allait se passer dès l'annexion de l'Autriche, pendant les mois de mars, avril et mai 1938, et plus tard pour certains : la fuite éperdue de dizaines de milliers d'Autrichiens devant la barbarie nazie. Ces dizaines de milliers de personnes allaient bientôt constituer les gros bataillons des diverses organisations d'émigrés, mais au début elles restèrent une masse anonyme entraînée dans un maelstroem où chacun, perdu dans la multitude, essayait tout simplement de survivre au déracinement. Ce qui frappa d'emblée l'opinion internationale, ce n'est pas la masse des émigrés anonymes souvent ressentie comme une charge dans les pays qui leur donnèrent asile — parfois de mauvais gré, allant jusqu'à les refouler aux frontières et à les abandonner aux sbires de la Gestapo — mais les hommes et femmes nombreux du monde des arts et des sciences, porteurs de noms célèbres, qui durent s'exiler. Leur nombre était impressionnant et leur départ constituait une formidable perte pour le potentiel intellectuel de l'Allemagne tout entière qui, par la suite, devait s'en ressentir sérieusement. Pour les hitlériens il s'agissait avant tout de se débarrasser des représentants des sciences et des arts « dégénérés ». Etudions brièvement la composition de ces élites qui pendant sept années allaient maintenir dans le monde le nom de l'Autriche, frappées d'interdit qu'elles étaient à l'intérieur de l'Allemagne nazie.

Si nous nous en tenons à la classification de Spaulding, viennent d'abord ceux qui représentaient la musique autrichienne, compositeurs et exécutants, virtuoses et artistes. Nous avons déjà parlé d'Arnold Schönberg, le créateur de la musique dodécaphonique, précurseur dont

13 Voir à ce sujet, Vogelmann, *op. cit.*, p. 2-5.

les disciples ne se comptent plus aujourd'hui et qui vécut à Los Angeles jusqu'en 1951. Deux autres Grands de la musique autrichienne, Egon Wellesz (1885-1947), réfugié en Angleterre, et Ernst Krenek, né en 1900 qui vit et travaille toujours aux États-Unis, firent connaître davantage la création musicale de leur pays ; Spaulding relate le grand succès de l'opéra de Krenek « Jonny spielt auf » dont le livret fut traduit en 18 langues. Un autre élève de Schönberg, Hanns Eisler (1898-1962) trouva également refuge aux U.S.A., de même que Erich Wolfgang Korngold (1897-1957). Marcel Rubin, autre compositeur, réussit à s'enfuir d'abord à Paris, puis au Mexique où il créa de nombreuses compositions, notamment des lieder et de la musique de chambre ; il prit part également aux activités de diverses organisations d'émigrés en faveur de l'Autriche. Rentré en Autriche après 1945, Rubin se tourna vers la musique symphonique et l'oratorio, domaines où il a acquis un renom international. Parmi les compositeurs d'origine non-juive qui préférèrent quitter leur patrie plutôt que de vivre sous la férule du ministre de la « Culture » Goebbels, l'un des plus connus fut Robert Stolz, auteur de nombreuses opérettes viennoises qui refusa de s'incliner devant la sommation de Goebbels de rentrer en Autriche et fut déchu de la nationalité allemande en 1941¹⁴. Quant à Franz Lehar, il ne dut de survivre que grâce au penchant de Hitler pour sa *Veuve joyeuse*. Aux nombreux autres compositeurs contraints à l'émigration, il faut ajouter des cantatrices et des chanteurs, comme par exemple Josef Schmidt, mort dans l'émigration suisse, ou Maria Jeritzka, Lotte Lehmann, Alfred Piccaver, Richard Tauber, pour ne citer que les plus connus¹⁵.

Les représentants d'un art typiquement viennois, le « cabaret » artistique, branche particulière de ce qu'on appela aussi Kleinkunst

14 Spaulding cite la réponse de R. Stolz à Hitler qui lui demandait de rentrer : « Dites-lui que la seule chose à laquelle je suis intéressé là-bas, c'est de composer sa marche funéraire, et que j'aimerais jouer cette composition joyeuse le plus tôt possible. » Spaulding, *op. cit.*, p. 133.

15 La liste complète de tous les compositeurs, virtuoses, chanteurs et autres artistes serait trop longue pour être insérée dans le corpus de notre travail. Parmi les compositeurs d'opérettes et de chansons qui ont acquis une nouvelle notoriété aux États-Unis, citons parmi les plus connus : Oscar Straus, Paul Abraham, Leo Ascher, Ralph Benatzky, Fritz Kreisler. Parmi les grands chefs d'orchestre chassés d'Autriche nommons Erich Kleiber, Joseph Krips, Bruno Walter, Karl Rankl. Jusqu'à ce jour, la liste complète des savants, intellectuels, artistes et créateurs autrichiens qui ont fui le nazisme, frappés d'interdiction d'exercer ou déportés dans les camps de la mort n'a pas été établie. Une première tentative est celle de Christine Klusacek, *op. cit.* qui contient une liste alphabétique des catégories sus-nommées, très précieuse malgré certaines lacunes.

(théâtre d'essai) qui florissait dans la Vienne d'avant Hitler, furent victimes de la haine nazie. Ses protagonistes les plus en vue — auteurs et acteurs — étaient d'origine juive, parmi eux citons Hermann Leopoldi (auteur et chanteur de chansons viennoises, 1888-1959), Karl Farkas (auteur et acteur, après son retour d'émigration directeur du fameux cabaret « Simpl » à Vienne, 1893-1971), Armin Berg, Max Brod (à ne pas confondre avec l'écrivain du même nom, également contraint à l'émigration), Cissy Kraner, Hugo Wiener, Fritz Grünbaum, mort au camp de Buchenwald, et beaucoup d'autres.

Théâtre et cinéma autrichiens furent durement frappés : Max Reinhardt (1873-1943), le grand novateur du théâtre, l'animateur du festival de Salzbourg, dut choisir l'exil pour survivre ; parmi les metteurs en scène, citons Rudolf Beer, Paul Barnay, Ernst Lothar, Otto Ludwig Preminger qui, aux Etats-Unis, devint célèbre par ses films (*Carmen Jones*, *Exodus*, etc) comme tant d'autres Autrichiens émigrés : Fritz Kortner, Berthold Viertel, Fritz Lang, Leopold Lindtberg, Walter Reisch, Josef Sternberg (*L'Ange bleu*) et Billy Wilder (*Certains l'aiment chaud*), liste incomplète à laquelle il faut ajouter les noms d'acteurs célèbres à la scène comme à l'écran : Else Wohlgemuth, Gisela Werbezirk, Elisabeth Bergner, Ernst Deutsch, Oskar Karlweis, Luise Rainer, Adrienne Gessner, Hans Jaray, Theodor Grieg, Erika Wagner, Hans Wengraf, Oskar Homolka, Adolf Wohlbrück, la famille Trapp¹⁶.

Dans le monde des arts, des peintres et des sculpteurs de premier plan furent chassés par le national-socialisme ; parmi eux Oskar Kokoschka et Fritz Wotruba, déjà reconnus mondialement, mais aussi Hugo Bouvard et d'autres interdits de peinture comme Rudolf Ballabene, Johannes Fischer, Axel Leskoscsek, contraint d'émigrer au Brésil, et beaucoup d'autres¹⁷. Pour obtenir la mise au pas et la liquidation de l'art « dégénéré », les nazis révoquèrent la plupart des directeurs de musées viennois et de collections d'art, et chassèrent la majorité des critiques d'art, parmi eux : Hans Ankwitz-Kleehoven, directeur de la bibliothèque de l'Académie des Beaux-Arts, révoqué, Raoul Auernheimer, critique de théâtre, émigré aux Etats-Unis, David Josef Bach, critique d'art de l'*Arbeiterzeitung*, Otto Benesch, directeur de l'*Albertina*, Wolfgang Benndorf, directeur de la Bibliothèque universitaire de Graz, Josef Bick, qui devint directeur général du Métropolitain Opéra de New York, Kurt Blaukopf, critique et écrivain musical. Parmi les architectes qui durent s'exiler, relevons les noms d'Erich Boltenstern,

¹⁶ Klusacek, *op. cit.*, p. 13-14.

¹⁷ *Ibid.*, p. 10.

Clemens Holzmeister, Grete Schütte-Lihotzky, Fritz Gruen, devenu l'un des urbanistes les plus en vue aux Etats-Unis, etc., etc.

Si les pertes furent énormes dans le monde de la musique, du théâtre, du cinéma, de la peinture et de l'architecture, plus tragiques encore furent les dommages subis par les sciences et surtout la littérature. Il est impossible de donner le chiffre exact des savants persécutés, sans doute plusieurs centaines, soit qu'ils aient été chassés d'Autriche, révoqués ou tout simplement incarcérés dans les prisons et les camps. Il est remarquable que tous les prix Nobel autrichiens encore vivants aient été chassés et le nombre de prix Nobel était alors très grand en Autriche par rapport au nombre d'habitants : Viktor Hess, qui découvrit la radiation cosmique, Erwin Schrödinger le fondateur de la mécanique ondulatoire, Wolfgang Pauli qui reçut le prix Nobel en 1945, Otto Loewi, le découvreur de la transmission d'impulsions nerveuses par principes chimiques¹⁸ ; dans un exposé présenté au symposium sur l'exil autrichien, le professeur E. Broda, à l'époque jeune émigré lui aussi et aujourd'hui professeur titulaire de chimie physique à l'Université de Vienne, relève les noms des savants émigrés en Angleterre qui participèrent à une rencontre consacrée au thème « Science in Austria » et indique : « ... des savants autrichiens célèbres avaient donné leur caution à cette réunion, les mathématiciens K. Menger et R. Mises, les physiciens V. Hess, Lise Meitner, K. Przibram, E. Schrödinger et K. Weissenberg, les chimistes E. Abel, F. Bergel, F. Feigl, P. Gross, H. Halban sen., H. Mark, F. A. Paneth et W. Pauli sen., de même que les biologistes S. Jellinek, F. Loewi et L. Portheim. La seule réponse négative — écrite sur papier à en-tête du Trinity College, Cambridge — fut celle de L. Wittgenstein, sans indication de raison. Le plus lointain des signataires était l'excellent chimiste analytique F. Feigl, l'inventeur de l'analyse par goutte, qui travaillait au Brésil¹⁹. Dans une note, E. Broda ajoute que cette énumération ne comporte pas les noms des savants moins connus alors, ce qui explique qu'un futur prix Nobel, Max F. Perutz (biologie moléculaire), le physicien nucléaire O. R. Frisch, les physiciens Hans H. Halban junior et Edgar Lederer (aujourd'hui professeur de biochimie à la Sorbonne) n'y figurent pas, bien qu'étant eux aussi exilés.

18 *Ibid.* p. 8-9. Karl Landsteiner, également prix Nobel pour sa découverte des groupes sanguins, avait quitté l'Autriche avant 1938.

19 Engelbert BRODA, Wien, *Österreichische Naturwissenschaftler im Exil*, dans *Protokoll des Internationalen Symposiums zur Erforschung des österreichischen Exils von 1934 bis 1945*, Österreichischer Bundesverlag, Wien, 1977, 618 p., p. 575-581 ; cet ouvrage sera désormais désigné sous le sigle *Protokoll*.

Il allait de soi que le fondateur de la psychanalyse, Sigmund Freud, devait lui aussi quitter son pays, non sans avoir signé la déclaration « que rien de mauvais ne lui était arrivé » avant son départ, déclaration exigée de tout candidat à l'émigration légale. A côté des spécialistes des sciences, des psychanalistes, des philosophes, des sociologues, des juristes et les quelques historiens non pan-germanistes ayant exercé dans les universités autrichiennes furent les victimes de choix des nouveaux maîtres, et furent chassés ou persécutés. Nous ne citerons que quelques noms parmi les plus connus pour ne pas trop alourdir cette énumération, mais pour permettre cependant une appréciation approximative du désastre qui frappa la culture autrichienne. Parmi les victimes, on trouve ainsi Martin Buber et Alois Dempf, les historiens Hugo Hantsch et Friedrich Engel-Janosi, les sociologues August Maria Knoll et Paul Lazarsfeld, les médecins Fröschels, Fuchs et Stransky, les psychologues Karl et Charlotte Bühler et Hubert Rohrer, presque tous les collaborateurs, élèves et rivaux de Sigmund Freud qui, par la suite, firent des Etats-Unis le haut lieu de la psychanalyse ; parmi les juristes, citons seulement Hans Kelsen, le créateur de toute une école juridique, mais aussi de la constitution autrichienne de 1920 et qui, plus tard, fit partie de l'équipe qui rédigea la charte de l'Atlantique sous les auspices du président Roosevelt ²⁰.

LA LITTÉRATURE AUTRICHIENNE QUITTE L'AUTRICHE

Parmi ceux qui durent prendre le chemin de l'exil, contraints par la barbarie nazie, les écrivains furent le groupe le plus nombreux. Pour eux, justement, l'exil devait être l'événement le plus douloureux, puisqu'aussi bien leur profession que leur vocation intime, leur mission, étaient indissolublement liées à leur langue ; or, il devint de plus en plus difficile d'écrire et de publier en allemand dans la mesure où le régime nazi se démasquait aux yeux de l'opinion internationale et où l'on s'acheminait rapidement vers la guerre. Enumérer les noms de tous les écrivains autrichiens chassés d'un jour à l'autre de leur pays — et de ceux qui se réfugièrent dans un exil intérieur, parfois lui aussi très douloureux — serait encore plus difficile que ce que nous avons

20 Cette liste non plus ne peut être exhaustive, elle illustre cependant les dommages irréparables infligés à la culture autrichienne par la tyrannie nazie. Outre les ouvrages déjà cités à cet égard, nous renvoyons également à la brochure suivante : *Österreicher im Exil 1934-1945*, éditée par la Chambre du Travail de Haute Autriche à l'occasion d'une exposition organisée par le Centre de documentation de la Résistance autrichienne, Linz, 1975. (Auteurs : Karl L. Stadler, Herbert Steiner, Herbert Exenberger, Helene Maimann).

tenté pour les savants et les artistes. Jusqu'ici, aucune anthologie, aucun ouvrage de littérature n'a pu en rendre compte complètement, et ce ne sont pas les quelques monographies publiées sur le sort de certains groupes particuliers de ces « écrivains perdus » qui peuvent remplacer une recherche globale qui n'a pas encore vraiment été entreprise²¹. Néanmoins, les études de Mimi Grossberg sur l'émigration littéraire autrichienne aux Etats-Unis revêtent une importance indéniable et peuvent être considérées comme une amorce pour suggérer d'autres recherches qui porteraient sur les écrivains exilés dans d'autres pays²².

Nous terminerons cet aperçu sur la formidable secousse culturelle qui ébranla tout le patrimoine autrichien, et en particulier sa littérature, par deux citations ; la première est tirée de l'ouvrage de Joseph Strelka sur *L'essence et la particularité de la littérature autrichienne* : « L'entrée des troupes hitlériennes en mars 1938 mit définitivement fin à l'héritage spirituel de l'Autriche, après la dislocation de l'héritage politique en 1918. L'héritage spirituel fut démoli par la violence venue de l'extérieur. Jusqu'à ce jour, il ne s'est trouvé aucun historien de la littérature pour écrire la tragédie des écrivains autrichiens de cette époque de transition, déchirée par tant de tensions et contradictions. Dans quelle mesure la majorité écrasante d'entre eux — héritiers conscients d'une austriacité spiritualisée, défenseurs conséquents d'un pur humanisme — devinrent les victimes d'une violence brutale venant de l'extérieur et de quelques sbires et bourreaux autrichiens ; de cette violence témoignera cette liste de noms qui n'a encore jamais été établie nulle part dans cette intégralité, toujours relative, il est vrai.

Choisirent de se suicider pour éviter l'humiliation et la capitulation : Hans Friedrich Enk, Egon Friedell, Kurt Sonnenfeld et Ernst Weiss.

21 Nous nous référons ici à l'exposé de Victor Suchy, présenté au symposium sur l'exil autrichien, en 1975. Voir *Protokoll*, p. 246-256. C'est à Victor Suchy qui dirige à Vienne la *Dokumentationsstelle für neuere österreichische Literatur* (co-organisateur du symposium) que revient le mérite d'attirer en permanence l'attention sur cet aspect de l'exil autrichien : la littérature en exil. En effet, l'activité des écrivains en exil en faveur de la renaissance de l'Autriche indépendante, fut une importante contribution à la prise de conscience nationale.

22 Voir à ce sujet Mimi Grossberg, *op. cit.* et également : — Mimi GROSSBERG und Victor SUCHY, *Österreichische Autoren in Amerika, Geschick und Leistung der österreichischen literarischen Emigration ab 1938 in den Vereinigten Staaten*. Catalogue de l'exposition du même nom, organisée par *Amerika-Haus*, Vienne, en collaboration avec la *Dokumentationsstelle für neuere österreichische Literatur*, Wien, März 1970.

Furent exécutés : Felix Grafe, Herbert Gsur, Hans Georg von Heintschel-Heinegg, Roman Karl Scholz, Adolf Unger et Richard Zach.

Furent assassinés dans un camp de concentration : Eugenie Fink, Max Fleischer, Alfred Grünwald, Peter Hammerschlag, Camill Hoffmann, Alma Johanna Koenig, Paul Kornfeld, Walter Lindenbaum, Georg Mannheimer, Emil Alphons Rheinhardt, Arthur Ernst Rutra, Moriz Seeler, Jura Soyfer, Heinrich Steinitz.

Autres disparus parmi les écrivains victimes du nazisme (suite à des pogromes, des fusillades ou maladie) : Emil Arnold Holm, Hilde Maisel-Monte, Hans August von Hammerstein-Equord.

Choisirent le sort de l'émigration : Franz Baermann-Steiner, Richard Beer-Hofmann, Friedrich Bergammer, Hans Berstel, Uriel Birnbaum, Franz Blei, Thomas O. Brandt, Felix Braun, Robert Braun, Käthe Braun-Prager, Hermann Broch, Max Brod, Ina Jun Broda, Ferdinand Bruckner, Fritz Brügel, Elias Canetti, Franz Theodor Csokor, Albert Ehrenstein, Ernst Fischer, Hans Flesch, Benno Geiger Franz Golfing, Hermann Grab, Hermann Hakel, Jakob Haringer, Mela Hartwig, Carry Hauser, Friedrich Heydenau, Fritz Hochwälder, Martha Hofman, Ödön von Horvath, Hugo Huppert, Elisabeth Janstein, Oskar Jellinek, Paul Kalbeck, Josef Kalmer, Oskar Kokoschka, Theodor Kramer, Simon Kronberg, Fritz Lampl, Ernst Lothar, Paula Ludwig, Josef Luitpold, Friederike Manner, Robert Musil, Robert Neumann, Marcel Pellich, Leo Perutz, Alfred Polgar, Heinz Politzer, Erwin Rieger, Max Roden, Joseph Roth, Alexander Sacher-Masoch, Leo Schmidl, Ernst Schönwiese, Isaac Schreyer, Alphons Solé, Leo Sonnwald, Georg Terramare, Adrienne Thomas, Jesse Thoor, Friedrich Torberg, Johannes Urzidil, Melitta Urbancic, Berthold Viertel, Ernst Waldinger, Hans Weigel, Franz Werfel, Martina Wied, Laurenz Wiedner, Victor Wittner, Arthur Zanker, Guido Zernatto, Otto Zoff, Stefan Zweig, Frank Zwillingner.

Toutefois, la génération des « jeunes » qui, comme Paul Celan et Erich Fried, ne commencèrent à publier qu'après la Seconde Guerre mondiale, n'est pas comprise dans cette liste ²³.

Parmi ceux qui étaient restés, beaucoup se turent désormais : de Rudolf Kassner à Rudolf Brunngraber, d'Alexander Lernet-Holenia à Rudolf Felmayer.

23 Et, ajoutons-nous, un certain nombre d'autres écrivains de grande notoriété, comme par exemple Manes Sperber. Strelka dit lui-même que sa liste n'est pas complète, loin s'en faut.

Non seulement l'Etat autrichien avait disparu, mais la littérature autrichienne — du moins en Autriche même — avait cessé d'exister ²⁴. »

Une telle énumération pourra sembler fastidieuse ; nous la croyons cependant indispensable pour illustrer toute l'importance de cette transplantation forcée de la littérature et des littérateurs autrichiens loin du pays où ils avaient leur champ d'action naturel, alors que désormais, dispersés et isolés, ils devaient se rechercher de par le monde pour continuer à faire entendre la voix de l'Autriche. Mais c'est là une autre question que nous aborderons par la suite.

Le phénomène de l'exil, qui d'autre qu'un écrivain pouvait mieux le décrire, le sentir, le cerner ; beaucoup l'ont fait avec cœur et talent. Notre témoin à cet égard sera Stefan Zweig qui, ne pouvant supporter son sort d'exilé, s'est suicidé en 1942 dans le lointain Brésil et a écrit : « Toute forme d'émigration provoque déjà en soi, inévitablement, une sorte de trouble de l'équilibre. On perd — et il faut le vivre pour le comprendre — le maintien debout quand on n'a plus sa propre terre sous ses pieds, on devient moins assuré, méfiant envers soi-même. Et je n'hésite pas à avouer que depuis le jour où j'ai dû vivre avec des papiers ou des passeports qui m'étaient au fond étrangers, je ne me sentis plus jamais tout à fait uni à moi-même. Quelque chose de l'identité naturelle avec mon Moi primitif et spécifique était détruit pour toujours. Je suis devenu plus réservé que ce qui était conforme à ma nature, et moi, le cosmopolite de naguère, j'ai aujourd'hui le sentiment que je devrais sans cesse dire merci pour chaque souffle d'air qu'en respirant j'enlève à un peuple étranger. En réfléchissant bien, je sais évidemment que ces bizarreries sont absurdes, mais quand la raison est-elle plus forte que le sentiment personnel ? Il ne m'a été d'aucune aide d'avoir pendant près d'un demi-siècle éduqué mon cœur à battre de façon cosmopolite, comme le cœur d'un " citoyen du monde ". Non, le jour où j'ai perdu mon passeport, j'ai découvert à cinquante-huit ans, qu'avec sa patrie on perd autre chose qu'un coin de terre délimitée ²⁵. »

Cette psychologie de l'exil, Hilde Spiel a essayé de la définir dans sa conférence devant le symposium de 1975, mais de son propre aveu elle n'y a pas réussi ; tout au plus parvint-elle à l'affirmation

24 Josef STRELKA, *Brücke zu vielen Ufern - Wesen und Eigenart der österreichischen Literatur*, Europa-Verlag, Wien, 1966, 131 p., p. 91-92.

25 Extrait cité par Erika WEINZIERL, dans son livre *Zu wenig Gerechte*, sur les Autrichiens et la persécution des juifs de 1938 à 1945, Styria-Verlag, Graz-Wien, 1969, 208 p., p. 54-55.

que pour beaucoup l'exil est devenu une maladie — une maladie incurable — même pour ceux qui, après l'effondrement hitlérien, on retrouvé le chemin de leur pays.

DES STRUCTURES D'ACCUEIL A INVENTER DE TOUTES PIÈCES

Dans les pages qui vont suivre, nous n'analyserons pas en profondeur le phénomène global de l'émigration autrichienne, de l'exil qui frappa 150 000 hommes et femmes, nous réservant de le faire plus tard. Il s'agit tout d'abord de rechercher quelles furent les possibilités et les conditions de survie de cette masse d'êtres humains, subitement privés de toute base matérielle, arrachés à leurs « existences bourgeoises », souvent sans passeports, ni papiers d'identité, mais aussi sans argent, sans vêtements, sans logement et, ce qui était pire, sans amis, sans famille.

Comment tous ces hommes et femmes allaient-ils se « débrouiller », sans connaître la langue du pays, ses coutumes, ses lois ? Car très souvent, l'exilé n'avait pas choisi son pays « d'accueil », il était simplement allé « quelque part », c'est-à-dire là où un consul bienveillant avait bien voulu lui délivrer un visa ; parfois même, il y était allé sans visa du tout et devait plonger dans l'illégalité à laquelle rien ne l'avait préparé. Si les militants des diverses orientations politiques pouvaient compter sur la solidarité de leurs camarades de pensée et trouver ainsi les premiers points d'ancrage, si les intellectuels — dont nous avons parlé plus haut — avaient parfois à l'étranger des amis auxquels ils pouvaient s'adresser dans les moments les plus dramatiques du début de leur exil, la masse anonyme de ceux qui devaient fuir la domination nazie — juifs ou non-juifs — se vit confrontée à des problèmes inconnus jusque-là.

Aussi, la création de structures d'accueil pour ces arrivants désemparés fut-elle d'une importance primordiale ; le premier grand exploit de l'émigration autrichienne fut justement d'avoir réussi, dans un temps très court, à créer de telles organisations auxquelles bon nombre d'émigrés durent de survivre. Etant donné la grande dispersion de l'émigration autrichienne — nous avons déjà dit que les exilés autrichiens se répartissaient dans 89 pays des cinq continents — nous n'étudierons ici que les structures créées de toutes pièces dans les plus importants des pays d'accueil, France, Angleterre, Etats-Unis, en ne mentionnant d'autres pays qu'en marge de cette étude. Il va de soi que c'est en premier lieu l'aspect humain et social qui nous intéresse ici, l'action politique ayant passagèrement cédé le pas aux problèmes de survie. C'est pourquoi nous ne posons pas la question de la nature

différenciée des divers émigrés, c'est-à-dire s'il fallait compter tel ou tel émigré parmi les « politiques », parmi les « économiques » ou les « raciaux » ; cette question, qui est débattue par d'autres auteurs, ne nous semble pas de mise, et nous sommes entièrement d'accord avec Karl R. Stadler lorsqu'il écrit : « On s'est parfois livré à cette sottise tentative d'apprécier différemment l'émigration politique et celle d'origine raciale ou économique, alors que dans le cas d'une victoire allemande les unes et les autres auraient subi le même sort. Pour Hitler, de toute façon, il n'y avait aucun doute ; les émigrés étaient uniquement des gens qui avaient fui l'Allemagne à cause de leur mauvaise conscience ; Heydrich non plus ne faisait pas de différence ; pour lui, les émigrés étaient toutes les personnes qui avaient quitté le Reich après la révolution nationale-socialiste pour des raisons politiques, qu'elles soient aryennes ou non-aryennes. Pour les non-aryens, on peut, par principe, supposer qu'ils ont émigré pour des raisons politiques²⁶... » Et Stadler illustre la nature de cette émigration par ces vers de Brecht, datant de 1937 :

Immer fand ich den Namen falsch, den man uns gab :
Emigranten.

Das heisst doch Auswanderer. Aber wir
Wanderten doch nicht aus, nach freiem Entschlusse
Wählend ein anderes Land. Wanderten wir doch auch nicht
Ein in ein Land, dort zu bleiben, womöglich für immer.
Sondern wir flohen. Vertriebene sind wir, Verbannte.
Und kein Heim, ein Exil soll das Land sein, das uns da aufnahm²⁷.

Parmi les pays d'accueil, la France, pour des raisons géographiques, mais aussi idéologiques — pays de la liberté — joua un rôle de premier plan dans les mois qui suivirent l'annexion.

La situation des Autrichiens émigrés en France — tantôt légalement, tantôt illégalement — fut déterminée par différents phénomènes contradictoires. La passivité de la France au moment de l'anschluss avait été sincèrement désapprouvée et regrettée par un grand nombre de Français,

26 Karl R. STADLER, *Leben in der Fremde*, dans *Österreicher im Exil*, op. cit., p. 17-18.

27 Depuis toujours j'ai trouvé erroné le nom qu'on nous donnait : /Emigré./ Mais cela veut dire émigrants. Mais nous/ Ne sommes pas émigrés de par notre libre volonté / Choissant un autre pays. De même que nous ne sommes pas / Immigrés dans un pays pour y rester, si possible, pour toujours. / Nous nous sommes enfuis. Des expulsés sommes-nous, des proscrits. / Et le pays qui nous a accueillis ne doit pas être foyer, mais exil.

parmi lesquels se trouvaient des hommes politiques de gauche et de droite, mais aussi des écrivains qui exprimèrent publiquement leur désappointement devant l'attitude du gouvernement français et leur sympathie pour l'Autriche disparue. Aussi, l'attitude des autorités fut-elle tout d'abord empreinte d'une certaine conciliation envers les nouveaux arrivants, et les Autrichiens eurent la possibilité de se déclarer volontairement comme ex-Autrichiens, faisant ainsi savoir qu'ils ne voulaient pas être considérés comme ressortissants allemands, donc qu'ils refusaient de reconnaître les conséquences juridiques de l'*anschluss*. D'autre part, la France se considérait toujours comme terre d'asile et se devait d'accueillir ceux qui se réfugiaient sur son sol, mais ayant reconnu l'*anschluss*, le gouvernement français ne voulait pas se créer de difficultés avec les autorités hitlériennes, d'autant plus qu'on s'acheminait vers la politique d'apaisement dont le point culminant fut la signature des accords de Munich, le 30 septembre 1938. C'est ainsi qu'avec une série de décrets et de lois, la situation des émigrés autrichiens se trouva de plus en plus soumise à des restrictions administratives, telles que le décret du 21 janvier 1939, créant un centre « d'hébergement » pour étrangers ²⁸.

Néanmoins, des organisations d'émigrés autrichiens s'étaient rapidement créées pour défendre les intérêts des émigrés et souvent elles parvinrent à leur assurer le droit de séjour de plus en plus difficile à obtenir. Dès avril 1938 avait été fondée l'*Entr'aide Autrichienne* qui fusionna, quelques semaines plus tard, avec la *Fédération des Emigrés provenant d'Autriche*. Existait également un *Accueil français aux Autrichiens*, d'obédience plus ou moins catholique mais, comme la Fédération, indépendant en principe des organisations politiques qui se créaient au même moment ²⁹.

28 Tout étranger qui voulait rester en France devait être en possession d'un titre de séjour régulier et les fausses déclarations furent sévèrement sanctionnées, soit par le trop fameux *refus de séjour*, soit par le *refoulement*, soit par l'expulsion pure et simple, sinon par des peines de prison. Pour un émigré, il était pratiquement impossible d'obtenir une carte de travailleur à moins de disposer d'assez de capital pour fonder une entreprise à lui, auquel cas une carte de commerçant et une carte d'identité de non-travailleur étaient délivrées assez facilement.

29 Ces organisations politiques représentaient les trois orientations essentielles : socialistes, conservateurs-légitimistes et communistes. Leurs positions divergeaient non seulement en ce qui concerne leurs visions sur l'avenir de l'Autriche, mais en maints autres domaines ; nous en rendrons partiellement compte ultérieurement. Cependant, ces discussions, ces querelles parfois, nous semblent mineures en regard du grand problème - déjà en soi très complexe - de la prise de conscience nationale, processus en pleine évolution de 1938 à 1945. Il est par contre intéressant de constater qu'outre les orga-

En juillet 1938, la Fédération des Emigrés provenant d'Autriche (Zentralvereinigung österreichischer Emigranten) s'adressa même à la Conférence internationale pour les réfugiés à Evian et demanda à siéger dans le Comité de Liaison du Haut Commissaire de la Société des Nations pour les Réfugiés, ce qu'elle obtint avec un retard de quelques mois. Dès décembre elle fut reconnue officiellement et coopéra avec le Comité d'Assistance aux Réfugiés, les Quakers, le H.I.C.E.M. (organisation de réfugiés juifs), et put ainsi aider des milliers de réfugiés autrichiens, et notamment placer dans des foyers des centaines d'enfants. Elle aida également au reclassement professionnel des réfugiés. La guerre allait dès le début provoquer la détérioration rapide de la situation des organisations de réfugiés et du sort de ces derniers. Par milliers, ils furent internés dans des camps et, après la débâcle, souvent remis aux autorités nazies qui visitèrent ces camps, en France occupée aussi bien qu'en France « libre ».

À la fin de 1938, on comptait environ 7 000 Autrichiens venus à la suite de l'annexion. En septembre 1939, la Fédération des Emigrés évaluait leur nombre à 10 000 environ, mais en comptant également les Autrichiens anti-nazis qui vivaient en France depuis plus longtemps, on arrive au chiffre de 20 000 Autrichiens, dont 2 000 avaient réussi à passer en Angleterre ou en Amérique avant l'invasion de la France ; après le 10 mai 1940, par contre, on enregistra un nouvel afflux de 6 000 réfugiés autrichiens venant de Belgique. Tous ces chiffres étant sujets à caution, nous pouvons dire, sans exagération, qu'au moment de l'invasion allemande en France il y avait dans ce pays de 15 à 20 000 Autrichiens, la plupart dans la zone sud qui devait être occupée en novembre 1942. Un grand nombre d'entre eux se retrouveront dans la Résistance française, soit dans les différents réseaux, soit dans les maquis et nous étudierons plus loin leurs motivations.

En Grande-Bretagne, l'émigration autrichienne, qui devait prendre une grande importance au cours de la guerre, ne commença vraiment à compter qu'à partir de mars 1938, celle de 1934 ayant été numériquement très faible.

nisations d'accueil, d'autres organisations de caractère culturel furent assez rapidement mises en place : *Le cercle culturel autrichien*, la *Ligue de l'Autriche vivante* (Liga für das geistige Österreich), les *Amis de l'Autriche*, la *Ligue Autrichienne*. Outre les publications déjà nommées, *Der sozialistische Kampf*, *RS-Korrespondenz*, *Die Rote Fahne*, *Weg und Ziel*, *Die österreichische Post*, fut également édité, par des milieux antifascistes proches du P.C., le périodique bilingue *Nouvelles d'Autriche*, patronné par un comité d'hommes politiques et d'écrivains français. Un périodique ne put paraître qu'une seule fois : *Freies Österreich - La libre Autriche*, premier et dernier numéro daté du 1^{er} mai 1940.

Dès le début, l'immigration en Angleterre fut très difficile, les prescriptions étant très restrictives, si bien que même après mars 1938 le nombre d'émigrés autrichiens resta limité à quelques centaines. La plupart étaient des femmes qui avaient accepté des postes d'employées de maison pour obtenir un visa, alors que l'accès restait fermé aux maris et aux enfants. Mais là encore, des structures d'accueil furent rapidement créées et dès septembre 1939 fut fondé le Conseil des Autrichiens en Grande-Bretagne (Council of Austrians in Great Britain) qui déploya bientôt une importante activité sociale car, après le pogrome de la Nuit de Cristal (novembre 1938), les dispositions d'entrée en Grande-Bretagne furent assouplies pour accueillir quelque 3 000 réfugiés, victimes des sévices nazis et libérés des camps de concentration. Grâce à l'esprit d'organisation de quelques volontaires, l'*Austrian Center*, inauguré le 16 mars 1939, fut désormais le point de rencontre des Autrichiens en Grande-Bretagne et eut bientôt des succursales en province. Ce Centre devait jouer un rôle de premier plan pendant toute la guerre et, plus tard, fournir les cadres du mouvement mondial des Autrichiens libres. En juillet 1939, le Centre comptait déjà 1 500 membres, Sigmund Freud en fut le président d'honneur jusqu'à sa mort ; parmi ses activités, il faut citer une bibliothèque, bientôt un bulletin mensuel, *Österreichische Nachrichten* tiré à 1 500 exemplaires, suivi d'un hebdomadaire, le *Zeitspiegel*, dont nous aurons encore à parler, un petit théâtre *Laterndl* (La petite lanterne), un restaurant qui distribuait de 500 à 600 repas midi et soir en semaine, et de 800 à 1 000 le dimanche. Une première exposition fut organisée en juillet 1939 où figuraient en bonne place les œuvres d'Oskar Kokoschka, du sculpteur S. Charoux et d'autres artistes. L'*Austrian Center* rendit mille services aux émigrés pour les demandes de visa, la recherche d'emplois, et la distribution de repas gratuits pour les plus démunis ; encore avant la déclaration de guerre, le Centre réussit à faire venir en Angleterre 162 enfants, 520 femmes et 61 couples, ces derniers comme domestiques, 100 réfugiés sous garantie. La guerre allait mettre à l'épreuve ce travail de solidarité, mais le ton était donné : les réfugiés autrichiens en Angleterre n'étaient plus seuls et pouvaient envisager de contribuer d'une manière importante à la lutte contre l'hitlérisme, en Angleterre même, mais aussi en élaborant des perspectives pour la nouvelle Autriche qui devait ressusciter après la défaite hitlérienne³⁰. Dans son livre sur l'émigration autrichienne, Franz Goldner mentionne, qu'au moment de la guerre, il y avait en Grande-Bretagne 15 000

30 Les informations de ce paragraphe sont tirées d'une brochure de souvenir sur l'*Austrian Center*, éditée en 1945 et rédigée par Eva Kolmer.

Autrichiens organisés dans treize groupements différents dont la majorité faisait partie d'une fédération, « Le Mouvement des Autrichiens libres », dont nous aurons à parler lorsque nous évoquerons les problèmes politiques de l'émigration autrichienne³¹. Ce même auteur est beaucoup moins précis en ce qui concerne les émigrés autrichiens aux Etats-Unis ; Spaulding quant à lui ne donne pas de chiffres très détaillés et explique pour quelles raisons, depuis « toujours » existait aux Etats-Unis une nombreuse émigration autrichienne³² qui, jusqu'en 1918, comprenait tous les ressortissants de l'empire austro-hongrois — se comptant alors par centaines de milliers ; l'apport de 1938 n'apparaît nulle part avec précision.

De toute façon, les Etats-Unis acceptèrent des dizaines de milliers de réfugiés, la plupart étant des persécutés raciaux qui voulaient en premier lieu se créer une « existence » matérielle³³. Néanmoins, l'annexion de l'Autriche et la question du rétablissement d'une Autriche indépendante occupa une grande place dans les réflexions des Autrichiens d'Amérique et au moment de la déclaration de guerre, en septembre 1939 — les Etats-Unis, comme on le sait, n'entrèrent en guerre qu'en 1941 — existaient déjà trois grandes organisations politico-culturelles qui toutes se voulaient indépendantes d'attaches politiques précises, mais entrèrent bientôt en conflit à propos de l'avenir de l'Autriche qu'elles concevaient chacune de façon différente : il s'agit de l'*Austrian-American Center*, fondé en 1939 par Ernst Karl Winter, de l'*Austrian-American League*, fondée par le professeur Robert Heine-Geldern en avril 1939, après un conflit avec E. K. Winter, et de l'*Austro-American-Society*. Plus tard, allaient s'ajouter des organisations à caractère encore plus politique³⁴. Le sort des émigrés autrichiens en Suisse fut pénible ; bien que les autorités suisses aient été d'une promptitude exemplaire pour la fermeture hermétique des frontières, immédiatement après l'annexion, certains fuyards réussirent quand même à passer la frontière ; mais le sort qui les attendait — à quelques exceptions près — ne fut pas enviable : ils furent tout bonnement confinés dans des camps d'internement ou de travail où la réglementation était très sévère, parfois chicanière. Mais les réfugiés supportaient ces conditions — sauf ceux qui moururent de maladie et de manque de soins comme le

31 Dans G. Goldner, *op. cit.*, p. 120.

32 Voir pages d'introduction de ce chapitre.

33 Spaulding cite dans son ouvrage l'estimation d'un spécialiste américain de l'Autriche, Wilhelm Winkler, qui - en 1952 - estime à 104 000 les « Austrian-born » aux Etats-Unis, c'est-à-dire après l'immigration au cours de la seconde guerre mondiale et après le coup d'arrêt des années 1945-1952.

34 Voir Goldner, *op. cit.*, p. 86 et infra.

célèbre chanteur Josef Schmidt — pour eux, l'essentiel était de survivre et de ne pas être livrés à leurs bourreaux qui souvent les réclamaient ; un certain nombre de réfugiés furent, il est vrai, remis aux autorités nazies ⁸⁵.

Outre ces quatre pays mentionnés, on note des groupes organisés d'exilés autrichiens d'une certaine importance en Suède, en Union soviétique, au Moyen-Orient, notamment en Palestine (sous mandat britannique) ainsi que dans de nombreux pays d'Amérique latine ; leurs conditions d'existence furent différentes, mais partout c'était l'exil. Ce qui nous semble important, c'est que tous ces groupes, aussi isolés qu'ils fussent au début, se rejoignirent finalement dans le mouvement dont l'initiative et le siège se trouvait à Londres, à savoir le *Free Austrian World Movement*.

NOUVELLES RÉFLEXIONS SUR LA NATION AUTRICHIENNE

Jusqu'ici, nous avons fait état des réactions immédiates des différentes orientations politiques autrichiennes après l'annexion de mars 1938, de même que de l'évolution des esprits en Autriche au cours des mois qui suivirent l'annexion. Mais la discussion sur la nation autrichienne, sur le passé et l'avenir de l'Autriche n'en était qu'à ses débuts et dans la mesure où la situation internationale évolua, les réflexions sur l'Autriche devaient nécessairement, elles aussi, s'intensifier et se développer. Il va de soi que le déclenchement de la guerre, et notamment, les différentes étapes de la Seconde Guerre, allaient exercer à chaque fois une influence déterminante sur l'attitude des Autrichiens de l'intérieur comme sur celle des émigrés autrichiens.

Nous passerons donc en revue certaines prises de position publiées en 1938 et 1939 qui permettront de connaître les lignes principales et les options des forces que représentaient leurs auteurs. Au moment même des accords de Munich, ces prises de position revêtirent une singulière importance. Comme dans maints problèmes, la gauche, en adoptant

35 Au symposium sur l'exil autrichien dont nous utilisons le *Protokoll*, de nombreuses contributions furent consacrées aux conditions de vie et aux activités des émigrés dans les différents pays. Nous y reviendrons. Mentionnons cependant le rapport très documenté de Helmut Konrad (Linz) qui traite de l'émigration autrichienne en Tchécoslovaquie de 1934 à 1938, rapport que nous n'utilisons pas comme il le mériterait pour la raison que cette émigration se situe pratiquement en dehors de la période que nous traitons, en effet les émigrés autrichiens quittèrent la Tchécoslovaquie après les accords de Munich laissant prévoir l'occupation totale du pays qui eut lieu effectivement en mars 1939.

des positions divergentes, alimenta la discussion théorique ; mais on verra que les forces conservatrices contribuèrent, à leur manière, à pousser en avant la réflexion théorique.

Face aux articles parus dans les organes du parti communiste autrichien et à l'évolution en Autriche même — articles auxquels Otto Bauer avait répondu dans la *Lutte socialiste* (*Der sozialistische Kampf*) les socialistes autrichiens ressentirent le besoin d'une explication plus fondamentale. Karl Czernetz lui-même s'en chargea et publia dans ce même organe, sous le pseudonyme de Fritz Valentin, deux articles intitulés : *Y a-t-il une nation autrichienne ?*³⁶

Ces deux articles de Karl Czernetz traitent des différents aspects de l'annexion de l'Autriche. Tout d'abord, il réaffirme la position des socialistes telle qu'elle avait été fixée lors de la réunion dite de Bruxelles, en mars 1938. Résolution qui constate que « L'annexion de l'Autriche a été favorisée essentiellement par plusieurs facteurs : l'adhésion d'une large fraction de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et des fonctionnaires au mouvement national-socialiste ; la répression de la classe ouvrière socialiste par la dictature cléricale ; la capitulation de cette dictature réactionnaire devant l'ultimatum national-socialiste ; la trahison des puissances européennes. De ces faits, nous devons tirer les conclusions³⁷ ». Et Czernetz répète ces attendus qui culminent en deux constatations : en réalisant l'anschluss par la voie de l'annexion militaire, Hitler a créé un fait historique et les socialistes se devaient d'en tenir compte, ce qu'ils font de la manière suivante : « Face au fait accompli nous déclarons : les travailleurs autrichiens ne pourront conquérir leur liberté, le peuple autrichien ne pourra être libéré de la tyrannie du III^e Reich autrement que par la révolution pan-allemande³⁸... »

Ensuite, Czernetz analyse la position des communistes qui est, dit-il, diamétralement opposée à celle des socialistes, d'où une autre conclusion de la part des premiers. Citant l'appel du comité central du P.C. et le manifeste publié dans les jours qui suivirent l'annexion³⁹, Czernetz s'étonne que les communistes considèrent l'Autriche comme une « nation spécifique » et du mot d'ordre selon lequel il faut mener la « lutte de libération nationale » et former « contre la domination

36 Voir Fritz VALENTIN (Karl Czernetz), *Gibt es eine österreichische Nation ?* dans *Der sozialistische Kampf*, N° 9 du 24 septembre 1938, p. 208-211, et N° 10 du 8 octobre 1938, p. 233-237.

37 Valentin, *article cité*, p. 208.

38 *Ibid.*

39 Dont nous avons reproduit des extraits au III^e chapitre.

étrangère, le front de tous les Autrichiens ⁴⁰ ». Face aux reproches formulés par les communistes à l'encontre des socialistes, à savoir qu'ils sous-estimaient l'importance de la question nationale et que la proclamation du droit d'autodétermination nationale était l'obligation impérative de tout révolutionnaire socialiste, K. Czernetz déclare : « La condition pour l'appréciation correcte de nos divergences d'opinion avec le parti communiste se trouve dans la réponse à la question théorique préalable de savoir si les Autrichiens constituent effectivement une nation spécifique ⁴¹. »

Et de là, K. Czernetz pose tout naturellement la question préalable à cette question préalable : Qu'est-ce qu'une nation ? Constatons en passant que c'est justement la question qui, jusqu'à nos jours, est extrêmement controversée et à laquelle de multiples réponses contradictoires ont déjà été fournies, réponses variées autant que les auteurs et leurs points de vue historique, philosophique et politique. K. Czernetz, quant à lui, rappelle d'abord la définition élaborée par Otto Bauer : « La nation est l'ensemble des hommes liés par une communauté de destin en une communauté de caractère » pour dire que cette conception théorique d'O. Bauer a été attaquée de divers côtés et notamment par Karl Kautsky qui objecta que la communauté de langue était la caractéristique indispensable de toute nation, ce qui aurait été négligé par Bauer, pour arriver finalement à la définition de Staline, élaborée par celui-ci à Vienne en 1912 ⁴² ; Czernetz confronte ensuite cette définition avec les thèses du parti communiste, en exprimant l'espoir que « nos amis communistes reconnaîtront sans doute cette autorité ».

Karl Czernetz entreprend alors, définition de Staline à l'appui, de réfuter point par point les thèses du P.C. concernant l'Autriche ; celle-ci, selon Czernetz, ne forme une communauté historiquement constituée ni de langue (la langue des Autrichiens étant l'allemand), ni de territoire, ni de vie économique — étant donné que l'union écono-

40 Dans notre exposé, nous négligeons tant que faire se peut les aspects polémiques qui interfèrent dans la discussion, aussi bien du côté des communistes que du côté des socialistes. Il nous importe surtout de mettre en lumière les thèses développées.

41 Czernetz, *art. cité*, p. 209.

42 Rappelons, pour mémoire, cette définition que nous avons déjà citée au III^e chapitre : « La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture. » En annexe, Staline précise : « Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés, pris isolément, ne suffit à définir la nation. Bien plus, l'absence même d'un seul de ces indices suffit pour que la nation cesse d'être nation. »

mique n'avait été empêchée que par le diktat des alliés en 1918⁴³ — et, énumérant point par point la définition stalinienne, il parvient à la conclusion qu'il est impossible de parler d'une nation autrichienne. Continuant sa polémique avec « Rudolf » (Alfred Klahr), Czernetz en arrive finalement à la négation d'une histoire spécifiquement autrichienne comme d'une culture autrichienne, et récuse également l'existence et le développement d'une conscience nationale autrichienne invoquée par Rudolf. Approfondissant encore le débat, Czernetz explique que dans l'esprit de Lénine le droit à la séparation ne peut être déterminant :

« Pour nous, l'intérêt du prolétariat prime toujours les intérêts dits nationaux⁴⁴. » Affirmation qui suscite la réflexion que dans ce cas, il n'était pas tellement important de connaître l'appartenance nationale des peuples opprimés par le national-socialisme ; pourquoi alors insister avec tant d'acharnement sur le caractère allemand du peuple autrichien ? Czernetz répond indirectement en se référant — une fois encore — à Lénine et à Staline qui, selon lui, considèrent la formation de la nation avant tout comme une mission de la bourgeoisie des temps modernes, dont, par conséquent, le prolétariat devait se désintéresser. « La lutte nationale », dit Staline, reste, dans sa nature, toujours une lutte bourgeoise, avantageuse surtout pour la bourgeoisie et qui lui convient. » Et Czernetz, en considérant le développement des différentes nations, trouve confirmées les constatations staliniennes, particulièrement en ce qui concerne l'Autriche. Il affirme ensuite comme argument suprême — non sans raison d'ailleurs — que si la bourgeoisie en Autriche était « nationale », elle était toujours nationale-allemande et non pas autrichienne, et que même Dollfuss et Schuschnigg ont toujours dit que les Autrichiens, en somme, n'étaient Autrichiens qu'en étant de meilleurs Allemands.

Sa pensée se résume donc ainsi : aucune des caractéristiques que Staline énumère dans leur totalité pour définir la nation ne s'applique à l'Autriche, encore moins la convergence de toutes ces caractéristiques. « Staline parle du caractère nécessairement bourgeois de la formation de la nation, alors que nous voyons qu'en Autriche justement les classes bourgeoises ne veulent rien savoir d'une nation autrichienne. Staline explique que l'organisation de la nation est une tâche de la politique bourgeoise, alors que chez nous c'est le parti communiste qui tente d'organiser la nation autrichienne. Staline est d'avis que les

43 A notre avis, Czernetz néglige ici le fait que - diktat ou pas - l'unité économique de l'Autriche fut effective en 1918 et que depuis 1866, si unité économique il y avait, ce fut celle de l'empire austro-hongrois, séparé carrément de l'unité économique que représentait l'Allemagne de Bismarck.

44 Czernetz, *art. cit.*, p. 233.

travailleurs doivent lutter sous leur propre drapeau, en Autriche le parti communiste abandonne le sien pour se rassembler sous la bannière rouge-blanc-rouge de la réaction autrichienne ⁴⁵. »

A la lecture de ces lignes on serait en droit de se poser la question : Karl Czernetz était-il plus stalinien que les communistes autrichiens, et donc plus « révolutionnaire » ?

Pour ce qui concerne la nation autrichienne, nous relevons cependant une contradiction dans l'argumentation de Czernetz qui, après avoir constaté que les classes bourgeoises n'ont pas la nation autrichienne, est néanmoins amené à écrire : « D'après ce que nous savons, c'est le créateur du mouvement pan-européen, le comte Coudenhove-Kalergi, qui, pour la première fois, a utilisé le concept de nation autrichienne dans un article publié dans le périodique *Action* de l'ami clérico-monarchiste des travailleurs, Ernst Karl Winter. Cette théorie n'a trouvé d'écho nulle part — sauf dans le parti communiste d'Autriche qui a pris en charge cette théorie, et plus encore, l'a placée au centre de sa politique et posée comme sa tâche principale le rassemblement de la nation autrichienne ⁴⁶. »

Quant à la conclusion, l'auteur dit catégoriquement : « Les Autrichiens ne constituent pas une nation propre. Toutefois, il est clair que la conquête de l'Autriche par l'Allemagne fasciste a été un acte de violence impérialiste. C'est contre cette domination fasciste violente que nous devons lutter, et non pas au nom du droit à l'autodétermination des Autrichiens, mais, comme le peuple allemand tout entier, au nom du droit à la liberté de toute la nation allemande. L'anschluss de l'Autriche au III^e Reich a été une annexion. Face à cette annexion, nous ne défendons pas et nous n'exigeons pas la séparation de l'Autriche, mais la révolution socialiste allemande, la création de la République socialiste allemande ⁴⁷. »

Aujourd'hui, quarante ans plus tard, le caractère utopique de ce mot d'ordre saute aux yeux. A l'époque déjà, les publicistes communistes

45 *Ibid.*, p. 236.

46 *Ibid.* Même en nous astreignant à la plus grande objectivité, il nous faut remarquer ici à propos de la « mission nationale » que Czernetz - en se référant à Staline - attribue à la bourgeoisie, qu'à la fin du xx^e siècle, la bourgeoisie - tout en se réclamant toujours, ne serait-ce que du bout des lèvres, de l'idéal national - trouve davantage son compte dans les constructions supra-nationales qui s'expriment du point de vue étatique dans les communautés européennes et extra-européennes (Marché commun, AELE, OECD, etc.) et du point de vue économique dans les grandes sociétés multinationales. Quant au rôle de la classe ouvrière à l'intérieur de la nation, Ernst Fischer répondit à Czernetz et nous le citerons à ce sujet.

47 *Ibid.*

ne se faisaient pas faute de relever les contradictions apparentes dans la prise de position de Karl Czernetz qui faisait autorité dans les rangs socialistes.

Dans un article publié par l'organe de l'*Internationale communiste* Ernst Fischer, sous le pseudonyme de Peter Wieden, répliqua donc à Czernetz pour ce qui concerne le rôle de la classe ouvrière dans la nation, rôle qui s'est radicalement modifié depuis la fin du XIX^e siècle, selon lui ; il donne d'abord l'exemple de la Tchécoslovaquie où « les politiciens bourgeois qui se sont de tout temps présentés comme les porte-parole légitimes de la nation et ont toujours désigné les communistes comme les ennemis de la nation, se sont montrés incapables, à l'heure du danger suprême, de diriger vraiment la nation... C'est la classe ouvrière et son parti communiste qui prend en charge l'héritage de la révolution bourgeoise, le maintient face aux traîtres, et l'enrichit. Il ne faut pas voir là une nouvelle « tactique » qui se reflète dans les relations entre la classe ouvrière et la nation, mais une évolution historique. Comme exemple des nouveaux rapports à l'intérieur de la nation, Fischer évoque « la conjuration de Munich » où la « bourgeoisie réactionnaire » a sacrifié les intérêts nationaux à ses intérêts de classe : elle a préféré l'accord avec Hitler à la poursuite d'une législation sociale inaugurée par le front populaire. Ainsi « la conjuration de Munich fut le prélude d'une vaste campagne contre la démocratie, contre le front populaire, contre la classe ouvrière. La trahison des intérêts nationaux fut directement dirigée contre la classe ouvrière, la classe la plus importante et la plus nombreuse de la société moderne ⁴⁸. »

Après avoir également cité l'Autriche où le parti communiste s'était montré, pendant les journées de mars 1938 et après, le défenseur le plus résolu de l'indépendance nationale, E. Fischer va plus loin dans son analyse en démontrant qu'actuellement la classe ouvrière est devenue l'épine dorsale de la nation, alors que la bourgeoisie sacrifie de plus en plus à ses intérêts de classe ceux de la nation, les intérêts de classe des travailleurs se fondent de plus en plus avec les intérêts vitaux de celle-ci. La conclusion est simple : « La tâche historique de la classe ouvrière est donc de réaliser, dans la lutte contre le fascisme, l'unité du peuple et de sauver ainsi la nation ⁴⁹. »

48 Peter WIEDEN (Ernst Fischer), *Arbeiterklasse und Nation*, dans *Kommunistische Internationale*, novembre 1938.

49 *Ibid.*

Pour la question autrichienne elle-même, *Rudolf* (Alfred Klahr) se chargea de répondre à Czernetz. Dans son article, Klahr ne revient pas sur les arguments historiques et politiques qui l'avaient amené à considérer que la nation autrichienne était désormais une nation, mais essaie d'élever le débat⁵⁰. Mettant en parallèle la question nationale autrichienne et la situation donnée après l'annexion, Klahr s'élève surtout contre l'idéologie pangermaniste largement répandue dans la classe ouvrière, et dont procède également Czernetz. Posant la question « à qui profite le crime ? », Klahr démontre que l'annexion de l'Autriche au profit du national-socialisme devait provoquer une prise de conscience dans les partis ouvriers et dans la classe ouvrière tout entière : l'argument du « progressisme », qui serait le fait de grands espaces économiquement unis, a servi de justification à toute conquête impérialiste, alors qu'en vérité c'est la lutte du peuple autrichien pour son droit à l'autodétermination allant jusqu'à l'indépendance et se dressant contre l'impérialisme allemand qui est *objectivement* progressiste, parce qu'antifasciste et anti-impérialiste. De là, Klahr parvient à la constatation suivante : « Il est faux de ne laisser entrevoir que l'alternative suivante : *ou* autodétermination du peuple autrichien, *ou* révolution « pan-allemande » (c'est-à-dire révolution du peuple allemand et du peuple autrichien), alternative qui est la perspective des socialistes révolutionnaires ; la lutte pour le droit à l'autodétermination constitue par contre un élément essentiel *en vue* de la révolution antifasciste sur tout le territoire du Reich actuel⁵¹. » Une fois de plus, A. Klahr retrace l'évolution historique au cours de laquelle les Autrichiens se sont détachés de l'Allemagne — notamment depuis qu'elle s'est constituée en nation (dominée par la Prusse) sous l'impulsion « d'en haut » donnée par Bismarck ; il se réfère entre autres aux précédents des Suisses, des Hollandais et des Flamands qui sont sortis du Reich par des luttes qui durèrent du ^{xiv}e au ^{xvi}e siècle, ou des Alsaciens qui, au cours de la révolution, se sont amalgamés à la nation française en mêlant des éléments germaniques et français, fusion qui a été renforcée par les cinq décennies d'occupation allemande de 1870 à 1918.

Klahr critique également la façon dont Czernetz utilise des citations de classiques du marxisme car, dit-il à juste titre, avec des

50 Nous avons retracé les étapes de la formation nationale autrichienne dans l'article déjà cité, *La difficile naissance d'un sentiment national : l'Autriche*, dans *Ethno-Psychologie*, Le Havre, décembre 1973, p. 347-377 qui préfigure en filigrane le présent travail.

51 P. RUDOLF (Alfred Klahr), *Gegen den Pangermanismus in der Arbeiterbewegung*, dans *Weg und Ziel*, 1939, N° 1.

citations détachées du contexte on peut prouver tout et le contraire, mais il est de toute façon impossible de prouver que la conquête d'un pays d'abord, puis d'autres, par l'impérialisme allemand, cette « réunion de l'Europe » sous l'égide nazie, revête d'une manière ou d'une autre un caractère « progressiste ».

Des articles d'Ernst Fischer dans l'*Internationale communiste*, ainsi qu'un rapport de J. Koplenig de juin 1939, présenté devant une réunion du comité central du P.C., vinrent étayer les thèses d'Alfred Klahr sur la formation de la nation autrichienne et sur le droit du peuple autrichien au rétablissement de son indépendance.

Ainsi, la définition de la nation par Staline avait indubitablement un point commun avec le sabre de Monsieur Prudhomme : avec elle, on pouvait prouver et défendre l'existence d'une nation autrichienne comme l'avaient fait Alfred Klahr et, à sa suite, d'autres communistes, mais au besoin, on pouvait également s'en servir pour réfuter l'existence de cette nation, comme l'avait fait Karl Czernetz.

Le lecteur se sera déjà aperçu que nous poursuivons une voie différente. Loin de nous laisser enfermer dans le carcan d'une définition pour y trouver — toute préparée — telle ou telle conclusion, ou même pour nous en servir comme fondement exclusif d'une argumentation, nous nous efforçons de rassembler trait par trait et pierre par pierre les éléments concrets, pratiques et théoriques qui nous permettront à la fin de répondre à la question essentielle : quels sont les faits historiques, politiques, économiques et culturels qui permettent d'établir la formation d'une nation, autrement dit, la nation qui nous occupe, l'autrichienne, est-elle une vue de l'esprit, une fiction ou une réalité ?

A cet égard, nous prenons notre bien là où nous le trouvons, c'est-à-dire dans les diverses argumentations historiques et théoriques du mouvement ouvrier dans sa totalité comme dans les réflexions des penseurs « bourgeois », voire « conservateurs » ou « monarchistes », ou chez les écrivains patriotes autrichiens, en combinant tous les arguments qui nous semblent pertinents et en les soumettant évidemment à un examen critique. Mais surtout, nous nous appuyons sur des faits concrets et vérifiables.

Il nous reste donc à passer en revue les réflexions qui ressortent des publications ou des manifestes du côté conservateur dans son ensemble, puis les professions de foi des écrivains les plus en vue à l'époque pour pouvoir dresser un premier bilan de la question autrichienne, telle qu'elle se présentait au début de la Seconde Guerre mondiale.

Nous avons déjà mentionné le premier appel d'Otto de Habsbourg du 16 mars 1938, par lequel il demanda à tous les peuples épris de liberté, de paix et de justice de soutenir la volonté du peuple autrichien de reconquérir l'indépendance et la liberté. Le 29 mars, il réitéra cet appel dans le *Petit Parisien*. Les légitimistes publièrent, fin 1938, le premier numéro de leur périodique *Die österreichische Post* où ils donnèrent la parole à tous ceux qui avaient quelque message à délivrer sur le rétablissement de l'indépendance autrichienne, qu'ils fussent légitimistes ou simplement conservateurs. Néanmoins, *Die österreichische Post* fut surtout un organe légitimiste, prônant le rétablissement de la monarchie, soit en Autriche, soit dans tout le bassin danubien. Il va de soi qu'avec de tels mots d'ordre, les relations avec les socialistes d'orientation grande-allemande, mais aussi et surtout républicains convaincus, ne furent pas des meilleures.

Les conceptions légitimistes furent présentées dans différents articles ayant pour auteurs l'ancien attaché de presse autrichien à Paris, Martin Fuchs⁵², l'un des animateurs du périodique, Hermann Rauschnig et surtout Ernst Karl Winter qui, des Etats-Unis où il s'était réfugié, envoya ses professions de foi. En étudiant toutes ces réflexions, on comprend que les conceptions légitimistes devaient heurter profondément les consciences socialistes. Inspirées du mythe du « Reichsgedanken », de la fidélité filiale envers les Habsbourg, ces conceptions culminaient souvent dans l'opposition Prusse-Autriche, en donnant à l'Autriche la préséance fondée sur les siècles où les Habsbourg avaient porté la couronne du Saint Empire.

Ainsi pouvait-on lire dans un tract légitimiste datant de fin 1938 : « Le passé glorieux de l'Autriche, inséparablement lié au nom de Habsbourg, est la garantie qu'existent et sont vivaces les forces qui assureront l'avenir de l'Autriche⁵³. »

Dans le premier numéro de *Die österreichische Post*, un article de Hermann Rauschnig, intitulé *Österreich und Grossdeutschland*, développe l'idée de l'incompatibilité entre l'Autriche et la Prusse, se fondant sur l'idée autrichienne de l'Etat, diamétralement opposée à l'idée prussienne de l'Etat. Rauschnig s'élève, il est vrai, contre la conception du Volkstum biologique sur laquelle se fonde la théorie raciale du national-socialisme, mais reprend à son compte l'idée de la *Gesamt-*

52 Après la seconde guerre mondiale, Martin Fuchs fut pendant plusieurs années Ambassadeur d'Autriche en France.

53 Ce tract se trouve aux archives de la résistance autrichienne (DÖW), dossier 4406.

nation, c'est-à-dire grande-allemande : « Dans le vrai sens historique, nous sommes dans l'aire de la Gesamtnation (la nation entière), en présence de deux idées de l'Etat, bien qu'imparfaitement mûries : l'Autriche et la Prusse. L'idée du Reich, par contre, est tout à fait différente. Le Reich fut davantage et moins qu'un Etat ⁵⁴. » A la « masse mécanique, uniforme " Grossdeutschland " », Rauschnig oppose l'idée de l'Autriche habsbourtienne : « Cette Autriche des Habsbourg est une force spirituelle et politique. Cette Autriche des Habsbourg est une réalité, si jamais cette notion a un sens. Ces 300, ces 500 ans de forces autonomes à l'intérieur et à l'extérieur de l'ancien cosmos du Reich sont vivants et efficaces, aujourd'hui comme de tout temps ⁵⁵. »

Ces idées assez floues et passéistes se retrouvent dans la lettre qu'avait adressée le Dr Otto de Habsbourg au chancelier Schuschnigg, le 17 février 1938 et que rendit publique *Die österreichische Post* de février 1939, en soulignant que ce fut la seule publication autorisée de la plus haute instance (von allerhöchster Seite genehmigt) ; le prétendant au trône écrit notamment : « Cette responsabilité... existe à l'égard du vrai Deutschtum (la cause allemande) qui, à l'encontre des efforts étrangers à la race (artfremd) et néo-païens dans le Reich, ne possède de patrie, dans son ancienne vigueur qui fut l'idée fondamentale du Saint Empire germanique romain, que dans l'Autriche. Seule l'Autriche peut préserver le *Deutschtum* et sera un jour le sauveur de l'Allemagne ⁵⁶... »

Il est clair que cette idée du Deutschtum était aussi incompatible avec celle d'une véritable nation autrichienne (développée par les communistes) qu'avec l'idée d'une nation allemande moderne, développée chez les socialistes. Ce n'est pas une des moindres raisons qui firent que tous les efforts d'Otto von Habsbourg pour créer un gouvernement autrichien en exil, ou seulement un Office autrichien, furent voués à l'échec.

On ne pouvait bâtir la nouvelle Autriche sur la seule opposition Prusse-Autriche, vieille de plusieurs siècles, en restant attaché à toutes les idées passées de « Kaiser und Reich ⁵⁷ ».

54 Hermann RAUSCHNIG, *Österreich und Grossdeutschland*, dans *Die österreichische Post*, N° 1, décembre 1938.

55 *Ibid.*

56 Correspondance publiée dans le N° 4 de *Die österreichische Post*, datée du 1^{er} février 1939.

57 *Ibid.*

Du côté conservateur, on retrouve cependant des idées moins passéistes et davantage tournées vers l'avenir chez Ernst Karl Winter qui, de son exil américain, fit parvenir à ses amis le texte de son discours prononcé à l'occasion du premier anniversaire de l'annexion de l'Autriche ⁵⁸. Tout en se référant, lui aussi, à des idées plutôt mystiques sur la mission et le passé de l'Autriche, E. K. Winter eut cette vision quasi-prophétique qui s'est réalisée quelques décennies plus tard et à l'intérieur de laquelle il attribua une place importante à l'émigration autrichienne : « Les actuels dominateurs étrangers de l'Autriche qui exploitent les gisements de l'Erzberg autrichien en vue de la lutte pour la domination mondiale, ont asservi de la même manière l'ouvrier et le paysan autrichiens, d'une manière inconnue dans l'histoire millénaire de l'Autriche. Ces dominateurs étrangers qui ont anéanti d'un seul coup l'élite intellectuelle d'un peuple de sept millions d'hommes, soit par l'assassinat direct, soit par l'assassinat lent dans les camps de concentration, soit par la misère de l'exil, qui croient même avoir rayé le nom de l'Autriche, ils ne connaissent pas, dans ce cas autrichien non plus, les lois secrètes de la vie. Ces dominateurs étrangers, qui ne savent rien de l'Autriche, pas plus que de la nature humaine, ne pensent pas que les milliers et milliers de martyrs de l'Autriche, aujourd'hui éteints ou presque, seront une fois l'Autriche la plus vivante qui soit ⁵⁹. »

Dans ce même discours, E. K. Winter souligne la redécouverte de l'Autriche par des milliers d'hommes pour lesquels cette notion avait été très obscure jusque-là. Sans le dire, Winter oppose au *Deutschtum* de Schuschnigg et des Habsbourg un nouveau concept, celui de « l'*Österreichertum* » (de l'essence autrichienne) qui — selon lui — tout en étant enraciné dans le passé, ressuscitera après l'échec inévitable du national-socialisme. Même si ce concept — trop historiciste et quelque peu mystique — ne pouvait prétendre épuiser la question de la nation autrichienne, il constituait néanmoins un apport non négligeable à la réflexion générale de ceux qui œuvraient alors pour le rétablissement de l'indépendance autrichienne.

LES ÉCRIVAINS DE L'AUTRICHE

Comme nous reparlerons plus loin des écrivains autrichiens en exil nous ne donnerons la parole, en cette fin de chapitre, qu'à l'un d'entre eux, Franz Werfel, qui à ce moment de l'histoire représentait

⁵⁸ Ces idées avaient également été développées par l'historien allemand « pro-autrichien » Onno Klopp dont *Die österreichische Post*, N° 2, janvier 1939, reproduisit une lettre datant de 1866.

⁵⁹ Publié dans *Die österreichische Post*, N° 6, 1^{er} mars 1939.

bien la littérature autrichienne et, dans l'interview donnée à *Nouvelles d'Autriche*, proclama sa foi dans l'avenir de l'Autriche : « Je crois à la résurrection de l'Autriche dans sa forme idéale. Il n'est pas possible actuellement de prévoir et de supputer les conditions dans lesquelles elle se constituera, mais je suis convaincu qu'elle se prépare dès maintenant, avec une nécessité presque biologique, dans la politique européenne de l'Europe centrale et orientale. Tout ce qui se passe maintenant n'est au fond que la gestation et les douleurs de l'enfantement de cette renaissance... La fonction historique de l'esprit autrichien en tant que médiateur entre l'Ouest et l'Est, donne leur cachet aux œuvres de Gillparzer et de Nestroy et la mission et le but de la littérature autrichienne sont le refus de la barbarie et la profession de foi permanente en faveur de l'humanisme... Alors que le national-socialisme n'est rien d'autre que la mise en pratique du mot de Grillparzer : de l'humanité par la nationalité à la bestialité, l'action de l'Autriche, par contre, mène de la bestialité par la nationalité à l'humanité ⁶⁰... » D'autres grands noms du monde culturel autrichien proclamèrent leur foi en la résurrection de l'Autriche : Stefan Zweig, dans son éloge funèbre de Joseph Roth en juin 1939, Oskar Kokoschka, et Alfred Polgar qui terminait sa nécrologie pour Joseph Roth par cette appréciation d'où ressort son optimisme fondamental quant à l'avenir de l'Autriche : « La patrie, où aujourd'hui son nom ne doit pas être prononcé, le prononcera avec le plus grand respect lorsque, sur son sol, on aura de nouveau le droit d'appeler la bassesse bassesse, et la noblesse noblesse ⁶¹. »

HALTE MÉDITATIVE

Tel était l'état des réflexions sur le problème national autrichien et sur l'avenir de l'Autriche, lorsqu'éclata la guerre en septembre 1939. Elle devait donner une nouvelle dimension à ces discussions, à ces échanges de vue, tantôt « scientifiques » tantôt passionnels, mais qui, en vérité, étaient davantage qu'un match dialectique. Les conclusions de chaque partie prenante à cette discussion impliquaient finalement une prise de position politique : quelle perspective fallait-il donner à la résistance intérieure et extérieure autrichienne ? Celle d'une très hypothétique révolution socialiste pan-allemande contre Hitler ou celle du rétablissement de l'indépendance de l'Autriche ? La politique étant

60 Interview avec Franz WERFEL, dans *Nouvelles d'Autriche*, N° 1, janvier-février 1939.

61 Alfred POLGAR, *Joseph Roth*, dans *Die österreichische Post*, N° 12-13, 1^{er} juillet 1939.

l'art du possible, il ne fallait tout de même pas perdre de vue les réalités ; or, celles-ci changèrent brusquement après le début de la guerre et ne pouvaient manquer d'influencer les réflexions sur l'Autriche. La guerre elle-même n'allait pas connaître une évolution linéaire, et ses vicissitudes laissaient prévoir mainte variante dans les buts de guerre des belligérants, concernant également le sort de l'Autriche. Si les pages précédentes ont pu parfois donner l'impression que l'Autriche tout entière était subitement devenue consciente de sa spécificité, à partir des semaines qui suivirent l'annexion ce ne fut évidemment pas le cas.

Dès les premiers chapitres de ce travail, nous n'avons pas caché que la gangrène pangermaniste avait profondément atteint la masse des Autrichiens, et cela à la suite du désarmement idéologique qu'ils avaient subi de la part des grands partis politiques qui se partageaient l'opinion sous la Première République : chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates n'avaient pas su donner aux Autrichiens une vision autrichienne de leur destin. Les uns s'étaient abandonnés à une nostalgie de la monarchie disparue à jamais, et donc absolument stérile, les autres rêvaient d'un anschluss avec une République allemande sociale et progressiste, alors que l'Allemagne prenait déjà le chemin qui devait la mener vers le nazisme. Ni l'un ni l'autre ne doutaient un instant du caractère « allemand » de l'Autriche.

Les partis qui se dénommaient eux-mêmes « partis nationaux », *Grossdeutsche* (Grands-Allemands) et *Landbund* (Union agraire), et plus tard le *Heimblock* (bloc patriotique) émanation des *Heimwehren* austro-fascistes, prônaient ouvertement l'appartenance au *Volkstum* allemand, leurs aspirations à l'union avec l'Allemagne, et se fondirent d'ailleurs rapidement dans le parti nazi qui prit son essor en 1930, après les succès électoraux de Hitler en Allemagne.

Le petit parti communiste, tout en se déclarant hostile à l'anschluss après 1920, n'avait pas élaboré une théorie de la nation autrichienne et ne s'en préoccupa sérieusement qu'à partir de 1936, lorsque la *voie allemande*, désastreuse pour le pays, devint la théorie officielle de l'Autriche de Schuschnigg qui, nous l'avons largement démontré, avait « deux âmes en lui », l'âme allemande (toujours prépondérante), et l'âme autrichienne. Cette dernière se résumait pour lui dans le postulat que les Autrichiens étaient de « meilleurs Allemands », avec une mission allemande particulière dans le Sud-Est européen. Cette idée le ramenait aux temps de la monarchie ; mais une telle doctrine le rendit inapte à défendre efficacement l'indépendance de l'Autriche.

Malgré tous ces manquements des partis et des hommes politiques autrichiens, malgré le désarmement auquel les Autrichiens furent soumis pendant vingt ans, un grand mouvement populaire se développa au moment du danger suprême, après Berchtesgaden, lorsque la menace hitlérienne devint mortelle. Ce fut là une prise de conscience instantanée, venue trop tard pour avoir des conséquences concrètes.

Nous avons vu ensuite comment les capitulations successives de diverses personnalités et autorités perturbèrent gravement le moral des Autrichiens en appelant à voter Oui au « référendum » hitlérien. Alors qu'une minorité consciente avait été saisie de désespoir, de larges masses avaient eu l'illusion, combien fugitive, d'une amélioration durable de leur sort ; mais la désillusion était venue très vite. Dès lors, on a pu réellement parler dans le pays d'un mécontentement latent dont rendent compte les « rapports quotidiens de la Gestapo » et de nombreux autres symptômes que nous avons décrits. L'annexion était néanmoins une réalité, le pouvoir nazi semblait établi pour longtemps, et dans une telle situation, une masse importante — voire la majorité — se résigne toujours à l'inévitable, s'accommode des circonstances et s'arrange pour survivre, même si elle est de plus en plus sceptique, méfiante et même hostile au régime, en espérant que des circonstances « supérieures » viendront un jour tout changer. Pour cette majorité silencieuse la vie continue, et il serait vain de vouloir le nier.

Aussi n'est-il pas dans nos intentions de donner une image idyllique de la situation d'alors, en ce qui concerne l'animosité et la résistance à l'égard du régime nazi. Mais, faits à l'appui, nous démontrons un processus : pour cela il fallait rechercher et reconnaître les germes, même les plus minimes, d'une évolution qui s'annonçait pourtant très rapidement et qui se concrétisait dans des faits d'abord isolés, puis organisés, même si au début ils n'étaient l'affaire que de minorités encore séparées de la grande masse ; ils furent pourtant les porteurs de l'avenir.

Les faits que nous rapportons doivent ainsi servir à mettre en lumière le prochain palier du processus et les réflexions qui s'ensuivent montrent elles-mêmes le niveau déjà atteint. L'alternance entre démarche descriptive et démarche méditative représente, selon nous, l'enchaînement dialectique, la marche vers l'identité nationale autrichienne dont l'époque de 1939 à 1945 devait être l'étape déterminante. C'est donc à elle que nous consacrerons la seconde partie de notre travail.

DEUXIÈME PARTIE

UN PAYS SANS NOM SOUS LA GUERRE

(1939-1945)

CHAPITRE VI

L'AUTRICHE SOUS LE COMMISSAIRE DU REICH

Il allait de soi que la masse des Autrichiens ne consistait pas seulement en partisans convaincus et enthousiastes de l'anschluss et du national-socialisme, et en résistants résolus ; la majorité, qu'elle se situât dans le camp des « suiveurs » (Mitläufer) ou des méfiants et sceptiques, voulait simplement survivre, obligée cependant de subir les nouvelles normes, de « vivre l'ordre national-socialiste » et de s'y plier tant soit peu si elle ne voulait pas être assimilée aux ennemis du régime et traitée comme tels. Les lois du régime national-socialiste étaient draconiennes, elles imprégnaient toute la vie quotidienne, les conditions matérielles comme l'éducation des enfants et de la jeunesse, la « vie sociale » aussi bien que la vie publique et culturelle. Le national-socialisme, l'Etat total, voulait se saisir de la totalité des êtres qui lui étaient soumis. La vie quotidienne fut ainsi le reflet des événements politiques qui ponctuaient la vie de chacun qu'il se rendît à son travail ou restât chez lui, qu'il écoutât un concert ou fréquentât le théâtre, qu'il lût un journal ou tournât le bouton de son appareil de radio, qu'il fût élève ou étudiant, commerçant ou de profession libérale, manœuvre ou savant.

Si les 18 mois qui séparèrent l'annexion de la déclaration de guerre ne furent en somme qu'une période préliminaire, ne laissant qu'entrevoir l'évolution inéluctable vers laquelle le régime allait entraîner les peuples d'Europe, à savoir la guerre, qui était sa nature intrinsèque, celle-ci allait révéler un à un les aspects profonds de l'hitlérisme, et dans tous les domaines. Ces aspects profonds, l'antihumanisme, le nihilisme spirituel, le caractère aliénateur, violent, sadique et finalement meurtrier du national-socialisme devaient, selon la volonté des maîtres nazis, être dissimulés aussi longtemps que possible pour leur permettre de consolider la conquête autrichienne ; car, sinon l'Autriche entière du moins « Vienne la Rouge », avec ses traditions sociales et humanitaires, devait constituer un morceau difficile à digérer ; les dirigeants nazis en étaient conscients, d'où leurs efforts en direction des travailleurs, mais aussi du monde culturel ; efforts qui ne s'épuisaient pas seulement

en appels et concessions politiques de caractère démagogique, nous en avons parlé, mais se virent complétés par tout un ensemble de tentatives en vue de rendre crédible un « socialisme de fait » qui, en vérité, restait toujours un « socialisme de propagande¹ » très habilement distillé. Néanmoins, jusqu'au début de la guerre, le *Völkischer Beobachter* publia périodiquement des articles de fond traitant du rôle des « travailleurs allemands » dans le nouvel ordre national-socialiste.

DOCTRINES, PROPAGANDE ET FAITS

Ainsi s'expliquent certaines mesures démagogiques prises par les nationaux-socialistes pour se concilier les travailleurs de Vienne dont ils connaissaient la fidélité aux idées socialistes². Mesures qui toutefois ne concernaient qu'un nombre limité de bénéficiaires dont beaucoup d'ailleurs, tout en ayant accepté la réintégration dans leurs emplois ou un voyage gratuit dans le « Reich », n'adhéraient pas pour autant aux doctrines nazies.

C'est pourquoi les services de propagande lancèrent une grande campagne d'endocinement pour faire accepter le « socialisme allemand » par les ouvriers et autres couches populaires. Leur porte-parole essentiel était le *Völkischer Beobachter*, l'organe du parti dont une édition viennoise parut dès la mi-mars 1938.

Plusieurs thèmes furent développés avec insistance : la lutte du régime nazi contre le chômage et les succès obtenus à cet égard dans le Reich ; l'appel aux sentiments socialistes des travailleurs, en faisant état de certains points du programme national-socialiste à consonance anti-capitaliste, tel le point 13 du programme du N.S.D.A.P. exigeant la « nationalisation de toutes les entreprises à caractère monopoliste (trusts) », assorti toutefois depuis longtemps d'un commentaire disant qu'il ne s'agissait, dans la nationalisation prévue, que des branches trustées aux mains de « puissances financières irresponsables » et de monopoles internationaux. Par là, l'exigence de nationalisation, du point de vue national-socialiste, ne concernait pratiquement que la « juiverie mondiale ». Il en était de même avec le point 14, où le programme nazi traitait de la participation aux gains dans les grandes entreprises, mais interprétée en ce sens qu'un patronat florissant devait

1 Voir Robert SCHWARZ, « Sozialismus » der Propaganda, (Das Werben des *Völkischen Beobachters* um die österreichische Arbeiterschaft 1938-39), Europa-Verlag, Wien, 1975, Herausgegeben von Karl Stadler - Ludwig Boltzmann-Institut für Geschichte der Arbeiterbewegung, 159 p.

2 Voir chapitre III de la première partie de ce travail.

avant tout faire participer au gain toute l'économie nationale d'un peuple³. C'est aussi de cette façon que chaque « Volksgenosse » productif devait participer au gain de l'économie privée, « en correspondance avec son rendement » ; et finalement l'appel aux sentiments « nationaux » des « travailleurs allemands » qui appartiendraient désormais à la communauté du peuple, appel combiné à des exhortations antisémites, considérées depuis toujours comme le ciment le plus efficace de toute la propagande — par ailleurs très ambivalente et parfois contradictoire — du parti hitlérien. L'appel aux sentiments anticapitalistes des ouvriers fut ressassé dans les colonnes du *Völkischer Beobachter*. Une semaine après l'anschluss, l'organe nazi, parlant du plan quadriennal qui s'appliquerait désormais à l'*Ostmark*, affirmait qu'il permettrait aux travailleurs l'épanouissement de leurs capacités, épanouissement jusqu'ici refusé par « le capitalisme », et chaque jour on pouvait lire ce que le national-socialisme offrait dans l'immédiat aux couches populaires : invitations à « visiter » l'*Altreich*, distribution de repas gratuits, suppression de la taxe sur les bicyclettes, élimination des logements insalubres et « construction d'habitations populaires saines⁴ », etc., etc.

3 Au sujet de « l'expropriation sans indemnisation de sols pour des objectifs communautaires », et tenant compte des intérêts des hobereaux prussiens, Hitler avait déclaré dès le 13 avril 1928, officiellement et au nom du parti : « Face aux interprétations mensongères du point 17 du programme du NSDAP, répandues par nos adversaires, la constatation suivante s'avère nécessaire : le NSDAP se situant sur le terrain de la propriété privée, il est évident que le passage « expropriation sans indemnisation » ne se réfère qu'à la création de possibilités légales d'exproprier, s'il est nécessaire, le sol qui a été acquis de façon illégitime ou qui n'est pas géré selon les normes du bien public. Par conséquent, ceci va en premier lieu à l'encontre des sociétés foncières spéculatives juives ». Voir aussi Gerhard Botz, introduction à Robert Schwarz, *op. cit.*, p. 8.

4 Cette dernière promesse fut bientôt officiellement abandonnée, la guerre servant de prétexte. Dans son ouvrage *Wohnungspolitik und Juden-deportation in Wien 1938 bis 1945* (Zur Funktion des Antisemitismus als Ersatz nationalsozialistischer Sozialpolitik), Wien-Salzburg, 1975, 200 p., Gerhard Botz démontre que les nazis pensèrent pouvoir se servir des appartements des juifs chassés et déportés, pour résoudre le problème du logement. Mais après avoir accaparé la plupart des 26 000 appartements « juifs » de Vienne, il fallait bien constater que ce n'était pas la population travailleuse qui en avait profité, mais surtout les « bonzes » nazis, les fonctionnaires et les officiers venus de l'*Altreich*. En pleine guerre, von Schirach se vit donc contraindre de réitérer sa promesse de construire des logements populaires, ce qui lui attira promptement un sévère rappel à l'ordre de Hitler lui-même, qui lui fit écrire par Bormann : « Sie sollten, betonte der Führer, Ihre Aufgabe in Wien nicht in der Schaffung neuer Wohnviertel sehen, sondern in der Bereinigung der bestehenden Verhältnisse. Zunächst seien baldigst, in Verbindung mit Reichsführer SS Himmler alle Juden abzuschieben, anschliessend alle Tschechen und sonstigen Fremd-

Dans un article de fond, le *VB* du 20 mars 1938 tente d'expliquer ce qu'il entend par « socialisme allemand » : les nationaux-socialistes ne sont ni des casseurs de machines, ni des iconoclastes et n'ont rien à voir avec le marxisme « destructeur ». En vérité, le « socialisme allemand » sait apprécier ceux qui, grâce à leur force et à leur application, ont construit les entreprises, autrement dit les industriels qui ne peuvent pas simplement être remplacés par des ouvriers. Par contre, les ouvriers qui participent honnêtement à l'œuvre de reconstruction allemande ont droit à la considération et au respect, au même titre que les possédants, à condition de travailler assidûment et d'être de pure race allemande. Il est à douter qu'une telle description du socialisme ait produit l'effet souhaité.

L'appel à l'antisémitisme était plus prometteur, plus encore la flatterie largement pratiquée dans l'article du 20 mars : « Lorsque le national-socialisme affronte les organisations jadis rouges ou noires, il n'a nul besoin de combattre l'individu qui, peut-être de bonne foi, fut membre de ces associations, mais il combat ceux qui, anonymement, ont tiré les ficelles dans les coulisses pour attiser la lutte des classes et des intérêts. Nous le disons franchement : nous préférons de loin l'adversaire honnête d'hier qui croyait lutter, en tant que marxiste, pour un meilleur avenir de l'ouvrier, au tricheur intellectuel... nous éclairerons les adversaires séduits et honnêtes d'hier... nous leur tendons la main... Ce n'est pas être national-socialiste que de chasser de son emploi un travailleur assidu, père de famille, parce qu'il s'est laissé naguère entraîner par les marxistes. Peut-être, malgré son agitation rouge, a-t-il élevé des enfants honnêtes et sains et a-t-il ainsi, comme père de famille, rendu à la communauté du peuple ce qu'il avait tenté de lui prendre en tant que combattant marxiste de la lutte de classe ⁵. » Dans ce même article, le *VB* se fait le défenseur des droits sociaux acquis ; congés payés, droit au travail, droit au revenu minimum, augmentation de salaire consécutif à l'augmentation de la production, protection sociale, mais pas de lutte de classe par la grève et le lock-out.

völkischen, die eine einheitliche politische Ausbildung und Meinungsbildung der Wiener Bevölkerung ungemein erschweren.

Wenn Sie durch derartige Massnahmen die Einwohnerzahl Wiens auf 1,5 bis 1,4 Millionen herabdrückten, so würde dadurch am besten und leichtesten und am raschesten die Wohnungsnot in Wien behoben ».

Cette lettre est datée du Führerhauptquartier, 2.11.1941 et signée Bormann (cité par Botz, *op. cit.*, p. 112). Nous reviendrons sur cette lettre dont la première partie révèle l'antagonisme persistant (en 1941) entre les Viennois et les occupants venant de l'Altreich.

5 *Völkischer Beobachter*, 20 mars 1938, p. 1-2 (dans Schwarz, *op. cit.*, p. 54).

Le 24 mars, au cours d'une manifestation au Konzerthaus de Vienne, Bürckel lui-même explique aux travailleurs le sens du socialisme allemand : « Hitler a appris aux hommes que nationalisme et socialisme ne s'excluent pas mutuellement, que ce ne sont pas des concepts qui nécessairement se combattent, mais qu'au contraire le vrai nationalisme et le vrai socialisme se complètent. Il leur a appris que l'un n'est pas pensable sans l'autre... Socialistes et nationalistes se sont retrouvés en Allemagne pour former le national-socialiste. En commun ils vivent et en commun ils luttent pour le but commun ⁶... »

Nous pourrions multiplier ces citations qui abondent en autant de flatteries à l'égard « des travailleurs allemands » qu'en cris de haine contre les juifs, les vrais et seuls exploiters de la misère du peuple, et où l'on relève (dans les discours de Göring notamment) des allusions aux Habsbourg, les nazis connaissant la profonde aversion des travailleurs sociaux-démocrates autrichiens envers l'ancienne dynastie régnante. Toutefois, il ne s'agit pas dans ce chapitre de démontrer l'inanité du « socialisme allemand ⁷ », mais d'illustrer, dans les pages qui suivent, que les doctrines proclamées, la propagande, les discours, ne résistèrent pas à la réalité des faits de la vie quotidienne, tels qu'ils apparaîtront au fil des semaines dans la presse nazie elle-même.

Car, si dès l'été 1938, et au cours des mois suivants, les appels cédèrent de plus en plus le pas aux avertissements, les avertissements aux menaces et, après le début de la guerre, à la contrainte pure et simple, d'innombrables « informations » quotidiennes firent comprendre à la population qu'en fait de socialisme, il s'agissait surtout de

6 *Völkischer Beobachter*, 20 mars 1938, p. 1-2 (dans Schwarz, *op. cit.*, p. 54).

7 Le sommet de la flagornerie nazie à l'égard des travailleurs fut atteint dans un discours prononcé par Ley (le Führer du DAF) le 13 mai 1938 à Graz : « Kein Mensch darf sich wundern, wenn angesichts trauriger Arbeitsverhältnisse den Menschen die Verzweiflung befällt und er Kommunist oder Bolschewist wird... Weder Kunschak (dirigeant ouvrier chrétien), noch sonst eine rote oder schwarze Gewerkschaftsgrösse hat sich die Mühe gemacht, durch die Werke zu laufen. Doch wenn man Sozialismus treibt, muss man zu den Menschen gehen! (VB, 14 mai 1938, p. 8 d'après Schwarz, *op. cit.*). D'ailleurs, cet effort pour gagner les travailleurs au national-socialisme ne se prolongea pas au-delà des premiers mois de la guerre ; les dirigeants nazis pensèrent alors pouvoir remplacer la flatterie par la militarisation de toute la vie et au besoin par la propagande nationaliste glorifiant les victoires nombreuses dans la première période de la guerre. En résumé, R. Schwarz et G. Botz (dans l'introduction à l'ouvrage de Schwarz) concluent que les travailleurs viennois ont toujours gardé une réserve intérieure vis-à-vis du national-socialisme ; mais ils posent la question pertinente : pourquoi alors - et malgré leur importante contribution à la résistance antifasciste - les travailleurs ont-ils supporté avec une placidité et un flegme relatifs le national-socialisme comme la II^e guerre mondiale ?

renoncer à une vie individuelle pour devenir, chacun pour sa part, un rouage infime de la machinerie de guerre nazie, mise en mouvement pour dominer l'Europe d'abord, le monde ensuite.

Nous ne redirons pas ici les pratiques et les faits politiques et économiques déjà exposés dans un chapitre antérieur, nous bornant à relever les détails concrets intervenant de façon « normale » dans la vie de chacun, que ce soit dans la façon de se nourrir, de se vêtir, de s'informer, de vivre chez soi ou en collectivité, détails qui, dans leur globalité, constituent ce qu'on a appelé « la vie quotidienne sous le commissaire du Reich ⁸ ».

Deux mois après l'annexion, le VB devait se préoccuper de la « raréfaction des denrées alimentaires » qui se faisait sentir en Autriche, situation inhabituelle jusque-là. La parade ne fut pas facile : « De telles raréfactions peuvent survenir dans n'importe quel pays » écrit le VB du 20 mai 1938, qui rend responsables la mauvaise récolte, les accapareurs juifs et l'absence de colonies allemandes, pour ajouter que le renoncement à des denrées traditionnelles devenues rares n'apportera pas de désagréments, mais plutôt une variation bienvenue du menu quotidien. « Lorsque cet agrément devient obligation, même pour peu de temps, les ménages veulent alors maintenir les vieilles habitudes, ils prisent davantage la tartine de beurre, jusqu'ici dédaignée, que la tartine de graisse d'oie considérée avant comme un luxe ⁹. »

Plus graves que les déficiences alimentaires furent la détérioration de la législation du travail et la suppression de tous les droits politiques et syndicaux. La loi « pour la remise en ordre du travail national », entrée en vigueur le 10 juillet 1938, abolit toutes les dispositions du code du travail autrichien, notamment le droit de grève déjà fortement réduit sous le régime de Dollfuss ¹⁰.

Le problème de la misère du logement, endémique à Vienne depuis le XIX^e siècle, ne put être résolu, même par le recours aux appartements

8 Un an après l'annexion, l'édition *Nouvelles d'Autriche* à Paris publia un livre qui eut alors un grand retentissement : *Österreich unter dem Reichskommissar*.

9 *Völkischer Beobachter*, 20 mai 1938, p. 17.

10 Nous avons déjà mentionné l'introduction du livret de travail qui abolissait le libre choix de l'emploi. Voir à ce sujet FRANZ DANIMANN, *Die Arbeitsämter unter dem Faschismus*, Wien, 1966. Nous avons également parlé du service du travail obligatoire auquel furent désormais astreints les jeunes garçons et filles ; mais des classes plus âgées furent également « rappelées » dans l'*Altreich*.

« aryanisés » des juifs viennois¹¹. Au contraire, la situation se détériora du fait de l'arrivée de nombreux militaires, fonctionnaires nazis et autres dignitaires du régime.

Dès avant la déclaration de la guerre, les dirigeants nazis se rendirent compte que leurs efforts pour gagner à leur cause les travailleurs « marxistes » ne rencontraient qu'un accueil mitigé auprès des intéressés. En conséquence, le langage du parti nazi, et donc de son organe central, à l'égard des travailleurs viennois et autrichiens se modifia rapidement. Si, au début, les propagandistes nazis, Bürckel en tête, avaient flatté « le travailleur allemand » de l'Ostmark, « induit en erreur par les dirigeants marxistes, surtout juifs », et lui avaient expliqué qu'il trouverait dans le « socialisme allemand » la réalisation de ses rêves de dignité et de justice, ce discours fit bientôt place à un autre qui niait l'existence de toute classe, donc aussi de la classe ouvrière, et s'adressait non pas « au travailleur » en tant que tel, mais au citoyen « allemand », mettant nettement en opposition le « socialisme national-allemand » et le socialisme « international-juif » qu'il fallait combattre avec la dernière énergie et dont il fallait effacer toute trace dans l'esprit des travailleurs. De plus en plus perça également l'opinion que les nazis venus du Reich ne considéraient pas Vienne comme une ville « entièrement allemande », en quoi l'épithète trop souvent employée de la « Vienne allemande » ne changea rien.

Nous verrons par la suite que tous les efforts de propagande des nouveaux maîtres ne parvinrent pas à entamer la sourde méfiance qui régnait parmi la population travailleuse, méfiance qui se transforma, à mesure que la guerre tourna au désastre, en une hostilité ouvertement marquée, même si elle n'alla pas assez loin pour déboucher sur une résistance massive, organisée et généralisée. Il importe d'abord de constater que la propagande officielle fut à la fois accompagnée et souvent contredite par des mesures pratiques du régime qui, dans un premier temps, traduisirent les préparatifs de guerre, puis les impératifs de la guerre elle-même qui pesait lourdement sur la vie quotidienne de toute la population.

Pour étudier cette dégradation continue de la situation dans tous les domaines, situation caractérisée au début par les communiqués triomphants des victoires de 1939-1940 et à la fin par les bombardements destructifs de la dernière phase de la guerre, nous utiliserons plusieurs sources : les journaux de l'époque, les « rapports du jour »

11 Voir Borz, *Wohnungspolitik und Judendeportation in Wien 1938-1945*, op. cit.

de la Gestapo et une série de chroniques et de documentations, rappelant toutefois qu'il ne s'agit pas, à ce stade de notre travail, d'analyser la résistance autrichienne, mais l'évolution qui rend plausible l'émergence d'une résistance résolue et empreinte de motivations austro-nationales ¹².

Cette évolution fut illustrée par la crise de Munich et la psychose de guerre qui s'ensuivit. Dès la fin 1938, la population pouvait suivre pas à pas la marche vers la guerre : le premier décembre 1938, deux classes d'âge de jeunes Autrichiens furent, pour la première fois, incorporées dans la *Wehrmacht* et durent prêter le serment solennel d'obéir inconditionnellement au Führer et de lui consacrer leur vie ¹³, ce que le général du 17^e corps d'armée Kienitz accompagna du commentaire suivant : « Vous avez prêté serment au Führer. Vous vous êtes voués corps et âme à lui et à son œuvre. Quiconque prête serment au drapeau allemand n'a plus rien qui lui appartient ¹⁴. »

Au printemps 1939, le public fut officiellement informé des progrès rapides du réarmement par de nombreux articles parus dans la presse et dont nous ne donnerons qu'un aperçu succinct, mais cependant éloquent.

Dans un article rétrospectif, le *Völkischer Beobachter* tirait le bilan d'une année de réarmement et de l'essor de la Luftwaffe non sans railler cruellement les Viennois : « Lorsque le 12 mars 1938, les avions allemands tracèrent, en saluant, leurs rondes au-dessus de la cathédrale Saint-Etienne, et que dans les rues paradèrent les unités

12 Il est évidemment impossible d'insérer dans ce travail toute la documentation que nous avons rassemblée et qui se fonde en grande partie sur des documents originaux qui se trouvent au *Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes* (DÖW = Archives documentaires de la résistance autrichienne), aux Archives de l'Etat (Haus-Hof-und Staatsarchiv, Allgemeines Verwaltungsarchiv = AVA) et dans les principaux ouvrages traitant de cette époque, entre autres *Dokumentation zur österreichischen Zeitgeschichte 1938-1945*, Wien, 1971 (pour laquelle nous utiliserons le sigle *Dok*), *Rot-Weiss-Rot-Buch*, Wien, 1946 (sigle R-W-R), *Österreich 1938-1945 im Spiegel der NS-Akten*, Wien, 1966 (sigle Stadler), *Das braune Glück zu Wien*, Wien, 1973, *Finale in Wien*, Wien, 1969, etc. Pour les indications complètes, voir la bibliographie.

13 Voir VB du 2 décembre 1938, *Die ersten im Waffendienst*, et du 11 décembre 1938 où l'on trouve la formule du serment exigé de chaque recrue : « ... Ich schwöre bei Gott diesen heiligen Eid, dass ich dem Führer des Deutschen Reiches und Volkes, Adolf Hitler, dem Obersten Befehlshaber der Wehrmacht, unbedingt Gehorsam leisten und als tapferer Soldat bereit sein will, jederzeit für diesen Eid mein Leben einzusetzen. »

14 *Ibid.*

motorisées de l'artillerie anti-aérienne et des transmissions aériennes du régiment " General Göring ", ils donnèrent à la population un sentiment de sécurité. Six mois plus tard, la métropole du Danube apprécia une seconde fois avec fierté la Luftwaffe. Lors de la crise de septembre (Munich), sur tous les toits des maisons des arrondissements périphériques, des canons anti-aériens étaient installés et les cônes lumineux des projecteurs géants formaient dans la nuit un dôme de lumière au-dessus de Vienne. La ville était quasiment inattaquable pour des avions étrangers... En outre, des escadrilles de chasseurs venaient renforcer la défense anti-aérienne ¹⁵... »

Poursuivant son éloge du réarmement « grand-allemand », l'organe nazi écrivait : « Une année à peine s'est écoulée depuis la libération et déjà, comme dans l'Altreich, des " nids d'aviateurs " sont sortis du sol, des villes entières de baraquements ont été construites à une vitesse vertigineuse. De nouveaux terrains d'aviation ont dû être créés, les installations existantes ont été agrandies et aménagées pour satisfaire aux exigences d'une force aérienne moderne ¹⁶... »

D'autres informations firent état de trois nouvelles bases de la *Kriegsmarine*, à Vienne, à Linz et sur l'Attersee, de nouvelles usines d'armement implantées dans l'ancienne Ostmark et d'une activité fébrile en vue de la guerre prochaine ¹⁷.

Ces rododromes furent accompagnées d'exercice de camouflage à Vienne et en province, assorties de critiques concernant les automo-

15 VB du 1^{er} mars 1939.

16 *Ibid.*

17 Le réarmement forcené et l'industrie de guerre mise en route par les nazis, sont le sujet d'une étude détaillée de Norbert SCHAUSSBERGER, *Rüstung in Österreich 1938-1945 - Eine Studie über die Wechselwirkung von Wirtschaft, Politik und Kriegsführung*, Wien, 1970. L'auteur a complété ses recherches dans un nouvel ouvrage, *Der Griff nach Österreich*, Wien, 1978, où il expose notamment les raisons économiques qui poussèrent Hitler à réaliser l'annexion de l'Autriche.

Dans le premier des deux ouvrages cités, Schausberger donne un exposé détaillé des plans de réarmement réalisés en Autriche par les nazis, il décrit l'importance croissante de l'industrie de guerre pour l'effort de guerre du Reich hitlérien, le rôle « d'abri anti-aérien » (passager) que joua l'Autriche pendant une phase de la guerre, ce qui incita bon nombre d'industries allemandes à « déplacer » leurs usines vers ce pays. L'auteur donne également des chiffres sur l'exploitation outrancière à laquelle furent soumises les richesses du sous-sol autrichien, et décrit l'écroulement total de l'industrie de guerre à la suite des bombardements aériens alliés et aussi d'autres facteurs dans le domaine de l'organisation et du ravitaillement en matières premières. Ces considérations n'entrant pas dans le cadre de notre travail, nous nous dispensons d'en parler plus largement, renvoyant seulement aux deux ouvrages cités.

bilistes qui souvent ne protégeaient pas leurs phares, mais aussi de conseils sur la manière de camoufler efficacement son appartement. Souvent, les journaux nazis durent constater que la population manifestait une incompréhension totale des mesures anti-aériennes ; ainsi le *Völkischer Beobachter* dut s'en prendre aux paysans, à l'occasion de l'exercice de fin septembre 1938, au moment de Munich : « ... A la campagne, le camouflage ne correspondait souvent pas aux exigences, dans la mesure où l'on enregistra de nombreux cas où les paysans ne camouflaient rien, mais préféraient se coucher de bonne heure. Que ce ne soit pas là le but de l'exercice de camouflage, a déjà été expliqué à maintes reprises à la population¹⁸... »

Une campagne pour la construction d'abris anti-aériens, « chacun par ses propres moyens », rencontra elle aussi beaucoup de scepticisme, de même que la vente du masque à gaz « populaire ».

Dans le cadre des préparatifs de guerre, il faut également citer la construction de la *Volkswagen*, annoncée à grand renfort de propagande comme la voiture populaire par excellence et au financement de laquelle la population fut invitée à participer de manière pressante ; des centaines de milliers de personnes versèrent ainsi des avances sur des voitures promises pour les années 1940, 1941 et 1942. Dès 1939, sur 253 000 souscripteurs à la Volkswagen, 100 000 avaient déjà payé la totalité du prix, au total 110 millions de RM avaient été versés. Si la production de 100 000 voitures en 1940, de 200 000 en 1941, et de 250 000 en 1941 fut effectivement atteinte, la totalité de ces voitures fut mise à la disposition de la *Wehrmacht* tandis que les civils furent payés de promesses pour après la victoire finale...

Les souscripteurs aux obligations du Trésor du Reich, émises en 1938, dont le remboursement par tirage était promis pour les années 1953 à 1958, en furent également pour leurs frais.

Les aspects militaires de la Seconde Guerre mondiale étant connus et ne faisant pas partie du cadre de notre travail, nous ne traiterons pas ici l'aspect de plus en plus hallucinant des communiqués de la *Wehrmacht* d'où la population autrichienne, comme celle du Reich, pouvait déduire elle-même le déroulement des événements et qui avaient un effet désastreux sur le moral de l'intérieur. Il faut cependant noter que le réarmement forcé du territoire autrichien entraîna, dès 1943, des bom-

18 VB, 23 septembre 1938.

bardements massifs dont furent victimes non seulement les industries de guerre, mais de nombreuses habitations civiles, des bâtiments historiques et culturels (l'Opéra de Vienne et le *Burgtheater* notamment), et qui causèrent de nombreuses pertes en vies humaines. Les centres industriels furent bombardés les uns après les autres, de sorte que Wiener Neustadt, Steyr, Graz, Linz, Innsbruck et surtout Vienne, mais aussi d'autres villes connurent la terreur des attaques aériennes qu'avaient vécue auparavant les habitants des villes anglaises.

Décrivant les derniers jours de la guerre, un auteur autrichien fait le bilan des bombardements sur l'Autriche qui sonnèrent le glas de la domination nazie ; nous le citons pour montrer le contraste entre les fanfaronnades du début et les réalités de la fin : « ... Depuis le 13 août 1943 (1^{er} jour des bombardements sur l'Autriche) Graz avait connu 56 attaques, Vienne 53, Klagenfurt 43, Villach 37, Wiener Neustadt 29, Linz et Innsbruck 22 chacune, Knittelfeld 20, Salzburg 16, Saint-Pölten 10, Zeltweg 9, Spittal a. d. Drau 5, Solbad Hall 2, Attnang-Puchheim et Feldkirch 1 chacune. La quantité de bombes déversées est estimée entre 70 000 et 120 000 tonnes, le nombre des morts et des blessés ne peut être indiqué qu'approximativement : 33 000 morts et 57 000 blessés civils¹⁹... » Le même auteur estime que l'on peut évaluer à sept milliards et demi de schillings le montant des dégâts matériels ; quant au pourcentage des bâtiments détruits, il s'établit ainsi pour les différentes villes touchées : Wiener Neustadt 88 %, Villach 85 %, Klagenfurt 69 %, Innsbruck 60 %, Attnang-Puchheim 53 %, Saint-Pölten 39 %, Graz, Linz et Salzburg chacune 33 %, Vienne et Zeltweg 29 %, etc.

19 Th. ROSSIWALL, *Die letzten Tage*, Wien, 1969, p. 245 et suivantes. Alors que la presse nazie s'indignait des bombardements « meurtriers et inhumains », elle n'avait pas hésité, à l'époque des victoires allemandes, à glorifier et à vanter les exploits de la Luftwaffe, comme par exemple le VB du 30 mai 1940 qui écrivait froidement, sous le titre « Tout plutôt qu'une attaque aérienne allemande ! » : « ... Une fois de plus, nos aviateurs ont fait du bon travail. Une colonne de voitures bombardée, tout en flammes, a incendié les maisons alentour. Partout les flammes montent, pas un des Français n'a pu s'échapper... » Lors du « blitz » de Londres, on pouvait lire dans *Neues Wiener Tagblatt* du 10 octobre 1940 : « ... Les informations sur les dernières attaques allemandes parlent d'un véritable enfer qu'a vécu Londres. D'innombrables bombes incendiaires sont tombées et des incendies partout déclenchés. A cela s'ajoutent les effets terrifiants des bombes explosives lourdes... » Quelques semaines plus tard ce fut le tour de Coventry et le *Neues Wiener Tagblatt* du 18 novembre titrait : *Coventry totalement anéantie*, ajoutant : « Tout le monde en Angleterre sait que les premières estimations officielles provisoires portant sur plus de mille morts ne sont qu'une infime partie de la réalité... »

LES CONTINGENCES DE LA VIE MATÉRIELLE

Mais entre les communiqués de victoire et les bombardements de la fin, il fallait bien que la vie continue : il fallait surtout travailler — l'appareil d'Etat nazi se chargeait d'assurer le fonctionnement de la machine, il fallait se ravitailler, s'habiller, lire des journaux, aller au front et remplacer ceux qui y étaient tombés. Dans tous ces domaines, ce fut la même courbe descendante — bientôt ressentie par la population comme une véritable descente aux enfers.

Au début de la guerre, tout avait un air presque bon enfant : les dirigeants nazis faisaient surtout appel aux sentiments civiques, à la solidarité, à la discipline, mais bientôt à l'obéissance et de plus en plus à la peur.

Les Autrichiens apprirent à connaître la coutume des collectes qui se multipliaient au fur et à mesure que la guerre avançait. Le premier don auquel ils furent appelés à participer fut le fameux *Eintopf*, le plat unique à l'allemande ; autrement dit, un dimanche par mois, tout le monde était invité à se contenter d'un seul plat et à verser la différence du coût avec un repas normal à la prévoyance sociale nationale-socialiste²⁰. Les Autrichiens, et notamment les Viennois, depuis toujours portés sur la bonne chère, ressentirent cette obligation comme une grave intrusion dans leur vie privée, d'autant plus que l'appel au *Eintopfsonntag*, le premier eut lieu le 9 octobre 1938, fut assorti d'indications précises et contraignantes. Ainsi, ce jour-là — et tous les autres dimanches à plat unique qui devaient suivre pendant sept ans — les restaurants ne pouvaient servir que les plats suivants : potage de pois cassés avec garniture, viande de bœuf garnie de chou, plat de poisson, jardinière. La collecte était minutieusement organisée : seul le *Blockwarter* du N.S.V. (préposé au pâté de maisons) avait le droit d'encaisser la somme économisée sur la nourriture. Il inscrivait sur une liste la somme versée, authentifiée par la signature du locataire. Le *Völkischer Beobachter* du 8 octobre 1938 assortit ces indications de l'exhortation suivante que nous citons en allemand pour ne rien laisser perdre de sa saveur : « Anlässlich des ersten Eintopfsonntags sind manche darüber im Unklaren, ob sie den Eintopf nun auch tatsächlich verzehren müssen oder ob es hierbei lediglich auf die Spende ankommt. Es ist nun zu dieser Frage zu sagen, dass abgesehen vom materiellen Ertrag der Spende der Eintopf Ausdruck für die Volksgemeinschaft

20 Autrement dit *Nationalsozialistische Volkswohlfahrt* désignée dans le jargon nazi par le sigle NSV.

ist. Wer Eintopf isst, zeigt damit, dass er sich der Gemeinschaft seines deutschen Volkes bewusst ist und sich ihr zugehörig fühlt. Die Spende allein ist noch kein Beweis dafür. Deutscher der Ostmark ! Verzehre am Sonntag dein schlichtes Eintopfessen, du wirst damit einen kleinen Beitrag zur Volksgemeinschaft leisten ²¹ ! » Les Autrichiens pouvaient ainsi faire le premier pas vers leur intégration dans le vrai *Deutschtum* en ingurgitant le plat unique à l'allemande et en versant à la collecte nationale.

Nombreuses étaient les autres quêtes auxquelles il fallait participer : pour les enfants indigents (*Pfundspende*), pour les pauvres en général (*Winterhilfswerk*), pour la Croix Rouge, pour les jeunesses hitlériennes ; et bientôt il ne se passa plus de dimanche sans que l'on n'entendît dans les rues le bruit des troncs que l'on secouait pour inciter les passants à verser leur obole.

La guerre devait faire connaître d'autres genres de collectes : d'abord relatives à l'argent, un « Opferbuch » (livret d'offrandes) fut présenté à chaque ménage dès le début de la guerre, mais aussi sur les lieux de travail ou dans les magasins, afin que le don de chacun pût être inscrit et contrôlé ; c'était là évidemment une pression de plus en plus lourde. Ce « livret d'offrande », introduit dès février 1940, donna lieu aux diatribes habituelles sur la volonté de faire la grande Allemagne et de vaincre, sur la fidélité et le dévouement au Führer. Mais à cette époque, l'enthousiasme n'était déjà plus ce qu'il avait été ; un journal nazi de Styrie justement — alors que Graz avait été élevée au rang de « ville du soulèvement populaire » à cause de ses activistes nazis de mars 1938 — se sentit obligé de regretter que la Styrie ne vint qu'au trentième rang parmi les quarante *Gaue* existants dans le Reich, pour les résultats de l'offrande du premier dimanche de mars qui n'avait donné que cinquante pfennigs par ménage. Dans une longue diatribe, le journal *Ostland* exhorta les Styriens à consentir un « vrai sacrifice » pour le bien de la communauté.

Aux collectes d'argent, d'autres vinrent s'ajouter pour les différents produits qui se raréfiaient. En avril 1940, appel pour offrir du métal en cadeau d'anniversaire au Führer ²² : il fallait remettre tous objets en cuivre, bronze, laiton, étain, plomb, nickel ou argent et en échange chaque donateur recevait une lettre de remerciements signée par le

²¹ VB du 8 octobre 1938.

²² Cet anniversaire, le 20 avril, fut solennellement fêté tous les ans à grand renfort de propagande.

Generalfeldmarschall (Göring) en personne, spécifiant que les détenteurs de tels documents auraient priorité, après la guerre, pour racheter les objets donnés ²³.

Aux appels succédèrent les ordonnances : ainsi, tous les propriétaires de clôtures métalliques, notamment en fonte, devaient les remettre à l'Etat avant le 1^{er} juin 1940 ; passé ce délai, les frais de transport seraient à leur charge ; suivait l'obligation de se défaire des cloches en bronze ou objets en cuivre ; on était appelé à fournir des bouteilles à la Wehrmacht, à donner des chiffons pour l'industrie textile et, d'une manière générale, tous les déchets comme os et vieux papiers ; lorsqu'en hiver 1941 on s'aperçut que la Wehrmacht n'était pas équipée pour un hiver russe, les appels se succédèrent pour l'envoi *in extremis* de lainages aux soldats à l'Est. Le *gauleiter* de Vienne, Baldur von Schirach en personne, appela la population de Vienne à donner ses vêtements d'hiver pour le bien-être des « courageux combattants qui luttent pour sauver la patrie et toute l'Europe de l'agression bolchevique ²⁴... ». Dans un appel, le grand maître de la propagande, Goebbels lui-même exigea que les Allemands donnent leur « dernier bas de laine » pour le front. Quelques jours plus tard, le 29 décembre, nouvel appel cette fois pour les skis et souliers de ski, et le lendemain, le *Völkischer Beobachter* quémandait « les derniers restes » en textiles chauds ²⁵.

Le déroulement de la guerre se traduit dans les appels successifs de participer à de nouvelles collectes. En 1942, on note les « actions » suivantes : collecte de jouets dans toutes les écoles de Vienne, collecte et élevage de vers à soie, collecte d'objets usagés dans les ménages et les écoles, ramassage des cahiers utilisés pour l'échange contre des cahiers neufs qu'on ne peut plus se procurer autrement.

Dans la dernière phase de la guerre, les appels aux collectes se multiplient et prennent parfois un caractère imprévu ; s'il est compréhensible que la ferraille ait été alors l'objet de l'attention particulière des autorités, la situation est cruellement mise à nue par un appel, lancé

²³ Voir *Obersteirische Volkszeitung*, 16 avril 1940.

²⁴ *VB* du 21 décembre 1941.

²⁵ Cet appel du 30 décembre 1941 traduit l'extrême précarité des réserves en matières textiles dont souffrait le Reich : « Es wäre wirklich ein Irrtum wollte man annehmen, dass es in einem Haushalt irgendeinen Wollrest, ein Stück Samt, Plüsch oder Trikot gibt, das nicht mehr zu einem warmen Bekleidungsstück für unsere Soldaten umzuarbeiten wäre... Leibbinden, Lungenschützer, warme Unterhosen und Westen. Und gerade diese Stücke kann man so leicht aus alten Wollresten, Decken, Portieren, Badeanzügen, Strickkleidern usw. herstellen... » (*VB*, 30 décembre 1941).

en janvier 1945, à vider les appartements de tout objet non indispensable à la vie quotidienne. Une fois de plus, les habitants sont invités à donner leurs skis et leurs chaussures de montagne, « si nécessaires au front de l'Est », même si le *Volksgenosse* ainsi sollicité ne dispose plus que d'une seule paire. « L'industrie a besoin d'os » disait un autre appel parce qu'elle manque cruellement de matières grasses industrielles²⁶. Une autre fois, on s'adressait à tous les hôpitaux, cliniques, asiles, maternités, foyers de mères, d'enfants et d'adolescents, à toutes les maisons de retraités, à toutes les cantines d'entreprises, et même aux cafés glaciers, parce que les catégories susnommées n'avaient pas encore obtempéré à l'ordonnance 54 de l'office du Reich pour les métaux, prescrivant l'enregistrement des ustensiles métalliques faisant l'objet de cette ordonnance ; ces entreprises devaient donner suite à l'ordonnance en question sous peine de mesures coercitives...

Le 22 mai 1944, un journal viennois fait savoir que les tuyaux d'orgues et autres tuyauteries à vent sont désormais sujets à réquisition²⁷, peu après la *Reichschrifttumkammer* organise une « action livre usagé » pour vider les bibliothèques privées de leurs dernières réserves, enfin le 18 janvier 1945 c'est l'appel à une journée de collecte monstre pour le dernier sacrifice populaire : devront être ramassés les vêtements et objets d'équipement encore disponibles qui seront remis à la *Wehrmacht* et au *Volkssturm* — milice populaire groupant tous les « hommes » de 15 à 60 ans et au-delà, valides ou invalides, la dernière levée en masse à laquelle Hitler avait appelé le 18 octobre 1944...

RAVITAILLEMENT ET MORAL DE L'ARRIÈRE

Nous savons que le meilleur paramètre pour la situation économique d'un pays en guerre est l'état du ravitaillement, nous savons également que sur ce point les Autrichiens étaient, depuis toujours, très sensibles. Alors que dans l'*Altreich*, la parole de Göring, *Kanonen statt Butter*, s'était imposée depuis 1934, entraînant d'ailleurs une pénurie permanente de toutes les matières grasses, l'Autriche, qu'il fallait so-disant sortir de la misère, disposait de réserves importantes en beurre, saindoux et autres matières grasses.

26 Appel sinistre si on le rapproche du fait qu'en 1942 également eut lieu la Conférence dite du Wannsee sur la « solution finale » de la question juive, qui devait comporter l'utilisation industrielle des corps des victimes, jusqu'à faire du savon de leurs ossements.

27 *Wiener Kronenzeitung*, 22 mai 1944.

Dès l'été 1939, le rationnement des denrées alimentaires et autres fut, pour les Autrichiens désormais « allemands », le signal d'alarme qui leur fit pressentir que la guerre était imminente.

En décembre 1938, le premier goulot d'étranglement se fit sentir dans le ravitaillement en beurre, et la presse nazie se crut obligée d'avancer force arguments pour « expliquer » ce phénomène qui n'était qu'une conséquence de la situation dans l'Altreich. Pour la presse, la cause en était tantôt le passage du fourrage frais au fourrage d'hiver, tantôt la fièvre aphteuse ; mais on découvrit surtout que l'absence passagère de beurre sur la table familiale était très bonne pour la santé²⁸.

En 1939 déjà, après l'occupation de toute la Tchécoslovaquie, le rationnement permanent fit son apparition sous la forme des « listes de clients » que chaque détaillant devait désormais établir, « pour garantir une distribution équitable parmi ses clients », et cela en vue de « l'harmonisation de l'Ostmark avec l'Altreich »...

Pour le *Völkischer Beobachter*, qui faisait allusion aux événements « historiques » de l'occupation du 15 mars, la cause était entendue : dans la confrontation des canons avec le beurre, les canons parlent plus fort. En ce qui concerne le premier, l'organe du parti nazi concédait que le peuple allemand « assidu et fier » ne devait pas renoncer à la matière grasse la plus importante, le beurre. L'établissement de listes pour la distribution du beurre, du saindoux et du lard doit justement être considéré sous cet angle. « Une mesure à première vue quelque peu impopulaire, mais seulement à première vue ! Car abstraction du fait qu'un gouvernement dirigé par Adolf Hitler peut aussi se permettre des mesures impopulaires... cette mesure pour le contingentement de la consommation des matières grasses n'est absolument pas impopulaire mais, au contraire, de pure essence socialiste, et donc plus populaire que toute autre mesure gouvernementale²⁹. »

Six mois plus tard, la plupart des denrées alimentaires furent rationnées ainsi que d'autres biens de consommation importants, comme

28 *Das Kleine Blatt*, du 18 décembre 1938 écrivait par exemple : « ... Die vorübergehende Unannehmlichkeit der Butterknappheit ist ja in keiner Weise von Schaden. Denn Fett gibt es ja genug ! Wir leiden keinen Mangel an Schweinefett oder an Margarine oder an Ölen. Wien hat z. B. das grösste Schweinefettlager von allen Städten Grossdeutschlands... ».

29 *Völkischer Beobachter*, 21 mars 1939.

le savon, le charbon, certains textiles, les chaussures, ceci « pour garantir une distribution équitable à tous les consommateurs ³⁰ ».

Même le savon à barbe et la crème à raser furent soumis au rationnement, chacun ayant droit à un morceau ou à un tube pour cinq mois...

Si dans la première phase de la guerre les rations annoncées étaient encore suffisantes et les tickets honorés dans la plupart des cas, bientôt les conseils et appels à l'économie publiés dans les journaux laissèrent percevoir une pénurie grandissante, malgré les victoires militaires en Pologne d'abord, puis à l'Ouest. On trouvait également des conseils pour conserver les morceaux de pain sec en vue de leur utilisation ultérieure, pour fabriquer du thé à partir de pelures de pommes ou pour l'utilisation intégrale — trognons compris — de certains légumes, mais aussi des suggestions pour utiliser des « plantes sauvages », comme le chèvrefeuille ou le pas-d'âne, ou encore l'oseille et même les jeunes pousses d'ortie.

En février 1941, un communiqué de l'office du ravitaillement de Salzbourg fait savoir que la distribution de café est arrêtée jusqu'à nouvel ordre, et que malgré l'importation quotidienne de cent wagons de légumes en provenance de Hollande, pendant l'été 1940, il est conseillé d'être très économe dans la consommation des pommes de terre qui, de préférence, doivent être cuites en robe des champs pour

30 Le 28 août 1939 - trois jours avant le début de la guerre - le VB publie le premier tableau des rations auxquelles auront désormais droit les consommateurs :

Viande (ou conserves de viande)	700 g par semaine
Produits laitiers, huiles, matières grasses	60 g par jour
Beurre	280 g par semaine
« Marmelade » (confiture)	110 g par semaine
(Au lieu de « marmelade » on peut acheter	55 g de sucre par semaine)
Orge, gruau, semoule, tapioca et autres produits alimentaires	150 g par semaine
Café ou succédané (ersatz) de café ...	63 g par semaine
Thé	20 g par mois
Lait	0,20 l par jour
Savon de Marseille	125 g par quatre semaines.

Et l'organe du parti nazi à Vienne ajoute : « Il est rappelé que le pain, la farine de seigle et de blé peuvent être achetés librement, comme jusqu'à présent, bien que sur les cartes de ravitaillement qui, par précaution, sont prêtes depuis un certain temps, soient déjà imprimés des tickets de pain, de pommes de terre, de farine etc ». Précaution qui laissait présager de la suite.

conserver les précieuses vitamines se trouvant sous la peau. La presse doit également mettre en garde contre la consommation de feuilles de rhubarbe — utilisées comme épinards — et qui sont vénéneuses. Dans les restaurants, la carte fut réduite de façon drastique dès le début de la guerre, ce dont les journaux se consolaient en affirmant que les longues listes de plats qu'on trouvait autrefois — 25 plats principaux, 18 hors-d'œuvre chauds — étaient source de difficultés pour les clients qui ne savaient quoi choisir. « Aujourd'hui, client et hôte ont la vie plus facile et surtout il n'y aura plus de mets gâtés, comme c'était souvent le cas lorsqu'il fallait disposer de 25 plats. Nous avons toujours trois plats au choix, trois hors-d'œuvre, deux soupes et un plat de poisson (deux les jours sans viande), deux légumes et salades, ainsi que des desserts et des compotes ³¹... »

En 1943, les restrictions frappèrent la paysannerie : cette année-là, les paysans n'eurent plus droit qu'aux œufs d'une seule poule, tandis que pour chaque autre, il leur fallait fournir 60 œufs par an aux autorités. De même pour les pommes de terre : aucun paysan de Salzbourg ne peut plus compter sur une livraison de pommes de terre, que chacun cultive au moins pour ses propres besoins, disait un communiqué du 29 avril 1944.

Pendant les deux dernières années de la guerre, le ravitaillement se détériora rapidement, toutes les rations furent réduites, les œufs, légumes et fruits devinrent extrêmement rares. L'annonce d'une distribution d'oignons ou d'ail fit sensation, le lait de chèvre fut inclus dans le contingentement ; en 1944, les pommes de terre ou légumes devaient entrer pour 50 % dans la fabrication des saucissons, les pommes de terre étant souvent remplacées par des légumes secs. En février 1945 les rations furent de nouveau drastiquement réduites — et surtout les tickets ne furent plus honorés. Ce fut la famine dans les villes, la disette à la campagne...

L'approvisionnement en autres biens de consommation courante suivit la même pente : alors qu'au début de la domination nazie on parlait beaucoup des progrès que l'économie ne tarderait pas à accomplir, ce qui entraînerait une amélioration notable dans l'approvisionnement de la population de l'*Ostmark*, la guerre apporta rapidement des lendemains désenchantés : dès septembre 1940, les gazogènes — connus

31 *Kleine Volkszeitung* du 10 octobre 1939. Quelques mois plus tard, les ménagères viennoises firent connaissance avec un certain nombre d'ersatz aux noms barbares, inconnus jusque-là comme Milei, Tulli-Spezial, Säcosan, Migetti, Webco etc. que la presse nazie présentait non pas comme « ersatz », mais comme produits d'échange (*Austauschstoffe*), et pour l'emploi desquels elle donnait d'« appétissantes » recettes.

également en France après l'occupation allemande — remplacèrent les moteurs à essence ; le gaz de bois fut obtenu par l'abattage excessif des forêts autrichiennes...

L'habillement, autre problème important, fut lui aussi soumis au contingentement. Au cours des deux premières années de guerre, les tickets de textile furent honorés, mais l'industrie trouva bientôt le moyen de contourner les prescriptions, ce qui provoqua de nouvelles ordonnances qui ne semblent pas avoir eu plus de succès. Les textiles de toute sorte se rarifièrent rapidement et, en octobre 1941 par exemple, le public se demandait pourquoi on ne trouvait plus de bas de femmes. La réponse officielle fut que la réquisition de la main-d'œuvre féminine pour l'industrie d'armement en était la cause... A cette même époque, le public fut informé que pour obtenir un nouveau manteau d'hiver, il faudrait désormais remettre l'ancien en échange ³².

Certains communiqués dans le secteur de l'approvisionnement sont à vrai dire cocasses, ainsi en 1942 il est rappelé que les faux cols en papier restent libres à la vente ; en même temps, le lecteur apprend que les nappes et serviettes de table, les serviettes de toilette ne peuvent plus être achetées qu'en échange de coupons. Dans tous les domaines de la vie quotidienne, la guerre fit sentir sévèrement sa loi de pénurie.

En 1944, les combustibles, le gaz, l'électricité firent défaut et l'ont put lire que l'éclairage des rues était suspendu pendant les nuits de pleine lune, qu'il ne fallait remplir les baignoires qu'à moitié et que le gaz ne pouvait être utilisé qu'à certaines heures. La population de Vienne fut invitée à aller ramasser du bois mort dans la Forêt Viennoise, et on pouvait obtenir un morceau de savon de Marseille contre 5 kilos d'os. Vers la fin de la guerre, il n'y avait presque plus de gaz ni de courant électrique, même plus assez d'eau. La catastrophe ne se profilait plus, elle était déjà là, malgré les efforts des autorités nazies pour maintenir « l'ordre et la discipline », efforts qui s'exprimèrent dans une répression sauvage des délits les plus insignifiants.

VIE CULTURELLE ET ARYENNE

Malgré le grave appauvrissement qu'avait subi le potentiel culturel de l'Autriche avec l'arrivée des nazis allemands, appauvrissement dont nous avons donné une idée dans un chapitre précédent, il allait de soi que les nouveaux maîtres — doit-on dire de la culture ou de la

32 Information donnée dans la *Tagespost-Linz*, 29 octobre 1941.

subculture, sinon de la barbarie ? — faisaient tout pour conserver la façade : ils disposaient pour cela des formidables moyens de leur organisation en place depuis longtemps dans l'Altreich — les diverses Kammer chargées chacune d'un domaine particulier : la presse, le cinéma, le théâtre, la littérature, les beaux-arts — et d'un nombre encore élevé de « travailleurs culturels ». Chez ces derniers, deux groupes sont à distinguer : d'une part les créateurs qui, disposant d'une preuve irréfutable de leur ascendance aryenne³³, acceptèrent de rester malgré les

33 Il fallait se procurer à tout prix un « passeport des ancêtres » (Ahnenpass) dont l'arbre généalogique devait prouver qu'aucun grand-parent juif ne figurait parmi les ascendants. Cette course à l'ascendance aryenne fut compliquée et donna lieu à de nombreuses escroqueries. Citons à titre de curiosité d'un passé absurde les prescriptions imposées aux citoyens : *Die Durchführung des Abstammungsnachweises*. Das Amt für Sippenforschung der NSDAP Österreichs veröffentlicht zu den kürzlich berichteten Anordnungen des Amtes des Reichsstatthalters in Österreich über die Durchführung des Abstammungsnachweises folgende Erläuterungen : ... Für Beamte kommt nur der kleine Abstammungsnachweis in Frage. Der Beamte hat sowohl für sich als auch für seine Ehefrau die eigene Geburtsurkunde, die Geburts- (Tauf) Urkunde der Eltern und Grosseltern sowie die Heirats-(Trau)-Ukrunde der Eltern und Grosseltern vorzulegen. Sterbeurkunden sind zum Nachweis der arischen Abstammung in der Regel nicht notwendig ; sie sind nur dann beizubringen, wenn Geburts-(Tauf) Urkunden nicht beschaffbar sind, um aus ihnen Angaben über die Abstammung zu entnehmen. Hinsichtlich unehelich geborener Personen gilt jenes unehelich geborene Kind als arisch, dessen Mutter als Arierin gilt, solange nicht bewiesen ist, dass der aussereheliche Vater Jude (nicht deutschblütig) ist. Dokumente aus dem Ausland sind erst auf Verlangen der Prüfungsstelle vorzulegen. Erst dann können dafür auch Devisenbewilligungen zur Bezahlung ins Ausland erteilt werden... (*Deutsche Volkszeitung*, 7 mai 1938). Plus aberrants encore furent certains commentaires à prétention scientifique, comme ce qui suit : *Der Nachweis der Abstammung*. Beweismittel im erbbiologischen Feststellungsverfahren. Die Bewertung des Menschen hat in den letzten Jahrzehnten eine weitere Klarstellung erfahren. Was früher die Völker instinktmässig wussten und wonach sie handelten, ist heute in das Licht der wissenschaftlichen Klarheit gerückt. Es steht für uns unverrückbar fest, dass der Mensch nicht in erster Linie ein Produkt seiner Erziehung oder Umgebung ist, sondern vor allem seiner rassischen Eigenschaften und seiner Erbtüchtigkeit. Die Staatsführung hat daraus die Konsequenzen gezogen. Die Nürnberger Gesetze schützen die Reinheit des Blutes vor Vermischung mit dem Judentum, das Sterilisierungsgesetz verhindert die Fortpflanzung aller Erbuntüchtigen, damit nie wieder solche Menschen unzählige Generationen mit ihren Leiden und Krankheiten belasten und unglücklich machen. In absehbarer Zeit wird auf Grund des Ehegesundheitsgesetzes jeder vor seiner Heirat seine Ehefähigkeit vom gesundheitlichen Gesichtspunkt aus nachzuweisen haben... Die grossen Leitsätze unseres biologischen Strebens, Verhinderung der Mischung unseres Blutes mit artfremden Blutsträgern und die Ausmerzungen aller Erbkrankheiten und erblichen Belastungen, sind die Grundlagen unseres rassepolitischen Denkens... (*Deutsche Volkszeitung*, 10 mai 1938). C'est sur la base de telles élucubrations que s'installa l'euthanasie et que des milliers d'êtres humains furent assassinés.

réserve qu'ils nourrissaient à l'égard du régime nazi et qui, parfois, jouissaient d'une grande notoriété que le régime comptait bien mettre à profit pour prétendre que l'Allemagne faisait toujours partie des nations civilisées³⁴. D'autre part, un grand nombre d'écrivains, de musiciens et autres artistes assez médiocres, mais en revanche fervents partisans du national-socialisme et qui espéraient enfin sortir de l'anonymat en chevauchant la vague qui les faisait — pour un moment — sortir du néant, tout en se faisant illusion à eux-mêmes et aux autres sur leurs propres qualités.

Sur la vie culturelle en Autriche même, et tout particulièrement à Vienne, l'ancienne capitale ravalée au rang de *Gaustadt*, nous disposons de plusieurs documentations et chroniques dont nous citerons les passages qui nous semblent caractéristiques à la fois des efforts du régime et de son incapacité à assimiler, en profondeur, les traditions culturelles spécifiquement viennoises qui restaient, malgré tout, fort vivaces parmi les supports de la vie intellectuelle et artistique de Vienne³⁵.

Baldur von Schirach, le dernier gauleiter de Vienne qui se donnait des airs de protecteur des arts et des artistes, dut faire l'expérience de l'imperméabilité des Viennois à ses tentatives de séduction qui, tout compte fait, furent désapprouvées par Hitler comme par Goebbels, le grand maître de la propagande nazie³⁶.

Dans la *Chronique* de F. M. Rebhann, on trouve un mélange singulier de noms célèbres et inconnus ; il cite, avec une certaine malignité, l'écrivain Bruno Brehm qui, dans le périodique *Wehrmacht*, fustigea l'incompréhension et le manque de perspicacité de « l'étranger » qui

34 Pour ne citer que le domaine de la musique, Richard Strauss, Furtwängler, Clemens Krauss, Knappertsbusch et d'autres continuèrent à mettre à la disposition du Reich leurs éminentes qualités. On pourrait citer autant de noms dans les domaines de la philosophie, de la littérature, des beaux-arts et des sciences, mais cela dépasserait le cadre de notre propos.

35 Nous nous servons, pour étayer ce passage, de Dok, *op. cit.* et du livre de Fritz M. REBHANN, *Das braune Glück zu Wien, op. cit.*, une sorte de chronique culturelle et mondaine de l'époque de l'occupation nazie à Vienne, dont le titre équivoque reflète bien les propos non moins équivoques de l'auteur qui entremêle assez adroitement dans son récit, les épisodes des « fastes » avec des remarques sur la répression et le déclin irrémédiable du régime au cours de la guerre.

36 Baldur von Schirach remplaça Bürckel comme gauleiter et Reichstatthalter, le 7 juillet 1940 et s'enfuit de Vienne le 6 avril 1945, au moment où les armées soviétiques investirent la ville, alors que le général SS Sepp Dietrich prenait le commandement, ses SS fusillant, pendant et détruisant jusqu'au dernier moment.

croyait « que le Land Österreich posait toujours problème », alors qu'un journaliste aujourd'hui oublié, un certain Leo Schödl, tonna dans le *Völkischer Beobachter* contre une tournée du Wiener Stadttheater qui tenta de gagner la faveur du public allemand d'une manière traditionnelle et typiquement autrichienne, alors que selon ce même Schödl celle-ci n'avait jamais existé³⁷.

En général, Rebhann poursuit sa chronique à la manière d'un récit plutôt mondain, bien que certaines remarques décrivent assez véridiquement la situation de guerre, par exemple lorsqu'il note que « pendant l'hiver 1939-1940 de nombreux manteaux de cuir polonais apparurent dans les rues de Vienne... que suivirent quelques mois plus tard des renards norvégiens, alors qu'aucun magasin ne présentait de cuir polonais ou de fourrure norvégienne³⁸ ».

De la chronique mentionnée il ressort que les nazis menèrent une politique culturelle essentiellement *völkisch* dont faisaient partie aussi bien les « danseuses nues » que les orchestres à cuivres, et même les bordels. Toutes les écoles de musique furent rapidement mises au pas, les associations d'artistes rassemblées sous la houlette d'un artiste connu, le professeur Eisenmenger, auquel cette dignité ne porta pas préjudice après la débâcle nazie. Opéra et « Opéra populaire » devaient donner une place aux productions médiocres mais « idéologiquement pures » de compositeurs et d'auteurs de livrets sans talent ; même à l'école, l'enseignement du solfège fut désormais soumis aux normes *völkisch*. On se mit à la recherche de « jeunes compositeurs inconnus », mais aryens, car Vienne devait devenir « le cœur sonore du Reich ». Des célébrités vinrent bien de temps en temps à Vienne — Furtwängler, Knappertsbusch et même Richard Strauss — mais, de plus en plus, la vie culturelle fut empreinte d'un esprit provincial auquel il était tout au plus permis de rayonner vers le Sud-Est balkanique, en souvenir des anciens missionnaires du Deutschtum que la monarchie déjà avait délégués dans ces mêmes pays. L'exposition organisée en l'honneur du 150^e anniversaire de Raimund par un des rares experts restés au pays, le professeur Gregor, fut l'occasion d'entendre une fois encore un prologue de Weinheber, récit par Raoul Aslan qui déjà faisait partie d'un cercle de résistants.

Kindermann par contre, le germaniste bien connu, écrivit un article sur *Raimund et la nation allemande* pour apporter sa contri-

³⁷ Rebhann, *op. cit.*, p. 17-18.

³⁸ *Ibid.*, p. 19.

bution à l'esprit de l'époque dont il n'était pas très éloigné, tout comme son illustre collègue, l'historien von Srbik, nommé membre du *Reichtstag* par Hitler et grand défenseur de l'« unité allemande ». La machine culturelle, bien huilée, s'enlisait dans la médiocrité, néanmoins certains éclairs jetaient parfois une lueur discordante dans le chœur des « Kultur-beflissenen ».

L'arrivée de Baldur von Schirach à Vienne ouvrit une ère d'ambitions nouvelles : Vienne devait devenir « la porte vers le Sud-Est ». Schirach s'installa au Ballhausplatz pour y respirer un air chargé de tradition et, dans le périodique culturel *Die Pause*, il énonça son programme : apporter aux « jeunes peuples » des Balkans, aux Roumains, Serbes, Bulgares et Magyars la culture allemande — dans sa mouture viennoise. Ces ambitions devaient d'ailleurs lui coûter la faveur de Hitler et des hautes sphères des SS qui, dès 1943, se mirent en quête d'un remplaçant, sans succès d'ailleurs.

C'est dans le cadre de ces ambitions qu'il faut voir la protection dont jouit le seul cabaret politique encore admis, le fameux *Wiener Werkel* qui fut à l'origine de la chute de l'ami de Seyss-Inquart, le nazi autrichien Mühlmann, chassé par Bürckel. Ce *Wiener Werkel* — qu'on pourrait traduire par *Orgue de Barbarie viennoise* — présenta, pendant l'ère nazie, dix programmes dont aucun n'était dans la « ligne » mais dont beaucoup comportaient des pointes acerbes contre le régime ³⁹.

39 Il est évidemment impossible d'inclure dans ce travail un récit détaillé de l'histoire de ce cabaret artistique qui - seul sous le III^e Reich - parvint à se maintenir malgré toutes ses extravagances, et où l'esprit viennois triompha de la lourdeur prussienne. A plusieurs reprises, la gestapo réclama la fermeture du petit théâtre, les auteurs et acteurs furent menacés de déportation, mais le directeur Müller-Reitzner, lui-même membre du parti nazi, réussit à chaque fois à éviter le pire. Dans une des revues représentées, intitulée *Monumente sehen dich an* (par allusion ironique à l'exposition anti-sémite organisée peu après l'annexion, *Juden sehen dich an*), et où les monuments représentent diverses allégories (de fleuves, etc.) et sont volontairement enlaidis, l'un d'eux admiré par des Allemands de passage, dit aux autres : « Il se peut que ces étrangers ne comprennent rien à l'art. » Chaque fois, le spectacle fut interrompu par des applaudissements démonstratifs. L'intendant du *Reichssender Wien*, engagé par Bürckel pour contrôler la représentation, dit à cette occasion à l'auteur de la scène, Rudolf Weys, auteur également du livre *Cabaret und Kabaret in Wien* et dont nous tirons ce récit et les extraits de diverses scènes : « Vous êtes vraiment très insolents, mais moi, je ne suis pas obligé de comprendre. Cependant, si Goebbels devait un jour venir à Vienne, lui comprendrait. » Effectivement, lors d'une visite-éclair à Vienne, Goebbels interdit immédiatement la pièce alors au programme du *Wiener Werkel*, intitulée *Ein Mann kehrt heim nach Ithaka* (Odysseus), et une autre, *Tête de Janus viennois* (*Wiener Januskopf*) dont il avait bien compris le caractère subversif. Directeur et auteurs furent menacés de déportation immédiate.

Le public viennois saisissait toutes les allusions anti-nazies — souvent camouflées en moqueries anti-prussiennes — et applaudissait furieusement les passages où des fonctionnaires de l'ancienne Autriche, déguisés en mandarins chinois, répondaient à la question de leurs subordonnés, un moment désarçonnés par la morgue des vainqueurs « japonais » : « Monsieur le conseiller aulique, que va-t-il nous arriver maintenant ? » — « Pas de nervosité, nous réussirons bien à les démoraliser ⁴⁰ ! »

La dernière revue, dont la première représentation eut lieu le 1^{er} septembre 1944, comprenait deux scènes particulièrement explosives, *Iphigénie à Vienne*, et *Passeport d'ascendants 12-1* ; la plus petite allusion déclencha la jubilation « anarchiste » du public comme le note l'observateur de la Gestapo présent dans la salle. « La fermeture des théâtres, décrétée par Goebbels pour tout le Reich en septembre 1944, mit fin à la carrière du *Wiener Werkel*, et cette mesure fut peut-être une grande chance pour les auteurs. Il est difficile de prévoir ce qui aurait pu se produire en cet hiver catastrophique 1944-1945 ⁴¹. »

Pour coiffer toute l'activité culturelle à Vienne, Schirach fit venir un Allemand, Walter Thomas, puisque, selon les dirigeants nazis, les

En effet, les deux visages discutent entre eux, en proclamant de méchantes vérités, comme par exemple :

Optimist : Seit zwa (zwei) tausend Jahr bin ich Wiener

Als ganz gehorsamster Diener
Des Staates, der jeweils grad da.
Ich wär' auch mit allem zufrieden,
Ich war ja noch niemals der Hopf ;
Nur san (sind) halt die Gusto verschieden
Da drin in mein' doppelten Kopf.

A quoi l'autre, le pessimiste - en viennois *Raunzer* (le pleurnichard) - répond :

Raunzer : Mein Zwilling, der will nicht sinnieren (réfléchir),
Doch i (ich) denk ma (mir) manchmal ganz laut :
Ein Weaner (Wiener), der muss kritisieren,
Der kann net (nicht) heraus aus der Haut.

Optimist : Warum soll der Mensch denn net (nicht) lachen
In unserer Groszstadt-Provinz ?

Mir (Wir) wern's (werden's) bestimmt noch dermachen,
Genauso wie Graz oder Linz (Allusion aux deux villes autrichiennes qu'Hitler préféra de loin à Vienne).

40 Sous le titre *Das chinesische Wunder*, l'invasion des Allemands en Autriche fut camouflée en invasion japonaise en Chine ; le premier tableau représente un bureau ministériel où le Japonais Pif-Keh veut apprendre à vivre - c'est-à-dire à travailler - aux nonchalants fonctionnaires chinois (autrichiens). Or, Pif-Keh = Piefke (ou encore Piffke), expression péjorative pour Allemand ou Prussien. Voir à ce sujet Duden, *Wie sagt man in Österreich* ?

41 Cité d'après la dissertation (thèse de doctorat) non éditée de Manfred LANG, *Kleinkunst im Widerstand - das « Wiener Werkel »*, p. 9-12.

Viennois étaient inaptes à remplir ce genre de fonctions, chacun d'eux faisant partie d'une certaine clique qui immanquablement l'influencerait. Schirach donna ses instructions⁴² et bientôt Thomas crut pouvoir se retrouver dans le dédale de la vie artistique de Vienne ; dans ses souvenirs, il note que malgré la guerre Vienne semble être restée le « refuge de l'insouciance », mais contradictoirement il découvre que la ville souffrait de « son enchaînement » ; horrifié, il constate « la haine couvant sous le masque souriant », et entend les « malédictions secrètes » montant aussi bien des cuisines des logements ouvriers que des salons de l'aristocratie et de la bourgeoisie et des loges des artistes de théâtre. Thomas fut accompagné à Vienne par de nombreux fonctionnaires allemands qui tous furent frappés du « caractère mensonger et sournois » des Viennois, mais durent reconnaître l'ancienne culture dont la ville était imprégnée. Néanmoins ils avaient pour mission d'y faire pénétrer l'esprit allemand et, pour ce faire, amenèrent de nombreux artistes allemands, comme Ewald Balser, Käthe Dorsch, Horst Caspar, Lola et Lothar Müthel (Directeur du Burgtheater), Harald Kreuzberg, Heinz Hilpert et d'autres. Certains de ces « immigrants », et non des moindres, subirent bientôt le charme assimilateur de Vienne et se considérèrent comme des Viennois de souche. Entre l'Allemand Thomas et le Viennois Blaschke (qui d'adjoint, devint maire de Vienne en 1943), des tensions ne tardèrent pas à se manifester ; Blaschke, nazi de haut grade, mais Viennois, se considérait comme un des derniers obstacles à la submersion étrangère (c'est-à-dire allemande) ; Thomas, dans ses souvenirs, le qualifie de prophète enthousiaste de l'austro-nazisme⁴³.

42 Dans ses Mémoires (*Aufzeichnungen aus den Jahren 1940-1945*) Thomas décrit sa première entrevue avec son patron au cours de laquelle celui-ci lui expliqua tout crûment son intention de faire de Vienne une sorte de Pigalle à l'intention des riches hôtes « balkaniques ». Nous citons, d'après Rebhann (p. 93) : « Hernach soll Schirach auf die Beziehungen zum Balkan hingewiesen haben. Wien sei für die 'Pussta-Magnaten' nicht mehr attraktiv genug, da die Systemregierung vor 1938 der Stadt viele Lockungen entzogen habe. Er, Schirach, werde luxuriöse Bordelle einrichten lassen. Wien solle eher als pikante Lasterhöhle und damit allein schon als Hauptstadt des Balkans gelten, als noch einmal zum Betsaal österreichischer Reaktionäre werden. »

43 Walter Thomas raconte d'ailleurs comme l'un des premiers souvenirs qu'il garde de son séjour à Vienne, une scène qu'il vécut au Burgtheater où l'on donnait *Maria Stuart* avec Maria Eis et Käthe Dorsch venue à Vienne sur invitation de Goebbels. Dorsch, qui ne connaissait pas encore toutes les particularités acoustiques de la salle, eut quelques petits malheurs et par conséquent ne récolta que des applaudissements assez clairsemés. « A travers ces bruits quelque peu fatigués, raconte Thomas, retentirent subitement plusieurs jeunes voix tranchantes qui criaient simplement 'Eis ! Maria Eis !', rien d'autre. Thomas note : « Il serait exagéré de parler d'un

Les rancœurs de Blaschke étaient compréhensibles : la « grande politique culturelle » était devenue l'affaire des Allemands venus de l'*Altreich*, il ne lui restait que la charge du train-train quotidien du folklore nazi, la remise des divers prix alloués par la ville de Vienne, aux sportifs encore nombreux à Vienne, aux sculpteurs de monuments essentiellement guerriers, aux représentants de l'art et de la chanson populaire ⁴⁴ — souvent à des médiocres dont les noms disparaîtraient avec le régime.

L'aryanisation de la vie culturelle continua, parfois avec des falsifications ; ainsi fut gommée l'origine du moins partiellement juive de Johann Strauss, le régime ne voulant pas renoncer à exploiter sa gloire ; de même Richard Strauss, dont la bru était juive et les petits-enfants par conséquent demi-juifs, donc parias dans la société d'alors, fut « protégé » par Schirach, en retour de quoi il s'installa à Vienne en septembre 1941, ce qui fut considéré à l'étranger comme un acte public en faveur du régime ; en effet, le maître s'était longtemps fait des illusions sur le caractère du national-socialisme, comme d'ailleurs Gerhart Hauptmann et d'autres. Par contre, certains hauts fonctionnaires nazis, qui se prenaient pour des « managers culturels », commencèrent très discrètement à changer de tactique : ils protégèrent quelques rares juifs encore cachés à Vienne, et pensèrent de plus en plus souvent à l'après-guerre.

Car, dans le secteur culturel, la guerre se faisait aussi extrêmement pesante : depuis longtemps elle était le thème principal des diverses

scandale, mais un état d'esprit s'était exprimé. Et cet état d'esprit était politique. Il ne s'adressait pas à la grande artiste, mais à ceux, assis là-haut dans la loge centrale, à ces Messieurs de Berlin. Ces cris ne s'adressaient pas à Käthe Dorsch, mais à Joseph Goebbels. La première entrée en scène de K. Dorsch au Burgtheater prit un caractère politique. Sur son dos, on vida une querelle qu'on aurait bien voulu porter ailleurs.» Cité d'après Rebhann, *op. cit.*, p. 80.

- 44 Ce fut pourtant sur les stades que se manifesta massivement l'opposition des Autrichiens à la mainmise et à la morgue allemandes. Deux rencontres de footballeurs sont devenues « historiques ». Lors du match Austria (Vienne) contre Schalke 04 (Gelsenkirchen) le 17 novembre 1940 au Stade de Vienne, les 50 000 spectateurs donnèrent libre cours à leurs sentiments anti-allemands, malgré la présence d'importantes forces de police, qui ne purent empêcher que la voiture de von Schirach fût entièrement détruite. Obligée de rendre compte des incidents, la presse s'appliqua à les présenter comme motivés uniquement par la passion partisane des Viennois qui font du Stade de Vienne, un « terrain chaud » pour chaque équipe venant de l'*Altreich*. La rivalité austro-allemande, renforcée par l'opposition politique, se manifesta également lors du match Rapid (Vienne) contre Schalke 04, pour le titre de champion du Reich remporté par Rapid, le 22 juin 1941, jour de l'invasion de l'U.R.S.S. par les troupes hitlériennes.

productions, mais alors que l'exposition *Krieg und Kunst*, au *Künstlerhaus* de Vienne en juillet 1942, glorifiait encore les événements guerriers, au même moment un jeune compositeur viennois lançait au *Soldatensender Belgrad* le refrain *Es geht alles vorüber, es geht alles vorbei* qui devint un sérieux concurrent pour *Lili Marlen*. En 1943, les musées furent « momentanément » fermés et si au début 1944 le Burgtheater put encore monter *Der Nibelungen Not* de Max Mell — où certains sentirent passer le frisson de la défaite — le *Völkischer Beobachter* du 25 août 1944 annonça des restrictions sévères dans le domaine culturel ⁴⁵, le personnel dans sa totalité étant nécessaire à l'industrie d'armement.

Au début de septembre 1944, tous les théâtres furent fermés sur ordre de Goebbels, « délégué général pour la guerre totale ». Auparavant avait eu lieu, au Burgtheater, la première d'une pièce intitulée *Kaiserin Maria Theresia* (le 28 mai) ; lorsque la célèbre comédienne Hedwig Bleibtreu prononça la réplique « *Es ist genug!* », elle fut furieusement applaudie par le public.

En mars 1945, Opéra et Burgtheater s'écroulèrent sous les bombes américaines et toute la façade culturelle du régime nazi avait vécu : Vienne avait dû lui payer une lourde rançon ⁴⁶.

ETATS D'AME ET AMBIANCE GÉNÉRALE

L'enfer de la guerre, l'écroulement de l'Etat national-socialiste, la faim et la désorganisation générale de la vie quotidienne n'avaient évidemment pas aidé à conforter le moral de la population. Mais les Autrichiens n'avaient pas attendu 1945 pour manifester à diverses reprises des sentiments hostiles aux occupants allemands.

Depuis longtemps, l'attitude réfractaire de la population donnait de graves soucis à la direction nazie, notamment à la Gestapo et aux hautes sphères SS.

⁴⁵ Le communiqué du VB du 25 août 1944 annonça l'arrêt de toutes les activités culturelles à l'exception du cinéma et de la radio ; la fermeture de nombreuses maisons d'édition, exceptées celles consacrées à la littérature scientifique, technique, scolaire, politique et militaire. Les quotidiens furent réduits à quatre pages, six fois par semaine. Les illustrés, à l'exception de deux publiés à Berlin, furent supprimés.

⁴⁶ Outre la vie culturelle, la vie scolaire avait également subi de nombreuses perturbations. Dès 1943, les élèves des grandes classes furent appelés au service comme *Luftwaffenhelfer* - auxiliaires au sol de la Luftwaffe. Tout à la fin, les écoles furent fermées, les élèves renvoyés chez eux et les adolescents appelés à se joindre au *Werwolf* (*Völkischer Beobachter* du 3 avril 1945).

Il y avait à cela différentes raisons, la première étant, il faut le constater une fois de plus, la profonde divergence de mentalité entre « l'Autrichien », pris dans sa globalité, et « l'Allemand », c'est-à-dire en l'occurrence l'occupant ; divergence d'autant plus ressentie que la domination s'exerçait au nom de la « communauté de sang et de culture », alors qu'en vérité les maîtres allemands eux-mêmes n'avaient jamais considéré les Autrichiens comme de « vrais » Allemands, mais toujours comme une sorte d'allogènes mal assimilés. Les nationaux-socialistes autrichiens eux-mêmes se sentirent gravement frustrés puisqu'on ne leur confiait pas — à quelques rares exceptions près — de postes de première importance leur permettant d'exercer une réelle influence, alors qu'ils croyaient avoir droit à quelque reconnaissance pour les services rendus au Reich grand-allemand et national-socialiste ⁴⁷.

Cette incompatibilité de mentalité transparaissait jusque dans les journaux, en premier lieu dans le *Völkischer Beobachter* dont les rédacteurs allemands ne surent pas trouver le ton et le style acceptables pour les lecteurs viennois ; d'un côté, il y avait les éditoriaux pompeux et pesants des rédacteurs prussiens qui tentaient d'adopter un ton « léger », de l'autre les quelques Autrichiens qui voulaient apparaître comme des « gens sérieux » et adoptèrent les mœurs rédactionnelles nazies. Les histoires et entrefilets humoristiques n'atteignirent jamais leur but. Le pire furent quelques articles écrits en « viennois », mais truffés de « gaffes » immédiatement reconnues par les lecteurs.

Dès 1940, les rapports du jour de la Gestapo ou du SD mentionnaient l'esprit mutin de la population autrichienne ; voici quelques exemples que nous tirons du livre de Stadler. A Vienne comme en province les propos anti-allemands se multipliaient et dans le rapport du 12 janvier 1940 on peut lire « qu'apparemment animée par l'adversaire, l'aversion contre l'*Altreich* et les Allemands de l'*Altreich* enregistre une forte recrudescence à Vienne » ; une semaine plus tard le rapport mentionne un tract qui porte en titre « Dehors, les vampires prussiens ! » ⁴⁸

47 L'abondante correspondance échangée entre deux responsables des « cadres » dans l'Autriche annexée, le chef de service Christian Opdenhoff (de l'état-major de Bürckel), et le directeur de service Helmuth Friedrichs (état-major de Hess), du 26 mars au 10 mai 1938, donne une idée de la piètre estime dans laquelle ces deux fonctionnaires allemands tenaient les dirigeants nazis autrichiens. Cette correspondance se trouve pour l'essentiel aux archives du *Berlin Document Center* ; une grande partie en a été publiée par Gerhard Botz dans son étude sur l'incorporation de l'Autriche dans le Reich allemand (*Die Eingliederung Österreichs in das Deutsche Reich*), *op. cit.*, p. 129-154.

48 T 84 R 14 41475.

Un autre rapport fait état des propos d'un mineur d'Eferding près de Herzogenburg (Basse-Autriche) qui avait déclaré : « Mais nous sommes Autrichiens ; nous n'aurions pas eu besoin des filous allemands ; qu'ils crèvent donc !⁴⁹ » A Wöllersdorf, dans un magasin, le gérant apostrophe ainsi ses clients : « Vous étiez tous pour le Führer, maintenant vous devez payer. Il fallait lire le livre " Mein Kampf ", page 167, là vous trouverez tout ce que le Führer veut...⁵⁰ »

Et toujours les rapports du SD ou de la Gestapo insistent sur l'animosité manifeste de la population dans ses couches les plus humbles : concierges, épiciers, manœuvres qui répètent souvent que « l'Autriche sera de nouveau indépendante » ou encore « nous ne sommes pas Allemands, nous sommes Autrichiens » ; les rapporteurs notent eux-mêmes : « On fait souvent l'observation que des fonctionnaires en provenance de l'*Altreich* ne trouvent pas le ton juste dans leurs relations avec la population. Cela vaut aussi pour les commerçants venant de l'*Altreich*⁵⁰... » Un nouveau sentiment national se fait jour, notamment dans le domaine culturel, au grand dam des nazis qui essaient par exemple de faire interdire au *Stadttheater* une revue dont le titre à la fois insidieux et presque subversif, *An der schönen blauen Donau*, leur fait craindre des manifestations, d'autant qu'elle se termine par la marche *O toi mon Autriche* (O du mein Österreich) et que dans ce programme « l'Autrichien est célébré de façon regrettable⁵¹ ».

Plus graves furent les manifestations lors de la représentation de la pièce de Grillparzer, *König Ottokars Glück und Ende* (le Bonheur et la fin du roi Ottokar) au Volkstheater, le 15 février 1940, notamment au moment de l'éloge de l'Autriche qui fut applaudi avec ostentation⁵². Manifestations qui se renouvelèrent à chaque représentation,

49 *Ibid.*

50 T 84 R 14 41262.

51 Rapport du SD daté du 6 janvier 1940, voir T 84 R 14 41516 - 7.

52 Il nous semble intéressant de citer *in extenso* le rapport du SD concernant cette péripétie :

Bei dem Loblied auf Österreich, das Ottokar von Hornek vor Rudolf von Habsburg spricht, kam es an der Stelle, wo der Unterschied zwischen dem reichsdeutschen und österreichischen Geistesleben gezeichnet wird, zu ostentativen Beifall.

Es heisst an dieser Stelle :

« Allein, was nottut und was Gott gefällt,
der klare Blick, der off'ne, richt'ge Sinn,
da tritt der Österreicher hin vor jeden,
denkt sich sein Teil und lässt den andren reden ! »

Der Beifall an dieser Stelle wurde noch nicht übermässig auffällig empfunden. Ausgesprochen demonstrativen Charakter aber trug der Beifall an einer anderen Stelle, wo er durch einen einzelnen lauten Bravoruf

pendant plusieurs semaines, si bien que le SD doit constater : « Non seulement il y a des applaudissements démonstratifs à chaque représentation, toujours aux mêmes scènes, mais dans les milieux adverses, d'orientation réactionnaire autrichienne, il se fait une propagande active en faveur des représentations au *Deutsches Volkstheater*, comme il ressort de deux cas concrets ⁵³. »

Après la nomination de Schirach comme gauleiter et *Reichsstathalter*, en juillet 1940, la situation morale continua à se détériorer malgré tous les efforts du gauleiter pour se donner un air compréhensif, voire amical. Dans un rapport du SD du 21 octobre 1940 sur l'ambiance à Vienne il est souligné, d'une part, que la population ne s'intéresse plus du tout aux événements politiques et militaires mais que, dans sa majorité, elle se pose toujours la même question : quand la guerre va-t-elle finir ? Et le rapporteur constate expressément que pour améliorer ce mauvais état d'esprit les mesures de propagande habituelles ne suffisent plus, mais que seule peut y remédier la prise en charge des problèmes sociaux. « Il est remarquable qu'apparemment tous les groupements hostiles, et cela jusque dans les milieux du parti, soient d'accord sur un point, à savoir l'aggravation de l'antagonisme entre les *Ostmärker* et les *Altreichsdeutsche* ⁵⁴. » Le rapporteur est plutôt sceptique quant aux possibilités de redresser la situation, car il constate : « L'appareil du parti ne semble pas en mesure de s'y employer, en effet les camarades du parti, depuis les responsables politiques de la base (*politische Leiter*) jusqu'aux instances les plus élevées, sont animés d'une véritable fureur contre tout ce qui est *altreichsdeutsch*, ils sont donc accessibles aux arguments idoines des adversaires, et font eux-mêmes, avec succès, la propagande adverse. La minorité de ceux qui, de part et d'autre (sans doute du côté allemand et du côté autrichien, n.d.a.), adoptent un point de vue national-socialiste raisonnable, n'a pu jusqu'ici enregistrer le moindre succès, malgré de grands efforts ⁵⁵. » Remarquons le don d'observation de cet agent de renseignement qui

ausgelöst wurde. Er war eine Stelle, wo Rudolf von Habsburg erklärt :
 « ... ich hab's geschworen,
 geschworen meinem grossen, gnäd'gen Gott,
 dass Recht soll herrschen und Gerechtigkeit
 im deutschen Land, und so soll's sein und bleiben ! »
 Bei diesem Beifall war es offensichtlich, dass nicht nur gedankenlose
 Klatscher, sondern verschiedene reaktionäre Elemente ausdrücklich Bei-
 fall bezeugten. Voir T 84 R 14 516-7, cité dans Stadler, *op. cit.*, p. 127.

⁵³ T 84 R 13 40 495.

⁵⁴ Aus dem Stimmungsbericht des Sicherheitsdienstes des Reichsführers SS, SD-Leitabschnitt Wien, 21. Oktober 1940, cité dans R-W-R, p. 98-99.

⁵⁵ *Ibid.*

insiste, à la fin de son rapport, sur le fait que les facteurs psychologiques et les expériences personnelles jouent un rôle déterminant dans l'hostilité des masses comme des « camarades du parti ». Finalement, il attire l'attention du Reichsführer SS (Himmler) sur les scènes scandaleuses survenues lors du match de football Rapid (Vienne) contre Fürth (Nuremberg), gagné par les Viennois (par 6 à 1), où le public lança de véritables assauts contre les « Altreichsdeutsche ». Mais nous savons déjà que les Viennois utilisèrent les matches de football qui rassemblaient un grand nombre de personnes pour donner libre cours à leurs sentiments anti-allemands.

Deux jours plus tard, le 23 octobre 1940, le même rapporteur constate une détérioration encore plus marquée du moral et note surtout le scepticisme des travailleurs quant aux promesses qui leur ont été faites pour l'amélioration de leur niveau de vie. Par conséquent, des mots d'ordre de nature *klassenkämpferisch*, c'est-à-dire prônant la lutte des classes, surgissent un peu partout et « préparent un terrain favorable aux propagandistes communistes dont l'activité dans les arrondissements ouvriers se fait déjà sentir ». Notons en passant le « déjà » qui laisse augurer d'un renforcement de cette propagande aux yeux de l'agent du SD.

Ce qui frappe surtout dans ce deuxième rapport c'est « l'approfondissement de l'abîme entre *Altreichsdeutsche* et *Ostmärker*, dans la mesure où un tel approfondissement est encore possible. A chaque occasion, la population viennoise, camarades du parti y compris, exprime sans équivoque son refus. Tout est bon pour offenser les Allemands de l'Altreich. Des *Altreichsdeutsche* qui demandent un renseignement sont sciemment induits en erreur, même s'ils n'adoptent *pas toujours* (c'est nous qui soulignons, n.d.a.), comme on le prétend, un ton exigeant et présomptueux. Aux ménagères allemandes, on refuse souvent ce qui est sans difficulté à la disposition des Viennoises ⁵⁶. » Et le rapporteur conclut que cet état d'esprit ne peut pas être considéré comme un phénomène passager, qu'il aboutit à un « j'm'enfoutisme » général et que les Viennois déclarent ouvertement qu'ils s'intéresseront de nouveau à la politique et à la guerre « quand les travailleurs auront assez à “ bouffer ” ». Mauvais moral qui s'exprime également dans la générosité en forte baisse pour répondre aux collectes. Le refus qu'on oppose aux collectionneurs n'est plus silencieux ou froid, mais se manifeste de façon tranchante, parfois blessante ⁵⁷.

⁵⁶ Stimmungsbericht des SD-Leitabschnittes Wien, du 23 octobre 1940.

⁵⁷ *Ibid.*

La fronde viennoise contre la domination allemande — phase qui précède une véritable résistance dont il n'est pas encore question ici — fut souvent l'objet des fameux *propos de table* (Tischgespräche) de Hitler avec ses familiers ; à maintes reprises, il souligne les difficultés que rencontrait chaque gauleiter à Vienne, qu'il se nommât Bürckel, Globocnik ou Schirach, le préféré du Führer. Hitler savait que la population viennoise était extrêmement critique à l'égard du national-socialisme, marquée qu'elle devait être par les traditions marxistes et gardant le souvenir des réalisations de l'administration social-démocrate. En particulier, chaque mesure de politique sociale y revêtait une énorme importance, selon les dires mêmes de Bürckel. Mais dès 1941, les dirigeants du parti nazi durent s'avouer que l'harmonisation de l'économie autrichienne avec celle de l'Altreich, « malgré tous les efforts » n'avait pas réussi. Pour eux, la guerre en était responsable ainsi qu'il ressort d'une lettre de Bormann à Lammers, le chef de la chancellerie du Reich, en date du 17 février 1941 : « L'économie étant orientée en direction de la guerre, il n'a pas été possible de réaliser l'harmonisation de l'économie des *Gaue* de l'Ostmark avec celle de l'Altreich, comme il aurait été souhaité par les instances compétentes et comme il serait vital pour l'économie des *Gaue* de l'Ostmark ⁵⁸. »

L'insuccès de Schirach mécontenta vivement le Führer qui lui fit adresser une sévère mise en garde par Bormann, le chef de la chancellerie du parti nazi. Dans cette lettre, datée du 2 novembre 1941, Bormann se réfère à une communication de Schirach du 31 octobre de la même année, sur les oppositions toujours vivaces entre Altreichsdeutsche et Viennois. Le Führer a souligné, écrit-il, que c'est à Vienne seulement que de telles oppositions s'expriment encore, alors que dans les autres *Gaue* de l'Ostmark elles sont depuis longtemps surmontées. « Le Führer souhaite, comme je vous le fais savoir sur son ordre, que vous mettiez un terme à Vienne aussi, et avec la dernière énergie, aux discussions de telles oppositions. A Vienne non plus, il ne doit pas y avoir de place pour un antagonisme *Altreich-Ostmark-Wien*, et vous devez interdire dans la presse viennoise toute publication qui ne tienne pas compte de cette décision ⁵⁹... »

CRIMINALITÉ, RÉPRESSION ET JUSTICE NAZIE

Lorsque le cours de la guerre laissa prévoir une issue fatale pour le III^e Reich, l'ambiance s'alourdit en Autriche. La résistance ne

⁵⁸ Voir Bundesarchiv Koblenz, R 43 II/1358 a.

⁵⁹ Voir copie non signée qui se trouve au Bundesarchiv Koblenz, Bestand Reichkanzlei, R 43 II/1361 a.

perçait pas encore, du moins dans l'éclairage officiel, et dans ce chapitre nous puisons aux sources officielles du régime : journaux, rapports confidentiels, correspondances, mémoires. Un des aspects de la vie quotidienne, celui se rapportant aux faits divers et plus encore aux infractions commises en regard de la légalité nazie, fut particulièrement ambigu. Sous le régime nazi, toute infraction — vol, détournement d'argent ou de marchandise, marché noir, insulte à la police, « honte raciale », etc. — prit un caractère politique, car toute infraction portait préjudice à l'effort de guerre. Inversement, tout délit politique fut criminalisé ; la justice nazie ne connaissait pas de résistants, uniquement des saboteurs, des *Volksschädlinge* (nuisant aux intérêts du peuple), des incendiaires, des espions et des assassins.

Avant d'aborder cette question, nécessairement d'une manière très incomplète, rendons cependant compte d'un acte qui peut être assimilé à un acte de résistance, celui d'une vieille retraitée, Theresia Rager, de Basse Autriche (alors Nieder-Donau), arrondissement de Scheibbs qui, en décembre 1940, racontait à chacun le petit poème qui suit :

Wir wollen keinen Krieg, Wir brauchen keinen Sieg,
Wir wollen unser freies Österreich
Und freuen uns auf die Hitlerleichen' ⁶⁰.

Le 18 avril 1941, elle fut arrêtée pour infraction à la loi dite « contre la perfidie » (*Heimtückegesetz*).

La répression nazie s'abattit dans tous les domaines. Ainsi, il était interdit d'offrir à d'autres les tickets d'alimentation qu'on avait économisés : un boucher de Klagenfurt fut le premier condamné parce qu'il avait accepté de certains clients des tickets de viande non utilisés, et qu'il avait ensuite vendu cette marchandise sans ticket à d'autres clients. Sa peine fut relativement bénigne, ce qui ne fut pas le cas d'une autre commerçante chez laquelle on avait trouvé une somme de 9 500 RM en espèces sans qu'elle puisse se justifier ; la thésaurisation d'argent étant interdite, en guise d'avertissement, son incarcération fut annoncée par le *Völkischer Beobachter* ⁶¹.

Dès 1940, le public put lire dans la presse la liste des condamnations à mort, tout d'abord pour des crimes de droit commun. Le

60 En français : Nous ne voulons pas de guerre, Nous n'avons pas besoin de victoire,
Nous vou'ons notre Autriche libre,
Et nous nous réjouissons déjà des obsèques d'Hitler.
Voir Dok p. 249.

61 VB du 28 mai 1940.

22 mai 1940, le *Völkischer Beobachter* annonça trois exécutions capitales pour cambriolages pendant le camouflage anti-aérien. Les condamnés furent qualifiés de *Volksschädlinge* qui méritaient amplement le sort que leur avait infligé la Cour spéciale de Vienne. En novembre de la même année, un autre délinquant fut condamné pour attaque à main armée et vol, et exécuté en vertu de l'ordonnance sur les personnes nuisibles. Les condamnations furent toujours prononcées par les Cours spéciales (*Sondergerichte*).

Une nouvelle catégorie de crime fut celui de « souillure de la race » ou de « honte raciale » (*Rassenschande*), dont furent accusés ceux qui refusaient de se plier aux lois raciales de Nuremberg. Le 19 juin 1940, les journaux annoncèrent la condamnation à un an de réclusion d'un citoyen de Vienne, qui, « après la promulgation dans l'*Ostmark* de la loi sur la protection du sang allemand et de l'honneur allemand », avait maintenu les relations intimes qu'il avait entretenues depuis 1934 (donc avant l'*anschluss*) avec une juive⁶². Un autre « souilleur de la race », cette fois-ci un juif viennois, qui entretenait une liaison avec une « aryenne » fut condamné à deux ans de réclusion⁶³.

Plus la guerre avançait, plus les peines furent sévères ; après la mort du maréchal Rommel, des rumeurs sur une mort non-naturelle ayant circulé en Allemagne et en Autriche, une serveuse styrienne qui y avait fait écho fut condamnée à un an de prison, le 3 novembre 1944.

Le 15 février 1945, les Cours martiales furent instaurées ; elles ne connaissaient que trois sortes de jugements : la mort, l'acquittement ou le renvoi devant la justice ordinaire. Bientôt, elles allaient livrer une riche récolte à la mort, mais sans la justice martiale les condamnations à mort allaient déjà bon train. Le 29 octobre 1942, deux employées des postes qui s'étaient approprié des colis destinés aux soldats du front furent condamnées à mort ; deux mois plus tard, le 29 décembre, deux fonctionnaires du service des tickets alimentaires, un homme et une femme, connurent le même sort pour avoir volé quelques tickets d'alimentation, et pour avoir dérobé quelques saucissons pendant une attaque aérienne, un fonctionnaire fut également condamné à mort le 12 mai 1944.

Sous le national-socialisme, les dénonciations furent encouragées par les plus hautes instances : « Le Reichsführer SS et chef de la police allemande (donc Himmler) communique : un couple qui avait

62 *Das kleine Volksblatt*, 19 juin 1940.

63 *VB*, 31 juillet 1940.

attiré l'attention des autorités allemandes sur un traître à la patrie et rendu possible son arrestation en y participant personnellement, a reçu, pour ce comportement particulièrement louable,... une récompense de 1 000 RM. Le traître a été condamné et exécuté ⁶⁴. »

Toujours plus lourdes furent les condamnations pour « honte raciale », toujours plus nombreuses les condamnations à mort ; beaucoup de prisonniers de guerre furent victimes des juridictions d'exception, pour des délits souvent mineurs, si l'on peut même parler de délits. Une femme de 33 ans, qui avait entretenu une liaison avec un prisonnier de guerre, fut condamnée à quatre ans de réclusion. Plus la fin approchait, plus la terreur judiciaire se faisait sanguinaire et violente. Les autorités nazies pensaient-elles pouvoir arrêter ainsi la vague d'hostilité soulevée par leur « régime millénaire » qui touchait à sa fin ? Eurent-elles l'illusion de pouvoir « germaniser » au dernier moment ces Autrichiens dont elles connaissaient si bien les états d'âme par les rapports de la Gestapo et du SD ?

Nous reproduisons en note un document qui montre la peur grandissante des autorités face aux souvenirs vivaces de l'ancienne Autriche, même après 5 années de domination nazie. Le 11 novembre 1943, tous les postes de gendarmerie de la circonscription de Wels (Haute Autriche) reçurent une circulaire les mettant en garde contre d'éventuelles manifestations ou autres actions le 12 novembre, jour de la proclamation de la Première République. Sous la République, cette journée n'avait jamais suscité d'enthousiasme particulier. Maintenant, les autorités craignaient des manifestations et ordonnèrent une surveillance particulière et stricte des bâtiments publics ⁶⁵.

64 *Wiener Kronenzeitung*, 15 août 1942.

65 Nous donnons le texte allemand de cette circulaire :
Gendarmeriehauptmannschaft Wels
Reichsgau Oberdonau
Tgb. N° 718/43

Wels, den 11. November 1943

An alle Gendarmeriedienststellen des Kreises Wels !

Betrifft : Verhinderung von Demonstrationen, Streu, -Klebe, -Schmier- und Malaktionen am 12. November 1943.

Bezug : Fernmündlicher Befehl des Kommandeurs der Gendarmerie vom 11. November 1943.

Am 12. November 1943 jährt sich zum fünfundzwanzigstenmal der Jahrestag der Ausrufung der österreichischen Republik. Obwohl konkrete Meldungen bisher nicht vorliegen, besteht immerhin die Möglichkeit, dass politische Gegner diesen Jahrestag zum Anlass von Demonstrationen, zum Streuen von Flugzetteln, Anbringung von Klebezetteln, Schmier- und Malaktionen usw. nehmen.

Zur Verhinderung derartiger Aktionen ist in diesen Tagen um den 12. November 1943 für eine entsprechende Überwachung der öffentlichen Ge-

LE PAYS SANS NOM

Avec la mise au pas rapide, le nom d'Autriche avait disparu, le nom donné au pays annexé devint l'*Ostmark* qui, à son tour, disparut après une période très brève pour devenir ensuite un conglomérat de *Gaue*, dénommé *Alpen- und Donau-Reichsgaue*⁶⁶. Mais le souvenir de l'ancienne unité restait vivace et certaines particularités économiques et administratives avaient la vie dure, aussi retrouva-t-on parfois dans les journaux le nom de *Ostmark* devenu lui aussi insupportable à Hitler. Dans une première circulaire du 19 janvier 1942, le chef de la chancellerie du Reich, Lammers, rappelait qu'il fallait éviter de nommer le pays en question. Des réponses qu'il reçut, il ressortait qu'on ne pouvait pas toujours éviter un nom collectif ; il envoya donc une deuxième circulaire, le 8 avril, disant que là où l'on ne pouvait vraiment pas éviter une dénomination collective, le terme de *Ostmark* restant strictement interdit, il fallait utiliser celle encore possible d'*Alpen- und Donau-Reichsgaue*. Mais, ajoutait la circulaire, cette dénomination collective ne devait être employée qu'en cas de nécessité absolue et quand une énumération des différentes *Gaue* n'était pas indiquée, pour des raisons bien déterminées⁶⁷.

L'Autriche d'abord, l'*Ostmark* ensuite, furent frappées d'interdits hitlériens ; rien ne devait rappeler que ce pays avait jadis existé. Mais l'évolution allait dans un sens contraire. Alors qu'avant l'annexion les Autrichiens, nous l'avons vu, n'avaient pas une haute conscience de leur spécificité, le journaliste suédois Arvid Fredborg, correspondant berlinois du *Svenska Dagbladet* qui fit un séjour en Autriche au printemps 1943, résuma ainsi ses impressions :

« Cinq années de domination nationale-socialiste... ont ressuscité les Autrichiens. Beaucoup se demandent sérieusement : sommes-nous au fond le même peuple que les Allemands ? D'après leurs expériences

bäude, militärischen Objekte sowie grösseren Betriebe vorzusehen. Besondere Vorfällenheiten sind über den Kreisführer sofort dem Kommandeur der Gendarmerie zu melden.

Beglaubigt
Fraunhuber
Meister der Gendarmerie
Der Gendarmeriehauptmannschaftsführer
i.V. gez. Reidl
Bezirks-Oberleutnant der Gendarmerie

Voir R-W-R, p. 107.

66 Voir première partie, chapitre III de ce travail.

67 Voir R-W-R, p. 112.

vécues, ils penchent vers l'opinion qu'une langue commune ne fait pas encore un même peuple ⁶⁸... »

A Vienne, il rencontra partout une mentalité anti-allemande et put observer comment l'on traitait les « Piefke » dans le tramway, les magasins et les restaurants : « De toutes les manières possibles, les Autrichiens veulent prendre leurs distances avec tout ce qui s'appelle allemand. Ce n'est pas simplement du national-socialisme dont ils ne veulent plus, mais de la germanité en soi ⁶⁹. »

Ainsi, la vie quotidienne sous le commissaire du Reich — ou plutôt sous les sept Reichsstathalter dans les *Gaue* autrichiens — loin d'effacer du souvenir des Autrichiens leur spécificité à eux l'avait raffermie ; l'aversion, voire l'hostilité anti-nazie et anti-allemande, devinrent le ciment de ce sentiment communautaire.

Ce sentiment, cet état d'esprit, furent parfaitement perçus par un des plus hauts dignitaires du régime, le chef de la police de sûreté et du SD, le général SS Ernst Kaltenbrunner — l'un des très rares Autrichiens à occuper un poste important dans le III^e Reich — qui, lors d'un voyage d'inspection à Vienne, en Basse Autriche (Nieder-Donau), Haute Autriche (Ober-Donau) et Salzbourg, recueillit des impressions qui l'incitèrent à envoyer immédiatement un rapport confidentiel à Bormann dans lequel il décrit abondamment l'état de dépression et de perplexité qui régnait à Vienne au cours de l'automne 1944. Après avoir relevé les insuffisances des dignitaires nazis en place et notamment de von Schirach, qu'il propose de remplacer, Kaltenbrunner résume ainsi ses impressions : « L'ambiance défaitiste fondamentale à Vienne facilite toutes les informations venant du Sud-Est, toute propagande d'horreur, et aussi certaines " tendances autrichiennes " et naturellement toute propagande communiste ⁷⁰... »

Il ne fut pas donné suite aux projets de changer le gauleiter de Vienne, les intrigues dans les hautes sphères nazies étant arrivées à un tel point qu'Hitler préféra le *statu quo*.

Cependant les rapports inquiétants en provenance de Vienne se multipliaient. Au début de 1945, le haut fonctionnaire Friedrichs, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, fut envoyé à Vienne ; il qualifia

68 Cité dans Stadler, p. 301 d'après le livre de FREDBERG, *Behind the Steel Wall*, Harrap, London, 1944, p. 243.

69 *Ibid.*, p. 97.

70 Rapport de Kaltenbrunner à Bormann du 14 septembre 1944, dans Jedlicka, *op. cit.* (*Der 20. Juli 1944 in Wien*), p. 95-98.

l'ambiance dans cette ville de « typiquement viennoise » — étant donné qu'à Vienne existe une quantité de sang mêlé d'origine allemande et autre, en provenance de quelques peuples balkaniques — mais crut pouvoir rassurer les dirigeants du Reich.

Quelques mois plus tard, en mars 1945, la situation s'était radicalement — et définitivement — détériorée. Un rapport trouvé parmi les dossiers de Bormann, en possession des National Archives, Washington, microfilm N.S.D.A.P./114, et cité par Jedlicka, donne une description détaillée de l'effervescence anti-nazie dans les quartiers ouvriers de Vienne, où les femmes notamment devinrent d'une violence inouïe après les bombardements. D'une manière générale, les dirigeants nazis des quartiers ouvriers n'osaient plus se montrer que le revolver à la main et entourés de plusieurs gardes du corps, ils étaient malgré tout reçus à coups de pierre sans compter les cris hostiles qu'ils ne parvenaient plus à réprimer par la force. Un des propos cités dans le rapport nous semble particulièrement caractéristique : « Si les nazis n'étaient pas arrivés au gouvernement, nous vivrions encore en paix aujourd'hui. Tant que les nazis existeront, il n'y aura pas de paix, en prolongeant la guerre, ils veulent prolonger leur vie. »

Hitler et Schirach furent nommément attaqués et les remous, après les attaques aériennes, furent si violents que dans les quartiers ouvriers les militants nazis de la base déclaraient ouvertement : « Nous n'avons pas besoin d'attendre les Russes, on nous tuera avant leur arrivée ⁷¹... » Cet état d'esprit est la preuve d'une révolte spontanée face aux décombres et aux morts des bombardements aériens qui provoquèrent une prise de conscience radicale de la malfaisance du régime nazi, mais, comme il est dit dans le rapport cité, la conséquence également du travail de sape systématique d'organisations de résistance.

71 Voir Jedlicka, *op. cit.*, p. 105-108.

CHAPITRE VII

LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE ET SES MOTIVATIONS DIVERSES (1939-1943)

Jusqu'ici nous n'avons fait qu'évoquer le problème de la naissance, du développement et de l'histoire de la Résistance autrichienne. Maintenant que dans ce récit nous sommes au seuil de cette étape importante dans la prise de conscience nationale des Autrichiens, nous allons tenter de cerner globalement le phénomène dans un esprit d'observation scientifique, sans toutefois le détachement hautain d'un entomologiste qui dissèque ses pièces d'observation, mais au contraire en ne perdant jamais de vue la puissance évocatrice de ces événements. En effet, mais avec un retard considérable typique pour l'Autriche, chercheurs et hommes politiques se tournent de plus en plus vers cette résistance pour y trouver la principale raison d'être de l'actuelle conscience autrichienne, la source de l'Autriche moderne. Il est frappant que ceux qui, dans le passé, devancèrent la classe politique dans leur vision spécifique de l'Autriche, les écrivains, soient aujourd'hui, du moins dans leur majorité, quelque peu en retard et, dans leurs préoccupations, plutôt tournés vers leur passé personnel, sans encore intérioriser cette époque, pourtant riche en thèmes qui se prêteraient à leurs investigations.

Jusqu'à ce jour, le phénomène de la Résistance autrichienne est loin d'avoir été étudié et analysé dans sa totalité, dans la mesure même où sa complexité dépasse souvent celle de la résistance dans d'autres pays. Nous pouvons cependant constater qu'au cours des dernières années, nombreuses ont été les études consacrées à ce phénomène¹.

1 Nous n'indiquons ici que les ouvrages principaux pour permettre au lecteur de s'orienter, en renvoyant, comme pour les autres chapitres, à la bibliographie en annexe. Il convient d'abord de citer l'ouvrage de Otto MOLDEN, *Der Ruf des Gewissens - Der österreichische Freiheitskampf 1938-1945*, paru chez Herold, Vienne, 1958, le premier du genre, où l'auteur tente d'embrasser toute la problématique, mais qui pêche par une partialité assez marquée : la part importante prise par les communistes autrichiens à la résistance est presque totalement escamotée. Néanmoins, le livre de Molden fait figure de travail de pionnier. Une œuvre de référence d'une

L'AUTRICHE RÉELLE DÉMENT L'AUTRICHE OFFICIELLE

Nous avons rappelé les capitulations successives de l'Autriche officielle, ne dissimulant pas, qu'à notre avis, elles furent politiquement, moralement et historiquement erronées.

Elles ont, par la suite, donné lieu à diverses tentatives de justification dont les auteurs ont soigneusement évité de poser la responsabilité des hommes et forces politiques et économiques autrichiennes, s'efforçant de présenter la disparition de l'Autriche comme un coup inévitable du sort, imputable tout au plus à la passivité des puissances européennes face à la menace hitlérienne².

Même si les Autrichiens en grand nombre furent découragés par l'abandon officiel, les impératifs de l'occupation étrangère — et c'est ainsi que l'occupation allemande fut bientôt perçue par la grande majorité de la population, en dépit de toute la propagande et de toutes les « réflexions historiques » qui prétendent le contraire — conduisirent assez rapidement à des considérations plus saines, et des considérations à l'action, la voie était tracée par la politique hitlérienne elle-même.

La résistance fut à la fois un problème moral, politique et pratique. Se soulever contre l'autorité de l'Etat en place suppose effectivement la recherche du fondement moral d'une action subversive, mais le droit de la résistance à l'oppression étant reconnu, se pose encore la question des possibilités d'une action réelle et efficace. Toute résistance — et

valeur hors pair est, par contre, la documentation élaborée par une équipe des Archives documentaires de la Résistance (DÖW), sous la responsabilité de Wolfgang Neugebauer et qui a pour titre *Widerstand und Verfolgung in Wien 1934-1945*, trois volumes de plus de 500 pages chacun. Bien que consacrée uniquement à Vienne, cette documentation donne une image exacte de la pluralité et de la diversité de la résistance autrichienne. Citons ensuite deux recueils documentaires édités par Herbert Steiner, *Zum Tode verurteilt - Österreicher gegen Hitler*, et *Gestorben für Österreich-Widerstand gegen Hitler*, puis la série *Monographien zur Zeitgeschichte*, éditées en commun par le DÖW et Europaverlag. Nous utiliserons en outre de nombreux ouvrages qui traitent des problèmes particuliers de la résistance, ainsi que des documents originaux dont les photocopies ou microfilms se trouvent au DÖW.

- 2 Ainsi, le *Rot-Weiss-Rot-Buch* (R-W-R, *op. cit.*) du gouvernement autrichien, édité en 1946, passe-t-il complètement sous silence la responsabilité propre du gouvernement - comme du peuple - autrichiens dans le souci, sans doute compréhensible, de présenter surtout la contribution de l'Autriche à sa propre libération, répondant ainsi à une exigence de la Déclaration de Moscou du 1^{er} novembre 1943. D'autre part, toute une école historiographique a tenté pendant de longues années d'accréditer l'image de « l'innocente petite Autriche », victime de l'abandon général.

notamment contre un régime tyrannique qui en fait une nécessité de survie — est donc au début le fait de minorités agissantes, animées d'un idéal civique et politique et d'une force morale suffisante pour envisager d'aller jusqu'au sacrifice suprême. Ce n'est qu'au cours des événements qui rapprochent la fin de la tyrannie que la résistance devient un phénomène de masse et, par là, acquiert de nouvelles dimensions.

On a souvent dit de la résistance autrichienne qu'elle n'a jamais atteint un caractère de masse ; c'est à voir. Car si elle n'a pas eu un caractère spectaculaire, elle a finalement mobilisé un nombre appréciable de combattants, étant entendu que nous considérons comme résistant chacun qui, d'une manière ou d'une autre, s'est élevé contre la machine de répression de l'Etat national-socialiste. Nous avons vu, au chapitre précédent, que les manifestations ne manquèrent pas, à commencer par celle du 7 octobre 1938 qui réunit des milliers de jeunes catholiques, jusqu'à celles où les fonctionnaires nazis furent conspués publiquement par les femmes d'ouvriers des arrondissements périphériques de Vienne, après les grands bombardements de 1944 à 1945. Il est certain que du point de vue de la quantité, la résistance autrichienne ne fut pas comparable à celle de Yougoslavie, d'Italie ou de France dans la dernière étape. Cependant, nous pouvons affirmer que la non-connaissance de l'ampleur et de l'action de la résistance autrichienne doit, souvent, être imputée aux historiens autrichiens eux-mêmes qui, jusqu'à ces derniers temps, l'ont mise sous le boisseau pour des raisons plus ou moins avouables.

Finalement, ce n'est pas la quantité seule qui compte, mais également la qualité, nous voulons dire la richesse de ses diverses composantes, la pluralité des motivations qui l'animèrent et qui, toutes ensemble, en firent une partie intégrante de la résistance européenne contre le fascisme hitlérien. Par là, la conscience nationale autrichienne se frayait un chemin, difficile au début, car les consciences individuelles étaient trop souvent imprégnées d'un pangermanisme inculqué pendant les décennies précédentes.

N'oublions pas qu'en Autriche la résistance se heurta à des difficultés particulières ; sans parler de l'idéologie pangermaniste qui empêcha l'esprit résistant de se développer rapidement, il faut noter que dans ce pays conquis, la population soumise parlait la même langue que le vainqueur et que par conséquent manquait un facteur de conspiration efficace : l'incapacité des occupants de comprendre ce qui se disait autour d'eux. Quant aux hommes jeunes, en âge de porter les armes, ils furent rapidement incorporés dans la Wehrmacht — la guerre offrant le prétexte d'accélérer encore cette incorporation — et les autorités nazies prirent

soin de ne pas former d' « unités composées uniquement d'*Ostmärker* » qui furent disséminés dans les compagnies et régiments allemands pour éviter qu'ils n'entretiennent des contacts trop étroits.

Malgré tout, l'esprit de la résistance s'éveilla assez rapidement chez un grand nombre d'Autrichiens, et cela pour des motivations aussi diverses qu'honorables ; il serait vain de croire que tous les opposants au régime nazi agissaient dès l'abord pour des raisons patriotiques : autrement dit qu'ils œuvraient consciemment pour le rétablissement de l'indépendance autrichienne. Beaucoup commencèrent la lutte pour des raisons de pure morale : c'est-à-dire contre la tyrannie, contre l'Etat tout-puissant qui voulait anéantir leur Eglise, contre la militarisation de toute la vie, à commencer du travail dans les usines, et qui les privait de droits qu'ils avaient conquis de haute lutte au cours d'un siècle de combats syndicalistes, certains — très peu nombreux il est vrai — contre le service militaire parce qu'ils étaient objecteurs de conscience. D'autres voyaient dans la lutte contre le national-socialisme une lutte politique contre le fascisme, contre la domination des monopoles allemands, pour le rétablissement de la démocratie. Seuls les plus conscients comprirent qu'il s'agissait de tout à la fois, mais aussi de quelque chose de plus : de la renaissance de leur patrie autrichienne qui ne serait possible qu'à la suite de la défaite du Reich hitlérien et de la séparation d'avec ce Reich, quelque fût son régime politique, simplement parce que les Autrichiens n'étant pas Allemands avaient droit à une existence nationale indépendante.

Si l'on considère toutes ces composantes comme les branches d'un éventail qui s'ouvre de plus en plus à mesure que les diverses résistances vont se développer, nous verrons qu'à la fin les divers courants déboucheront sur un élan patriotique dont le dénominateur commun sera tout simplement l'Autriche.

Si la capitulation officielle mit tout d'abord les Autrichiens dans la situation de devoir prêter serment d'allégeance au nouvel Etat — nous avons cité le texte du serment exigé des soldats, les fonctionnaires de toutes catégories n'en étant pas exempts — beaucoup eurent bientôt la force morale de reconnaître l'inanité de ce serment et de passer outre, dans la reconnaissance du fait que l'Autriche, pays envahi et annexé par la force, avait le droit de son côté, malgré toutes les objurgations et les menaces des autorités en place. Il fallait comprendre que tout ce que l'Etat national-socialiste exigeait et imposait était contraire à la loi autrichienne. Que de plus en plus d'Autrichiens soient parvenus à cette conviction, malgré l'immense danger qui en résultait pour eux et pour leurs familles, est un fait désormais inscrit dans l'histoire : ainsi,

l'Autriche réelle démentit l'Autriche officielle et montra le chemin à suivre : la résistance à l'oppression, seule possibilité de retrouver une patrie indépendante et libre.

Après ces quelques considérations introductives, revenons aux faits. Les étapes de la résistance peuvent être établies en suivant la périodisation que nous avons adoptée pour les événements de la guerre elle-même : la première allant du début de la guerre, à l'automne 1939, jusqu'à la bataille de Moscou en décembre 1941, première grande défaite militaire du Reich après les victoires-éclair sur la Pologne et sur l'Europe occidentale. La seconde est celle des batailles indécises où victoires et défaites alternent et qui dura de l'hiver 1941 jusqu'à la bataille de Stalingrad et la capitulation en Afrique du Nord, sinon jusqu'au débarquement des alliés en Italie et à la capitulation de ce pays, donc jusqu'en 1943. La troisième étape est caractérisée par le déclin de la puissance hitlérienne où les esprits perspicaces entrevirent déjà la défaite inéluctable du Reich, mais où les nazis eux-mêmes ne voulurent pas reconnaître cette défaite prochaine. La quatrième et dernière étape de la guerre est inaugurée par le débarquement en Normandie et mène à la fin catastrophique pour le III^e Reich et les habitants de l'Allemagne, consacrée par la capitulation sans condition du 8 mai 1945.

En Autriche, le développement de la Résistance suivit assez fidèlement ces différentes étapes ; et nous l'étudierons, dans ce chapitre, jusqu'aux environs du 1^{er} novembre 1943, date de la déclaration de Moscou qui inscrivit, parmi les buts de guerre alliés, le rétablissement de l'Autriche indépendante.

On comprendra aisément qu'il ne nous est pas possible d'embrasser dans un seul chapitre toute la résistance autrichienne. Tel n'est d'ailleurs pas — et nous l'avons fait comprendre — le but que nous nous proposons ³.

Ce que nous voulons montrer, en retraçant les différentes étapes, c'est ce à quoi nous avons déjà fait allusion : l'émergence de plus en plus marquée du facteur patriotique dans la lutte entreprise, autrement dit la motivation de plus en plus autrichienne, de sorte que si, au début, la pondération des divers facteurs n'était pas clairement perceptible, si attitude antinazie n'était pas nécessairement identique à attitude patriotique en faveur de l'Autriche indépendante, vers la fin, il n'y eut plus

3 L'histoire de la Résistance reste encore à écrire ; en effet, les ouvrages qui lui ont été consacrés jusqu'ici ne traitent que des aspects particuliers ou sont plus orientés politiquement que scientifiquement.

d'équivoque : toute la résistance autrichienne, tous ses facteurs rassemblés n'aspiraient qu'à l'identité nationale dont certains avaient douté au début de l'occupation. Nous faisons allusion par là aux socialistes qui gardaient toujours, dans la population autrichienne, un important capital de confiance.

L'AMALGAME AUTRICHIEN DANS LES CAMPS NAZIS

Il faut se souvenir que dès le 1^{er} avril 1938 commencèrent les déportations de militants politiques connus des nazis, dans les camps de Dachau, de Buchenwald et plus tard de Mauthausen et Auschwitz. Ces déportés se comptèrent par milliers, ils appartenaient à toutes les orientations politiques autrichiennes : parmi eux se trouvaient aussi bien des membres des Heimwehren, que des chrétiens-sociaux, des socialistes, des communistes, des légitimistes. Pour les sbires SS, il n'y avait pas de différence : il s'agissait d'ennemis à humilier, à torturer, à tuer, mais le résultat qu'ils obtinrent par leurs méthodes n'était certainement pas prévu. Ceux qui entrèrent dans les camps comme Autrichiens catholiques, comme Autrichiens socialistes, comme Autrichiens juifs, communistes ou légitimistes, se retrouvèrent, une fois dans le camp, dépouillés de leur spécificité politique ; les adversaires acharnés d'hier revêtus du même treillis — les fameux habits zébrés de forçats — furent soumis aux mêmes traitements, à la même discipline abrutissante et humiliante de leurs gardiens SS, au même régime alimentaire et de travail forcé et, de ce fait, s'ils voulaient survivre à cet enfer, obligés à la même solidarité, à la même camaraderie, à la même prudence, à la même conspiration. Arrivés comme militants de courants philosophiques, politiques, idéologiques différents, leur origine commune et par là, leur patrie commune, leur fut quotidiennement rappelée par leurs tortionnaires qui, sans faire de détail, les gratifièrent tous du même nom : *Ostmarkschweine* - cochons d'Autrichiens. Ces camps, sans aucun doute, exercèrent une fonction intégrante : les adversaires d'hier apprirent à se connaître dans des conditions très particulières, chaque jour la mort sous les yeux. Pour beaucoup ce fut l'occasion d'un examen de conscience. Hans Becker qui fit partie du premier transport à Dachau écrit à ce sujet :

« Les expériences que tous les détenus firent alors avec les pratiques d'une tyrannie conséquente, comme le fut la tyrannie nationale-socialiste, eurent des conséquences réjouissantes : dans la mesure où certains Autrichiens avaient eu un penchant pour les systèmes autoritaires, ils se reconvertirent de façon inconditionnelle et sans réserves aux principes de la démocratie. Quant aux socialistes, leur attitude souvent indifférente à l'égard de l'Autriche fit place à un patriotisme

très sain. Dans les camps de concentration se développa un sentiment communautaire autrichien d'une telle intensité qu'il est presque regrettable — vu d'aujourd'hui ⁴ — que tous les hommes politiques n'aient pas été enfermés dans cette université d'apprentissage politique ⁵. »

Nous devons également à Hans Becker une information précise quant aux activités et objectifs des déportés autrichiens de cette époque : dès l'année 1938 se constitua à Dachau un groupe de discussion composé d'Autrichiens de tous les partis et orientations philosophiques qui consacrèrent chaque minute de leur temps « libre », c'est-à-dire où ils ne devaient pas travailler dur pour le compte des SS, à des discussions sur les possibilités de la renaissance de l'Autriche.

Furent abordés tous les problèmes relatifs aux questions de l'ordre social à prévoir, aux activités futures dans les domaines culturel, économique, sociologique, de même que l'orientation de la future politique étrangère.

Là se forma un cercle qui, par la suite, fut à l'origine des instances centrales de la lutte pour la libération de l'Autriche. « Dès cette époque, nous discussions des questions techniques de la tactique de la lutte clandestine et, à cet égard, les expériences des communistes et des anciens policiers autrichiens se complétèrent et permirent la rédaction d'un excellent matériel pour l'apprentissage de cette lutte, dont un exemplaire fut remis à chaque camarade apte à entrer dans la clandestinité après son élargissement du camp ⁶. » Car il était prévu que chaque déporté bénéficiant d'une mise en liberté deviendrait le noyau d'une cellule de la résistance qui, dans le cadre de la vie quotidienne, devrait utiliser toutes les possibilités de combattre le nazisme.

Il faut dire que l'éloignement de la patrie, l'isolement, la coupure de la vie active, aiguisaient la compréhension des déportés pour les erreurs du passé, alors que l'arrivée permanente de nouveaux détenus les renseignait sur l'évolution de la situation en Autriche même, ce qui permit de corriger certaines erreurs dans les règles de comportement transmises aux détenus libérés.

Les informations que recueillirent alors les détenus des camps se recoupaient entièrement avec les thèses que nous avons exposées dans la première partie de notre travail : les déportés furent conscients, dès

4 Ces lignes furent écrites en 1946.

5 Hans BECKER, *Österreichs Freiheitskampf*, ÖVP-Verlag, Wien, 1946, p. 10.

6 *Ibid.*

cette époque, que « les Allemands traitaient l'Autriche comme une acquisition coloniale, qu'ils pillaient en toute hâte les stocks de marchandises existants, qu'ils plaçaient aux postes de quelque importance des Allemands venus de l'Altreich provoquant par là, même dans les milieux des anciens " nazis clandestins " d'Autriche, un fort mécontentement ⁷. »

Il s'avéra bientôt que le comportement barbare des hauts fonctionnaires du parti, au cours de diverses « actions », poussa un certain nombre d'anciens nazis à rechercher le contact avec les milieux de la résistance.

Les déportés, quant à eux, ne se trompèrent pas sur le caractère éphémère du règne nazi — en Autriche comme en Allemagne — ; lorsque la guerre éclata, certains crurent pouvoir faire des pronostics quant à la fin du national-socialisme, mais il est évident qu'optimistes et pessimistes n'étaient pas du même avis sur la durée de la guerre. Cependant, la plupart d'entre eux avaient assez de clairvoyance pour ne pas compter avec une fin rapide de la guerre, d'autant qu'ils avaient une idée assez précise de l'ampleur du réarmement effectué par les nazis. Les déportés pensaient, en général, que la Seconde Guerre mondiale durerait au moins aussi longtemps que la première et que, par conséquent, il fallait adapter la tactique de la lutte pour la libération de l'Autriche et réviser certaines vues à trop court terme.

Dès le printemps 1939, on commença à élargir certains détenus autrichiens auxquels ne pouvaient être reprochées que leurs anciennes fonctions politiques ou étatiques ; d'autres furent transférés dans de nouveaux camps de concentration ; à tous, le noyau rassemblé à Dachau donna les consignes à transmettre pour organiser le combat clandestin ⁸.

Ces consignes peuvent se résumer en trois points :

- « 1. Saper le moral des services allemands, militaires et civils, de même que miner la foi de la population en la victoire finale, là où elle existait.
2. Etablir des liaisons avec l'étranger.

⁷ *Ibid.*

⁸ Notons ici que Hans Becker avait été fonctionnaire du front patriotique du régime autoritaire et par conséquent, il faut supposer que les consignes dont il parle étaient avant tout destinées aux organisations de résistance à orientation conservatrice. Ce qui n'enlève rien à leur pertinence. Becker pour sa part s'astreint, dans son récit, à une impartialité certaine.

3. Aménager nos propres forces de résistance et veiller à ne pas les sacrifier inutilement, étant donné le filet serré de surveillance du III^e Reich⁹. »

L'activité à l'intérieur des camps continua pendant toute la domination nazie. « Nous nous séparâmes pour continuer notre travail dans d'autres camps. Beaucoup des nôtres, parmi les meilleurs, périrent. Mais ceux qui retrouvaient la liberté continuèrent le combat et ils constataient, qu'à l'extérieur, les patriotes autrichiens n'avaient pas baissé les bras entre-temps. Des groupes s'étaient formés, notamment parmi les jeunes issus des milieux catholique, monarchiste, socialiste et communiste¹⁰. »

Si ce qui précède concerne les débuts de l'activité des déportés autrichiens, nous disposons d'un autre rapport rédigé immédiatement après la libération des camps, en avril 1945, par l'un des dirigeants du groupe autrichien à Buchenwald, Otto Horn, déporté dans ce camp avec des centaines d'autres compatriotes, en septembre 1939. Alors qu'en 1938, le pourcentage d'anciens officiels du régime autoritaire, donc des monarchistes et catholiques, était relativement élevé, la vague de septembre 1939 comprit surtout des sociaux-démocrates et des communistes qui, dans la situation donnée en automne 1939, paraissaient particulièrement dangereux aux dirigeants nazis.

Otto Horn évoque les difficultés de la vie dans le camp et le rôle important que joua la solidarité — nationale et internationale — pour sauver autant de vies humaines que possible. Pour les Autrichiens la situation était compliquée, comme il ressort des lignes suivantes :

« Dans toutes nos activités nous rencontrâmes des difficultés tenant entre autres aux origines sociales différentes et à l'orientation politique souvent divergente de chacun. Mais ces difficultés furent éliminées. Pour nous, Autrichiens, il fallait en outre faire admettre la nécessité de l'indépendance future de l'Autriche — non pas dans nos propres rangs où il n'y eut guère de difficultés à cet égard — mais par ceux

9 Becker, *op. cit.*, p. 11. Ces consignes furent en partie observées, surtout par les organisations d'obédience légitimiste et catholique. D'autres, notamment les communistes, dépassèrent de loin, dans l'action, les limites qu'elles traçaient et payèrent un tribut de sang exorbitant.

10 *Ibid.* Becker énumère dans un certain ordre les divers groupements de résistance, nous nous en tiendrons à cet ordre lorsque nous exposerons les positions et les actions de chacun.

qui, dans une fausse appréciation des tâches liées à la lutte antinazie, défendaient des idées grandes-allemandes ¹¹... »

La question nationale autrichienne faisait partie des discussions quotidiennes entre les déportés, et notamment entre Allemands et Autrichiens ; l'esprit pangermaniste n'avait pas seulement été vivace en Autriche, mais aussi — et peut-être surtout — en Allemagne.

Pour les Autrichiens, la future Autriche indépendante fut plutôt le lien unificateur, comme le note Otto Horn dans son rapport : « Une autre difficulté spécifiquement autrichienne provenait du fait que parmi les détenus autrichiens se trouvaient des hommes ayant exercé, sous le régime Dollfuss-Schuschnigg, des fonctions qui les avaient opposés aux membres des anciens partis communiste et social-démocrate. Et ce fut justement la prise de position à l'égard de l'indépendance de l'Autriche, nation propre et spécifique, qui les réunit tous sous le drapeau anti-national-socialiste, si bien que sur cette base se forgea la communauté d'un combat antifasciste ¹². »

Relevons encore un passage particulièrement intéressant du rapport sur l'activité des déportés autrichiens à Buchenwald : l'arrivée de déportés d'autres nationalités, conséquence de l'occupation nazie dans beaucoup de pays européens, posa de nouvelles tâches aux organisations clandestines du camp — qui devaient finalement s'unir et s'articuler dans un comité international — car la politique des SS était de diviser autant que possible leurs victimes et de les jouer les unes contre les autres. Au début, en raison des différences de mentalités, des difficultés de langage et d'autres facteurs, il y eut des frictions et des tensions à l'intérieur du camp. Les antifascistes autrichiens œuvrèrent alors avec succès à l'élimination de ces difficultés et, à maintes reprises, ils firent des propositions pour une coopération et une compréhension mutuelle de toutes les nations réunies là par la volonté des occupants nazis. Ainsi, les Autrichiens dans les camps anticipèrent-ils sur le rôle actuel de l'Autriche : être l'intermédiaire entre différentes conceptions et diffé-

11 Voir *Bericht des österreichischen Komitees über das KZ-Buchenwald*, dans *Buchenwald - Mahnung und Verpflichtung* ; Kongress-Verlag, Berlin, 1960, p. 399-403. Ayant été nous-mêmes déporté à Buchenwald et ayant fait partie de la résistance à l'intérieur du camp, nous avons dû mener maintes discussions, notamment avec des internes allemands qui ne comprenaient pas la spécificité autrichienne et le droit de l'Autriche à l'indépendance nationale. Ce sont peut-être ces discussions qui ont été à l'origine du présent ouvrage.

12 *Ibid.*

rentes mentalités. Avec fierté, le rapport note : « Les relations des Autrichiens avec les autres nations furent excellentes ¹³. »

Pratiquement, les déportés autrichiens réalisèrent cette unité nationale qui, pour le pays, n'entra dans les faits qu'après la défaite hitlérienne et la Libération.

Et l'on trouve confirmé le propos de H. Becker qui parle de l'université d'enseignement politique que furent les camps, quand on lit dans le rapport sur Buchenwald : « Les différents groupes d'antifascistes autrichiens réalisèrent également un travail d'éducation politique, au moyen de cours et de séminaires sur des questions économiques et politiques, de discussions sur la question nationale et surtout sur les problèmes autrichiens résultant de la domination fasciste, tenant compte de la perspective de la conquête de l'indépendance nationale. Cette dernière question surtout fut débattue par tous les groupes de déportés autrichiens et un accord complet fut conclu sur un programme de reconstruction autrichien, une fois les nazis chassés du territoire conquis ¹⁴. »

Nous sommes donc fondés à dire que les Autrichiens réunis dans les camps par la volonté et l'arbitraire des oppresseurs nazis furent un facteur essentiel dans l'élaboration de la conscience nationale autrichienne.

Ce rôle fondamental leur a été longtemps dénié, aussi bien par les officiels autrichiens que par la majorité des mass-média, non pas d'une manière explicite, mais dans la réalité, en faisant le silence sur les actes et les mérites de ces pionniers de la conscience nationale. Ce n'est qu'en 1976, qu'a été créée une distinction pour mérite acquis dans la lutte de libération nationale que ces Autrichiens menèrent dans les conditions les plus dures, au mépris de la mort qui les menaçait chaque jour.

LES RÉSISTANTS MONARCHISTES ET CATHOLIQUES

Avant de passer en revue les différents groupes de la résistance autrichienne avec une brièveté qui ne nous permettra pas de leur rendre l'hommage qu'ils mériteraient, il convient de rappeler encore une fois que notre objectif n'est pas, ne peut pas être, d'écrire ici l'his-

¹³ *Ibid.*, p. 401.

¹⁴ *Ibid.*, p. 402. Dans leurs appréciations sur les activités dans les camps, l'attitude des déportés et les perspectives qu'ils élaborèrent, on constate donc une certaine concordance entre les vues du conservateur Becker et du communiste Horn.

toire de cette résistance, de rapporter ses exploits collectifs et individuels, en un mot de cerner la totalité de son rôle historique. Outre que ce serait une tâche immense — une véritable thèse à l'intérieur de la nôtre — notre dessein est, *a priori*, d'une dimension plus restreinte, bien déterminée : mettre en avant les motivations purement autrichiennes, nationales, des diverses composantes de la résistance dans ce pays, celles qui mettent en lumière la prise de conscience dont traite l'ensemble de notre travail. Rien d'étonnant donc, si à la lecture des pages qui vont suivre on relève des lacunes, des omissions, des transitions brusques. Pour nous, il s'agit de démontrer un processus en marche ; seront donc cités, avant tout, des exposés et des documents où est clairement proclamée la volonté de rétablir l'indépendance de l'Autriche, volonté qui se fonde sur la conscience que l'Autriche est bien une nation. C'est ce point commun entre tous les résistants autrichiens que nous avons recherché, négligeant délibérément d'autres problèmes, c'est-à-dire les conceptions politiques ou philosophiques divergentes.

Dans une conférence prononcée devant les anciens résistants autrichiens, Herbert Steiner a pertinemment dégagé les principales caractéristiques de la résistance en Autriche : « L'unité dans la résistance, a-t-il dit, avait son essence même dans la diversité des opinions et des philosophies et dans le respect des opinions divergentes ¹⁵. » Après avoir énuméré les autres raisons de lutte contre le nazisme — contre l'inhumanité, pour la liberté et la démocratie, contre la barbarie et l'antisémitisme — Steiner a constaté : « Une question spécifiquement autrichienne fut la lutte pour l'indépendance de l'Autriche, pour le rétablissement de la République d'Autriche. Ainsi, les résistants furent accusés par les tribunaux hitlériens de travailler à la “ sécession d'une partie du Reich allemand ”. Chez les humiliés et les persécutés prit naissance un nouvel amour pour leur patrie autrichienne — c'est lorsqu'ils l'eurent perdue, qu'ils comprirent ce qu'elle avait été pour eux ¹⁶. »

Si les premières victimes de l'appareil répressif de la Gestapo furent des soldats autrichiens ¹⁷, les civils pour leur part n'avaient pas tardé à s'organiser.

Il est caractéristique que le premier mouvement de libération dont les tribunaux nazis eurent à traiter à une grande échelle ait été fondé

15 Conférence présentée devant le Congrès de la Confédération autrichienne des résistants, 8-12 décembre 1967 à Vienne, page 9 du manuscrit.

16 *Ibid.*

17 Voir chapitre IV.

par un ancien national-socialiste, un prêtre idéaliste dont les yeux se dessillèrent dès les premières semaines de la réalité nazie. Il s'agit du chanoine Roman Karl Scholz, du célèbre couvent de Klosterneuburg près de Vienne. Sudète d'origine, il ne vit pas, au début, le caractère particulier de la domination nazie en Autriche. C'est pourquoi il donna à son mouvement clandestin — en mai 1938 — le nom de *Deutsche Freiheitsbewegung*, donc mouvement de libération allemand. Mais la guerre changea, aussi pour lui, toutes les données : pendant l'hiver 1939-1940 il modifia le nom du mouvement en *Österreichische Freiheitsbewegung* — Mouvement de libération autrichien (Ö.F.B.). « Ce fut sans doute la disparition par la force du nom de l'Autriche et de la répulsion générale qu'éprouvèrent les Autrichiens à l'égard des envahisseurs prusso-allemands qui incitèrent Scholz à se convaincre lui-même qu'il fallait changer d'attitude¹⁸. » Bientôt, le mouvement compta près de 400 membres qui, chacun, avaient prêté serment de garder le secret. Bien que la majorité des résistants de ce groupe dût partir au front dès le début de la guerre — leur moyenne d'âge tournait autour de 20 ans — le mouvement commença ses activités, dès le printemps 1940, par une série de diffusions de tracts d'où ressortit son orientation : les mots d'ordre « Prussiens dehors ! » et « Nous ne voulons pas être une colonie, l'Autriche aux Autrichiens » revenaient le plus souvent.

Bientôt l'Ö.F.B. établit des contacts avec d'autres groupements de résistance d'obédience catholique, conservatrice ou légitimiste. Ainsi, l'avocat *Jakob Kastelic* voulait absolument entreprendre « quelque chose » contre la domination nationale-socialiste. Il fonda la *Grossösterreichische Freiheitsbewegung* — Le mouvement de libération pour une grande Autriche, dont le but était d'arriver à une fédération danubienne incluant également la Bavière, sous le sceptre d'un Habsbourg. Malgré son orientation, ce mouvement établit des liaisons dans toutes les directions également avec des socialistes qui, en présence de la réalité nazie, se détournèrent de leurs idées grandes-allemandes. Une troisième organisation, *Österreichischer Kampfbund* (Union de combat autrichienne) fut fondée par *Karl Lederer*. Ce groupe qui s'intitula également par la suite Ö.F.B. édita régulièrement un tract avec le titre : *Was nicht im Völkischen Beobachter steht*. Bientôt des discussions

18 Voir Christine KLUSACEK, *Die österreichische Freiheitsbewegung, Gruppe Roman Karl Scholz*, Europa-Verlag, Wien, 1968 (Monographien zur Zeitgeschichte) qui donne une relation détaillée des activités de ce groupe, ainsi que la liste complète de ses membres, de ses victimes, et de ses relations avec d'autres mouvements de résistance catholiques et conservateurs.

s'établirent entre ces trois groupes en vue de leur union, étant donné leurs objectifs sinon identiques, du moins très proches ; et avant tout, séparation de l'Autriche d'avec l'Allemagne. Mais avant que cette union se réalise, la Gestapo frappa ; avertie par un mouchard qu'elle avait depuis longtemps infiltré dans le mouvement, elle procéda le 22 juillet 1940 à l'arrestation de tous les chefs, Scholz, Kastelic et Lederer, bientôt rejoints en prison par d'autres dirigeants et militants, au total près de 240 résistants. Malgré les tortures, ils ne cédèrent pas et il n'y eut pas de nouvelles arrestations parmi les 1 000 membres que regroupaient alors les trois mouvements ¹⁹.

Dès 1941, la Gestapo présenta le « rapport final » (Schlussbericht) sur cette affaire dont nous citons les passages politiques essentiels traitant des objectifs du groupe Lederer (dénommé dans le rapport *österreichische Freiheitsbewegung*) : « Les objectifs politiques de ce groupe ressortent d'un programme diffusé par le Dr Lederer et probablement aussi rédigé par lui et qui s'intitule " Ce que nous voulons ".

En tête du programme figure le rétablissement d'une Autriche indépendante par sa séparation du Reich allemand, la question du régime politique de l'Etat à former devant être soumise à référendum... » Après avoir au passage loué le concept d'ensemble et l'organisation impeccable du mouvement, le rapporteur de la Gestapo réfute l'assertion des résistants arrêtés affirmant qu'ils voulaient réaliser leurs objectifs par des moyens pacifiques, en gagnant la majorité de la population de l'*Ostmark* et il indique : « L'importance particulière de cette entreprise de haute trahison réside dans la formation prévue de « groupes de choc » militants destinés, le moment venu, à prendre le pouvoir. Dans ce but, un groupe d'officiers composé d'officiers radiés a été constitué dans l'Ö.F.B. et chargé d'organiser ces troupes de choc... Les efforts du chef du mouvement pour procurer des armes à cette troupe... est une preuve suffisante de l'intention des dirigeants d'imposer, si nécessaire par la force, le rétablissement d'un Etat autrichien indépendant et la séparation de l'*Ostmark* du Reich ²⁰. »

Nous avons cité ces accusations parce que nous les retrouverons maintes fois dans les dossiers des innombrables procès intentés aux patriotes autrichiens, et parce que le chef d'accusation de « séparatisme »,

19 Pour plus de détails sur l'activité de ces groupes ainsi que sur leur dénonciation par un acteur du Burgtheater, le délateur Hartmann, nous renvoyons à Klusacek, *op. cit.*, à Molden, *op. cit.*, à la documentation *Widerstand und Verfolgung in Wien* (désormais indiquée par le sigle *DWuV*).

20 Ce rapport est daté du 30 janvier 1941. Une photocopie se trouve au DÖW sous le N° 3043/6.

donc la volonté de retrouver l'indépendance de l'Autriche, conduisit toujours à la peine de mort. Ce fut le sort des animateurs des trois groupes dont nous avons brièvement évoqué l'action, les objectifs et le destin. En 1944, ils furent traduits devant le *Volksgerechtshof* (Tribunal du peuple), qui prononça 11 condamnations à mort dont 9 furent exécutées, 9 autres résistants du groupe moururent en prison et les autres furent condamnés au total à 362 ans de détention ²¹.

Le grave coup que la Gestapo avait porté aux mouvements de la résistance conservatrice ne signifia pas pour autant la fin de leur activité ; ceux qui assumèrent la charge de les diriger par la suite furent amenés à changer de comportement et à se soumettre à des règles conspiratives encore plus strictes.

Nombreuses sont les traces de l'existence de mouvements catholiques dans les diverses sources auxquelles nous avons eu recours. Même s'il est juste que jusqu'en 1943 les mouvements conservateurs, qui faisaient profession de foi absolue envers une Autriche indépendante, ne disposaient que d'une base peu nombreuse, les effets de leur action

21 Voir Molden, *op. cit.*, p. 79. Quant au nombre total des victimes de l'époque nazie en Autriche, résistants, déportés raciaux, soldats tombés dans une guerre qui ne fut pas la leur, on trouve des indications dans plusieurs ouvrages. Sans vouloir les ventiler par groupe, pour le moment, on admet généralement un nombre de 600 000 morts soit 10 % de la population totale de l'Autriche. Voir à ce sujet, Steiner, *Gestorben für Österreich*, *op. cit.* Nous ajoutons ici un témoignage de l'aumônier de la prison de Vienne, Eduard Köck, qui accompagna les condamnés jusqu'à la hache. Il fait partie d'un procès-verbal enregistré le 26 mai 1946 au tribunal même :

Er erscheint Hochwürden Monsignore Eduard Köck, Pfarrer des Gefangenenhauses Wien und gibt an :

Als Anstaltsgeistlicher des Gefangenenhauses hatte ich Gelegenheit, die Todeskandidaten auf ihrem letzten Weg zur Richtstätte zu begleiten. Hiedurch war mir - ganz abgesehen von den früheren Besuchen in den Zellen - auch die Möglichkeit gegeben, die Motive für ihre Handlungen kennenzulernen. Ich kann daher feststellen, dass deren Handlungen einzig und allein auf ihre Liebe zur österreichischen Heimat und Vaterland zurückzuführen war. Sie hassten die Gewaltherrschaft der NSDAP, in der sie preussisches Gedankengut sahen. Ihr einziges Bestreben ging dahin, diese Gewaltherrschaft abzuschütteln und Österreich wieder frei zu machen. Diese Begeisterung führte so weit, dass viele noch auf ihrem letzten Gang zum Fallbeil, ja noch vor diesem ein Treuebekenntnis für Österreich ablegten.

Aus den vielen Fällen sind mir zwei ganz besonders in Erinnerung geblieben : Dr. Hans Zimmerl, hingerichtet am 10. Mai 1944. Dr. Hans Zimmerl, Angehöriger der Gruppe der österreichischen Freiheitsbewegung Roman Scholz, der noch ganz zum Schluss ausrief : « Hoch das freie Österreich ! » und Ing. Walter Caldonazzi, hingerichtet am 9. Jänner 1944. Ing. Caldonazzi war Mitglied der österreichischen Widerstandsgruppe Dr. Mayer, wurde als erster dieser Gruppe hingerichtet und starb mit dem Rufe : « Es lebe Christus der König, es lebe Österreich ». (Voir R-W-R, p. 162).

se firent sentir de manière diffuse, comme il ressort des nombreux dossiers de la Gestapo qui, toujours à nouveau, souligne le caractère « autrichien » des anciens partisans du Front patriotique et des Heimwehren. A titre d'exemples, nous citons plusieurs de ces dossiers :

Dans l'affaire « Joelson et autres », le procureur de Vienne écrit à son supérieur à Berlin : « L'ancien lieutenant des Heimwehren, Herbert Joelson, a remis à l'automne 1939, à l'épouse d'un capitaine de gendarmerie, Meta von Wayda, un poème subversif intitulé " Hymne brun ". Selon ses dires, il avait reçu ce poème, la veille, par la poste, d'un expéditeur inconnu... Ce poème est signé : Autriche ! Front populaire autrichien ! et se termine ainsi : " Si un véritable cœur autrichien bat dans votre poitrine alors il est de votre devoir le plus sacré de travailler au rétablissement de notre Autriche et d'envoyer au moins dix copies du poème ci-dessus à des personnes de votre entourage qui pensent en Autrichiens. " Il ressort de cette phrase, qu'avec la propagation de ce poème l'objectif de diffamer l'actuelle direction de l'Etat devait être dépassé, en ce sens qu'il s'agissait de faire de la propagande pour l'idée du rétablissement d'une Autriche indépendante ²². »

Les dossiers des tribunaux nazis contiennent de nombreuses références aux condamnations de résistants qui appartenaient à des groupes se dénommant soit « *Österreichische Bewegung* », *Österreichisches Jungvolk*, *Östfrei (Österreich frei)*, *Österreichische Volksfront* ²³, ou encore *Österreichische Arbeiterpartei*, *Illegale Österreichische Kaisertroue Front*, *Antifaschistische Freiheitsbewegung Österreichs* ²⁴. Malgré leurs noms parfois un peu surprenants, tous ces mouvements furent d'obédience conservatrice ou légitimiste, tous mentionnaient l'Autriche dans leur intitulé et tous œuvraient au rétablissement d'une Autriche indépendante. Leurs protagonistes furent tous condamnés pour « menées sécessionnistes ». Il est intéressant de noter que certains de ces groupes essayèrent et réussirent à contacter des socialistes, pour les intégrer dans leur mouvement. Ainsi, *Felix Slavik*, longtemps maire socialiste de Vienne sous la seconde République, fut impliqué dans l'affaire du groupe « Müller-Thanner » pour avoir pris « contact avec cette organisation légitimiste comme délégué d'un groupe de syndicalistes libres, en vue de négocier avec ses représentants

22 DWuV, vol. 3, p. 86. L'affaire se termina mal pour tous ceux qui y étaient impliqués ; ils furent condamnés à plusieurs années de prison, l'une des personnes qui avait recopié 10 fois le poème était de surcroît juive. Elle fut déportée à Auschwitz où elle mourut le 3 novembre 1943.

23 Malgré ce nom, *Front populaire autrichien*, d'obédience légitimiste.

24 Voir DWuV, vol. 3, p. 90, 113, 129, 131, 133, 134, 140, 143, etc.

sur la possibilité d'une collaboration de leurs mouvements illégaux », comme il est dit dans l'acte d'accusation du premier procureur près le Tribunal du peuple, daté du 9 mars 1941²⁵. Molden, dans son livre sur la Résistance, indique qu'auparavant le mouvement de Lederer avait établi des contacts avec les dirigeants socialistes *Sever* et *Seitz*²⁶.

Les rapports et les actes d'accusation qu'on trouve dans la documentation citée sur la Résistance et la répression couvrent les années 1940 à 1944, ce qui tend à prouver que malgré les pertes sévères infligées par la Gestapo il y eut, pendant toute la durée du régime nazi en Autriche, des hommes et des femmes d'obédience catholique, conservatrice ou légitimiste qui continuèrent leurs activités pour l'indépendance autrichienne²⁷.

Des groupes conservateurs se constituèrent également dans les *Länder* et établirent des liaisons entre eux ; mais cette activité fut surtout orientée dans la perspective de l'après-guerre, afin de disposer le moment venu d'un réseau d'hommes de confiance. En vue de fonder le parti successeur du parti chrétien-social, les militants catholiques *Lois Weinberger*²⁸ et *Félix Hurdes*²⁹ nouèrent patiemment des fils dans toutes les directions, prévoyant même le président-fondateur du nouveau parti, *Leopold Kunschak*³⁰.

D'un autre côté, l'ancien chef du bureau de propagande du Front patriotique, Hans Becker, dont nous avons déjà relaté la détention à Dachau, fut élargi en 1941 et commença tout de suite son travail dans

25 Voir DWuV, vol. 3, p. 136-137. Lors du procès, Slavik fut condamné à 2 ans de prison.

26 Molden, *op. cit.*, p. 78.

27 En général, on pouvait observer chez les Autrichiens soumis au régime nazi la nostalgie d'un passé meilleur où l'Autriche - monarchique ou républicaine - existait. Ainsi, Stadler, *op. cit.*, relève dans les documents consultés aux National Archives de Washington D. C. des exclamations de ce genre, dans la bouche de vieux travailleurs : « Die haben uns überhaupt nicht gefragt, ob sie Österreich nehmen dürfen. Österreich lebe hoch, hoch lebe die Monarchie, ich bin Sozialdemokrat ! » (T 84 R 16 279-387).

28 Militant dirigeant du mouvement ouvrier chrétien, interné par les nazis, après la guerre co-fondateur de l'*Union autrichienne des ouvriers et employés* (ÖAAB), l'un des trois piliers du parti populiste, successeur du parti chrétien-social. Sous-secrétaire d'Etat dans le gouvernement provisoire de 1945, puis vice-maire de Vienne.

29 Avocat, également interné par les nazis, membre fondateur du parti populiste en 1945 ; fut ministre de l'Education nationale dans plusieurs gouvernements d'après-guerre, puis président du Conseil National.

30 Fondateur de l'Association des ouvriers chrétiens (Christlicher Arbeiterverein) sous la monarchie, puis dirigeant du parti chrétien-social sous la Première République. Président-fondateur du parti populiste en 1945, puis président du Conseil National en 1945.

le sens des directives qu'il avait lui-même élaborées avec ses camarades du camp. Il fonda, en mai 1941, un nouveau « Bureau d'opérations », continuateur de l'ancien bureau d'information du front patriotique dont il avait été le directeur. « Bientôt, nous avons pu créer des relais à Linz, Wels, Innsbruck, Graz et Klagenfurt, un peu plus tard la liaison fut établie avec Salzbourg, tandis qu'au Vorarlberg le travail autonome était si bien organisé qu'une liaison intermédiaire par Innsbruck suffisait. Ces relais devaient coordonner les activités des petits groupes qui se manifestaient partout, sans cependant les neutraliser ³¹... »

Ce bureau élaborait de nouvelles directives pour le travail de résistance, destinées surtout à garantir les règles conspiratives pour empêcher les arrestations, mais aussi afin que soient utilisées toutes les possibilités en vue de réduire autant que possible le nombre des incorporations dans la Wehrmacht par l'établissement de certificats médicaux déclarant les recrues inaptes au service — et nous verrons plus tard le succès de ce mot d'ordre ; le bureau d'opérations mit au point également des instructions pour le sabotage dans les entreprises, enseignant des méthodes efficaces aux femmes et aux travailleurs étrangers déportés en Autriche ; il organisa la coopération avec les résistants d'autres pays opprimés et, dans une seconde phase, établit des liaisons avec les alliés. Quant à la propagande, elle se limita à la diffusion orale de mots d'ordre et de rumeurs orientées sur la guerre. Nous verrons qu'à la même époque d'autres groupes de résistants diffusèrent, au risque de leur vie, de nombreux tracts et publications.

Ce programme fut réalisé, dans la mesure des possibilités, de 1940 à 1942 ; en 1943 commença une nouvelle étape où le « bureau Becker », dénommé alors Comité Central Autriche (*Zentralkomitee Österreich*), prépara activement l'après-guerre, c'est-à-dire le démarrage de la nouvelle Autriche.

Dans le rapport de Becker nous trouvons également la phrase suivante : « Une partie du clergé fit un excellent travail ³². » Dans son article sur la résistance ³³, Erika Weinzierl, parlant des victimes que le clergé autrichien a eu à déplorer de 1938 à 1945, indique que 724 prêtres firent de la prison, sept d'entre eux y moururent. 110 furent déportés dans des camps de concentration et 90 y périrent ; 15 furent condamnés à mort et exécutés. 208 prêtres furent interdits de séjour,

³¹ Becker, *op. cit.*, p. 13.

³² *Ibid.*, p. 14.

³³ Dans *Die Zweite Republik*, Ed. E. Weinzierl et K. Skalník, Vol. I, p. 109-128.

et plus de 1 500 interdits d'enseignement et de sermon ; « étant donné ses effectifs, le clergé autrichien entre pour un pourcentage particulièrement élevé dans le nombre des victimes de la résistance autrichienne ³⁴. »

LES COMMUNISTES DANS LA RÉSISTANCE

Longtemps contesté, le rôle des communistes autrichiens dans la résistance contre le régime nazi et dans la lutte pour l'indépendance de l'Autriche est aujourd'hui un fait généralement reconnu grâce à la recherche scientifique. Dans l'introduction au recueil de documents concernant cette résistance, la *Documentation* du D.Ö.W., on lit en effet : « Lorsqu'on se fonde sur les actes et les dossiers de police et de justice, la résistance des communistes autrichiens contre le national-socialisme fut, du point de vue numérique, largement la plus forte de tous les groupes politiques. Sur les 2 000 procédures et plus instruites par les Cours spéciales du tribunal de Vienne, plus de 80 pour cent concernent des communistes organisés ; il en est de même des documents encore existants sur les procès devant le Tribunal du peuple. Les publications clandestines furent à 90 % de provenance communiste, comme il ressort du fichier du D.Ö.W. ³⁵. »

Il y a, à ce phénomène, plusieurs explications que nous allons exposer très brièvement pour tenter de comprendre comment un parti relativement petit — le parti communiste était le plus petit parti qui se soit présenté régulièrement aux élections sous la Première République — a pu développer une résistance incessante au III^e Reich et a donné tant de fil à retordre aux sbires de la Gestapo.

Tout d'abord, le P.C. avait été interdit dès 1933 et ses militants avaient acquis une expérience de la lutte clandestine qui dépassait largement celle des autres groupements ; au fur et à mesure des persécutions que l'Etat autoritaire autrichien leur avait fait subir, ils s'étaient aguerris et avaient adopté des méthodes de lutte toujours nouvelles. En outre, et c'est la deuxième explication, les communistes avaient accueilli beaucoup de forces nouvelles après les combats de février 1934, lorsque de nombreux socialistes, déçus par la politique de leur parti qui les avaient menés à la catastrophe, rejoignirent les rangs du P.C. et apportèrent un nouveau capital de dévouement et de courage. Déjà pendant la période de l'Etat autoritaire le P.C. avait de ce fait exercé une influence considérable dans le mouvement ouvrier. La troi-

³⁴ *Ibid.*

³⁵ DWuV, vol II, p. 79.

sième explication est d'ordre politique et idéologique, et nous l'avons déjà mentionnée dans les chapitres précédents : dès 1936-1937, les communistes avaient développé une théorie sur la nation autrichienne, expliquant sans cesse que la lutte contre le nazisme était non seulement une lutte antifasciste, mais aussi une lutte pour l'indépendance nationale, pour la survie de la nation autrichienne. Lorsque l'annexion se produisit, les communistes prônèrent immédiatement l'union de toutes les forces patriotiques autrichiennes et il faut dire que sans parler de la pertinence scientifique de leurs théories sur la nation, ils s'en tinrent avec conséquence et ténacité à cette ligne, jusqu'au rétablissement de l'indépendance de l'Autriche qui en fut la confirmation pratique ³⁶.

Bien qu'ayant subi dès les premiers mois de l'occupation de graves pertes dues aux nombreuses arrestations ou déportations dans les camps de Dachau et Buchenwald, les communistes intensifièrent encore leur lutte après le déclenchement de la guerre ³⁷ ; dans un rapport de la Gestapo, daté du 21-22 décembre 1939, il est dit : Au cours des derniers mois et notamment depuis le début de la guerre, on remarque à Vienne une activité accrue du parti communiste, surtout dans la diffusion de tracts photocopiés, etc. L'ampleur de ces actions, de même que l'exécution technique des tracts et leur diffusion donnent à penser que cette propagande est centralement organisée... 119 personnes au total ont été arrêtées dans la période du 5 au 19 décembre 1939 ³⁸.

Le Gestapo enregistra et arrêta ainsi et toujours à nouveau d'autres groupes de militants communistes, n'omettant pas dans ses rapports d'indiquer clairement la ligne politique du P.C. Dans l'acte d'accusa-

36 Nous avons déjà cité l'appel au combat lancé par les communistes dans la nuit de l'invasion (11-12 mars 1938), nous n'y reviendrons pas.

37 Quant à l'affirmation souvent répétée que les communistes auraient ralenti leurs activités résistantes à l'époque du pacte de non-agression germano-soviétique (appelé couramment pacte Hitler-Staline), la documentation DWuV, se fondant en cela sur les résultats de plusieurs recherches entreprises par des historiens autrichiens (notamment sur la thèse de doctorat - Dissertation - de Helmut Konrad, *KPÖ und KSC* [parti communiste tchèque] *zur Zeit des Hitler-Stalin-Paktes*, phil. Diss., Wien, 1972), constate : Die erzwungene Dezentralisierung, die Erschwerung aller Verbindungen, insbesondere nach dem Ausland, und der Zustrom vieler noch nicht kommunistisch geschulter Arbeiter liessen die kommunistischen Organisationen damals selbständiger handeln. Dies kommt auch darin zum Ausdruck, dass die Kommunisten ihren Widerstand während des Hitler-Stalin-Paktes 1939 bis 1941 trotz einiger ideologischer Verwirrung unvermindert fortsetzten. DWuV, vol. 2, p. 81.

38 « Rapport du jour » de la gestapo du 21-22 décembre 1939, dans DWuV, *op. cit.*, p. 93.

tion contre le dirigeant communiste *Bruno Dubber*, daté du 13 mai 1941, il est question d'une résolution du comité central qui qualifie l'anschluss de « violation brutale du droit politique et national du peuple autrichien à l'autodétermination ». Cet acte énumère également les tâches principales que s'est assigné le P.C. :

- a) Lutte contre la domination étrangère et pour l'auto-détermination et l'autonomie du peuple autrichien,
- b) Lutte pour les droits démocratiques du peuple,
- c) Lutte contre le pillage économique du pays,
- d) Lutte contre la politique de guerre du fascisme allemand,
- e) Lutte contre la barbarie culturelle et l'antisémitisme ³⁹.

D'innombrables documents témoignent de l'inlassable activité des communistes dans la Résistance, malgré les pertes répétées infligées par la Gestapo. Parmi les communistes, les jeunes prirent une part essentielle à la lutte ; selon Walter Göhring ⁴⁰, les jeunes communistes étendirent considérablement leur influence pendant l'époque nazie et c'est à leur esprit d'initiative et de sacrifice que le parti a dû, sous le régime nazi lui-même, d'enregistrer l'adhésion de plus de 13 000 nouveaux membres, malgré le danger que cela représentait à cette époque. Les jeunes communistes prirent tout à fait au sérieux ce qui était exposé dans une brochure largement diffusée : « La lutte de libération du peuple autrichien, après l'occupation militaire de l'Autriche par le fascisme allemand, poursuit un but national : la disparition de la domination étrangère et le rétablissement d'une Autriche libre et indépendante sur la base de l'auto-détermination démocratique du peuple. Le devoir de la jeunesse autrichienne est d'être au premier rang de cette lutte et au service de l'union du peuple entier contre la domination étrangère ⁴¹... »

Cette ligne politique fut défendue dans d'innombrables tracts et journaux diffusés au prix d'efforts inouïs ; lorsque la Gestapo eut décapité presque toute les directions clandestines successives du parti, il se trouva, dans l'émigration, des militants qui rentrèrent au pays et recommencèrent le travail. Un jeune historien qui n'a pas lui-même vécu

39 *Ibid.*, p. 97. Bruno Dubber fut condamné à la réclusion à vie et mourut en 1944 à la suite d'injections de poison qui lui furent administrées systématiquement.

40 Walter GOEHRING, *Der illegale kommunistische Jugendverband Österreichs*, phil. Diss. Vienne.

41 Extrait de la brochure clandestine *Jung-Österreich-Zeitschrift der österreichischen Jugend*, voir DWuV, vol. II, p. 300-304.

cette époque, décrit ainsi ce processus : « Toujours à nouveau, la direction à l'étranger du parti communiste autrichien envoya en Autriche des émissaires qui avaient pour mission de réorganiser le parti clandestin ; mais ceux-ci furent rapidement identifiés par la Gestapo, filés et finalement arrêtés. Comme ils avaient, dans la plupart des cas, établi des contacts, leurs arrestations en entraînaient d'autres, fort nombreuses, de sorte que le parti perdit peu à peu de précieux éléments ⁴². »

Du côté communiste, il existe également un témoignage que nous voulons citer avant de conclure cet exposé que nous serons amenés à compléter dans un chapitre ultérieur ; nous relèverons surtout les passages qui montrent la ténacité avec laquelle les fils cassés par la Gestapo furent chaque fois renoués pour permettre aux résistants de l'intérieur de maintenir le cap : la reconquête de l'indépendance de l'Autriche, mais d'une Autriche démocratique et républicaine.

« Après les premiers coups durs infligés par la Gestapo, le parti dit à chaque communiste : " C'est toi le parti ! " et chacun continua la lutte dans les formes appropriées... Début 1940, un " Drapeau rouge " imprimé en Belgique fut clandestinement introduit dans le pays ; il donnait comme consigne une vigilance accrue face aux méthodes de la Gestapo, mais en même temps la " création d'un réseau d'organisations à travers tout le pays "... Des journaux parurent régulièrement qui s'appelaient *Rote Fahne*, *Weg und Ziel*, *Wahrheit*, etc.

En juin 1940, un nouveau centre fut créé sous la direction d'*Erwin Puschmann*, mais fin janvier 1941 plus de mille camarades avaient été arrêtés... Depuis mai 1941, le parti disposait à nouveau d'un centre clandestin sous la direction de *Leo Gabler*, arrêté à son tour en novembre 1941... En février 1943, *Hermann Köhler* reconstitua une nouvelle direction, mais fut arrêté à peine un mois plus tard... à partir de ce moment, les cadres dirigeants furent renforcés grâce au retour de nombreux communistes émigrés qui revenaient camouflés en " ouvriers français ". Environ 40 camarades vinrent ainsi renforcer la résistance dans le pays même et rendirent possible la constitution d'un nouveau centre qui put se maintenir jusqu'en automne 1943. Après cette date, le parti n'eut plus de direction centrale clandestine ⁴³... »

42 W. HOLZER, *Im Schatten des Faschismus - der österreichische Widerstand gegen den Nationalsozialismus (1938-1945)*, Zeitdokument - Dr. Karl - Renner-Institut, Wien, 1978, p. 14.

43 Extraits d'un article de Franz Marek, paru dans *Weg und Ziel*, n° 12, 1954 et réimprimé dans le recueil *Die Kommunisten im Kampf für die Unabhängigkeit Österreichs*, Wien, 1955, p. 128-145.

Tous les militants qui rentrèrent d'émigration pour se consacrer à la résistance furent arrêtés et torturés par la gestapo, la plupart furent exécutés, les autres déportés. Pour les détails, voir DWuV, vol. II.

Mais les activités des militants communistes ne se relâchèrent pas pour autant ; comme il ressort d'un rapport de la Gestapo, daté du 28 mars 1944, « depuis mai 1943, on a pu observer une nette augmentation de la diffusion de la littérature communiste, ce qui donne à penser qu'un nouvel appareil a été constitué, ainsi qu'une direction viennoise du P.C... Dans le développement du travail illégal du P.C. (K.P.Ö.) depuis l'année 1943, on remarque une mise au second plan des tendances purement communistes en faveur d'une collaboration avec tous les autres partis, dans le sens d'un front populaire.. »

Et le même rapporteur indique le nombre de militants communistes arrêtés par la Gestapo de Vienne :

1938	742
1939	1 132
1940	837
1941	1 507
1942	881
1943	1 173

ce qui donne un total de 6 300 arrestations à Vienne seulement. Il ajoute : « Ces chiffres prouvent la nécessité et justifient la sévère jurisprudence appliquée par le Tribunal du peuple et la Cour de Vienne qui, jusqu'ici, ont prononcé 364 condamnations à mort d'adhérents communistes, 293 ayant été exécutés⁴⁴. »

On verra que dans la phase suivante, c'est-à-dire lorsque les luttes s'intensifièrent jusqu'aux combats armés, les communistes furent encore présents.

LA PRISE DE CONSCIENCE CHEZ LES SOCIALISTES

Si dans cet aperçu sur la résistance intérieure en Autriche, classée selon des critères politiques, nous ne parlons des socialistes qu'en troisième position, ce n'est pas parce que nous sous-estimons la part qu'ils ont prise dans cette résistance. Au contraire, leur participation allait pour ainsi dire de soi, puisqu'ils étaient dans la Résistance depuis qu'en 1934 le gouvernement Dollfuss les avait refoulés dans la clandestinité. Mais il s'agit de suivre l'évolution qui se fit dans leurs rangs, concernant le caractère de cette Résistance anti-hitlérienne.

44 Voir Dossier DÖW 5080, dans DWuV, vol. II, p. 123-125. Selon les résultats obtenus jusqu'ici par les recherches, les communistes perdirent 2.300 militants, sans compter les victimes des camps et ceux qui tombèrent sur les divers champs de batailles où ils s'étaient engagés en tant que communistes, et ceux qui ont été assassinés sans aucun procès.

Nous connaissons en effet la position adoptée par Otto Bauer et ses amis qui ne voulaient voir dans l'annexion qu'un acte de violence fasciste, et non pas une invasion étrangère. La lutte contre le nazisme devait donc être une lutte antifasciste, mais sans composante nationale, sans l'objectif d'une Autriche ressuscitée. Nous reviendrons nécessairement sur cette discussion ; cependant, en Autriche même, sous la férule de la Gestapo, des SS et de la politique tyrannique des nazis, dans les conditions d'une clandestinité particulièrement dure et d'une guerre sans merci, les militants socialistes, sans avoir le loisir de réflexions théoriques approfondies, vivaient jour après jour l'occupation nazie et se rendaient compte que cette occupation était bien le fait d'étrangers.

Nous rencontrerons de nombreux socialistes dans les groupes de Résistance « mixtes » fonctionnant dans les entreprises, dans la Wehrmacht allemande ou dans les petites villes de province et dont les activités résistantes feront l'objet d'une remarque à part.

Il serait cependant erroné de vouloir présenter la Résistance socialiste du début comme une Résistance à dominante nationale-libératrice ; ce qui ressort des actes d'accusation de la Gestapo qui reprochait surtout aux militants arrêtés la poursuite de leurs « activités marxistes » qu'elle qualifiait d'entreprises de haute trahison. Comme par exemple lors du premier procès contre des socialistes révolutionnaires qui eut lieu avant le début de la guerre, en juin 1939. Dans les actes du tribunal, on relève des noms qui ont depuis joué un certain rôle dans la politique autrichienne, comme Friederike Nödl, Karl Holoubek, Wilhelmine Moik ou Erwin Scharf ⁴⁵.

Le 3 septembre 1939, immédiatement après le début de la guerre, 47 socialistes connus furent arrêtés préventivement, certains d'entre eux figurèrent au deuxième procès contre « socialistes et communistes » qui se déroula en janvier 1940. La Gestapo fit visiblement l'amalgame entre socialistes et communistes, mais il est de fait, qu'à cette époque, nombreux furent les contacts entre les militants des deux orientations. Contacts qui existèrent aussi dans l'affaire du « groupe Slavik », égale-

45 On leur reprocha d'avoir collecté et distribué de l'argent grâce à l'organisation *Sozialistische Arbeiterhilfe* (SAH) et d'avoir ainsi maintenu une organisation interdite et préparé une entreprise de haute trahison. Le *Völkischer Beobachter* de Vienne (10 à 11 juin 1939) donna une relative publicité à ce procès, sans doute parce que les condamnations ne furent pas trop sévères.

ment en liaison avec des légitimistes ⁴⁶, et dans celle du groupe *Freund-Thaler* qui avait regroupé des cheminots en tant qu'organisation des socialistes révolutionnaires, comme il ressort de l'acte d'accusation présenté au Tribunal du peuple par le premier Procureur, le 26 octobre 1943.

Les activités socialistes, bien que dans une mesure moindre que celles des communistes, peuvent être suivies tout au long de l'occupation allemande, grâce aux dossiers et rapports de la Gestapo. Le cas le plus grave fut celui de Johann Otto Haas auquel fut attribuée la tentative d'organiser un réseau socialiste couvrant toute l'Autriche ; il fut condamné à mort, avec son camarade Eduard Göth, en décembre 1943 et exécuté en 1944. On note en outre des tentatives de collaboration plus étroite entre socialistes et communistes, à Graz et à Salzbourg notamment ; dans un programme attribué à une organisation commune de socialistes et de communistes, par la Cour spéciale de Vienne, apparaît dès 1939 un point qui réclame l'indépendance de l'Autriche.

Un ancien parlementaire socialiste, Ludwig Klein, a laissé un rapport sur cette époque où il note : « Nous savions dès le début que la grande majorité des Autrichiens qui n'étaient pas nazis voulaient l'indépendance du pays... Les communistes avaient eu raison avec leur mot d'ordre d'indépendance autrichienne ⁴⁷... »

Dans ses Mémoires, Adolf Schärf, longtemps président du P.S. sous la Seconde République, vice-chancelier et finalement président fédéral, donne un bel exemple de cette transformation progressive de l'état d'esprit purement antifasciste en une attitude pro-autrichienne, patriotique des socialistes autrichiens de l'intérieur. C'est pourquoi nous les citerons largement.

« Un matin du printemps de l'année 1943, un homme qui m'était inconnu entra dans mon bureau. Sans ambages, il me demanda si j'avais été dans ma vie secrétaire du groupe social-démocrate au Conseil National, et si je n'avais pas été aussi secrétaire de Karl Seitz. Je lui répondis par l'affirmative et le visiteur se présenta : Wilhelm Leuschner, ancien ministre de l'intérieur social-démocrate de Hesse... » Après des recoupements longs et circonstanciés pour savoir si cet homme disait vrai, la conversation s'engagea de la façon suivante, toujours selon les Mémoires de Schärf : « Il m'informa, qu'au plus tard en automne 1943, il fallait s'attendre sans aucun doute à la fin du régime hitlérien.

⁴⁶ Voir plus haut.

⁴⁷ Voir Stadler, *op. cit.*, p. 187-188.

Des représentants de plusieurs partis s'étaient d'ores et déjà mis d'accord sur la formation d'un gouvernement du Reich avec soutien des militaires. Dans ce nouveau gouvernement, Goerdeler serait chancelier, lui-même vice-chancelier. Le Dr Schuschnigg, bien qu'interné dans un camp de concentration, serait — par l'intermédiaire de sa femme — en liaison avec le groupe et aurait attiré son attention sur plusieurs hommes à Vienne. Il était donc venu en Autriche pour gagner sociaux-démocrates et chrétiens-sociaux à cette cause. Si l'Autriche se mettait résolument du côté de la révolution allemande, on pourrait s'attendre, avec optimisme, à ce que dans le traité de paix l'anschluss de l'Autriche avec l'Allemagne reste acquis⁴⁸. Il s'adressait à moi pour que nous nous mettions d'accord sur la coopération des sociaux-démocrates autrichiens en faveur du maintien de l'anschluss... » Schärf rappelle que l'entretien eut lieu au printemps de 1943, donc à un moment où les émissions en allemand des puissances alliées n'avaient encore rien dit du rétablissement d'une Autriche libre. L'idée que l'anschluss pourrait être annulé était alors quelque chose de nouveau et d'inhabituel⁴⁹, « au contraire, il semblait bien que les grandes puissances n'avaient pas de doctrine arrêtée, quant au rétablissement d'un Etat autrichien.

Leuschner développa ensuite ses idées en détail. Notre conversation dura trois heures. Je me sentis comme transporté du présent vers l'avenir, tellement j'étais saisi par son récit, j'écoutais en silence et avec attention. Subitement je l'interrompis. Aujourd'hui encore, je ne le cache pas, depuis que j'ai appris à connaître et à aimer les trésors spirituels du peuple allemand, j'ai toujours rêvé que ma patrie spirituelle n'était pas l'Autriche, mais Weimar. Mais pendant la conversation j'eus comme une illumination, et c'est justement la description que Leuschner fit de la situation qui m'amena à comprendre ce qui avait changé.

J'interrompis brusquement mon interlocuteur et lui dit : “ *L'anschluss est mort*. L'amour pour le Reich allemand, on nous l'a fait passer à nous autres Autrichiens. Je connais, de par mes activités professionnelles, beaucoup de femmes et d'hommes qui sont venus d'Alle-

48 Cette opinion d'un important acteur de la future conjuration du 20 juillet 1944 est caractéristique de l'irréalisme dont firent preuve les protagonistes de cette entreprise : ils pensaient, en cas de succès de leur projet, pouvoir garder certaines conquêtes hitlériennes. Ce même irréalisme les mena également à leur perte.

49 Il faut bien le constater : Schärf ne lisait pas la presse ni les tracts clandestins de l'époque qui en parlaient sans cesse, comme d'ailleurs les émissions radiophoniques.

magne à Vienne et que j'ai appris à estimer. Mais j'ai devant les yeux le jour où les Allemands du Reich seront chassés de l'Autriche comme naguère les juifs. » Pendant que je prononçais ces paroles, j'avais le sentiment que ce n'était pas moi qui parlait, mais un autre homme, une autre voix en moi.

Leuschner fut étonné et ému. Il me déclara qu'il avait parlé avec d'autres hommes à Vienne, mais que personne ne lui avait donné une telle impression du climat régnant en Autriche⁵⁰...

Par la suite, j'ai informé mes amis dans toute l'Autriche, parmi eux Seitz qui avait parlé avec Leuschner avant moi, et Renner, et tous nous sommes bientôt parvenus à l'opinion que j'avais exprimée spontanément face à Leuschner. En novembre 1943 ce fut la déclaration de Moscou sur le rétablissement d'une Autriche libre et indépendante, et elle nous renforça dans notre idée⁵¹. »

Voici donc un raccourci saisissant de l'évolution, voire du retournement des idées des socialistes autrichiens de l'intérieur qui étaient entrés dans le III^e Reich avec l'illusion d'être allemands pour faire avec les Allemands du Reich une révolution socialiste, et que quelques années de la réalité du III^e Reich avaient totalement convertis à l'idée de l'Autriche indépendante, à l'idée de la nation autrichienne. Ce difficile processus de prise de conscience devait également s'accomplir chez leurs camarades exilés, bien qu'avec un certain retard, comme nous allons voir.

LES GROUPES DE RÉSISTANTS SPÉCIFIQUES

Nous entendons par là des groupes qui n'étaient pas organisés selon leurs options politiques, mais en fonction de leurs activités professionnelles ou autres affinités. Ces groupes s'activèrent à mesure que la défaite du III^e Reich se dessinait plus nettement. Une première secousse fut la bataille de Moscou qui révéla que la Wehrmacht était susceptible, comme tout autre armée au monde, de subir de lourds

50 Deux autres conjurés, Goerdeler et J. Kaiser, avaient eu un entretien tumultueux avec le chrétien-social Weinberger, dont nous avons déjà fait mention ; celui-ci ne leur avait pas caché ce qu'il pensait de l'anschluss : « Sehen Sie, wir wollen gewiss alles tun, um ihnen zu helfen und wir werden uns freuen, wenn ihr draussen (c'est nous qui soulignons), endlich so weit seid, wir werden auch nicht undankbar und bestimmt keine Verräter werden, aber lasst uns doch vor allem wieder das werden, was wir lange gewesen sind : *Österreicher* ! » (Dans L. WEINBERGER, *Tatsachen, Begegnungen und Gespräche*, Wien, 1948, p. 135).

51 Adolf SCHAEFER, *Österreichs Erneuerung 1945-1955*, Wien, 1955, p. 19-20.

revers. La légende de l'invincibilité de la Wehrmacht, inlassablement répandue par la propagande de Goebbels, subit une première fêlure.

Il faut dire cependant que beaucoup de ces groupes s'étaient constitués dès le début de la guerre, mais que leurs activités se renforcèrent lorsqu'ils eurent la possibilité de recruter davantage de collaborateurs clandestins.

C'est dans les entreprises que la Résistance trouva un vaste champ d'activité : activité multiple, qui allait de la collecte de fonds pour les familles des collègues emprisonnés jusqu'au sabotage de la production, en passant par des actions syndicales, des revendications pour un meilleur ravitaillement ou de meilleures conditions de travail et jusqu'à la grève — malgré les conditions extrêmement difficiles face à l'appareil de répression de l'Etat nazi.

Pour les revendications ouvrières, nous avons déjà eu l'occasion d'en faire état ; si, au début, les autorités nazies qui voulaient prouver leurs sympathies pour la classe ouvrière lâchèrent un peu les brides, elles se ressaisirent rapidement, et surtout après le déclenchement de la guerre, la répression fut sévère pour « crimes politiques » et « préjudice à l'économie de guerre ».

Les documents étudiés montrent que dans les entreprises il n'existait pratiquement pas de différenciation politique et que les travailleurs étaient tout simplement solidaires entre eux, qu'il s'agisse de collectes de solidarité, de revendications sociales ou, plus tard, d'actes de sabotage pour abrégier la guerre.

La Gestapo pour sa part faisait également l'amalgame, en qualifiant sans distinction tous les travailleurs de « marxistes » et de « communistes », même quand il s'agissait de catholiques ou de sympathisants du Front patriotique de l'équipe de Dollfuss.

Nous citerons à cet égard un document qui montre la complexité et l'interférence de toutes les activités qualifiées de subversives par la Gestapo. Il s'agit d'un jugement à l'encontre des travailleurs d'une firme privée, dans le deuxième arrondissement de Vienne. Un ouvrier, Franz Holzer, fut condamné à deux ans de réclusion parce qu'il avait organisé des collectes de solidarité en faveur de familles d'incarcérés, et versé lui-même de l'argent. On lui reprocha notamment, « d'avoir de 1938 à 1940 payé mensuellement 2 RM à Rosenberger » — un autre accusé. Pendant cette période, et pour la dernière fois en mars 1939, Holzer reçut de Rosenberger des brochures clandestines dont les éditeurs se dénommaient « Socialistes et communistes réunis » ou

« Confédération syndicale illégale »... Fin 1940, Holzer discute avec l'accusé Annerl de la situation des salaires dans l'entreprise — donc préoccupation syndicale — et notamment du taux injuste appliqué pour le travail aux pièces. A cette occasion, Annerl mentionna le cas d'une veuve de son voisinage qui, à la suite de l'arrestation de son fils, se trouvait dans une grande misère. Holzer proposa d'aider cette femme — donc préoccupation purement humanitaire — et tous les deux commencèrent à collecter de l'argent... » Le tribunal vit dans ces activités un soutien moral aux marxistes arrêtés et conclut au chef d'accusation de préparation à la haute trahison...

Il existe des centaines de dossiers de cette nature dans les Archives du D.Ö.W. Tous traitent de l'activité de solidarité dans les entreprises en faveur des victimes de la répression ⁵².

Cependant, certains corps de métier furent particulièrement actifs et dépassèrent le stade de la solidarité : notamment les *cheminots autrichiens*. Ancien cheminot lui-même, F. Vogl a écrit l'histoire de la résistance dans cette corporation ⁵³. Il a recensé tous les groupes de cheminots qui ont participé à la résistance ; ils se comptent par centaines comprenant des milliers de membres. Le but de notre travail n'est pas de dresser un mémorial de la résistance autrichienne, mais il faut dire cependant que d'après les dossiers des tribunaux nazis, les motivations de résistance des cheminots, comme pour d'autres, furent dans la plupart des cas patriotiques ; nous n'en citerons qu'un exemple, tout en indiquant que les sacrifices de ce corps de métier furent particulièrement importants ⁵⁴.

Dans un procès en haute trahison contre quatre cheminots de la gare de St Pölten, le tribunal prononça trois condamnations à mort et une réclusion à vie, avec les attendus suivants : il est constaté qu'après l'annexion de l'Autriche (selon le tribunal « Eingliederung in das Reich ») les différences entre sociaux-démocrates et communistes tendaient à disparaître, parce que leurs partisans n'avaient qu'un seul but : chasser la domination nazie. Mais, disait le jugement « daneben verfolgt die K.P.Ö. noch das sich aus der geschichtlichen Vergangenheit erklärende Ziel, gleichzeitig mit der Entfernung der nationalsozialist-

⁵² Voir DWuV, vol. II, p. 356-406. Ce procès a eu lieu le 9 octobre 1943.

⁵³ Friedrich VOGL, *Österreichs Eisenbahner im Widerstand*, Wien, 1968, 280 p.

⁵⁴ Vogl, *op. cit.*, donne les chiffres ci-après ; il subdivise en plusieurs catégories les victimes dont il donne d'ailleurs tous les noms :

Cheminots exécutés	154
Cheminots morts en détention	140
Morts dans la division disciplinaire 999	22

ischen Reichsführung die Ostmark wieder vom Deutschen Reich loszureissen. Diesen Inhalt der Absichten der K.P.Ö. haben die Angeklagten zur Zeit ihrer Tätigkeit genau gekannt. Sie haben sich diese selbst zu eigen gemacht und wollten ihrerseits zu der Verwirklichung beitragen. Somit haben sie bewusst das hochverräterische Unternehmen, mit Gewalt ein zum Reiche gehöriges Gebiet vom Reiche loszulösen und mit Gewalt die Verfassung des Reiches zu ändern, vorbereitet ⁵⁵. »

Ce qui frappe dans ces attendus d'un tribunal nazi, c'est qu'ils reconnaissent que l'objectif de la séparation de l'*Ostmark* du Reich s'explique par le passé historique, et que les accusés — d'origine en partie sociale-démocrate — se sont appropriés cet objectif de rétablir l'indépendance de l'Autriche. Dans ces procès, les cheminots furent accusés pêle-mêle de haute trahison, de sabotage, d'écoute de radios étrangères et de « démoralisation de la Wehrmacht », chacun de ces chefs d'accusation étant considéré comme suffisant pour justifier une condamnation à mort.

D'autres grands corps de métier résistèrent de la même manière : notamment les pompiers de Vienne, les traminots, les employés du gaz et de l'électricité.

Quant au sabotage de la machine de guerre hitlérienne, il commença très tôt, d'une manière d'abord spontanée, puis organisée ; les Autrichiens développèrent des idées originales, notamment lorsqu'ils furent envoyés dans l'*Altreich* comme requis, une forme de S.T.O. Dès avant la guerre, la Gestapo fit passer en jugement un travailleur autrichien qui avait semé le trouble parmi les ouvriers autrichiens envoyés à Lübeck dans une usine d'armement. Voici le texte du jugement du Tribunal de grande instance hanséatique en avril 1939 :

« Dès l'arrivée de l'accusé en septembre 1938, avec un transport de 200 *Ostmärker*, le moral assez bon au début se détériora de façon frappante : les plaintes sur la nourriture de la cantine, les demandes d'acomptes, de congé, les absences pour maladie, les demandes de rapatriement ont augmenté de façon inquiétante, on compta parfois de 100 à 200 demandes par jour. Le témoin (l'homme de confiance nazi dans l'entreprise) a fait des recherches et ses soupçons se portèrent bientôt sur l'accusé... qui ne se bornait pas à faire de l'absentéisme lui-même, mais influença la partie autrichienne de l'effectif où l'on

55 Photocopie du jugement en notre possession, grâce à l'amabilité du professeur Eduard Rabofsky, lui-même résistant arrêté, alors que son frère Alfred fut exécuté par les nazis.

remarqua bientôt de l'agitation et une baisse sensible du rendement... D'autres témoins l'ont vu organiser des discussions parmi ses camarades de travail autrichiens... d'autres encore l'ont entendu déclarer au café " Regina ", pendant qu'il jouait aux cartes, qu'il rentrerait bientôt et que tous ceux qui n'étaient pas idiots en feraient autant. Il est allé jusqu'à exhorter des ouvrières qui venaient d'arriver à ne pas s'engager, à ne rien signer (contrat de travail) car les hommes autrichiens présents rentreraient également bientôt ⁵⁶... »

La même méthode fut appliquée en pleine guerre, en 1940, lorsque 30 ouvriers viennois furent requis pour aller travailler à Kiel. Leur porte-parole ⁵⁷ raconte lui-même comment il agit à cette occasion : « Lorsque l'ingénieur de l'entreprise nous salua comme spécialistes de la métallurgie, je lui déclarai que les collègues ici présents n'avaient plus travaillé dans leur spécialité depuis 15 à 25 ans et qu'aucun ne pourrait accepter la responsabilité qu'on voulait lui confier. Il y eut alors une grande déception chez l'ingénieur et une agitation formidable parmi les autres travailleurs de l'entreprise, des Allemands de l'Altreich. Le bruit du refus de travail des Viennois se répandit comme une traînée de poudre, un tel phénomène ne s'était encore jamais produit. Quelques jours plus tard, la direction fut bien obligée de reconnaître que ces travailleurs n'étaient pas aptes à servir les machines compliquées. Le porte-parole dut encore se présenter devant une commission militaire, mais il s'en tira si bien que le transport tout entier fut renvoyé à Vienne. Là, leur réquisition fut annulée en bonne et due forme avec l'argument que l'*Ostmark* avait besoin de ses travailleurs. A Kiel, ce précédent déclencha toute une série d'actions ; les plaintes, adressées aux divers offices de travail aussi bien à Kiel qu'à Vienne, se multiplièrent ; un national-socialiste viennois lui-même s'adressa à von Schirach, et comme les femmes des requis manifestaient à Vienne en réclamant le retour de leurs maris, ce dernier se vit contraint de promettre le prochain rapatriement des Autrichiens. » Bruno Sokoll, le porte-parole en question, conclut ainsi son rapport ⁵⁸ : « Ainsi, des travailleurs viennois suscitérent à Kiel une activité de résistance accrue des travailleurs allemands. » A cette occasion des relations se nouèrent entre résistants autrichiens et allemands de diverses orientations politiques, comme ce fut le cas

56 Le travailleur impliqué, Richard Stöger, fut condamné à 1 an et 9 mois de prison pour « préparation à la haute trahison ». Dossier DÖW 4078.

57 Il s'agit de Bruno Sokoll, ancien militant du *Schutzbund*, condamné à mort après les combats de février 1934, puis grâcié.

58 La déposition de Sokoll se trouve au DÖW, sous les numéros 2925, 2926, 3438-3493, 2772-2775.

pour le socialiste révolutionnaire Otto Haas, dont nous avons mentionné l'exécution et qui fut également impliqué dans ces activités dans le nord de l'Allemagne.

Finalement, la Gestapo dut constater que partout où des groupes de travailleurs viennois étaient envoyés comme requis, ils réussissaient en peu de temps à désorganiser le travail, à créer une ambiance de révolte et à réduire ainsi le rendement.

Mais dans l'*Ostmark*, c'est-à-dire en Autriche, le sabotage prit les formes les plus inattendues. Stadler, s'appuyant sur les « rapports du jour » de la Gestapo, donne de nombreux exemples dont nous ne citerons que quelques-uns. Ainsi, le 27 janvier, l'inspecteur de la sûreté et du S.D. note : « Ces derniers temps différents services de la *Reichsbahn* et de la *Reichspost* reçoivent d'une instance soi-disant supérieure des informations ou même des instructions téléphoniques qui s'avèrent être fictives lorsqu'on les vérifie. Le but de cette action est apparemment de provoquer le désarroi et de causer des accidents. Dans les milieux des cheminots, le bruit circule que le nombre croissant des catastrophes ferroviaires, ces derniers temps, doit être imputé à ces appels téléphoniques ⁵⁹. »

Un autre cas de sabotage concerne la fabrique de munitions d'Enzesfeld près de Vienne : 2 200 douilles d'obus avaient été tellement souillées — les ouvriers y avaient glissé des peaux de saucisson ou des coquilles de noix — qu'il fallait craindre une explosion prématurée. Arrêtés, les ouvriers affirmèrent que les cadences de production ne leur avaient pas permis de jeter ces détritres dans les corbeilles adéquates ⁶⁰. On releva des cas encore plus flagrants : des trous percés dans les conduites des pompes qui s'arrêtèrent faute d'huile, des courroies de transmission furent coupées au couteau, des morceaux de fonte glissés dans des laminoirs. Le catalogue du S.D. est très copieux à ce sujet. Dans sa monographie *Widerstand im Gebiet Wiener Neustadt 1938-1945*, Karl Flanner relève toute une série de tels actes, notamment des explosions de dépôts de munitions provoquées par des résistants ⁶¹.

Plus la guerre durait, plus ces actes de sabotage étaient fréquents. Dans son livre sur la Résistance des syndicats autrichiens, Hindels énumère une série d'actions qui empêchèrent la production de guerre

⁵⁹ T 84 R 14 41398-9, cité d'après Stadler.

⁶⁰ T 84 R 15 42 472-3, 493, 518, cité d'après Stadler.

⁶¹ Flanner *op. cit.*, p. 198-213.

de tourner à plein, certaines causant de lourdes pertes⁶². Le sabotage dans les entreprises autrichiennes n'occasionna pas seulement des retards considérables dans la production, mais il devint un phénomène de masse qui fit comprendre aux dirigeants nazis que les travailleurs autrichiens agissaient pour des raisons patriotiques, comme d'ailleurs les groupes de résistance des travailleurs étrangers, déportés du travail, qui souvent prirent le relais des résistants autrichiens⁶³. Le ralentissement des cadences et le sabotage direct étaient surtout l'affaire des travailleurs en usine, mais souvent des tracts ou des papillons exhortaient la population tout entière à aider au grippage de tous les rouages ; citons entre autres un document diffusé début 1943 par le mouvement *Anti-Hitler-Bewegung Österreichs*, qui prit ce nom pour bien indiquer que ses motivations étaient à la fois anti-nationales-socialistes et pro-autrichiennes. Le titre déjà est significatif : A tous ceux qui sont de chez nous ! « Tu es de notre pays, tu veux certainement que la guerre finisse et avec elle la domination hitlérienne ! Mais as-tu déjà réfléchi si, pour ta part, tu contribues à en hâter la fin ? Sinon, cherche dans ta conscience et si tu n'as rien fait, dépêche-toi de faire quelque chose. Ne dis pas, une fois de plus, que cela ne dépend pas de toi. Si tu ne sais pas comment faire, alors écoute : ne travaille pas plus que ce qui est nécessaire pour ne pas entrer en conflit avec ton supérieur. Refuse les heures supplémentaires, dans toute la mesure du possible. Fais-toi porter malade, aussi souvent que possible ; si un médecin refuse, va chez un autre. Il y a heureusement beaucoup de médecins qui sans difficulté accordent des arrêts de travail, sans doute pour faire leur devoir. Tu as certainement dans ton usine des collègues qui sont mieux portants que toi, et qui pourtant sont très souvent absents. Fais comme eux, ainsi tu contribueras un peu à " notre " victoire ! » Ce panorama de la Résistance autrichienne, dans sa première phase, ne serait pas complet si nous ne revenions pas sur un groupe qui, de par sa nature, englobait toutes les couches de la population et qui, dès le début, montra un esprit patriotique étonnant, dans les circonstances données : à savoir les Autrichiens en âge de porter les armes, des jeunes pour

62 Josef HINDELS, *Österreichs Gewerkschaften im Widerstand 1934-1945*, p. 393-398, et le chapitre suivant, *Streiflichter aus dem betrieblichen Widerstand*, op. cit., p. 399-419. Il est intéressant de constater que Hindels souligne le fait que dans les entreprises, tous les antihitlériens travaillèrent ensemble, sans aucune distinction d'appartenance politique. Ce furent en somme des groupes de résistants simplement autrichiens. Des douzaines d'ouvriers furent exécutés sous l'inculpation de sabotage, des centaines d'autres arrêtés et incarcérés.

63 Nous reviendrons à cette coopération entre résistants autrichiens et étrangers quand nous traiterons de la dernière phase de la guerre.

la plupart, mais aussi des classes d'âges plus élevées, à mesure que la guerre avançait.

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que les premières victimes de la justice nazie furent des soldats incorporés dans la Wehrmacht, le jeune Otto Vogl et 13 de ses compagnons⁶⁴. La résistance massive des soldats autrichiens peut paraître surprenante. Liés chacun au Reich, et à Hitler personnellement, par un serment d'allégeance d'une sévérité particulière dont nous avons cité le texte, toute action contre le Reich comportait donc un risque hors pair. Mais la révolte des jeunes soldats et des moins jeunes contre le « drill » prussien, leur sentiment patriotique sont moins surprenants pour ceux qui ne succombent pas à l'éternel démon du pangermanisme dont les défenseurs disent, aujourd'hui encore, que lors de l'invasion allemande, l'attitude du *Bundesheer* autrichien n'aurait pas été sûre. En vérité, l'armée autrichienne dans son écrasante majorité était prête à défendre le pays contre la Wehrmacht hitlérienne. Elle attendait l'ordre de résister, mais nous savons que cet ordre n'est jamais venu.

Hitler lui-même semblait mieux informé : dès le 15 mars 1938, il mit de suite à la retraite 65 officiers du *Bundesheer*, suivis bientôt de beaucoup d'autres, si bien qu'au 31 octobre 1938, 55 % des généraux autrichiens, 40 % des colonels et 14 % des autres officiers (du lieutenant au lieutenant-colonel) avaient été exclus du service dans la Wehrmacht. Plusieurs officiers supérieurs, comme le *Feldmarschall-Leutnant* Jansa qui avait préparé la défense des frontières contre l'Allemagne, furent consignés dans des petites villes de l'*Altreich* et placés sous surveillance permanente.

Il va de soi qu'avant la toute dernière phase de la guerre, une résistance armée à l'intérieur de la Wehrmacht était impensable. D'autant que le commandement de la Wehrmacht se hâta de dissoudre les unités autrichiennes pour les amalgamer à des unités allemandes, avec l'ordre qu'il ne devait jamais y avoir plus de 25 % d'*Ostmärker* dans une unité.

Malgré cela, des milliers de soldats s'ingénierent à enrayer la machine de la Wehrmacht. Tout d'abord par des actions individuelles ; certains refusèrent ouvertement le serment exigé, traduits immédiatement devant un tribunal de l'armée, ils furent condamnés à mort⁶⁵.

64 DÖW, N° 5934.

65 Rappelons la date de l'exécution de Vogl : 16 mars 1939, c'est-à-dire au moment de l'occupation totale de la Tchécoslovaquie. Il y eut également des soldats *Bibelforscher* qui furent exécutés sous ce chef d'accusation.

Lorsque la guerre éclata, la Résistance dans l'armée pouvait s'exprimer par la désertion ; les dossiers des cours martiales montrent qu'un grand nombre de soldats autrichiens se décidèrent à faire ce pas, d'autres se laissèrent faire prisonniers. La différence d'attitude des soldats autrichiens fut même reconnue par Staline qui, au cours d'une conversation à Téhéran en décembre 1943, aurait dit à Churchill : « Lorsqu'on se trouve en face des grandes masses de soldats allemands, on doit constater qu'ils luttent tous comme de vrais diables ; seuls les Autrichiens se comportent autrement ; ils se rendent souvent, en criant " Avstriets " (Autrichien) ⁶⁶. »

Il y eut aussi des objecteurs de conscience, mais peu nombreux ; le cas du paysan de Haute Autriche, Franz Jägerstätter, est devenu célèbre : après avoir voté Non lors du référendum du 10 avril 1938, il refusa de servir dans la Wehrmacht pour des raisons éthiques, fut condamné à mort et exécuté à Berlin, le 9 août 1943 ⁶⁷.

C'est encore Friedrich Vogl qui, dans un recueil documentaire, a rassemblé les actes de résistance accomplis par milliers par les soldats autrichiens incorporés dans la Wehrmacht ⁶⁸ ; il y eut des condamnations pour haute trahison, pour démoralisation de la Wehrmacht, pour désobéissance, pour désertion, pour auto-mutilation, etc. L'actuelle situation de la recherche sur les sources ne permet pas d'établir un bilan chiffré, mais ce n'est pas là l'essentiel. Nous reviendrons aux « actions visibles » des soldats autrichiens quand nous traiterons de la dernière phase de la guerre.

Car la réalisation la plus importante des résistants dans la Wehrmacht, ce fut bien la mise en place très prudente et patiente d'un appareil de résistance à l'intérieur même du commandement de la XVII^e circonscription de la Wehrmacht, celle qui avait son siège à Vienne et était compétente pour tout le territoire de l'Autriche orientale, y compris certaines régions voisines. Aux postes les plus hauts placés, la Résistance avait ses hommes de confiance qui devaient jouer un rôle très efficace dans l'affaire du 20 juillet 1944, et dans une moindre mesure, au moment de la libération de Vienne.

66 Ce fut le cas des survivants du groupe Vogl.

67 Le professeur américain Gordon C. ZAHN lui a consacré un livre : *Er folgte seinem Gewissen*, Styria, Graz, 1967.

68 Friedrich VOGL, *Widerstand im Waffenrock, österreichische Freiheitskämpfer in der Deutschen Wehrmacht 1938-1945*, paru dans la collection *Materialien zur Arbeiterbewegung* éditée par le Ludwig Boltzmann Institut für Geschichte der Arbeiterbewegung-Europaverlag, Linz-Wien, 1977.

Si dans ce chapitre nous avons parfois anticipé — c'est-à-dire dépassé les limites dans le temps que nous nous étions fixées — c'est pour saisir la Résistance en mouvement : après des débuts modestes, les données changèrent avec le début de la guerre et plus encore avec son évolution. Après une première prise de conscience du caractère dominateur et brutal du régime implanté par le III^e Reich, les événements — aussi bien de la vie quotidienne que ceux liés à la guerre — se chargèrent d'accélérer ce processus complexe, de lui donner un caractère indéniablement national.

Il est également indubitable que les premières défaites de la Wehrmacht, celle de Moscou pour commencer, amenèrent à réflexion. Ce fut l'époque où chacun se chercha, individuellement ou collectivement, et où les groupes définirent leurs orientations fondamentales. Cette tendance s'accrut dans une direction : vers l'indépendance de l'Autriche, vers le rétablissement étatique de la nation autrichienne. Jusqu'au début de la guerre, les communications avec l'étranger fonctionnèrent, même si c'était souvent par des chemins détournés, de sorte que chacun eut la possibilité de connaître les options de ceux vers lesquels le portaient ses affinités politiques et philosophiques. La guerre rendit beaucoup plus difficile ce flux d'idées et d'informations réciproques, bien qu'avec le temps de nouveaux liens se soient noués, grâce aux pays neutres, aux radios, grâce aussi à certaines liaisons personnelles qui, au danger de leur vie, furent assurées par des émissaires clandestins.

Mais l'isolement eut aussi ses côtés positifs. Les militants restés dans le pays n'étaient plus uniquement astreints aux directives des centrales des partis et, sous l'influence des faits observables et enregistrables en permanence, « l'esprit du parti » céda le pas devant les réalités qui, en exerçant leur pression, amenèrent des personnalités dirigeantes parmi les socialistes, comme le Dr Schärf, à des observations telles qu'ils parvinrent à la conclusion sans appel : l'anschluss est mort ! Ils prirent conscience que leur appartenance nébuleuse « au monde de Weimar », que les nazis avaient d'ailleurs assassiné, n'avait été qu'un leurre, un rêve, comme ils le dirent eux-mêmes à leurs visiteurs venus du Reich pour les entraîner dans une nouvelle aventure pan-allemande. L'anschluss était bien mort, et même des dirigeants comme Seitz et surtout Renner qui, naguère, avait publiquement annoncé qu'il voterait Oui au référendum hitlérien, se déclarèrent d'accord.

Quant à la Résistance, aux facettes multiples et aux composantes très diversifiées, elle cherchait encore son chemin à travers les filets de la Gestapo, au prix de mille sacrifices ; mais parmi les motivations que nous avons énumérées, la composante patriotique entraîna toujours plus de résistants à l'action.

Si nous avons jusqu'ici étudié la Résistance dans ses diverses composantes, politiques, sociales, philosophiques que l'on pourrait qualifier de verticales, de même que dans ses composantes ventilées selon les activités : propagande, mouvements de mécontentement, grèves, sabotages ou manifestations régionales que l'on pourrait qualifier d'horizontales, qui se déployèrent en un large éventail, on observera dans la deuxième partie de la guerre un double mouvement de concentration : premièrement, la coordination des facteurs intérieurs qui se retrouveront pour finir dans un comité national, deuxièmement la concertation avec les facteurs extérieurs : les puissances alliées sur le plan politique, les armées alliées, et surtout avec l'émigration autrichienne qui, après sept années de séparation forcée, tendra la main à la patrie pour l'aider à se libérer. Dans cet effort, il faut signaler un facteur qui jusque-là avait manqué à la Résistance pour qu'elle fût complète : la lutte armée, qui malgré son apparition tardive joua un rôle non négligeable.

CHAPITRE VIII

LES EXILÉS DANS LA LUTTE ANTIHITLERIENNE

Chassés de leur patrie par les nazis, les exilés autrichiens furent, comme ceux d'autres pays asservis, la cible quotidienne de la propagande hitlérienne. Chaque jour, Goebbels inventa de nouvelles calomnies sur la vie facile qu'ils menaient dans leurs pays d'accueil, leurs activités de traîtres, voire d'espions et, en général, sur l'inutilité, la nocivité de leur existence. Propagande qui visait à donner une image particulièrement négative de « l'émigré », être abject et paresseux, bon seulement à être exterminé. D'ailleurs, partout où pénétrèrent les armées hitlériennes, la Gestapo et les SS se mirent en devoir de rechercher et de capturer ceux qui les avaient fuis, pour les déporter et les conduire à la « solution finale ».

Il importe de s'élever contre l'image imposée par la propagande de Goebbels qui, aujourd'hui encore, hante les cerveaux de certains publicistes ; la propagande contre les exilés faisait tout simplement partie de l'arsenal utilisé quotidiennement pour exhorter les sujets du III^e Reich à continuer la lutte. Après la disparition de plus en plus rapide des juifs de la scène allemande et autrichienne, il fallait inventer, à côté de l'ennemi « normal », les alliés, un « super-ennemi », l'exilé et de préférence l'exilé juif. C'est sans doute à l'effet persistant de cette propagande qu'on doit attribuer le fait que, plus de vingt ans après la disparition du III^e Reich, on a pu lire dans un livre à prétention scientifique la phrase suivante : « Tandis que les *émigrés*, dans les cafés de Paris, Londres et New York, se querellaient et continuaient la guerre de 1938, les *Autrichiens*, par delà toutes les barrières de parti, s'étaient depuis longtemps réunis¹. » Inconsciemment sans doute, mais d'une manière très significative néanmoins, l'auteur oppose donc les exilés forcés aux Autrichiens restés au pays, certains bien malgré eux, opposition qui, en 1966 encore, amenait un grand parti politique — le parti

1 Andics, *Fünfzig Jahre unseres Lebens*, op. cit., p. 379.

populiste pour ne pas le nommer — à fonder sa propagande électorale sur la « différence » entre son candidat, le « vrai Autrichien », avec l'autre, l'ancien émigré ².

En vérité, la situation des émigrés était autre que celle décrite par la propagande hitlérienne, nous en avons parlé — trop brièvement — et n'entendons pas y revenir. L'essentiel était ailleurs : malgré leurs difficultés d'existence, les émigrés, ceux qui avaient une opinion politique s'entend, mais peu à peu les autres aussi, saisis par la lutte gigantesque entre la tyrannie et le camp de la liberté, n'oublièrent pas un instant de rechercher les moyens les plus efficaces pour contribuer à la lutte générale dans le monde et à la lutte résistante dans leur propre pays ; souvent ils le prouvèrent en sacrifiant liberté et vie.

Certes, les conditions de lutte et de vie ne furent pas les mêmes dans le pays et dans l'émigration. Dans le pays même, et surtout dans les camps de concentration, les militants politiques de tous bords, soumis au régime de fer des SS, mirent au second plan leurs anciennes divergences politiques au profit de l'essentiel : une solidarité sans faille et un objectif prioritaire : reconquérir la liberté et l'indépendance de l'Autriche. Dans l'émigration, les soucis de la vie quotidienne ne firent pas disparaître les divergences. Chaque groupe développa ses concepts et tenta de leur donner la plus grande publicité possible, ce qui est de règle en démocratie et ne peut déranger que des esprits autoritaires qui trouvent plus commodes les solutions uniformes imposées par un quelconque Führer.

Il était normal que les divers groupes se questionnassent sur l'avenir du pays où ils voulaient retourner et à la libération duquel ils voulaient contribuer, et que de ces questions se dégagent des discussions et des conceptions. Ce fut un processus de clarification et de différenciation ; ainsi, chez les socialistes dans l'exil anglais on enregistra deux scissions, et du côté conservateur plusieurs groupes se trouvèrent en compétition. Seuls les communistes poursuivirent leur route en toute unanimité — ou presque — puisque leur stratégie était celle du rassemblement de tous les Autrichiens pour l'indépendance. A l'intérieur de ce rassemblement espéré, il devait y avoir place pour une multitude d'orientations et de nuances qui, loin d'être considérées comme nuisibles, furent les bienvenues puisqu'elles devaient conférer à ce rassemblement le

2 L'affiche en question faisait appel au subconscient des électeurs, elle ne reproduisait que le portrait du candidat populiste à la chancellerie, Josef Klaus, avec la légende : *Ein echter Österreicher*. Ce qui voulait dire que ce n'était pas le cas de « l'autre » - Bruno Kreisky, ancien émigré.

cachet d'authenticité et de légitimité tendant vers un seul but : le rétablissement de l'Autriche. Dans les pays non occupés par les armées nazies, la vie politique continua, donc aussi les discussions au cours desquelles les différents groupes, dirigés par des militants politiques chevronnés, s'abandonnèrent parfois à des illusions quant à leurs possibilités d'intervenir directement dans l'évolution de l'après-guerre. Certains jeux politiques autour des prétentions à s'ériger en représentation officielle, voire en gouvernement en exil de l'Autriche, étaient fatalement voués à l'échec³. Ce à quoi les groupes autrichiens en exil pouvaient contribuer, c'est la clarification des idées, l'élaboration de concepts pour la future Autriche, en un mot la prise de conscience collective des Autrichiens, en préparant les fondements historiques et culturels de sa renaissance. Dans la mesure de leurs moyens, ils pouvaient également contribuer au soutien de la Résistance autrichienne, à la Résistance des pays occupés par les armées nazies et à l'effort de guerre des pays qui leur avaient donné asile.

Examinons dans quelles conditions les émigrés ont satisfait à ces tâches, en nous refusant de projeter dans le présent leurs querelles d'alors, leurs divergences idéologiques ou politiques et leurs tentatives de se profiler parfois aux dépens des autres pour apparaître comme les seuls véritables défenseurs des intérêts du peuple autrichien enchaîné. Nous utiliserons pour ce faire des documents existants, en prenant garde de leur faire dire ce qu'ils ne contiennent pas. Si l'observateur a bien le droit d'interpréter un texte, il ne lui appartient pas de le solliciter dans un sens ou dans un autre. Le mieux est donc de s'en tenir aux textes établis par les intéressés eux-mêmes et non pas de se laisser aller à des conjectures et exégèses. Nous ferons donc parler les acteurs et leurs documents, le reste ne serait que rechute dans une politique-fiction.

Si nous énonçons ainsi notre méthode, c'est pour une raison bien précise : lors du symposium sur l'exil autrichien qui s'est tenu à Vienne en 1975, nous avons eu l'occasion d'assister à des discussions qui nous semblent bien dépassées de nos jours. A côté de communications qui nous paraissent essentielles et dont nous ferons état bien volontiers et avec reconnaissance, il nous a semblé que certaines réminiscences évoquées n'apportaient que peu de chose au problème qui nous occupe :

3 Les possibilités de faire reconnaître un gouvernement autrichien en exil furent toujours très minces, ne fût-ce parce que les principaux ministres - et le président fédéral - étaient restés en Autriche. En fait, seuls deux ministres d'Etat avaient tenté, avec succès, de prendre le chemin de l'exil : Rott et Zernatto.

la contribution des exilés autrichiens à la prise de conscience nationale. Qu'on veuille donc bien comprendre que les péripéties individuelles, si intéressantes qu'elles soient, ne servent pas à notre démonstration, pas plus que les tentatives de justifier les uns ou de disculper les autres. Pour nous, il s'agit de comprendre et de faire comprendre, et non pas d'approuver ou d'accuser. Le processus de prise de conscience ne peut être linéaire, et par conséquent il est nécessairement contradictoire ; il s'agit donc de l'observer et de le discuter.

LES ÉMIGRÉS DANS LES PAYS NON-OCCUPÉS

Ces discussions, dont nous avons suivi la première phase après l'occupation, se poursuivirent pendant toute la guerre ; dans un premier temps, ne nous intéresseront pas celles qui tournaient autour d'une représentation officielle de l'Autriche en exil, mais celles qui se pré-occupaient de la position prise envers la nation autrichienne et les conséquences qui en découlèrent pour une vision de l'Autriche future.

Dans ce domaine, c'est surtout aux socialistes autrichiens en exil qu'il incomba de passer par un difficile apprentissage pour repenser le problème. Si nous y attachons tant d'importance, ce n'est pas, rétrospectivement, pour jeter la pierre à telle ou telle théorie sur la révolution pan-allemande — qui ne fut de tous temps qu'un beau rêve, il faut bien s'en rendre compte maintenant — mais tout simplement parce que les socialistes furent appelés par les événements à jouer un rôle de premier plan dans l'histoire de l'après-guerre et qu'il importait donc qu'ils abordassent cette phase suffisamment armés pour s'acquitter de la tâche qui les attendait. Or, il faut le dire, le processus de réorientation, bien qu'amorcé dès le début de la guerre, fut difficile, complexe, hésitant et, malgré des progrès indéniables, il n'est pas encore à ce jour arrivé à sa conclusion définitive⁴.

4 Plusieurs facteurs ont retardé la mise à jour théorique du mouvement socialiste : dans l'émigration, la difficulté de savoir exactement ce qui se passait en Autriche et la dispersion des différents dirigeants dans de nombreux pays. Après le retour, la piété envers Otto Bauer empêcha certains théoriciens de s'éloigner des thèses qu'il avait laissées en héritage. S'y ajouta une profonde méfiance envers les thèses défendues par les communistes qui, eux, se plaçaient résolument sur le terrain de l'existence de la nation autrichienne, impliquant le droit de l'Autriche à l'existence indépendante. Ces facteurs d'inhibition furent encore renforcés pendant les années de la guerre froide qui conduisirent les socialistes autrichiens à négliger la nécessaire liquidation de l'idéologie nazie, pangermaniste, et à faciliter ainsi la fondation d'un nouveau parti néonazi (VdU d'abord, ensuite FPÖ) qui n'hésita pas à qualifier la nation autrichienne « d'invention communiste » et à jeter le discrédit sur tous ceux qui défendaient cette

Toutefois, on se livra à des réflexions dans ce sens dès la fin de l'année 1939, c'est-à-dire immédiatement après le début de la guerre qui changea aussi les données de toutes les perspectives autrichiennes. Avec 24 ans de retard, le public intéressé, et de nombreux dirigeants socialistes eux-mêmes, apprirent que dès le 27 décembre 1939 l'un des hommes les plus en vue des socialistes révolutionnaires, *Otto Leichter*, avait envoyé aux membres de la représentation à l'étranger des socialistes autrichiens (A.V.Ö.S.) un mémorandum dans lequel il traitait de façon très différenciée et nuancée la question de l'existence future de l'Autriche⁵. Les réflexions de Leichter reposent sur deux faits intervenus depuis l'annexion : l'absorption totale de la Tchécoslovaquie en mars 1939 et la déclaration de guerre de septembre 1939. Il en conclut de façon très pertinente, qu'à partir de là, la question autrichienne revêt une nouvelle importance qui ira grandissante au cours de la guerre, et réclame par conséquent que les socialistes à l'étranger, représentés par l'A.V.Ö.S., reconsidèrent leurs positions. Leichter avait d'ailleurs fait une première démarche dans ce sens, peu après l'occupation totale de la Tchécoslovaquie.

Dans le mémorandum de Leichter, on relève évidemment nombre de méditations formelles sur le fonctionnement des instances socialistes qui n'entrent pas dans le cadre de nos remarques. Ce qui nous intéresse, c'est que Leichter demande une nouvelle réflexion des socialistes quant à l'annexion de l'Autriche par Hitler, et notamment — en révisant la formule sur le caractère « progressiste » de la réunion avec l'Allemagne — que le but de guerre proclamé des socialistes autrichiens soit la « réalisation du droit à l'auto-détermination du peuple autrichien » et cela sans aucun sous-entendu faisant comprendre que cette auto-détermination maintiendrait de toute façon la réunion avec l'Allemagne, telle qu'elle sortira de la guerre, conservatrice, démocratique ou même socialiste. Leichter complète sa proposition par une mise en garde très convaincante quant aux possibilités révolutionnaires de l'Allemagne. « Je ne veux pas prêcher le pessimisme à l'égard de la révolution allemande », écrit-il, « mais en réfléchissant aux leçons de l'histoire, en examinant les expériences des révolutions de 1848 et de 1918, ... à la capitulation sans combat de toute la classe ouvrière allemande... et à la paralysie fatale de tout le peuple allemand, en considérant l'état du

idée, parmi eux se trouvaient, outre les communistes, de nombreux partisans du parti conservateur (ÖVP). Ce n'est qu'après la conclusion du traité d'Etat que bon nombre de socialistes commencèrent à se pencher sérieusement sur ce problème ; s'amorça alors un processus de rattrapage idéologique dont nous rendrons compte par la suite.

5 Voir *Die Zukunft*, janvier 1973, p. 29-34.

mouvement ouvrier allemand dans l'émigration et son improductivité totale pendant ces années, ne devons-nous pas nous poser la question de la capacité de la révolution allemande ?... Est-il juste de faire dépendre la révolution des travailleurs autrichiens contre Hitler exclusivement du sort de la révolution allemande ? » Malgré la vénération pour Otto Bauer qu'avaient alors tous les socialistes, il faut voir dans ces considérations une remise en question sérieuse de l'argumentation bauerienne, fondée uniquement sur la vision d'une révolution socialiste pan-allemande qui serait inévitable en cas de guerre. En conclusion, Leichter demandait donc, dès 1939, une ouverture sur une évolution autrichienne spécifique, refusant d'admettre que la question soit considérée comme définitivement résolue et cela en faveur de l'anschluss⁶.

D'ailleurs, Leichter se demandait également, dans ce mémorandum, s'il ne fallait pas craindre que dans une certaine constellation d'après-guerre la social-démocratie allemande s'alignât totalement sur les « intérêts sociaux-conservateurs de l'Ouest », et il considérait cette éventuelle conception du réformisme en Allemagne comme aussi dangereuse qu'une conception « communo-stalinienne » contraire...

Sans se prononcer clairement pour la future indépendance de l'Autriche, Leichter revendiquait donc une attitude ouverte, permettant d'envisager *aussi* cette indépendance. En quoi il ne fut pas suivi par la majorité de l'A.V.Ö.S. Mais le départ était donné pour une discussion

6 Dans son mémorandum, Leichter rappelle le remaniement du programme du parti social-démocrate intervenu au congrès d'octobre 1933 à la suite de l'accession au pouvoir de Hitler, et qui - au grand regret des nostalgiques de l'anschluss avec l'Allemagne démocratique - avait dû tenir compte du fait que l'Allemagne n'était plus un état démocratique ; le congrès avait voté l'amendement suivant au programme de Linz alors toujours en vigueur : « Devant la nouvelle situation où se trouve le peuple allemand, le fascisme étant au pouvoir dans le Reich allemand, le congrès décide : Le point 4 du paragraphe 6 du programme du parti qui demande l'anschluss avec le Reich allemand est annulé. En même temps le congrès confirme la résolution de la direction du parti et du groupe des députés sociaux-démocrates du 12 mai 1933 sur la position de la social-démocratie à l'égard de l'état autrichien. Le congrès déclare : La social-démocratie se prononce en faveur d'une Autriche indépendante et libre... ». Leichter rappelle également que dans cette même résolution, la social-démocratie avait demandé la neutralisation internationale de l'Autriche, car seule la neutralisation politique de l'Autriche pourrait soustraire la république à la compétition des grandes puissances impérialistes et rendre possible une étroite coopération économique avec les pays voisins. Il se souvient aussi que le premier à parler clairement de la neutralité comme seule chance de survie pour l'Autriche avait été Karl Seitz (alors président du parti), au cours d'un entretien qu'il avait eu avec Leichter à l'automne 1933. Mais ces idées sur la neutralité, voire la neutralisation de l'Autriche furent mises aux oubliettes pendant les années de la guerre froide.

ultérieure, d'autant plus que parmi les participants à la discussion, Karl Hans Sailer, se joignit totalement aux thèses de Leichter et Oscar Pollak, les « approuva ». Or, ces dirigeants allaient jouer un rôle important dans les deux centres socialistes qui subsistaient après l'invasion de la France, aux Etats-Unis et en Angleterre ⁷.

Pour le moment, toute idée d'une orientation vers une Autriche indépendante était récusée par le mouvement socialiste dans sa totalité. H. Maimann a parfaitement raison de dire qu'en acceptant les thèses de Leichter les socialistes autrichiens en exil auraient fait l'économie de plusieurs années de débats pénibles et laborieux ⁸.

Le mémorandum d'Otto Leichter fut le dernier document sur la question autrichienne rédigé en France ⁹. Après l'invasion de mai 1940, tous ceux qui le purent se réfugièrent dans les pays non-occupés, le plus proche étant l'Angleterre. Nous ne reviendrons pas sur les conditions de vie ou d'intégration dans un groupe de tous ces émigrés, quelle que soit leur orientation, politique ou apolitique, ni sur les infrastructures qu'ils surent se créer au prix de grands efforts. H. Maimann, dans son ouvrage sur la politique des exilés en Grande-Bretagne, en donne un tableau exhaustif, et si nous ne sommes pas toujours d'accord avec sa présentation et quelques-unes de ses conclusions, ce livre est une somme d'informations irremplaçables sur tous les aspects de la vie des Autrichiens dans cette « salle d'attente » que fût l'Angleterre pour des dizaines de milliers d'émigrés européens. De toute les sources largement exploitées et présentées jusqu'à nos jours, il ressort que les socialistes dans l'exil londonien maintinrent les positions qui les engageaient dans la voie de la révolution sinon pan-allemande, du moins pan-européenne, jusqu'à la déclaration de Moscou, malgré des discussions assez vives à l'intérieur de leur propre groupe.

Selon H. Maimann, ces discussions opposèrent surtout les deux principaux responsables du *London-Büro österreichischer Sozialisten*, à savoir Oscar Pollak et Karl Czernetz, les seuls représentants de l'ancienne A.V.Ö.S. qui tenaient à maintenir leur préséance vis-à-vis des autres socialistes autrichiens en exil, rassemblés dans l'*Austrian Labour Club*. Ces Autrichiens socialistes, face à la très grande activité déployée par

7 Sailer se réfugia aux Etats-Unis où il fonda en 1942 le *Austrian Labor Committee*. Il existe au DÖW (N° 7513(A)) la photocopie d'un article de Sailer où il se prononçait - avant la déclaration de Moscou - pour l'indépendance de l'Autriche. Oscar Pollak se réfugia à Londres.

8 H. Maimann, *op. cit.*, p. 48.

9 Cependant, nombreux furent les Autrichiens réfugiés en France qui restèrent dans ce pays où ils joueront un rôle non négligeable dans la Résistance.

les communistes autrichiens en Grande-Bretagne, demandaient avec toujours plus d'insistance que les socialistes en exil préparent également l'avenir de l'Autriche ; mais les défenseurs de la « ligne pure et dure » continuèrent à imposer un point de vue aussi sectaire qu'irréaliste.

Dans sa brochure consacrée à la presse d'émigration socialiste de 1938 à 1945 ¹⁰, F. Scheu décrit clairement cette évolution :

« L'histoire politique de l'émigration socialiste autrichienne est caractérisée par une progression lente allant de l'idée de " révolution pan-allemande " à celle de " révolution européenne " et enfin à celle du rétablissement d'une Autriche démocratique, libre et indépendante ¹¹. » C'est une observation pertinente qu'il faut cependant compléter par cette autre, qui est la nôtre, à savoir que si cette évolution fut extrêmement lente, c'est que pendant trop longtemps a été maintenue cette vision irréaliste de la révolution pan-allemande héritée des idées certes généreuses, mais utopiques, d'Otto Bauer. Karl Czernetz se fit le gardien vigilant de ces utopies, alors qu'Oscar Pollak et, dans une certaine mesure, les membres de l'*Austrian Labour Club* proposèrent dès l'été 1942 des concepts plus réalistes ; il est historiquement de moindre importance qu'ils aient été mûs en partie par souci de regagner le terrain perdu par leur propre attitude passive, face aux communistes.

Les considérations et discussions diverses ne nous intéressent que dans la mesure où elles interfèrent sur la question de la conscience nationale autrichienne, aussi nous contenterons-nous de citer deux documents d'où ressort l'opposition entre les deux concepts en présence.

En février 1942, les socialistes et les syndicalistes autrichiens en Grande-Bretagne éditèrent un programme en six points, dont F. Scheu relève les passages suivants : « Nous voulons une révolution européenne. Nous ne reconnaissons pas l'annexion. Nous voulons une Autriche socialiste et autonome dans un cadre international. Le peuple autrichien veut être libre, mais *il ne peut pas vivre seul* (souligné par nous)... C'est l'Autriche justement qui démontre l'impossibilité de solutions nationales et la nécessité de solutions internationales. C'est pourquoi nous voulons une Autriche démocrate-socialiste libre, autonome, comme composante d'une fédération aussi large que possible qui doit surgir de la révolution antifasciste des peuples européens, qui ne doit pas être dirigée contre un pays quelconque... les socialistes et syndicalistes autri-

10 Friedrich SCHEU, *Die Emigrationspresse der Sozialisten 1938-1945*, (Monographien zur Zeitgeschichte), Europa-Verlag, Wien, 1968.

11 *Op. cit.*, p. 21.

chiens demandent à être reconnus, à l'étranger aussi, comme la force décisive à l'intérieur du peuple autrichien ¹²... »

A la lecture de ce texte, on voit aisément que les socialistes autrichiens en exil étaient incapables de se libérer des clichés hérités : révolution pan-européenne, au lieu de pan-allemande, inaptitude de l'Autriche à la vie, l'un des dogmes de la Première République, confédération européenne dont l'Autriche ne serait qu'une composante, puisqu'en 1942 encore ils ne pouvaient toujours pas comprendre que l'aspiration à une vie indépendante gagnait de jour en jour en profondeur en Autriche même. Il est vrai que certains groupes parmi eux l'avaient déjà compris, mais ils ne pouvaient alors s'exprimer qu'en dehors de l'*Austrian Labour Club*, donc en tant que dissidents ¹³.

Des deux scissions survenues, celle de l'automne 1941 revêtit une certaine importance et nous intéresse dans la mesure où les objectifs politiques du groupe furent déterminés par ses intentions de contribuer à la prise de conscience nationale des Autrichiens. En effet, partant de la nécessité d'une coopération de tous les anti-hitlériens dans la guerre de libération et dans la résistance intérieure, et surtout de celle des socialistes et des communistes, Maria Köstler et son groupe, après d'âpres discussions, furent exclus de l'*Austrian Labour Club* et fondèrent la *League of Austrian Socialists in Great Britain* avec l'intention de représenter la social-démocratie autrichienne à l'intérieur du F.A.M. qui venait de se constituer ¹⁴. La querelle tourna autour de questions essentielles : le groupe Köstler préconisait le rétablissement d'une Autriche indépendante, l'unité de la classe ouvrière et le front national autrichien aussi bien dans

¹² *Ibid.*

¹³ Le premier groupe dissident fut dirigé par l'ancien député social-démocrate Heinrich Allina qui avait participé à la tentative - initiée par les légitimistes - de fonder une représentation officielle de l'Autriche en Grande-Bretagne, l'*Austria Office*, sans avoir demandé l'autorisation de l'AVÖS. Il fut exclu du P.S. et fonda le 13 février 1940 l'*Association of Austrian Social Democrats in Great Britain* qui ne se considéra pas comme une dissidence, mais comme une partie de la social-démocratie autrichienne. Le *Groupe Allina*, ainsi qu'il sera appelé par la suite, compta à un moment donné une centaine de membres et défendit le rétablissement d'une Autriche libre, démocratique, socialiste dont le peuple devrait décider librement s'il voulait ou non appartenir à l'Allemagne. Son aversion à l'égard du prussianisme conduisit Allina à se rapprocher des légitimistes et conservateurs qui le considérèrent derechef comme leur allié et lui offrirent la présidence de l'*Austria Office*, marqué à droite. Une scission gauchisante, par contre, fut celle de Marie Köstler, également ancien député, survenue en 1941 lorsque le *London Büro* persistait à refuser toute unité d'action avec les communistes ou avec des organisations sous leur influence, comme par exemple le F.A.M. (voir plus loin).

¹⁴ Le *Groupe Allina* adhéra au F.A.M., mais se retira par la suite.

l'exil que dans le pays même. H. Maimann résume ainsi la position de ce groupe : « Dans les trois questions suivantes, Marie Köstler et son groupe rejoignaient entièrement les communistes : La nation autrichienne — dont ils reconnaissaient l'existence — a droit à l'indépendance, alors que l'attitude du *London Büro* et de la représentation à l'étranger des socialistes (A.V.Ö.S.) était en contradiction avec les revendications et les objectifs de la classe ouvrière autrichienne ; la coopération avec les communistes était indispensable pour garantir, en exil même, l'action unie de la classe ouvrière et enfin, le Front national était la seule garantie d'une victoire rapide sur le national-socialisme et nullement en contradiction avec les principes internationalistes. Ce fut avant tout la passivité du *London Büro* qui incita Marie Köstler et son groupe à rompre avec le Club et le Bureau et à prendre sa propre voie ¹⁵. »

Il y eut donc bien des socialistes, et non les moindres, Marie Köstler avait fait partie du groupe dirigeant de la social-démocratie en Autriche, pour reconnaître dès 1941 que la nation autrichienne soumise au joug nazi se retrouvait dans la lutte pour sa libération.

Si, en 1941, Marie Köstler fut exclue pour ses opinions, les socialistes officiels, c'est-à-dire Club et Bureau, se virent soumis, quant à eux, à une pression croissante de leurs propres membres qui voyaient se dessiner un front autrichien dont ils allaient être absents par suite des vues sectaires de leurs dirigeants.

Ce fut sans doute sous la pression des événements et de la masse des socialistes en exil que se concrétisa, en 1942, l'opposition entre les deux leaders O. Pollak et K. Czernetz, opposition qui amena le premier à rédiger, en juillet 1942, un mémorandum « strictement confidentiel » dans lequel il adopta des positions qui, pour certaines, ne furent pas très éloignées de celles de Marie Köstler, abstraction faite de l'attitude envers les communistes dont il se méfia toujours. Quoi qu'il en soit, O. Pollak ne niait plus, dans ce mémorandum, le rôle spécifique de l'Autriche, partant du point de vue qu'il fallait de toute façon annuler l'anschluss réalisé par la force, même s'il maintenait encore la fiction d'une révolution prochaine. Il se demandait quel rôle joueraient les rapports avec l'Allemagne pour créer les conditions les plus favorables de la révolution en Autriche. Et sa réponse était : « En Autriche aussi, la révolution commencera — bien que dans une mesure moindre qu'ailleurs — comme une résistance nationale. » Voilà donc exprimé — avec beaucoup de réserves et de réticences — le fait capital autour duquel

15 Maimann, *op. cit.*, p. 122.

tourne tout notre travail : l'un des dirigeants les plus en vue de la social-démocratie autrichienne, qui allait jouer un rôle important sous la Seconde République, se ralliait dans un mémorandum, confidentiel il est vrai, à la thèse de la spécificité nationale de l'Autriche. En conclusion, O. Pollak demanda dans ce mémorandum que les socialistes en exil concentrent désormais tous leurs efforts, toute leur action politique à la préparation des meilleures conditions pour la révolution en Autriche. Implicitement, la position pan-allemande était abandonnée en faveur de l'indépendance autrichienne ¹⁶.

Ajoutons que l'évolution de la pensée socialiste aux Etats-Unis suivait la même voie, mais à une cadence encore plus lente comme le note Friedrich Scheu. Même après la déclaration de Moscou, Friedrich Adler s'en tenait toujours à la « possibilité tous azimuts » pour l'Autriche, c'est-à-dire maintien de l'union avec l'Allemagne d'après-guerre aussi bien que fédération européenne, l'indépendance ne venant qu'en dernier lieu, si toutefois elle pouvait être envisagée. Il réclamait tout simplement : « Liberté de décision pour le peuple autrichien sur son sort, après la chute ¹⁷. »

Un seul groupe de socialistes en exil n'adopta pas cette attitude de principe, le groupe suédois. Bien que là aussi la confusion ait régné en 1938 et que le journal édité par les socialistes *Österreichische Information* (Mitteilungen des Klubs österreichischer Sozialisten in Schweden) ait refusé tout d'abord de lancer le mot d'ordre du rétablissement de l'indépendance autrichienne, tout en se réclamant dès le début de la résistance autrichienne. Le fait que la Suède était un état neutre devait avoir des effets bénéfiques sur l'attitude des socialistes autrichiens dans ce pays ; les liaisons avec l'Autriche ne furent jamais interrompues : des commerçants, des soldats venaient directement du pays — l'Allemagne hitlérienne avait obligé la Suède à laisser passer les troupes allemandes

16 Il est vrai que son contradicteur, Karl Czernetz, dans sa réponse datée du 15 août 1942, parvint encore à contenir les théories « autrichiennes » à l'intérieur du groupe socialiste en Grande Bretagne. Il voulait bien admettre des tendances anti-allemandes dans la population autrichienne, mais trouvait « exagéré » de les qualifier d'« élément national », comme le faisait O. Pollak et un autre militant connu, l'avocat Rosenzweig. Explicitement, il critiquait Rosenzweig qui qualifiait de *domination étrangère* (dans la terminologie même des conservateurs et des communistes) le régime nazi en Autriche. Czernetz insista sur la théorie défendue depuis 1938 : la résistance en Autriche, selon lui, n'avait pas de motivation nationale-autrichienne, mais uniquement antifasciste et démocratique. Mémoire de Pollak et réponse de Czernetz sont publiés chez Maimann, *op. cit.*, p. 302-315.

17 Scheu, *op. cit.*, p. 24-25.

qui se rendaient en Finlande — ainsi les socialistes réfugiés à Stockholm furent-ils informés du changement de sentiments des Autrichiens qui ne voulaient plus entendre parler de l'anschluss.

C'est probablement pour ces raisons que les socialistes autrichiens dans l'exil suédois acceptèrent bientôt l'indépendance autrichienne comme objectif de guerre. A cette époque, leur dirigeant incontesté fut Bruno Kreisky, l'actuel chancelier fédéral d'Autriche. Dès 1942, il envoya à Londres un important émissaire, le syndicaliste Franz Novy, qui prit en main la direction du groupe des syndicalistes autrichiens en Angleterre pour imprimer une orientation pro-autrichienne plus marquée aux socialistes et aux syndicalistes dans l'exil anglais. Et pourtant, lorsqu'en juillet 1943 le groupe des socialistes autrichiens en Suède réclama publiquement le rétablissement de l'indépendance de l'Autriche, il suscita un véritable tollé à Londres, suivi d'une correspondance peu amène entre camarades du même parti¹⁸.

Les « Suédois » cependant, étaient dans la bonne voie historique, ce qui permit à Josef Hindels de faire rétrospectivement le résumé qui suit du bilan de l'émigration : « Si l'émigration autrichienne en Suède a pu déployer une activité remarquable et gagner des sympathies pour l'Autriche souffrante, sous la domination étrangère des nazis allemands, il n'y a à cela qu'une seule explication : Malgré les divergences et les tensions, tous les groupes importants de l'émigration autrichienne, socialistes et communistes jusqu'aux milieux bourgeois, ont toujours fait profession de foi, clairement et sans équivoque, en faveur du rétablissement d'une Autriche libre et indépendante. A l'opposé de l'émigration autrichienne dans d'autres pays, il n'y a pas eu de tendances grandes-allemandes, pas d'espairs d'une " révolution pan-allemande " sur l'autel de laquelle il fallait sacrifier l'indépendance autrichienne¹⁹. »

18 Ces informations ont été données au *Symposium sur l'exil autrichien*, Vienne, juin 1975 (désormais désigné par le sigle *Symposium*), par H. Maimann qui réduisit quelque peu les mérites de B. Kreisky en qualifiant son approche du problème autrichien de pragmatique et d'opportuniste, puisque selon elle Kreisky avait fondé son attitude sur des informations qui laissaient prévoir une évolution des alliés dans ce sens. Il ne s'était pas trompé, puisqu'il formula sa « déclaration d'indépendance » en juillet 1943, quatre mois à peine avant la déclaration de Moscou. Voir *Protokoll*, p. 200-201.

19 Josef HINDELS, *Die österreichische Emigration in Schweden*, dans *Protokoll*, p. 186-199. Dans la discussion, cette vue rétrospective, idyllique, de J. Hindels fut contestée par quelques participants, mais il fut admis qu'à partir de 1943 les choses se passèrent bien ainsi. De toute façon, B. Kreisky a prouvé, dès cette époque, qu'il savait comprendre les signes du temps.

A PROPOS DES COMMUNISTES ET DES ORGANISATIONS DE MASSE

Devant le symposium sur l'exil autrichien, J. Hindels n'a pas précisé s'il fallait voir dans la dernière phrase de son résumé une allusion à l'attitude sectaire de ses camarades de Londres et des Etats-Unis²⁰, mais il ne fait pas de doute que ceux-ci virent d'un œil quelque peu envieux les organisations que se donnèrent, dès leur arrivée en exil, les communistes autrichiens.

C'est qu'ils n'avaient pas de graves problèmes idéologiques à résoudre ; dès le début, il leur a suffi de poursuivre la ligne politique qui était la leur depuis le 11 mars 1938 : lutte pour le rétablissement d'une Autriche libre et indépendante se fondant sur l'existence de la nation autrichienne. Ligne qui leur a permis de contribuer, de façon sérieuse, à la promotion de l'idée nationale autrichienne et de représenter, face aux légitimistes eux aussi « pro-autrichiens », la tradition et la perspective républicaines.

H. Maimann a donné un aperçu de l'histoire, de l'évolution et des activités des communistes autrichiens en Grande-Bretagne pendant la guerre. Si elle prend ses distances avec l'attitude « hyper-patriotique » des communistes et la critique même assez sévèrement, son ouvrage peut néanmoins servir de référence.

Avec certaines communications présentées au symposium sur l'exil autrichien, nous disposons de différents éclairages que nous utiliserons pour faire le point²¹.

Jusqu'en 1941, la situation des émigrés autrichiens en Grande-Bretagne rendait difficile une activité politique ou culturelle, du fait qu'une grande partie d'entre eux était internée comme « enemy aliens » — ressortissants d'une puissance ennemie ; expression paradoxale si l'on pense qu'il s'agissait très souvent de gens qui avaient lutté activement contre le III^e Reich. Pourtant certains jeunes reçurent leur première formation politique dans ces camps où des groupes de discussion, artis-

20 Dans sa communication, Hindels nous informe que malgré la profession de foi en faveur de l'indépendance autrichienne, le périodique des socialistes autrichiens en Suède faisait tout pour éviter une polémique avec les autres groupes socialistes qui longtemps encore s'en tinrent à la perspective d'une illusionnaire « révolution pan-allemande ». Voir *Protokoll*, p. 189.

21 Nous pensons notamment aux communications de Karl R. STADLER sur le *London Büro der österreichischen Sozialisten*, dans *Protokoll*, p. 81-86, et de Franz WEST, *Die österreichische Weltbewegung*, dans *Protokoll*, p. 87-96, et à d'autres encore.

tiques, etc. furent actifs. Une fois dépassée la période d'internement — en 1941 — les réfugiés prirent leur place dans la lutte contre le III^e Reich que menait la Grande-Bretagne.

Les différents groupes politiques y participèrent, chacun selon ses conceptions et ses possibilités, possibilités qui variaient suivant l'attitude adoptée. A la différence des socialistes, les communistes considéraient utile, voire nécessaire, de mener un travail d'éducation politique parmi la masse des émigrés non-engagés²². Mais ce n'était là qu'un des antagonismes qui opposait ces deux groupes représentant le mouvement ouvrier ; en effet, en fuyant leur patrie les réfugiés, qui souvent n'avaient sauvé que leur vie, avaient emporté avec eux les divergences politiques qui étaient nombreuses entre socialistes et communistes. L'une d'elle cependant était décisive pour cette période : le problème de l'indépendance de l'Autriche et de son existence nationale. Toute la stratégie politique des divers groupements autrichiens fut déterminée par cette question. Or, nous le savons déjà, les socialistes pendant longtemps ne voulurent rien savoir de la nation autrichienne ; leur objectif était, d'abord la révolution pan-allemande, puis la révolution européenne. Les communistes, par contre, en combattant pour l'indépendance et le rétablissement de la République démocratique, adoptèrent nécessairement une autre stratégie et une autre tactique, souvent appelée tactique de front populaire ; en vérité, dans la situation concrète des années 1938 à 1945, ce fut une tactique de front national uni qui devait englober toutes les couches de la population à condition qu'elles se sentent autrichiennes et acceptent de lutter pour ce seul objectif : l'indépendance de l'Autriche²³.

22 En effet, la doctrine du groupe socialiste voulait que seuls ceux qui avaient été membres du parti en Autriche pouvaient maintenant adhérer à leurs organisations. Ils se condamnèrent par là à une existence très fermée, voire sectaire, et se privèrent de maintes possibilités de défendre leurs opinions devant un public plus large. En même temps, ils s'interdirent d'intervenir, à partir de l'émigration, dans les activités clandestines de leurs camarades restés au pays. Cette attitude fut pratiquement maintenue jusqu'au moment de la déclaration des grandes puissances sur l'indépendance future de l'Autriche, en novembre 1943.

23 Les socialistes, dans un singulier mélange de terminologie austro-marxiste et de phrases bolchevisantes, tinrent souvent un langage apparemment révolutionnaire, reprochant aux communistes ce qu'ils appelèrent une attitude opportuniste et sans principes. Ne croyant ni au bien-fondé, ni à la sincérité de la tactique du *front autrichien*, ils qualifièrent en outre toutes les organisations de masse conçues par les communistes pour rassembler autant d'Autrichiens que possible, d'organisations de camouflage communiste et les dénoncèrent comme telles. Ce qui ne contribua pas à améliorer les relations entre les deux partis.

Ce concept facilita énormément les tâches qu'ils s'étaient assignées. « Les communistes autrichiens arrivèrent en Angleterre avec un programme de travail bien défini : leur tâche principale était de susciter dans l'opinion publique britannique un intérêt pour l'Autriche, de donner des explications sur son sort récent et de faire pénétrer dans le pays d'accueil la propagande pour l'objectif à court terme du parti communiste autrichien : le rétablissement d'une Autriche libre et indépendante ²⁴. »

Partant de là, ils voulaient créer une « base de masse » au sein de l'émigration autrichienne et, à partir de cette base, gagner de nouveaux sympathisants et des « candidats » pour le parti qui, lui-même, resta clandestin puisque toute activité à proprement parler politique était interdite aux émigrés. Mais ces organisations de masse devaient aussi défendre les intérêts quotidiens des émigrés, leur permettre de se rencontrer et d'avoir une activité culturelle ²⁵.

Nous avons déjà mentionné l'*Austrian Centre*, l'*Austrian Self Aid* et le *Council of Austrians* qui furent les premières structures d'accueil des émigrés autrichiens en Grande-Bretagne. L'*Austrian Centre* devint le lieu de rencontre des Autrichiens et de par ses multiples activités sociales et culturelles le véritable creuset de l'émigration autrichienne en Grande-Bretagne. Après l'invasion de l'Union Soviétique, fut fondé le *Free Austrian Movement* (F.A.M.) où s'associèrent toutes les organisations d'émigrés autrichiens, notamment l'*Austria Office* (d'obédience légitimiste et conservatrice), l'*Union démocratique*, le groupe *Allina* et le groupe *Köstler* ²⁶, à l'exception du *London Büro* des socialistes. Se joignit également au F.A.M. l'organisation *Junges Österreich* (Young Austria), qui rassemblait la grande majorité des jeunes Autrichiens exilés ²⁷.

24 H. MAIMANN, *Einige Probleme der österreichischen Emigrationspolitik in Grossbritannien*, dans *Protokoll*, p. 73-80.

25 Après l'invasion de l'Union soviétique par les nazis et l'instauration de la « Grande Alliance », quelques militants communistes, de toute façon connus des autorités britanniques, créèrent le *Group of Austrian Communists in Great Britain*.

26 Déjà mentionnés.

27 L'accusation de camouflage portée contre les organisations de masse communistes ne correspondait pas à la réalité : leurs objectifs, à savoir propagande et activité pour une Autriche indépendante étaient acceptables pour chaque démocrate ; cette accusation fut en outre inopérante puisque la grande masse des émigrés autrichiens considérèrent effectivement comme leurs ces organisations qui leur permirent de se retrouver et de travailler à des objectifs communs. De nombreuses personnalités non-communistes donnèrent leur caution au *Free Austrian Movement* (F.A.M.), par exemple Oscar Kokoschka, Elias Canetti, Anna Mahler, etc.

Le 13 décembre 1941 fut donc constitué le *Free Austrian Movement* (Freie österreichische Bewegung) comme fédération de tous les groupes qui militaient, en Grande-Bretagne, pour la reconnaissance du droit des Autrichiens à disposer librement de leur sort. Dès le début, le F.A.M. fut ressenti comme l'authentique rassemblement des Autrichiens en Grande-Bretagne : ainsi le constatait Elias Canetti dans sa lettre d'adhésion : « Il était grand temps que l'union se fit parmi les groupes autrichiens. L'argument principal opposé à une déclaration officielle du gouvernement (anglais) sur l'Autriche, qu'on a souvent entendu, n'était-il pas la désunion des Autrichiens eux-mêmes... La résolution est excellente... On ne peut imaginer qu'un seul Autrichien refuse de la soutenir de toutes ses forces ²⁸... »

Rapidement, toutes les organisations d'Autrichiens (le *London-Büro* des socialistes toujours excepté) adhèrent à la Fédération de sorte que 18 mois à peine après sa fondation, le F.A.M. rassemblait 27 organisations avec plus de 7 000 adhérents ²⁹.

A partir de ce moment, les Autrichiens furent aptes à s'intégrer dans l'effort de guerre des Anglais, tout d'abord dans la production d'armement, mais bientôt les jeunes Autrichiens réclamèrent le droit de s'engager dans l'armée.

La campagne du F.A.M. fut soutenue par un hebdomadaire d'une grande efficacité, le *Zeitspiegel* ³⁰, qui parut comme organe du F.A.M.

28 Voir *Zeitspiegel*, N° 51-52 du 22 décembre 1941, p. 3.

29 Les organisations suivantes firent partie du F. A. M. : Association of Austrian Social Democrats (« Gruppe Allina »), Austrian Centre, Austrian Communists in Great Britain, Austrian Democratic Union, Austrian League, Austria Office, Austria Tomorrow, Austria Women's Voluntary Workers, Austrian Youth Association, Coordinated Committee of Austrian Women, Council of Austrians, League of Austrian Socialists in Great Britain (« Gruppe Köstler »), Association of Austrian Doctors, Young Austria in Great Britain (« Junges Österreich »), Association of Austrian Interbrigaders (Combattants des Brigades Internationales en Espagne républicaine), et les organisations régionales du F.A.M. et de l'Austrian Centre en Ecosse. Certains de ces groupes furent animés par des communistes qui occupèrent également des postes importants mais pas tous, il s'en faut dans le F.A.M. lui-même. H. Maimann contesta le point de vue du *London Büro*, considérant le F.A.M. comme une association purement communiste-monarchiste. Il est prouvé, selon elle, qu'aussi bien l'Union démocratique que les groupes Allina et Köstler gardèrent une absolue liberté de jugement et d'action, tout en adhérant au F.A.M. Le *Daily Herald* avait dès le 3 mai 1941 dénoncé les activités de l'Austrian Centre comme inspirées ou contrôlées par les communistes...

30 Il y eut encore d'autres publications autrichiennes en Grande Bretagne, de moindre importance, souvent dactylographiées. Elles sont toutes répertoriées dans l'opuscule *Die Zeitschriften der Österreichischen Emigration 1934-1946*, publié par A. C. Breycha-Vauthier dans la série *Biblos-Schriften*, éditée par la Bibliothèque Nationale Autrichienne.

de septembre 1941 à la fin août 1946 et devint un lien précieux non seulement entre les Autrichiens vivant en Angleterre, mais entre tous ceux qui s'étaient exilés aux quatre coins du monde. Ce fut le seul hebdomadaire autrichien du monde libre qui, en 1944, était lu dans 40 pays des cinq continents. Ce fut effectivement « une voix autrichienne contre Hitler » qui porta la bonne parole pour l'union de tous les Autrichiens et pour une Autriche libre et indépendante dans le monde entier ³¹. Nous aurons l'occasion de reparler du *Zeitspiegel* à propos de l'action culturelle de l'émigration autrichienne.

Quoi qu'il en soit, et dès le début de l'année 1942, les activités des exilés autrichiens en Angleterre en faveur de l'Autriche s'exprimèrent par une participation accrue à l'effort britannique. Le F.A.M. constituait ainsi un pas important vers le rassemblement des Autrichiens, en Grande-Bretagne d'abord, et vers le rassemblement des exilés autrichiens dans tous les pays du monde alors libre ensuite.

Un second pas fut accompli par la création le 11 mars 1944, donc assez tard, de la confédération qui prit le nom de *Freie österreichische Weltbewegung* (F.Ö.W.B.), qu'on peut traduire par Mouvement mondial des Autrichiens libres ³². L'essentiel de son activité se situe donc après la déclaration de Moscou, moment décisif pour l'indépendance de l'Autriche qui fera l'objet d'une analyse ultérieure dans notre travail.

Cependant, les futures structures de ce mouvement se mirent en place dès la phase de la guerre que nous sommes en train d'étudier : outre l'Angleterre, de nombreux pays d'Amérique latine et les régions du Moyen-Orient virent dès 1941-1942 la naissance d'organisations d'exilés autrichiens dont les buts étaient clairs : œuvrer, en dehors de toute appartenance politique, à la future Autriche, en élaborant les ébauches de sa vie industrielle, sociale et culturelle, en contribuant de leur mieux à l'effort de guerre allié et en apportant aide, d'abord à la Résistance en Autriche, puis à la population autrichienne tout entière qui, nous l'avons montré, était durement frappée par la guerre.

31 Voir Hilde MAREINER, *Zeitspiegel, eine österreichische Stimme gegen Hitler* (Monographien zur Zeitgeschichte), Europa-Verlag, Wien, 1967.

32 Voir première partie, chap. v, où nous avons déjà fait allusion à cette organisation. Au *Symposium*, Franz West qui fut secrétaire du mouvement, présenta un rapport sur ses activités. (Voir *Protokoll*, p. 87-96). Voir également Goldner, *op. cit.*

DANS LES PAYS LATINO-AMÉRICAINS

Parmi les pays de l'Amérique latine, le Mexique occupait alors une place à part : non seulement il avait accueilli le gouvernement républicain espagnol mais, de plus, il n'avait pas reconnu l'annexion de l'Autriche. Pour ces deux raisons, les émigrés autrichiens trouvèrent au Mexique les conditions pour une activité politique particulièrement efficace : activité de propagande parmi les émigrés, mais aussi activité d'information auprès de la population autochtone, sur le caractère du fascisme hitlérien et sur l'annexion par la force de l'Autriche. S'ajoute une troisième particularité : ce fut le seul pays d'exil où socialistes et communistes travaillèrent dans la même organisation, aux mêmes buts. Dans son intervention au symposium sur l'exil, Bruno Frei caractérisa ainsi la situation au Mexique : « *L'Accion Republicana Austriaca* (L'action républicaine autrichienne), sous la présidence du social-démocrate et syndicaliste Rudolf Neuhaus, fut une organisation tout à fait indépendante qui édita son propre journal *Austria Libre* en allemand et en espagnol. La particularité de cette organisation c'est qu'elle était fondée sur l'alliance entre sociaux-démocrates et communistes. A ma connaissance, ce fut un des rares cas où, dans l'émigration, il y eut coopération officielle active entre les deux partis³³... »

Aussi Bruno Frei reprocha-t-il à Franz Goldner la partialité dont il a fait preuve dans son livre, allant jusqu'à omettre toute mention de l'*Accion Republicana Austriaca* au profit d'un groupuscule monarchiste représenté par un certain Silvio Pizarelli-Helmsburg et qui rassemblait en tout 31 adhérents, selon Goldner lui-même³⁴.

Par contre, Goldner donne de nombreux détails sur les Autrichiens émigrés dans les autres pays latino-américains, et il constate que les caractéristiques principales de ces groupes étaient, premièrement, leur caractère unitaire — c'est-à-dire qu'ils rassemblaient des exilés anti-hitlériens de tous bords —, et deuxièmement le fait que tous sans exception s'étaient fixé pour but le rétablissement d'une Autriche indépendante. Dans un survol qui anticipe quelque peu sur l'époque dont nous traitons mais qui nous sert ici dans notre exposé, Goldner rappelle qu'au début les organisations d'exilés autrichiens comprenaient deux tendances : la première orientée sur le mouvement fondé à Toronto par l'ancien ministre de Schuschnigg, Hans Rott, le *Frei-Österreichischer Bewegung* dont la filiale la plus importante était à New York ; mouve-

33 Bruno FREI, *Einige Bemerkungen zum Mexiko-Exil*, dans *Protokoll*, p. 134-137.

34 Goldner, *op. cit.*, p. 262.

ment essentiellement conservateur, à forte incidence monarchiste qui, au début de son activité, disposait de groupes affiliés au Mexique, en Equateur, au Chili, au Pérou, en Bolivie, en Argentine, au Costa Rica et au Panama, « tous ces groupes finirent par adhérer à l'autre tendance, celle du F.A.M. de Londres, au mouvement *Austria Libre* et au *Comité Central pour l'Amérique latine* qui, à leur tour, devaient s'intégrer dans le Mouvement mondial des Autrichiens libres qui sera créé à Londres. Le déclin du mouvement de Toronto était dû à plusieurs raisons... On le considéra finalement comme exclusivement monarchiste ³⁵. »

L'animateur du mouvement de Toronto, Hans Rott a lui-même admis cette évolution, dans un manuscrit retrouvé après sa mort : « En Angleterre, plus près de la patrie et vivant la guerre avec toute sa brutalité, nos compatriotes ont forgé le véritable *Free Austrian Movement* auquel appartiennent toutes les forces sincèrement antifascistes » dit une circulaire du *Comité Austriaco* à Buenos Aires du 1^{er} juillet 1943, après la dissolution du bataillon autrichien ³⁶. Depuis la déclaration de Moscou, le *Free Austrian Movement* de Londres qui œuvre à l'union de tous les Autrichiens est devenu l'exemple à suivre ³⁷. »

Le mouvement *Frei-Österreich* à Toronto et à New York a perdu presque tous ses adhérents car il n'a pas réussi à obtenir la création d'un gouvernement autrichien en exil, disait encore *Austria Libre* de Montevideo.

Goldner conclut son aperçu par ces quelques lignes : « Malgré l'opposition des deux orientations politiques actives dans les pays latino-américains, leur objectif commun fut l'indépendance de l'Autriche et l'union de toutes les associations d'émigrés politiques. Les bureaux à l'étranger des socialistes autrichiens en France et en Grande-Bretagne, de même que le *Austrian Labor Committee* à New York ne furent pas imités en Amérique latine ³⁸. »

Citons encore, en ce qui concerne l'Amérique latine, et à titre de curiosité, la seule organisation autrichienne légale d'exilés reconnue par le gouvernement du pays d'accueil : celle fondée par le dernier

³⁵ *Ibid.*, p. 258.

³⁶ Nous relatons par ailleurs la mésaventure du *Bataillon autrichien*, inspiré par Otto von Habsbourg, qui fut dissout lorsqu'il apparut clairement qu'il devait servir les desseins politiques des Habsbourg.

³⁷ Ecrits posthumes de Hans ROTT : *Free Austrian World Movement* : « A Survey of Organizations abroad », London, juillet 1944, cité d'après Goldner, p. 258.

³⁸ *Ibid.* De même que les autres remarques sur l'Amérique Latine, citées par Goldner, p. 255-272.

représentant diplomatique de l'Autriche au Brésil, sous le nom de *Comité de Protecáo dos Interesses Austriacos no Bresil*. Alors que toutes les associations d'étrangers étaient strictement interdites au Brésil, ce comité fut reconnu comme représentant légal des intérêts autrichiens, à la suite de la déclaration de Moscou ; le comité avait même le droit d'établir des attestations de nationalité autrichienne et fut, selon son président Anton Retschek, « un organisme officieux combattant le nazisme sur une base démocratique ».

A Cuba également l'association des Autrichiens, la *Liga Austriaca* en 1940 et depuis 1942 l'*Association Austria Libre*, avait un caractère particulier : elle réunissait toutes les tendances, sous la présidence de l'ancien ministre social-démocrate Arnold Eisler qui soutint alors les objectifs de l'association, c'est-à-dire le rétablissement d'une Autriche libre. Après la déclaration de Moscou, l'association obtint tous les lundis l'autorisation d'utiliser un poste émetteur pour la liberté autrichienne qui émettait de la station C.O.K. Onde 25 à La Havane. Quant à la *Colonia de los Austriacos* à Caracas, au Venezuela, elle obtint vers la fin de la guerre la reconnaissance de la nationalité autrichienne par les autorités du pays. Très active également fut l'*Alianza Austriaca pro Aliados* au Paraguay (Asuncion) qui tenta même d'organiser une *légion de patriotes autrichiens* avec siège au Paraguay³⁹.

LES AUTRICHIENS AU MOYEN-ORIENT

Jusqu'à la tenue du symposium sur l'exil autrichien à Vienne (1975), on ne disposait d'aucune documentation sur ce secteur de l'émigration autrichienne qui, cependant, eut une grande importance quantitative et qualitative après l'annexion de 1938. Goldner, par exemple, l'ignore complètement dans l'ouvrage que nous avons cité.

Un rapport succinct, mais néanmoins très instructif fut présenté au symposium par Willy-Verkauf-Verlon, connu comme peintre dans les années d'après-guerre. C'est lui qui fonda en 1942 le *Free Austrian Movement in Palestine* qui, par la suite, se joignit au mouvement mondial dont Verkauf devint le représentant au Moyen-Orient.

39 A part ces associations nommément citées en raison de leurs particularités, il y eut des associations pro-autrichiennes et anti-hitlériennes dans presque tous les états sud-américains : Uruguay (Montevideo), Chili, Argentine, Colombie, etc. Toutes firent par la suite acte d'adhésion au Mouvement mondial des Autrichiens libres (FÖWB). En ce qui concerne le rôle joué par l'ambassadeur Retschek, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il fut équivoque. Dans un premier temps, il s'était rallié aux Allemands, selon un article du *Zeitspiegel* du 13 mars 1943.

Dès l'arrivée des émigrés autrichiens en Palestine — dans leur majorité d'origine juive — ceux-ci furent soumis à deux sortes de pressions : des sionistes, d'une part, dont les représentants ne voulaient ni concevoir ni accepter l'existence d'émigrés d'origine juive mais se reconnaissant dans la nation autrichienne, d'autre part des autorités coloniales britanniques qui observaient d'un mauvais œil toutes les activités politiques d'émigrés et particulièrement quand il s'agissait de mouvements soupçonnés d'être de gauche.

En effet, la plupart des Autrichiens qui s'étaient réfugiés en Palestine avaient jadis appartenu à des mouvements de la gauche, surtout au parti social-démocrate. Nous parlons ici de ceux qui ne se considéraient pas comme juifs mais comme Autrichiens, en soi une minorité parmi les émigrés en provenance d'Autriche.

Parmi ceux-là, il n'y eut guère de discussions quant à l'orientation politique à prendre : il ne se trouva personne pour préconiser « la révolution pan-allemande », comme les socialistes d'Angleterre ou des Etats-Unis, tous comprenaient qu'il fallait combattre pour le rétablissement de l'indépendance autrichienne.

C'est sur cette base que fut fondé le *Movement* qui se plaça d'emblée au-dessus des partis politiques et s'assigna les tâches suivantes :

1. Travailler à l'élaboration d'un point de vue commun sur la question nationale autrichienne.
2. Fournir des informations sur l'Autriche et ses problèmes à la presse, à la radio et aux services alliés, civils et militaires.
3. Etablir des contacts avec les services publics, les représentations diplomatiques, les Eglises, etc. en vue d'obtenir leur soutien pour le rétablissement d'une Autriche libre et indépendante.
4. Maintenir le patrimoine culturel autrichien par des publications, conférences, lectures et soirées musicales.
5. Recensement des émigrés autrichiens ayant la volonté de retourner dans leur pays, obtention de papiers d'identité, interventions auprès des services alliés et auprès de l'U.N.R.R.A. en vue du rapatriement après la libération de l'Autriche.
6. Etablir des contacts et procéder à des échanges de vue avec les autres organisations d'émigrés autrichiens dans le monde libre.

C'était donc un programme complet dont nous relèverons deux points, à notre avis importants : celui concernant la recherche sur le problème national autrichien, sur ce point le groupe de travail dirigé

par Kurt Blaukopf élabore plusieurs études très pertinentes dont nous ferons l'analyse par la suite, et celui traitant du patrimoine autrichien qui trouva, au Moyen-Orient, des défenseurs et des créateurs dont il sera également question dans ce travail.

Verkauf lui-même fonda à Jérusalem une maison d'éditions qui publia pendant la guerre les ouvrages de divers émigrés autrichiens. Ainsi, les Autrichiens au Moyen-Orient, qui disposaient de contacts actifs et précieux avec divers services alliés, ont contribué pour leur part à ce que la déclaration de Moscou reconnaisse le droit de l'Autriche à l'indépendance. Verkauf demanda d'abord la séparation des prisonniers de guerre autrichiens des Allemands dans les camps de prisonniers alliés d'Afrique du Nord et un meilleur traitement pour ceux qui s'étaient fait connaître comme antifascistes. Le groupe du Moyen-Orient prit également contact avec les Autrichiens combattants dans les armées alliées dans cette région et leur remit des publications récentes sur le problème autrichien, leur permettant ainsi de défendre la cause autrichienne dans leurs unités. Verkauf fut en quelque sorte le représentant officieux de la future Autriche libre au Moyen-Orient.

Il est remarquable que dans ce groupe d'exilés aient travaillé étroitement ensemble des représentants du bureau des socialistes autrichiens, des légitimistes, des communistes et des anciens partisans du front patriotique de Schuschnigg. Comme en Amérique latine, tous mirent la cause autrichienne au-dessus des patriotismes de parti. Ce qui amène à penser que la situation géographique excentrique, situation exotique dans une certaine mesure, l'éloignement aussi, ont renforcé les liens avec la patrie autrichienne au lieu de les relâcher comme cela aurait peut-être été le cas dans des conditions d'exil « normales »⁴⁰.

AUX EXTRÉMITÉS DE L'ÉCHIQUIER : ÉTATS-UNIS ET U.R.S.S.

Aux extrémités du monde en guerre se trouvaient les deux puissances les plus importantes : les États-Unis et l'Union Soviétique, l'Angleterre étant située géographiquement et politiquement au centre.

Aux États-Unis se concentrèrent les activités des conservateurs à forte incidence monarchiste, du fait de la présence d'Otto von Habsbourg qui y tint pendant longtemps la vedette ; en Union Soviétique, ce furent

40 Voir Willy VERKAUF-VERLON, *Die politische und kulturelle Tätigkeit der freien Österreicher im Nahen Osten in den Jahren 1933-1945*, dans *Protokoll*, p. 224-229.

les communistes qui ne ménagèrent pas leurs forces pour obtenir la reconnaissance officielle du droit de l'Autriche à l'indépendance, en tant que nation.

Que des forces aussi dissemblables — par leurs concepts philosophiques, leurs intentions politiques, leurs compositions sociologiques — aient été amenées à une certaine convergence dans l'action, est un phénomène aussi important que rare, qu'il faut attribuer à une conjoncture mondiale particulière dans laquelle des pays, appelés depuis les « super-grands », se sont alliés pour préserver le monde de la barbarie nazie. Les exilés autrichiens dans ces pays se mouvaient pour ainsi dire dans le sillage des deux super-grands. Allaient-ils également rentrer au pays dans les fourgons de leurs pays d'accueil ? On pouvait le croire ; cependant, l'Histoire a plus d'une corde à son arc et elle allait préparer un tour de passe-passe aussi inattendu que surprenant.

Dans son ouvrage sur l'émigration autrichienne, F. Goldner ne consacre pas moins de six chapitres à l'émigration aux Etats-Unis ; il est vrai qu'il utilise surtout des documents américains, et notamment des dossiers du Département d'Etat, du Département de la Défense et du Département de la Justice américains. Il rapporte nombre d'histoires que les Américains désignent sous le nom de « inside stories », sur diverses intrigues, manœuvres et autres conflits. Ceux qui s'intéressent à ce genre de considérations se reporteront utilement à Goldner⁴¹ qui, de son propre aveu, ne voulait pas être objectif, mais partait d'un point de vue bien défini⁴².

Néanmoins, nous nous servirons des données concrètes, nombreuses dans l'ouvrage cité, d'autant plus qu'au symposium sur l'exil autrichien, qui est notre seconde source d'information sur cette époque, l'exil américain fut malheureusement négligé malgré la présence de plusieurs de ses représentants.

⁴¹ Voir Goldner, *op. cit.*, p. 64-230.

⁴² Nous sommes, en gros, d'accord avec Goldner : l'émigration politique se partagea entre ceux qui visaient le rétablissement d'une Autriche indépendante et ceux qui espéraient une révolution pan-allemande. Mais avec le recul du temps, cette dichotomie nous semble trop simpliste et ne devrait pas servir à des règlements de compte rétrospectifs. A l'intérieur même de ces deux grandes orientations, nombreuses étaient les nuances : qu'on pense que, suivant cet angle de vue, communistes et monarchistes étaient du même côté, alors que les socialistes étaient de l'autre. A notre avis, il n'est pas indiqué de cimenter pour l'éternité des positions de jadis, pour en faire un cheval de bataille idéologique qu'on fait sortir de l'écurie à chaque bonne ou mauvaise occasion.

Si nous laissons momentanément de côté les efforts déployés dans divers pays et par différents organismes pour créer sinon un gouvernement autrichien en exil, du moins une représentation officielle — efforts qui ne revêtiront une certaine importance que dans la dernière phase de la guerre — l'émigration politique aux Etats-Unis fut, pour l'essentiel, représentée par les groupes suivants : outre les organisations déjà mentionnées ⁴³, se signalèrent surtout *Austrian Action*, fondée le 5 avril 1941, mais qui ne joua un rôle important qu'à partir de l'entrée en guerre des Etats-Unis. Son fondateur était le fils de l'ancien ministre de la monarchie, Ferdinand Czernin qui s'adressa à tous les émigrés autrichiens, aussi aux « non-politiques » et s'attacha à défendre leurs droits en organisant des manifestations de loyauté envers les alliés pour obtenir le reclassement des Autrichiens en tant qu'étrangers ⁴⁴, ce qu'il obtint dès le 5 février 1942. A côté de cette organisation de masse mais peu politisée, existaient encore le mouvement *Frei-Österreicher-Bewegung* de Hans Rott, et *Austrian Labor Committee* des socialistes (dirigé par K. H. Sailer, F. Adler et J. Deutsch) qui regroupaient moins d'adhérents. Hans Rott, ancien ministre du gouvernement Schuschnigg, avait tenté pour sa part de se faire admettre comme représentant légal de l'Autriche en constituant, en septembre 1941, avec un ancien professeur de l'Université de Vienne, Willibald Plöchl, le *Free Austrian National Council* ; mais cet organisme n'obtint pas la reconnaissance espérée de la part du Département d'Etat qui posa comme condition d'une reconnaissance officielle l'unité de toutes les organisations autrichiennes aux Etats-Unis ⁴⁵.

L'échec de cette tentative était certainement imputable à la rumeur — non démentie — que les deux groupements de Hans Rott (*National Council* et *Frei-Österreicher-Bewegung*) étaient en étroite liaison avec Otto von Habsbourg qui se faisait appeler aussi *Otto von Österreich*. Les visées du dernier prétendant au trône d'Autriche étaient connues : en France déjà il avait voulu être le promoteur d'une représentation

43 *Austro-American League, Austro-American Centre, Austrian Society* : voir première partie, chapitre v.

44 Immédiatement après Pearl Harbour, les Autrichiens avaient été classés « étrangers ennemis » comme les autres ressortissants du Reich. Grâce à différentes manifestations de loyauté etc. *Austrian Action* avait effectivement obtenu le reclassement des Autrichiens comme « étrangers amicaux ».

45 Nous n'entrons pas dans les détails de cette tentative qui, une fois rendue publique, déclencha une vive polémique entre les différentes organisations d'émigrés ; les socialistes notamment y virent - certainement à juste titre - une tentative monarchiste de s'attribuer le droit de représenter l'Autriche aux Etats-Unis. Voir *infra*.

officielle de l'Autriche (*Office Autrichien*), mais avait été tenu en échec par les socialistes de l'A.V.Ö.S.

Il faut dire ici que toutes les organisations d'émigrés autrichiens — celles de Hans Rott mises à part — refusèrent d'envisager la restauration d'une monarchie sous quelque forme que ce fût : Fédération danubienne, monarchie austro-bavaroise ou monarchie autrichienne, mais par divers côtés, et non seulement par Otto, ces trois variantes avaient déjà été envisagées. Si le *Free Austrian Movement* à Londres maintint des liaisons organiques avec le mouvement monarchiste autrichien en Angleterre, ce fut uniquement pour préserver l'union de tous les exilés dans la lutte anti-hitlérienne. Dans le cadre de cette lutte, les monarchistes étaient considérés comme des partenaires égaux et bienvenus, vu notamment les sacrifices consentis par les combattants clandestins de ces mouvements en Autriche. Mais les dirigeants du F.A.M. repoussèrent énergiquement toute discussion sur une future monarchie autrichienne. Lorsqu'au début de 1942, Otto von Habsbourg — dans une brochure intitulée *Danubian Reconstruction* — proposa aux alliés occidentaux la reconstitution d'une monarchie danubienne autrichienne comme bastion contre l'Est, *Zeitspiegel* publia un article du secrétaire du F.A.M., Franz West, où celui-ci prenait ses distances vis-à-vis des Habsbourg, sans cependant s'attaquer à l'*Austrian League* (monarchiste) en Angleterre. L'auteur exposa les raisons pour lesquelles le F.A.M. coopérait avec les légitimistes, les prévenant toutefois de s'identifier avec les projets d'Otto von Habsbourg⁴⁶.

Les efforts faits pour obtenir des Etats-Unis la reconnaissance officielle d'une représentation autrichienne atteignirent leur point culmi-

46 Ce passage est extrait de H. Maimann, *op. cit.*, p. 137, où l'on trouve également les extraits essentiels de l'avertissement donné aux légitimistes par F. West : « Unsere Aufgabe in der Emigration besteht darin, alles zu tun, um unserem Volk in seinem Befreiungskampf zu helfen. Die Freiheitskämpfer, die sich heute in Österreich zum Kampf vereinigen, wollen miteinander nicht über die künftige Staatsform diskutieren, sondern gemeinsam mit Hitler Schluss machen. Das gilt auch für das Free Austrian Movement. Es ist sich darüber klar, dass das freie österreichische Volk über Staatsform und internationale Beziehungen entscheiden wird. Wenn es von Österreich spricht, meint es nicht irgendein längst mit Recht zerschlagenes Österreich der Habsburger, sondern das neue Österreich in den Grenzen von 1918. Jeder, der diese Grundsätze anerkennt, kann ein Mitkämpfer in der österreichischen Einheit sein. Die Union der österreichischen Monarchisten in Grossbritannien hat sich auf den Boden dieser Grundsätze gestellt und gehört daher dem Free Austrian Movement an. Durch die Verpflichtungen, die sie beim Eintritt in das Free Austrian Movement auf sich nahm, hat sie sich allerdings in einen offenen Widerspruch zu den imperialistischen Plänen der Familie Habsburg gestellt. » (*Zeitspiegel*, n° 14, 4 avril 1942, p. 6).

nant avec la tentative d'organiser un bataillon autrichien dans le cadre de l'armée des Etats-Unis ; tentative qui aboutit à un échec.

Ce projet d'organiser un tel bataillon fut conçu, dès 1940, par Otto von Habsbourg, et la brochure citée, datée de 1942, fait clairement ressortir les intentions que poursuivaient les Habsbourg avec un tel bataillon. Alors que toutes les tentatives lancées en Europe avaient fait long feu⁴⁷, Otto von Habsbourg sembla avoir plus de chance avec son projet de bataillon autrichien au sein de l'armée américaine. En novembre 1942, un *Military Committee for the Liberation of Austria* diffusa un appel signé par Otto of Austria comme président et par plusieurs autres personnalités autrichiennes du camp conservateur⁴⁸. Au même moment, le Secrétaire d'Etat à la Défense, Henry L. Stimson confirma l'organisation d'un bataillon autrichien sous les auspices de l'armée U.S. et accepta l'aide du Military Committee pour le recrutement de ce bataillon.

Il s'ensuivit immédiatement une levée de boucliers de toutes les autres organisations d'émigrés autrichiens aux Etats-Unis, et notamment du *Austrian Labor Committee* qui envoya un télégramme de protestation au Secrétaire d'Etat Cordell Hull et organisa des manifestations contre le projet. D'autre part, les Tchèques et les Yougoslaves en exil aux Etats-Unis se montrèrent perplexes devant ce projet et l'ambassadeur tchécoslovaque à Washington rendit lui-même visite à Cordell Hull pour le mettre en garde contre l'archiduc Otto qui avait mauvaise presse dans son pays. L'organe de l'*Austrian Action, Freiheit für Österreich* publia plusieurs articles contre la formation du bataillon, avec le mot d'ordre « Pour un bataillon autrichien, sans Habsbourg ! » ou encore « Habsbourg est un danger, Habsbourg doit démissionner ! » Finalement, le 7 avril 1943 le *War Department* demanda qu'il soit mis fin à tous ces préparatifs déjà assez avancés et la dissolution du bataillon fut définitivement prononcée le 3 mai. Goldner qui adopte une attitude très favorable à Habsbourg dans cette question, admet que l'échec est dû avant tout à l'acharnement de l'archiduc à vouloir garder une position dirigeante dans le bataillon, mais ne voit pas de rapport entre cette ténacité et les plans politiques de la famille Habsbourg⁴⁹.

47 Nous y reviendrons lorsque nous exposerons les efforts entrepris pour organiser des unités autrichiennes dans les armées alliées.

48 Ce document fut signé par Hans Rott, ancien ministre, Guido Zernatto, lui aussi ancien ministre, Richard Schüller, ancien ambassadeur, Walter Schuschnigg, ancien consul et par le capitaine américain, Frederick Taylor.

49 Les menées politiques des Habsbourg avaient déjà, à plusieurs reprises, suscité le vif mécontentement des autres groupements d'exilés aux Etats-Unis. Otto von Habsbourg avait essayé de se présenter comme le porte-

Cet échec survint au moment de deux grands tournants de la guerre, à savoir entre la bataille de Stalingrad et la déclaration de Moscou. Sans vouloir anticiper, signalons cependant qu'après cet échec, Otto von Habsbourg, bien qu'ayant renoncé à ses prétentions à diriger soit un éventuel Comité national, soit un gouvernement autrichien, adressa encore plusieurs aide-mémoires au président Roosevelt. Mais celui-ci fit preuve d'une passivité absolue dans la question autrichienne, laissant les initiatives à son ami Churchill qui, pour sa part, rêvait toujours d'une Confédération sud-est européenne. Dès l'automne 1943 s'annonça, dans différents mémoires, la future déclaration de Moscou ; les puissances occidentales se souvinrent des propos tenus par Staline lors d'une visite du ministre Eden à Moscou, en décembre 1941, à savoir que l'Autriche devait ressusciter en tant qu'Etat indépendant.

LA PROPAGANDE DE L'ÉMIGRATION AUTRICHIENNE EN UNION SOVIÉTIQUE POUR UN ÉTAT AUTRICHIEN INDÉPENDANT (1938-1945)

La lecture d'une dissertation du même titre aidera à comprendre la prise de position de Staline en faveur d'une Autriche indépendante. Son auteur, Karl Vogelmann, a rassemblé patiemment toutes les données du problème, tel que le virent et le traitèrent les émigrés autrichiens en Union soviétique⁵⁰.

Ce jeune historien, sans engagement politique, a, dit-il, entrepris son travail comme une tâche obligatoire — écrire une « dissertation » sur n'importe quel sujet — et il a finalement vécu comme une épopée cette tentative d'un petit groupe d'émigrés — car les communistes autrichiens en Union soviétique furent peu nombreux — qui a essayé

parole de l'Autriche, en demandant au Sénat américain de l'autoriser à faire une déclaration publique et radio-diffusée le 25 juillet 1942, huitième anniversaire de l'assassinat de Dollfuss. Le Département d'Etat fit savoir qu'il n'était pas dans l'intérêt américain d'identifier l'Autriche à Otto von Habsbourg. Néanmoins une interview avec le prétendant au trône fut diffusée, elle suscita une lettre de quatre organisations, *Austrian Action, Austrian Labor Committee, Assembly for a Democratic Republic of Austria et Free Austria et Free Austria Youth*, au sénateur Pepper qui avait fait un discours sur l'indépendance de l'Autriche dans la même émission ; dans cette lettre, les quatre organisations exprimèrent leur étonnement de la participation d'Otto von Habsbourg à cette commémoration qui, de ce fait, était devenue une action de propagande monarchiste.

50 Karl VOGELMANN, *Die Propaganda der österreichischen Emigration in der Sowjetunion für einen selbständigen österreichischen Nationalstaat (1938-1945)*, Dissertation zur Erlangung des Doktorgrades an der Philosophischen Fakultät der Universität Wien, 1973, dactylographiée.

« avec les modestes moyens à sa disposition de contribuer à l'anéantissement du fascisme ; en même temps il s'agissait pour eux de préparer le terrain pour une nouvelle Autriche indépendante. Ce qui leur importait, ce n'était pas seulement la résurrection de l'Autriche en tant qu'Etat, mais aussi et surtout de faire des " Allemands de l'Ostmark " des Autrichiens conscients (de leur nationalité, n.d.a.) qui deviendraient les soutiens de ce nouvel Etat ⁵¹. »

Il nous faut ici ouvrir une parenthèse : si dans les pays européens occupés ou non par les troupes nazies le travail des communistes autrichiens ne fut que très passagèrement troublé par le pacte germano-soviétique et s'il s'est avéré aujourd'hui qu'ils ne ralentirent pas leur combat clandestin, en Union soviétique le pacte condamna les émigrés à une attente cruelle jusqu'à l'invasion du pays par les troupes hitlériennes. Car le seul moyen dont ils disposaient pour défendre leur point de vue était la radio ou les publications paraissant en Union soviétique et ces mass-média se gardèrent scrupuleusement, pendant les presque deux années que subsista le pacte, de « provoquer » le partenaire hitlérien.

Toutefois cette inactivité publique n'empêcha pas les communistes autrichiens à Moscou de préparer le terrain : dans ses mémoires, Ernst Fischer raconte les discussions souvent orageuses à cette époque, entre communistes autrichiens et allemands, discussions qui portaient non seulement sur le pacte, mais aussi sur la défense et l'illustration de la nation autrichienne dans les instances, alors encore existantes, de l'Internationale communiste. Fischer, Koplenig, Zucker-Schilling eurent à défendre les thèses d'Alfred Klahr qui lui, était reparti en Europe, d'abord en France, puis en Suisse d'où il fut expulsé avant d'être arrêté par la police de Vichy et livré aux Allemands qui le déportèrent à Auschwitz ⁵².

On peut dire que pendant cette étape de la guerre, les émigrés autrichiens à Moscou ont fait progresser l'idée d'une nation autrichienne spécifique, aussi bien dans les milieux internationaux qu'auprès du gouvernement soviétique lui-même. C'est sans doute à ce travail de conviction permanent qu'on doit attribuer les propos tenus par Staline,

51 VOGELMANN, *op. cit.*, Avant-Propos, p. I-II.

52 Pour plus d'informations sur Alfred Klahr et ses travaux, voir entre autres M. CULLIN, *Les théories de la nation autrichienne entre 1934 et 1938*, thèse de 3^e cycle, soutenue à Paris III, et Hilde KOPLINIG, *Alfred Klahr (1904-1943)*, dans *Zeitgeschichte*, janvier 1976/4, p. 97-111. En outre les nombreux articles de F. MAREK dans *Weg und Ziel, Tagebuch*, etc.

en décembre 1941, au ministre britannique Eden, sur la nécessité de restaurer une Autriche indépendante après la guerre.

Quoi qu'il en soit, à partir de la guerre germano-soviétique, le groupe d'émigrés autrichiens eut plus de possibilités d'agir. Dès novembre 1941, ils disposaient même d'un poste émetteur, *Radio Österreich* où ils pouvaient s'exprimer de façon autonome, le point de vue officiel de l'Union soviétique étant diffusé quotidiennement par un autre émetteur de Radio Moscou qui, lui aussi, avait des émissions destinées à l'Autriche.

Le poste Radio Autriche était dirigé par Erwin Zucker-Schilling, membre du bureau politique du P.C.A., entouré d'une petite équipe de journalistes qualifiés⁵³. Disposant notamment de nombreuses sources d'information, écoute des postes étrangers, courrier de soldats pris à l'ennemi, et bientôt aussi témoignages directs de prisonniers de guerre autrichiens, Radio Autriche pouvait se présenter comme un poste émetteur clandestin, situé « quelque part » dans la nature.

L'appréciation donnée par Vogelmann pour toute l'activité de ce poste est valable : il travaillait pour le rétablissement de l'Autriche indépendante, mais aussi pour le développement d'une nouvelle conscience nationale parmi les Autrichiens et maints témoignages de la part de prisonniers de guerre prouvent l'efficacité certaine de ce travail de propagande ; nous citons ci-après des passages de la déclaration de principes par laquelle il inaugura ses émissions le 19 novembre 1941 :

« Ici, " Radio Autriche ", la voix du peuple autrichien violenté par Hitler. Radio Autriche est le porte-parole de l'opposition populaire autrichienne contre la guerre hitlérienne. Nous accusons Hitler et les potentats fascistes berlinois d'oppression et de viol du droit à l'autodétermination du peuple autrichien. Nous les accusons d'avoir mis en tutelle nationale et privé de ses droits politiques et sociaux le peuple autrichien par l'entremise d'une bande corrompue de commissaires, de gouverneurs et de fonctionnaires prussiens-fascistes qui ont asservi notre pays sous leur brutale domination étrangère. Nous accusons Hitler et les potentats berlinois d'avoir entraîné le peuple autrichien, contre sa volonté et contre ses intérêts, dans l'aventure sanglante de la guerre. Hitler a apporté au peuple autrichien les souffrances les plus terribles. Nous l'accusons du meurtre de centaines de milliers de fils du peuple autrichien.

53 Voir Vogelmann, *op. cit.*, p. 89.

Radio Autriche appelle le peuple autrichien à s'engager dans la lutte contre la guerre sanglante et contre la tyrannie hitlérienne... Radio Autriche s'adresse aux Autrichiens de toutes les orientations politiques, de toutes les couches sociales. Elle s'adresse aux travailleurs, aux paysans, aux intellectuels. L'heure approche où Hitler devra rendre des comptes ! Le peuple autrichien doit se décider, soit mourir pour Hitler et sombrer avec lui, soit engager la lutte contre la guerre et pour la libération de l'Autriche.

Autrichiens ! Rassemblez-vous dans un front autrichien pour la liberté ⁶⁴ ! »

Jusqu'au terme de son activité, c'est-à-dire jusqu'à la libération de l'Autriche en avril 1945, Radio Autriche suivit cette même ligne, répétant toujours avec force que le régime hitlérien avait violé le peuple autrichien, et que celui-ci devait se rassembler dans un front national pour la libération de son pays.

Dès le début de 1942, Radio Autriche diffuse de plus en plus fréquemment des déclarations de prisonniers de guerre autrichiens ; ainsi, le 19 avril 1942, le poste fait état d'une réunion de 86 prisonniers de guerre issus de toutes les couches de la population — ouvriers, employés, paysans, instituteurs, commerçants, etc. — qui s'adressent à la population autrichienne pour l'appeler à s'unir contre la guerre hitlérienne et qui soulignent notamment : « Nous avons appartenu naguère à différents partis politiques en Autriche, maintenant nous sommes unis pour un seul but : libérer l'Autriche de l'esclavage hitlérien ⁶⁵ ! »

Sur le « travail parmi les prisonniers de guerre autrichiens », nous disposons de témoignages des deux parties : c'est-à-dire des prisonniers eux-mêmes et des émigrés autrichiens qui furent affectés — sur la base du volontariat — à ce travail de rééducation souvent assez dangereux. Dans une brochure instructive, Karl Frick, ancien prisonnier lui-même, explique clairement ce processus qu'il appelle « repenser

54 DÖW 4600, cité d'après Vogelmann, p. 103. Ajoutons ici que Radio Autriche mena elle aussi une politique culturelle autrichienne très active. Ainsi, à l'occasion de la mort de l'écrivain Peter Rosegger, le commentaire suivant fut diffusé le 26 janvier 1942 : « Österreichisch war an ihm nicht nur die Thematik seiner Schriften... Rosegger selbst war eine Verkörperung des besten Österreichertums, er war ein Kämpfer für jenen Geist der Humanität, der Verständigung und des friedlichen Zusammenlebens der Völker und Nationen, der Ablehnung jeder Rassenverhetzung und chauvinistischen Überheblichkeit, der eben das Österreichertum ausmacht... » (DÖW 4600).

55 *Ibid.*

derrière les barbelés⁵⁶ » et qui concerne l'évolution psychologique des prisonniers de guerre autrichiens en Union soviétique. Avec les moyens du bord, dans les conditions d'une dure captivité (hiver très froid, ravitaillement très maigre, vêtements souvent insuffisants, santé défailante après les combats dans les plaines russes, etc.) certains prisonniers autrichiens commencèrent un travail systématique pour réveiller, sinon pour implanter une conscience nationale autrichienne chez ces hommes soumis depuis des années à l'endoctrinement pangermaniste des nazis.

Frick décrit toutes les difficultés que rencontrèrent ces pionniers : de la part des officiers et des soldats nazis d'abord qui les menaçaient de mort dès leur retour : « un mètre au-delà de la frontière, deux mètres sous terre ! » De la part même de certains gardiens soviétiques qui ne voulaient pas reconnaître aux Autrichiens leur spécificité et leur refusaient donc le droit de s'organiser en groupes homogènes ; s'ajoutèrent plus tard des discussions avec les membres du *Nationalkomitee Freies Deutschland*, c'est-à-dire avec des officiers et soldats qui s'étaient convertis à l'antifascisme, sans pour autant abandonner leurs rêves grands-allemands et qui déniaient aux Autrichiens le droit de se considérer comme une nation authentique. Ces prisonniers de guerre allemands antifascistes reprochaient aux Autrichiens de « diviser » la lutte anti-hitlérienne par leur « séparatisme ». Cependant, Frick peut noter pendant l'hiver 1942 une forte consolidation de la communauté autrichienne dans « son » camp, le camp de prisonniers n° 99 près de Karaganda au Kazakhstan, où les Autrichiens portèrent un écusson rouge-blanc-rouge sur les manches de leurs uniformes.

C'est vers la fin 1942 également que ces camps de prisonniers reçurent les premières visites de communistes autrichiens émigrés en U.R.S.S.

Mais avant de passer de l'autre côté de la barrière — c'est-à-dire du côté des émigrés qui firent ce difficile travail de rééducation — donnons encore brièvement la parole à Karl Frick ; son récit porte sur l'évolution dans les camps de prisonniers jusqu'à la fin de la guerre, mais nous ne le suivrons pas si loin. Il est cependant intéressant de voir comment de simples soldats de la Wehrmacht nazie sont devenus, en captivité, des « Autrichiens convaincus ». De ceux qui faisaient profession de foi antifasciste, certains furent regroupés dans des écoles

56 Karl FRICK, *Umdenken hinter Stacheldraht-Österreicher in der UdSSR* (Monographien zur Zeitgeschichte) Europa-Verlag, Wien, 1967.

dites *Antifa-Schulen*, c'est-à-dire des cours d'éducation antifasciste. Frick qui y participa, donne un aperçu succinct mais vivant de cette étape de sa vie. « Le recrutement des élèves semblait être bien étudié, on tenait à ce que la plupart d'entre eux fussent d'origine ouvrière. Certains élèves *Antifa* avaient jadis appartenu à des organisations ouvrières, d'autres reconnaissaient ouvertement être sous l'influence de l'idéologie nazie... Les thèmes principaux de l'enseignement — qui durait de 8 h du matin à 10 heures du soir avec des pauses pour les repas — étaient l'histoire autrichienne, compte tenu du mouvement ouvrier, des exposés sur le marxisme, mais surtout des conférences sur le fascisme, la guerre et son déroulement et le rétablissement d'une Autriche indépendante. Personne parmi les élèves ne contesta la nécessité d'une profession de foi commune en faveur de l'Autriche, d'une Autriche démocratique ⁵⁷...

Au cours de leur séjour dans cette école, qui regroupa des prisonniers des multiples camps existant en Union soviétique, les élèves apprirent que les prisonniers autrichiens s'étaient un peu partout organisés en groupes nationaux, comme il ressort des nombreuses résolutions envoyées indépendamment les unes des autres — les liaisons postales fonctionnant mal, sur cette étendue immense, de camp à camp — et dans lesquelles ces prisonniers se reconnaissaient comme Autrichiens ⁵⁸. A plusieurs reprises, Frick souligne que l'enseignement fut particulièrement orienté vers le renforcement de la conscience nationale autrichienne.

La déclaration de Moscou stimula cette activité et conduisit finalement à la fondation du *Bureau antifasciste de prisonniers de guerre autrichiens* ⁵⁹ qui prit comme devise « Pour une Autriche libre, indépendante et démocratique ». Nous reviendrons sur le travail de ce bureau.

Reste à constater que le regroupement des Autrichiens en tant que tels dans les camps de prisonniers en U.R.S.S., de même que le passage d'un grand nombre d'entre eux dans les écoles *Antifa* a cons-

⁵⁷ Frick, *op. cit.*, p. 21-27.

⁵⁸ Frick mentionne une résolution de 248 Autrichiens du camp N° 58, en mars 1943, se considérant désormais en lutte pour la « liberté et l'indépendance de notre peuple ». Dans le camp N° 50, 289 Autrichiens, anciens de Stalingrad, signèrent une déclaration où ils exprimaient leur conviction que seule la chute de Hitler pourrait apporter la paix. Le 14 avril 1943, 44 Autrichiens du camp N° 67 signèrent un appel au peuple autrichien où ils condamnaient l'annexion et la domination nazie en Autriche et appelaient le peuple autrichien à chasser Hitler et sa bande.

⁵⁹ *Antifaschistisches Büro österreichischer Kriegsgefangener* = ABÖK.

titué un précieux apport à la prise de conscience nationale. Qu'on ne se trompe pas : ces écoles n'étaient pas destinées à « fabriquer » des communistes : la majorité de leurs élèves n'a jamais adhéré au parti communiste autrichien ⁶⁰. Ceux qui l'ont fait après le retour au pays ont bien souvent quitté ce parti pendant les années de la guerre froide et après les révélations du XX^e congrès. Cependant, à chacun de ceux qui sont passés par ces écoles, est restée une claire conscience d'être autrichien et la conviction qu'une Autriche indépendante et démocratique était nécessaire. Le séjour dans ces camps et dans ces écoles a donc été une contribution effective à l'éveil du sentiment national autrichien.

Comment cette aventure fut-elle vécue de l'autre côté, du côté des émigrés autrichiens, communistes eux, en Union soviétique ?

Les témoignages ne manquent pas : mémoires de ceux qui y ont participé, comptes rendus d'activité, mais nous rappellerons surtout le livre de Ruth von Mayenburg, c'est-à-dire Ruth Fischer et le *Protokoll* du Symposium sur l'exil autrichien qui contiennent les récits les plus vivants sur ce travail difficile, exigeant un dévouement militant d'une rare intensité ⁶¹.

Ruth Fischer (Mayenburg) fut ainsi envoyée au camp de Jelabuga, en République tartare, avec mission de « s'occuper des Autrichiens ». La première difficulté fut que les autorités soviétiques du camp ne semblaient pas savoir ce qu'étaient « les Autrichiens ». Pour commencer, Ruth Fischer dut leur faire un cours magistral, depuis les origines jusqu'à l'occupation de l'Autriche en 1938, en insistant sur le fait que tous ceux qui parlaient allemand n'étaient pas pour autant des Allemands.

Il fallut longuement expliquer aux autorités du camp que l'Autriche avait été le premier pays annexé par Hitler et l'importance qu'aurait une participation des prisonniers de guerre à la lutte pour la résurrection de leur patrie. « Ensuite, on obtint rapidement la séparation des 100 à 150 Autrichiens ; on leur attribua des dortoirs séparés, deux pièces de travail et ils purent se constituer en premier groupe autonome du camp. Le “ Bureau autrichien ” fut ainsi un lieu de

60 Celui-ci n'accepta pas d'adhésion en dehors de l'Autriche.

61 Voir Ruth von MAYENBURG, *Blaues Blut und Rote Fahnen. Ein Leben unter vielen Namen*, Wien-München-Zürich, 1969 ; voir également Ernst FISCHER, *Erinnerungen und Reflexionen*, Rowohlt, 1969, *Die Kommunisten im Kampf für die Unabhängigkeit Österreichs*, Stern-Verlag, Wien, 1955, *Protokoll*, etc.

rassemblement, de consultation, d'éducation et de réunion, une sorte de *Austrian Centre* derrière les barbelés ⁶². »

Ce n'est qu'après l'intervention de cette femme courageuse que la discussion commença à l'intérieur du groupe de prisonniers autrichiens sur la question autrichienne ; R. von Mayenburg rapporte encore que ces prisonniers de guerre représentaient la totalité de l'éventail politique : socialistes, communistes, partisans de l'Etat corporatif, adversaires du nazisme du camp catholique, grands-allemands et évidemment aussi des nazis fanatiques. Mais bientôt un noyau d'activistes autrichiens se constitua qui fit rayonner l'histoire autrichienne, la littérature autrichienne et aussi le patriotisme autrichien ; de sorte que ce groupe rédigea le premier appel aux prisonniers de guerre autrichiens pour qu'ils participent à la lutte anti-hitlérienne ⁶³. R. von Mayenburg relate de façon très impressionnante son travail au front où avec des haut-parleurs elle, et plusieurs de ses compagnons tentèrent d'influencer les soldats allemands et autrichiens, mais furent reçus — jusque dans la dernière phase de la guerre — par des tirs de mitrailleuses et de mortiers. Ces quelques lignes montrent la part importante prise par les émigrés autrichiens en Union soviétique à l'éveil de la conscience nationale parmi des centaines de milliers d'Autrichiens en captivité et il ne fait pas de doute que ce travail, s'il n'apporta pas le profit politique escompté par les communistes eux-mêmes, n'a pas été vain dans la prise de conscience autrichienne. En effet, un nombre appréciable d'anciens prisonniers de guerre autrichiens en Union soviétique participèrent activement, dès leur retour, à la reconstruction de l'Autriche dans les domaines économique, politique et social. Quant aux émigrés, certains rentrèrent dès avant la fin de la guerre par la voie des airs, c'est-à-dire en se faisant parachuter au-dessus de l'Autriche pour participer aux luttes engagées à cette époque dans les régions montagneuses du pays.

LA PARTICIPATION A LA RÉSISTANCE EUROPÉENNE

Dans les pays envahis par la Wehrmacht, les émigrés autrichiens n'allaient pas tarder à s'intégrer, individuellement ou par groupes organisés, dans la Résistance qui se développait dans ces pays. Les circonstances de cette intégration furent différentes, mais toujours difficiles et parfois dramatiques, notamment en France où, dès mai 1940,

62 Ruth von MAYENBURG, *Einige Erfahrungen aus der Kriegsgefangenen- und Frontarbeit in der Sowjetunion*, dans *Protokoll*, p. 144-154.

63 *Ibid.* Voir plus haut les appels lancés par différents groupes de prisonniers autrichiens.

les émigrés furent entraînés dans le maelstrom de l'exode. La division de la France en zone occupée et en « zone libre » rendit plus compliquées les liaisons entre les différents groupes ; aussi les émigrés politiquement conscients entrèrent-ils dans la Résistance là où ils se trouvaient et au moment où ils purent contacter les organisations de Résistance en voie de formation. Mais il ne s'agit pas dans ces pages d'écrire l'histoire de la Résistance ni même de rendre hommage à ces hommes et à ces femmes qui n'ont pas hésité à se jeter tête baissée dans la dangereuse aventure de la lutte clandestine ⁶⁴.

Rétrospectivement, on peut subdiviser les résistants autrichiens en France et en Belgique en plusieurs groupes distincts : ceux qui individuellement sont entrés dans différents groupes de Résistance, ceux qui ont participé à la lutte armée en tant que partisans, surtout dans les rangs des F.T.P.F. et des F.F.I. et, finalement, ceux qui dans le cadre du Front National ont fait ce travail particulièrement dangereux qui consista à contacter et à « travailler » les soldats allemands et autrichiens dans la Wehrmacht pour les inciter à la désertion et à passer dans les rangs de la Résistance. Il faut également mentionner le fait que de nombreux Autrichiens, venus en soldats d'occupation, ont coopéré à la Résistance ou sont passés effectivement dans les rangs du maquis. Certains, assurément, à la suite des contacts que les clandestins avaient établis avec eux. Tilly Spiegel leur a rendu hommage à tous et le cadre de notre travail exclut que nous le fassions à notre tour ; notre propos se limitera à ceux qui, dans ces difficiles conditions, aidèrent là aussi à faire reconnaître la spécificité autrichienne ; il s'agit du groupe connu sous le nom de T.A., c'est-à-dire Travail anti-allemand, le troisième des groupes mentionnés plus haut.

La première condition de ce travail était la clandestinité absolue, c'est-à-dire l'adoption de fausses identités pour se soustraire aux contrôles, mortels quand on présentait des papiers de réfugiés, et pouvoir accepter un travail régulier. Après l'exode, de petits groupes d'Autrichiens antifascistes, souvent anciens combattants d'Espagne, entreprirent ce travail difficile partout en France sous les auspices du Front national

⁶⁴ Plusieurs ouvrages rendent compte de la part prise par les Autrichiens à la Résistance en France et en Belgique, notamment TILLY SPIEGEL, *Österreicher in der belgischen und französischen Resistance* (Monographien zur Zeitgeschichte), Europa-Verlag, Wien, 1969 ; également G. LAROCHE/B. MATLINE, *On les nommait des étrangers ; les immigrés dans la Résistance*, Editeurs français réunis, Paris, 1965, qui consacrent plusieurs passages aux Autrichiens dans la Résistance française ; HENRY NOGUERES, *L'Histoire de la Résistance en France* (vol. II), Laffont, Paris, 1969, et d'autres. T. SPIEGEL donne en annexe la liste exhaustive des résistants autrichiens en France et en Belgique.

pour la Libération (F.N.L.) ; au début, cette action fut menée en commun avec des Allemands, puisqu'il s'agissait de démoraliser la Wehrmacht et non pas seulement les soldats autrichiens ; mais bientôt, on reconnut le caractère spécifique des Autrichiens et le T.A. fut essentiellement dirigé par des Autrichiens en direction des soldats autrichiens. On peut dans ce travail distinguer quatre activités : 1. Travail de propagande en direction des soldats, c'est-à-dire rédaction, confection et diffusion de tracts et de journaux ; 2. Prise de contact directe avec les soldats en vue de les influencer, de les inciter à la désertion et de les amener à participer à la Résistance ; 3. Participation directe aux actions armées de la Résistance française et 4. « Rapatriement » de résistants autrichiens en Autriche afin d'y organiser la résistance. Ce « 4^e degré » du travail clandestin se termina souvent par l'arrestation à Vienne où se rendirent la plupart de ces résistants ; beaucoup y laissèrent leur vie.

Pour ce qui concerne la première activité, ce furent des Autrichiens qui rédigèrent deux journaux destinés aux soldats de la Wehrmacht : *Soldat im Westen* dès 1941 et après l'occupation totale de la France *Soldat am Mittelmeer* ; bientôt, suivit un journal à l'adresse directe des soldats autrichiens en France, *Das Freie Österreich* qui défendit les thèses sur la nation autrichienne, l'indépendance à venir de l'Autriche et sur la nécessité de hâter la fin de la guerre pour parvenir plus rapidement à la libération de la patrie autrichienne. Des milliers de soldats autrichiens dans la Wehrmacht furent ainsi influencés dans un sens antihitlérien et patriotique et beaucoup d'entre eux, après la guerre, ont porté témoignage sur l'efficacité de ce travail. En Belgique, les résistants autrichiens publièrent deux journaux, *Die Wahrheit*, destiné à tous les soldats de la Wehrmacht et, en mai et août 1944, une publication destinée uniquement aux Autrichiens, *Freies Österreich* qui se voulut l'organe du Front national autrichien (*Österreichische Freiheitsfront*) en Belgique et s'adressa en ces termes aux soldats autrichiens : « Les patriotes belges ont besoin d'armes et ils ne peuvent les obtenir que par la Wehrmacht... Autrichien, si un patriote te dit " Haut les mains ! " obéis et fais lui savoir que tu es autrichien. Le fusil que tu perds servira à des mains amies. Détourne les yeux si tu vois des patriotes belges en train d'agir. Les Belges se souviendront de cette attitude et l'Autriche en bénéficiera ⁶⁵. »

65 Extraits d'une brochure parue à Londres en 1944, en langue anglaise : FNA (= Front National Autrichien n. d. a.), *Austrian Martyrs and Heroes*, published by *Free Austrian Books*, London W2. Nous utiliserons le sigle ÖFF pour Österreichische Freiheitsfront (Front National Autrichien).

Ces tracts et journaux furent diffusés de différentes manières : « on les distribuait en guise de programme devant les boîtes de nuit fréquentées par les soldats allemands, on les jetait en roulant à bicyclette, par-dessus les murs des casernes, on les clouait sur les arbres, on les abandonnait sur les bancs... Plus tard, ils furent cousus à l'intérieur d'uniformes, emballés dans des caisses de munitions, servis avec les plats dans les cantines militaires ⁶⁶... »

Pour le contact direct, on mobilisa des jeunes filles émigrées qui s'acquittèrent de cette tâche souvent très désagréable, du point de vue personnel, avec un courage et un brio extraordinaires : «... Des amies autrichiennes tentaient de discerner les opinions politiques des soldats dont elles faisaient la connaissance soit dans un autobus, soit dans le métro ou devant un étalage ou un monument ; elles les entraînaient dans des discussions sur la guerre, sur la situation au front, sur la patrie ou elles prenaient un contact direct avec les soldats de la Wehrmacht, formaient de petits groupes de discussion, maintenaient des liaisons avec des antinazis dans la Wehrmacht ou parmi les autorités d'occupation... » écrit Laroche ⁶⁷, qui mentionne également l'importante quantité de tracts en langue allemande diffusés parmi les soldats en France, diffusion assurée surtout par les antifascistes autrichiens.

Plus tard, les militants clandestins se firent embaucher dans différents services allemands (cantines, postes, dépôts, etc.) pour entrer en contact avec des soldats autrichiens. Travail qui fut payé d'un très lourd tribut, comme celui mentionné plus haut sous le point 4, à savoir le rapatriement comme « volontaires ». On retrouve la trace de ces volontaires dans maints dossiers des tribunaux nazis qui leur firent payer chèrement leur courage ⁶⁸. Spiegel rappelle dans son rapport au Symposium que la plupart de ces « re-émigrants » étaient d'origine juive, ce qui rendait doublement dangereuse leur mission et montre l'audace qui les animait ⁶⁹.

Le procureur du tribunal spécial allemand du 28 août 1944 donna la liste des publications diffusées par ces militants ⁷⁰ ; parmi elles,

⁶⁶ Spiegel, *op. cit.*, p. 42-43.

⁶⁷ Laroche, *op. cit.*, p. 345.

⁶⁸ Voir chapitre précédent sur la résistance en Autriche.

⁶⁹ Tilly SPIEGEL, *Österreicher in der belgischen und französischen Résistance*, rapport extrait de l'ouvrage cité plus haut, mais complété par de nouvelles informations. Contient la liste de tous les re-émigrants exécutés ou déportés par les nazis ; voir *Protokoll*, p. 52-69.

⁷⁰ Voir aussi DÖW, fascicule 310.

citons des extraits d'un tract intéressant pour le lecteur français puisqu'il s'adresse aux ouvriers français à Vienne pour les appeler au sabotage de la production de guerre. Par souci d'authenticité, nous gardons la syntaxe et l'orthographe originales : « *Aux ouvriers français de la W.L.F.* ⁷¹. Camarades, après avoir abandonné notre patrie par suite de la réquisition, on nous a remis à chacun un contrat que les boches devraient respecter. Il est spécifié sur ce contrat que nous avons les mêmes salaires que les ouvriers allemands et le droit à une permission pour nous permettre de passer quelques jours dans nos foyers, près de nos familles.

En réalité nos salaires sont beaucoup plus bas que ceux des ouvriers allemands. Les dirigeants boches trouvent toujours le moyen pour nous rouler et pour nous voler nos sous. En outre, la plupart d'entre nous devrait déjà être au sein de la famille pour jouir d'un peu de repos chèrement gagné.

CETTE JOIE NOUS EST REFUSÉE, CAR MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA W.L.F. NE VEUT PAS NOUS ACCORDER CE QUI POUR NOUS EST UN DÛ !

.....

Faites masse avec les ouvriers autrichiens qui luttent aussi contre le fascisme hitlérien. Malgré qu'ils ne parlent pas notre langue, ils sont de tout cœur avec nous, prêts à nous prêter main forte...

SABOTEZ LA CONSTRUCTION DES LOCOMOTIVES POUR RACCOURCIR CETTE GUERRE ET RAPPROCHER LA LIBÉRATION DE LA FRANCE !

**Organisation des patriotes français
en Allemagne et en Autriche.**

De nombreux Autrichiens combattirent également dans les maquis français et trop d'entre eux ont eu droit à cette citation à l'ordre du jour : Mort pour la liberté de la France et de l'Autriche.

Après la fondation du Front national autrichien (Österreichische Freiheitsfront, Ö.F.F.) dont nous ferons état plus loin, ceux des émigrés politiques autrichiens qui n'avaient pu trouver une place dans les activités mentionnées du T.A., s'intégrèrent dans l'organisation clandestine du F.N.A. qui fit partie du Front national français.

⁷¹ WLF = Wiener Lokomotiv-Fabrik. Le tract est daté de juillet 1943, voir DÖW, 310.

Dans d'autres conditions, des émigrés autrichiens participèrent également à la Résistance en Italie, aux Pays-Bas et en Yougoslavie où ils prirent part surtout à la Résistance armée ⁷².

LA PARTICIPATION A LA LUTTE ARMÉE CONTRE LE III^e REICH

Dans les pages qui suivent, nous traiterons uniquement de l'activité militaire des Autrichiens soit dans les rangs des armées alliées, soit en tant que formations militaires autonomes, réservant à l'activité des partisans autrichiens eux-mêmes un développement ultérieur.

En France, les projets d'une légion autrichienne lancés au début de la guerre échouèrent pour les mêmes raisons que le plan d'un *Office Autrichien* dont il sera question par la suite ; les émigrés autrichiens ne voulaient pas servir les intérêts politiques d'Otto von Habsbourg. Restait alors la solution d'un engagement pour la durée de la guerre que plusieurs milliers souscrivent pour participer à la lutte armée : leur nombre exact n'a jamais été établi bien que certains récits personnels parlent de 3 000 volontaires environ. Après la débâcle, la plupart de ces Autrichiens se réfugièrent dans la Résistance, d'autres furent transférés à Alger. Après la libération de la France cependant, un ancien officier autrichien qui fut plus tard ambassadeur d'Autriche, le Dr Hans Reichmann, entreprit dès l'automne 1944 de constituer une formation autrichienne où s'enrôlèrent à côté de résistants et d'émigrés, de nombreux prisonniers de guerre autrichiens. Reichmann avait travaillé à partir d'Alger, où il était en fonction depuis 1940 comme instructeur dans la Légion étrangère, à la création de cette formation qui aboutit en avril 1945 grâce au général Juin, alors chef d'état-major de la Défense nationale, qui adressa au comité autrichien d'Alger la missive suivante :

« En réponse à votre lettre du 21 mars dernier, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement provisoire de la République française a pris une décision favorable concernant la mise sur pied d'une unité combattante autrichienne dans le cadre de l'Armée française. La réalisation de ce projet incombe à M. le Ministre de la Guerre qui a d'ores et déjà donné les ordres nécessaires ⁷³. »

72 Souvent, des soldats autrichiens enrôlés dans la Wehrmacht participèrent de diverses manières (informations, sabotage, remise d'armes etc.) à la Résistance. Leurs noms et leurs actions sont répertoriés dans l'ouvrage de F. VOGL, *Widerstand im Waffenrock*, *op. cit.*

73 Voir R-W-R, p. 166, citant une information de la *Dépêche Algérienne* du 25 avril 1945.

Cet accord, il est vrai, intervint assez tardivement mais il eut néanmoins un succès certain auprès des émigrés autrichiens, comme des prisonniers de guerre autrichiens. Il permit dans un délai très court la constitution d'une unité autrichienne forte de 1 500 hommes, le 1^{er} Bataillon de Volontaires Autrichiens, formé à Riom sous le commandement d'officiers autrichiens. Lors d'une parade militaire franco-autrichienne à Innsbruck, le 10 octobre 1945, cinq cents hommes de ce bataillon étaient présents. Auparavant déjà, une « légion autrichienne » avait été créée au camp de prisonniers de Poitiers, forte de 60 hommes qui devaient être parachutés en Autriche. Tous ces volontaires arboraient l'écusson rouge-blanc-rouge ; leurs motifs étaient patriotiques, l'expérience de la guerre les avait grandement aidés à prendre conscience de leur spécificité autrichienne.

En Angleterre, les Autrichiens eurent à vaincre maints obstacles avant de pouvoir participer à la lutte armée. Longtemps les Anglais refusèrent. Dans un premier temps, les Autrichiens ne purent servir que dans le *Pioneer Corps*, donc sans armes, mais le F.A.M. continua sans relâche sa propagande pour une mobilisation générale des Autrichiens vivant en Angleterre et demanda la formation d'une unité autrichienne, sans succès d'ailleurs. Cependant, à partir de juin 1942, les Autrichiens furent autorisés à s'engager individuellement. Le F.A.M. appela immédiatement les émigrés à s'engager dans l'armée britannique pour contribuer à la défaite hitlérienne et au rétablissement d'une Autriche libre et indépendante, 3 000 hommes répondirent à cet appel. Après la déclaration de Moscou, ils eurent le droit de porter l'écusson *Austria* sur la manche de leur uniforme. Après le débarquement en Afrique du Nord, de nombreux émigrés, mais aussi des prisonniers autrichiens, s'engagèrent dans l'armée britannique.

Quant à la situation aux Etats-Unis, nous avons brièvement rapporté les avatars du fameux bataillon autrichien prévu de longue main par Otto von Habsbourg et qui, finalement, avorta ; il ne restait plus aux Autrichiens désireux de servir contre Hitler qu'à s'engager individuellement. C'est ce que firent plusieurs milliers d'entre eux.

Après la déclaration de Moscou, plusieurs dizaines d'anciens membres du *Schutzbund* — ceux qui avaient survécu soit à la guerre d'Espagne, soit aux purges stalinienne — eurent le droit de s'engager dans les forces régulières de l'Armée rouge ⁷⁴.

⁷⁴ Certaines indications concernant les formations autrichiennes sont tirées d'un travail de séminaire (Hausarbeit) de Christa Nogradnik, *Versuche zur Aufstellung österreichischer Formationen in den alliierten Armeen*, Université de Vienne, Prof. Lhotsky, s.d. Nous avons dû relever plusieurs erreurs dans ce travail.

EN ESPAGNE ET CHEZ LES PARTISANS YOUGOSLAVES

Nous ne pouvons clore ce chapitre sans mentionner deux groupes d'Autrichiens antifascistes dont l'engagement fut particulièrement significatif : la participation de plus de 1 700 Autrichiens⁷⁵ à la lutte de la République espagnole pour son droit à l'existence démocratique revêt une importance particulière du fait, en premier lieu, de la composition politique de ce groupe où se retrouvaient des socialistes, des communistes, des démocrates sans parti et des catholiques⁷⁶. Le dirigeant social-démocrate Julius Deutsch, qui servit comme général dans les forces républicaines, a su le mieux exprimer le sens de cette participation : « C'est spontanément que toutes les oppositions entre les antifascistes disparurent... on ne pensa plus à ce que chacun avait été... et nous sommes fiers d'être des précurseurs dans le mouvement ouvrier international... » En second lieu, des motivations qui animaient ces volontaires venus d'Autriche, après avoir surmonté maint obstacle dressé par les autorités de l'état autoritaire, d'Union soviétique où ils étaient en exil ou de la France voisine : ils avaient compris que l'Espagne était, à plusieurs égards, un terrain de manœuvre des puissances fascistes, l'Italie mussolinienne et l'Allemagne hitlérienne, pour tout d'abord tester la volonté de résistance des démocraties. Pour les volontaires autrichiens, il s'agissait donc de défendre la démocratie contre la dictature fasciste qui menaçait et, au-delà, de défendre la paix, car ils avaient reconnu que ces deux questions étaient liées ; ils avaient compris ce que beaucoup d'hommes d'Etat occidentaux d'alors ne voulaient ou ne pouvaient pas voir : en même temps que l'Espagne républicaine, ils défendaient l'indépendance de leur pays ; sans l'intervention réussie des puissances fascistes, favorisée par la non-intervention des démocraties, il n'est pas sûr que l'occupation de l'Autriche aurait pu avoir lieu en mars 1938, alors que la guerre faisait toujours rage en Espagne mais que la balance commençait à pencher du côté de Franco. Les combattants autrichiens luttèrent donc pour la démocratie, mais aussi pour l'indépendance de leur pays. Ils en étaient conscients, mais les autorités nazies également. L'acte d'accusation contre un ancien combattant d'Espagne, Franz Dorfner, stipule qu'il « avait du 13 mars

75 Ce chiffre a trait aux combattants autrichiens en Espagne, nominalement connus.

76 S'il est vrai que parmi les membres autrichiens des fameuses *Brigades Internationales*, les communistes se trouvaient en majorité, de nombreux socialistes, démocrates, catholiques et surtout anciens membres du *Schutzbund* républicain continuèrent en Espagne la lutte qu'ils avaient perdue en février 1934 en Autriche. Mais on compta également de nombreux démocrates sans parti parmi les volontaires autrichiens.

1938 à février 1939 continué, avec d'autres, à lutter pour arracher de force un territoire appartenant au Reich (l'Autriche) à la souveraineté de ce Reich ».

Les volontaires d'Espagne, par la diversité de leurs opinions aussi bien que par leurs motivations, furent la préfiguration de ce consensus national qui allait surgir à l'échelle du peuple entier dans les années à venir sous le joug du national-socialisme dont ils avaient voulu préserver l'Autriche.

Après la défaite de l'Espagne républicaine, les volontaires autrichiens, partageant le sort des autres combattants d'Espagne, furent internés en France et connurent des destins divers ; les uns furent « rapatriés », c'est-à-dire immédiatement internés à Dachau, les autres purent s'intégrer dans la Résistance française, d'autres furent déportés en Afrique du Nord, très peu purent regagner l'Union soviétique ; ceux qui y parvinrent furent parachutés dans la dernière phase de la guerre soit en Autriche, pour y organiser des groupes de partisans — dont il sera question par la suite — soit en Yougoslavie où, avec l'aide des forces yougoslaves, ils fondèrent les premières formations autonomes autrichiennes, les cinq bataillons autrichiens de la liberté dont quatre avaient à leur tête d'anciens combattants d'Espagne ⁷⁷.

Ces bataillons autrichiens de la liberté auraient pu constituer en fait l'embryon de la future force armée autrichienne ; l'historique de leur formation, de leurs combats, de leur entrée dans Vienne libérée et de leur rôle dans l'après-guerre fait seulement maintenant l'objet de recherches sérieuses, mais disons tout de suite qu'ils peuvent être considérés — après les volontaires d'Espagne et avec plus de raisons encore — comme le second exemple de consensus national autrichien du fait des origines et des motivations de leurs combattants, tous unis par la même cause essentielle : aider au rétablissement de l'Autriche indépendante et démocratique ⁷⁸.

⁷⁷ Ces quelques notes sur les Combattants d'Espagne autrichiens se fondent sur la communication de Max STERN au *Symposium, Die Vereinigung österreichischer Freiwilliger in der Spanischen Republik 1936-1939 und der Freunde des demokratischen Spanien*, dans *Protokoll*, p. 38-45.

⁷⁸ La source essentielle de ce passage est la « Dissertation » de W. I. HOLZER, *Die Österreichischen Bataillone im Verbands der NOVI i POJ (Armée populaire yougoslave, n. d. a.). Die Kampfgruppe Avant-Garde-Steiermark. Die Partisanengruppe Leoben-Donawitz. Die Kommunistische Partei Österreichs im militanten politischen Widerstand*, Wien, phil. Diss. 1971, un travail scientifique analysant d'un point de vue critique le sujet étudié. Holzer a également présenté une communication au *Symposium, Die österreichischen Bataillone in Jugoslawien*, dans *Protokoll*, p. 159-174, et un article *Die österreichischen Bataillone in Jugoslawien 1944-1945. Zur Widerstandsstrategie der österreichischen kommunistischen Emigration*, dans

La création de ces bataillons remonte à novembre 1944, lorsque les dirigeants communistes autrichiens, Fürnberg, Honner et David, parachutés en Slovénie commencèrent à les organiser en s'efforçant surtout d'élargir la base politique et sociologique des unités à former, c'est-à-dire en recrutant dans une égale mesure des non-communistes — socialistes et catholiques —, et des hommes issus de la paysannerie et des couches moyennes — ainsi que des communistes ou des ouvriers ⁷⁹. Pour ce faire, ils s'adressèrent aux prisonniers de guerre autrichiens dans les camps de Slovénie libérée. Et en effet, le premier bataillon se recruta essentiellement parmi les prisonniers de guerre et les anciens combattants d'Espagne. Notre tâche ne peut pas être de retracer l'histoire des cinq bataillons finalement constitués, ce qui nous importe ce sont les motifs avancés par les organisateurs pour demander à l'état-major de l'armée populaire yougoslave l'autorisation de se constituer en bataillons autonomes.

Nous citerons deux documents d'où ressortent les motivations des futurs combattants. Le 4 novembre 1944, 63 prisonniers de guerre autrichiens adressaient la lettre suivante au haut commandement yougoslave : « Animés du désir d'en terminer rapidement avec le régime criminel de Hitler, d'anéantir la domination inique du parti national-socialiste en Autriche et de lutter les armes à la main pour une Autriche libre, indépendante et démocratique, nous, Autrichiens nous trouvant sur le sol libéré de Yougoslavie, nous demandons à être acceptés dans les rangs de l'armée populaire de libération yougoslave, en tant qu'unité combattante, pour l'aider, en étroite camaraderie avec les peuples épris de liberté, à l'anéantissement du fascisme allemand. Ce que nous affirmons par notre signature manuscrite. Mort au fascisme ! Liberté au peuple ⁸⁰ ! »

Quinze jours plus tard, un comité ⁸¹ qui réunissait des représentants des prisonniers de guerre et des antifascistes autrichiens envoya une

Zeitgeschichte, novembre 1976/2. Sur ce sujet également, l'ancien secrétaire général du P. C. A., Friedl Fürnberg (décédé en avril 1978) a publié un petit ouvrage de caractère plutôt apologétique, mais néanmoins très instructif sur les activités et les positions du P. C. A. à l'époque considérée : *Österreichische Freiheitsbataillone - Österreichische Nation*, Globus-Verlag, Wien, 1975.

⁷⁹ Voir Holzer, dans *Protokoll*, p. 164.

⁸⁰ Voir Fürnberg, *op. cit.*, p. 12. Cette lettre est reproduite en fac-similé, avec les 63 signatures.

⁸¹ *Ibid.*, p. 13. Le comité était composé des six personnes suivantes : Baier Max, paysan du Tyrol, Füchsel Roman, serrurier de Linz, Preininger Leo, cheminot de Vienne, Schober Anton, paysan de Styrie, Tatschel Peter, ouvrier du bâtiment de Carinthie, Truppe Johann, paysan de Carinthie. La lettre était datée du 18 novembre 1944.

seconde lettre à l'état-major yougoslave, disant entre autres : « Des prisonniers de guerre autrichiens, des soldats autrichiens qui sont volontairement passés du côté de l'armée populaire slovène et des combattants antihitlériens d'Autriche, nous ont mandatés pour vous demander l'autorisation de former une unité autrichienne dans le cadre de l'armée populaire slovène... Parmi nous se trouvent des hommes de différentes orientations politiques — ouvriers, employés, paysans, commerçants et intellectuels — tous unis par la volonté de lutter pour une Autriche libre, indépendante et démocratique... » Le 24 novembre, le haut commandement slovène donna son accord et dans un petit village de Slovénie, Tribuce, les combattants du bataillon prêtèrent serment de fidélité à la lutte pour la libération de l'Autriche et pour une Autriche indépendante et démocratique devant le drapeau autrichien. Après de sévères combats et de lourdes pertes, les premiers éléments du 1^{er} bataillon arrivèrent à Vienne le 21 avril 1945, suivis en mai et juin par les autres bataillons autrichiens. La nouvelle de la formation du 1^{er} bataillon s'était rapidement répandue dans le monde, aussi les volontaires autrichiens affluèrent-ils de partout et quatre autres bataillons portant l'écusson autrichien et commandés selon le règlement autrichien purent être organisés. Les membres de ces bataillons furent de suite employés comme police auxiliaire à Vienne et en Basse Autriche, et comme garde-frontières. Une grande partie d'entre eux étaient des paysans, aussi se firent-ils rapidement démobiliser ; 25 % des combattants furent engagés dans les forces de l'ordre⁸². Disons, pour conclure cet aperçu, qu'on trouva des combattants autrichiens également chez les partisans italiens, qui les apprécièrent beaucoup, grecs, polonais, russes et tchécoslovaques et qu'on peut évaluer à environ 10 000 le nombre d'Autrichiens qui ont pris part, de par le monde, aux luttes armées. Quant aux partisans en Autriche même, ils furent peu nombreux, mais contribuèrent néanmoins à la lutte libératrice.

ÉMIGRÉS ? - EXILÉS ? - OU EST LA DIFFÉRENCE ?

On aura remarqué que nous avons indifféremment désigné comme émigrés ou comme exilés ces 150 000 Autrichiens disséminés dans 89 pays du monde. Si nous nous en tenons à la définition — exprimée

82 Voir Christa Nogradnik, *op. cit.*, p. 59. Notons que l'organisateur principal de ces bataillons, Franz Honner, fut le premier ministre de l'Intérieur de la seconde République ; parmi les autres dirigeants, mentionnons le Dr. David, lui aussi membre du gouvernement provisoire de la II^e République, et Erwin Scharf, après la guerre député et secrétaire national du parti socialiste qu'il quitta cependant en 1948, pour se rallier ensuite au parti communiste.

dans le poème cité — de Brecht, il faut les qualifier d'exilés, car tous furent chassés de leur pays. Mais de 1938 à 1945, ils se désignèrent tous comme des émigrés — en allemand *Emigranten*. Restons-en donc à cette double dénomination, d'autant que la véritable différence n'apparut qu'au moment où la masse de ces « expatriés » eut la possibilité de rentrer au pays. C'est à ce moment seulement qu'on a pu véritablement établir la différence : ceux qui sont rentrés avaient été de véritables exilés puisque, chassés de leur pays, ils ont saisi la première occasion pour revenir ; les autres sont alors devenus de vrais émigrés. Mais quelle importance attribuer à cette distinction ? Aucune pour l'époque de 1938 à 1945 ; en effet, de nombreux émigrés qui n'avaient pas l'intention de rentrer dans leur patrie ont participé aux actions des organisations citées en faveur de l'Autriche et, par là, ont contribué à renforcer cette conscience nationale auparavant étouffée par l'idéologie pangermaniste.

La vraie problématique est ailleurs. Quel fut « le vécu » de l'exil autrichien ? Quel fut l'apport de l'exil autrichien à la prise de conscience nationale, objet de notre étude ? Jusqu'ici nous n'avons étudié que son aspect politique, nous réservant de présenter son apport culturel dans un second temps. Mais de la mosaïque que nous avons assemblée, nous pouvons d'ores et déjà tirer certaines conclusions.

Le rassemblement et l'activité des exilés autrichiens, de quelque bord qu'ils fussent, constitua un acte de Résistance contre les occupants hitlériens de l'Autriche. Qu'il s'agisse d'un petit cercle d'émigrés étudiant l'histoire de l'Autriche, d'un groupe d'hommes politiques ou d'écrivains éditant un journal — à faible ou à grand tirage —, d'un petit groupe de clandestins cherchant à convaincre les soldats de la Wehrmacht qu'ils luttaient non seulement pour une mauvaise cause, mais pour une cause perdue, d'un groupe de partisans perdus au milieu des résistants du pays d'exil ou d'un groupe de soldats au milieu des gigantesques armées alliées, tout fut un apport à la naissance de cette conscience nationale autrichienne dont nous montrons le devenir de 1938 à 1945 et au-delà.

Qu'on ne dise pas qu'à défaut de formation d'un gouvernement autrichien en exil, le travail des exilés a été sans effet : c'est en grande partie grâce aux publications des exilés que le monde prit connaissance des horreurs hitlériennes, qu'ils se convainquit peu à peu qu'il fallait se dresser jusqu'au bout contre la barbarie. Maintes manchettes rageuses du *Völkischer Beobachter* en témoignent.

Résumons donc encore une fois les apports de l'exil autrichien à la cause du pays :

1. Les organisations des exilés autrichiens ont contribué à faire connaître la cause de l'Autriche et à accroître l'estime pour l'Autriche dans le monde.
2. Elles ont demandé à leurs adhérents et à tous les émigrés autrichiens d'apporter une contribution active à l'effort de guerre contre le fascisme ; des milliers d'Autrichiens ont servi comme volontaires dans les armées alliées et beaucoup sont tombés dans cette lutte.
3. La formation des bataillons autrichiens au sein de l'armée populaire yougoslave a été le premier pas vers la constitution d'une force armée autrichienne autonome et revêt par conséquent une importance historique.
4. La propagande des exilés contre la domination nationale-socialiste étrangère et pour une Autriche indépendante a non seulement contribué à la compréhension du problème autrichien dans le monde, mais elle fut également reçue dans le pays même, comme en témoignent des milliers de dossiers de la justice nazie.
5. Grâce à un travail d'éducation civique dans les camps de prisonniers de guerre, non seulement en Union soviétique, mais aussi aux Etats-Unis, en France, en Angleterre et ailleurs, les exilés autrichiens ont permis à des dizaines de milliers de soldats autrichiens enrôlés dans la Wehrmacht hitlérienne de prendre conscience de leur véritable patrie et de leur nationalité et les ont aussi aidés à devenir des membres actifs de la collectivité nationale et démocratique.
6. Enfin, après la libération de l'Autriche, les organisations d'exilés ont, pendant plusieurs années encore, continué leur travail pour l'Autriche en organisant des secours pour le pays en état de dénuement ; une fois rentrés, les animateurs de ces organisations ont repris leur place dans la communauté nationale pour défendre leurs idées de coopération démocratique et patriotique.

Les exilés ont donc contribué, politiquement, militairement, spirituellement et matériellement, à rétablir et ensuite à consolider la Seconde République d'Autriche.

CHAPITRE IX

LES TOURNANTS DE LA GUERRE

LA DÉCLARATION DE MOSCOU

(Fin 1942 - Fin 1944)

TERREUR, BATAILLES ET RÉSISTANCE

L'année 1942 fut, à tous points de vue, une année terrible ; le régime, Hitler, Himmler et leurs sbires sentirent passer le souffle de la défaite sans cependant vouloir en donner acte ni à l'histoire, ni à leur peuple. Aussi, à mesure que sur les champs de bataille la chance tournait, dirigèrent-ils une terreur centuplée contre quiconque osait douter de la victoire et surtout contre ceux qui voulaient abrégier la guerre et se dressaient contre la tyrannie.

En Autriche, pendant toute l'année, les actes de terreur se multiplièrent ; comme il n'y avait presque plus de juifs dans le pays, d'autres groupes, dans leur totalité, furent menacés d'extermination.

Au printemps 1942, les nationaux-socialistes lancèrent une action brutale contre les Slovènes de Carinthie. Dès l'occupation de la Yougoslavie en 1941, les nazis n'avaient laissé subsister aucun doute sur le sort qu'ils réservaient aux Slovènes de la Styrie méridionale, de la Carinthie et de la Carniole. Dans un discours prononcé à Marbourg (Maribor) le 15 avril 1941, le gauleiter de Styrie, Uiberreither déclara : « Nous allons maintenant mettre toutes nos forces en œuvre pour refaire de ce pays un pays allemand, aussi allemand qu'il fut jadis... D'ici peu, il n'y aura plus dans ce pays que des Allemands qui feront librement et dans l'allégresse profession de foi et de fidélité envers le Führer et le Reich grand-allemand ¹. » Et les autorités nazies se mirent effectivement à l'œuvre en utilisant d'abord leurs méthodes habituelles :

1 *Völkischer Beobachter*, 16 avril 1941, cité d'après Dok. p. 212.

arrestations, déportations, condamnations à mort et exécutions, comme celles annoncées fièrement dans le journal *Karawanken Bote* du 23 août 1941 et des jours suivants ².

En prévoyant ensuite un transfert massif des populations slovènes en Croatie, état fantoche à l'image du national-socialisme ³. Installée depuis plus de mille ans sur son sol, la population se défendit, trouva cent astuces, résista ouvertement. Les nazis eurent alors recours à la violence brutale : le 14 avril 1942, des unités SS armées jusqu'aux dents firent irruption dans plusieurs villages, se saisirent de tous les membres de 300 familles de paysans autrichiens de langue slovène, les déportèrent en Allemagne et remirent leurs propriétés à des « Allemands ». Mais ces actes de violence eurent l'effet contraire à celui espéré par les SS ; c'est à partir de ces « expropriations » que se développa l'activité des partisans dans les régions frontalières entre la Styrie et la Carinthie et les territoires yougoslaves ; activité que vinrent renforcer des ordonnances comme celle parue en novembre 1941, selon laquelle toutes les affiches, inscriptions, etc., devaient être désormais en allemand dans la ville de Maribor, ce qui fut ressenti comme une ultime provocation, de même que l'ordre de germaniser tous les prénoms et noms de famille ⁴.

La Résistance se renforça et prit un nouveau caractère ; le passage de la propagande à l'action se réalisa d'abord dans ces régions montagneuses mais s'annonçait déjà un peu partout. Et pourtant la machine répressive allemande avait travaillé à fond pendant les années 1941 et 1942. Nous ne donnerons que quelques exemples qui montrent le caractère de cette Résistance consciente de la nature catastrophique du régime et de la guerre, et de l'aspect national que devait prendre la lutte contre la domination étrangère.

Pour effrayer la population, les autorités publiaient régulièrement par voie d'affiche et dans la presse les jugements des tribunaux d'except-

2 Le 23 août 1941, ce journal fit état de six condamnations à mort, pour « préparatifs en vue d'actes de sabotage communiste, possession d'armes interdite et diffusion de tracts communistes », et ajoutait : « Le jugement a été exécuté immédiatement ». Le 30 août : « 15 rebelles communistes ont été exécutés » ; le 6 septembre, on communique qu'à la suite de l'assassinat d'un douanier auxiliaire, 10 hommes âgés de 19 à 46 ans avaient été fusillés. C'était donc une prise d'otage suivie d'assassinat pur et simple.

3 Un protocole d'accord signé le 22 septembre 1941 à l'ambassade d'Allemagne à Zagreb stipulait que « la troisième vague de Slovènes qui devait être transférée du Reich en Croatie compterait 45 000 personnes en provenance de Styrie et 20 000 en provenance de Carinthie ». Toutes ces personnes devaient être ensuite transférées de Croatie en Serbie. (Dok p. 213).

4 Voir *Ostland*, 15 novembre 1941, cité d'après Dok.

tion et les avis d'exécutions. Ces « avis officiels » très incomplets permettent néanmoins d'évaluer la fureur de la justice nazie : Le rapport du jour de la Gestapo de Vienne du 29 octobre 1942 indique laconiquement : « Le 19 octobre 1942, la religieuse Helene Kafka (en religion sœur Restituta) a été condamnée à mort par le tribunal du peuple de Vienne, pour haute trahison et aide à l'ennemi. » Sœur Restituta fut effectivement exécutée le 30 mars 1943 ; quel était son crime ? Une de ses collègues à l'hôpital de Mödling (près de Vienne) où elle travaillait l'avait dénoncée pour avoir écrit et diffusé un poème intitulé *Soldatenlied* d'une teneur absolument subversive et autrichienne. Ecrit et diffusé fin 1941 et début 1942, il rappelle aux soldats leur serment envers l'Autriche, l'humiliation quotidienne que les Prussiens leur font subir, et les appelle à la lutte armée pour la libération de la patrie, « contre le Reich d'esclaves brun, pour une Autriche heureuse⁵ ! » En quelques strophes, Sœur Restituta résume toute l'histoire de l'annexion et du pillage de l'Autriche, du régime de répression et de la

5 Ce poème populaire traduit l'état d'esprit largement répandu en Autriche. Les accents patriotiques témoignent d'une prise de conscience autrichienne très développée ; nous donnons ci-après quelques extraits :

Soldatenlied

Erwacht, Soldaten, und seid bereit,
Gedenket Eures ersten Eid(s),
Für das Land, in dem ihr gelebt und geboren,
Für Österreich habt ihr alle geschworen.
Da sieht ja schon heute jedes Kind,
Dass wir von den Preussen verraten sind.
.....
Wir Österreicher, auf uns gestellt,
Halten Frieden und Freundschaft mit aller Welt.
Die Welt vergiftet mit ihrem Hass,
Sie machen sich jedes Volk zum Feind,
Sie haben die ganze Welt gegen sich vereint.
Die Mütter zittern, die Männer gehen,
Der Himmel ist schwarz mit Wolken verhangen.
Der schrecklichste Krieg, den die Menschheit gekannt,
Steht furchtbar vor unserem Heimatland.
Es droht uns Elend und Hungersnot,
Der Männer und Jünglinge Massentod.
Kameraden, trotz dem verderblichen Wahn,
Was gehen uns die Händel der Preussen an.
Was haben uns die Völker getan ?
Wir nehmen die Waffen nur in die Hand
Zum Kampf fürs freie Vaterland.
Gegen das braune Sklavenreich,
Für ein glückliches Österreich. (DÖW 3368 cité d'après

DWuV, vol. 3, p. 67-68).

Il n'est pas étonnant que des vers d'une telle pugnacité aient suscité la colère des gauleiters nazis et de leurs polices ; ils exigèrent et obtinrent la tête de la courageuse religieuse.

guerre contre laquelle elle exhorte à la Résistance. Ces vérités proclamées lui valurent la mort qu'elle « reçut avec sérénité et pitié », comme l'enregistra l'aumônier de la prison, Monsignore Köck. Les condamnations à mort se succédèrent à un rythme accéléré cette année-là et pendant les deux années qu'allait encore durer le régime ; les entrefilets se ressemblaient : *Traître exécuté*. Le service de presse judiciaire près le tribunal du peuple communique : Franz Kovarik de Vienne, 36 ans, condamné à mort par le tribunal du peuple, a été exécuté le 5 de ce mois ⁶. *Onze traîtres exécutés*. Le service de presse judiciaire communique : Josef Jurdak, 43 ans, Franz Stampf, 47 ans, Anton Dobias, 53 ans, Viktor Mrustnik, 40 ans, Alois Fischer, 40 ans, Josef Meslinger, 58 ans, Josef Kohlitz, 46 ans, Leopold Bill, 44 ans, Josef Lengauer, 40 ans, tous de Vienne, et Leopold Fritsche, 40 ans, de Gablitz, Anton Hajek, 47 ans, de Vienne, condamnés à mort par le tribunal du peuple ont été exécutés le 7 de ce mois ⁷.

La terrible série continue pendant tout le mois de janvier 1943, le tramnot et syndicaliste viennois Franz Mager, exécuté le 23 février 1943, écrit dans sa lettre d'adieu : « ... Depuis le 23 novembre 1942, donc pendant les 55 jours que j'ai passés ici, 110 personnes environ ont été exécutées. Je suis une victime de ces temps terribles, comme tant et tant de milliers d'autres, avant et après moi... Je dois mourir parce que la solidarité est profondément ancrée en moi, parce que le sort de mon prochain, de mes collègues m'importa davantage que mon propre salut ⁸... » Quels étaient les motifs qui animaient ces résistants que la justice sanguinaire des nazis ne pouvait pas arrêter ? Franz Mager, dans sa lettre d'adieu à sa famille, répond à cette question : « J'ai toujours été du côté de mon peuple et de ma patrie, parce que je considère peuple et nation non pas comme quelque chose d'artificiel, mais comme un produit de l'histoire. Mon attitude intrinsèquement démocratique m'a conduit au socialisme international qui rapproche les peuples ⁹... » Ainsi, la religieuse profondément croyante et le syndicaliste athée se retrouvaient dans un même patriotisme qui les fit combattre ensemble la domination étrangère.

Cette répression féroce eut des conséquences auxquelles ne s'attendaient pas les autorités nazies : la Résistance se renforça, se multiplia, changea de caractère : pour la première fois, les différentes

6 *Neues Wiener Tagblatt*, 8 janvier 1943.

7 *Neues Wiener Tagblatt*, 10 janvier 1943.

8 Lettre reproduite dans le recueil de H. STEINER, *Zum Tode verurteilt*, op. cit., p. 86-89.

9 *Ibid.*

branches de la Résistance amorcèrent un mouvement convergent, et pour la première fois également des rudiments de lutte armée apparurent dans les montagnes autrichiennes, phénomènes procédant d'une conscience patriotique qui affleurait nettement.

La tournure prise par les événements militaires ne fut sans doute pas étrangère à l'essor de la Résistance : les plus pusillanimes eux-mêmes commençaient à douter du génie militaire de Hitler. En novembre 1942 les alliés avaient débarqué en Afrique du Nord et l'occupation de la « zone libre » en France ne pouvait compenser le désavantage stratégique qui s'ensuivit.

Sur le continent même, la bataille de Stalingrad s'était terminée par un désastre inouï pour les armées hitlériennes : les centaines de milliers d'hommes sacrifiés dans les plaines de Russie furent une terrible accusation contre le régime. Le 1^{er} octobre encore, le *Völkischer Beobachter* donnait de larges extraits du discours hitlérien affirmant que Stalingrad serait prise et que personne ne pourrait plus déloger la Wehrmacht de cette ville ; après quatre mois d'un hiver meurtrier, ce même journal dut piteusement annoncer : « La lutte de la 6^e armée pour Stalingrad est terminée... mais le sacrifice de l'armée n'a pas été vain. Comme bastion de la mission historique européenne, elle a pendant de longues semaines brisé l'assaut de six armées soviétiques... et déjà les divisions de la 6^e armée sont en train de renaître¹⁰.... »

Parmi les 22 divisions de la 6^e armée, l'une d'elles était principalement composée d'Autrichiens, la 297^e avec lieu de garnison à Vienne. A la différence d'autres divisions, elle ne lutta pas jusqu'à la dernière cartouche, selon l'ordre meurtrier de Hitler, mais se rendit dans sa totalité le 31 janvier 1943, montrant ainsi plus d'intelligence que les autres.

Plutôt que de reconnaître leur défaite, les nazis firent leur le mot d'ordre « Victoire à tout prix ! », et le 18 février 1943, au Palais des Sports de Berlin, Goebbels prononça son fameux discours sur la guerre totale et, se lançant dans la démagogie la plus effrénée, il promit de nouvelles offensives au printemps et en été, rejeta toute idée de paix et demanda à ce que tout soit concentré sur la guerre non pas pour la prolonger mais pour l'accélérer. Et les milliers d'hommes et de femmes rassemblés répondirent par des « Sieg-Heil » sans fin jusqu'à la dernière question du maître diabolique de la propagande nazie : « Je vous le

10 *Völkischer Beobachter*, 4 février 1943.

demande : Voulez-vous la guerre totale ? Voulez-vous mener, si nécessaire, une guerre encore plus totale et plus radicale que ce que nous pouvons imaginer aujourd'hui ? » (Un seul et unanime « Oui » répondit au ministre du Reich¹¹). Mais à Vienne les horloges étaient déjà autrement réglées qu'à Berlin, et en ce printemps 1943 la Résistance fit un bond en avant comme en témoigne le nombre, mais surtout le contenu des tracts diffusés dans la capitale et dans toute l'Autriche. Ces tracts — souvent, mais pas uniquement, d'origine communiste — appelaient la population à la Résistance active pour mettre fin au plus vite à la guerre et à la domination étrangère. Le tournant de Stalingrad fut vivement ressenti et le thème de la défaite prochaine se rencontre dans la majorité des tracts. La capitulation de la 297^e division à Stalingrad fut portée à la connaissance de la population viennoise par un tract du mouvement anti-hitlérien *Österreich* intitulé *Wahrheit*, et dans les termes suivants : « *Les Viennois ont sauvé l'honneur !* La 297^e division s'est constituée prisonnière à Stalingrad avec son commandant. Bravo aux soldats de la 297^e division ! Vous n'avez pas seulement agi selon votre intérêt, mais dans celui du peuple tout entier. Vous avez sauvé l'honneur des Autrichiens. Le peuple vous en est reconnaissant, et surtout vos mères et vos épouses ! Mères et épouses, écrivez à vos fils et à vos maris qu'ils imitent leurs camarades de la 297^e division. Alors, vous les reverrez¹² ! » Pendant l'été 1943, nombreuses furent les diffusions de périodiques et de tracts qui reprenaient ces deux thèmes : accélération de la fin de la guerre et libération de l'Autriche.

Dans un tract de juillet 1943, intitulé *Deux années de guerre contre l'Union soviétique*, la direction viennoise du parti communiste s'adressa à la population : « Plus de six millions de morts et de prisonniers, 43 000 avions, 42 000 blindés, 53 000 canons détruits. Epuisement de toutes les réserves en matières premières, écrasement des armées des pays satellites. L'Italie n'envoie pas de troupes à l'Est, mais elle demande des divisions allemandes et du matériel allemand pour pouvoir résister tant soit peu aux armées anglo-américaines dont le débarquement est imminent. Epuisement des dernières réserves humaines, des enfants à la D.C.A., des femmes et des étrangers dans les usines, les derniers hommes pour le front. Destruction des arrières par les bombardiers alliés. Encouragée par la lutte héroïque de l'armée rouge, favorisée par la faiblesse des fascistes hitlériens, la lutte libéra-

11 *Völkischer Beobachter*, 19 février 1943.

12 Extrait du N° 2 du périodique clandestin *Wahrheit* (Vérité), 1943, DÖW, n° 5934.

trice des peuples opprimés s'étend. Grèves, manifestations, luttes de partisans dans tous les pays d'Europe — TEL EST LE BILAN DE DEUX ANNÉES DE GUERRE CONTRE L'U.R.S.S. ! » Suit un appel direct aux Autrichiens : « Autrichiens, Autrichiennes ! Après le débarquement imminent des armées anglo-américaines qui comptent des millions de soldats, notre pays deviendra lui aussi un champ de bataille ! Comme la Ruhr et Cologne, nos villes seront détruites ! Des centaines de milliers d'Autrichiens devront mourir à leur tour pour prolonger encore un peu la guerre perdue de Hitler, pour préserver pendant quelques mois encore la clique hitlérienne du châtement qui l'attend pour ses crimes ¹³. »

En outre, les auteurs du tract insistent sur l'importance d'accomplir des actes de sabotage dans cette situation et exhortent les soldats autrichiens à la désertion, pour passer, avec leurs armes, aux unités de partisans. Ainsi ils contribueront à la libération du pays et à raccourcir la durée de la guerre, perdue de toute façon, ce qui épargnera des victimes inutiles.

On peut constater au passage la clairvoyance du texte : en effet, quelques mois, sinon quelques semaines plus tard, l'Italie mussolinienne s'écroulait, la guerre de partisans s'allumait dans les montagnes autrichiennes en plusieurs endroits à la fois, les bombardements du territoire autrichien commençaient et, pour finir, les grandes puissances déclaraient à Moscou que désormais le rétablissement d'une Autriche indépendante faisait partie de leurs objectifs de guerre.

En attendant, la répression continuait et les décapitations de résistants autrichiens se succédaient à Vienne, Munich et Berlin ¹⁴.

¹³ Nous joignons en annexe le fac-similé de ce texte. DÖW 425.

¹⁴ A Vienne seulement, de 1938 à 1945, on compte plus de 17 000 procédures criminelles engagées par les Tribunaux spéciaux (Sondersenate) et plus de 659 exécutions (Andics, *op. cit.*, p. 377). Selon les statistiques incomplètes établies par le DÖW, le bilan détaillé des victimes s'établit ainsi :

2 700 Autrichiens exécutés en qualité de résistants actifs ;

32 000 Autrichiens résistants assassinés, exécutés, massacrés dans les prisons et les camps de la gestapo :

65 500 juifs autrichiens exterminés dans les ghettos et les camps d'Auschwitz, Treblinka et Terezin (Theresienstadt), non compris ceux qui, plus tard, furent raflés dans les pays occupés. (Dok. p. 462).

74 000 soldats autrichiens arrêtés dans les rangs de la Wehrmacht pour délits politiques ;

100 000 Autrichiens passèrent de 3 mois à 7 ans dans les prisons et camps de la gestapo ;

380 000 soldats autrichiens, enrôlés dans la Wehrmacht, morts ou disparus ; en outre environ 30 000 victimes civiles des bombardements.

*FONDATION DU FRONT NATIONAL AUTRICHIEN
(ÖSTERREICHISCHE FREIHEITSFRONT)*

Si l'on en croit les différentes sources, le Front National Autrichien (Österreichische Freiheitsfront = Ö.F.F.) fut fondé à plusieurs reprises. Nous l'appelons en français Front National Autrichien parce que l'organisation clandestine de militants autrichiens combattant en France, qui fut fondée en 1943, se considéra comme une organisation membre à part entière de l'Ö.F.F. alors qu'une traduction littérale donnerait *Front autrichien de la liberté* ou *Front autrichien de la libération nationale*. La première mention de l'Ö.F.F. fut faite dans le *Zeitspiegel* de Londres qui situe sa fondation à la fin d'octobre 1942 et donne l'information suivante : « Quelque part en Autriche, dans la montagne, s'est tenue une rencontre de 40 délégués des forces actives qui organisent la lutte libératrice de notre peuple, comme l'a annoncé le poste de la liberté Radio Autriche. Ces 40 délégués représentaient les forces clandestines de tous les Länder fédéraux autrichiens, les différentes couches du peuple autrichien, ouvriers, paysans, couches moyennes, intellectuels et soldats, et les différents courants politiques. A la fin de la conférence qui laissa aux participants une impression inoubliable, a été adopté un appel au peuple autrichien qui sera diffusé partout et qui donne la ligne directrice pour l'action et l'organisation de la lutte. Cet appel déclare : " Courage ! Ne vous laissez pas faire par les Prussiens. Nous n'avons pas besoin d'eux. Chassez-les de notre Autriche. La défaite de Hitler est inévitable et, par là, l'Autriche a une chance de reconquérir son indépendance. Nous avons la force de le faire, pourvu que nous le voulions. Rien n'est plus dangereux aujourd'hui que notre propre indécision. L'heure est venue de passer de la résistance passive contre la Prusse nazie à la lutte active. Nous sommes en guerre contre la Prusse nazie. Nous devons nous rassembler pour former le front uni de tout le peuple autrichien, le front autrichien de la libération nationale (österreichische Freiheitsfront). L'Autriche aux Autrichiens ! Debout pour la lutte populaire contre Hitler et sa guerre, pour une Autriche libre et indépendante ! " »

Et *Zeitspiegel* ajoute : « Ont pris part entre autres à la conférence : onze ouvriers, une ouvrière, deux employés, neuf paysans, un médecin, un professeur d'université, deux instituteurs, un prêtre, un commerçant et trois soldats. »

Le journal termine par le commentaire suivant : « La conférence qui a eu lieu dans les circonstances les plus difficiles est un jalon dans

l'histoire de la lutte autrichienne pour la liberté et l'indépendance contre la domination étrangère allemande ¹⁵. »

Mais, au sujet de cette fondation, certains points nécessitent des éclaircissements. Vogelmann, dans son ouvrage cité, met en doute la réalité de ce premier front national autrichien et le présente comme une mise en scène organisée par le bureau politique du P.C.A. et Radio Autriche libre. En effet, *Zeitspiegel* avait puisé son information à l'écoute de « Österreichischer Freiheitssender », information publiée également par l'organe du parti communiste britannique « Daily Worker ». Brièvement résumés, les arguments qu'avance Vogelmann pour étayer sa thèse sur la fondation purement fictive du Front National Autrichien se présentent ainsi :

La réunion fondatrice du « Front » figurait dans sa composition « le modèle d'un front uni antifasciste » ; il y avait 40 participants, mais l'origine sociale de 32 seulement était indiquée et Vogelmann conclut : « Quiconque ne se sentait pas représenté par ces 32 participants pouvait à sa guise se classer parmi les 8 participants non définis. Quant au prêtre, il était bien entendu du Tyrol ¹⁶. »

Vogelmann part de l'hypothèse que l'Internationale communiste — qui était dans sa dernière année d'existence, puisqu'elle fut dissoute en 1943 — a organisé à cette époque et à cette phase de la guerre une « action concertée » dans tous les pays du Sud-Est européen, en vue de promouvoir la guerre de partisans, et de justifier et d'inciter les populations à y participer activement soit par des actions armées, soit par des actes de sabotage. Il montre que des appels semblables à celui de l'Ö.F.F. ont été lancés en direction de la Bulgarie et d'autres pays avant octobre 1942, la direction de l'Internationale estimant en effet que dans ces pays la situation était plus avancée qu'en Autriche. L'appréciation de Vogelmann, quant à cette fondation de l'Ö.F.F., mérite d'être citée : « Les “ fondateurs ” de l'Ö.F.F. étaient parfaitement conscients qu'il n'existait point dans les faits. Il s'agissait, pour les propagandistes, de motiver davantage les forces de résistance potentielles et, éventuellement, de les aider à s'organiser. D'autre part, la création de l'Ö.F.F. (du moins à cette époque) part d'une surestimation du potentiel de résistance en Autriche ¹⁷. »

Si l'hypothèse de Vogelmann n'est pas tout à fait aberrante, on peut néanmoins lui objecter plusieurs faits : tout d'abord, en 1942,

15 *Zeitspiegel* du 31 octobre 1942, n° 44 ; photocopie en annexe.

16 Vogelmann, *op. cit.*, p. 116-120.

17 *Ibid.*

l'activité de résistance, selon ce que nous avons démontré documents à l'appui, était beaucoup plus développée que certains historiens et hommes politiques veulent en convenir, ne serait-ce, comme le démontre la Documentation sur la Résistance et la répression éditée récemment par la D.Ö.W., qu'à cause de la part prépondérante des communistes dans cette Résistance ; et il ne fait pas de doute que l'Ö.F.F., lui aussi, fut principalement animé par des communistes, mais qu'il offrait un cadre assez large pour que toutes les forces de Résistance puissent s'y intégrer. Ensuite, s'il est vrai qu'on peut difficilement imaginer qu'une conférence de 40 personnes soit passée inaperçue de la Gestapo, il n'est pas exclu que des petits groupes se soient concertés en Autriche même pour fonder l'Ö.F.F. — suivant en cela les mots d'ordre du poste Autriche libre — avec les moyens du bord ; comment expliquer sinon que des tracts portant la signature et le sigle de l'Ö.F.F. aient été signalés dès l'automne 1942 en Autriche. Dans le « rapport du jour » de la Gestapo de Vienne, daté du 17 septembre 1942 — donc encore avant l'appel lancé par Radio Autriche — on peut lire : « ... le 1^{er} septembre 1942, notre service a saisi un tract intitulé " Bulletin d'information du mouvement pour la libération de l'Autriche " qui dénonce le viol de l'Ostmark par les tyrans bruns et le national-socialisme et qui appelle tous les " bons Autrichiens " à se soulever avant qu'il ne soit trop tard et que le dernier Autrichien ait été envoyé au carnage¹⁸... »

Le niveau politique était donc à ce moment assez élevé en Autriche pour qu'un appel à se rassembler dans l'Ö.F.F. ait pu avoir des chances de succès. D'ailleurs, à la fin d'octobre 1942, on savait déjà à Moscou que Stalingrad allait être encerclée par les troupes soviétiques (l'encerclement fut effectif le 21 novembre, mais rendu public seulement à la fin novembre, selon Vogelmann) ; la perspective d'une grande victoire soviétique existait désormais, qui entraînerait une forte démoralisation dans les arrières allemands.

Enfin, si conformément à l'hypothèse de Vogelmann, l'Ö.F.F. n'était pas encore créé en novembre 1942, le fait d'avoir lancé ce premier appel — répété régulièrement et complété par d'autres émissions — rencontra un écho certain, si bien que des groupes actifs se réclamant

18 Dok., p. 439. Le texte de l'appel de l'ÖFF (sigle pour Österreichische Freiheitsfront) fut diffusé par les résistants autrichiens en France, comme il ressort du « rapport du jour » de la gestapo de Vienne du 18 février 1943 : « Le contre-espionnage Boulogne a saisi un tract du parti communiste autrichien intitulé : « Österreichische Soldaten, Kameraden ! » L'auteur déclare que les Autrichiens ne font la guerre que contraints et forcés et qu'ils désirent ardemment la paix. L'appel se termine par cette exigence : « Il faut en finir avec la guerre ! L'Autriche aux Autrichiens ! » (Dok. p. 440).

de l'Ö.F.F. s'organisèrent pendant l'année 1943. En faisant appel au sentiment national, les initiateurs de l'appel ne s'étaient donc pas trompés ; ceci est important pour notre thèse d'un réveil progressif de la conscience nationale des Autrichiens.

Quoi qu'il en soit, en 1943, l'Ö.F.F. existait bel et bien, de même que d'importants embryons de la lutte armée que menèrent des partisans dans les montagnes styriennes et carinthiennes, en liaison avec les partisans yougoslaves.

Erika Weinzierl décrit la première phase des luttes de partisans ainsi que la « deuxième fondation » de l'Ö.F.F. : « En juillet 1942, les premiers contacts furent établis pour la formation du groupe de partisans communistes Leoben-Donawitz¹⁹, dans lequel notamment les femmes furent très actives. Alors que le parti communiste avait lancé, le 3 août 1943, un appel aux Autrichiens signé par Franz Honner, — l'organisateur (futur) des bataillons autrichiens de la liberté —, qui demandait de “ soutenir les partisans en Carinthie, au Tyrol et en Styrie ”, à l'automne, plus précisément en septembre 1943, près de Trofaiach²⁰ se tint la conférence fondatrice du Front national autrichien (Ö.F.F.). Selon l'acte d'accusation au procès d'un partisan de Niklasdorf, près de Leoben, condamné à mort le 2 janvier 1945, les trois premiers points du programme furent : “ 1. Lutte par tous les moyens à notre disposition, y compris la lutte armée, contre les occupants fascistes et leurs complices autrichiens qui nous ont dupés et menti et, profitant de notre candeur, nous ont privés de tous nos droits avec la terreur la plus brutale, faisant de nous les esclaves d'une clique de seigneurs fascistes ; 2. Etablissement d'une Autriche libre, indépendante et démocratique qui veut vivre en amitié avec tous les peuples, qui combat toute haine raciale et chauvine et assure la liberté de religion et d'opinion ; 3. Expropriation de l'industrie lourde et des biens fascistes, nationalisation ou partage. ” Avant la fin 1943, les partisans de Carinthie du Sud se joignirent à l'Ö.F.F.²¹. » Justement, la fin de l'année 1943 allait avoir une grande importance pour un nouvel essor de la Résistance autrichienne, mais aussi pour l'avenir ultérieur de l'Autriche.

19 Deux villes industrielles de Haute Styrie.

20 En Styrie également.

21 Erika WEINZIERL, *Der österreichische Widerstand*, dans *Österreich-Zweite Republik*, Hrsgb. Erika Weinzierl und Kurt Skalník, Styria, Graz-Wien-Köln, 1972, 2 vol., vol. I, p. 109-128. Passage cité p. 116.

LA DÉCLARATION DE MOSCOU

La déclaration des grandes puissances alliées sur l'indépendance future de l'Autriche, publiée le 1^{er} novembre 1943, doit être considérée comme le résultat de trois facteurs convergents : 1. Le travail inlassable d'une partie très importante de l'émigration autrichienne en faveur d'une telle déclaration qui faciliterait grandement la lutte de la résistance intérieure. 2. L'intensification de cette résistance en Autriche même, dont portèrent témoignage à la fois la justice sanglante à l'encontre des résistants et l'activité accrue de la propagande antinazie ainsi que la formation des premiers groupes de partisans, et 3. L'accélération des événements de la guerre elle-même qui exigea des puissances alliées l'élaboration d'une stratégie d'après-guerre qu'il s'agissait désormais de mettre en œuvre.

Lorsque le 18 octobre 1943 les trois ministres des Affaires étrangères, C. Hull (Etats-Unis), A. Eden (Grande-Bretagne) et V. Molotov (U.R.S.S.) se rencontrèrent à Moscou pour fixer les objectifs de guerre des trois puissances en vue de la conférence au sommet des trois Grands ²², la question autrichienne n'était pas l'essentiel de leurs soucis, bien plus, leurs positions n'étaient pas du tout harmonisées, puisqu'au cours de la guerre chacune des trois puissances avait développé sa propre vision de l'Europe d'après-guerre qui devait résulter de la victoire sur Hitler.

D'après l'étude la plus approfondie de ces divers points de vue, celle de Fritz Fellner, les positions étaient même assez divergentes. Alors que l'Union soviétique s'en tenait depuis décembre 1941 au rétablissement de l'Autriche dans ses frontières de 1938 — nous avons mentionné la conversation entre Staline et Eden à ce sujet —, les puissances occidentales, quant à elles, ne surent pas, pendant assez longtemps, quelle décision prendre dans la question autrichienne.

Cette indécision venait en partie du fait que, dans ces pays, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, différentes personnalités politiques autrichiennes voulaient imposer leurs propres vues sur l'Autriche ; vues

22 La Conférence de Téhéran où se rencontrèrent Staline, Roosevelt et Churchill, du 28 novembre au 1^{er} décembre 1943. Cette conférence eut essentiellement pour résultat de fixer la date de l'organisation du 2^e front, demandé par Staline depuis 1942 ; le débarquement en Normandie fut alors prévu pour mai 1944 ; il devait être suivi, 70 jours plus tard, du débarquement sur les côtes françaises méditerranéennes. Les Trois fixèrent également la frontière Oder-Neisse pour la Pologne, tandis que la question allemande, dans son ensemble, resta en suspens.

souvent contradictoires, notamment entre Otto von Habsbourg et les socialistes en exil, et chacun agissant pour son compte, les instances gouvernementales des pays d'accueil furent souvent dans l'impossibilité de discerner les mobiles des uns et des autres ²³.

Fritz Fellner ramène les difficultés des puissances occidentales à élaborer un concept clair pour l'Autriche à leur politique d'avant-guerre qui tendait à maintenir l'U.R.S.S. en dehors de la politique européenne. Dans le cadre de cette politique, qui déboucha finalement sur les accords de Munich de 1938, l'Autriche était d'avance sacrifiée à l'apaisement de l'Allemagne hitlérienne, et Fellner constate que l'existence indépendante de l'Autriche fut mise au compte des pertes avant même que Hitler ne passa à l'action. Il souligne de même les responsabilités des puissances occidentales, comme de l'Autriche, dans la disparition de ce pays. Pour les puissances occidentales, il rappelle les diverses déclarations de Halifax et de Chamberlain qui, dès le 21 février 1938, avaient déclaré à l'ambassadeur d'Italie que « le gouvernement britannique considérait l'Autriche comme perdue et qu'il n'avait pas l'intention de soumettre à d'autres Etats des suggestions ou des propositions concernant la situation de l'Autriche ²⁴ ». Fellner résume les raisons de cette attitude en quelques phrases : « Des recherches récentes ont montré dans quelle mesure la politique britannique, mais aussi les politiques française et américaine étaient depuis 1918 déterminées par le principe de la lutte contre le danger de la révolution bolchevique... Non seulement la politique britannique pendant la crise des Sudètes à l'automne 1938, mais aussi l'attitude des puissances occidentales face à l'anschluss, doivent être considérées dans le cadre de la politique d'apaisement où Chamberlain et des hommes politiques conservateurs comme Daladier croyaient voir le moyen, en satisfaisant les " exigences révisionnistes " allemandes, de créer une arme prometteuse de succès contre le bolchevisme. L'Allemagne tout entière devait devenir une composante du cordon sanitaire ²⁵... »

Quant aux responsabilités de la S.D.N., Fellner note que son secrétaire général d'alors, J. Avenol, donna simplement acte au gouvernement

23 Il existait différents concepts pour l'Autriche d'après-guerre. Dans les coulisses, le Dr Otto von Habsbourg déploya de grands efforts pour « récupérer » l'Autriche après la défaite hitlérienne. Mais ce qui importa, ce furent les concepts des puissances alliées sur lesquels les groupes d'exilés tentèrent de peser, chacun dans son sens.

24 F. FELLNER, *Die aussenpolitische und völkerrechtliche Situation Österreichs 1938 - Österreichs Wiederherstellung als Kriegsziel der Alliierten*, dans *Österreich-Zweite Republik*, vol. I, p. 53-90.

25 *Ibid.*, p. 57

du III^e Reich de la note reçue le 18 mars 1938, selon laquelle l'Autriche avait cessé d'exister, alors que les statuts de la S.D.N. l'obligeaient à prendre des mesures efficaces de protestation²⁶.

Il fallut donc un certain temps pour que changeât l'attitude des puissances occidentales aussi bien face à la question autrichienne que face à l'Union soviétique. L'alliance dans la guerre antihitlérienne y fut naturellement pour beaucoup, en ce qui concerne cette dernière ; pour l'Autriche, le processus fut lent et contradictoire, notamment sous l'influence de diverses démarches qui voulaient faire accroire que le rétablissement de l'Autriche dans ses frontières de 1938 créerait de nouveau un foyer de déstabilisation en Europe. Lorsque les puissances occidentales abordèrent le problème, ce fut, dans un premier temps, toujours du point de vue de l'affaiblissement de l'Allemagne et de la défense contre le bolchevisme et non de l'intérêt de l'Autriche et de la nation autrichienne. Tantôt était envisagée la création d'une Fédération danubienne, tantôt celle d'une monarchie austro-bavaroise, tantôt même le *statu quo*, c'est-à-dire le maintien de l'anschluss avec une Allemagne affaiblie. Les projets américains furent de la même veine, mais encore plus imprécis²⁷.

Chez les Soviétiques aussi, la cause autrichienne ne faisait pas dès le début l'unanimité et les historiens notent surtout l'indifférence de Staline vis-à-vis du problème national autrichien, comme le mentionne également Ernst Fischer dans ses « Souvenirs et réflexions²⁸ ».

Quoi qu'il en soit, dès sa conversation avec Eden en 1941, le rétablissement de l'indépendance de l'Autriche fut un point du pro-

26 Fellner fustige également l'attitude de différents représentants autrichiens à l'étranger ; ainsi le délégué autrichien auprès de la S.D.N. ne protesta pas lui non plus, il fit simplement ses valises et partit. Quant à l'ambassadeur autrichien aux Etats-Unis, Eduard Prochnik, il se présenta au State-Department pour transmettre l'information que l'Autriche avait cessé d'exister.

27 Nous n'entrerons pas dans les détails de la politique autrichienne des deux grandes puissances occidentales ; ce qu'ont fait Fellner, Andics et surtout Churchill dans ses Mémoires, lui qui après la Conférence de Moscou développait encore différentes idées sur l'avenir de l'Autriche, allant dans le sens des Habsbourg ; lors de la deuxième conférence de Québec, Otto eut des entretiens en tête à tête avec Roosevelt et Churchill.

28 E. Fischer rapporte que Dimitrov était conscient de la spécificité autrichienne, alors que lui-même ne l'était pas encore (*op. cit.*, p. 361). Dimitrov lui demande : « Vous ne vous sentez donc pas Autrichien ? » Fischer : « A vrai dire non ». Dimitrov : « Alors vous ressentez mal ! » - Molotov, par contre, est qualifié de « grand-allemand » par Fischer (p. 459), tandis que Togliatti était très « pro-autrichien ». Staline ne s'exprima pas sur la nation autrichienne, tout en préconisant avec constance, du moins à partir de décembre 1941, le rétablissement de l'indépendance du pays.

gramme de la politique soviétique, et F. Fellner peut constater : « Dans toutes les années qui suivirent, jusqu'à la reconnaissance du gouvernement Renner par les alliés occidentaux à l'automne 1945, seuls les Russes restèrent sans fléchir attachés à l'objectif du rétablissement de l'Autriche (dans ses frontières de 1938), alors que du côté occidental Churchill présentait toujours à nouveau des plans qui, dans la plupart des cas, prévoyaient la dissolution de l'Autriche dans une quelconque fédération ²⁹. »

Mais au cours de l'été 1943, un revirement s'annonça avec la note britannique du 28 août 1943 qui reconnaissait enfin la nécessité du rétablissement de l'Autriche indépendante et faisait également référence aux signes nombreux d'une résistance accrue des Autrichiens contre l'Allemagne hitlérienne. La voie était donc libre pour la réunion des trois ministres des Affaires étrangères, le 18 octobre 1943 où, pour la première fois, comme le note encore F. Fellner, les trois alliés se retrouvèrent à une table de conférence comme des partenaires égaux en droits.

Il fallait retracer brièvement cette genèse de la déclaration de Moscou sur l'Autriche — qui ne fut qu'un des points de la conférence, mais pour notre travail le plus important — pour comprendre la signification de ce texte qui devint, pour les années à venir, la boussole de la résistance intérieure autrichienne comme pour l'exil. Après l'incertitude qui avait régné jusqu'alors, elle donna aux uns et aux autres une orientation et une vision claires.

Voici donc ce texte, tel qu'il fut publié dans la soirée du 31 octobre 1943, à Moscou, contresigné par les trois ministres des Affaires étrangères : « Les gouvernements du Royaume-Uni, de l'Union soviétique et des Etats-Unis sont tombés d'accord pour décider que l'Autriche, première nation indépendante victime de l'agression nazie, devra être libérée de la domination allemande. Les trois gouvernements tiennent pour nulle et non avenue l'annexion imposée à l'Autriche par l'Allemagne le 15 mars 1938. Ils ne se considèrent comme aucunement liés, de quelque façon que ce soit, par les changements effectués en Autriche depuis cette date. Les trois gouvernements déclarent que leur désir est le rétablissement d'une Autriche libre et indépendante. En conséquence, leur intention est d'ouvrir au peuple autrichien lui-même — ainsi qu'à ceux des Etats voisins qui se trouvent devant des problèmes similaires — le chemin de la sécurité politique et économique, seule base solide pour une paix durable.

29 Fellner, *op. cit.*, p. 64.

« Toutefois, l'Autriche doit se souvenir qu'elle porte une responsabilité à laquelle elle ne saurait se soustraire, pour sa participation à la guerre aux côtés de l'Allemagne hitlérienne. En conséquence, lors du règlement final, la part qu'aura prise l'Autriche à sa propre libération, devra inévitablement entrer en ligne de compte. »

Pour deux raisons cette déclaration devait avoir un effet stimulant sur la résistance intérieure et extérieure : grâce à elle, toutes les ambiguïtés furent levées quant à la politique des alliés envers l'Autriche : ils voulaient son rétablissement. Mais en même temps, le dernier paragraphe soulignant la responsabilité des Autrichiens et exigeant d'eux une contribution personnelle à la libération de leur pays dont il serait tenu compte pour le « règlement définitif », ne pouvait qu'exhorter les résistants à redoubler d'efforts. C'est en effet ce qui devait se produire.

Mais ce dernier paragraphe allait aussi susciter un équivoque : l'Autriche serait, dans le même temps, considérée comme pays libéré et comme pays ayant pris part à la guerre, donc tenue pour responsable de cette participation ; en bonne logique cependant, un pays annexé par la force cesse d'être sujet agissant et ne peut être tenu pour responsable. D'autre part, les alliés soulignaient, par ce dernier paragraphe, qu'un grand nombre d'Autrichiens avaient, au début du moins, approuvé l'annexion et s'étaient mis au service du régime nazi, notamment dans des organisations criminelles, comme les SS et autres organes de répression du Reich hitlérien. Il ne fallait pas que cela fût oublié. De là allait sortir ce que nous appellerons le statut double de l'Autriche, qui fut à la fois pays libéré et pays occupé.

LES EFFETS DE LA DÉCLARATION EN AUTRICHE

Il est évident qu'un certain temps s'écoula avant que la déclaration fût connue des Autrichiens et que ses effets se fassent sentir dans les actions de la Résistance.

Pour la faire connaître, Radio Autriche, installée sur le territoire soviétique, multiplia ses efforts, secondée par Radio Moscou et Radio Londres. En effet, à cette phase de la guerre et malgré le danger que cela représentait, les radios étrangères étaient de plus en plus écoutées en Autriche.

Dans son travail, Vogelmann relève les activités de Radio Autriche ; la ligne suivie jusque-là par ce poste reçut une confirmation éclatante avec la déclaration des trois grandes puissances, à laquelle d'ailleurs le Comité Français de Libération nationale se joignit le 16 novembre 1943. Dans son premier commentaire sur la « Déclaration », Radio

Autriche salue avec toute « la passion qui anime depuis de longues années notre lutte pour une Autriche libre et indépendante, les décisions de la Conférence de Moscou. Nous sommes conscients d'être les porte-parole de tous les patriotes autrichiens. L'aube de la libération du joug sanglant de Hitler commence à poindre. Sachez le tous : Hitler tombera, mais l'Autriche vivra ! » Et de lancer un nouvel appel à la lutte : « Une chance énorme nous a été donnée. Nous pouvons maintenant, malgré notre responsabilité dans la participation à la guerre hitlérienne, exercer une influence sur la position que nous occuperons dans la nouvelle Europe. Notre participation à notre libération nous assurera la place que nous méritons dans la communauté des peuples libérés ³⁰. »

Le 7 novembre, le poste revient à la charge en expliquant les tâches qui incombent désormais au peuple autrichien : « La décision de la Conférence de Moscou sur le rétablissement d'une Autriche libre et indépendante est pour nous un tournant historique. L'insécurité quant à l'avenir de notre pays est maintenant définitivement écartée. Nous avons un but clair devant nous, et c'est décisif. Quel a été le principal obstacle à notre lutte libératrice contre les oppresseurs allemands ? Ce ne fut pas la terreur, aussi lourde qu'elle ait été mais le doute sur notre propre avenir, le manque de confiance nationale en nous-mêmes. Mais sous le joug du conquérant allemand, brutal et infatué, nous avons appris à nous défendre en tant que peuple et à nous réveiller : nous sommes devenus des patriotes autrichiens — et c'est la garantie la plus précieuse et la plus importante pour la future Autriche libre et indépendante. La confiance en nous-mêmes, c'est notre meilleure arme dans la lutte pour la liberté ³¹ ! »

A la fin de novembre, le Front national autrichien (Ö.F.F.) lança par ce même poste un appel pathétique au peuple autrichien : « Maintenant nous pouvons le dire : notre lutte, si lourde en sacrifices contre la domination allemande étrangère, n'a pas été inutile et ce n'est pas en vain que des centaines de martyrs ont laissé leur vie dans la lutte de libération nationale. La défaite de la maudite domination hitlérienne a commencé et le moment est venu où chaque Autrichien doit prendre position pour ou contre l'Autriche, pour le rétablissement de la liberté et de l'indépendance de notre pays ou pour une mort dans la honte aux côtés de Hitler... » Et Radio Autriche explique une fois de plus ce que représente le Front national autrichien : « *L'Österreichische Frei-*

³⁰ Vogelmann, *op. cit.*, p. 129.

³¹ *Ibid.*

heitsfront est la base pour l'unité de la lutte patriotique dans notre pays. Le front de la liberté n'est pas un parti politique et il n'a pas l'intention de remplacer les partis. Il réunit tous les patriotes autrichiens, tous les combattants pour une Autriche libre et indépendante ; il rassemble les nombreux groupes de combat formés dans les usines et à la campagne, dans l'armée et les universités, dans les camps de travail de la jeunesse. Le Front de la liberté, c'est le drapeau sous lequel se groupent tous les patriotes autrichiens. Sous nos mots d'ordre se rassemblent toutes les forces politiques de notre pays : catholiques, communistes, membres de l'union paysanne et des syndicats, sociaux-démocrates, dans leur désir de liberté et d'une Autriche indépendante ³². »

En Autriche, l'écho de la déclaration de Moscou ne pouvait manquer d'élever le niveau de la conscience nationale. Que soit reconnu, de nouveau, le droit de vivre dans une République indépendante stimula en effet les résistants et renforça leurs rangs, malgré les mesures de terreur que l'appareil d'Etat nazi ne manqua pas d'appliquer. A côté des communistes dont nous avons reproduit quelques tracts, d'autres organisations se manifestèrent dès lors régulièrement qui prirent comme base de leur argumentation la déclaration de Moscou. La Gestapo eut fort à faire avec un tract périodique qui paraissait sous le titre *Freies Österreich* depuis l'automne 1943, dès après la déclaration de Moscou. Le premier de ces tracts expose le programme que se proposent ses auteurs, il est donc intéressant d'en citer quelques extraits ; il commence par un appel aux « Autrichiens et Autrichiennes ! » et continue ainsi : « La plupart d'entre vous, issus de toutes les couches de la population, vous êtes rassemblés et lutez unis contre Hitler pour une Autriche libre. Une Autriche qui sera enfin libérée de la terreur des fauteurs de guerre nazis, délivrée de la botte du militarisme prussien haï qui n'aura de cesse avant que soit tombé le dernier soldat autrichien, les villes autrichiennes détruites, le sol autrichien devenu champ de bataille. C'est pourquoi nous appelons tous ceux qui par la pensée sont déjà des nôtres, mais ne font pas encore partie de notre organisation à rejoindre nos rangs ! joignez-vous à nous, à la lutte ouverte contre Hitler et l'Allemagne nazie !

Voici nos buts :

1. Une Autriche libre comme Etat indépendant qui profitera pleinement des nombreuses possibilités économiques d'échange et de communication avec tous les pays...

32 Voir *Zeitspiegel*, N° 44 du 27 novembre 1943, p. 3.

2. Rétablissement du Parlement et avec lui, élection libre et droit de vote pour chaque Autrichien et Autrichienne majeurs...

3. Liberté totale de la presse. Participer à la discussion de tous les problèmes de la vie, dire son opinion dans un journal libre... L'amour de notre patrie autrichienne, notre désir de liberté et de paix sont les idéaux qui nous unissent. Brisez la terreur nazie partout où vous le pouvez, l'Autriche doit être libre à nouveau et le sera ³³ ! »

La Gestapo ne put se saisir du tract n° 1, mais donne le rapport qui suit sur le n° 2, rapport dont la pédanterie bureaucratique nous semble aujourd'hui cocasse : « Le 28 décembre 1943, la charcuterie et fabrique de saucissons Josef Ziegler, à Vienne, 4^e arrondissement, Wiedner Hauptstrasse 76, a reçu d'un expéditeur jusqu'ici inconnu un écrit incendiaire intitulé

Freies Österreich

Feuilles pour la paix, la liberté et le progrès, Vienne le 1^{er} déc. 1943, n° 2. Cet écrit fait référence à un n° 1 déjà paru (qui n'a pas été saisi jusqu'ici) et parle de l'accueil et de l'écho qu'il a trouvé. Le texte fait preuve d'un caractère réactionnaire-conservateur et demande une " Autriche libre et indépendante ". Il exige un Etat " sans parti " avec les libertés qui ont existé dans l'ancienne Autriche, comme la liberté de pensée, de religion, de coalition et de réunion, ainsi que les libertés professionnelles et économiques.

Le texte est dactylographié recto et verso sur du papier machine de format 23 × 32,5 cm. L'enveloppe est écrite à la main en lettres majuscules et porte le cachet du bureau de poste Vienne 55, du 27 décembre 1943, 8 heures ³⁴. »

33 DwuV, vol. II, p. 444-445 (DÖW 147).

34 « Rapport du jour » de la gestapo du 7 au 10 janvier 1944, DÖW 8478, que nous donnons *in extenso* pour montrer la précision mécanique des policiers qui durent s'occuper du mouvement *Freies Österreich* (= FF, Autriche libre) pendant toute l'année 1944, et faire état, dans leurs rapports des numéros 3 à 10 de ce même journal ; en utilisant des rapports de la gestapo du 12 au 18 mai 1944, nous citons des extraits du journal numéro 10 :

« Die Schrift behandelt in mehreren Artikeln die politischen Ereignisse in Ungarn, wobei bemerkt wird, dass Ungarn von den Preussen zum Zwecke der Ausplünderung überfallen und besetzt wurde, und 'dass der Führer Adolf Hitler, obwohl er aus der Ostmark stammt, durch sein 'Denken und Handeln' nicht als 'Österreicher' zu bezeichnen sei', dass die von Deutschland in Durchführung begriffene Neuordnung Europas der Völkerwanderung mit all ihren Greueln und wirtschaftlichen Nöten gleichzustellen sei, dass die Ereignisse an der Ostfront, der zunehmende Luftkrieg, die Partisanenbewegung am Balkan und die bevorstehende Besetzung Bulgariens

En comparant les textes de Radio Autriche qui émettait en Union soviétique et ceux édités par un mouvement qualifié de réactionnaire et conservateur par la Gestapo, nous constatons des convergences vers un seul et même but : une Autriche libre et indépendante à laquelle tendent désormais toutes les volontés.

Un autre tract, daté du 1^{er} décembre 1943, d'un contenu un peu différent et même un peu farfelu, réussit à mettre en état d'alerte les services de la Gestapo à Vienne, Graz et Salzbourg qui adressèrent même des telex à la centrale de Berlin. Il s'agit du tract *Alpenland*, Organe du gouvernement d'Autriche n° 1, qui, selon la Gestapo de Vienne, fut diffusé dans tous les *Gaue* de l'Ostmark³⁵, ainsi qu'en Bavière, dans le Sudetengau et le « Protektorat » (Bohême et Moravie). Intéressant par son préambule, ce tract s'intitule : « Déclaration d'indépendance autrichienne » : « Les ouvriers, paysans, employés et commerçants ne sont plus d'accord avec la direction de l'Etat allemand qui a déclenché cette guerre par sa soif de pouvoir et son esprit revanchard ; par conséquent, ils ont le droit de déclarer nul et non avenu l'anschluss avec le Reich allemand. Pour imposer ce droit, le peuple autrichien — les marxistes, conservateurs et tous les antinazis — se rassemble dans le Freiheitsfront (FF)³⁶ et charge le président du FF, « RA », de rétablir l'indépendance de l'Autriche et des autres peuples opprimés. Le président du FF, « RA », accepte cette mission et adresse à tous les peuples la *Proclamation autrichienne* suivante (nous ne citons que le 1^{er} paragraphe) : I. Superficie. L'Autriche déclare nul et non avenu l'anschluss avec le Reich allemand, elle est un Etat démocratique libre auquel se joignent les pays de la même famille, Bavière, Wurtemberg, Bade, Palatinat et Tyrol du Sud. C'est donc l'Autriche et l'Allemagne du Sud qui forment la nouvelle Autriche³⁷. » On reconnaît là l'influence

und Rumäniens durch Deutschland dem baldigen Ende der 'Nazis' und 'grössenwahnsinnigen Weltoberer' zutreiben. Abschliessend wird unter der Überschrift 'Aus dem besetzten Österreich' ein angeblich in Wien stattgefundener falscher Fliegeralarm als Zeichen fortschreitender Nervosität bei Behörden und Militärs festgestellt und dass die Brände bzw. Explosionen in den Rüstungswerken Hirtenberg und Enzesfeld in Niederdonau auf die Tätigkeit von österreichischen Freiheitskämpfern zurückzuführen seien. Die Hetzschrift schliesst mit der Parole 'Es lebe das freie Österreich!'. »

35 Dans leur désarroi, les policiers oublièrent qu'il était interdit d'utiliser cette dénomination.

36 Il ne s'agit pas de l'ÖFF mais du FF ; le contenu du tract explique la différence.

37 La « Proklamation » comporta 6 points dont un ultimatum au gouvernement allemand d'avoir à se retirer de l'Autriche à la date du 1^{er} mars 1944. Elle est signée : « Au nom du peuple autrichien : le Chef de l'Etat RA » (DÖW, 449). Ce tract, malgré son caractère fantaisiste, montre que la situation en Autriche était déjà assez mouvementée, au début de 1944, pour susciter de l'inquiétude chez les autorités.

des projets légitimistes de Otto von Habsbourg, ce qui explique peut-être l'émoi de la Gestapo devant la large mais unique diffusion de ce tract.

Cependant, la Résistance s'exprimait de plus en plus par des actes, notamment dans les régions montagneuses de l'Autriche. La déclaration de Moscou donna pour sa part une nouvelle impulsion aux activités de l'Ö.F.F. qui avait été « refondé » en septembre 1943 à Trofaiach. L'un de ses animateurs en Styrie, Max Muchitsch, organisateur du groupe de partisans Leoben-Donawitz, s'employa à élargir la base de l'Ö.F.F. et dans ses souvenirs il fait état d'une nouvelle conférence, en novembre 1943, qui réunit des représentants de Judenburg, Graz, Villach et d'autres villes styriennes et carinthiennes. Alors qu'à cette conférence les deux représentants du comité central du P.C. conseillaient de renforcer d'abord l'organisation avant de se lancer dans l'action, la majorité des présents estima qu'il fallait immédiatement déclencher la lutte armée³⁸. C'est pourquoi les groupes de partisans se multiplièrent pendant l'automne 1943, et surtout au printemps de 1944.

A cette époque, un ancien combattant d'Espagne fut parachuté avec quelques compagnons quelque part en Styrie avec, comme il le dit dans son récit, une mission bien déterminée. Il s'agit de Walter Wachs qui constitua le groupe de partisans appelé *Kampfgruppe Steiermark*³⁹. Cette mission comportait d'abord un objectif politique, à savoir essayer de convaincre les Autrichiens de la renaissance future de l'Autriche et de la nécessité pour eux d'y contribuer ; gagner la population à l'Ö.F.F. — dans ce but les 22 membres du groupe arboraient l'écusson rouge-blanc-rouge avec le sigle Ö.F.F. — faire de la propagande et de l'éducation politique au moyen de conversations, de petites réunions, de tracts, etc., faire connaître la situation sur les fronts, la déclaration de Moscou, les objectifs de l'Ö.F.F. L'objectif militaire était d'affaiblir ou de paralyser autant que possible le potentiel militaire allemand. Erika Weinzierl résume ainsi l'activité du groupe : « Il combattit jusqu'à la fin de la guerre dans la région de la *Koralpe* ; son aire d'opérations couvrait quelques milliers de kilomètres carrés. Bien que Wachs ait qualifié l'attitude de la population carinthienne, dans sa majorité, d'indifférente et pouvant aller jusqu'à la dénonciation, son groupe compta jusqu'à 120 hommes à la fin de la guerre et immobilisa environ 5 000

38 Max MUCHITSCH, *Partisanen in der Obersteiermark*, dans *Aus der Vergangenheit der KPÖ*, Globus-Verlag, Wien, 1961, p. 99-103.

39 Walter WACHS, *Kampfgruppe Steiermark* (Monographien zur Zeitgeschichte), Europa-Verlag, Wien, 1968, 60 p.

hommes de la Wehrmacht et de la police. Le jeune curé de Glashütten — petit village montagnard — contribua beaucoup à améliorer les relations avec la population civile ; il informa ses ouailles des intentions patriotiques des partisans ⁴⁰. » A Noël 1944, les relations étaient déjà si bonnes que la population civile invita les partisans à célébrer la messe avec elle dans la chapelle de Svetoj Duh, directement à la frontière slovène. « Ce fut la messe de Noël la plus singulière qui eût jamais lieu dans cette région ; alors que les partisans croyants participaient à l'office, les communistes montèrent la garde pour que leurs camarades, protégés contre toute surprise, puissent recevoir la sainte communion ⁴¹. » Cette messe dans la montagne perdue symbolisa assez bien l'esprit et la réalité de l'Ö.F.F.

Au Tyrol, et notamment dans la vallée de l'Ötz — l'Ötztal — plusieurs résistants actifs avaient, dès 1941, travaillé à la formation d'une organisation clandestine qui, en 1943, comptait une cinquantaine d'hommes constitués en maquis dans les forêts de la région. Leur chef, un cheminot socialiste tyrolien, Hubert Saurwein, fut bientôt surnommé par la population catholique — d'une manière générale très antinazie — le « Tito de l'Ötztal ». Un troisième centre de l'activité de partisans fut la région d'Aussee, en Haute Autriche. Là, un ancien combattant d'Espagne évadé du camp de Dachau, Sepp Plieseis organisa des groupes de combat à partir d'août 1943 ⁴², groupes qui donnèrent du fil à retordre à la Gestapo de Linz, mais durent payer un lourd tribut à la répression. Plieseis cependant put maintenir son groupe jusqu'à la fin de la guerre et réussit un exploit extraordinaire : dans les salines d'Alt-Aussee, les nazis avaient entreposé de fabuleux trésors artistiques volés dans toute l'Europe occupée. En avril 1945, peu avant l'écroulement du III^e Reich, Hitler donna l'ordre de détruire ces trésors. Grâce à une action combinée des partisans et de la résistance civile, cette destruction fut empêchée et les œuvres d'art sauvées.

Ce développement de la Résistance, que nous n'avons fait qu'esquisser, prit un important essor au cours des années 1944-1945 ; cependant, avant d'en donner un aperçu succinct, il nous faut jeter un coup d'œil sur ce qui se passait à la même époque dans l'exil autrichien.

⁴⁰ Weinzierl, *op. cit.*, p. 116.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² Dans un roman autobiographique, *Vom Ebros zum Dachstein* (Verlag Neue Zeit, Linz, 1946, 397 p.) Sepp Plieseis décrit de façon vivante et pittoresque sa vie et notamment son évvasion du camp - une des rares qui ait réussi - ainsi que son action de partisan dans la région d'Aussee.

LA CONFÉRENCE DE MOSCOU ET SA « RÉCEPTION » PAR L'EXIL AUTRICHIEN

Il ne faut pas perdre de vue qu'en signant la déclaration du 31 octobre 1943 sur l'indépendance autrichienne, les deux puissances occidentales, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, s'étaient engagées dans une voie pour elles nouvelle. Certains historiens laissent entendre que ce fut un peu, ou même beaucoup, malgré elles. Voire. De toute façon, Andics considère qu'avec cette déclaration s'étaient imposées les options de Moscou, ne serait-ce que parce qu'elle ne contenait plus aucune allusion au projet cher à Churchill — et à Otto von Habsbourg — à savoir qu'une fois libérée, l'Autriche devait en toute indépendance s'insérer dans une confédération, soit danubienne, soit sud-allemande. « Die Sowjetunion hatte sich durchgesetzt », note laconiquement Andics ⁴³. Et il fait remarquer qu'à la conférence de Téhéran Churchill revint par deux fois à la charge : une première fois il voulait réunir la Bavière, l'Autriche et la Hongrie dans une grande fédération pacifique, la seconde fois il proposa une grande fédération danubienne comprenant la Saxe, la Bavière, le Palatinat, le Bade Wurtemberg et l'Autriche. Staline resta sur ses positions : l'Autriche, comme la Hongrie devaient rester indépendantes, Roosevelt étant d'accord avec lui, la déclaration de Moscou demeura en vigueur ⁴⁴. Mais, en septembre 1944, Otto von Habsbourg tenta encore une fois de fléchir les deux Grands (Churchill et Roosevelt) lors de la seconde conférence de Québec, en se proposant comme le champion d'un bastion avancé contre le bolchevisme, que ce soit à la tête d'une union avec l'Allemagne du Sud ou d'une nouvelle Autriche-Hongrie. Le commentaire d'Andics nous dispense d'en dire plus : « Ce qui peut aujourd'hui paraître singulier, saugrenu, parfois même grotesque et tragi-comique, semblait aux acteurs d'alors être la réalité. Les deux aide-mémoire (de Habsbourg sur ses discussions avec Churchill) montrent combien alors les réflexions, les projets et les plans étaient loin de la réalité telle qu'elle allait se présenter à peine quelques mois plus tard. Un seul concept de ces années-là qui anticipa sur l'évolution s'avéra réaliste ; il fut développé par le Dr Julius Deutsch : sa proposition était de faire de Vienne le siège des futures organisations mondiales, dans une Autriche neutralisée, et d'assurer ainsi son existence indépendante ⁴⁵. »

Les réactions de l'émigration autrichienne aux Etats-Unis furent marquées par les tentatives répétées de l'ancien ministre Rott de créer

⁴³ Andics, *op. cit.*, p. 407.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 409.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 411-412.

une représentation officielle de l'Autriche aux Etats-Unis, tentatives ignorées avec persévérance par le Département d'Etat et contrées avec autant de persévérance par les socialistes du *Austrian Labor Committee*. Les fonctionnaires américains remarquaient en outre que la déclaration de Moscou avait promis le rétablissement de l'indépendance autrichienne pour après la libération et que, par conséquent, un gouvernement autrichien en exil serait prématuré. Toutes ces tentatives se terminèrent par une polémique publique entre Hans Rott et Julius Deutsch, où chacun campa sur ses positions. Mais aux Etats-Unis, on était très loin de l'enjeu et de la réalité ; à preuve ce titre du bulletin du mouvement de Hans Rott (*Frei-Österreicher-Bewegung*) : « La dernière tentative pour sauver l'Autriche a échoué » ; bulletin daté : New York, avril 1945. Au même moment, ou quelques jours plus tard, se constituait le gouvernement provisoire de la Seconde République, présidé par Karl Renner. L'Autriche était déjà sauvée ⁴⁶.

En Grande-Bretagne, la situation présentait plus d'intérêt, bien que dans ce pays aussi la déclaration de Moscou ait eu un double effet : d'un côté, elle fut pour la plus grande partie des exilés une incitation à réunir tous leurs efforts pour amplifier cette contribution autrichienne à la libération, exigée par la déclaration, de l'autre côté commença une véritable course à qui serait le représentant officiel de l'Autriche, dans cet exil qui pourtant allait se terminer. Mais beaucoup pensaient pouvoir s'assurer ainsi une meilleure position de départ en Autriche.

La réaction des socialistes du *London Büro* fut prompte, bien qu'ambiguë. Un communiqué de presse publié le 3 novembre 1943

46 A cette époque, les socialistes ne voulaient pas conclure d'accord avec des représentants de l'ancien régime autoritaire. Quant à Hans Rott, les aspects intéressants de l'argumentation qu'il avance sont ceux qui se réfèrent à la nation autrichienne ; un bref passage tiré de Goldner fait état des demandes de Rott pour obtenir, sinon la reconnaissance officielle de l'Autriche, du moins que les prisonniers de guerre autrichiens soient séparés des Allemands : « Am 15. März 1944, richtete er (Rott) ein Schreiben an Staatssekretär Cordell Hull mit Photokopien von Briefen, die sechzehn österreichische Kriegsgefangene im Camp Breckenridge Kentucky, an ihn gerichtet hatten. Als letzter Vertreter der rechtmässigen österreichischen Regierung Schuschnigg verlangte er die Trennung der aus Österreich stammenden Kriegsgefangenen von den übrigen deutschen Wehrmachtsangehörigen. Er berief sich auf Artikel 9 der Genfer Konvention 1929, der die Trennung von Kriegsgefangenen verschiedener Rassen und Nationalitäten verfügt. *Da die Österreicher eine von den Deutschen verschiedene Nationalität darstellen, zumal der Anschluss in Moskau für null und nichtig erklärt worden sei, müsse die Trennung erfolgen* ». Goldner, *op. cit.*, p. 198.

salua la déclaration de Moscou comme le gage du rétablissement d'une République autrichienne « véritablement démocratique ». Mais, « tout en saluant de tout cœur cette promesse de rétablissement des droits souverains et à l'auto-détermination pour le peuple autrichien... les représentants du mouvement ouvrier autrichien sont parfaitement conscients que, pour toutes les petites nations, l'indépendance ne peut être efficace que dans le cadre d'une interdépendance et d'une coopération internationale organisée. Ils sont convaincus que le peuple autrichien, et avant tout les travailleurs autrichiens qui ont montré leur résolution de combattre le fascisme sous toutes ses formes, se joindront avec une confiance accrue aux nations unies dans la lutte contre Hitler. Ils appellent les travailleurs autrichiens et le peuple autrichien à tout faire pour retrouver leur liberté en aidant à la victoire dans la guerre contre l'Allemagne hitlérienne⁴⁷. »

Ayant reconnu qu'ils avaient du retard sur l'évolution politique, les socialistes du *London Büro* mirent alors les bouchées doubles ; ils publièrent rapidement une brochure dont le titre est tout un programme : *Die Zweite Republik Österreich* (La Seconde République d'Autriche), où ils développèrent, sous la plume de leurs représentants les plus qualifiés, leurs vues sur l'avenir de l'Autriche⁴⁸ ; leur objectif restant toujours une « Autriche socialiste, dans une Europe socialiste » ; ils n'oublièrent pas d'ajouter que pour eux la profession de foi pour le rétablissement d'une Autriche indépendante n'impliquait nullement un tournant vers un « nationalisme autrichien ».

47 Publié dans la Circulaire du *London Büro* de janvier 1944. Revenons encore une fois très brièvement sur l'attitude des socialistes aux Etats-Unis : Friedrich Adler continua de refuser la décision de Moscou dans laquelle il ne voyait qu'un 'acte de guerre' qui ne devait pas avoir de conséquences et ni surtout préjuger de l'avenir de l'Autriche qu'il voulait toujours en union avec l'Allemagne. Plus nuancé, Julius Deutsch salua la déclaration de Moscou mais réclama le droit pour l'Autriche de se joindre à des fédérations européennes et parla d'une 'fausse indépendance' à la suite d'un diktat. Seuls, les socialistes autrichiens en Suède, qui depuis l'été 1943 faisaient résolument profession de foi en faveur de l'Autriche indépendante, acceptèrent sans réserve la déclaration de Moscou.

48 Voir en annexe la photocopie de la page de titre de ce document. Sous le titre *Die zweite Republik Österreich* on trouve trois articles de fond : Karl Czernetz, *Die sozialistische Partei Österreichs*, Oscar Pollak, *Die Aussenpolitik des neuen Österreich*, et W. Rosenzweig, *Der Aufbau der Zweiten Republik* (DÖW). En créant sans perdre de temps l'expression de « Seconde République », les socialistes pensèrent gagner de vitesse le F. A. M. qui, pour sa part, ne voulait pas préjuger de la forme étatique de l'Autriche qu'il préconisait surtout « libre et indépendante ».

Subitement, les socialistes découvraient également les vertus de la résistance dans le pays et voulurent lui apporter toute l'aide possible. F. Scheu l'écrit dans sa monographie : « Vers la fin de l'année 1943, les informations politiques en provenance du pays se multiplièrent. Le *London Information*, N° 24 du 15 décembre 1943, publia un rapport du *Zürcher Volksrecht* sur l'opinion des socialistes en Autriche qui constatait que 85 à 90 % de la population autrichienne souhaitaient l'indépendance de l'Autriche par rapport à l'Allemagne. Le *London Information* du 1^{er} janvier 1944 contenait des reportages de journaux suédois sur l'état d'esprit régnant alors en Autriche ; ces reportages soulignaient tous la joie de la population après la déclaration de Moscou. Ces reportages signalaient également que des tracts du mouvement socialiste clandestin étaient diffusés ⁴⁹. »

Immédiatement après la déclaration de Moscou, les socialistes autrichiens à Londres s'efforcèrent d'établir des contacts avec la résistance intérieure avec l'aide de leurs camarades dans l'exil suédois. Czernetz prépara un mémorandum en vue d'intensifier la résistance socialiste en Autriche, se référant d'une part au paragraphe de la déclaration de Moscou qui demandait une contribution autrichienne à la libération et, d'autre part, à l'activité intense des communistes qui risquaient de se trouver à la tête de la Résistance. « Mais il n'est pas fait mention d'une coopération avec des résistants conservateurs ou communistes. Indirectement, Czernetz exhortait à concurrencer les communistes ⁵⁰. » C'est ce même but que visait l'initiative socialiste qui aboutit le 9 novembre — une semaine à peine après la déclaration de Moscou — à la fondation d'un *Austrian Representative Committee* ⁵¹ qui devait réunir des représentants de tous les groupes d'exilés existants, sauf le F.A.M. en tant que tel, alors que les communistes étaient invités à s'y faire représenter. De son côté, le F.A.M. avait déjà entrepris des démarches pour former un *Comité national autrichien*. Les communistes ne répondirent donc pas à l'invitation et déclarèrent que l'initiative socialiste ne visait qu'à empêcher l'unification véritable de toutes les parties autrichiennes en présence.

Mais l'initiative socialiste, comme celle du F.A.M., donc inspirée par les communistes, s'enlisa finalement. En outre, la direction du P.C.A., encore à Moscou, désapprouva officiellement l'initiative des

⁴⁹ F. Scheu, *op. cit.*, p. 35-36.

⁵⁰ Maimann, *op. cit.*, p. 178.

⁵¹ En allemand, *Österreichische Vertretungskörperschaft*.

camarades en Angleterre : un gouvernement autrichien en exil n'était pas à l'ordre du jour, les Autrichiens d'Autriche trouveraient eux-mêmes, le moment venu, les moyens de former un gouvernement⁵².

Le F.A.M. reconnut son échec et se contenta de fonder le 11 mars 1944 le Mouvement mondial des Autrichiens libres (*Free Austrian World Movement*) dans le but de rassembler tous les Autrichiens patriotes à travers le monde. Cette initiative fut couronnée de succès, non seulement en raison de sa bonne organisation, mais surtout des objectifs très patriotiques que le Mouvement mondial s'assigna : 1. Rétablissement d'une Autriche indépendante et démocratique ; 2. Soutien du *mouvement de libération nationale en Autriche* qui a pour but la guerre populaire contre la domination allemande étrangère, etc. C'est-à-dire un programme où le facteur national de la lutte antinazie était souligné dans chaque point⁵³.

Le mouvement mondial s'affirma rapidement : en dehors de la Grande-Bretagne, s'y rattachèrent les mouvements autrichiens libres dans les dominions britanniques (*Austrian Society and Friends of Austria* en Palestine, *Egyptian Section of the Free Austrian World Movement*, *Austrians in Mauritius*, *Free Austrian Association in South Africa*), les 13 organisations d'émigrés autrichiens réunies au *Comité Central Autrichien pour l'Amérique Latine* (Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Chili, Cuba, Ecuador, Paraguay, Saint-Domingue, Uruguay et Venezuela) ; ces « Sud-Américains » étaient depuis longtemps étroitement liés au F.A.M. Le mouvement mondial de la jeunesse autrichienne, fondé en 1943, se joignit également au F.A.W.M., et en automne

52 Nous rappelons que nous ne pouvons ni ne voulons tenir compte des diverses polémiques rétrospectives. L'important pour nous est d'analyser les différentes prises de position à l'égard du sentiment national autrichien qui se manifestait avec une vigueur accrue dans l'Autriche occupée. Constatons toutefois que le *Comité représentatif autrichien*, initié par les socialistes, se donna un programme-cadre où il se prononçait pour la « création d'une République autrichienne indépendante, véritablement démocratique, dans laquelle toutes les racines du fascisme seraient extirpées ». Mais il n'est pas fait mention de la nation autrichienne. A cette époque, d'autres projets existaient pour la création de représentations autrichiennes officielles à l'étranger ; ils n'aboutirent nulle part. Franz West étudie la question dans son rapport au *Symposium* intitulé *Die österreichische Weltbewegung - Weder Exilregierung noch Nationalkomitee*, dans *Protokoll*, p. 87-96, de même que Peter Dusek dans sa communication *Nachkriegskonzeptionen für Österreich. Exilwiderstand und die Nationale Frage*, où il expose les différentes conceptions développées à cette époque, avant et après la déclaration de Moscou. Voir *Protokoll*, p. 230-243.

53 Ce programme comporte dix points et demande entre autres le châtimement des criminels de guerre ; voir Maimann, *op. cit.*, p. 185.

1944, *Austrian Action* de Ferdinand Czernin, le groupe autrichien le plus nombreux des Etats-Unis, adhéra en même temps que le groupe mexicain *Accion Republicana Austriaca Mexico* et une organisation d'exilés en Australie. Au fur et à mesure de l'avance des alliés, de nouvelles organisations autrichiennes se constituèrent dans les territoires libérés, en Italie par exemple : en septembre 1944, le premier groupe du *Free Austrian Movement* fut fondé à Bari et se joignit au mouvement mondial. « Le président du groupe fut Alexander Sacher-Masoch et l'un des membres les plus connus Franz Theodor Csokor⁵⁴. » Avant de revenir à l'Autriche, et quitte à anticiper quelque peu sur les événements, il nous faut encore parler de l'organisation que se donnèrent, en automne 1944, les prisonniers de guerre autrichiens en Union soviétique. Nous avons fait état de divers préparatifs dans ce sens ; après la déclaration de Moscou, ces travaux d'approche s'accélérent pour aboutir, le 26 novembre 1944, à la constitution du *Bureau antifasciste des prisonniers de guerre autrichiens (ABÖK)*⁵⁵. Frick a raconté la première réunion de ce bureau qui eut lieu au camp 27 zone I, avec le mot d'ordre « Pour une Autriche libre, indépendante et démocratique » sous les couleurs rouge-blanc-rouge et où se rencontrèrent des délégués des six zones du camp 27, du camp 165 et du camp 206. « Les membres du bureau furent choisis de manière à assurer un équilibre sociologique ; le premier président fut le lieutenant Andreas Kirschhofer, paysan de Styrie⁵⁶. » Ce qui nous intéresse, ce sont les motivations qui ont amené ces soldats à se reconnaître antifascistes et patriotes autrichiens. Dans son allocution d'ouverture, le lieutenant Kirschhofer le dit d'emblée : « Nous avons tous été plus ou moins prisonniers de l'idéologie nazie, mais au cours de notre captivité nos opinions ont fondamentalement changé. C'est en captivité que nous avons pris conscience des crimes du système hitlérien. Nous avons commencé à le haïr et dans le même temps s'est développé en nous un amour chaleureux pour notre patrie... » Il exposa ensuite les tâches du bureau, mettant en première place l'éducation antifasciste des prisonniers de guerre, la lutte pour la libération nationale étant en même temps une lutte pour la libération

54 Maimann, *op. cit.*, p. 185.

55 *Antifaschistisches Büro Österreichischer Kriegsgefangener* = ABÖK.

56 Frick, *op. cit.*, p. 33. Les autres membres du comité furent : président-adjoint, le lieutenant Hans Unterberger, instituteur, de Salzbourg, le caporal Karl Frick, du Tyrol, secrétaire, ainsi que le lieutenant Georg Gutschy, ingénieur de Vienne, le caporal Josef Jachs, paysan de Haute-Autriche, le commandant Erich Jiras, industriel de Vienne, le caporal Rudolf Kühner, ouvrier, de Haute-Autriche, le caporal Gottfried Popelka, comptable, de Vienne, et le médecin-major Hugo Sedlak, médecin de Basse-Autriche.

de l'idéologie fasciste. Une autre tâche était l'objectif d'éduquer de vrais patriotes prêts à défendre l'indépendance de l'Autriche⁵⁷. Parmi les prisonniers, nombreux furent ceux qui exprimèrent leur satisfaction de voir se constituer l'ABÖK, à leurs yeux une base solide permettant de rassembler les prisonniers de guerre autrichiens. Car la préoccupation de la majorité des anciens soldats et officiers de la Wehrmacht, rassemblés là, était de travailler pour l'avenir de l'Autriche indépendante. Bientôt l'ABÖK eut des ramifications dans de nombreux camps : pour l'essentiel, son travail consista à éduquer les prisonniers dans un esprit autrichien ; plusieurs membres participèrent également à des émissions de Radio Autriche pour faire savoir, chez eux, leur changement d'attitude⁵⁸. Un moment important de l'activité de l'ABÖK fut l'appel que lança un des généraux les plus prestigieux, d'origine autrichienne, le lieutenant-général Franek, commandant de la division *Hoch- und Deutschmeister* bien connu des Autrichiens comme ancien régiment de la garde de la Hofburg ; le 12 janvier 1945, il demanda aux soldats autrichiens de cesser la lutte pour Hitler et d'abandonner la Wehrmacht : « Vous devez vivre et lutter pour l'Autriche ! » leur dit-il.

DÉBARQUEMENT EN NORMANDIE ET 20 JUILLET 1944

Des deux événements les plus marqués de cette année 1944, l'un concerna l'évolution de la guerre, l'autre fut, si l'on peut dire, un événement intérieur à l'Allemagne. Sans aucun doute, le débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944, eut des répercussions sur la tentative de renverser Hitler, le 20 juillet 1944, préparée par un groupe d'officiers allemands sous la direction du colonel Stauffenberg. Survenant après une série de graves revers militaires du III^e Reich, le débarquement anglo-américain réussi fit comprendre à tous ceux qui n'avaient pas totalement sombré dans le délire hitlérien que la fin du III^e Reich était proche. Se débarrasser de Hitler et de ses proches devenait donc une question de première urgence pour quiconque voulait, du côté allemand, améliorer tant soit peu la position de l'Allemagne au moment de la capitulation finale. Nous savons aujourd'hui, qu'à cet égard, les conjurés du 20 juillet se firent de grandes illusions : ils crurent en effet qu'après un succès éventuel de leur tentative, ils pourraient négocier la paix avec les alliés, et le « plan de paix » de Goerdeler

57 *Ibid.*

58 Frick relate en détail les phases de l'activité de l'ABÖK ; Vogelmann, *op. cit.* en rend compte également lorsqu'il fait état des émissions de *Radio Autriche* (Sender Österreich).

comportait entre autres le maintien de l'Autriche dans le Reich. Nous avons vu ce que pensaient à ce propos les principaux facteurs politiques autrichiens : l'anschluss, pour eux, c'était du passé.

Nous n'analyserons pas ici les raisons de l'échec de la conjuration du 20 juillet 1944, mais plutôt les circonstances qui, sans l'échec de Berlin, auraient permis le succès à Vienne.

Pour ce faire, nous aborderons un aspect jusqu'ici non traité de la Résistance autrichienne : la Résistance des Autrichiens, hommes de troupes et officiers, à l'intérieur de la Wehrmacht, Résistance qui existait bel et bien et qui se distingua de la Résistance « civile » par le fait qu'elle n'entreprit pas d'actions individuelles, mais se prépara patiemment au jour J, s'entourant d'innombrables mesures conspiratives, tout en mettant en place une organisation prête à fonctionner, une fois l'alerte déclenchée⁵⁹.

Nous disposons de plusieurs rapports personnels sur l'activité des patriotes autrichiens à l'intérieur de la Wehrmacht ; avant d'en donner quelques extraits, nous nous reportons au récit de Hans Becker sur la Résistance autrichienne : « Depuis l'année 1942, un état-major constitué uniquement par des officiers autrichiens à l'intérieur de la XVII^e circonscription militaire (Vienne, Basse Autriche et les régions frontalières au Nord et à l'Est) avait établi les structures nécessaires à la réalisation d'un vaste programme :

1. Concentrer des officiers et soldats autrichiens dans le pays en les chargeant de fonctions importantes ;
2. Empêcher la dissémination des soldats autrichiens et créer, si possible, des unités à 100 % autrichiennes, en contrecarrant la direction suprême de l'armée ;
3. Prendre contact avec les armées de libération alliées ;
4. Détacher les Autrichiens enrôlés dans la Wehrmacht allemande des unités combattantes ;
5. Recenser ces forces et celles des troupes territoriales en Autriche, de même que les forces de la milice populaire et de la Résistance clandestine dans la mesure où elle dispose de groupes de combat ;

⁵⁹ Nous ne parlons pas ici des milliers de soldats autrichiens déferés devant les tribunaux militaires soit pour désobéissance, pour démoralisation de la Wehrmacht (*Wehrmachtzersetzung*), ou pour désertion ; nous renvoyons une nouvelle fois à l'ouvrage de Friedrich Vogl, *Widerstand im Waffenrock*.

6. Faire obstacle à l'aménagement de fortifications et à la destruction d'ouvrages d'art vitaux ;
7. Enfin, lutter avec les armées de libération alliées contre les troupes nazies, avant tout contre les SS ⁶⁰. »

Les motivations patriotiques de ces militaires ressortent des nombreux mémoires rédigés après la guerre par les membres de cette Résistance militaire, comme on s'en aperçoit à la lecture de quelques brefs passages ⁶¹.

Chez certains de ces groupes organisés et commandés militairement, la Résistance aboutit finalement à des batailles rangées avec des unités SS ⁶².

La personnalité centrale de toute la Résistance militaire fut sans aucun doute le commandant Karl Szokoll qui joua un rôle de premier plan dans les événements du 20 juillet 1944. Le déroulement de cette journée, de même que ses tenants et aboutissants, ont été longuement décrits et commentés par Ludwig Jedlicka qui reproduit à la fin de son ouvrage le rapport de Kaltenbrunner sur l'état d'esprit de la population viennoise en septembre 1944, que nous avons déjà cité ⁶³, mais qui n'est pas à proprement parler en relation directe avec les événements du 20 juillet et traduit plutôt l'évolution générale de la guerre et de la situation politique et militaire. L'histoire du 20 juillet 1944 en Allemagne a été l'objet de nombreuses études qui n'entrent pas dans le cadre de notre travail ; ce qui nous intéresse, c'est l'aspect autrichien de l'affaire à Vienne et, à cet égard, nous nous contenterons de trois témoignages et jugements : de Jedlicka, l'historien, de Molden, le résistant conservateur, et de Szokoll lui-même, l'officier autrichien au

60 Hans Becker, *op. cit.*, p. 21. Ce plan ambitieux ne fut qu'en partie réalisé A Vienne, certaines unités de la Wehrmacht étaient totalement infiltrées par la résistance ; un atelier qui fabriquait des papiers militaires fonctionnait à plein rendement. Un groupe de médecins militaires reconnaissaient comme malades ou envoyaient en cure nombre de soldats ; nombreux furent les résistants qui purent éviter d'aller au front et qui bénéficièrent d'affectations à Vienne même ; certains furent même intégrés dans les services médicaux de la Wehrmacht. Des déserteurs furent pourvus de faux papiers ou d'ordres de mission. Vers la fin de la guerre, selon certaines sources, on comptait plus de 40 000 déserteurs à Vienne ; d'autres sources, il est vrai, parlent de 30 000 déserteurs.

61 DWuV, vol. 3, p. 413.

62 Voir les rapports consignés dans R-W-R, p. 151-160.

63 Ludwig JEDLICKA, *Der 20. Juli 1944 in Österreich* (Serie : Das einsame Gewissen), Verlag Herold, Wien, 1965, 188 p. Pour plus de détails se reporter à cet ouvrage.

centre de la plus grande action anti-hitlérienne ponctuelle à l'intérieur des frontières du III^e Reich.

Après avoir exposé les objectifs politiques des conjurés du 20 juillet, dont nous savons déjà que pour un Autrichien patriote ils étaient inacceptables, Jedlicka écrit : « L'action à Vienne et, à partir de là, dans toute l'Autriche, se fondait sur deux intentions politiques entièrement différentes (de celles des Allemands n. d. a.) : d'abord sur la réussite du soulèvement dans sa totalité, ensuite — comme il ressort de la planification politique et du choix de personnes ⁶⁴ — sur le début de la conquête d'une indépendance autrichienne à la suite de l'évolution politique après le jour J ⁶⁵. »

Plus explicite, l'appréciation de Molden va dans le même sens : « La situation en Autriche, en ce qui concerne l'aspect militaire du 20 juillet 1944, était tout à fait particulière et se distinguait en tous points de celle du reste du III^e Reich. Il y avait à Vienne d'une part un groupe d'officiers allemands appartenant à la fronde des officiers allemands, donc de la Résistance, mais qui se trouvaient en ce moment en Autriche. D'autre part, d'innombrables Autrichiens s'étaient infiltrés en tant qu'officiers, sous-officiers et soldats dans différents postes-clé de la 17^e et de la 18^e circonscription militaire. Ces Autrichiens, au sein de la Wehrmacht allemande sur le sol autrichien, fournirent dès les premières années de la guerre nombre d'excellents résistants et alimentèrent une série de groupes actifs du secteur militaire de la Résistance autrichienne. L'évolution fut la même en dehors de Vienne, notamment à Salzbourg et à Innsbruck où le mouvement fit de rapides progrès. Le chef du premier groupe, c'est-à-dire de l'opposition d'officiers allemands à Vienne, fut le colonel Marogna-Rednitz, chef du contre-espionnage allemand pour le Sud-Est, alors que le coordonnateur et chef de la Résistance militaire autrichienne dans la XVII^e circonscription, c'est-à-dire à Vienne, Basse Autriche, Burgenland et Haute Autriche, fut le capitaine Karl Szokoll ⁶⁶. »

Quant au principal acteur, le commandant Szokoll, il a après la guerre expliqué son action ⁶⁷. Nous nous bornerons ici au passage de

64 Les « délégués politiques » pour l'Autriche, prévus par les conjurés, étaient Karl Seitz, ancien maire de Vienne et ancien président du parti social-démocrate, Josef Reither, ancien gouverneur de Basse-Autriche, dirigeant paysan du parti chrétien-social. Deux personnalités très populaires en Autriche et qui, depuis longtemps, s'étaient prononcées contre l'anschluss.

65 Jedlicka, *op. cit.*, p. 53.

66 Molden, *op. cit.*, p. 153.

67 Extraits de : Karl SZOKOLL, *Tätigkeitsbericht über die militärischen Planungen und den Einsatz von Österreichern zur Beschleunigung der Befreiung vom Nazismus*, 1946, DÖW, 590, (DWuV, vol. III, p. 419-426).

son rapport qui concerne le 20 juillet 1944, l'autre partie, de loin la plus longue, concerne l'organisation de la Résistance militaire dès le début jusqu'en 1945. Voici ce qu'écrivit le chef de l'action du 20 juillet 1944 à Vienne :

« Après s'être familiarisé d'une manière approfondie avec les structures d'organisation du III^e Reich qui, malgré le talent d'organisation généralement reconnu aux Allemands, étaient les plus confuses qu'on puisse imaginer, notamment en ce qui concerne l'organisation des plus hautes instances (sans doute suivant le principe *divide et impera*), après la désignation des premiers hommes de confiance à des postes-clé, et après avoir pris contact avec des Autrichiens dans les services plus élevés que le mien, il fut possible pour la première fois, d'établir un programme d'action avec des objectifs limités. Ce programme se fondait sur l'idée d'une chute de Hitler provoquée par la Wehrmacht et mena aux événements connus du 20 juillet 1945. Bien que je n'eusse pas eu connaissance des objectifs politiques que poursuivraient, après la chute de Hitler, les principaux instigateurs... je saisis l'occasion qui s'offrait, notamment après avoir été nommé chef du service d'organisation au commandement adjoint du XVII^e corps d'armée (circonscription), d'insérer dans le cadre de l'organisation officielle, dont la tâche était de prévenir des troubles à l'intérieur, une organisation secrète... Lors d'un voyage à Berlin, j'eus l'occasion de parler avec le colonel comte Stauffenberg. Les préparatifs étaient alors si poussés qu'au début de l'été 1944 et pour les régions de Vienne, Basse Autriche et Haute Autriche, je donnai l'assurance d'être prêt à prendre le pouvoir dans les quatre heures pour le compte de la Wehrmacht, d'une Wehrmacht antinazie. Le 20 juillet apporta la preuve de cette affirmation. Non seulement nous avons réussi à prendre le pouvoir dans le délai indiqué, mais nous avons pu le préserver jusqu'au moment où, après l'élimination des chefs de Berlin, les contre-ordres furent donnés le lendemain ⁶⁸.

68 Il existe de nombreux récits, très dramatiques, de cette journée ; le plus vivant est celui de Szokoll, repris dans la plupart des ouvrages historiques traitant de cette époque. Dans un article qui parut dans *Die Presse*, les 31 janvier et 7 février 1948, Szokoll décrit les événements de cette journée déclenchés par le mot de code *Walküre*. Ci-après le passage sur l'arrestation des principaux chefs nazis de Vienne : « In knapp einer Stunde hatte ich die gesamten Garnisonen und Standorte Wiens, Nieder- und Oberösterreichs alarmiert, und schon liefen die ersten Meldungen über die befohlenen Bereitstellungen und die Besetzungen der Gebäude des Staatsapparates ein. Die zweite der für das Gelingen des Putsches erforderlichen vier Stunden brach heran, alles verlief programmgemäss. Noch schlief die vielköpfige Hydra der Partei- und SS-Dienststellen ahnungslos. In den Bureaus des kommandierenden Generals und des Chefs des Generalstabes begannen die

Quant à la justesse de la décision de ne pas continuer le soulèvement pour notre propre compte, tous ceux qui connaissent la force dont disposaient encore les bonzes nazis, n'en douteront point ⁶⁹. »

Le succès de cette action à Vienne, jusqu'au moment où l'échec dans le Reich devint évident et contraignit les officiers à Vienne à battre en retraite, a simplement montré qu'il était possible de paralyser d'un seul coup les appareils imbriqués de la Wehrmacht, du parti et des SS en prétextant une action légale sous le mot d'ordre *Walkyrie*, applicable en cas de troubles intérieurs. Que tout se soit passé « dans la légalité absolue » trouve sa preuve dans le fait que de tous les officiers supérieurs qui avaient participé à l'action à Vienne, trois seulement furent arrêtés : les colonels Marogna-Rednitz, Bernadis et Kodré. Les deux premiers furent pendus, le troisième déporté au camp de concentration de Mauthausen. Mais la tête de l'entreprise à Vienne, le commandant Szokoll, échappa à l'arrestation, personne n'avait indiqué son nom au cours des interrogatoires cruels de la Gestapo ⁷⁰. Il eut ainsi la possibilité de réorganiser et d'élargir encore l'organisation militaire de la résistance en vue des journées décisives de la libération, en avril 1945.

Le « fichier » dont se servit la Gestapo après l'échec du putsch du 20 juillet, contenait les noms de tous les suspects politiques, et des centaines de personnes furent arrêtées qui, ni de près ni de loin, n'avaient touché aux préparatifs du 20 juillet ; beaucoup d'entre elles avaient été des résistants actifs, souvent sans éveiller les soupçons de la Gestapo. Ainsi, la Résistance subit le contre-coup de la conjuration des officiers. Malgré cela, l'activité des divers groupes antihitlériens

Vorbereitungen für die Verhaftungen der Parteifunktionäre, die zu einer dringenden Sitzung in das Generalkommando geladen worden waren. Um Misstrauen zu vermeiden, wurde das grosse Tor wieder geöffnet, und bald fuhr das erste der grossen Luxusautos der Parteiführer in den Hof, dem Gaupropagandaleiter Frauenfeld entstieg. Ich gab der Wache die Weisung : ' Alle Personen, die nicht Wehrmachtsuniform tragen, sind am Verlassen des Gebäudes zu hindern, im Weigerungsfall festzunehmen, bei Widerstand ist von der Waffe Gebrauch zu machen ' ... Als der nächste Wagen vorfuhr und Gauleiterstellvertreter Scharitzer mit zwei Adjutanten mit Pistolen bewaffnet eintrat, war die Hydra bereits im Erwachen. » Szokoll donne ensuite un aperçu complet de la journée jusqu'à l'échec du putsch ; les SS libérés téléphonent alors à la Centrale de la gestapo pour qu'elle s'empare de toutes les personnes inscrites dans le « fichier », et il conclut : « Hunderte wurden noch in jener Nacht verhaftet, Hunderte und Hunderte folgten. »

⁶⁹ SZOKOLL, *Tätigkeitsbericht*, DÖW 590, art. cit.

⁷⁰ Karl Seitz et Josef Reither furent arrêtés, détenus pendant un certain temps, puis assignés à résidence dans le Reich.

en Autriche, dans les villes comme dans les montagnes où opéraient les partisans, se renforça considérablement dans les derniers mois de 1944, tandis que dans les territoires devenus champs de bataille, comme la France, les fruits du travail qui avait exigé tant de sacrifices se révélèrent au grand jour : dans les jours de la libération de Paris, tout un groupe de soldats autrichiens passa du côté des F.F.I. en se référant explicitement au travail du groupe des jeunes filles du T.A. ; ces soldats ont participé à l'assaut contre le ministère de la Guerre ; un lieutenant viennois se présenta avec son unité auprès des armées alliées en se « légitimant » avec des tracts du T.A. ; des soldats autrichiens du terrain d'aviation de Villacoublay constituèrent un groupe de sabotage de l'Ö.F.F., une compagnie d'infanterie se joignit avec son aumônier à l'Ö.F.F. et, transférée à l'Est, se rendit à l'Armée Rouge, utilisant les tracts de l'Ö.F.F. comme preuves de sa loyauté. La Gestapo elle-même confirma l'efficacité des militants du T.A., lorsqu'au cours des interrogatoires elle leur lança : « C'est à toi, animal, que nous devons que nos soldats passent à l'ennemi ⁷¹. » En Autriche, la propagande de Radio Autriche, dirigée par des communistes exilés en Union soviétique, fut répercutée par de nombreux tracts se réclamant de l'Ö.F.F. Dès le débarquement allié du 6 juin, Radio Autriche lança des appels « Au soutien des partisans en Carinthie, à la destruction des lignes de communication de la Wehrmacht, au sabotage. Nous appelons à la désertion en masse de l'armée hitlérienne, à la préparation du soulèvement populaire ⁷² ! » Le 11 juin 1944, le parti communiste s'adressa au peuple autrichien en se basant sur la déclaration de Moscou, et en préconisant la renaissance de l'Autriche à partir de la coopération de toutes les forces patriotiques. L'extrait qui suit nous semble intéressant : « Le parti communiste considère comme l'une des tâches décisives dans la lutte contre la domination allemande étrangère et pour écarter définitivement les influences idéologiques allemandes en Autriche, de développer une forte conscience nationale autrichienne. Il est prêt, en coopération amicale avec les catholiques autrichiens, les démocrates et socialistes à engager toute sa force pour la libération et pour la renaissance politique et morale de l'Autriche ⁷³... »

Les tracts diffusés en Autriche sont comme une réponse à cet appel. Ainsi le « Mouvement de libération autrichien » (österreichische Freiheitsbewegung = Ö.F.) d'obédience conservatrice et libérale diffusa

⁷¹ Voir T. Spiegel, *op. cit.*, p. 67-68.

⁷² Appel de l'ÖFF du 8 juin 1944, cité d'après Vogelmann, *op. cit.*, p. 138.

⁷³ *Die Kommunisten im Kampf für die Unabhängigkeit Österreichs*, *op. cit.*, p. 153-154.

au début de juin 1944 un tract appelant à l'action avec des directives précises : « Chacun peut contribuer à la chute rapide de la tyrannie hitlérienne en diffusant les publications de l'Ö.F., en les recopiant, en sabotant les ordres des autorités nazies, en travaillant plus lentement et avec moins de soin, en gaspillant le matériel et en détériorant les outils, en augmentant la consommation de carburant, de gaz, de courant électrique, de charbon, en prenant contact avec des étrangers et des prisonniers de guerre pour les informer de la situation militaire et politique, en les aidant à s'évader... Après la défaite de Hitler, serons-nous soumis au même traitement que l'Allemagne ? Non, car dans la déclaration sur l'Autriche des trois grandes puissances... il est dit que l'annexion de l'Autriche est considérée comme nulle et non avenue. » Et le tract se termine : Pour la paix — pour la liberté — pour l'Autriche ⁷⁴ ! Pendant toute l'année 1944, l'Ö.F. publia ses *Informations* et on remarque que vers la fin de l'année une fusion dut être réalisée avec l'Ö.F.F. car, au début de décembre 1944, un journal *Österreichischer Freiheitskämpfer* est publié par l'Ö.F. qui appelle à former partout des organisations de l'Ö.F.F. Il est surtout question dans ce journal de la formation des bataillons autrichiens en accord avec l'armée populaire slovène, mais il contient également de nombreux rapports sur « le front des partisans autrichiens ⁷⁵ ». A la fin décembre, un nouveau numéro appelle à la lutte active et armée, car « le moment décisif est là, et cela depuis longtemps déjà ⁷⁶ ! ».

Les appels à la lutte se multiplièrent à la fin de 1944 et au début de 1945, et à mesure que le front s'approchait de l'Autriche. Le plus émouvant est peut-être celui que le général Franek, titulaire de hautes distinctions, lança le 22 janvier 1945 à partir de Moscou : « Autrichiens qui êtes au pays et sur les fronts ! Je m'adresse à vous dans une heure grave en tant qu'Autrichien et officier. » Après avoir constaté qu'il avait cru lui aussi à la nécessité d'éviter la défaite militaire, il déclara : « Depuis longtemps, nous, Autrichiens, qui avons cru trouver dans un anschluss avec l'Allemagne un idéal national et un espoir pour un avenir pacifique et de progrès social, nous avons compris que l'anschluss a été en vérité une occupation, le premier pas vers cette terrible guerre... » Et s'adressant aux officiers : « Officiers autrichiens, vous portez, dans cette époque décisive, une responsabilité historique. Votre fidélité appartient uniquement à la patrie autrichienne ! Notre peuple commence la lutte libératrice, dorénavant la Wehrmacht de Hitler ne peut plus être

⁷⁴ Cité d'après DWuV, vol. II, p. 448-449 - DÖW - Bibliothèque 4063/123.

⁷⁵ Photocopie jointe en annexe, DÖW 4063/8.

⁷⁶ Photocopie jointe en annexe, DÖW, 5063/8-3370.

la Wehrmacht des soldats autrichiens ! Ce n'est pas une lâche désertion, mais une audacieuse action patriotique que de vous rassembler, sous votre véritable drapeau autrichien, partout et de quelque manière que ce soit là où vous en avez la possibilité ! Donnez l'exemple dans la lutte pour la libération de l'Autriche ! » Et le général Franek fixa comme but une « Autriche de la liberté, de la paix et du progrès ⁷⁷ ».

On voit donc que les événements politiques et militaires — Stalingrad, débarquements en Afrique du Nord, en Italie, en France, Déclaration de Moscou, etc. — des années 1943 et 1944 avaient éveillé chez un grand nombre d'Autrichiens une nouvelle conscience nationale qui les amena — souvent en contradiction avec leurs anciennes opinions pan-allemandes — à se reconnaître comme patriotes autrichiens et à agir en conséquence.

⁷⁷ Cet appel fut également jeté à des milliers d'exemplaires au-dessus de l'Autriche par des avions britanniques et américains.

CHAPITRE X

VERS UN CONSENSUS NATIONAL

(1944-1945)

CULTURE, LITTÉRATURE ET NATION

Pour décrire un phénomène historique, il faut commencer par en présenter l'histoire ; c'est ce à quoi nous nous sommes appliqués dans les chapitres précédents. Nous avons fait appel aux événements, aux faits, aux actions, aux différentes orientations des facteurs en présence. Mais la nation, le sentiment national, ne reposent pas uniquement sur des bases politiques, économiques ou géographiques. Il leur faut un « supplément d'âme ». Dans la dure lutte politique qu'ils menèrent dans le pays, les patriotes autrichiens trouvèrent certes beaucoup de raisons pour renforcer en eux une conscience nationale qui leur avait fait défaut pendant les vingt années de la Première République, tandis que les exilés, cette autre branche de la nation opprimée, trouvèrent dans la Résistance européenne, dans la lutte aux côtés des alliés pour abattre l'hydre nationale-socialiste, le stimulant qui leur permit de tenir jusqu'au retour espéré. Quant aux prisonniers de guerre, la captivité les aida grandement à prendre conscience aussi bien de leur situation personnelle que de celle de leur patrie. Nous avons vu combien les attitudes, les options concrètes de toutes ces composantes furent déterminées, d'une part par le traitement imposé au pays par les occupants nazis, d'autre part par les perspectives politiques des alliés, plus directement par l'évolution de la guerre dont les grands tournants politiques et militaires provoquèrent autant de déclics dans les consciences.

La nation, catégorie essentiellement historique et par là humaine, a besoin d'un autre ciment pour se sentir une communauté distincte, ciment que peuvent seuls fournir les mille et un liens que tisse, entre tous ses membres, l'activité des créateurs culturels : la musique, les arts, la littérature, surtout la littérature. Mais où était donc la culture autrichienne pendant ces années sombres de 1938 à 1945 ? Nous avons évoqué l'important transfert forcé de la plupart des créateurs culturels soit vers l'exil, soit vers les camps de la mort, et les efforts des puissants

du moment en Autriche pour maintenir un semblant de vie culturelle dans l'*Ostmark* occupée et annexée ; non pas pour maintenir, mais pour *germaniser* cette culture, lui imposer un caractère « allemand », « aryen », « déjudaïsé », déslavisé », « démétèquisé », en un mot « désautriacisé », sous le vernis de quelques grands maîtres importés, présentés au public autrichien comme ersatz de tous ceux qui avaient dû fuir. Parmi ces gloires, les plus notoires furent Richard Strauss, Gerhart Hauptmann et quelques autres, ainsi que de grands acteurs transplantés sur les scènes viennoises. Nous avons montré également le caractère factice de cette « vie culturelle », jalonnée de « prix » de toute espèce pour faire oublier l'excommunication des « autres ».

En vérité, cette vie culturelle n'était qu'une mascarade pour donner le change, pour dissimuler le fait que la fronde grondait aussi dans le secteur culturel ; la fronde de ceux qui continuaient à sentir en Autrichiens et qui perçait souvent dans les satires du *Wiener Werkel*, dans cette fureur subite de faire de la « musique viennoise », des « films viennois » montrant la monarchie défunte dans toute sa splendeur, mais se manifestant aussi dans le silence de ceux qui s'étaient réfugiés dans l'« émigration intérieure ». Celui qui se voulait le grand « protecteur des arts » à Vienne, Baldur von Schirach, n'avait-il pas déclaré, dans un entretien confidentiel avec l'intendant qu'il avait recruté en Allemagne pour ordonnancer la vie culturelle viennoise, qu'il fallait faire de Vienne une véritable *Lasterhöhle*, un lupanar de luxe, avec boîtes de nuit et bordels chics, aptes à attirer les magnats hongrois ou autres latifundistes du Sud-Est européen alors dans l'orbite du Reich grand-allemand ?

Aussi nous faut-il encore une fois revenir à ceux qui, chassés de leur pays, pouvaient alors faire entendre la voix de ce que, depuis lors, tout le monde a reconnu comme celle de la véritable Autriche, à ceux qui continuèrent à l'étranger la lignée des grands créateurs autrichiens, de Sigmund Freud à Oscar Kokoschka, de Joseph Roth à Stefan Zweig, d'Arnold Schönberg à Egon Wellesz.

Que faisaient-ils pendant ces années, que ressentaient-ils, comment s'exprimaient-ils, quel fut leur rôle et leur apport de 1938 à 1945 ? C'est à cet aspect plutôt qu'à des questions hautement théoriques que nous voulons consacrer ces remarques. En rassemblant des témoignages individuels, en résumant des recherches très partielles faites jusqu'à ce jour dans ce domaine, en présentant quelques textes et documents inédits, nous espérons apporter une nouvelle pièce à ce dossier difficile à établir : le maintien, la défense de la culture autrichienne dans l'exil, le véritable exploit des exilés, leur *kulturelle Leistung*. Nous sommes

conscients qu'un chapitre ne suffira pas, mais disons d'emblée que dans le cadre du dessein général que nous poursuivons, malgré l'importance de cet aspect du devenir de la conscience nationale, il n'est cependant qu'un élément, essentiel sans doute, mais malgré tout un élément. En lui consacrant une trop grande partie de notre travail, nous courrions le risque de déséquilibrer le tableau d'ensemble. Mais si ce que nous en dirons peut inciter à des recherches plus approfondies, mener à des ouvrages plus complets et plus différenciés sur ces aspects de l'austriacité, nous n'en serions que plus fondé à y voir une confirmation.

LES ÉCRIVAINS EN EXIL — VOIX DE L'AUTRICHE

La maladie de l'exil fut mortelle pour Joseph Roth, pour Stefan Zweig et pour maint autre écrivain moins illustre. Tous, avant de mourir, ont participé à ce « cri de papier » — pour paraphraser Mao — que fut la littérature des exilés. Cri de papier, la littérature de l'exil ? Certes, mais non sans efficacité, car « avec eux ils ont emporté l'Autriche dans le monde ¹ », afin que ne « s'éteigne pas ce foyer de l'esprit qu'est l'Autriche ² ». Les écrivains en exil, sans exception on peut le dire, se considérèrent dès le premier jour comme une partie, séparée par la force, de la résistance dans le pays. Leur impératif catégorique fut d'utiliser la possibilité de s'exprimer pour dire ce que leurs camarades demeurés en Autriche ne pouvaient plus faire : clamer que l'Autriche était prisonnière d'un occupant étranger, d'un geôlier qui l'étouffait chaque jour. En publiant en allemand ou dans la langue du pays d'accueil, ils témoignèrent pour l'Autriche, pour sa résurrection, d'une façon souvent plus efficace que certains hommes politiques ³.

On peut dire, sans exagérer, que cette activité des écrivains autrichiens en exil a résolu radicalement un problème théorique qui, il est vrai, hante encore aujourd'hui trop d'esprits très spécialisés, à savoir : existe-t-il une littérature autrichienne ou celle-ci n'est-elle qu'une branche un peu particulière de la littérature allemande. Sans vouloir entreprendre ici une défense et illustration de la littérature autrichienne, ce qui serait insérer une thèse dans la thèse, il nous faut cependant faire quelques remarques à ce sujet, ne serait-ce que parce que dans

1 Arthur BREYCHA-VAUTHIER, *Sie trugen Österreich mit sich in die Welt*, Eine Auswahl aus den Schriften der österreichischen Emigration, Wien, 1962, 173 p.

2 Paul Painlevé, « L'Autriche, c'est un foyer de l'esprit qui ne doit pas s'éteindre. »

3 Il faut noter que la plupart des écrivains en exil continuèrent à écrire dans leur langue maternelle ; les exceptions furent rares.

ce domaine la recherche germanistique, et singulièrement la germanistique française, a un retard certain à combler. Disons que la tradition pan-germaniste combinée à une certaine façon de concevoir le cartésianisme s'opposent à la clarification du problème dont la solution ne pourra être trouvée qu'en considérant la littérature autrichienne comme un domaine de recherche majeur, non opposé mais bien distinct de la littérature allemande. Transposé dans le domaine scientifique de la recherche littéraire, il s'agit du même problème qui se pose dans le domaine historique et politique : celui de la nation autrichienne. Selon qu'on veut reconnaître ou non son existence et son devenir, on abordera de façon différente la littérature autrichienne. Là non plus, nous ne nous laisserons pas prendre au piège des définitions ; mais en jetant un bref regard en arrière, on s'apercevra que cette littérature autrichienne existe depuis bien longtemps, qu'elle a connu des hauts et des bas, mais a toujours émergé des ténèbres et souvent étonné le monde. A condition évidemment qu'on prenne la peine de s'en apercevoir, ce que négligent ceux qui en auraient la charge, comme l'a constaté amèrement l'un des germanistes français qui s'en occupe précisément⁴.

Tout en nous défendant d'ouvrir ici la discussion sur le caractère fondamental de la littérature autrichienne — discussion qu'il faudra bien un jour mener à son terme — nous constaterons simplement avec Walter Weiss que « c'est justement la littérature autrichienne qui peut démontrer qu'il n'est pas possible de comprendre la littérature simplement comme le produit d'une langue donnée⁵ ».

4 Voir Roger BAUER, *Lasst sie koaxen, die kritischen Frösch' in Preussen und Sachsen - Zwei Jahrhunderte Literatur in Österreich*, Europa-Verlag, Wien, 1977. Nous proposons pour ce titre la traduction suivante : « Laissez-les coasser, les grenouilles critiques en Prusse et en Saxe ! », mais il est évident que des grenouilles critiques existent aussi ailleurs.

5 Walter WEISS, *Literatur*, dans *Österreich-Die Zweite Republik*, op. cit., p. 439-476, p. 441. Weiss défend ce point de vue dans beaucoup d'autres articles ; voir entre autres *Österreichische Literatur - eine Gefangene des Habsburgischen Mythos ?* dans *Geschichte in der österreichischen Literatur*, Hirt-Verlag, Wien, 1970, 147 p. art. cit. p. 55-72 ; dans le même ouvrage, on trouve également un article d'Adalbert SCHMIDT, *Der Österreich-Gedanke in der Dichtung des zwanzigsten Jahrhunderts*, op. cit., p. 111-133 ; voir du même *Dichtung und Dichter in Österreich im 19. und 20. Jahrhundert*, 2 vol., Salzburg, 1964. Le problème de la littérature autrichienne est également traité dans les ouvrages d'Albert FUCHS, *Geistige Strömungen in Österreich 1867-1918*, Globus-Verlag, Wien, 1949, de Claudio MAGRIS, *Der Habsburgische Mythos in der Österreichischen Literatur*, Otto-Müller-Verlag, Salzburg, 1966, du même, *Weit von wo - Verlorene Welt des Ostjudentums*, Europa-Verlag, Wien, 1971, de Joseph STRELKA, *Brücke zu vielen Ufern - Wesen und Eigenart der österreichischen Literatur*, op. cit., de Walter JAMBOR, *Österreich im Schrifttum*, Buchklub der Jugend, Wien,

Justement, en considérant les activités des écrivains autrichiens pendant ces années d'exil, nous retrouverons nombre de ceux que nous avons énumérés dans le précédent chapitre, et en abandonnant les sentiers élevés, mais pauvres en oxygène des grandes théories, les écrivains autrichiens, en écrivant, ont démontré leur spécificité à la fois par leur écriture, par leur pensée, par leur démarche et par les sujets qu'ils ont traités. En passant en revue, même rapidement, ce qu'ils ont écrit pendant ces années, on s'aperçoit que chaque mot respire l'Autriche, et notamment le sentiment le plus fort, le plus lancinant qui envahit un écrivain en exil : la nostalgie de la patrie. Pas un ne reporta ce sentiment sur l'Allemagne, ce fut comme si elle n'existait pas et si elle apparaît, c'est en qualité d'Allemagne hitlérienne, celle qui porte la responsabilité de tant de souffrances physiques et morales. Devant la réalité de l'exil, toute les théories disparaissent rapidement : les écrivains autrichiens font bien de la littérature autrichienne.

Comment trouver les traces de leurs activités, de leurs pensées, de leurs préoccupations ? En premier lieu dans les différents journaux et revues que l'émigration autrichienne a pu se donner, et dont nous avons déjà nommé les plus importants : *Die österreichische Post*, *Nouvelles d'Autriche*, *Zeitspiegel*, *Austro-American-Tribune*, mais aussi dans des publications de moindre envergure, dans des œuvres individuelles, des recueils de poèmes, etc. La richesse de cette création, et sa grande diversité, ne pourra évidemment être appréciée à sa juste valeur dans ces quelques pages où ne seront présentés que quelques échantillons⁶. Il s'agit toutefois d'une tentative, aussi modeste soit-elle, pour sortir la littérature des exilés autrichiens du ghetto où la tient enfermée jusqu'ici la recherche officielle. Un premier pas dans cette direction a été accompli par le Symposium sur l'exil autrichien qui, dans le domaine littéraire, représente également une riche source d'informations. Il est regrettable cependant qu'aucune communication n'ait été présentée sur la presse en exil.

1962 ; très important : Ferdinand WERNIGG, *Zeugnis für Österreich in Literaturkritik, eine Dokumentation*, dans *Die Wiener Stadtbibliothek 1956-1966*, Verlag Jugend und Volk, Wien, 1966, p. 48-174 ; voir également Klaus GEISSLER, *Zu Literatur und Literaturgesellschaft Österreichs um die Jahrhundertwende*, dans *Weimarer Beiträge*, 1974/12, p. 53-72, et d'autres ouvrages qu'on trouvera dans la bibliographie.

6 On s'aperçoit ici de la grande lacune que représente l'absence d'une recherche globale sur l'exil en général et sur l'exil autrichien en particulier. Au Symposium sur l'exil, Viktor Suchy a très sérieusement posé le problème et amèrement regretté l'état déficient où se trouve la recherche sur la littérature autrichienne de l'exil. Voir V. SUCHY, *Probleme der Erforschung der österreichischen Exilliteratur*, dans *Protokoll*, p. 246-256.

Dans *Die österreichische Post* se retrouvaient les signatures les plus célèbres de la littérature autrichienne : Stefan Zweig, Joseph Roth, Franz Theodor Csokor, Franz Werfel, Alfred Polgar, Roda Roda qui, à leur tour, évoquaient d'autres noms, ceux des disparus dans les camps nazis. Suivant la ligne conservatrice, légitimiste de ce journal, ils s'abandonnèrent souvent dans leurs contributions aux souvenirs romantiques d'un passé doux-amer, celui de la monarchie des Habsbourg, mais la valeur littéraire de leurs écrits ne s'en ressentit pas et la transfiguration du passé révolu à jamais, ils en étaient conscients, faisait simplement partie du message littéraire qu'ils avaient à transmettre, comme la *Kapuzinergruft* de Joseph Roth, publiée en feuilleton, ou les réflexions brillantes de Franz Werfel, *Heimkehr ins Reich*, qui termina son excursion dans le passé par une profession de foi inébranlable dans la résurrection de l'Autriche : « Wie reich sind wir doch in unserm Exil, wie lang auch immer es dauern möge, reicher als andre ! Denn in einer Welt der vollkommenen Verwirrung und Verdrehung wissen wir, festen Glaubens und Willens, *wohin* wir heimkehren werden ⁷. »

Après la mort de Joseph Roth, tous ses amis du monde littéraire répondirent présents pour lui dire adieu et ce numéro de *Die österreichische Post* est une mine d'or pour les chercheurs sur Roth. La quintessence de son éloge funèbre se trouve dans la dernière phrase du discours d'adieu — *Abschiedsrede* — de Stefan Zweig, dont la tonalité nostalgique et pessimiste laisse déjà pressentir le destin de l'auteur lui-même : « Aber nun, zum erstenmal seiner dichterischen Kraft bewusst, unternahm es Roth, auch den anderen Menschen in sich darzustellen : den österreichischen Menschen. Und abermals wissen Sie, welches Werk ich meine — den " Radetzkymarsch ". Wie die alte vornehme und an ihrer inneren Noblesse unkräftig gewordene österreichische Kultur zugrunde geht, dies wollte er in der Gestalt eines letzten Österreichers aus verblühendem Geschlecht zeigen ⁸. » Dans ce dernier Autrichien d'une lignée qui s'éteint, ne croirait-on pas reconnaître l'auteur du *Monde d'hier* lui-même ?

7 « Que nous sommes riches dans notre exil, quelque soit sa durée - plus riches que d'autres - Car dans un monde de confusion et de contorsion totales, nous savons - fermes dans notre foi et dans notre volonté - où nous rentrerons ». Franz WERFEL, *Heimkehr ins Reich*, dans *Österreichische Post*, N° 4, 1^{er} février 1939.

8 « Dès lors conscient pour la première fois de son pouvoir poétique, Roth entreprit de présenter l'autre homme en lui : l'homme autrichien. Et là encore, vous savez à quelle œuvre je pense : La *Marche de Radetzky*. Comment se meurt la vieille et seigneuriale culture autrichienne, affaiblie par sa noblesse inhérente, c'est cela qu'il voulait montrer dans le personnage du dernier Autrichien d'une lignée qui s'éteint ». Stefan ZWEIF, *Abschiedsrede* dans *Österreichische Post*, N° 13/14, 1^{er} juillet 1939

Alfred Polgar, dans sa nécrologie, était plus optimiste et nous en connaissons déjà, pour l'avoir citée, la dernière phrase qui promet à Joseph Roth, dans sa patrie ressuscitée, la gloire qui lui revient.

Des nécrologies, il ne manquait pas d'occasions d'en rédiger à cette époque, et dans celle qu'il rédigea pour Egon Friedell, que nous rapellerons comme dernier témoignage de *Die österreichische Post*, Alfred Polgar ne manqua pas d'inclure tous ceux, comme il disait, qui seront oubliés : « Als die SA-Leute an seiner Wohnungstür erschienen, sprang er durchs Fenster auf die Strasse. In wenigen Tagen wird ein Jahr vergangen sein, seit dieser fröhliche Gelehrte, dieser wahrhaft gelehrte Humorist, sein Leben so trist und tragisch beendete. Es sind damals viele geistige Menschen mit Österreich in den Tod gegangen, freiwillig oder gestossen. Österreich wird wiederkommen. Aber die seinen zeitweiligen Untergang nicht überleben konnten oder durften, bleiben tot. Und werden vergessen. In den bedruckten Papieren Wiens, die einmal Zeitungen hiessen, wurde der Tod Friedells, wenn überhaupt, unter der üppig anschwellenden Rubrik « Selbstmorde » verzeichnet... Also, nicht viel ist zu Ruhm und Andenken Friedells nach seinem Tode geschrieben oder laut gesprochen worden. Es gab kein grosses Abschiednehmen von diesem Schriftsteller, Philosophen, Satiriker, der des freiesten, hellsten Geistes voll war. Sein Schatten verschwand sehr rasch im dichten Schattenzug der Märzgefallenen 1938, aber ihn wird heraufbeschwören müssen, wer ein Bild des geistigen Österreich wird zeichnen wollen, wie es im ersten Drittel unseres Jahrhunderts, mit vielen feinen Facetten funkelnd sich offenbarte. In solchem Bilde darf die Figur Friedell nicht fehlen⁹... »

9 « Lorsque les soudards SA apparurent à sa porte, il sauta par la fenêtre, dans la rue. Dans quelques jours, il y aura un an que ce savant enjoué, cet humaniste véritablement érudit a mis fin à ses jours d'une manière triste et tragique. A cette époque, beaucoup d'hommes d'esprit ont fait avec l'Autriche le grand saut dans la mort, volontairement ou poussés. L'Autriche revivra. Mais ceux qui n'ont pas voulu ou n'ont pas pu survivre à sa disparition passagère, restent morts. Et seront oubliés. Dans les feuilles imprimées de Vienne qui jadis s'appelaient des journaux, la mort de Friedell a été enregistrée, si toutefois elle le fut, sous la rubrique qui s'enfla alors démesurément, celle des « suicides » ... On a donc très peu écrit ou parlé à la gloire et à la mémoire de Friedell, après sa mort. Il n'y eut pas de grands adieux pour cet écrivain, philosophe, satirique, à l'esprit le plus libre qui soit, le plus lumineux. Son ombre disparut très rapidement dans l'épais cortège des ombres des morts de mars 1938, mais il devra être évoqué par quiconque voudra faire un portrait de l'Autriche de l'esprit, telle qu'elle se révéla dans le premier tiers de notre siècle, scintillante de ses multiples facettes. Dans ce portrait, la figure de Friedell ne devra pas manquer... » Alfred POLGAR, *A la mémoire d'Egon Friedell*, dans *Die österreichische Post*, N° 7, 11 mars 1939.

Die Österreichische Post fut relayée, sur un ton plus optimiste, plus combatif et davantage orienté vers l'avenir, par les *Nouvelles d'Autriche* avec Erwin Zucker-Schilling comme rédacteur en chef. Dans les colonnes des *Nouvelles d'Autriche* on retrouve en partie les mêmes signatures, mais d'autres aussi. Franz Werfel, notamment, se montre à la fois optimiste et actif lorsqu'il s'agit de rompre une lance pour la culture autrichienne. Ainsi le 14 janvier 1939, lorsqu'il inaugura une série de soirées littéraires organisées par la *Ligue de l'Autriche vivante* et le *Cercle culturel autrichien* et fut présenté par Louis Gillet comme un écrivain de la grande tradition autrichienne qui, de Rilke à Hofmannsthal, caractérise la spécificité autrichienne. A cette époque, la *Ligue de l'Autriche vivante* réunissait tous les créateurs autrichiens en exil ; elle lança un appel, dont les *Nouvelles d'Autriche* se firent l'écho, à tous, sans considération de leurs opinions politiques, qui fut signé par Fritz Brügel, Gina Kaus, Alfred Polgar, Mopp, E. A. Rheinhardt, Roda Roda, Joseph Roth, Franz Werfel.

Dans le numéro de mars 1939, les *Nouvelles d'Autriche* publièrent l'*Hommage à l'âme autrichienne* de Heinrich Mann et un article de Karl Rohrer sur la culture autrichienne où il constatait l'*Echec d'une tentative d'annexion* à propos de quelques anniversaires : « La tentative d'annexer les œuvres de l'esprit autrichien a connu un échec complet. La culture autrichienne ne se prête pas aux buts nationaux-socialistes, étant donné son originalité qu'elle doit à l'évolution nationale de l'Autriche. En étudiant les articles publiés par les journaux nazis à l'occasion du 70^e anniversaire de la mort d'Adalbert Stifter et du 20^e anniversaire de la mort de Peter Rosegger, on comprend les raisons qui ont déterminé l'échec de cette tentative d'annexion. La culture autrichienne est celle d'une nation à part. Le patrimoine autrichien est caractérisé par un amour de la liberté et de la paix tellement profond, qu'il est impossible de l'exploiter pour la propagande nationale-socialiste.

Adalbert Stifter est l'un des représentants les plus marquants de la culture autrichienne du XIX^e siècle ; le poète allemand Hebbel le raillait comme un Autrichien typique. Quant à Rosegger, il suffit de citer le titre qu'il donna à un chapitre de roman décrivant l'arrivée d'un Allemand dans un village autrichien : " L'Etranger du pays de Prusse. " Rosegger est le grand poète de terroir d'une nation indépendante, dont les œuvres sont pénétrées de bout en bout d'humanisme. Sa " Lettre ouverte " contre l'antisémitisme ne devrait pas inciter les nazis à fêter Rosegger comme l'un des leurs ¹⁰... »

10 *Nouvelles d'Autriche*, N° 2, mars 1939, p. 68-69.

Lorsque la Tchécoslovaquie fut à son tour la proie de Hitler, *La Ligue de l'Autriche vivante* et le *Cercle Culturel Autrichien* protestèrent par la plume de Franz Werfel et de Berthold Viertel dont les déclarations furent reproduites dans les *Nouvelles d'Autriche*. Aujourd'hui, cette publication constitue une documentation en ce qui concerne l'attitude des milieux intellectuels français face au problème autrichien. Les noms réunis dans son comité d'honneur sont à ce sujet éloquentes et valent la peine d'être indiqués : Louis Aragon, Albert Bayet, J. R. Bloch, A. Cotton, Yvon Delbos, Lion Feuchtwanger, Edmond Fleg, G. Hadamard, Reynaldo Hahn, Francis Jourdain, E. E. Kisch, Paul Langevin, J. M. Lahy, L. Lévy-Bruhl, André Morizet, Andrée Marty-Capgras, Heinrich Mann, Darius Milhaud, Margarita Nelken, Paul Nizan, Jean Painlevé, Paul Perrin, Jean Renoir, Henri Wallon, Jean Zyromski — une anthologie. De tous les messages de sympathie, celui d'Andrée Marty-Capgras contient les phrases les plus pertinentes : « Mais qui oserait prétendre que la culture autrichienne, que la nation autrichienne sont mortes ? *Les Nouvelles d'Autriche* montrent qu'il n'en est rien ¹¹... »

L'anniversaire de l'annexion, en mars 1939, donna lieu à une série de manifestations au cours desquelles plusieurs personnalités marquantes de la vie politique et intellectuelle exprimèrent leur sympathie envers l'Autriche, en se référant notamment à sa culture ; ainsi Emile Buré de « L'Ordre » donna un article intitulé « Courage quand même amis Autrichiens », Paul Perrin envoya à la *Ligue de l'Autriche vivante*, le 11 mars 1939, les salutations suivantes : « On peut annexer des territoires, violenter des nations, martyriser des peuples ; mais il est un élément de leur vie collective qui échappe à la brutalité des soudards : la spiritualité ¹²... » Au cours de la même manifestation, Benjamin Crémieux, « déplora l'ignorance où se trouvaient les Français d'avant-guerre quant aux différences fondamentales entre ces deux pays de langue allemande. Haydn, Mozart, Schubert, les poètes et les écrivains de l'Autriche faisaient partie, pour eux, de la civilisation allemande ¹³ ». Quarante années plus tard, ces paroles gardent malheureusement encore trop d'actualité et pour certains la spécificité autrichienne doit toujours être défendue et prouvée, car on peut aussi annexer des écrivains... Les *Nouvelles d'Autriche* s'employaient à cette défense de l'austriacité en publiant fréquemment des considérations culturelles, historiques ou politiques sur le devenir de la nation autrichienne. Kurt Blaukopf écrivit

11 *Nouvelles d'Autriche*, N° 1, février 1939, p. 4.

12 *Nouvelles d'Autriche*, N° 2, mars 1939, p. 98.

13 *Ibid.*

une étude sur *Mozart et les idées de 1789*, les *Nouvelles* publièrent un hommage à Jura Soyfer, mort au camp de concentration, un article d'André Wurmser, *Nation française et nation autrichienne*, un autre essai de Kurt Blaukopf, *Beethoven et la Révolution française*, et un important article de E. A. Rheinhardt, *La France et l'Autriche — Affinités culturelles*¹⁴. Déporté à Dachau en 1943, Rheinhardt, dans les dures conditions du camp, continua à se préoccuper de la littérature autrichienne, comme en témoigne Nico Rost, auteur d'un *Gœthe in Dachau*, avec lequel il eut maintes discussions sur la littérature, notamment sur la littérature autrichienne : « Au cours d'une conversation sur la littérature allemande et autrichienne, conversation que nous reprenions toujours à nouveau, Rheinhardt souligna l'importance qu'aurait à l'avenir une littérature autrichienne libre, puisque le chemin du Sud-Est à l'Ouest passe à travers l'Autriche¹⁵... » Au nom de ses collègues en exil, Rheinhardt avait fait à la Conférence internationale pour la défense de la paix, tenue les 13 et 14 mai 1939 à Paris, une déclaration où il exprimait la solidarité des écrivains autrichiens avec les buts de cette conférence, solidarité grâce à laquelle l'Autriche pourrait elle aussi reconquérir sa liberté et son indépendance.

Les *Nouvelles* se firent également l'écho de l'activité culturelle intense déployée par le *Cercle culturel autrichien* qui organisait des conférences sur l'histoire autrichienne, en particulier sur le combat d'Andreas Hofer en 1809, des concerts où l'on pouvait entendre des œuvres d'Alban Berg et de Schönberg, interdites en Allemagne nazie, et des soirées littéraires avec des acteurs autrichiens connus, comme Oskar Karlweis, Lotte Leonhard, Ludwig Stössl et d'autres. En 1939

14 Le destin tragique de cet écrivain injustement oublié mérite quelques remarques. Emil Alphons Reinhardt, né à Vienne en 1889, mort à Dachau en 1945, s'était établi en France dès 1928, dans une villa du Lavandou, dans le Var, et s'était fait connaître par un recueil de poèmes, des contes et surtout des biographies, parmi lesquelles celle d'*Eleonora Duse*, de *Joséphine*, et d'autres œuvres. L'annexion de l'Autriche l'avait frappé, il participa activement à la fondation de la *Ligue de l'Autriche vivante*, et donna des articles aux journaux des émigrés. Profondément catholique et libéral, il refusa l'adhésion à un parti politique. Dans sa villa, il recevait un grand nombre d'émigrés qui attendaient leur visa pour les U. S. A. Après l'effondrement de la France, lui aussi fut candidat à un visa, qui tarda à venir. Entre-temps, la « zone libre » avait été envahie par les Allemands, et Reinhardt de son côté était entré dans la Résistance. Arrêté en avril 1943, il fut torturé puis déporté à Dachau où il mourut du typhus en février 1945, deux mois avant la libération du camp. Voir l'article de Selma STEINMETZ, *Emil Alphons Reinhardt (1889-1945) - Aus dem Leben eines Exilschriftstellers*, dans *Zeitgeschichte* (Salzburg), N° 4, janvier 1977, p. 109-122.

15 D'après l'article de S. Steinmetz, *op. cit.*, p. 117.

également, se tint à Paris, à la galerie Saint-Etienne, une exposition d'Oskar Kokoschka qui avait pris sa place dans les activités de l'*Austrian Centre* à Londres.

LES ACTIVITÉS CULTURELLES DES AUTRICHIENS EN GRANDE-BRETAGNE

Avec l'invasion de la France, toute activité culturelle des exilés dut nécessairement cesser et d'autres moins apparentes, mais plus dangereuses les remplacèrent. En Angleterre par contre, dans le cadre de l'*Austrian Centre* et du F.A.M., les représentants de la culture autrichienne n'abandonnèrent pas, et pendant toute la durée de la guerre ils allaient seconder et compléter les activités sociales et politiques des organisations existantes. Une fois de plus, Oskar Kokoschka, Robert Neumann, Elias Canetti étaient au premier rang et, avec eux, des centaines de créateurs alors moins connus mais qui, certains du moins, le devinrent par la suite.

Zeitspiegel, l'organe du F.A.M. donna régulièrement des informations sur les diverses activités des créateurs autrichiens en Grande-Bretagne, et tout d'abord sur les activités musicales qui attiraient toujours un grand public, autrichien et anglais, puisque la musique ne connaît pas la barrière des langues. L'un des plus célèbres exécutants autrichiens, Arnold Rosé, avait pu au dernier moment échapper aux griffes de la Gestapo tandis que sa fille, Alma Maria Rosé, s'en alla vers un destin particulièrement tragique¹⁶. Arnold Rosé et son célèbre quatuor représentèrent en Grande-Bretagne la culture musicale autrichienne ; ses initiatives, jointes à celles d'autres musiciens, aboutirent rapidement à la fondation d'une *Société de musique anglo-autrichienne* qui donna des concerts consacrés aux compositeurs autrichiens et présenta au public des interprètes autrichiens et anglais. Des manifestations musicales, organisées avec l'aide d'Egon Wellesz eurent lieu régulièrement à l'*Austrian Centre*. Le critique musical Hermann Ullrich contribua, par ses articles, à populariser la musique autrichienne en Grande-Bretagne. Georg Knepler, pour sa part, fit de la musique là où tous les soirs les Autrichiens dans l'exil londonien se rencontraient pour jouir de l'art qu'ils préféraient entre tous, le théâtre, ce théâtre qui fut l'un des plus beaux exploits créateurs de l'exil autrichien.

16 Alma Maria Rosé se trouvait en tournée aux Pays-Bas lorsque les troupes hitlériennes envahirent ce pays. Elle fut arrêtée et déportée à Auschwitz-Birkenau. Là, avec ses compagnes de déportation, elle forma un petit orchestre. Lorsqu'un jour le commandant du camp lui ordonna de faire de la musique pendant la pendaison de camarades déportés, elle absorba du poison pour sauver sa dignité.

Fondé à Londres dès 1939 par des émigrés autrichiens, le théâtre prit pour nom le diminutif de Lanterne, en autrichien *Laterndl*, mais ce fut le seul diminutif, justifié par les dimensions de la salle qui contenait au maximum 80 à 100 personnes. Théâtre d'avant-garde ou d'essai, il y avait là des acteurs chevronnés qui avaient joué sous la direction de Reinhardt à Salzbourg, à Vienne dans la *Josefstadt* ou dans la fameuse *Literatur am Naschmarkt*¹⁷ qui avait donné tant de fil à retordre au régime autoritaire de Schuschnigg ; les auteurs furent ceux de *Literatur am Naschmarkt*, du *Lieber Augustin*, mais aussi de la *Piscator-Bühne* de Berlin, et d'autres également qui allaient s'affirmer¹⁸.

Retracer l'historique de ce théâtre serait trop long, mais pendant son existence il n'eut qu'un seul but : donner du courage aux émigrés, éclairer leur « lanterne », s'insérer dans la lutte pour la renaissance de l'Autriche. C'est pourquoi, une fois ce but atteint, il devint superflu et disparut. Pour donner une idée de son activité, relevons le programme du mois de mars 1940 ; pendant ce mois, *Laterndl* présentait régulièrement le *Talisman* de Nestroy, organisa chaque samedi des matinées littéraires, donna deux concerts (*Voyage d'hiver* de Schubert et musique contemporaine) organisés par Egon Wellesz et joua régulièrement les satires et parodies d'*Adam à Adolf* et *Schwejk éternel* dont les quatre auteurs (Königsgarten, Spitz, Hartl et Fuchs) anticipèrent le *Schwejk* pendant la Seconde Guerre mondiale de Bert Brecht.

Le programme de ce petit théâtre traduisait l'esprit de sa devise : *Pour l'Autriche*. En le consultant, on est frappé par certaines analogies avec celui du *Wiener Werkel* qui se produisait en même temps dans la Vienne occupée : notamment une scène (auteur H. Königsgarten), *Carrousel viennois* qui conduit les spectateurs aux époques des occupations successives de Vienne par les Romains, les Turcs, les Français jusqu'aux temps présents du nazisme, dont la présomption de créer un Reich millénaire est raillée après avoir montré que toujours dans

17 *Literatur am Naschmarkt*, *Der liebe Augustin*, *Die Stachelbeere*, *Das ABC* - de petits théâtres installés pour la plupart dans le sous-sol d'un Café - qui ont fondé à Vienne une tradition d'art, de satire et de contestation qui se maintient jusqu'à nos jours. Nous avons vu qu'avec le *Wiener Werkel*, elle continua même sous le III^e Reich.

18 Parmi les auteurs du *Laterndl* se trouvaient Hugo Königsgarten (du *Lieber Augustin*), Rudolf Spitz (*Literatur am Naschmarkt*), Albert Fuchs (auteur de *Geistige Strömungen...*), Franz Hartl (pseudonyme de Franz Bönsch, *Piscator-Bühne*), Hans Weigel, Eva Priester et Erich Fried, aujourd'hui le poète autrichien le plus connu. Le compositeur et accompagnateur au piano était Georg Knepler, naguère accompagnateur de Karl Kraus dans ses soirées de lecture.

l'histoire, le pouvoir apparemment invincible des usurpateurs est voué à la déchéance. On se rappelle que le *Wiener Werkel* avait mis en scène Japonais et Chinois pour démontrer la même chose.

Dès le premier programme, le *Laterndl* fut un succès, ses soirées des événements culturels : dans la salle, on rencontrait aussi bien Stefan Zweig que J.B. Priestley, des acteurs connus comme Sibylle Thorndike, Beatrix Legen ou Michael Redgrave. Lawrence Olivier et Vivian Leigh patronnèrent souvent les représentations des membres du *Laterndl* devant le public anglais¹⁹.

Le répertoire de la troupe était varié : Schnitzler (*Professor Bernhardi* et *Liebelei* entre autres), Nestroy, Stefan Zweig (*Volpone*), Anton Wildgans, Karl Schönherr et Hermann Bahr, Bert Brecht (*Opéra de quat' sous*), des auteurs anglais et soviétiques²⁰. Entre le « vrai théâtre » s'insérait toujours la *Kleinkunst* avec des titres très parlants comme : *Pas d'orchidées pour Mister Hitler*, *Discours de Hitler à un grand industriel*, *Où est l'Allemagne*, *Citizen Cohn*, *Ring-Rund* (auteur Erich Fried), *Le Jeu de la fin de Sodome* et beaucoup d'autres. Robert Neumann et Oskar Kokoschka furent parmi les plus fervents amis du théâtre qui pendant cinq ans remplit sa mission : représenter la culture autrichienne et donner du courage aux exilés, mission exprimée dans les vers d'adieu qui chaque soir accompagnaient les spectateurs vers la sortie :

Hört ihr Leut' und lasst euch sagen :
In trüber Nacht, in bangen Tagen
entzünden wir ein kleines Licht,
das vom fernen Morgen spricht.
Das wär die Latern²¹ !

19 La presse anglaise, du *Times* à l'*Observer*, en passant par *The New Statesman*, *Daily Telegraph*, *Manchester Evening Chronicle*, *Spectator* et d'autres, salua l'ouverture du théâtre comme un événement. *Spectator* écrivit notamment : « *Laterndl*, outre qu'il représente un enrichissement réjouissant du théâtre londonien, exerce une fonction précise dans notre pays. J'espère qu'une fois acclimatés chez nous, les acteurs nous incluront dans leur esprit railleur ; aucun pays n'a tellement besoin de satire et ne fournit une aussi riche matière que le nôtre. Je voudrais également que *Laterndl* trouve des imitateurs et qu'avant de nous quitter il crée une tradition chez nous... Nous devrions être reconnaissants à Hitler pour ce *Laterndl* : La perte de l'Autriche est bénéfique pour nous. »

20 Dans une lettre de lecteur, publiée le 20 mars 1943 dans *Zeit Spiegel*, un spectateur exprime ainsi son enthousiasme : « Il y a quelques jours, je suis allé au Swiss Cottage où le *Laterndl* joue maintenant *Thunderrock* (Le Phare). Subitement je me suis dit : Ici, tu as le *Theater in der Josefstadt* (qui fut celui de Max Reinhardt) en miniature. Une représentation parfaite, des acteurs excellents... je dois dire que cette soirée a été l'une des plus belles que j'aie vécues depuis longtemps. »

Si riches étaient les forces créatrices de l'exil autrichien, qu'on put monter une seconde scène, la *Kleinkunsthöhne* « *Blue Danube* », animée de 1939 à 1954, donc loin au delà de la fin de la guerre, par l'auteur bien connu Peter Herz. Ce théâtre, franchement consacré au « cabaret », connut également un grand succès auprès du public — de langue allemande ou anglaise — ; tout en se donnant un caractère humoristique, son programme poursuivait un but analogue à celui du *Laterndl* : faire comprendre aux exilés la cruauté, la brutalité, la terreur du régime nazi, et vaincre le découragement, montrer la vulnérabilité de ce régime malgré ses succès militaires initiaux, déclencher le rire libérateur chez les spectateurs qui étaient souvent au bord des larmes. Le *Blue Danube* participa ainsi à la lutte contre le nazisme avec les armes de la parole, de la satire et de la musique et parmi les « revues » qu'il monta citons *Lease and Lend Revue*, *Tales of Mr Nobody*, *Vagabond Street*, *The Importance of being funny*, *Circus Continental*, etc. La satire portait et le *Völkischer Beobachter* et *Das Schwarze Corps* (des SS) n'étaient pas avares de menaces contre ces « voyous insolents » de Londres qui osaient se moquer du Führer ! Le *Blue Danube* disposait également d'une équipe d'acteurs et de chanteurs de première classe, mentionnons à titre d'exemple *Theodor Bickel*, aujourd'hui l'une des plus grandes vedettes américaines et *Michael Rittermann*, actuellement au théâtre de Bâle qui a monté les *Derniers jours de l'humanité* où il tient, sous les traits de Karl Kraus, le rôle du *Nörgler* ²².

S'il est impossible d'étudier toute l'activité culturelle déployée par l'émigration autrichienne en Grande-Bretagne, il faut cependant en donner un aperçu qui permettra de reconnaître l'ampleur de l'œuvre accomplie pendant les sept années de l'exil ; l'une des prestations les plus importantes pour les fondements de la Seconde République fut sans aucun doute l'édition des *Feuilles culturelles* du *Free Austrian Movement* ²³. Avant de commencer avec la série régulière, le F.A.M.

21 Ecoutez, braves gens, laissez vous dire :
 Dans la nuit épaisse, dans les jours angoissés
 Nous allumons ici une petite flamme
 Qui vous parle de l'aube lointaine :
 C'est la lanterne !

Les informations concernant ce théâtre sont tirées de la communication de Franz Bönsch, *Das österreichische Exiltheater « Laterndl » in London*, dans *Protokoll*, p. 441-450. S'y reporter pour plus de détails.

22 Voir Peter HERZ, *Die Kleinkunsthöhne « Blue Danube » in London 1939-1954*, dans *Protokoll*, p. 451-458.

23 Ces feuilles parurent régulièrement à partir de janvier 1944, sous la direction de Herman Ullrich, leur titre fut d'abord *Kulturblätter*, et à partir de mai 1944, *Kulturelle Schiftenreihe* des FAM. La personnalité de Hermann Ullrich

avait déjà publié quelques écrits culturels, notamment vers 1942 une *Österreichische Literaturgeschichte vom Zeitalter Maria Theresias bis zur « Moderne »* en 13 pages, véritable défense et illustration du caractère spécifique de la littérature autrichienne ; en juin 1942 parurent d'autres *Österreichische Kulturblätter* (17 pages), publiées par *Austrian Centre and Young Austria* qui traitaient également de la littérature et de l'histoire autrichienne. Lors de la *Conférence culturelle autrichienne*, organisée les 29 et 30 août 1942 par le P.E.N. autrichien en Grande-Bretagne, sous la présidence de Robert Neumann, l'un des exposés fondamentaux fut présenté par Albert Fuchs et publié ensuite sous le titre *Über österreichische Kultur* (16 pages). Une publication spéciale à la mémoire de Stefan Zweig parue à la fin de 1943 contient un avant-propos de Hermann Ullrich, des souvenirs personnels de Felix Braun, le discours commémoratif de Victor Fleischer, un article d'Alfred Rosenzweig sur *Stefan Zweig, librettiste d'opéras*, donc sur sa collaboration avec Richard Strauss, ainsi qu'un rapport complet sur les œuvres posthumes de Zweig, de Richard Friedenthal, et d'autres contributions originales.

Quant à la série elle-même, les *Kulturblätter* et ensuite la *Kulturelle Schriftenreihe du F.A.M.* offraient au lecteur un panorama complet de l'héritage culturel autrichien à travers les âges ; nous devons nous limiter à citer quelques titres, en soi assez évocateurs :

Janvier 1944 : *Wien im Spiegel der Jahrhunderte — Urteile und Vorurteile aus sieben Jahrhunderten*²⁴.

Février 1944 : Numéro consacré au Tyrol, sans titre spécifique.

Mars 1944 : *Österreichischer Humor von Neidhart von Reuenthal bis Alfred Polgar*²⁵.

mérite qu'on s'y arrête ; il représentait à lui seul le prototype de l'exilé autrichien détenant en lui le riche patrimoine culturel de ce pays. Né en 1888 à Mödling, près de Vienne, juriste de profession, mais également écrivain, musicologue et compositeur de musique, il assura non seulement l'édition de la *Schriftenreihe*, en recourant à tous les talents émigrés en Angleterre, et dans le reste du monde libre, mais ses initiatives aboutirent souvent à des recherches originales de ses collaborateurs qu'il publia ensuite. Rentré en 1946, H. Ullrich devint le 2^e président de la Cour suprême et en même temps critique musical du journal *Neues Österreich* ; il publia en outre de nombreux travaux sur l'histoire de la musique.

24 *Vienne dans le reflet des siècles. Jugements et préjugés de sept siècles.*

25 *Humour autrichien de Neidhart von Reuenthal à Alfred Polgar.*

Avril 1944 : *Österreichisches Pantheon* ²⁶.

Entre mai 1944 et la fin de 1945, 12 cahiers parurent sans numéros et sans date, avec pour thèmes :

- *Hugo von Hofmannsthal zum 70. Geburtstag* (mit Photo) ²⁷.
- *Österreich vor hundert Jahren* ²⁸.
- *200 Jahre österreichischer Musik* ²⁹.
- *Salzburg — Bildnis einer Stadt* ³⁰.
- *Die Berühmten und die Vergessenen — Österreichische Dichter 1830-1930* ³¹.
- *Österreichische Wissenschaft* ³².
- *Das Wien unserer Grosseltern* ³³.
- *Österreicher, die Geschichte machten* ³⁴. Numéro qui, à plusieurs titres, mérite une mention spéciale. Son sommaire même apporte la preuve de la largeur de vue de l'éditeur qui écrit dans son avant-propos : « Pendant des décennies, l'historiographie autrichienne a été dominée par l'influence grande-allemande et n'a pu se détacher de la conception qui considérait l'Autriche comme Etat allemand ou dirigé par des Allemands et dont la tâche serait en commun avec l'Allemagne de diriger l'Europe centrale et orientale (...) Peut-être la personnalité de l'un ou de l'autre des auteurs (du cahier, n.d.a.) suscitera-t-elle une contestation. Cela vaut surtout pour Srbik qui, sans aucun doute, était partisan des idées nationales-socialistes.

26 *Panthéon autrichien*, où l'on trouve des articles sur *Karl Kraus* (par Albert Fuchs) sur les Maîtres de l'Ecole viennoise de la médecine, sur *Brahms*, *l'Autrichien électif*, sur le peintre G. F. Waldmüller et sur *l'historique de la Flûte enchantée*.

27 Pour le 70^e anniversaire de *Hugo von Hofmannsthal* (avec photo), avec des articles de Georg Franckenstein, Egon Wellesz, Felix Braun, Elisabeth Waldmann, P. W. Müller et Jakob Wassermann.

28 *L'Autriche il y a cent ans* où sont publiés des extraits du journal d'Eichendorff, du journal de la princesse Melanie Metternich, des lettres de Schubert, des pages de *Bergkristall* de Stifter, des pages de Rosegger, de Caroline Pichler et surtout de Francis Trollope, *Austria and the Austrians*, en outre des articles de Raoul Auernheimer et de Paul Knepler.

29 *Deux siècles de musique autrichienne*.

30 *Salzburg, portrait d'une ville*, essais, lettres et documents.

31 *Les célèbres et les oubliés. Ecrivains autrichiens de 1830-1930* ; sont évoqués Ferdinand Sauter, Ferdinand von Saar, Marie Ebner-Eschenbach, Peter Altenberg, Anton Wildgans, Arthur Schnitzler et Alfons Petzold.

32 *Sciences autrichiennes*, avec un article de Walter Schrödinger (Prix Nobel) et un sur lui-même ; des articles sur Sigmund Freud (de W. Hollitscher), sur Ludwig Boltzmann (d'E. Broda), sur Böhm-Bawerk (de Carl Menger), etc...

33 *La Vienne de nos grands-parents*.

34 *Des Autrichiens qui firent l'histoire*.

Cependant, son livre sur Metternich est un classique que ne peuvent ignorer ceux qui s'intéressent à la personnalité du chancelier d'Etat autrichien... » Parmi les auteurs et les personnages présentés, nous trouvons donc :

Ernst K. Winter : Rudolf IV, von Österreich.

Eva Priester : Maximilian I.

H. E. Goldschmidt : Kaunitz, der österreichische Gegenspieler des « grossen » Preussenkönigs ³⁵.

Hugo von Hofmannsthal : Maria Theresia.

Heinrich Srbik : Aus « Metternich ».

Joseph Redlich : Aus « Kaiser Franz Joseph ».

Rudolf Schlesinger : Ignaz Seipel.

Suivirent les cahiers :

— *Die Frau in der österreichischen Kultur* ³⁶.

— *Österreichische Seele* ³⁷.

— *Wien und die Welt. Urteile und Vorurteile in Berichten, Briefen, Dokumenten und Beschreibungen aus acht Jahrhunderten* ³⁸. Cahier qui fait pendant à un numéro précédent (voir plus haut) ; cependant, paraissant après la Libération, il était nécessaire de renforcer la note critique vis-à-vis des faiblesses des Viennois, des Autrichiens en général, alors que le premier cahier visait essentiellement à stimuler l'espoir des lecteurs en exil. En 1946, parurent encore quatre cahiers :

Janvier 1946 : *Beethoven zum 175. Geburtstag* ³⁹.

35 Kaunitz, antagoniste du « grand » roi de Prusse (Frédéric II).

36 *La femme dans la culture autrichienne*, avec des poèmes de K. R. Greiffenberg, Marianne Willemer, Betty Paoli, Helene Scheu-Riess, Alma Johanna Koenig (morte en déportation), Erika Mitterer, Käthe Braun-Prager, Elisabeth Janstein, Martina Wied, et de nombreux articles sur des créatrices autrichiennes.

37 *L'âme autrichienne*, avec un article de Felix Braun sur 'l'Idée de l'amour dans la poésie autrichienne', un autre de Hans F. Redlich, 'Anton Bruckner', et un troisième de Paul Thun-Hohenstein, 'L'Autriche vivante'.

38 *Vienne et le monde. Jugements et préjugés : rapports, lettres, documents et récits de huit siècles*.

39 *Pour le 175^e anniversaire de Beethoven*, avec entre autres les signatures de Hofmannsthal (Discours sur Beethoven, 1920), de Beethoven (« Testament dit de Heiligenstadt »), Grillparzer (Souvenirs sur Beethoven et discours funéraire), Goethe et Zelter, E. Wellesz, H. F. Redlich, Hermann Ullrich et Kurt Blaukopf.

Puis deux numéros dont nous donnons le sommaire intégral parce qu'ils constituent une petite anthologie des écrivains autrichiens en exil :

Février 1946 : *Österreichische Schriftsteller im Exil*.

Felix Braun : Deux chapitres d'une autobiographie inédite.

Hans Weigel : Deux poèmes autrichiens.

Georg Terramare : Hofopernballett.

Franz Theodor Csokor : Peter Altenberg.

Lisl-Spira-Fritz : Choix d'un cycle sur les « Horreurs de la guerre » de Goya.

Ferdinand Bruckner : Extraits du drame *Denn seine Zeit ist kurz*.

Albert Fuchs : Rainer Maria Rilke.

Käthe Braun-Prager : Deux poèmes.

Avril 1946 : *Österreichische Schriftsteller im Exil*. Suite.

Bruno Frei : Extraits des *Hommes de Vernet*.

Ernst Waldinger : Trois poèmes.

Stefan Zweig : *La Vienne d'hier* (écrit en 1940).

Erich Fried : A l'Autriche.

Raoul Auernheimer : La littérature autrichienne — la conscience de l'Autriche.

Elisabeth Janstein : Deux poèmes posthumes.

Arthur Zenker : Trois poèmes.

Hermynia zur Mühlen : La parole (Das Wort).

Theodor Kramer : Deux poèmes.

Ernst Lothar : extraits de *Heldenplatz* (Place des Héros).

Hilde Spiel : Die Früchte des Wohlstandes (Les fruits de la prospérité).

Le dernier cahier de juin 1946 était consacré à *Grillparzer*. Dans ce numéro, l'éditeur prenait congé de ses lecteurs en résumant les objectifs que s'était fixés la *Kulturelle Schriftenreihe* : « Cette entreprise a rempli une importante tâche dans l'histoire des idées de l'émigration ; cette tâche qu'elle a poursuivie sans dévier a été de servir l'Autriche ; l'avoir remplie de son mieux est sa justification. Aux Autrichiens épars dans le monde, mais rassemblés dans une organisation universelle, j'ai voulu montrer la grandeur et l'imposante structure de leur culture, de cette culture qu'ils ont négligée par suite d'une éducation scolaire trop souvent défailante et incompréhensive et que la domination étran-

gère a entrepris de falsifier et a souvent supprimé avec trop de succès... » Cette tâche qu'ils s'étaient assignée et qui souvent rencontra d'énormes difficultés, Hermann Ullrich et ses collaborateurs l'ont menée jusqu'au bout, ayant conscience « que la patrie, et avant tout la jeunesse déracinée par l'exil ou par la domination étrangère, intellectuellement sous-alimentée, avaient droit à notre travail ⁴⁰ ».

Les quatre derniers cahiers furent non seulement envoyés en Autriche, mais aussi diffusés parmi les prisonniers de guerre autrichiens en Grande-Bretagne, comme premier salut des Autrichiens de Grande-Bretagne à leurs compatriotes.

Les cahiers mentionnés plus haut permettent de se faire une idée des multiples activités des écrivains autrichiens en exil. Tableau qui peut être complété par les considérations d'Eva Priester au *Symposium*, constatant très justement que ces écrivains ont pris une part éminente à l'éveil de la conscience autrichienne dont le rayonnement se prolonge dans leurs œuvres ⁴¹.

Comment exprimer mieux cet esprit et cette conscience autrichienne qu'en présentant, en conclusion de cet aperçu, deux poèmes d'écrivains en exil, l'un des auteurs appartenant à la « vieille génération », l'autre encore très jeune à l'époque commençait à s'affirmer, Theodor Kramer et Erich Fried.

Du recueil *Verbannt aus Österreich* (Banni d'Autriche) :

An meinen Hausmeister

Deiner oft gedenk ich, alter Mann,
der den Pförtnerdienst versah im Hause ;
Hemd und Anzug sassen gut dir an
und dein Tisch war stets gedeckt zur Jause.
Ging die neue Brause nicht im Bad,
war ein Steckkontakt herausgenommen,
willig kamst du stets und wusstest Rat :
alter Mann, wird deine Zeit noch kommen ?
Als sie um mich kamen, dank ich's dir,
dass sie meine Tür verschlossen trafen ;

40 Cité, comme toutes les informations concernant ces publications, d'après H. E. Goldschmidt, *Die kulturelle Schiftenreihe des Free Austrian Movement London 1942-1946*, dans *Protokoll*, p. 459-467.

41 Voir Eva PRIESTER, *Österreichische Schriftsteller in der britischen Emigration*, dans *Protokoll*, p. 437-440. Outre les écrivains qui sont apparus dans les sommaires des cahiers culturels, Eva Priester donne encore les noms suivants d'écrivains dans l'exil britannique : Ernst Sommer, Joseph Neumann, Berthold Viertel (plus tard aux Etats-Unis), Arthur West, Fritz Brainin, Hans Schneier, Jenö Kostmann.

und du liessest andre, drei und vier,
 in den unbewohnten Zimmern schlafen
 Zum verhassten Gruss hobst du die Hand ;
 wann vorm Fenster die Akazien glommen,
 lauschten wir, wie um die Welt es stand :
 alter Mann, wird deine Zeit noch kommen ?
 Aufrecht trägst du deinen Kopf auch heut,
 sicher, aber deine Seele trauert ;
 im Beton des Kellers ruhn verstreut
 viele unsrer Schriften eingemauert.
 Das verbogne Kreuz weht überm Haus
 und der Krieg hat dir den Sohn genommen,
 und der Blockwart geht dir ein und aus :
 alter Mann, wird deine Zeit noch kommen ⁴² ?

-
- 42 Theodor Kramer (né le 1^{er} janvier 1897 à Niederhollabrunn, Basse-Autriche, mort à Vienne le 3 avril 1958). Kramer fit ses études secondaires à Vienne, fut soldat de 1915 à 1918 malgré une grave blessure reçue en 1916. Après la guerre, il devient libraire, profession qu'il doit abandonner en 1931 à la suite d'une maladie ; il essaie ensuite de vivre de sa plume. Après l'annexion de l'Autriche, il émigre en Angleterre ; interné en 1940, il devient en 1942 bibliothécaire dans un collège anglais. Il meurt peu après son retour en Autriche. Les poèmes de Kramer décrivent la vie des petites gens, des marginaux, enfants perdus de la vie, sur fond de faubourgs et de silhouettes d'usines. On l'a comparé à Brecht, engagement politique en moins ; cependant Kramer fut toujours sympathisant socialiste.
 Essai de traduction du poème *An meinen Hausmeister*

A mon concierge

Je pense souvent à toi, vieil homme
 qui faisait fonction de concierge dans la maison ;
 Chemise et complet t'allaient bien
 Et toujours ta table était mise pour le goûter.
 Quand la nouvelle douche ne fonctionnait pas,
 Quand une prise de courant avait sauté,
 Tu venais toujours, donnais un bon conseil ;
 Vieil homme, est-ce que ton temps viendra encore ?
 Lorsqu'ils vinrent me chercher, je dois à toi
 qu'ils aient trouvé la porte fermée ;
 et d'autres, parfois trois ou quatre,
 tu les laissais dormir dans les chambres vides.
 Tu levais la main pour le salut haï ;
 Quand à la fenêtre les acacias fleurirent
 Nous écoutâmes ensemble les nouvelles du monde :
 Vieil homme, est-ce que ton temps viendra encore ?
 Tu portes la tête haute, même aujourd'hui,
 c'est sûr, mais ton âme pleure ;
 Emmurés dans le béton de la cave,
 restent disséminés beaucoup de nos écrits.
 La croix tordue flotte sur la maison,
 la guerre t'a pris ton fils,
 et le Blockwart fréquente ta maison ;
 Vieil homme, est-ce que ton temps viendra encore ?

Blockwart = proposé du parti nazi pour surveiller un pâté de maisons.

Point n'est besoin de commenter ce texte : la nostalgie de la patrie et les sentiments d'amitié envers le concierge qui est plus qu'un vieil homme, un camarade et qui l'a sauvé de la Gestapo, hantent ici l'esprit de Kramer comme dans beaucoup de ses autres poèmes écrits en exil. Du recueil *Österreich* de Erich Fried (écrit 1944-1945) :

Österreichische Freiwillige im britischen Heer

Österreich hat euch wenig gegeben,
und zerschlagen werdet ihr's erben ;
aber für dieses Land wollt ihr leben —
oder sterben.
Träumer wart ihr, Verjagte, Entfernte.
Manchmal hab ich euch zugehört :
Was ihr sprach, war oft halbgelernte
Phrase und hat mich gestört.
Dass ihr nun hingeht, ohne zu schwanken,
zeigt, wie echt euch die Phrase war :
Oft kennt das Hirn erst halbe Gedanken
und das Herz denkt schon klar.
Blutlos blass schien euer Bestreben,
Nun fließt Blut, es zu färben.
Denn ihr werdet für Österreich sterben —
oder leben ⁴³.

43 Erich Fried, né le 6 mai 1921 à Vienne. Emigré en Angleterre, il cherche sa voie, et devient finalement collaborateur de la B. B. C. qu'il quitte en 1968, pour différends politiques. Il n'est pas rentré de l'exil et pourtant c'est aujourd'hui le poète autrichien le plus marquant, dans son engagement et dans son expression.

Essai de traduction du poème : *Österreichische Freiwillige in der britischen Armee*

Volontaires autrichiens dans l'armée britannique

L'Autriche vous a donné très peu,
Et vous en hériterez détruite ;
Mais pour ce pays, vous voulez vivre -
ou mourir.
Vous étiez des rêveurs, bannis et exilés.
Parfois je vous ai écouté ;
Ce que vous disiez était souvent une phrase
à demi apprise, et cela m'a dérangé.
Que maintenant vous y alliez, sans hésiter,
montre combien sincère fut votre phrase ;
Souvent le cerveau n'a que des idées fumeuses,
mais le cœur pense déjà clairement.
Vos efforts semblaient d'une pâleur exsangue,
Maintenant le sang coule pour les colorer.
Car vous allez mourir pour l'Autriche -
ou vivre pour elle.

Ainsi un poète exprime en quatre strophes le difficile processus de la prise de conscience qui passe aussi bien par le cerveau que par le cœur quand il s'agit de s'engager « corps et âme ».

LES ÉCRIVAINS AUTRICHIENS AUX ÉTATS-UNIS

Pour beaucoup, les Etats-Unis furent le terme du grand voyage, l'asile où ils pouvaient espérer trouver une nouvelle patrie. Mais pour la plupart des écrivains autrichiens, même s'ils devaient changer d'avis par la suite, l'Amérique n'était qu'un pays de transit comme les autres, transit qui devait les ramener chez eux, en Autriche. C'est pourquoi la plupart d'entre eux continuèrent à écrire en allemand.

L'exil littéraire autrichien aux Etats-Unis fut particulièrement important et pour lui rendre justice, il faudrait enfin entreprendre une recherche d'envergure. Un écrivain exilé a, du moins, commencé à s'occuper sérieusement de la question, nous parlons de Mimi Grossberg. Dans sa monographie *Österreichs literarische Emigration in den Vereinigten Staaten 1938* (L'émigration littéraire autrichienne aux Etats-Unis en 1938 ⁴⁴), on dénombre 88 noms d'écrivains autrichiens plus ou moins célèbres, mais tous d'un certain renom ; pour l'exposition, *Österreichische Autoren in Amerika*, présentée en 1970 à Vienne, Mimi Grossberg a poursuivi ses recherches et le catalogue de l'exposition contient déjà 105 noms d'auteurs ⁴⁵. Enfin, lors d'une conférence au Pen-Club de Vienne, le même chercheur a pu donner de nouvelles informations sur le *Cercle littéraire (autrichien) de New York en 1938* ⁴⁶.

De toutes ces recherches, se dégage une image vivante de l'actualité de ces écrivains dont les œuvres furent en général dominées, comme celles de leurs collègues réfugiés dans d'autres pays, par la nostalgie du pays et, chez certains, par la volonté de représenter l'Autriche et d'y

44 *Monographien zu Zeitgeschichte*, Europa-Verlag, Wien, 1970, 65 p.

45 *Österreichische Autoren in Amerika - Geschick und Leistung der österreichischen literarischen Emigration ab 1938 in den Vereinigten Staaten*. Eine Ausstellung veranstaltet vom Amerika-Haus, Wien, in Zusammenarbeit mit der Dokumentationsstelle für neuere österreichische Literatur, Wien, März 1970. Catalogue rédigé par Mimi Grossberg, New York, et Viktor Suchy, Wien. Le catalogue comprend également la liste des maisons d'édition américaines qui ont publié des auteurs émigrés en langue anglaise, et celle des éditions qui les ont publiés en allemand.

46 MIMI GROSSBERG, *Der New Yorker literarische Kreis 1938*, conférence publiée en rédaction abrégée dans *Literatur und Kritik*, Oktober 1977, N° 117, p. 547-557.

revenir quand l'heure sonnerait⁴⁷. En 1944, les optimistes fondèrent une maison d'édition, l'*Aurora-Verlag* qui publia de nombreux écrivains de langue allemande et parmi eux une majorité d'Autrichiens. Parmi les fondateurs figuraient à côté de Brecht, Bloch, Feuchtwanger, F. C. Weiskopf, Ferdinand Bruckner, Berthold Viertel et Ernst Waldinger.

Ernst Waldinger, justement, fut l'un des représentants des poètes autrichiens aux Etats-Unis qui se mirent au service de l'Autriche en travaillant sans relâche à présenter une nouvelle image de ce pays. Lorsque Willy Verkauf-Verlon réalisa le projet qu'il avait conçu à Jérusalem d'éditer une revue culturelle, Waldinger fut parmi les premiers à proposer sa collaboration⁴⁸. Germaniste de formation, il s'efforça de communiquer aux professeurs d'allemand américains les trésors de la littérature autrichienne⁴⁹, poète, il chanta sa langue, celle de Vienne, et le poème qu'il lui a consacré est valable pour tous les écrivains autrichiens en exil :

Wienerisch

Leicht nasal und weich wie ein Kalfakter
 Unter allen deutschen Dialekten,
 Süffig, doch gefährlich, gleich den Sekten
 Unter Weinen, ohne den Charakter
 Preussisch-schnarrender Kommandotöne,
 Sehr melodisch, offen für das Schöne
 Ist mein Wienerisch aus Ottakring,
 Das ich in der Kinderzeit empfangen,
 Lieder, die aus Leierkasten klangen,
 Die ich heute noch im Traume sing,

47 Des compléments intéressants aux travaux de Mimi Grossberg furent apportés au *Symposium* par Elisabeth Freundlich, dans sa communication « *Flüchtlingsgespräche* » aus heutiger Sicht, dans *Protokoll*, p. 515-529. E. Freundlich fut responsable du supplément littéraire du périodique *Austro-American Tribune* qui publia de nombreux écrivains autrichiens.

48 Verkauf dit à ce sujet dans sa communication au *Symposium* déjà citée : 1943 tauchte auch der Plan zur Herausgabe einer Kulturzeitschrift unter dem Titel *Erbe und Zukunft* auf. Von Jerusalem aus sicherte ich mir die Mitarbeit von Franz Theodor Csokor, Ernst Waldinger, Theodor Kramer, Berthold Viertel, Bruno Frei, F. C. Weiskopf, Josef Kalmer, Paul Reimann, Albert Fuchs, Hugo Huppert usw. Ursprünglich sollten die ersten Nummern noch in Jerusalem erscheinen, doch wegen Papiermangels und sonstiger technischer Schwierigkeiten verschob sich das Erscheinen der ersten Nummer bis 1946 in Wien, wo sie unter dem Titel *Erbe und Zukunft* - Vierteljahreszeitschrift für Literatur, Musik, Geschichte und Philosophie in meinem Verlag erschien.

49 En 1943, il prononça une conférence devant des professeurs d'allemand à New York, sous le titre *Die österreichische Lyrik zwischen 1918 und 1938*, publiée ensuite dans *Erbe und Zukunft*.

*Meine Sprache tanzend und verschwebend,
Anmutreich auf meinen Lippen lebend,
Noch das Englische in jedem Laute,
Das im neuen Land ich rede, färbend,
Sanftheit jenes Alten ihm vererbend
Und der Schwermut leise, innig-traute
Stimme, jedes fremde Wort beseelend,
Meine Abkunft niemals ganz verhehlend* ⁵⁰.

Il ne peut être dans nos intentions de présenter ici une anthologie des écrivains autrichiens dans l'exil américain ; les poèmes que nous reproduisons sont, à notre avis, typiques pour certaines de leurs dispositions intellectuelles et morales, notamment à l'égard de leur exil et de l'Autriche. Pour cette raison, ils témoignent de l'évolution des esprits entre 1938 et 1945 et au delà.

En 1939, Joseph Roth est mort de chagrin dans l'exil français, d'un chagrin qu'il a noyé dans l'absinthe ; Stefan Zweig s'est empoisonné par désespoir en 1942, dans son exil brésilien. Aux Etats-Unis, un autre

50 Ernst Waldinger, né à Vienne le 16 octobre 1896, mort à New York en 1970. Gravement blessé pendant la première guerre mondiale, il fit des études de germanistique et d'histoire de l'art à l'université de Vienne, épousa une nièce de Sigmund Freud (Béatrice Winternitz) et, à côté de ses activités professionnelles (édition et fonctionnariat), commença à écrire. Avec Gerhard H. Mostar, Theodor Kramer et Stefan Pollatschek il édita la revue *Das kleine Lesebuch*. En 1939, il émigra aux Etats-Unis, mais n'obtint qu'en 1947 un poste de professeur de langue et littérature allemandes au Skidmore College, Saratoga Springs ; il prit sa retraite en 1958. Essai de traduction du poème *Wienerisch* :

Le parler viennois

Légèrement nasal, et doucement volage
Parmi tous les dialectes allemands,
Facile à boire, et dangereux comme les mousseux
parmi les vins, mais sans les tonalités
de commandement grinçantes à la prussienne,
Très mélodieux, ouvert à la beauté,
C'est cela ma langue viennoise d'Ottakring *
Que j'ai reçue dès mon jeune âge,
Des chansons venant d'un orgue de barbarie,
Que je chante en rêve aujourd'hui encore,
C'est *ma* langue, dansant et s'envolant,
vivant pleine de grâce sur mes lèvres,
Colorant encore dans chaque son l'anglais
Que je parle dans ce pays neuf,
Lui transmettant la douceur de l'ancien.
Et la voix légère, chère et intime
De la mélancolie, donnant une âme à chaque mot étranger,
Ne dissimulant jamais mon origine.

* Ottakring, un faubourg caractéristique de Vienne, mi-ouvrier, mi-campagnard.

poète dont le caractère se doublait d'une forte composante politique, se consuma dans sa nostalgie, dans son *Heimweh* dont il ne put guérir ; c'était Guido Zernatto qui, dans un poème écrit à New York en 1943, laissait pressentir sa mort prochaine :

Dieser Wind der fremden Kontinente

Dieser Wind der fremden Kontinente

Bläst mir noch die Seele aus dem Leib.

Nicht das Eis lähmt mir das frostgewohnte

Und die Schwüle nicht das lang entthronte

Herz, das leer ist wie ein ausgeweintes Weib.

Dieser Wind der fremden Kontinente

Hat den Atem einer andern Zeit.

Andre Menschen, einer andern Welt geboren,

Mag's erfrischen. Ich bin hier verloren

Wie ein Waldtier, das in Winternächten schreit ⁵¹.

Quelques semaines après avoir écrit ce poème, le 8 février 1943, Zernatto mourut d'une attaque cardiaque. Il est vrai que politiquement aussi, sa vie en Amérique ne lui avait apporté que des déceptions.

Mais à côté des déçus, des découragés, il y eut ceux qui croyaient à l'avenir de l'Autriche et l'un des plus grands auteurs dramatiques autrichiens de notre époque, Ferdinand Bruckner, se fit leur porte-parole lors de la dernière commémoration du 11 mars 1938 que les exilés célébrèrent dans l'exil, celle de 1944. De son discours que l'on trouve dans les pages de l'*Austro-American Tribune* de New York, d'avril 1944, nous relevons les passages les plus caractéristiques :

« Des luttes des partisans, des saboteurs et des déserteurs naît en ce moment l'Autriche libre. Le peuple autrichien vient au monde. Pour la

51 Nous avons donné quelques dates biographiques de Guido Zernatto qui, pendant les dernières années du gouvernement Schuschnigg, avait été ministre et secrétaire général du 'Front patriotique'. Arrivé aux Etats-Unis après une fuite pleine de péripéties, Zernatto, avec l'ancien ministre Hans Rott, se rapprocha de Otto von Habsbourg, se privant par là de toute possibilité d'entente avec les socialistes.

Essai de traduction du poème : *Dieser Wind der fremden Kontinente*

Ce vent des continents étrangers

Ce vent des continents étrangers

Me fera encore sortir l'âme du corps.

Ce n'est pas la glace, ni la chaleur

qui paralysent mon cœur habitué au gel

Et déchu depuis longtemps, vide comme une femme éplorée.

Ce vent des continents étrangers

Respire l'haleine d'un autre temps.

D'autres hommes, nés pour un autre monde

Peuvent en jouir. Mois, je suis perdu ici

Comme une bête de la forêt qui crie dans la nuit d'hiver.

première fois depuis qu'existe le nom d'Autriche, ce peuple ne lutte pour aucun souverain, pour aucun anschluss, pour aucun bloc, mais uniquement pour lui-même. Et pour la première fois, l'Autriche devient une réalité historique... », après un survol historique, il conclut : « Lorsque l'Autriche sera sortie de l'enfer de la dépendance, rien ne lui sera plus étranger que de se croire un petit pays. Le sentiment le plus élémentaire d'un peuple libre est l'union avec le sol sur lequel il vit et pour la libération duquel il a souffert. Il forme avec lui un organisme vivant dont le bien-être ne dépend en aucune manière de l'étendue. L'Autriche ne peut prospérer que dans la mesure où elle est exactement aussi petite et aussi grande qu'elle doit l'être pour être l'Autriche. Comme les autres petits pays de l'Europe, l'Autriche à son tour se rira de quiconque tentera à nouveau d'entonner la lamentation de son inaptitude à la vie... La libre Autriche sera une Autriche qui travaille : vive l'Autriche libre ⁵² ! »

A des milliers de kilomètres des lieux des événements, un écrivain développait ainsi une vision de l'Autriche future à laquelle tous les patriotes ne pouvaient que souscrire ; ce discours abolit d'un coup tous les clivages politiques et sociaux, il fut un jalon sur la voie du consensus national.

L'importance des écrivains résidait justement dans le fait que par leur action et leur création ils transcendèrent les frontières politiques ⁵³.

52 Ferdinand BRUCKNER (pseudonyme de Theodor Tagger), *Ein freies Österreich*, Rede bei der Gedenkfeier an den 13. März 1938, publié dans *Austro-American Tribune*, New-York, avril 1943, cité d'après A. Breycha-Vauthier, Herg., *Sie trugen Österreich mit sich in die Welt*, Wien, 1962, 173 p., p. 28-32.

53 Ce fut également le cas des autres créateurs culturels, musiciens, artistes, savants, auxquels nous ne pouvons consacrer que cette brève note : les écrivains possédant l'avantage d'articuler de façon accessible à tout ce que les autres exprimaient dans leurs œuvres. Aussi, les représentants des arts ne furent-ils pas les moindres dans les activités en faveur de l'Autriche future. Le *Zeitspiegel* du 30 mai 1945 (supplément *Jung-Österreich*) écrit : « Le professeur Oskar Kokoschka s'est déclaré prêt à prendre l'initiative d'une collecte pour les enfants des combattants autrichiens tombés pour la liberté, dans le cadre de l'*Austrian Youth Liberation Found*, en s'adressant aux artistes autrichiens vivant à l'étranger... Lui-même a mis à la disposition de ce Fonds un grand tableau, *What we are fighting for*. Beaucoup d'Autrichiens connus ont promis leur soutien, parmi eux le professeur Hans Tietze, qui vit aux U. S. A. La grande exposition d'art qui vient d'avoir lieu à Londres a reçu 50 000 visiteurs. Les artistes Dachinger, Deutsch, Mayersson, Eisenmayer, Mayer-Marton, Charoux, Purtscher, Berger, Wydenbruch, Kaufmann, et surtout le professeur Georg Ehrlich ont, grâce à leur dévouement, rendu possible l'organisation de cette exposition ». Dans le même sens œuvraient les savants et les compositeurs autrichiens, au sujet desquels nous renvoyons respectivement à Engelbert Broda, *Österreichische Naturwissenschaftler im Exil*, dans *Protokoll*, p. 575-581, et à Kurt Blaukopf, *Österreichische Musiker im Exil*, dans *Protokoll*, p. 582-584.

Par leurs œuvres, ils réalisèrent ce que les politiciens n'avaient pas réussi : amalgamer tous les esprits patriotiques, effacer les options politiques et philosophiques. Les écrivains, porte-parole d'aucun parti politique, ne s'adressaient pas à des partisans politiques mais aux individus qui, grâce à leur parole, pouvaient se sentir membres de la même communauté nationale. De leur exil, ils contribuèrent donc à ce consensus national qu'exigeaient impérieusement les événements alors en cours et qui devaient aboutir à la résurrection de l'Etat autrichien en avril 1945.

CORRESPONDANCES, DIVERGENCES, CONVERGENCES

Le discours de Ferdinand Bruckner sur l'Autriche libre avait été à mi-chemin entre l'expression poétique et l'expression politique ; une sorte de passerelle jetée du monde de la culture vers les historiens et hommes politiques, les théoriciens des fondements de la future Autriche. Eux aussi avaient avancé sur le chemin dans ces années 44-45, il n'est que de lire les articles, correspondances et brochures où ils confrontent leurs idées, souvent divergentes sinon contradictoires, mais qui apportent toujours des pièces nouvelles à l'étayement de la construction dont ils se voulaient tous les architectes : la nouvelle Autriche, la Seconde République.

A partir de l'Amérique, ce furent les travaux et les cours universitaires de Guido Zernatto, les articles d'Ernst Karl Winter ; à partir du Mexique, Bruno Frei engagea le dialogue avec un jeune prisonnier de guerre autrichien ; à partir de Moscou, Ernst Fischer envoyait ses émissions vers le pays, ses articles vers l'Angleterre et Hugo Huppert ses considérations sur la nation ; en Angleterre, Franz West, Jenö Kostmann et d'autres s'efforcèrent de clarifier les idées, dans un esprit assez polémique il est vrai, et en Palestine Willy Verkauf-Verlon et Kurt Blaukopf publièrent les résultats de leurs recherches et réflexions. Près de quarante ans plus tard, ces apports ont gardé leur actualité et l'on peut constater combien ils ont fructifié le monde politique et scientifique d'aujourd'hui, que l'on se réfère explicitement à eux ou que l'on prenne simplement en charge les idées exprimées alors.

Pour Guido Zernatto, une première constatation s'impose à la lecture de l'ouvrage qu'il a laissé : autant il fut partisan, parfois très sectaire, dans son action politique, autant la diction et la réflexion sont mesurées et « objectives » — dans la mesure du possible — dans ses exposés scientifiques. Ainsi apparaît la triple nature de cette personnalité qui fut homme politique, poète et chercheur historique. De

l'ouvrage mentionné, *Vom Wesen der Nation*⁵⁴, nous ne retiendrons, dans ces premières et provisoires remarques, que ce qui est caractéristique pour la situation en 1944-1945, nous réservant d'aller plus avant quand nous traiterons de ce que nous appellerons, avec d'autres, la *Nation(s)-Werdung* de l'Autriche. En tenant compte que l'ouvrage n'a pu être achevé par son auteur, il faut dire qu'on est frappé par l'évolution de sa pensée : dans le précédent ouvrage publié, *Die Wahrheit über Österreich*⁵⁵, Zernatto avait tracé un portrait de l'Autrichien, un peu à la manière de Hofmannsthal, non pas en opposant l'Autrichien et le Prussien, mais l'Autrichien et le national-socialiste. Dans ce portrait, il résumait la thèse de Dollfuss et de Schuschnigg à savoir que l'Autrichien non seulement était Allemand, mais qu'il était le meilleur Allemand, et qu'en outre l'Autrichien ne pouvait se concevoir que comme le fédérateur — et en même temps dominateur — d'une pluralité de peuples, dans un Reich supranational. Sa démonstration, qui en définitive vise aussi bien le national-socialiste que le Prussien, culmine dans l'affirmation de l'existence de l'homme autrichien, *homo austriacus*, conception au demeurant aussi romantique que celle du *deutsches Volkstum* ou *völkisch*, notions qui reposent sur un passé lointain qui se perd dans la brume des temps. Nous avons cité cette fière constatation de Zernatto : l'Autriche « était un pont, mais un pont fait de bois allemand... ».

Dans l'exil, ce même Zernatto, chargé d'une recherche sur la question des nationalités par la Fordham University à New York, s'appliqua à trouver une approche plus scientifique.

En ventilant le problème de la nation en ses différentes composantes, Zernatto a sans doute participé à une mise à jour qui, aujourd'hui encore, n'est pas terminée, mais avance parfois en trébuchant et toujours sous les feux croisés des hypernationalistes d'un côté et des abolitionnistes de la nation de l'autre. En premier lieu, Zernatto recherche l'histoire du mot « nation », et il trouve que ce mot, cette notion, servait à ses origines à marquer simplement une différence et une communauté, mais il ne s'arrête pas là, car la « nation moderne » est bien autre chose.

Élément par élément, les différentes composantes sont ensuite passées en revue, mais en mettant en garde contre le « dédale des définitions » Zernatto nous touche à un point sensible ; nous refusons aussi de nous y engager. Néanmoins nous serons amenés à examiner les différentes écoles

54 Guido ZERNATTO, *Vom Wesen der Nation*, Fragen und Antworten zum Nationalitätenproblem, Hrsgb. Wolf in der Maur, Verlag Holzhausens Nachfolger, Wien, 1966, 194 p.

55 *Op. cit.*, voir bibliographie.

qui vont de Mancini de Turin au milieu du XIX^e siècle jusqu'à Staline, en passant par Renner, Bauer, Kautsky et d'autres. Quoi qu'il en soit : Zernatto réfute les théories raciales des nazis, discute le concept de « Kultur », se pose des questions sur le rôle de la religion dans la vie des nations, de l'histoire dans la formation des nations, du territoire, de la langue, des us et coutumes et finalement de l'Etat. Nous voyons donc réunis dans son étude les éléments qui, en général, sont mis en œuvre quand il s'agit d'élaborer une théorie de la nation. Mais face à la complexité du problème, Zernatto réagit avec modestie. De ses recherches, il tire des conclusions qui nous semblent essentielles pour la situation en 1944-1945 et qui constituent, à nos yeux, un progrès sensible face aux théories toujours en vogue chez ses amis philosophes et politiques à cette époque, conclusions qui pouvaient faciliter la recherche du consensus national qui est au centre de ce chapitre.

Trois acquis des études de Zernatto nous semblent pertinents et symbolisent les progrès auxquels l'a amené l'expérience de la guerre et de l'exil :

- « Il est faux de croire que tous les hommes qui parlent la même langue forment une nation ⁵⁶. » Et il invoque les exemples des Anglais et des Américains, des Danois et des Norvégiens, des Espagnols et des Hispano-Américains, des Portugais et des Brésiliens, des Serbes et des Croates, pour conclure que « l'appartenance à un corps linguistique n'indique pas nécessairement à quelle nation on appartient ⁵⁷ ». Apparemment, le « bois allemand » dont en 1938 encore l'Autrichien était fait, aux yeux de Zernatto, était devenu plutôt verrouillé pendant les trois années écoulées depuis son premier livre et ses recherches sur la nation. Zernatto d'ailleurs réfute par la même occasion le racisme, car « tous les grands et la plupart des petits peuples de notre époque sont des mélanges bigarrés d'hommes de beaucoup de races, en provenance de multiples groupes ethniques et aires linguistiques ; aucune nation à notre époque n'est *une unité ethnique en soi* ⁵⁸ ». C'est sans doute l'expérience vécue aux Etats-Unis qui l'amena à cette conviction.
- Tout en s'élevant contre le nationalisme, Zernatto reconnaît que les nations « veulent conquérir liberté et épanouissement, que les différentes civilisations désirent se libérer des chaînes étrangères, que des Etats, des groupes politiques avec leur “ raison ” et leur pro-

⁵⁶ *Vom Wesen der Nation*, op. cit., p. 70.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*

gramme — et aussi certaines classes de ces nations — défendent leurs intérêts économiques, leurs droits sociaux ⁵⁹ », et que « les guerres de notre époque sont souvent menées pour les droits des nations, pour leur droit à l'auto-détermination, leur droit d'avoir un Etat à eux » mais, retombant dans un passé pas encore assez éloigné pour ses attitudes personnelles, il leur reconnaît aussi « le droit à l'espace vital, le droit aux colonies et aux matières premières ⁶⁰ », en quoi il se situe dans le voisinage dangereux de Hitler, mais aussi des puissances coloniales qu'étaient alors la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis, dans un certain sens. Ce qui importe, c'est le droit des petits peuples à déterminer leur sort ; lutte justement menée, à ce moment-là, par le peuple autrichien.

- Le troisième acquis de Zernatto est du domaine scientifique, lorsqu'il prend conscience de l'importance que revêt à notre époque le problème de la nation dans sa totalité : « Reconnaître l'essence des nations dans leurs tréfonds, ce qui les sépare et ce qui leur est commun et en tirer les justes conclusions, est la première tâche que doivent résoudre les hommes qui se préoccupent du sauvetage de notre monde ⁶¹. » Est-il besoin de souligner qu'en ce qui concerne cette dernière constatation, nous sommes tout à fait d'accord avec Zernatto.

RASSEMBLER TOUS LES ÉLÉMENTS

Dans les pages précédentes, nous avons esquissé le tableau de la diversité des courants philosophiques et politiques des organisations de Résistance dans le pays et de l'émigration à l'extérieur, et montré les efforts entrepris dans les phrases ultérieures de la guerre pour rassembler tous ces éléments éparés. Pour ce faire, il fallait créer un dénominateur commun idéologique. Le F.Oe.W.B. s'y employa, d'autres aussi évidemment, sur le plan politique. Les écrivains, par leurs œuvres et leurs activités apportaient leur pierre. Les publicistes et propagandistes ne voulaient pas être en reste. Dès la fin 1942, les articles se multiplièrent dans les divers organes et notamment dans *Zeitspiegel* de Londres et dans l'*Austro-American-Tribune* de New York ; articles qui tendaient à favoriser un consensus sur ce qu'était l'Autriche et son devenir.

Jenö Kostmann, dans *Zeitspiegel*, ouvrit la discussion sur la culture autrichienne, dans la défense de laquelle il voyait une forme du

⁵⁹ *Ibid.*, p. 7.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 69.

⁶¹ *Ibid.*, p. 72.

combat à mener, pour la nation autrichienne, par tous les créateurs intellectuels parmi lesquels il comptait aussi bien les artistes et les savants que les éducateurs, les enseignants et les publicistes eux-mêmes. Car « l'esprit de la résistance et de la liberté puise sa force dans le trésor de la culture nationale qui est l'expression de la spécificité et de la physionomie d'un peuple ⁶² ». Après avoir polémique contre un internationalisme et un cosmopolitisme mal compris qui veulent parvenir à la communauté des peuples et des cultures par l'abandon de la spécificité nationale, Kostmann rappelle les objectifs des nazis : « C'est avec intention que les nazis, après l'annexion de l'Autriche, ont essayé rageusement d'anéantir l'héritage de la culture autrichienne, qu'ils ont persécuté toute expression de l'esprit autrichien. S'ils avaient réussi à exterminer toute trace de la culture autrichienne, à tarir cette fontaine de Jouvence de la nation, ils auraient eu beau jeu de faire plier les Autrichiens sous le joug de la domination étrangère ⁶³. »

Alors que dans le passé l'orientation pan-allemande ouverte ou cachée d'une partie des classes dirigeantes a empêché le développement d'une historiographie autrichienne, comme d'une histoire autrichienne de la culture, Kostmann précise la tâche des créateurs en exil : élaborer les traits particuliers de la physionomie autrichienne avec le double objectif de consolider en Autriche même la force de résistance du peuple et de susciter à l'extérieur une compréhension encore plus grande de l'opinion publique internationale pour la cause de la liberté autrichienne. « Dans le domaine du travail culturel aussi il y a des batailles à mener, des ennemis à vaincre et des alliés à gagner ⁶⁴. »

Nous avons vu qu'avec la collection des *Kulturelle Schriften* le F.A.M. avait depuis un moment engagé cette bataille, mais l'article de Kostmann dans le *Zeitspiegel* trouva sa prolongation dans la *Conférence culturelle autrichienne* qui eut lieu à Londres les 29 et 30 août 1942, sous la présidence de Robert Neumann.

Ce fut l'une des rares manifestations de l'exil autrichien où se retrouvèrent dans la même salle non seulement les représentants de tous les courants idéologiques, socialistes « officiels » y compris, mais où ces derniers participèrent activement en présentant des communications intéressantes devant 250 participants parmi lesquels on comptait des savants, des artistes, des musiciens et compositeurs, des historiens, des journalistes et des syndicalistes, sans parler des écrivains, puisque

⁶² *Zeitspiegel*, N° 22, 30 mai 1942.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*

c'était le P.E.N. autrichien en Grande-Bretagne qui avait pris l'initiative⁶⁵. Les discussions, franches mais constructives, apportèrent la preuve que tous les participants, quelque fût leur position politique, étaient d'accord pour considérer le patrimoine culturel autrichien comme une arme importante contre le nazisme et sa domination en Autriche. De Moscou, Ernst Fischer avait envoyé un message où il faisait certes des concessions aux conservateurs en parlant du « nom millénaire de l'Autriche » qui « nous est devenu cher comme jamais auparavant⁶⁶ », mais émettait en même temps de sérieuses critiques à l'égard des faiblesses du passé, fustigeant l'indécision traditionnelle des Autrichiens, et développant en même temps la vision d'une Autriche future qui serait l'intermédiaire entre les peuples de l'Ouest et l'Est, un « pont de peuple à peuple, de culture à culture », et, par là, un facteur important de paix entre les peuples.

Dans une série d'articles, *Zeitspiegel* s'efforçait de parvenir à l'unification de toutes les forces autrichiennes, non pas pour obtenir une représentation officielle quelconque mais, visant plus loin, pour une « concentration nationale » dans l'immédiate après-guerre, pour assurer la reconstruction de l'Autriche. Dès le début de 1943, apparaît ainsi une réflexion pour éviter la confusion entre *patriotisme* et *nationalisme* lorsque Hans Winterberg explique la nécessité de l'indépendance de l'Autriche : « Certains ne voient dans la lutte libératrice autrichienne que le danger du nationalisme, mais ce danger n'existe que lorsqu'un peuple a la prétention de dominer d'autres peuples... la lutte pour la liberté et l'indépendance de l'Autriche est la seule base possible pour l'union de tous les Autrichiens, il en est de même pour les Polonais, les Français, les Belges ou les Luxembourgeois⁶⁷. » Dans une émission de Radio Autriche à Moscou, reproduite dans *Zeitspiegel*, F. Schilling (Zucker-Schilling) vise le même objectif en déclarant sous le titre « l'Autriche aux Autrichiens » : « Les forces politiques en Autriche se rassemblent nonobstant leurs anciennes divergences politiques, non

65 Parmi les rapporteurs figuraient entre autres, *David Bach*, l'ancien critique musical de l'*Arbeiterzeitung*, initiateur des concerts symphoniques pour ouvriers à Vienne, *Albert Fuchs*, l'auteur des *Geistige Strömungen...* la syndicaliste *Mme M. Jahoda*, le journaliste *Friedrich Scheu* et de nombreux autres...

66 Ce qui permit à E. K. Winter de dire dans un article sur « l'émigration autrichienne aux Etats-Unis », paru en 1950 dans le périodique *Die Abwehr* (Graz, janvier/février 1950), que les idées d'Ernst Fischer étaient romantiques et empreintes d'universalisme, voire presque catholiques, et qu'elles pourraient très bien avoir été exprimées par Richard Kralik, l'écrivain catholique orthodoxe bien connu.

67 *Zeitspiegel*, N° 1, 2 janvier 1943, p. 5.

pas pour mener des discussions théoriques sur un avenir lointain, mais pour consacrer toutes leurs forces à un seul but : arracher le pays à la guerre hitlérienne, à la domination allemande étrangère ⁶⁸. »

Dans un article sur le patrimoine autrichien, J. Kostmann s'exprima dans le même sens en établissant la relation étroite entre patriotisme et liberté : « De même que jadis, dans les décennies où les peuples conquièrent leur souveraineté contre le féodalisme en se constituant en nation, le patriote est devenu le promoteur de la lutte libératrice contre l'Allemagne meurtrière de Hitler. Si le peuple autrichien veut gagner sa place parmi les nations, il doit s'inspirer d'un pur patriotisme ⁶⁹. » Et Kostmann souligne alors la confusion qui régna longtemps en Autriche à propos du mot « national » dont abusèrent les pangermanistes pour en faire une profession de foi nationale-allemande ; ce dévoiement eut un effet déplorable sur la conscience nationale autrichienne et fit longtemps obstacle à un véritable patriotisme autrichien qui perça enfin dans la lutte contre l'hitlérisme. Parlant de la « fonction de l'émigration autrichienne », W. Scholz explique que la « seule légitimation que possède l'émigration autrichienne quand elle prétend représenter le pays, c'est de faire siens les buts de la lutte dans le pays même... c'est-à-dire de s'aligner sur les mots d'ordre des forces qui combattent en Autriche ; or celles-ci, unies par l'Ö.F.F., luttent pour une Autriche libre et indépendante qui appartiendra aux Autrichiens, et à eux seuls qui y exerceront les droits du peuple, en se donnant un gouvernement dans lequel il aura confiance, et d'où seront extirpées toutes les racines de la barbarie fasciste ⁷⁰. »

Après la *Déclaration de Moscou*, *Zeitspiegel* précise dans un article important les « Fondements de l'Etat autrichien » : « L'Etat autrichien sera ce qu'il devient aujourd'hui par la lutte. La question fondamentale de la politique autrichienne d'aujourd'hui et de demain ne peut avoir qu'une réponse, à savoir que les seuls fondements durables de l'Etat autrichien de demain et la base la plus large pour l'actuelle lutte de libération autrichienne pour cet Etat sont constitués par la nation autrichienne et par la communauté nationale des six millions et demi d'Autrichiens qui forment le matériel constitutif du front de libération nationale et de l'Etat autrichien de demain. Ces six millions et demi d'Autrichiens ne constituent pas une « partie arrachée » de la « communauté allemande », ils sont une communauté nationale pour et par

68 *Zeitspiegel*, N° 6, 6 mars 1943, p. 2.

69 *Zeitspiegel*, N° 8, p. 2.

70 *Zeitspiegel*, N° 30, 21 août 1943, p. 8.

eux-mêmes ⁷¹ ». En établissant un lien entre patriotisme et démocratie, Ernst Fischer constatait : « Le patriotisme de la classe ouvrière autrichienne, né dans la lutte libératrice, sera d'une importance décisive. Dans le passé, les travailleurs autrichiens étaient plutôt méfiants à l'égard du patriotisme. Cette méfiance avait sa racine dans l'abus de ce mot par les milieux réactionnaires... en outre le manque de confiance de nombreux dirigeants sociaux-démocrates dans le peuple autrichien et l'orientation grande-allemande du mouvement ouvrier autrichien qui en résulta a provoqué dans le mouvement ouvrier une dangereuse indifférence nationale... et enfin on a fait croire aux travailleurs autrichiens que l'internationalisme — auquel ils étaient profondément attachés — et le patriotisme étaient incompatibles... mais un véritable patriotisme n'est jamais contradictoire avec une amitié profonde avec tous les peuples épris de liberté... Dans la lutte libératrice, de nouvelles relations amicales se sont nouées entre les différentes couches de la population. Le patriotisme démocratique des travailleurs, des paysans, de l'intelligence est l'expression de ces nouvelles relations qui doivent être encouragées et consolidées de toutes les manières. La possibilité existe d'une union démocratique et patriotique durable du peuple autrichien ⁷². »

En relisant ces réflexions à 40 ans d'intervalle, deux remarques s'imposent : certaines de ces idées font aujourd'hui partie du domaine public et sont généralement admises en Autriche, alors que leurs promoteurs sont tout à fait marginalisés dans la vie politique autrichienne, et d'autres de ces idées sont carrément devenues caduques ; il nous incombera de rechercher les raisons de ces phénomènes.

D'autre part, et tandis que dans la lutte contre le nazisme tous les combattants, au delà de tous les clivages politiques, étaient unanimes sur le but de l'indépendance de l'Autriche, dans l'exil et notamment dans l'exil anglais et américain, certains dirigeants socialistes se refusaient toujours à reconnaître ces faits. Il semblait qu'ils avaient peur de l'indépendance de leur propre peuple ; ils cherchaient des échappatoires en invoquant la future unité européenne, une quelconque fédération, etc. On peut dire qu'ils étaient aveuglés soit par leurs options idéologiques antérieures, soit par un entêtement irréaliste auquel s'ajoutait l'appréhension de tomber dans l'orbite du communisme soviétique. Or, dans le camp de la social-démocratie, on notait un curieux phénomène : en

71 *Die Grundlagen des österreichischen Staates*, dans *Zeitspiegel*, N° 2, 15 janvier 1944, p. 1-2.

72 Ernst FISCHER, *Demokratischer Patriotismus*, dans *Zeitspiegel*, N° 23, 10 juin 1944, p. 2.

Angleterre, il y avait des dissidents, en Amérique et en Suède non pas des dissidents mais des dirigeants, disons, à ce moment-là, de second ordre, qui voyaient les choses plus sainement. Ce sont d'ailleurs les « dissidents » qui, souvent, préservent l'avenir de ceux dont ils sont issus, mais dont ils sont amenés à se séparer à un moment particulièrement difficile et délicat ; ils prennent le risque et en sortent souvent grandis.

En Grande-Bretagne, la « Fédération des socialistes autrichiens », dirigée par l'ancien député Marie Köstler prit partie en faveur de la lutte pour l'indépendance autrichienne ; elle fit, nous l'avons dit, partie du F.A.M. accusé par le *London Büro* d'être manipulé par les communistes. Il s'ensuivit des polémiques passionnelles. Marie Köstler s'exprimait dans *Zeitspiegel* pour rompre des lances en faveur de l'indépendance de l'Autriche : « Notre fédération est dans les rangs de ceux qui luttent pour l'indépendance autrichienne, écrivait-elle, et qui considèrent la population autrichienne comme une nation à part qui a droit, bien entendu, à une vie nationale spécifique et autonome... Le *London Büro*, quant à lui, les considère comme des Allemands... mais la politique qui se dissimule derrière le refus du mot « Indépendance de l'Autriche », est grande-allemande. Elle est en opposition avec les revendications et les objectifs de la classe ouvrière autrichienne qui, comme ses camarades en Belgique, en Norvège, au Danemark et dans d'autres pays occupés, lutte pour l'indépendance de son pays ⁷³ ». Marie Köstler revenait souvent sur l'idée que la lutte pour l'indépendance nationale correspondait aux intérêts des travailleurs : seul un peuple libre peut construire le socialisme dit-elle dans un discours à Conway Hall, le 15 septembre 1943 : « Nous socialistes autrichiens en émigration, nous connaissons notre devoir. Nous ne voulons pas des jeux politiques stériles de la politique d'émigration. Notre politique est celle de nos camarades restés au pays et c'est cette politique que nous devons suivre. Avec tous les ennemis de Hitler nous devons soutenir la lutte pour la libération de notre patrie. Nous avons à assumer la mission dont nous ont chargé les hommes de confiance viennois lors de leur réunion, dans la Maison du peuple de Floridsdorf en 1938 ; cette mission est de lutter pour une Autriche libre et indépendante, avec tous ceux qui ont cette sincère volonté ⁷⁴ ! » Pour renforcer la thèse de la possibilité d'indépendance des petites nations, *Zeitspiegel* publia le dis-

73 Marie KOESTLER, *Zwei Richtungen in der Sozialdemokratie*, dans *Zeitspiegel*, N° 32, 4 septembre 1943, p. 4.

74 Marie KOESTLER, *Die Arbeiterklasse und die österreichische Freiheitsfront*, dans *Zeitspiegel*, N° 36, 2 octobre 1943, p. 5.

cours du ministre des Affaires Etrangères du Luxembourg, Josef Bech, sur « Les petites nations dans le règlement d'après-guerre » qui déclarait : « S'il y eut jamais des doutes quant à l'avenir des petites nations, la lutte héroïque qu'elles mènent pour leur droit à la vie me donnerait à elle seule du courage pour l'avenir. La lutte des peuples opprimés dans leurs pays signifie plus que la résistance vis-à-vis des envahisseurs allemands. Elle est le symbole de la protestation contre toute la violation de leurs droits. Quand la victoire sera acquise, on ne pourra pas ignorer cette protestation ⁷⁵. » Pour leur part, les Autrichiens en exil mettaient tout en œuvre dans cette dernière phase de la guerre pour faire entendre la voix de la protestation et assurer les droits du peuple autrichien à la renaissance de son Etat.

PIONNIERS DU CONSENSUS NATIONAL AU PROCHE-ORIENT ET AUX ETATS-UNIS...

Nous connaissons déjà l'activité déployée par Willy Verkauf-Verlon à Jérusalem et dans toute la région. Après avoir fondé sa propre maison d'édition, ce pionnier publia une série de brochures concernant l'attitude future de la nation autrichienne. Pour un petit ouvrage sur l'amitié entre l'écrivain slovène Franz Prescheren et Anastasius Grün, Verkauf prit comme devise « *Nicht Feinde sollen Nachbarn sondern Brüder sein* » tirée d'un poème de Prescheren, l'un des premiers écrivains à utiliser la langue slovène. Le but de cette brochure était double : préparer un avenir amical entre Autrichiens et Slovènes, ce qu'il considérait comme la tâche primordiale des patriotes démocrates des deux pays, en quoi il faisait figure de précurseur clairvoyant, car dans les trente années et plus qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre, le problème slovène a maintes fois soulevé les passions. Les résurgences de l'idéologie pan-germaniste et « *völkisch* » sont particulièrement virulentes dans cette région et c'est là qu'apparaît la nécessité d'un travail d'éducation politique en profondeur pour surmonter des antagonismes artificiellement entretenus ⁷⁶. Deuxièmement, en rappelant l'exemple historique d'une sincère amitié entre l'aristocrate autrichien Grün et l'écrivain slovène Prescheren, d'origine paysanne, Verkauf voulait prévenir les remous nationalistes. Il donne d'ailleurs comme exemple d'une administration compréhensive celle instituée par les Français de Napoléon qui, depuis 1809, fut à l'origine d'une véritable renaissance slovène. La Slovénie faisait alors partie des « Provinces illyriennes », dont la

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Nous serons amenés à discuter ce problème dans un chapitre ultérieur.

capitale était Ljubiana (Laibach). Bien que l'enseignement fût donné en français, la langue slovène fut particulièrement encouragée de sorte que la domination française fut ressentie comme amicale, comparée à celle des Habsbourg, après 1815, qui laissa libre cours à ceux qui forcèrent la germanisation. Prescheren, le plus âgé des deux poètes, initia Grün aux beautés de la langue et de la littérature slovènes, et celui-ci édita en 1850 une « Collection de chansons populaires de la Carniole », donnant ainsi l'exemple de la fécondation mutuelle de deux cultures voisines. Avec cette brochure, Verkauf a sans doute fait œuvre de pionnier, mais il subit le sort de tous les prophètes qui est de prêcher dans le désert, dans son propre pays ⁷⁷.

Moins prophétiques, donc plus orientées vers une action concrète, telles furent deux brochures de Kurt Blaukopf dont l'une était consacrée aux *Problèmes nationaux de l'histoire autrichienne* ⁷⁸. Blaukopf s'adressait à une étudiante socialiste avec laquelle il avait entamé une discussion après l'accord Schuschnigg-Hitler du 11 juillet 1936 ; il continuait pour ainsi dire la discussion par brochure interposée, relevant certains problèmes controversés et notamment celui de l'attitude envers la monarchie des Habsbourg. Les hommes de gauche avaient eu l'habitude de parler avec horreur de la monarchie, lui attribuant un rôle maléfique et malfaisant dans tous les domaines. Après une réflexion de plusieurs années pendant lesquelles les exilés avaient beaucoup appris, l'auteur pose cette question pertinente : serait-il possible qu'une dynastie garde le pouvoir pendant des siècles, malgré les forces centrifuges de ses possessions et les intérêts divergents de ses peuples, sans nécessité historique ? Suffit-il d'être bon républicain, est-on bon républicain en dévalorisant l'empire des Habsbourg simplement comme une tyrannie absurde ? Blaukopf arrive à la conclusion qui aujourd'hui nous semble normale, mais qui fut à l'époque une position en flèche dans les milieux de gauche, à savoir que la monarchie des Habsbourg avait bien un rôle fédérateur à jouer, mais qu'à la suite de ses retards politiques elle avait failli à cette mission. Il a manqué à cette monarchie un mouvement démocratique vigoureux qui aurait pu maintenir, après sa chute, les pays qu'elle avait rassemblés. L'éclatement de la monarchie danubienne n'a pas été une conséquence de la force du mouvement démocratique, mais

77 Willy VERKAUF, *Nicht Feinde sollen Nachbarn, sondern Brüder sein*, Schriftenreihe *Dokumente und Berichte*, 3. Heft, Herausgegeben von der Studiengruppe der Freien Österreichischen Weltbewegung, Ortsgruppe Jerusalem, 20 p. sans date.

78 Kurt BLAUKOPF, *Nationale Probleme der österreichischen Geschichte*, Verlag Willy Verkauf, Jerusalem, 1944, 27 p.

bien de sa faiblesse. En 1880, le célèbre révolutionnaire de 1848, Adolf Fischhof, voulut rassembler les démocrates de toutes les nationalités de la monarchie, mais il subit un cruel échec. Les antagonismes, à la suite de la politique des classes dirigeantes, étaient déjà insurmontables. La social-démocratie elle-même n'avait pas su proposer une solution acceptable pour tous, en raison simplement de son attitude pan-allemande. Sa position vis-à-vis de l'anschluss fut une conséquence directe de son attitude sous la monarchie. De là les difficultés qu'éprouvèrent les socialistes pour en finir avec l'idéologie pan-allemande et adopter une idéologie autrichienne dans laquelle cependant les Autrichiens au pays même se reconnaissaient désormais. Ceux-ci s'étaient libérés du cruel dilemme dans lequel on les avait enfermés tout au long du XIX^e et pendant le premier tiers du XX^e siècle : grand-allemand ou pro-habsbourg, de sorte que toute opposition contre la Prusse impérialiste et réactionnaire aboutissait à se ranger du côté des Habsbourg. Hitler lui-même fut prisonnier de ce dilemme : comme anti-thèse à son Reich grand-allemand, il ne vit que la solution habsbourgeoise. Ce fut sans doute pour cette raison qu'il donna à l'invasion de l'Autriche le nom de code « Action Otto ».

L'expérience cruelle de l'occupation nazie libéra la majorité des Autrichiens de ce carcan : désormais, ils luttaient pour une Autriche indépendante, mais une Autriche démocratique et républicaine.

Nous ne pouvons pas reprendre tous les arguments qu'utilisa Blaukopf pour étayer ses réflexions, mais il aboutit à la même constatation que Marie Köstler à Londres, à savoir que les travailleurs socialistes d'Autriche s'étaient exprimés par la bouche de leurs délégués dès 1938 lorsqu'il s'agit de préparer la défense contre l'agression imminente de Hitler : « Les délégués des ouvriers et employés déclarent, au nom de la classe ouvrière qu'ils représentent, qu'ils sont prêts à tout moment à mener le combat pour le maintien d'une Autriche libre et indépendante, dans laquelle eux-mêmes seront libres et indépendants ; ils sont prêts à s'unir à tous ceux qui, comme eux, veulent sincèrement mener cette lutte. »

En conclusion de ses réflexions, Kurt Blaukopf écrivait : « Le front national pour la libération (Ö.F.F.) est aujourd'hui un front patriotique qui groupe toutes les couches de la population. L'émigration elle aussi, dans sa presque totalité, défend la lutte pour l'indépendance. Enfin le poison de l'idéologie pangermaniste est éliminé et le monde entier commence à comprendre que la lutte pour l'indépendance de l'Autriche n'est pas une affaire du moment et de tactique, mais qu'elle est profondément ancrée dans le destin historique du peuple autrichien.

Jusqu'ici les paroles de Hugo von Hofmannsthal étaient valables : " Il y a quelque chose de muet autour de l'Autriche. " Maintenant, l'Autriche a retrouvé sa langue. Pour qu'elle s'exprime clairement, il faut que l'artillerie grande-allemande se taise ⁷⁹. »

Blaukopf, dans un autre travail, montra le problème national autrichien sous un autre angle : celui du caractère constitutif de la nation, des différents Länder autrichiens. Les relations entre les Länder et l'Etat autrichien furent toujours empreintes d'une interaction fructueuse : les Länder, entités historiques avec leurs institutions provinciales et communales, assurèrent même pendant des périodes du système de gouvernement absolu un minimum de libertés, ce qui impliqua une lutte contre le pouvoir centralisateur et autocratique. Pour empêcher que des accords se concluent entre les Länder, un décret impérial du 26 février 1861 statua explicitement qu'aucune diète d'un pays ne devait entretenir de relations directes avec la représentation d'un autre Land. Seul le bouleversement de 1918 assura aux Länder des droits constitutionnels : ils disposèrent désormais de gouvernements à compétences assez larges, d'une assemblée élue au suffrage universel et qui avait le droit de légiférer. En outre, les Länder déléguèrent leurs représentants dans la seconde chambre de la République, le *Bundesrat*, ils exerçaient donc sur le pouvoir central une influence qui s'exprimait entre autres par le droit de veto du *Bundesrat* ; il est vrai que ce n'était qu'un droit de veto suspensif. Les régimes dictatoriaux, celui institué d'abord par Dollfuss, puis le régime hitlérien, détruisirent complètement l'autonomie et les structures politiques et administratives des Länder qui ne pouvaient retrouver leur statut qu'avec l'indépendance de l'Autriche. Une fois ressuscités, les Länder autrichiens allaient devenir un facteur important de la vie politique et étatique de l'Autriche et contribuer à la formation de la nation autrichienne, telle qu'elle s'exprime dans la constitution fédérale comme dans la réalité d'aujourd'hui. K. Blaukopf, dans son étude de 1944, développa des idées qui, par la suite, devaient prouver la justesse et l'importance de la petite brochure écrite par un exilé autrichien pour apporter sa part au consensus national ⁸⁰.

Vers la fin de 1944 et le début de 1945, les têtes pensantes de chaque camp autrichien se préoccupèrent de l'avenir et faisant parfois appel au passé, elles en rejetèrent les scories dont il fallait se libérer

⁷⁹ *Op. cit.*, p. 25.

⁸⁰ Voir Kurt BLAUKOPF, *Die österreichischen Bundesländer in der demokratischen Republik*, Verlag Willy Verkauf, Jerusalem, 1944, 30 p.

pour faire œuvre utile. A côté des socialistes de l'intérieur qui, nous l'avons vu avec les souvenirs du Dr Schärf, s'étaient radicalement détachés de l'idée d'un anschluss quelconque avec l'Allemagne, deux voix socialistes de l'exil se firent également entendre chez lesquelles la « pure idéologie » austro-marxiste, celle de la Révolution pan-allemande tout à fait illusoire, céda le pas à des considérations plus concrètes et partant plus positives.

L'un était celle d'un « ancien » prestigieux, Hugo Breitner, jadis sénateur de Vienne, responsable de la gestion financière. Breitner, auquel même ses plus farouches adversaires ne pouvaient contester son génie, s'était attiré l'ire des classes possédantes de Vienne en instituant une législation financière recherchant la justice sociale. Cette fameuse « législation breitnerienne » avait rendu possible le « miracle de Vienne-la-Rouge », œuvre de reconstruction communale admirée dans le monde entier, et qui embrassait tous les domaines de la vie, de la construction de logements modernes pour ouvriers à la prévoyance pour le « troisième âge » en passant par une politique scolaire, culturelle et de santé exemplaire. Rien d'étonnant qu'à cette époque, Starhemberg, le « führer » des milices austrofascistes, ait menacé à maintes reprises de « faire rouler dans le sable » la tête de celui qui, à ses yeux, n'était qu'un affreux judéo-bolcheviste.

Hitler avait fait l'accord entre eux, du moins sur un point : l'un et l'autre avaient trouvé refuge aux Etats-Unis. De là, Breitner qui ne devait plus jamais rentrer en Autriche fit entendre la voix de la raison. Il se dressa contre la réapparition d'une idée dépassée au moment où l'Autriche devait, selon la volonté de son peuple mais aussi des puissances alliées, recouvrer son indépendance : l'idée de l'inaptitude à la vie indépendante qui, pour la Première République, avait été si néfaste. Bien que l'article de Breitner ait paru dans l'organe des socialistes autrichiens aux Etats-Unis, il fut en somme une polémique contre ses propres camarades de parti. Pour son argumentation, à savoir que l'Autriche était parfaitement capable de vivre indépendante, Breitner utilisa le travail de deux spécialistes bien connus Walter Layton et Charles Rist, datant de 1925, sur la situation économique de l'Autriche, où ceux-ci avaient établi une comparaison entre l'Autriche et la Suisse tout à l'avantage de la première. Nous avons déjà analysé cet ouvrage et n'y reviendrons donc pas en détail⁸¹. La conclusion des deux économistes — l'un anglais, l'autre français — avait été que tout dépendait

81 Voir F. KREISSLER, *De la révolution à l'annexion*, PUF, Paris-Rouen, 1971, p. 358-362.

de la volonté des Autrichiens eux-mêmes, les conditions matérielles d'une existence indépendante et prospère étant parfaitement assurées. Après avoir largement exposé l'étude en question, Hugo Breitner, tout en analysant sans complaisance l'héritage de la guerre laissé par les nazis, parvient à la fin de 1944 à la même conclusion qu'il exprime en ces termes : « Ce qui est fondamental, c'est la conviction que les conditions existent absolument de l'aptitude à la vie d'une nouvelle République autrichienne, aussi long et difficile que puisse être le travail de reconstruction. Il n'y a pas lieu de désespérer ! La population autrichienne est capable et assidue et dans beaucoup de domaines très douée... » Après avoir rappelé les apports précieux de l'Autriche au patrimoine culturel mondial, l'esprit pacifique de son peuple, Breitner conclut en soulignant que, petit Etat, elle aura nécessairement un rôle modeste parmi les grandes puissances du monde : « L'Autriche pourra, avec sagesse, par un travail tenace, en encourageant les arts et les sciences et en faisant preuve d'un esprit de liberté, acquérir l'estime générale et peu à peu se construire une maison très habitable ⁸². »

Avec un recul de près de 35 ans, cette vision prend presque l'aspect d'un testament politique et un curieux hasard a sans doute voulu que la seconde voix de la raison en provenance du camp socialiste fut celle d'un « jeune », déjà bien connu à l'époque et qui, en 1978, apparaît sans conteste comme l'exécuteur de ce testament : nous parlons de Bruno Kreisky qui, en mars 1945, peu avant la libération de l'Autriche, donna une interview au journal suédois *Dagens Nyheter* en tant que porte-parole de l'émigration autrichienne en Suède. Kreisky à l'époque reconnaissait déjà dans les activités de la Résistance autrichienne, encore dispersées au début de cette année 1945, une tendance au rassemblement qu'il décrit après avoir expliqué, par des raisons historiques, pourquoi il fallait constater un certain pluralisme politique : « Malgré cela, je ne vois pas d'inconvénients à ce que tant de groupes différents s'activent sans direction commune — ils travaillent tous pour le même but, la libération de l'Autriche. Cependant, je pense qu'après la Conférence de Moscou un rapprochement s'est fait et que cette tendance au rassemblement s'est renforcée ces derniers temps... Après Stalingrad et les défaites successives des Allemands, il semble que la Résistance se soit considérablement développée... » Et Kreisky termine l'interview par cette remarque tournée vers l'avenir : « La Résistance autrichienne

82 Hugo BREITNER, *Österreich und die Schweiz, Vergleich und Ausblick*, dans *Austrian Labor Information* (New-York), mars/avril 1944, reproduit dans *Österrikiska Informationer* (Stockholm), nov. 1944/janv. 1945, tiré de Breycha-Vauthier, *op. cit.*, p. 11-27.

organise maintenant des comités qui prendront en charge l'administration des régions dont la libération est imminente. Dans ces comités, tous les groupes politiques sont représentés⁸³... »

...ET NOUVEAUX EFFORTS THÉORIQUES

Deux correspondances d'un intérêt certain permettent de constater qu'à ce moment crucial de l'histoire autrichienne les efforts pour jeter les fondements théoriques de la nation autrichienne furent particulièrement poussés.

Au Mexique, Bruno Frei, le publiciste déjà bien connu, reçut à la fin de 1945 la lettre suivante d'un prisonnier de guerre autrichien aux Etats-Unis :

« Très honoré Monsieur Frei,

J'ai lu avec le plus grand intérêt vos articles dans *Zeitspiegel*. Par l'intermédiaire de mes connaissances, j'ai pu lire également la brochure d'Ernst Fischer sur les « Problèmes nationaux en 1848 ». Je ne suis pas d'accord avec son argumentation que c'est surtout la social-démocratie autrichienne qui, après 1918, a préconisé l'anschluss. Qu'est-ce qui a amené la social-démocratie à cette revendication ? J'admets que l'anschluss n'a pas été l'expression de la volonté populaire, mais était-il interdit de penser que cette politique serait fructueuse par la suite ? Je ne pose pas la question à partir d'une idéologie grande-allemande. En 1942, j'ai été condamné pour tentative de haute trahison et enrégimenté dans la division 999 (division disciplinaire, n. d. a.), je suis maintenant prisonnier de guerre aux Etats-Unis. Je sais que nos besoins économiques sont ailleurs qu'en Allemagne, mais devrait-on laisser tarir complètement la source, jadis si puissante, des relations culturelles ? Je vous serais reconnaissant de répondre à ces questions, puisqu'ici je n'ai pas assez de documents à ma disposition.

Signé : Soldat F. K. (Franz Kain)

4 W. G. 298

Prisoner of War Camp - Camp Fort
Devens (U.S.A.)

C'était la lettre d'un Autrichien qui réfléchissait, dans sa captivité, sur le passé et l'avenir de son peuple déjà libéré ; Bruno Frei lui répondit en affirmant tout d'abord qu'il ne se contenterait pas de répéter quelques platitudes d'éditorialiste ; et en étudiant cette « lettre »

83 Interview parue au *Dagens Nyheter* (Stockholm) le 31 mars 1945.

volumineuse de plus de 40 pages, on reconnaît les idées-force dont l'auteur s'est inspiré pour informer son interlocuteur. Idées qui sont de quatre ordres : historique, économique, culturel et politique. Nous ne reprendrons que très brièvement les deux premiers arguments, historique et économique. De nombreux historiens, dont nous-mêmes, ont décrit le processus irréversible de la séparation des Autrichiens de l'Allemagne et nous ne le rappelons ici que pour mémoire : les guerres de conquête de Frédéric II contre Marie-Thérèse, l'échec de la révolution de 1848, l'exclusion — *Ausschluss* comme dit Bruno Frei, au contraire de *Anschluss* — de l'Autriche du futur Reich allemand après Sadowa en 1866, la formation de la nation allemande par « en haut » en 1871, sans l'Autriche, la fin de la Première Guerre mondiale, suivie de la fondation de la République d'Autriche en 1918, et l'annexion de ce pays par la force en 1938. Aucune incantation nationaliste ne peut faire revenir l'histoire sur ces faits. Dans sa lettre, Bruno Frei souligne nettement l'opposition entre patriotisme et chauvinisme ; ce dernier, faisant appel aux sentiments irrationnels, bourre les cerveaux de « phrases nationalistes creuses » pour camoufler les vrais problèmes qui, de tous temps, se posent aux peuples.

Pour l'argument économique, Bruno Frei se réfère à l'article de Hugo Breitner que nous avons cité et le reprend, en ajoutant des considérations sur l'avenir de l'Autriche qui exigera, selon lui, un équilibrage des échanges extérieurs du pays entre l'Ouest (autrement dit l'Allemagne essentiellement) et l'Est, c'est-à-dire les pays voisins de l'Autriche autrefois unis à elle dans la monarchie danubienne ⁸⁴.

L'argument de la prétendue communauté culturelle des Autrichiens avec les Allemands retient la plus grande attention de B. Frei : il reconnaît que cet argument était profondément enraciné dans les esprits, du fait de la langue commune entre les deux peuples, mais réfute en plusieurs points la « légende de la communauté culturelle ». Sans contester le moins du monde l'éminent apport allemand à la culture mondiale, et donc aussi son influence en Autriche, Frei démontre que les Autrichiens n'ont pas plus participé à l'œuvre d'un Schiller ou d'un Kant qu'à celle de Shakespeare par exemple. Les Autrichiens sont aussi éloignés des uns que de l'autre, tout en profitant des deux naturellement, car « Communauté de langue ne crée pas encore communauté de culture », et il invoque l'exemple des Portugais et des Brésiliens, des

84 B. Frei exprime dans ce passage l'idée fort juste qu'*indépendance économique* ne doit pas être confondue avec *autarcie*, confusion entretenue à dessein pour mettre en cause l'aptitude à la vie de l'Autriche.

Anglais et des Américains, etc., ce dont nous avons déjà parlé. Par contre la culture nationale qu'ont créée les Autrichiens est profondément imprégnée des influences de peuples non-germanophes qui font contre-poids à l'influence allemande : celles des peuples slaves, magyar, romans (roumain, italien, espagnol, français) réunis ou non dans l'empire des Habsbourg ⁸⁵. La dénomination du lieu le plus viennois qui soit, le *Prater*, ne vient-elle pas directement de l'espagnol *pradera* ? Ces influences diverses ont profondément marqué le caractère national et la production artistique et intellectuelle. « Pendant un millénaire, Vienne a été ce qu'est aujourd'hui New York, un creuset où se mêlaient les races et les cultures pour former une nouvelle " race ", une nouvelle culture. Ce furent les Celtes, les Romains, les Slaves, les Magyars, les Germains, les Espagnols, les Italiens, les Français et les Juifs qui venaient et repartaient ; ce qui reste, c'est le Viennois, prototype de l'Autrichien moderne ⁸⁶. »

Aux questions politiques concernant l'idéologie pangermaniste répandue de force parmi les Autrichiens, Bruno Frei trouve une réponse percutante : ceux qui ont rêvé de la *révolution pan-allemande* se sont finalement trouvés confrontés avec le *fascisme pan-allemand*. Mais il insiste sur un fait : bien que disposant de nombreux défenseurs, notamment parmi les intellectuels, les fonctionnaires et les couches moyennes et supérieures de la société autrichienne, l'idéologie pangermaniste n'a jamais été profondément enracinée dans le peuple. Le désarmement idéologique auquel il fut soumis a entraîné une dangereuse *indifférence nationale*, à la suite de quoi beaucoup se sont *résignés* à la solution grande-allemande qui leur paraissait la plus commode. Cette commodité intellectuelle est d'ailleurs l'un des traits les plus marquants du caractère national autrichien. Pour l'avenir, B. Frei met en garde son correspondant de succomber à nouveau à cette indifférence nationale, source de beaucoup de malheurs pour le peuple autrichien. Il faudra aux Autrichiens, dit-il, la volonté de se maintenir en tant que nation et Etat pour éviter les pièges du chauvinisme comme de la soi-disant supranationalité européenne qui servirait à camoufler d'autres intérêts ⁸⁷.

Cette lettre d'un écrivain autrichien exilé traduit le souci d'éclairer les esprits de ses compatriotes pour faire progresser une conscience

85 Quant à cette dernière influence, nous l'avons traitée dans l'ouvrage *Le français dans le théâtre viennois du XIX^e siècle*, PUF, Paris-Rouen, 1973.

86 Page 24 de la lettre de Bruno Frei à F. K. Cette lettre se trouve en photocopie dans nos archives personnelles.

87 Nous reprendrons certains arguments contenus dans cette lettre quand nous traiterons de la *Nation(s)-Wendung* de l'Autriche.

nationale que l'aventure hitlérienne venait de réveiller de façon fulgurante, mais qui restait entachée de beaucoup de faiblesses.

Une autre correspondance témoigne du même souci : celle échangée entre le représentant des communistes autrichiens au sein du F.A.M. en Grande-Bretagne Hans Winterberg, et Ernst Karl Winter à New York.

Commencée le 6 octobre 1944 par une lettre de Winterberg, la correspondance se poursuit jusqu'au 8 septembre 1945, du fait du départ de Winterberg pour l'Autriche. L'essentiel de cet échange tourna autour de la question nationale ; les communistes s'enquirent de la position politique de Winter à cette époque et, pour leur part, se déclarèrent prêts à répondre aux questions adéquates de leur interlocuteur⁸⁸. Cette correspondance ayant été publiée par H. Maimann⁸⁹, nous ne donnons ici que quelques points essentiels de la discussion. E. K. Winter se prononça pour le maintien, en Autriche, des deux grands courants politiques d'avant-guerre, l'un devant continuer les « meilleures traditions » des chrétiens sociaux, l'autre la tradition de l'austro-marxisme, et de toute façon il préconisait la coopération de tous les partis politiques autrichiens ce qui, sociologiquement parlant, signifiait que les deux grandes forces de base de la société, les paysans et les ouvriers, devaient envisager leur coopération. Lui-même restait convaincu que christianisme et socialisme devaient trouver leur essence commune, et non pas christianisme et capitalisme, et affirmait qu'il ne relâcherait pas ses efforts dans ce sens en sa qualité de « catholique libre et libéral » n'appartenant à aucun parti. Mais E. K. Winter se demandait s'il y aurait une place dans l'Autriche d'après-guerre pour cette indépendance d'esprit.

Après la formation du gouvernement Renner, Winterberg exposa le point de vue communiste selon lequel la composition du gouvernement fournit la preuve de la volonté de tous les partis démocratiques de coopérer à la reconstruction de la démocratie et des institutions démocratiques dans l'Autriche indépendante. Dans toute la correspondance — où parfois les interlocuteurs ne se ménagent pas les critiques mutuelles sur des questions philosophiques et politiques — revient comme un leitmotiv la volonté de trouver un consensus national, si bien que les communistes autrichiens en Grande-Bretagne se déclarèrent prêts à imprimer une « Histoire du peuple autrichien » que Winter

88 Il est étonnant que Winter, le grand promoteur avec A. Klahr de la nation autrichienne (voir M. Cullin, *op. cit.*), ait préféré entretenir cette correspondance en langue anglaise.

89 H. Maimann, *op. cit.*, p. 330-338.

leur proposa mais ne réussit pas à écrire. Il envoya cependant l'introduction de l'ouvrage projeté ; l'original se trouve maintenant au D.Ö.W. et nous en joignons une photocopie en annexe, comme première publication⁹⁰. A la lecture de ce texte, on reste confondu devant le mélange de bonne volonté qu'exprime chaque ligne et l'absence quasi-permanente de réflexion et de méthode scientifiques. On ne peut qu'être d'accord avec Winter quand il réclame comme première exigence d'une nouvelle historiographie autrichienne — on peut dire aussi d'une ré-écriture totale de l'histoire autrichienne — que le peuple, et non pas la dynastie, la monarchie, l'Etat ou même la culture, soit enfin au centre des considérations historiques. Sans peuple autrichien, pas d'Etat autrichien, dit Winter avec raison, et il affirme avec la même pertinence que les Autrichiens, quand on comprend bien leur passé historique, ne sont pas « une tribu allemande » mais simplement la nation autrichienne. Bien que moins clairement exposée, la théorie winterienne de la culture autrichienne spécifique suscitera de l'intérêt, comme son exigence d'une conception critique de l'histoire. Mais lorsqu'il demande qu'on étudie l'histoire d'un peuple à l'aide de l'anthropologie et de la généalogie, Winter s'approche funestement de l'idéologie raciale du nazisme et, pourrait-on dire, il en arrive « logiquement » à distinguer deux variantes d'Autrichiens, l'*Homo Vindobonensis* et l'*Homo Alpinus*, ce dernier n'étant qu'en partie « bavarois nordique » et pour la plus grande part « Slovène alpin » (les expressions sont de Winter). On peut être d'accord que les siècles passés ont vu une *surestimation grotesque* de la langue, ce que Winter résume dans cette phrase : « La langue allemande n'est rien d'autre que la lingua franca de notre époque, un moyen de communication et d'élargissement (de l'horizon), et non pas le moyen d'un rétrécissement de notre conscience nationale autrichienne qui n'a absolument rien à voir avec un nationalisme allemand. » Mais quand il est question de « Volkstum », de « race » et de « paysage » qui forment le caractère national, on peut se demander dans quelle « science » Winter puise ses convictions. Quoi qu'il en soit, malgré son caractère très confus, il ressort de cette « introduction à l'histoire du peuple autrichien » la volonté de E. K. Winter de dépasser les vieilles idées pangermanistes qui avaient cours jusque-là dans l'historiographie autrichienne et ses efforts pour lui donner une base nouvelle reposant sur de nouvelles idées de la nation autrichienne. Si l'on considère que l'exposé est daté du 8 septembre 1945 et qu'il

90 Correspondance, « Introduction » et deux avis sur cette introduction, l'un d'Albert Fuchs, l'autre de Walter Hollitscher sont réunis au DÖW dans un dossier, sous le N° R 88/c.

est écrit dans l'exil américain, on trouvera des excuses à Winter dont l'honnêteté ne peut être mise en doute.

Ce fut aussi l'avis des deux experts auxquels Winterberg soumit le manuscrit, Albert Fuchs, auteur des *Geistige Strömungen in Österreich von 1867 bis 1914* et Walter Hollitscher, psychologue et philosophe qui, lui surtout, critiqua très sévèrement certaines élucubrations wintériennes. Au delà de ces oppositions idéologiques, la tentative des communistes autrichiens en Grande-Bretagne d'aider le catholique E. K. Winter à publier une histoire du peuple autrichien témoigne d'un élan peu ordinaire vers ce consensus national dont l'Autriche avait un besoin impérieux au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

COORDINATION DE LA RÉSISTANCE DANS LA DERNIÈRE PHASE DE LA GUERRE

Cette tendance à l'union et à la concentration se manifesterait également dans les rangs de la Résistance intérieure ; dès novembre 1944, et en liaison avec les groupes de la Résistance civile, le commandant Szokoll avait élaboré un plan d'insurrection dont le mot de code était « Radetzky ».

Donnons brièvement la parole à Szokoll, le principal acteur du côté militaire ; dans son rapport déjà cité, il décrit la préparation des mesures suivantes : a) concentrer les soldats et officiers autrichiens dans le pays même en les chargeant d'importantes fonctions, b) s'infiltrer, pour les saboter, dans les plans prévus par le haut commandement de la Wehrmacht à l'approche du front, c) empêcher l'aménagement de fortifications notamment autour de Vienne, d) créer des unités autrichiennes en vue des combats au moment de la libération, e) organiser des dépôts d'armes et de matériel et créer les conditions pour constituer des forces de l'ordre autrichiennes après la libération... Finalement, établir des liaisons constantes et organiques avec la Résistance civile qui aura un rôle important au moment de la libération en occupant les bâtiments publics et en guidant les troupes soviétiques dans leur entrée à Vienne⁹¹.

Pendant ce temps, la Résistance civile se renforçait elle aussi, et coordonnait ses actions pour une intervention efficace au moment de la libération. Sous le nom de « 05 », — dénomination qui correspond au sigle de l'Autriche (Oesterreich), le chiffre 5 remplaçant la cinquième lettre de l'alphabet « e » —, tous les groupes de la Résistance avaient formé, dès septembre 1944, un Comité national autrichien qui se constitua « officiellement » (évidemment dans la clandestinité) le 18 décembre 1944 en tant que *Provisorisches Österreichisches Nationalkomitee*

91 Voir DWuV, vol. III, p. 420-423.

(P.O.E.N.) et qui réunissait aussi bien les représentants des courants conservateurs catholiques que ceux des socialistes et des communistes. Le mouvement « 05 » se manifesta bientôt par une diffusion massive et répétée de tracts dans lesquels la population de Vienne et celle des provinces fut appelée à participer activement à la résistance pour abréger la domination nazie et satisfaire à la déclaration de Moscou disant qu'il serait tenu compte de la part prise par l'Autriche à sa libération.

Le comité d'action des femmes du mouvement de libération autrichien s'adressa aux Viennoises dans un tract spécial, le 1^{er} septembre 1944, dont nous citons un extrait caractéristique : « La guerre est perdue !... Le front s'approche de notre patrie, le danger croît que notre Autriche, notre Vienne deviennent le théâtre de sévères combats. Hitler nous sacrifiera sans hésiter ; notre patrie sera un amas de décombres ! Mais la " milice autrichienne " lutte déjà pour une fin rapide de la guerre. Nous vous appelons, femmes de Vienne, à contribuer à la fin rapide de cette guerre ! Vous le pouvez, en contrevenant aux ordres des autorités nazies, en arrachant leurs affiches et avis, en vous soustrayant au service obligatoire sous prétexte de maladie, etc., car chaque heure de travail manquée raccourcit la guerre, en sabotant à chaque occasion l'outillage de guerre et les transports (poste, télégraphe, chemin de fer), etc. ⁹². »

Vers la fin de 1944, l'activité des divers groupes de partisans qui opéraient en Styrie, en Carinthie, au Tyrol et au Salzkammergut s'intensifia également, des villages furent libérés, les proclamations pour l'Autriche indépendante se multiplièrent et dans leurs tracts les partisans firent appel aux sentiments patriotiques de la population ; et en effet, des paysans leur accordèrent alors leur soutien, la gendarmerie locale ferma souvent les yeux lorsque des partisans se ravitaillaient dans les fermes.

Cette dernière phase de la guerre fut extrêmement mouvementée : la Gestapo tenta de s'emparer d'autant de résistants que possible et effectivement un grand nombre de dirigeants furent arrêtés en février 1945, alors que les émissaires du P.O.E.N. avaient déjà établi des liaisons avec les alliés grâce à des agents de liaison courageux ⁹³.

⁹² Tract clandestin du 1^{er} sept. 1944, DÖW 4074/100.

⁹³ Pour plus de détails, on se reportera aux différents récits sur ces derniers mois du règne hitlérien, par exemple Otto Molden, *op. cit.*, Karl L. Stadler, *op. cit.*, Erika Weinzierl, *art. cit.*, Ludwig Jedlicka, *Die letzte Kriegsphase*, dans *Die Zweite Republik*, *op. cit.* vol. I, p. 129-145, et d'autres. Voir bibliographie.

Le 28 mars 1945, les troupes soviétiques passèrent la frontière autrichienne près de Güns, la lutte pour Vienne devenait imminente et deux tâches essentielles incombèrent alors à la Résistance : faire en sorte que la libération de Vienne soit aussi rapide que possible pour éviter la destruction de la ville et de nouvelles victimes, et créer un centre administratif à Vienne qui pourrait se présenter à l'Armée Rouge comme le porte-parole reconnu de la population viennoise et autrichienne. Nous allons rendre compte très rapidement du demi-échec et de la demi-réussite de ces objectifs, en quoi ces journées dramatiques furent bien autrichiennes.

Immédiatement après le passage de la frontière par l'Armée Rouge, le P.O.E.N. et « 05 » lancèrent un appel au peuple autrichien dans un tract daté de Vienne, fin mars 1945, où l'on peut lire entre autres : « Autrichiens ! L'heure de la libération a sonné. Les armées alliées portent le coup de grâce à nos oppresseurs. L'Armée Rouge a passé les frontières de notre pays, les armées des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France ont pénétré profondément en Allemagne. Camarades, nos sacrifices n'ont pas été vains. Nous sommes fiers d'avoir participé jusqu'ici de toutes nos forces à la lutte libératrice. Mais l'ennemi est encore dans notre pays, il faut lui porter le dernier coup. Autrichiens ! Aidez à remporter la victoire définitive... » Après un appel à toutes les couches de la population, soldats et officiers, ouvriers, paysans, résistants dans les villes et dans les montagnes, les auteurs concluent : « Autrichiens ! les troupes alliées viennent en libérateurs, recevez-les en amis et soutenez-les, là où vous le pouvez ! Vive l'Autriche libre ⁹⁴ ! » Ce fut l'avant-dernier tract clandestin, le dernier daté du début avril donne des instructions concrètes sur le comportement à adopter à l'égard des troupes soviétiques déjà entrées à Vienne et se réfère à l'appel du maréchal Tolboukhine, déclarant que la lutte de l'Armée Rouge est dirigée uniquement contre l'Allemagne et le national-socialisme, que la population de Vienne et les simples nazis, dans la mesure où ils n'ont pas commis des crimes, ne seraient pas tenus pour responsables des crimes nazis, que Vienne ne subirait pas de destructions, ni de bombardement aériens et enfin que le ravitaillement en eau ne serait pas interrompu. En revanche « 05 » demanda à la population de Vienne d'empêcher toute destruction, d'informer les troupes russes sur l'emplacement des nids de résistance des SS, sur la force et l'armement des SS, de libérer les rues de Vienne de tout obstacle et

94 DÖW 2596.

de guider l'avance de l'Armée Rouge en mettant à sa disposition des guides munis de brassards blancs⁹⁵.

Il n'est pas exagéré de dire que dans aucune autre ville allemande l'Armée Rouge fut reçue de cette manière, mais les Viennois étaient conscients que leur ville n'était pas allemande, leur porte-parole du moment, la Résistance autrichienne, le leur disait depuis longtemps.

Cependant l'objectif essentiel de la Résistance, à savoir rendre Vienne déjà libérée aux troupes soviétiques, échoua. Tout avait été minutieusement préparé, les tâches réparties entre la Résistance civile et militaire. Le commandant Szokoll avait disposé des unités sûres de façon à pouvoir s'emparer des centres essentiels de l'appareil militaire et étatique nazi en place. La première partie du plan avait parfaitement réussi : la Résistance avait pu envoyer un parlementaire à travers les lignes du front jusque dans le quartier général des armées soviétiques, et il avait pu parler lui-même avec le maréchal Tolboukhine. Il s'agissait de l'adjudant-chef Ferdinand Käs, un résistant qui avait fait ses preuves et qui s'acquitta vaillamment de cette mission. Il passa la ligne du front le 3 avril et pendant 24 heures, après avoir été reconnu par les Soviétiques comme émissaire de la Résistance, il discuta sur les dispositions à prendre de part et d'autre avec les officiers soviétiques pour assurer l'entrée de l'Armée Rouge à Vienne. Il fut convenu que sur un signal optique (fusées) l'Armée Rouge annoncerait le début de l'attaque finale et la Résistance répondrait par signal également qu'elle allait déclencher l'insurrection.

Le 4 avril, Käs rentra à Vienne avec des conventions bien fixées et l'on pouvait espérer une reddition de la ville sans combats. Mais un lieutenant nazi — d'origine autrichienne — eut vent des préparatifs des résistants militaires et trahit le plan dans la matinée du 6 avril ; trois figures-clé de l'insurrection, le commandant Biedermann, le capitaine Huth et le lieutenant Raschke furent arrêtés par les SS, tandis que Szokoll pouvait s'échapper et se cacher jusqu'au moment des derniers combats. Les trois officiers patriotes furent pendus de façon particulièrement cruelle — après avoir été torturés — le 8 avril 1945, alors que les combats faisaient déjà rage dans les environs immédiats de Vienne. Quand les fusées blanches et rouges des Soviétiques firent comprendre aux résistants que le moment de l'insurrection était venu, ceux-ci, privés de leurs chefs, furent hors d'état d'assurer une entreprise

⁹⁵ Bibliothèque du DÖW N° 4074/171.

d'envergure ⁹⁶. Mais quand les divers groupes de résistants s'aperçurent qu'une action centrale n'avait pas été déclenchée, ils commencèrent à agir de leur propre initiative, et dans les journées du 6 au 13 avril, — jour où l'Armée Rouge fut complètement maîtresse de Vienne —, de nombreuses actions ponctuelles soutinrent les combats de l'Armée Rouge : des nids de résistance SS furent liquidés par des groupes armés, le feu fut ouvert contre les troupes allemandes, et les soldats soviétiques guidés de façon à leur épargner des pertes plus graves. D'autre part, les groupes de la Résistance militaire purent sauvegarder deux ponts, l'un sur le Danube, l'autre sur le canal du Danube, malgré les ordres stricts pour les faire sauter et dans les environs de Vienne, des barrages permirent de retarder l'arrivée de renforts SS envoyés en toute hâte vers Vienne mais qui ne purent intervenir ⁹⁷. Dans un des derniers rapports du commandant de la « forteresse » Vienne au Führerhauptquartier, daté du 7 avril, il est dit : « La population civile de Vienne, en hissant des drapeaux rouge-blanc-rouge dirige contre les troupes allemandes un feu plus fort que l'ennemi... » Dès le 6 avril, l'occupation de divers bâtiments importants par les groupes de résistants avait commencé, notamment du grand complexe *Allgemeines Krankenhaus* (Hôtel-Dieu de Vienne) ; le 9 avril, le drapeau rouge-blanc-rouge fut hissé sur la cathédrale Saint-Etienne mise à feu et à flamme par l'artillerie SS encore en place au-delà du Danube. Des drapeaux blancs et rouge-blanc-rouge firent leur apparition un peu partout. Hitler lui-même donna quitus à la Résistance viennoise en envoyant sa fameuse dépêche : « Contre les insurgés à Vienne, il faut intervenir avec les moyens les plus brutaux ⁹⁸. »

⁹⁶ Les SS commirent encore d'autres crimes au dernier moment. Ainsi, une patrouille SS découvrit-elle dans la cave d'une maison du 2^e arrondissement de Vienne, un groupe de juifs qui avaient réussi à se cacher jusque-là. Neuf personnes furent assassinées littéralement à la dernière minute avant la libération. Plusieurs massacres eurent lieu à la prison de Stein près de Krems ; le directeur de la prison, aidé par trois de ses subordonnés, avait libéré les détenus politiques, leur permettant d'emporter des armes ; les quatre fonctionnaires furent fusillés sur le champ, les prisonniers rattrapés pour la plupart et massacrés ; sur ordre du procureur général de Vienne, 368 détenus de la prison de cette ville, furent transférés - à pied - à Stein et également fusillés dans leur totalité, au début de mai 1945, quelques jours avant la capitulation du III^e Reich.

⁹⁷ Voir à ce sujet les rapports dans DWuV, vol II et III, ainsi que Molden etc.

⁹⁸ Une relation plus détaillée de ces événements d'avril 1945 ferait éclater le cadre de notre travail. Après la libération de Vienne - d'où Schirach et Blaschke avec leurs acolytes s'étaient enfuis - les combats se déplacèrent vers les régions occidentales et méridionales de l'Autriche où, partout, la résistance constitua des comités qui relevèrent de leurs positions, avec plus ou moins d'appuis militaires ou arguments politiques, les autorités nazies en pleine déliquescence. Ce fut le cas à Graz où le gauleiter Uiberreither

Pendant ces journées insurrectionnelles, les responsables de l'organisation « 05 » et le « comité directeur des sept », remplaçant le P.O.E.N. dont la plupart des membres avaient été arrêtés, s'étaient réunis au Palais Auersperg au centre de Vienne, d'où ils essayèrent de coordonner la lutte et de prendre contact avec les éléments de l'Armée Rouge qui, de plus en plus nombreux, s'infiltraient dans le centre de la ville.

Ici une brève remarque s'impose : alors que les représentants de l'organisation « 05 », sans exclure la gauche, étaient dans leur majorité d'orientation conservatrice, les groupes combattants dans les arrondissements ouvriers et les faubourgs de Vienne s'étaient surtout constitués sur la base de l'Ö.F.F., nettement plus à gauche que le P.O.E.N., mais pendant la dernière phase de la lutte une coopération totale s'était instituée, pour ainsi dire naturellement : en effet, aucun combattant n'était alors de trop ⁹⁹.

prit la fuite et où le 8 mai se forma un gouvernement du Land composé de résistants, à Klagenfurt où un comité exécutif remplaça le gauleiter Rainer, alors que le gauleiter de Basse Autriche, Jury, se suicida le 9 mai. Plus mouvementée fut la relève en Haute Autriche où le gauleiter Eigruber fit régner la terreur et assassiner jusqu'au dernier moment les résistants ou défaillants de son propre parti, de même qu'au Tyrol, prévu comme centre du « réduit alpin ». Autour de ce réduit alpin, il y eut d'ailleurs des spéculations de dernière heure de la part de Kaltenbrunner qui eut des velléités de marchandage avec les alliés en voulant leur offrir son « aide contre les bolcheviques ». Mais au Tyrol aussi, la résistance prit les affaires en main, de sorte que le 3 mai les troupes américaines furent reçues par un comité constitué et qui avait fait hisser partout les drapeaux rouge-blanc-rouge. On se reportera notamment à Ludwig Jedlicka, *art. cit.* et à son dernier ouvrage *Vom alten zum neuen Österreich - Fallstudien zur österreichischen Zeitgeschichte 1900-1975*, Verlag Niederösterreichisches Pressehaus, St. Pölten-Wien, 1975, 496 p. + ill., où se trouve une rédaction élargie de l'article cité, aux p. 427-448.

- 99 Dans son rapport rétrospectif, le commandant Szokoll confirme notre remarque lorsqu'il expose le programme d'action prévu pour le 6 avril, établi après coordination avec « 05 » :

Journée d'action, 6 avril 1945 :

- 20 h : Troubles publics dans les arrondissements Simmering, Meidling et Floridsdorf (arrondissements ouvriers par excellence où étaient concentrées les forces de gauche) ; mise en disponibilité des troupes pour guider les Russes dans les faubourgs de Vienne.
- 21 h : Troubles dans le centre-ville, construction de barricades dans l'Est de Vienne pour gêner la défense des troupes SS.
- 21 h 30 : Alerte des patrouilles en vue de l'occupation des bâtiments publics et de l'arrestation des dirigeants nationaux-socialistes.
- 22 h : Arrêt de toute circulation, arrestation des autorités, notamment du *Regierungspräsident* et du commandant de la « forteresse » Vienne. Extorsion de la signature sous l'ordre de capitulation préparé. Arrêt des combats. Silence imposé à la radio, occupation des ponts et bâtiments publics.

Le jour même de la libération de Vienne, se constitua la première administration civile ; elle fut à l'image même de la Résistance unie, comme l'émanation du comité des sept siégeant au Palais Auersperg. Quelques jours plus tard, les partis démocratiques sortirent de la clandestinité et présentèrent aux autorités d'occupation la nouvelle administration communale de la capitale ressuscitée, symbolisant bien ce consensus national dont nous avons évoqué la naissance tout au long de ce chapitre : à la tête de la mairie devait prendre place le général Theodor Körner, au prestigieux passé de militant socialiste, flanqué de deux maires-adjoints, le populiste Leopold Kunschak qui, en novembre de cette année, allait devenir président du Conseil National nouvellement élu, et le vieux militant communiste, Karl Steinhardt. Le tripartisme autrichien prit ainsi son départ ; il allait représenter pendant les deux années à venir la « concentration nationale » dont le pays avait grand besoin pour sortir des séquelles de la guerre. On peut, à juste titre, la considérer comme l'expression du nouveau sentiment national, né d'une remarquable rencontre qui se fit sous le signe de l'antifascisme : la convergence des intérêts des classes populaires souffrant de l'oppression nazie et des contraintes de la guerre, et des intérêts des anciennes classes dirigeantes du pays, chassées de leurs positions par les occupants nazis et frustrées dans leurs prétentions à diriger le pays dont elles avaient eu la maîtrise sous la monarchie comme sous la République et l'Etat autoritaire du régime Dollfuss-Schuschnigg. Convergence aussi du désir profond de paix de toutes les classes de la société autrichienne qui avaient à déplorer de lourds sacrifices humains et matériels.

Cette rencontre d'intérêts et de sentiments avait permis la formation d'un mouvement patriotique, d'un unanimisme national, de ce consensus qui fut à la base de la prise de conscience nationale. On peut donc dire qu'en ce moment historique les intérêts particuliers, les philosophies et les idéologies particulières s'effacèrent devant les intérêts supérieurs de la nation qui se concrétisèrent dans la volonté de rétablir un Etat autrichien indépendant. Le tout était de savoir pour combien de temps les forces centripètes allaient l'emporter sur les forces centrifuges inhérentes à toute concentration.

22 h 30 : Remise de la ville aux Russes. Appel à la population viennoise par radio. Entrée des Russes à Vienne. Voir DWuV vol. II, *op. cit.*

On sait déjà que ce plan a échoué, cependant les premiers points furent réalisés grâce à l'action de la base, les groupes de combat des faubourgs. Cette aide fut d'ailleurs reconnue par le haut commandement soviétique qui, en annulant un premier ordre, rendit libre la possession des appareils de radio qui primitivement devaient être remis aux autorités d'occupation, avec les armes éventuelles.

COMMENT ONT-ILS VÉCU LES SEPT ANNÉES SOMBRES ? SUITE DE NOTRE ENQUÊTE

Nous concluons la deuxième partie de notre travail en donnant les réponses de personnalités politiques à une autre question de notre enquête ainsi rédigée : « Comment s'est développée chez vous et les gens politiquement proches de vous l'idée de la nation autrichienne pendant les années 1938-1945 ? Avez-vous eu alors des discussions avec les partisans d'autres options autrichiennes sur la reconstruction future de l'Autriche ? Si vous étiez à l'étranger — émigré ou soldat — avez-vous eu des conversations sur ce problème avec d'autres Autrichiens ou avec des ressortissants du pays où vous vous trouviez ? »

Comme au chapitre II, nous procéderons par ordre alphabétique et présenterons ensuite de brèves conclusions :

01. ALTENBURGER Erwin : « La suppression du nom d'*Autriche* et l'espoir des nationaux-socialistes d'abolir à jamais la notion de la nation autrichienne étaient inhérents à la tactique nationale-socialiste. Mais l'arrestation de nombreux fonctionnaires autrichiens a montré que les nazis avaient compté avec une défense organisée de la population autrichienne... Il est certain que la vague de propagande, dans les premiers mois de l'occupation, n'est pas restée inefficace. On a essayé de détruire la foi dans l'Autriche, d'exterminer l'idée de l'indépendance du pays. Mais la population autrichienne comprit rapidement qu'elle avait perdu tous ses droits, que l'Autriche était devenue une colonie exploitée et qu'un matérialisme, dont elle ne voulait pas, lui était imposé. Cependant, quiconque connaît la violence brutale de la Gestapo comprendra les difficultés à organiser une résistance. Le refus du national-socialisme restait ainsi enfermé dans les cœurs, car les mouchards de la Gestapo étaient partout, jusqu'au sein de la famille. Aussi les contacts s'établirent-ils d'abord de façon très limitée, entre militants responsables des différents courants : catholique, communiste, social-démocrate. Il s'agissait de s'assurer de la possibilité d'organiser un point d'appui. C'est la fermeté de caractère de chacun qui fut le pont entre les philosophies et les options politiques différentes.

Notre foi dans une Autriche indépendante était cependant inébranlable et, malgré toutes les difficultés, nous avons créé les conditions pour rétablir, au moment de l'écroulement du national-socialisme, les normes de la vie publique et étatique autrichienne ¹⁰⁰.

100 Lettre de M. Altenburger, du 3 novembre 1972.

02. BIELKA Erich : Les événements de mars 1938 ne modifièrent en rien ma position personnelle tout à fait positive à l'égard de la nation autrichienne. Au début, j'avais peu d'espoir d'un changement rapide, bien que certaines mesures — par exemple l'élimination du mot *Autriche* même pour les termes comme Basse ou Haute Autriche — la détérioration des conditions de vie pendant la guerre et l'évolution de la guerre elle-même à partir de 1942 aient eu pour conséquence que la nostalgie, non seulement de la liberté mais aussi de l'indépendance étatique, se saisît de larges couches de la population autrichienne. Au cours de ces années, très rares furent ceux qui désiraient appartenir au Reich allemand, même libéré du nazisme. Cette nostalgie croissante entraîna une surveillance accrue de la part du régime. La délation était très répandue. Rien que dans ma famille il y eut trois arrestations à la suite de dénonciations : mon beau-père, l'écrivain Rudolf Jeremias Kreutz, ma sœur et un de mes demi-frères. Ces dénonciations étaient la cause que beaucoup d'ennemis du régime n'osaient pas entrer dans la Résistance, ils montraient néanmoins leur sympathie — par une aide quelconque — aux résistants, ce qui comportait également de grands risques. Dans toutes les conversations avec ces gens — sans égard à leur appartenance politique — on comprenait qu'ils désiraient un Etat autrichien indépendant et démocratique, souvent avec des relations économiques étroites à l'intérieur de la région danubienne, mais souvent aussi on pensait à un statut semblable à celui de la Suisse ¹⁰¹.

03. BLAU Paul : Ce qui se manifesta dans les semaines qui suivirent l'occupation fut — pour la première fois — un malaise national. Subitement, on s'aperçut combien les Allemands étaient différents, combien dure était leur langue, sans égards et fanfaron leur comportement. Qui pensait à ce moment que ce n'étaient pas les meilleurs qui étaient venus en Autriche, mais les dignitaires et les policiers d'une dictature sans pitié, infiniment vulgaire venue au pouvoir en appelant aux instincts les plus primitifs ?... La manie des potentats nationaux-socialistes de supprimer — du moins verbalement — tout ce qui rappelait l'Autriche, suscita d'autres résistances : le langage de la population s'en ressentit d'une singulière façon : plus que jamais, et d'une manière accentuée, on parlait le dialecte autrichien, même dans les milieux qui, auparavant, avaient soigné leur « hochdeutsch ». On nota le même phénomène dans les Länder qui redécouvrirent leurs parlers locaux : c'était une distanciation voulue des Allemands. Même les nazis autrichiens participèrent à cette « austriacisation » linguistique. Pour les coutumes vestimentaires, on observa le même phénomène...

101 Communication de M. Bielka, de février 1974.

Pendant la guerre, une fois passée l'époque des victoires-éclair et abandonnée l'invasion de l'Angleterre, les Autrichiens commencèrent à écouter les radios étrangères malgré les risques. Les tournants de la guerre furent ressentis avec satisfaction par la majorité d'entre eux qui souffraient toujours plus de la présomption des Allemands étalant leur morgue de *Herrenmenschen* nordiques face à ce salmigondis d'Autrichiens composé de Bavarois, de Slaves, de Hongrois, d'Italiens, et horreur ! de Juifs et de Tziganes. Après la Déclaration de Moscou, cette tendance se renforça ; on écoutait maintenant les résistants qui, souvent sous l'influence des exilés autrichiens qui s'exprimaient aux radios étrangères, parlaient de la résurrection de l'Autriche, la première victime de l'impérialisme hitlérien. Cependant beaucoup d'Autrichiens se rendirent coupables d'actes criminels, il faut le dire, et ils craignaient la vengeance des futurs vainqueurs. Cette peur fut une alliée du régime jusqu'au moment où la vanité de toute résistance fit comprendre à beaucoup qu'une fin terrible était encore préférable à une terreur sans fin. D'ailleurs, au moment de la Libération, et malgré certains événements très pénibles, on allait s'apercevoir que la fin du régime hitlérien n'avait nullement été terrible. Lorsqu'en avril 1945 retentirent les canons de la Libération, la prise de conscience s'accéléra et pour beaucoup de ceux qui quelques mois auparavant l'auraient qualifié de haute trahison, le rétablissement de la République d'Autriche était devenu un acte de justice historique attendu depuis longtemps ¹⁰².

04. BLECHA Karl : Je me souviens qu'à la fin de la guerre nous fûmes évacués avec nos professeurs dans la région du Semmering pour échapper aux bombardements. Nous, des garçons de 10 à 12 ans, vivions alors en bonne camaraderie : tout ce que nous recevions de la maison, nous le partagions ; j'étais chargé de la répartition, mais comme je m'étais rebiffé contre la sévère discipline, je fus dégradé. En tant qu'Autrichiens, nous étions en minorité dans ce camp et pour nous distinguer des Allemands nous nous appelions nous-mêmes les *Ostmärker*, donc les Autrichiens. Vers la fin de la domination nazie, nous avons de notre propre initiative confectionné des drapeaux rouge-blanc-rouge. Je ne peux même pas dire pourquoi nous nous sentions Autrichiens, sans doute était-ce en osmose avec le milieu environnant. Mais ce n'étaient pas les professeurs qui nous donnaient ce sentiment. Nous suivions également des cours d'éducation politique, mais les expressions répétées de « bolchevistes » ou « soviets » avaient plutôt pour moi un relent romantique ; tellement romantique qu'en mars 1945 je m'échappai du camp et vécus en spectateur le combat pour Vienne ¹⁰³.

102 Extraits d'une lettre de M. Blau, du 12 décembre 1972.

103 Entretien avec M. Blecha, le 27 mars 1972.

05. Bock Fritz : Faisant partie du premier transport pour Dachau, ce fut évidemment cette « expérience » qui m'a le plus impressionné pendant cette époque de 1938 à 1945. Dans ce transport, se trouvaient essentiellement des hommes politiques conservateurs, catholiques, mais aussi quelques socialistes et communistes. La souffrance commune et une camaraderie sans mesure nous firent comprendre que si jamais nous sortions de cet enfer il fallait un renouveau commun. Je me rappelle tout particulièrement l'attitude pleine d'humanité et de solidarité du socialiste Eifler envers ses camarades, sans exception¹⁰⁴. Dès 1938, nous eûmes des discussions en vue d'une coopération future et ce fut, au fond, l'heure de naissance de la nouvelle Autriche. Malgré certaines divergences, cet esprit a tenu bon contre vents et marées. Les partenaires des conversations au camp furent Olah, Probst, Gerö¹⁰⁵, et on se mit d'accord sur une ligne politique principale pour l'Autriche libérée : retour à la constitution de 1929 — avec les modifications nécessaires, rétablissement de la démocratie pluraliste impliquant l'existence des partis politiques, indépendance totale de l'Autriche. Très peu de socialistes — mais il y en eut — préconisaient le maintien de l'anschluss, bien que sous une forme différente de celui réalisé par les nazis. Les discussions ont montré qu'il n'y avait plus de différends sur l'essentiel. Il est vrai que de tels différends, sur le chemin du camp, n'auraient eu aucun sens¹⁰⁶.

06. BREYCHA-VAUTIER Arthur, ancien ambassadeur, directeur de l'Académie diplomatique de Vienne, fonctionnaire de la S.D.N. à Genève de 1928 à 1945 : En Suisse, nous avons organisé une des rares associations qui — mis à part les extrémistes de droite et de gauche —, a réuni tous les Autrichiens, ce fut « le Comité suisse de secours aux Autrichiens » dont les comptes rendus annuels témoignent de l'activité, notamment en ce qui concerne les contacts avec les résistants dans le pays, mais aussi en tant que porte-parole de l'Autriche dans d'autres pays. De toute façon j'ai, pour ma part, toujours œuvré à maintenir vivace l'idée autrichienne parmi les Autrichiens en Suisse et empêché l'infiltration d'éléments nazis, c'est pourquoi la Gestapo a enquêté à mon sujet¹⁰⁷.

07. DRIMMEL Heinrich : L'événement décisif de cette époque me semble être le fait qu'alors seulement beaucoup d'hommes ont compris

104 Alexander Eifler avait été l'un des dirigeants du Schutzbund républicain, déjà persécuté par le régime autoritaire dont Fritz Bock fut l'un des principaux tenants. Eifler est mort en déportation.

105 Tous futurs ministres de la seconde République, comme M. Bock lui-même.

106 Entretien avec Fritz Bock, le 8 septembre 1971.

107 Lettre de M. Breycha-Vauthier, du 25 septembre 1972.

ce qu'avait écrit peu avant l'anschluss l'écrivain autrichien Hans von Hammerstein sur la structure culturelle du fait autrichien : qu'il était parfois difficile d'interpréter et de saisir le sens de l'histoire autrichienne, et qu'il était encore plus difficile, dans les circonstances données, de gagner tous les Autrichiens à œuvrer à la réalisation de l'idée autrichienne ; mais « qu'on ravisse l'Autriche aux Autrichiens et ils sentiront tous, immédiatement, ce qu'ils auront perdu ».

Cette prise de conscience s'est faite, après 1938, malgré Chamberlain, Staline et consorts, non seulement au sein de la « masse silencieuse » qui a ovationné Hitler, non seulement parmi les adversaires du 12 février 1934 (« la rue du camp de concentration fut la rue du retour commun vers l'Autriche ») ; ce fut aussi l'appréciation des nationaux-socialistes, non pas des opportunistes, mais de ceux qui avaient voulu un « socialisme sur une base nationale », sans rechercher l'objectif Auschwitz.

Quant à moi, je fus pendant sept ans soldat et comme je ne devais pas rester dans « l'Ostmark », je fus affecté à des unités où j'étais souvent le seul *Ostmärker*. Parfois, c'était pour moi un réconfort de ne pas frayer avec certains « types » de « l'Ostmark devenue nationale-socialiste ». Et la question qu'on m'a souvent posée : « Etes-vous au fond Autrichien ou Ostmärker ? » m'a fourni l'occasion, avant mon affectation à Berlin, d'avoir mes entrées dans ces milieux conservateurs que le 20 juillet 1944, Churchill et Staline, bien d'accord à ce sujet, ont laissé tomber ¹⁰⁸.

08. FEIN Erich : Dans les entretiens que j'ai eu avec les internés autrichiens de tous les courants politiques, j'ai pu constater une évolution positive de la conscience nationale autrichienne. Les nationaux-socialistes, eux, ne faisaient pas de différence entre un membre du front patriotique, un chrétien-social, un social-démocrate, un communiste ou un légitimiste. Pour eux, tous ces Autrichiens étaient des adversaires parce qu'ils ne voulaient pas d'une *Ostmark* faisant partie du Reich grand-allemand impérialiste. En humiliant tous les déportés autrichiens sans distinction, les nazis ont ainsi contribué à faire prendre conscience aux adversaires politiques de naguère qu'ils avaient au moins une chose en commun : être des Autrichiens... Lorsque les ressortissants des autres pays occupés arrivèrent au camp, les Autrichiens défendirent

108 Communication de M. Drimmel du 30 septembre 1971. Nous avouons ne pas très bien comprendre les couples Chamberlain-Staline et Churchill-Staline que M. Drimmel forme au sujet d'événements dans lesquels ils n'étaient absolument pas liés.

l'égalité absolue en droit des déportés de toutes les nations. Ils ne s'enlisèrent pas dans le sectarisme national, en vertu sans doute du passé historique de leur propre pays... Sans pouvoir prévoir dans les détails l'avenir de l'Autriche, tous les groupements dans le camp — j'avais été transféré à Buchenwald — furent d'accord pour dire que la nouvelle Autriche devait être libre, démocratique et indépendante. Opinion renforcée après la Déclaration de Moscou. En conséquence, les Autrichiens prirent activement part à la Résistance à l'intérieur du camp et aux préparatifs pour le soulèvement des déportés de Buchenwald. Après la libération, tous les Autrichiens assistèrent au dernier " appel ", le 12 avril 1945 sous leur drapeau rouge-blanc-rouge ¹⁰⁹. »

09. GLEISSNER Heinrich : Pendant l'occupation nazie j'étais soit en détention, soit en dehors de l'Autriche. Il va de soi que je discutais souvent, avec des Autrichiens de mon bord, sur l'avenir de l'Autriche et nous n'avions aucun doute sur le fait que l'Autriche devait renaître en tant qu'Etat indépendant ¹¹⁰.

10. GREDLER Willfried : Après l'anschluss, que je n'accueillis pas de façon positive vu la forme sous laquelle il se fit, malgré mes sympathies d'alors pour l'Allemagne, se produisit en moi l'évolution suivante : à côté d'une prise de conscience de plus en plus claire des aspects négatifs du national-socialisme, je me résignai à la situation existante. Dans la mesure où mes souvenirs me le permettent, je crois avoir accepté l'existence de la grande Allemagne dans les années 1939-1942, tout en développant une critique croissante vis-à-vis du régime au pouvoir. Lorsque ses fautes et violations devinrent de plus en plus visibles et quand je compris ce qui se passait avec l'Autriche dont on faisait disparaître le nom, grandit alors en moi et chez beaucoup d'autres amis autrichiens le sentiment que face à la défaite prévisible de la Wehrmacht allemande, le rétablissement d'une Autriche indépendante avec un ordre démocratique serait la meilleure voie à suivre. Des contacts dans ce sens devinrent plus fréquents, à l'intérieur de la Wehrmacht, dans le pays et dans les territoires occupés, mais pas au-delà de la sphère sous pouvoir allemand. Au cours de la dernière année de la guerre, mes contacts avec le mouvement de Résistance « 05 » devinrent plus étroits, néanmoins j'ignorais les conversations des frères Molden, qui faisaient également partie de « 05 », avec les alliés en Suisse. Je n'ai pas été non plus agent de liaison de la Résistance autrichienne avec les hommes du 20 juillet, comme cela a été écrit dans un livre ¹¹¹.

109 Communication de M. Fein de novembre 1972.

110 Lettre de M. Gleissner, du 14 novembre 1972.

111 Lettre de M. Gredler, du 15 novembre 1972.

11. HAEUSER Franz : Malgré tous les dangers, les gens du même bord se sont rassemblés, sous la domination nazie, dans une foi inébranlable en la renaissance de la République autrichienne ; ils ont combattu le national-socialisme partout où c'était possible. Le comportement terroriste des nazis, les conséquences de la guerre ont rendu de larges couches de la population autrichienne très réceptives à cette attitude. Au camp de concentration, la communauté de sort, l'esprit démocratique et la profession de foi en tant qu'Autrichiens nous a amenés, malgré les divergences politiques, aux mêmes conceptions pour l'avenir. La constitution de la Confédération syndicale autrichienne unifiée (Oe.G.B.), et la volonté de coopération politique après 1945 sont les résultats de cette époque ¹¹².

12. JOCHMANN Rosa : Comme j'étais pendant tout ce temps dans un camp de concentration, je ne sais pas dans quelle mesure s'est développée chez les gens l'idée d'une nation autrichienne. Sans doute fut-ce le cas chez des intellectuels ; au camp, nous avions d'autres problèmes qu'il est superflu maintenant d'évoquer ; par conséquent je n'ai pas eu de conversation dans ce sens au camp. Mais les barbelés, aussi hauts soient-ils, ne peuvent pas empêcher la vie du dehors d'entrer. J'ai donc parfois entendu dire, vers 1945 surtout, que mes camarades communistes se prononçaient pour une profession de foi envers la nation autrichienne. Dans la situation où nous nous trouvions, cela me parut alors paradoxal, mais je ne m'exprimai pas à ce sujet. C'est certainement un témoignage d'indigence intellectuelle de ma part, mais puisque c'est la vérité, je veux le mentionner ¹¹³.

13. KREISKY Bruno : Je fais mienne la définition de la nation de l'école française, selon laquelle l'Etat et la nation sont identiques. Il me semble que cette conception est la seule qui soit praticable, et par là une discussion sur la nation autrichienne ne dispose d'aucune base. Apparemment, ceux qui furent responsables de la dénomination des institutions autrichiennes ont pensé de même, sinon ils n'auraient pas donné à une chambre du Parlement le nom de Conseil National, à la banque de l'Etat celui de Banque nationale, à la bibliothèque de l'Etat celui de Bibliothèque nationale, et à notre équipe de football celui d'équipe nationale.

Pendant la guerre, j'ai activement préconisé l'indépendance de l'Autriche et sa séparation du Reich allemand. Par là, je me suis

112 Lettre de M. Häuser du 16 juin 1972.

113 Lettre de Madame Jochmann, sans date, fin 1973.

trouvé dans une certaine opposition avec ceux qui, au début de la guerre, étaient d'avis que la libération revêtirait nécessairement la forme d'une révolution pan-allemande incluant l'Autriche ¹¹⁴.

Dès le début de juillet 1943 j'ai dit textuellement :

1. Dans toutes les déclarations sur l'Autriche, il faut dire clairement que le peuple autrichien et le pays ont été annexés par la force armée du III^e Reich.

2. Nous voulons pour l'Autriche le droit à l'autodétermination à l'extérieur et à l'intérieur, dans le cadre d'un règlement de paix européen juste.

3. Selon les informations en provenance d'Autriche, la majorité écrasante du peuple autrichien refuse toute appartenance au Reich allemand. C'est pourquoi nous sommes d'avis que nous, à l'étranger, nous devons répercuter la revendication d'une Autriche libre, démocratique, républicaine ¹¹⁵.

14. MISSONG Alfred : Pendant la guerre, ma famille était soit en fuite devant les nazis, soit en prison. Par l'intermédiaire du professeur August M. Knoll, mon père avait certains contacts avec des groupes de Résistance autrichiens et il ne fait aucun doute que ses amis réfléchissaient déjà pendant la guerre sous quelle forme l'Autriche ressusciterait après la fin de la guerre. En fait, avec Hurdes, Figl, Pernter et d'autres, il eut, en tant que co-fondateur du parti populiste, l'occasion d'assister l'Autriche à l'heure de sa naissance ¹¹⁶.

15. PEPPER Hugo : Une fois surmonté le choc de l'annexion, notre groupe continua et élargit même son action ; dénoncés par un professeur d'allemand, soixante jeunes gens furent arrêtés et détenus pendant plusieurs mois. Mais au Service du travail comme à l'armée où je fus appelé par la suite — un fonctionnaire autrichien avait fait disparaître mes antécédents, sinon j'aurais été enrôlé dans une unité disciplinaire — je continuai mes activités « subversives ». Après des stationnements en France — où nous remarquâmes que la population faisait une différence entre nous et les Allemands, ce qui nous amena à renforcer notre comportement « typiquement autrichien » —, en Pologne, en Yougos-

114 M. Kreisky fait ici allusion à l'attitude de ses propres camarades de parti à Londres et aux Etats-Unis.

115 On sait déjà que Bruno Kreisky fut le dirigeant du groupe socialiste en Suède. Lettre de M. Kreisky du 17 avril 1972.

116 Lettre de M. Missong du 12 janvier 1973.

l'avie, sur le front russe où je fus à nouveau dénoncé comme « fomentateur d'opinions subversives », je tombai gravement malade et après mon rétablissement fus envoyé à l'Ecole de guerre. Affecté à l'armée de réserve, je fus stationné en Bohême : la troupe et les officiers étaient pour la plupart des Autrichiens ; nous eûmes bientôt de très bons contacts avec la population civile. Comme je me déclarais toujours Autrichien convaincu, j'eus bientôt des contacts avec un groupe dont la profession de foi était : une Autriche libre et indépendante. Après les événements du 20 juillet 1944, mon commandant, un capitaine autrichien, me confia qu'il y avait dans notre circonscription de l'armée une organisation de Résistance qui avait échappé à la Gestapo ; je m'y joignis avec mon groupe et nous établîmes des contacts avec la Résistance tchèque.

Renvoyée en Autriche comme peu sûre, notre unité se trouvait à la fin de la guerre en Basse Autriche, où nous préparâmes et exécutâmes un soulèvement militaire, sous le signe de « 05 » ; la plupart des soldats avait auparavant prêté volontairement serment à la République autrichienne. Notre soulèvement fut écrasé après une lutte acharnée, mais nous avions atteint notre objectif : déranger sensiblement le dispositif de défense allemand et empêcher la destruction prévue des entreprises dans trois cantons de Basse Autriche ¹¹⁷.

16. POUKAR Raimund : Mes amis et moi, nous avons depuis toujours un fort sentiment autrichien ; il est cependant remarquable que même chez des nazis autrichiens se soit développé à cette époque un sentiment pro-autrichien. Au camp de concentration, nous étions tous d'accord qu'il fallait lutter pour la renaissance de l'Autriche ¹¹⁸.

17. PROBST Otto : L'évolution amorcée dès avant l'anschluss s'accéléra après celui-ci ; l'expérience des méthodes de terreur de la Gestapo, la présomption de beaucoup d'Allemands venus de l'*Altreich* suscitèrent chez nombre de socialistes, et chez moi également, une réaction pro-autrichienne. Malgré la terreur nazie, beaucoup de socialistes ont ainsi pris part à divers groupements de la Résistance dont le but était le rétablissement de l'Autriche indépendante ¹¹⁹.

18. REICHHOLD Ludwig : De novembre 1938 à juillet 1939 j'étais à Berlin où j'entretenais d'étroits contacts avec Jakob Kaiser et Elfriede

117 Dossier de M. Pepper, remis à l'auteur en septembre 1972. Le soulèvement de la troupe dont il est question, eut lieu le 5 mai 1945, à Hollenstein près d'Amstetten, en Basse-Autriche.

118 Entretien avec M. Poukar en septembre 1972.

119 Entretien avec M. O. Probst, le 28 mars 1972.

Nebgen¹²⁰ qui, pour leur part, préconisaient le maintien de l'anschluss, mais pas sous la forme qu'il avait revêtu le 13 mars 1938 ; tirant les leçons des événements de la Sarre, Kaiser avait été pour le maintien d'une Autriche indépendante. Ils envisageaient pour l'après-guerre la possibilité pour le peuple autrichien de se prononcer démocratiquement pour ou contre l'anschluss... Un tel référendum pouvait à coup sûr être accepté parce qu'il aurait donné sans aucun doute un vote imposant en faveur de l'Autriche. Au cours de conversations ultérieures à Berlin en 1943 et en 1944, j'ai préconisé ce procédé car il aurait définitivement résolu la question de l'anschluss toujours discutée parmi les Autrichiens. Selon mon expérience, la grande majorité aurait voté pour une Autriche indépendante, ne serait-ce qu'en réaction à leur expérience dans la Wehrmacht. A cette époque, il n'y avait certainement plus que les nationaux-socialistes à être pour l'anschluss¹²¹.

19. SCHARF Erwin : Même sous l'occupation nazie et pendant mes années de détention (1938-1940), je restai convaincu de la nationalité allemande des Autrichiens. Le poste émetteur clandestin des « socialistes révolutionnaires d'Allemagne » me renforça dans cette opinion. Lorsque je me joignis, en été 1944, aux partisans yougoslaves je rédigeai les « principes pour l'orientation politique des groupes d'action des socialistes révolutionnaires » où j'écrivais au point 2 : « ... Puisqu'en Autriche les mêmes milieux et groupes d'intérêts que dans l'*Altreich* ont fonctionné comme bailleurs de fonds et propagandistes de l'idéologie nazie pour parvenir à la fascisation et à la mise au pas — à savoir le grand capital allemand, impérialiste et l'intelligentsia à son service — la lutte contre la domination nazie en Autriche doit être menée en tant que lutte de classe des masses populaires opprimées. » Et au point 3 : « A la conférence de Moscou des trois ministres des Affaires étrangères, il a été déclaré que les trois puissances sont d'accord pour que l'Autriche, premier pays libre victime des nazis, soit libérée. Elles considèrent l'annexion de l'Autriche du 13 mars 1938 à la suite de l'invasion par les troupes allemandes, “ comme nulle et non avenue, etc. ” Aussi déterminé que soit cet objectif de guerre, il ne saurait influencer la justesse des opinions exposées ci-dessus, ni d'ailleurs notre résolution de lutte antifasciste. Il est vain de vouloir opposer une autre stratégie à celle des trois grands alliés... en tant que socialistes révolutionnaires nous ne connaissons qu'un but vers lequel tend toute notre volonté : la révolution socialiste... Mais nous savons que la réalisation de grandes réformes socialistes est liée à de grands espaces économiques. C'est pourquoi,

120 Deux résistants allemands d'orientation chrétienne-sociale.

121 Lettre de M. Reichhold d'octobre 1973.

dans la lutte pour le socialisme nous devons tendre à l'anschluss avec un Etat plus grand ou un groupe d'Etats plus grands... »

J'ai modifié cette attitude à la suite de discussions que j'ai menées dans les mois suivants avec des militants dirigeants du parti communiste autrichien. Pour moi, les arguments décisifs furent :

a) La nation n'est pas une catégorie absolue. Elle est aussi un produit de l'évolution historique.

b) L'existence d'une Autriche indépendante pour de nombreuses décennies est un fait acquis. Dans ces années, la spécificité de l'Autriche et des Autrichiens se consolidera toujours plus, nécessairement. A cet égard, les études de Staline sur la question nationale m'ont également influencé.

c) L'indépendance de l'Autriche sera pendant longtemps un facteur de paix et donc souhaitable pour cette raison également ¹²².

20. SIMON Joseph T. : Chez moi, il n'a pas eu de développement pro-autrichien ou anti-allemand, pendant l'occupation nazie. Je préférerais, et je préfère toujours, Weimar ou Bonn à l'esprit de Judenburg ou St. Kanzian ¹²³. Cependant je suis conscient qu'il y avait ici pendant la guerre un esprit anti-allemand, souvent, au fond, anti-prussien. Même chez mes camarades de parti ¹²⁴.

21. SIMON Walter B. : Dans l'émigration, j'ai accepté l'opinion d'Otto Bauer qu'après la défaite de Hitler une séparation de l'Autriche de l'Allemagne serait superflue et donc condamnable. Il est intéressant de noter que dans l'émigration, ce sont surtout les milieux catholiques-conservateurs et les communistes qui ont préconisé le rétablissement de l'indépendance autrichienne. A vrai dire, je faisais partie de ceux qui ne voyaient pas l'utilité de séparer l'Autriche d'une Allemagne purifiée du national-socialisme. Or, lorsqu'après la guerre je me rendis pour la première fois en Autriche en 1952, je remarquai que de toute évidence, sous la domination hitlérienne déjà, un véritable patriotisme autrichien s'était développé ¹²⁵.

22. SINOWATZ Fred : Dans ma famille, on identifia toujours la fin de la guerre avec la fin du national-socialisme et la renaissance d'une

¹²² Lettre de M. Scharf du 7 novembre 1973.

¹²³ Des communes carinthiennes dont les habitants selon l'auteur de la lettre sont connus pour leur esprit à la fois pangermanistes et borné.

¹²⁴ M. Simon était membre influent du parti socialiste. Il est décédé, depuis cette lettre du 14 décembre 1972.

¹²⁵ Lettre de M. Walter B. Simon, frère du précédent, du 12 février 1973.

Autriche indépendante. Autant que je me souviens, il n'y eut là-dessus aucun doute. Je me souviens également que l'écoute des radios étrangères a renforcé cette attitude. Dans les conversations avec des amis, à l'internat où je me trouvais pendant la guerre, cette attitude se trouva confirmée ¹²⁶.

23. SLAVIK Félix : Après 1938, le sentiment national autrichien s'est considérablement renforcé ; le mot d'ordre « Los von Deutschland » était alors très répandu. On peut dire que pendant l'occupation nazie, les milieux socialistes de l'Autriche étaient également pour une Autriche indépendante. Si des militants socialistes comme Kreisky et Novy ont relativement tôt opté pour une Autriche indépendante, cela doit être imputé à l'influence des socialistes restés au pays sur ceux de l'émigration. Dans le procès qu'on m'avait intenté pour activité illégale, je me suis publiquement reconnu social-démocrate, néanmoins un juriste nazi autrichien s'est présenté chez moi pour se charger de ma défense. Je vois dans ce fait une certaine solidarité des Autrichiens au-delà des clivages politiques ¹²⁷.

24. STROER Alfred : Chez moi et chez beaucoup de mes amis, une évolution s'est faite après l'occupation militaire, lorsque l'Autriche a cessé d'exister en tant qu'entité. A partir d'un refus sentimental des « Prussiens » et des « Piefke », se développa peu à peu la conscience que nous autres Autrichiens étions malgré tout différents des Allemands. Cela ne concerna pas seulement le mode de vie différent, mais aussi le jugement des apports autrichiens dans beaucoup de domaines. On en discutait entre amis, très prudemment. Tout d'abord le concept Autriche, comme nation en soi, ne joua pas un rôle essentiel, mais notre volonté de voir renaître l'Etat autrichien grandit au fur et à mesure que la guerre avançait ¹²⁸.

CONCLUSIONS PROVISOIRES SUR UNE ENQUÊTE

A la question formulée au début du paragraphe précédent, nous avons recueilli 24 réponses ; la répartition politique reste la même que pour la première question, étant donné que M. Breycha-Vauthier qui remplace M. Withalm appartient également au camp conservateur catholique. Quelles conclusions peut-on tirer de ces réponses ?

La majorité va dans le sens que nous avons pu développer dans ce chapitre, et même une majorité écrasante : c'est-à-dire, la tendance à se

126 Lettre de M. Sinowatz, fin septembre 1973.

127 Entretien avec M. Slavik du 10 septembre 1971.

128 Manuscrit de M. Stroer, septembre 1973.

retrouver entre Autrichiens, indépendants, après la guerre pour construire un Etat démocratique se manifestait de plus en plus ; c'est ce qui ressort de 21 réponses dont 10 proviennent du camp socialiste qui, théoriquement, devrait respecter la ligne fixée par Otto Bauer. Mais les socialistes dans le pays, sous l'influence de la réalité quotidienne, s'étaient rapidement convertis à la ligne autrichienne et même, cela se reconnaît dans la réponse de Bruno Kreisky (N° 13) comme dans celle de Felix Slavik (N° 23), les socialistes de l'intérieur aidèrent à faire progresser l'idée de l'Autriche indépendante chez leurs camarades exilés, là où les relations n'étaient pas totalement coupées pendant la guerre (Suède - pays neutre). Néanmoins : trois réponses du camp socialiste, dont deux proviennent d'exilés (N° 20 et N° 21) et une d'une déportée (N° 12), ne laissent percevoir aucune évolution dans la question nationale. N° 21 s'étonne même que la cause de l'indépendance autrichienne ait été surtout soutenue d'un côté par les conservateurs, et de l'autre par les communistes, alors que la déportée, tout en ayant entendu « ses camarades communistes » parler de la défense nécessaire de la nation autrichienne, avait, comme elle dit, d'autres soucis dans l'univers concentrationnaire. On ne peut lui en vouloir. Notons cependant qu'un socialiste à l'époque (N° 19) se refusa à considérer les Autrichiens comme une nation jusqu'en 1944 et prônait, comme ses camarades exilés, la révolution pan-allemande. Il se convertit cependant à la nation autrichienne après discussion avec des communistes qu'il eut l'occasion de rencontrer chez les partisans yougoslaves. Néanmoins, Erwin Scharf resta à l'époque socialiste et exerça de hautes fonctions au parti socialiste jusqu'en 1948. Un autre correspondant, socialiste lui aussi mais émigré (N° 21), découvrit en 1952, à l'occasion de son premier retour, qu'un authentique patriotisme autrichien s'était développé pendant la domination hitlérienne.

Pour un seul des correspondants, le désir de voir se rétablir l'Autriche indépendante ne provenait pas d'un sentiment national, mais simplement de la reconnaissance d'une opportunité après l'expérience vécue du nazisme. Il se situe lui-même dans le camp dit libéral (N° 10).

A travers toutes ces réponses, on s'aperçoit donc que pendant les années 1938 à 1945 un fort sentiment d'être Autrichiens, et en tant que tels d'être différents des Allemands, se développa en Autriche et qu'il y eut quasi-unanimité dans la volonté de rétablir l'Autriche indépendante et démocratique. Cette volonté commune dénote chez beaucoup un consensus national général accompagné d'un fort sentiment national, et chez un nombre appréciable une conscience nationale articulée et fondée. L'époque 1938-1945 fut donc véritablement décisive pour la progression de cette conscience nationale.

LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES

ABÖK	Antifaschistisches Büro österreichischer Kriegsgefangener (Bureau antifasciste des prisonniers de guerre autrichiens) — en U.R.S.S.
ALÖS	Auslandsbüro der österreichischen Sozialdemokraten (Bureau à l'étranger des sociaux-démocrates autrichiens) — à Brno
AVÖS	Auslandsvertretung der österreichischen Sozialisten (Représentation à l'étranger des socialistes autrichiens) — à Paris
DAF	Deutsche Arbeitsfront (Front allemand du travail)
Dok 1	Dokumentation zur Zeitgeschichte 1938-1945
Dok 2	Dokumentation zur Zeitgeschichte 1945-1955
DÖW	Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes (Archives documentaires de la Résistance autrichienne)
DWuV	Dokumentation Widerstand und Verfolgung in Wien- 1, 2 et 3 (selon le volume à indiquer)
FOeWB	Freie Österreichische Weltbewegung (Free Austrian Movement)
FPOe	Freiheitliche Partei Österreichs
Hrsgb.	Herausgeber (directeur d'un ouvrage collectif)
IFÖG	Institut für österreichische Geschichtsforschung, Université de Vienne
IFZG	Institut für Zeitgeschichte, Université de Vienne
KPOe	Kommunistische Partei Österreichs
KI	Kommunistische Internationale
MEW	Marx-Engels-Werke
NSDAP	Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei
ÖF	Österreichische Freiheitsbewegung
ÖFF	Österreichische Freiheitsfront
OeGB	Österreichischer Gewerkschaftsbund (Confédération des syndicats autrichiens)
OeVP	Österreichische Volkspartei
PG	Parteigenosse
phil. Diss.	Philosophische Dissertation (Thèse de doctorat)
Protokoll	Procès-verbal du Symposium « Österreicher im Exil »
RL BDC	Berlin Document Center (cité d'après Stadler)
RM	Reichsmark
SPOe	Sozialistische Partei Österreichs
R-W-R	Rot-Weiss-Rot-Buch
SD	Sicherheitsdienst
SK	Der sozialistische Kampf (La lutte socialiste, Paris)
VB	Völkischer Beobachter
WuZ	Weg und Ziel
Zsp	Zeitspiegel

Remarque à propos des citations

Comme ce travail ne s'adresse pas aux seuls germanistes, nous avons adopté le procédé suivant pour les citations tirées de documents ou d'ouvrages en langue allemande :

- La plupart des citations sont directement rendues en français ;
- Quand le texte allemand comporte des nuances très affinées, nous le donnons en allemand dans le corpus du travail, accompagné en note de la traduction ou, quand il s'agit d'un poème, d'un essai de traduction ;
- Un très petit nombre de citations restent en langue originale, dans la plupart des cas en note, ce que nous estimons licite pour un travail de ce genre.

TABLE DES MATIÈRES

Tome I

<i>Avant-propos</i>	7
<i>Introduction</i>	9
<i>Chronologie 1934-1975</i>	23
 PREMIÈRE PARTIE : <i>ANSCHLUSS ET DÉSINTÉGRATION DE L'AUTRICHE</i> (février 1938 - septembre 1939)	45
 CHAPITRE I - <i>BERCHTESGADEN, « LA PAIX ALLEMANDE » - PREMIÈRE CAPITULATION</i> (12 février - 3 mars 1938)	47
Prodromes inquiétants	47
Les deux fautes fondamentales de Schuschnigg	49
La deuxième faute	53
Incidents et avertissements	57
Un guet-apens et ses conséquences	60
Le signal : Seyss-Inquart ministre	64
La « paix allemande » en question	69
Positions des chrétiens, des socialistes, des communistes	75
« Rouge-Blanc-Rouge, à la vie et à la mort ! »	81
 CHAPITRE II - <i>UN MOUVEMENT PATRIOTIQUE ET LA DEUXIÈME CAPITULATION</i> (4 mars - 11 mars 1938)	87
Forces politiques et sociales en présence	89
Résister ou ne pas résister ?	92
Le discours d'Innsbruck et le référendum	97
Action Otto - et deuxième capitulation	101
Le processus en marche	105
Le passé saisi sur le vif	109
Points communs et points divergents	120
 CHAPITRE III - <i>FAIT ACCOMPLI, 3^e CAPITULATION, MISE AU PAS ET PREMIERS DÉSENCHANTEMENTS</i> (12 mars - fin mai 1938)	125
Mise au pas et démagogie	126
Le démantèlement de l'administration autrichienne	129
Discours, soupe populaire et terreur	133
La 3 ^e capitulation : les ralliements	137

Le désenchantement	142
Fin de la <i>Gemütlichkeit</i> , fin de l'Autriche	145
Premières réflexions sur la nation autrichienne	148
 CHAPITRE IV - <i>DU RÉFLEXE « ANTIPRUSSIEN » AUX PREMIÈRES RÉSISTANCES</i> (juin 1938 - septembre 1939)	159
Digression sur le prussianisme	159
Les pratiques nationales-socialistes	167
Le revers de la médaille	176
Le pillage économique	182
Une dot appréciable	185
Un bilan éloquent	188
Le sac du palais archi-épiscopal de Vienne en octobre 1938	192
La nuit de cristal	195
La désillusion des nazis autrichiens	199
La peur de la guerre et les premières résistances	204
 CHAPITRE V - <i>L'ÉMIGRATION AUTRICHIENNE - PERTE ET TRANSFERT DE SUBSTANCE</i> (1934 - 1939)	213
Avant et après 1934	215
La grande saignée de 1938	220
La littérature autrichienne quitte l'Autriche	224
Des structures d'accueil à inventer de toutes pièces	228
Nouvelles réflexions sur la nation autrichienne	234
Les écrivains pour l'Autriche	244
Halte méditative	245
 DEUXIÈME PARTIE : <i>UN PAYS SANS NOM SOUS LA GUERRE</i> (1939 - 1945)	249
 CHAPITRE VI - <i>L'AUTRICHE SOUS LE COMMISSAIRE DU REICH</i>	251
Doctrines, propagande et faits	252
Les contingences de la vie matérielle	262
Ravitaillement et moral de l'arrière	265
Vie culturelle et aryenne	269
Etats d'âme et ambiance générale	277
Criminalité, répression et justice nazie	283
Le pays sans nom	286
 CHAPITRE VII - <i>LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE ET SES MOTIVATIONS DIVERSES</i> (1939 - 1943)	289
L'Autriche réelle dément l'Autriche officielle	290
L'amalgame autrichien dans les camps nazis	294
Les résistants monarchistes et catholiques	299
Les communistes dans la résistance	307
La prise de conscience chez les socialistes	311
Les groupes de résistants spécifiques	315

CHAPITRE VIII - <i>LES EXILÉS DANS LA LUTTE ANTIHITLÉRIENNE</i> ..	327
Les émigrés dans les pays non-occupés	330
A propos des communistes et des organisations de masse	339
Dans les pays latino-américains	344
Les Autrichiens au Moyen-Orient	346
Aux extrémités de l'échiquier : Etats-Unis et U.R.S.S.	348
La propagande de l'émigration autrichienne en Union soviétique pour un état national indépendant (1938-1945)	353
La participation à la Résistance européenne	360
La participation à la lutte armée contre le 3 ^e Reich	365
En Espagne et chez les partisans yougoslaves	367
Emigrés ? - Exilés ? - Où est la différence ?	370
CHAPITRE IX - <i>LES TOURNANTS DE LA GUERRE - LA DÉCLARATION DE MOSCOU</i> (Fin 1942 - Fin 1944)	373
Terreur, batailles et résistance	373
Fondation du Front National Autrichien	380
La déclaration de Moscou	384
Les effets de la déclaration en Autriche	388
La conférence de Moscou et sa « réception » par l'exil	395
Débarquement en Normandie et 20 juillet 1944	401
CHAPITRE X - <i>VERS UN CONSENSUS NATIONAL</i> (1944 - 1945)	411
Culture, Littérature et nation	411
Les écrivains en exil - voix de l'Autriche	413
Les activités culturelles des Autrichiens en Grande-Bretagne	421
Les écrivains autrichiens aux Etats-Unis	432
Correspondances, divergences, convergences	437
Pionniers du consensus national	446
... Et nouveaux efforts théoriques	452
Coordination de la résistance dans la dernière phase	457
Comment ont-ils vécu les sept années sombres	464
Conclusions provisoires sur une enquête	475

Tome II

TROISIÈME PARTIE : SITUATION ET ACTUALITÉ DE LA NATION AUTRICHIENNE (Années cruciales : 1945- 1955-1978)	491
CHAPITRE XI - LE PRINTEMPS 1945 - RENOUVEAU D'UN ESPRIT NATIONAL	493
La proclamation d'indépendance et le gouvernement provisoire	501
Les hommes et les partis	507
CHAPITRE XII - LES PREMIERS PROGRAMMES POLITIQUES	515
Les principes directeurs de l'Oe.V.P. en 1945	521
Une renaissance culturelle spontanée	527
La presse et l'opinion publique en 1945	535
CHAPITRE XIII - TRAITÉ D'ETAT ET NEUTRALITÉ DE L'AUTRICHE ..	543
La rupture de la concentration nationale suivie de la « grande coalition »	548
Plan Marshall, essor économique et industrie nationale	557
Néonazisme, chauvinisme, politique de minorités	561
La politique de neutralité active - un acquis de l'Autriche	569
Nouvelle Autriche et changements sociologiques	573
CHAPITRE XIV - LA NATIONSWERDUNG DE L'AUTRICHE	581
Rappels historiques et approfondissements	591
Avis des juristes et de sociologues	601
De l'héritage de l'état multinational - digression théorique	609
Entre deux nationalismes - la Nationswerdung	626
CHAPITRE XV - EFFETS DURABLES D'UNE PRISE DE CONSCIENCE ..	643
Enquêtes et sondages en « largeur » et en « profondeur »	647
Comment voient-ils la nation autrichienne et son évolution	656
Les institutions agissant pour la nation autrichienne	675
Recherches universitaires sur l'Autriche	687
Anniversaires, controverses et discours	689
Conclusion	703
Liste des sigles et remarque sur les citations	717
ANNEXES	729
Documents	731
Bibliographie	953

45. Chr. et G. RAVY
L'image de l'Autriche à travers les manuels
d'Allemand P.U.F.
46. D. GAMBIER
Analyse conjoncturelle du chômage P.U.F.
47. F. KREISSLER, Chr. et G. RAVY
Recherche et enseignement sur l'Autriche en
France Public. Rouen
48. L. MONNIER
Capitaux publics et stratégie de l'Etat P.U.F.
49. Chr. et G. RAVY, F. KREISSLER
D'Aichinger à Zweig. Traductions françaises
d'écrivains autrichiens : bibliographie P.U.F.
50. J.-M. PASTRÉ
Rhétorique et adaptation dans les œuvres
allemandes du Moyen-Age P.U.F.
51. J.-P. FILLASTRE
Nephrotoxicity Masson
52. G. BIANCIOTTO
Cahiers d'études médiévales Champion
53. M. MERVAUD
Nicolas Ogarev
Lettres à Alexandre Herzen fils Institut Slave
54. H. LEHALLE
Approches psycho-pathologiques de l'espace et
de sa structuration : actes du colloque P.U.F.
55. J. GUERMOND
Le système de différenciation spatiale en
agriculture : la France de l'Ouest de
1950 à 1975 Champion
56. Austriaca spécial
actes du colloque deux fois l'Autriche
57. J.-M. POINSOTTE
Juvenius et Israël P.U.F.
58. M. WILLEMS
La genèse du mythe shakespearien
(1660-1780) P.U.F.
59. J. GUILHOT
Le concept de libido : dimensions personnelles
et dimensions communautaires P.U.F.
60. J. WINOGRADZKI
Les méthodes tensorielles de la physique Masson
61. P. GARDIN
Pratique linguistique P.U.F.
62. M. LEHMANN
Le système des réserves obligatoires et
le contrôle de la masse monétaire P.U.F.
63. M.-L. MARCILIO, L. HENRY, ...
Démographie historique P.U.F.
64. J.-P. BORDET et A. KOKOSOWSKI
Analyse multidimensionnelle et typologie
(à paraître) E.A.P.
65. B. GARDIN, J.-B. MARCELLESI,
LE GRECO
Actes du Colloque de sociolinguistique P.U.F.
66. N. GOLB
Les Juifs de Rouen au Moyen-Age,
portrait d'une culture oubliée (à paraître)
67. F. KREISSLER
La prise de conscience de la nation
autrichienne et ses effets durables P.U.F.
68. CENTRE D'ART, ESTHÉTIQUE
ET LITTÉRATURE
Le paysage normand dans la littérature
et dans l'art P.U.F.

LA PRISE DE CONSCIENCE DE LA NATION AUTRICHIENNE 1938 - 1945 - 1978

Félix Kreissler, Français d'origine autrichienne (né à Vienne en 1917) s'engagea très tôt dans la lutte contre le régime autoritaire. Animateur du mouvement des lycéens antifascistes, il fut arrêté et détenu pendant plusieurs mois en 1936, puis exclu de toutes les écoles autrichiennes.

Venu en France, pour y continuer ses études, il y fut surpris par la guerre. Réfugié à Toulouse, il continua néanmoins ses études et s'engagea dans les premiers groupes d'étudiants résistants. Arrêté par la police de Vichy, traduit devant un Tribunal militaire, il fut interné, malgré l'acquittement prononcé. Il s'évada du camp de Récébédou (près de Toulouse) et entra de nouveau dans la Résistance. Arrêté en 1944 par la Gestapo, il fut déporté à Buchenwald après avoir subi de graves tortures.

Après la Libération, tour à tour traducteur, journaliste, interprète de conférence, Félix Kreissler entra finalement dans l'enseignement supérieur. Auteur de plusieurs thèses : Doctorat de l'Université de Paris avec *Le français dans le théâtre viennois du XIX^e siècle*, Doctorat de 3^e cycle avec *L'Autriche de 1918 à 1938 - De la révolution à l'annexion*, et Doctorat d'Etat avec le présent ouvrage et auteur d'autres ouvrages sur l'Autriche, il a fondé à l'Université de Rouen le *Centre d'Etudes et de Recherches Autrichiennes* dont il continue d'être l'animateur, de même que la revue *Austriaca*, qu'il dirige. Il a par conséquent consacré toutes ses activités d'enseignant et de chercheur à la *Civilisation autrichienne* qu'il a contribué, d'une façon essentielle, à faire reconnaître comme une branche de la germanistique française.

Dans cette étude diachronique et synchronique qui s'étend sur quarante ans, l'auteur analyse, en prenant en compte les antécédents historiques, le processus complexe du devenir de la nation autrichienne, qui s'est heurté, en Autriche même et à l'étranger à maintes difficultés d'ordre historique, politique et psychologique. L'ouvrage est axé sur les dates cruciales de l'histoire récente de l'Autriche, l'annexion de 1938, la Libération de 1945, le traité d'Etat de 1955 et la prise en charge des affaires du pays par les socialistes sous la direction du chancelier Kreisky depuis 1970.